

LES
ISRAÉLITES ALGÉRIENS
DE 1830 A 1902

Thèse pour le Doctorat ès-lettres

présentée par

Claude MARTIN

Licencié ès-lettres

PARIS-8^e

ÉDITIONS HERAKLES

17, Rue de Constantinople

—
1936

Thèse Paris
1936.

LES ISRAÉLITES ALGÉRIENS

DE 1830 A 1902



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549922_0037

LES
ISRAÉLITES ALGÉRIENS
DE 1830 A 1902

Thèse pour le Doctorat ès-lettres

présentée par

Claude MARTIN

Licencié ès-lettres

PARIS-8^e
ÉDITIONS HERAKLES
17, Rue de Constantinople
—
1936

*

30554.

La Faculté n'entend donner ni approbation, ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



AVANT-PROPOS

Les historiens de l'Algérie française ont surtout étudié la conquête du pays et sa mise en valeur. C'est évidemment l'essentiel. Mais à lire les bulletins de victoire de la « colonisation triomphante » on pourrait croire que les Algériens n'ont eu pour unique souci que la culture de leur terre. Cette impression serait fausse. Nulle part autant qu'en Algérie l'esprit de clan n'a sévi. La fusion d'éléments venus de tous les points du monde méditerranéen ne s'est pas opérée sans remous ; mais ces mouvements populaires ont pris une forme particulière : l'antisémitisme. On devrait dire plus exactement l'antiju-daïsme, car les indigènes arabes ou berbères, également sémites, ont été de tout temps adversaires résolus des Juifs algériens. On a été amené en cherchant les causes de cette hostilité à étudier le groupe des Israélites d'Algérie. Ils ont réalisé une étonnante évolution en moins d'un siècle, en passant de la demi-barbarie moghrebine à la civilisation occidentale. Quelques générations ont suffi. Le grand-père de tel avocat illustre, d'une culture raffinée, savait à peine parler le français ; son cousin habite peut-être encore quelque mellah sordide du Maroc : lui s'est complètement adapté à la vie française, il ne veut plus connaître l'Orient dont il est issu, son ambition suprême est de paraître un métropolitain.

On cite là le cas extrême, car un grand nombre d'Israélites qui restent terrés dans leurs anciens quartiers, suivent encore leurs traditions judéo-berbères. Mais tous ont essayé peu ou prou de prendre au monde occidental ce qui pouvait les aider à réussir dans la vie. Cela va du diplôme universitaire au vêtement européen. On se souvient des spectacles pittoresques qu'offrent certaines synagogues privées d'Oran les jours de grandes solennités religieuses. Certains portefaix, la barbe inculte, coiffés d'un chapeau trop grand qui couvre leurs oreilles, perdus dans des jaquettes trop longues, les pieds nus dans de vieux souliers achetés chez quelque brocanteur, hurlent à pleine voix leurs prières. Ces humbles ont essayé de se rapprocher des Français en s'habillant comme eux, mais ils restent encore très loin de nous ; ils forment l'arrière-garde d'Israël ; seulement, la place importante occupée par leurs coreligionnaires francisés empêche de les voir.

Cependant, entre ces barbares et l'intellectuel israélite des liens subsistent. Parce qu'il appartient à une des familles qui commandaient la communauté autrefois, sous la domination arabe, ou parce qu'il administre le consistoire ou quelque société de sa ville, celui-ci exerce sur ceux-là une influence considérable, absolue parfois. Au milieu de la population algérienne, la société israélite a conservé une solidarité et une hiérarchie qui expliquent et sa puissance et son évolution.

Chefs religieux et chefs héréditaires ont guidé leurs coreligionnaires vers la civilisation française. A eux surtout revient le mérite de l'œuvre réalisée. Il est de bon ton de nos jours, chez les jeunes intellectuels israélites d'Algérie, d'afficher des opinions politiques avancées et de médire des Consistoires. Ce sont pourtant ces organismes qui ont façonné les Israélites algériens, souvent même contre le gré de ceux-ci. Cependant, tout n'a pas été bon dans leur activité. Ils sont intervenus trop souvent dans la politique du pays. Leur action engendra des colères dont la population israélite pâtit beaucoup. La crise antijuive, dont on a essayé de dégager le caractère purement algérien, n'eut pas d'autre cause. Elle fut provoquée par une longue suite d'abus de leur part sans grande importance en eux-mêmes, mais que les passions politiques faisaient paraître insupportables, qui donnaient à des gens frustes le désir de faire justice eux-mêmes.

On a tenté en exposant les phases de cette évolution et des réactions qu'elle a provoquées de garder une stricte impartialité. On a cherché à comprendre et à expliquer les actions de ces populations orientales et méditerranéennes dont la mentalité était sur bien des points très éloignée de la nôtre. Un long séjour en Algérie, des relations amicales avec des Israélites et des antijuifs qui nous avaient permis de nous familiariser avec elle, nous ont servi utilement en cela.

*
* *

Une littérature abondante, mais de valeur fort inégale, existait déjà sur la question juive en Algérie. Hormis quelques brochures de rabbins sur l'origine et l'histoire des Israélites du Moghreb, il n'existait aucune étude sur la vie de la communauté sous la domination française. Les documents des archives nationales et du Consistoire central, les articles des revues israélites et des journaux algériens nous ont donné de précieux renseignements à ce sujet.

Les problèmes politiques posés par la naturalisation des Israélites, le décret Crémieux et le mouvement antijuif de la fin du XIX^e siècle en particulier, ont, par contre, inspiré un très grand nombre d'auteurs. Mais la passion politique et l'esprit de parti primaient fâcheusement le sens critique de ces écrivains. Le mensonge par statistique,

les témoignages posthumes et les invectives tenant lieu d'arguments défaillants sévirent alors avec une intensité déplorable. Ces polémistes se souciaient peu de la vérité. Ils écrivaient pour des électeurs. Ce n'est pas une référence scientifique. La presse algérienne, plus encore, étonne par son âpre passion. Il faut sans cesse tenir compte de cet état d'esprit pour retirer de sa lecture des précisions intéressantes sur les événements de la politique locale ou de la vie quotidienne.

Les enquêtes parlementaires, les documents d'archives, les mémoires, constituent heureusement des guides plus sûrs, nécessaires dans ces recherches. Les indications qui nous ont été fournies, avec une bonne grâce dont nous les remercions très sincèrement, par Mme Henriette-Gaston Thomson, M. Emile Morinaud, député-maire de Constantine, M. Louis Paoli, bibliothécaire honoraire de l'Université d'Alger ; M. Boué, rédacteur à « La Dépêche Algérienne », nous ont éclairé bien souvent.

Qu'il nous soit permis en terminant d'exprimer nos remerciements à MM. les Archivistes des Archives Nationales ; M. Esquer, archiviste du Gouvernement général de l'Algérie ; M. le Conservateur de la bibliothèque municipale d'Alger ; M. Charles-André Julien, M. S. Posener, pour les indications qu'ils ont bien voulu nous donner ; à M. le Rabbin Sachs, secrétaire général du Consistoire Central des Israélites de France, qui mit à notre disposition les archives consistoriales ; à M. Mannoni, directeur de « l'Echo d'Oran » ; M. Perrier, directeur de « La Dépêche Algérienne », qui nous ouvrirent les collections des anciens journaux algériens, si rares aujourd'hui, et à toutes les personnes qui contribuèrent à faciliter nos recherches. Leur dire notre gratitude est non seulement un devoir, mais surtout une joie.

ABRÉVIATIONS

Arch. Nat. : Archives Nationales.

Arch. gouv. gén. : Archives du Gouvernement général de l'Algérie.

Arch. Cons. Cent. : Archives du Consistoire Central des Israélites de France.

Arch. Is. : Archives israélites de France.

J. O. : Journal Officiel.

INTRODUCTION

LES JUIFS ALGERIENS AVANT LA CONQUÊTE

Le Moghreb, en dépit des déserts et des mers qui le bornent, est d'un accès relativement aisé. De l'Orient on peut y parvenir par la porte de Tripolitaine ; d'Europe par le détroit de Gibraltar et par la Sicile. Le Sahara même n'a jamais empêché les relations entre l'Afrique du Nord et le Soudan. Ce sont des conditions propices aux invasions et aux migrations de peuples : aussi n'y a-t-il pas d'unité de race chez les indigènes ; les Berbères forment un peuple hétérogène, aux caractères disparates. Il en est de même pour les Israélites algériens.

Au hasard de leurs opérations commerciales ou des persécutions, leurs ancêtres sont venus se fixer dans le pays. La conversion au judaïsme d'un certain nombre de Berbères introduisit dans leurs communautés un élément complètement étranger au monde juif. Issus du croisement d'émigrés israélites de diverses origines et des indigènes, les Juifs algériens ne constituent pas un groupe ethnique pur, comme ils le croient généralement. Mais la religion, la loi de Moïse et les coutumes locales cimentèrent leur union et permirent à ces minorités de conserver leur existence et leurs traditions.

I. — Les Juifs indigènes.

L'arrivée des Juifs en Afrique du Nord remonte à des temps très anciens. On a émis l'hypothèse que des marchands hébreux commerçaient avec les Sémites de Carthage et des colonies phéniciennes, dès le second millénaire de notre ère (1) mais rien n'indique que ces négociants se fixaient dans le pays. Il est plus probable qu'après un séjour plus ou moins fructueux ils abandonnaient leurs comptoirs pour rentrer en Syrie ou en Palestine, sans faire souche.

Ce furent les déportations en masse de vaincus qui amenèrent les premiers contingents notables d'Israélites en Afrique. En 971 avant

(1) EISENBETH, *Le Judaïsme algérien*, Ch. I, p. 9.

Jésus-Christ, Sisac, roi d'Égypte, après avoir pillé Jérusalem, emmenait des captifs dans la vallée du Nil. En 587 avant J.-C., après la prise de Jérusalem et la destruction du temple par Nabuchodonosor, les partisans de l'alliance égyptienne se réfugièrent chez leurs alliés. Ceux-ci les installèrent dans les villes où les étrangers étaient déjà tolérés. Ces juifs suivaient encore les rites primitifs, adorant à la fois Jahveh et les Baal-, petites gens d'ordinaire mais d'une piété fervente, pénétrés du sentiment de leur supériorité sur les païens ; leurs rapports avec ceux-ci étaient difficiles. Ils éveillèrent des inimitiés redoutables contre eux.

Pour s'en débarrasser, Ptolémée Soter en transporta, dit la tradition, plus de cent mille en Cyrénaïque en 320 avant J. C. Il en installa d'autres dans la Pentapole où, d'après Strabon, ils constituaient la classe la plus importante de la population. Ils ne s'adonnaient pas seulement au commerce, beaucoup étaient agriculteurs, on comptait même parmi eux des guerriers. En contact avec les populations lybico-berbères de l'intérieur ils se mêlèrent parfois à elles, essayant de les convertir, y réussissant quelquefois.

La prise de Jérusalem par Titus et la destruction du Temple devaient avoir de graves conséquences pour ces communautés. La diaspora avait amené en Cyrénaïque de nouvelles bandes de Juifs. Mais il s'agissait de Pharisiens qui méprisaient les Sadducéens du pays. Entre les deux clans religieux il n'y avait qu'un sentiment commun : la haine de l'étranger qu'entretenaient les relations quotidiennes peu cordiales avec les Grecs. En 115, menés par un certain Andréas ou Lucus, ils se révoltèrent. Alliés aux nomades du désert, ils battirent les Romains et massacrèrent autant de Grecs qu'ils purent, — 220.000 dit-on. Trajan, occupé par la guerre contre les Parthes, leur opposa un chef maure, Marcius Turbo. La répression fut aussi sauvage que la révolte. Après trois ans de lutte, l'ordre était rétabli, mais le pays ruiné restait dépeuplé. Les vaincus s'enfuirent parmi les Berbères du désert ou de Maurétanie.

L'axe du peuple juif en Afrique se trouva de nouveau déplacé vers l'Ouest ; d'abord en Égypte puis à Cyrène, il se plaça dès lors à Carthage. Les Juifs de la grande cité africaine n'avaient pas participé à ces mouvements insurrectionnels. Ils n'avaient ni les mêmes origines, ni les mêmes croyances que ces farouches Sadducéens. C'étaient des citadins, marchands ou petits artisans, les uns établis depuis longtemps, les autres, — 30.000 environ — amenés là, à la diaspora, sur l'ordre de Titus. Ces petits bourgeois suivaient avec rigueur les règles de la loi. Avec eux, Carthage devint un centre religieux important. Le Talmud cite le nom de plusieurs rabbins illustres, entre autres, rab Chanina, rab Isaac. Ils se réunissaient dans leurs synagogues, obéissaient à leurs prêtres, observaient les rites funéraires tradition-

nels (1) mais ils s'inclinaient devant César sans songer à secouer le joug romain.

Ils assuraient par leur commerce la liaison entre la Numidie et la Maurétanie. Hippone, Cirta, Tebessa, Sitifis, Tipasa, Césarée, avaient des colonies juives et des synagogues dont on a retrouvé les traces (2). Certains d'entre eux menaient une propagande active auprès des « gentils », faisaient des conversions (3). Ils devaient se heurter dans cette conquête des âmes au christianisme africain alors en pleine expansion. C'est dans les synagogues que les premiers chrétiens avaient prêché en Afrique. Mais à partir de la fin du 2^e siècle, les deux religions devenues rivales s'affrontèrent. Les efforts des Pères de l'Eglise africaine contre les Juifs, le fait qu'un Tertullien, un Cyprien et un Saint-Augustin aient composé des ouvrages de polémique pour les combattre, montrent que leurs communautés devaient avoir un certain éclat et qu'on ne les tenait pas pour des adversaires méprisables. Cependant, malgré la conversion des empereurs et les condamnations des conciles, on ne les persécutait point comme on le faisait pour les schismatiques. Ils ne pouvaient pas exercer de fonctions officielles, mais ils avaient encore la liberté de commercer et de naviguer en paix à la fin de la domination romaine.

Les Vandales respectèrent leur liberté religieuse. Les Ariens réservaient leurs rigueurs aux catholiques. Mais à l'arrivée des Grecs en 535, les persécutions commencèrent. Assimilés aux hérétiques et aux païens, les Juifs furent exclus par Justinien de toutes les charges publiques. On leur interdit d'avoir des esclaves chrétiens. Il leur fut défendu de célébrer leur culte. Leurs synagogues furent transformées en églises. On ne leur laissa même pas la liberté de se réunir à leur gré. Enfin, des conversions forcées furent entreprises, le cas des Juifs de Borion sur la frontière de Cyrénaïque n'étant probablement pas isolé (4).

Avec le temps ces rigueurs se relâchèrent. L'Empereur Maurice, à la fin du siècle, condamnait les conversions forcées et rendait aux Juifs leurs synagogues, leur interdisant toutefois d'en édifier de nouvelles. A ce moment, beaucoup d'Israélites s'étaient enfuis chez les peuplades berbères de l'intérieur auxquelles ils avaient enseigné la loi. Les édits de Justinien loin d'abolir le Judaïsme avaient contribué à son expansion dans l'Afrique du Nord.

Quelques années après, de nouveaux émigrants apportaient une

(1) EISENBETH, *op. cit.*, p. 9.

(2) P. MONCEAUX, *Les colonies juives dans l'Afrique romaine* dans *Revue des études juives*, tome LXIV.

(3) Au Ksour el Ghennaya, entre Lambèse et Diana, on a trouvé une pierre gravée se rapportant à un prosélyte juif. MONCEAUX, *op. cit.*

(4) P. MONCEAUX, *op. cit.*, p. 27.

nouvelle force aux communautés d'Afrique. Le Roi des Wisigoths, Sicebote, accordait en 612 aux Juifs de ses états un délai d'un an pour abjurer leurs erreurs et se convertir au christianisme. Ce délai passé, les obstinés devaient s'exiler après avoir reçu cent coups de fouet, leurs biens étant confisqués par lui. 90.000 Juifs feignirent de se soumettre et se firent chrétiens, mais beaucoup de leurs coreligionnaires se retirèrent en Afrique pour garder leur foi (1).

En 628, des Juifs de Khaïbar, chassés de leur ville par Mahomet venaient s'établir en Ifrikiah. Mais on ignore quelle fut l'importance de cette immigration. Ces nouveaux venus, martyrs de la foi, devaient apporter un zèle religieux favorable à l'expansion de leurs croyances. Leur présence concorde en tous cas avec la grande ère du judaïsme africain.

A côté des émigrants des villes, on voyait des tribus berbères dans les campagnes, pratiquer une religion juive primitive, indépendante de la synagogue, mêlée de pratiques païennes. Mais elles adoraient Jahveh et suivaient sa loi. Ces Berbères se disaient descendants des Himyarites des bords de la Mer Rouge et d'Axoum dont l'origine remontait à la tribu de Siméon qui émigra dans le Yemen au temps de David. Ils racontaient aussi que leur ancêtre Ifrikos avait conquis l'Afrique après en avoir tué le roi, le Palestinien Djerdis, chassé de la Terre Promise avec son peuple par les Israélites. Ils s'étaient infiltrés en Algérie par les ksours sahariens et s'étaient répandus dans tout le Moghreb, chaque tribu menant une vie indépendante. Les réfugiés juifs d'Egypte et de Cyrénaïque avaient converti quelques-unes d'entre elles à une époque déjà ancienne, si l'on en juge par les rites qu'ils accomplissaient. Ils avaient des sanctuaires particuliers, les *ghriba*, dont l'entrée était interdite aux autres Israélites. Des prêtres d'origine aaronide, — les Cohen, — les desservaient et constituaient la classe dirigeante de ces tribus guerrières. Les Néfoussa occupaient la Lybie ; à l'Ouest, les Médiouna étaient campés dans l'Oranie actuelle, les Beni Abd Dar dans les ksours du Sahara et du Maroc (2). Mais les plus célèbres, les Djeroua occupaient l'Aurès. Ils fournissaient des dynasties royales à toutes les tribus berbères de la branche des Branès, dit Ibn Khaldoun (3). Ils avaient servi les « Francs » pour rester maîtres du pays, mais les Byzantins relâchant leur domination, ils s'affranchirent peu à peu. A l'arrivée des premiers envahisseurs arabes, ils constituaient un royaume religieux indépendant.

Les Musulmans durent soutenir de longues luttes pour les sou-

(1) NAHUM SLOUSCHZ, *Judéo-Hellènes et Judéo-Berbères*, p. 191.

(2) IBN KHALDOUN, *Histoire des Berbères*, traduction de Slane, t. I, p. 208-209.

(3) *Ib.*, p. 192.

mettre. Ils n'étaient pas plus hostiles aux Juifs qu'aux gens des autres religions. Au contraire, leurs armées étaient suivies de commerçants israélites d'Égypte ou du Yémen et de leurs familles. En 660 Oqba ben Nafi fondait Kairouan, y établissait mille familles coptes et juives d'Égypte, professant le Judaïsme babylonien qui firent de la ville un de leurs centres religieux et intellectuels. Mais les Berbères judaïsés se souciaient plus de leur indépendance que de dissertations talmudiques et ils s'opposèrent au passage des envahisseurs. Il fallut près d'un demi siècle pour briser définitivement leur résistance. La reine des Berbères, la Kahéna, appartenait probablement à cette caste sacerdotale qui dirigeait les Djeroua. Son nom, les dons de prophétesse et de magicienne que lui prêtent les chroniqueurs le prouvent. Il semble donc que jusqu'à sa fin, la structure de leur société ne changea pas. Mais dans cette lutte désespérée les Berbères ne reçurent aucune aide des Juifs orthodoxes des villes.

Non seulement aux yeux de ceux-ci ils étaient des hérétiques indignes de compassion, mais encore leur résistance nuisait gravement à leurs intérêts. Lorsque Koçeila prit Kairouan en 681, lorsqu'après sa mort, pour ôter aux Arabes, vaincus par elle, la tentation de revenir, la Kahéna ravagea le pays, le commerce des Juifs urbains subit de grands dommages ; d'où leur profonde haine contre ces pillards ; leur nom fut voué à l'exécration et il est resté une poésie populaire en judéo-arabe, qui compare la reine berbère aux destructeurs de la Judée, aux Chaldéens et à Hadrien, les pires persécuteurs d'Israël (1). A la mort de leur chef, les Djeroua s'inclinèrent. Douze mille d'entre eux, dont les fils de la Kahéna, suivant ses derniers conseils (2), se convertirent à l'Islam. Du reste, ménageant les vaincus, Zobéir leur laissa la vie sauve ; il contraignit seulement les infidèles à payer l'impôt, selon les pratiques musulmanes.

C'en était fait désormais du judaïsme berbère. Les Médiouna de Tlemcen, vaincus par Idris 1^{er}, devaient à la fin du VIII^e siècle, renoncer à leurs croyances. Quelques-uns se résignèrent à aller rejoindre dans les villes, les Israélites orthodoxes. La plupart combattirent dans les rangs de leurs vainqueurs qui les absorbèrent complètement. Quelques débris subsistèrent en Kabylie et surtout dans les oasis du Sud, au Mزاب et à Bou Saada, mais les Juifs algériens, en leur immense majorité, se cantonnèrent dans les villes, réduits à une vie semblable à celle de tous leurs frères de la diaspora. Leur sort devait

(1) CAZÈS, *Essai sur l'histoire des Juifs de Tunisie* (p. 46).

(2) Les Ait Bou Youcef de Michelet, les Ait Abbès d'Arbou, passent pour avoir été jadis israélites (PEYRONNET, *Problèmes nord-africains*, t. II p. 324). Les Béné Ismaël près de Tebessa, les Béné Ichou, Béné Aroun, Béné Chaban, Béné Daoud doivent être également d'origine judéo-berbère, estime M. SLOUSCHZ, *Un voyage d'études juives en Afrique*.

empirer rapidement. L'appauvrissement progressif du pays depuis la perte de ses marchés d'exportation, les guerres civiles, les raids de pillards nomades sur les villes et la surenchère de fanatisme des nouvelles dynasties que la religion menait au trône, assombrirent la vie des communautés israélites. « Les Juifs étaient presque seuls à exercer les divers métiers et le commerce de l'Afrique avec l'Espagne et l'Afrique était entièrement entre leurs mains », (1) mais ils étaient en butte aux fantaisies des souverains musulmans. Un jour, un Almohade, Abou Youssouf el Mansour, leur imposait des vêtements noirs avec des manches démesurées et les obligeait à porter des voiles en place de turban. Un autre, Abou Abdallah Mohammed el Nassir, les contraignait à revêtir des caftans et des turbans jaunes. C'est ce singulier accoutrement qui leur resta après l'effondrement de l'empire marocain. Opprimés, pressurés, ils devaient renoncer peu à peu à toute culture, ne menant dans leur mellah qu'une vie grossièrement matérielle. Kairouan et Fez avaient eu des rabbins, des philosophes, des médecins illustres. Les Algériens n'eurent rien de semblable. Ils perdirent même la connaissance de la langue et de la loi religieuse, ce qui les amenait à la fin du xiv^e siècle, à porter leurs différends devant les tribunaux musulmans.

Le judaïsme africain s'étiolait et menaçait de disparaître quand les persécutions espagnoles se déclenchèrent.

II. — L'immigration espagnole.

La civilisation juive avait, sous la domination musulmane, pris un brillant développement en Espagne. Les médecins, les philosophes, les savants israélites avaient contribué à l'éclat de la civilisation des Maures, leurs cartographes avaient ouvert la voie aux grandes expéditions maritimes, leurs commerçants s'étaient enrichis. Aux yeux des chrétiens, ils avaient bénéficié de la conquête musulmane, ils l'avaient servie, ils devaient disparaître avec elle. Le zèle religieux venait attiser la haine contre ces fanatiques obstinés qui refusaient de se convertir. Les Espagnols de la reconquête, à mesure qu'il devenaient plus forts, refoulaient les infidèles. Ils adoptèrent ensuite le système de l'expulsion massive.

Le premier, Alphonse d'Aragon, après la conquête des Baléares en 1287, interdit tout autre culte que le catholique. Beaucoup de Juifs se réfugièrent en Afrique, à Alger notamment. On les appela les « porteurs de bérêts ou de capuches » à cause de leur coiffure qui différait des turbans des Juifs indigènes.

Un siècle après, avait lieu la grande émigration des Israélites espa-

(1) P. MONCEAUX, *op. cit.*, p. 28.

gnols. En 1391, guidés par leurs rabbins, ils quittèrent la péninsule pour venir s'installer en Berbérie.

On a conservé quelques récits traditionnels de leur voyage. Comme dans l'Exode, on y voit l'Eternel veiller sur son peuple que de très sages hommes de Dieu invitent à la fermeté et à la piété.

Le premier rabbin de Séville, Simon Ben Smia, ayant été arrêté avec soixante notables de la ville, le roi ordonna de les mettre à mort. Ses compagnons se lamentaient sur leur sort, la veille de l'exécution, lorsque Simon prit un morceau de charbon et dessina un vaisseau sur la muraille. Puis s'adressant à ses fidèles « que tous ceux qui croient en Dieu et qui veulent sortir d'ici à l'instant même, mettent avec moi le doigt sur ce bâtiment ». Et tous l'ayant fait, le navire de charbon devint un navire véritable qui fendit la muraille, traversa Séville au grand émoi des chrétiens « sans en écraser un seul ni démolir une maison » et amena les voyageurs jusqu'à Alger où les indigènes, sur la foi d'un vénérable marabout de Miliana, les admirent (1).

Pour échapper à ses poursuivants, le Rab Ephraïm Ankaoua enfourchait un lion ayant comme licou un serpent et sauvait la liberté de ses compatriotes, à Tlemcen, en guérissant la fille du roi.

Une autre fois, les rouleaux du Pentateuque jetés à la mer pour leur éviter la souillure des chrétiens, parvenaient en vue de Bône. Les Musulmans essayèrent de les repêcher, mais chaque barque qui s'approchait de trop près des saints objets chavirait. Au contraire, des Israélites purent les prendre sans difficulté, et ils les portèrent triomphalement dans la synagogue Ghriba où tous, fidèles et infidèles les vénérèrent (2).

D'après ces légendes, les Musulmans africains auraient cordialement accueilli les fuyards leur accordant le libre exercice de leur religion, la permission de construire autant de temples qu'ils voudraient, leur concédant des terres pour enterrer leurs morts, le tiers de tous les métiers, le droit de commercer librement. Leurs rabbins, disait Rozet, conservaient dans leurs archives le texte de ces traités (3).

La réalité différerait quelque peu. Les Musulmans ne les admirent qu'en faisant des difficultés. La résistance leur était conseillée par des Juifs indigènes qui, instruits par l'expérience des Majorquins, s'étant aperçu de la redoutable concurrence que leur faisaient les nouveaux arrivants, avaient demandé aux Musulmans de ne pas les

(1) ROZET, *Voyage dans la régence d'Alger*, p. 210.

(2) Ab. CAHEN, *Les juifs dans l'Afrique septentrionale*, p. 64 et seq.

(3) ROZET, *op. cit.*

recevoir. Il fallut la haute autorité du rabbin Isaac bar Schescheth Barfath pour les faire renoncer à ce mauvais dessein (1).

Entre ces Juifs abêtis par la domination musulmane et les émigrés espagnols, plus riches, plus cultivés, plus intelligents, il n'y avait de commun que la religion. Encore l'application de la loi différait-elle selon les groupes. Bons talmudistes, les rabbins espagnols avaient quelque peine à faire prévaloir leur opinion. Le plus illustre d'entre eux, Ribasch, écrivait à son collègue d'Oran, au sujet des Juifs indigènes « Je t'ai demandé à plusieurs reprises de ne pas chercher à réformer leurs habitudes dans de pareilles choses, si tu veux demeurer en paix avec eux. Il y a plus : sache qu'ils n'accepteraient de réforme de n'importe qui, même dans des circonstances graves où il y aurait quelque défense formelle et sérieuse » (2) ; et à un rabbin de Constantine, il demandait ironiquement : « Doit-on à cause d'eux abandonner les prescriptions religieuses et changer la loi ? » (3).

Porteurs de turban et porteurs de béret restaient groupés et hostiles. Il fallut pour les rapprocher la valeur et les efforts des rabbins espagnols, savants docteurs, tout auréolés des souffrances endurées pour la foi dans leur exode, Isaac bar Schescheth ou Barchichat de Barcelone et Simon Ben Cemasch Duran de Majorque, (4) son collaborateur puis son successeur. Le premier, ami du mokhadem des Juifs, le médecin Astruc Cohen, reçut d'abord le privilège de désigner les juges des affaires civiles ou religieuses. Puis, en 1394, il prépara avec Duran un règlement juridique que la plupart des villes d'Afrique du Nord acceptèrent, la coutume d'Alger.

Les réfugiés espagnols s'étaient en effet dispersés dans les grandes villes algériennes Oran, Constantine, Bougie, Médéa, Tlemcen, et leurs rabbins sollicitaient les avis des illustres savants d'Alger qui devenaient les chefs des communautés africaines. Grâce à eux, on assista à une renaissance du judaïsme algérien. Il y eut un court moment une littérature religieuse juive algérienne comparable aux meilleurs ouvrages rabbiniques. Isaac bar Schescheth mourait au début du xv^e siècle, mais Simon ben Duran et ses fils continuèrent après lui à diriger la communauté, formant avec les Seror, les Stora et les ben Haïm qui se prétendaient d'origine africaine, une aristocratie religieuse sans pouvoirs reconnus, mais que l'éclat de son nom suffisait à placer au-dessus des autres familles.

L'émigration ne cessa pas jusqu'au 31 mars 1492. Ce jour les 800.000

(1) Réponses de Rebasch n° 61. 158-146, cité par Ab. CAHEN, *op. cit.*

(2) Id. n° 158.

(3) Id. n° 146.

(4) La famille Duran était d'origine française ; elle était venue de Provence ou du Gers à Majorque, au commencement du XIV^e siècle. (Taschbez, 3^e partie n° 9, cité par Cahen).

Israélites qui restaient en Espagne reçurent l'ordre de quitter le pays avant le 31 juillet, s'ils ne se convertissaient pas. Un grand nombre d'entre eux se dirigèrent vers l'Afrique, où ils prirent place dans les cadres de 1391.

Tous gardaient une crainte profonde de l'Espagne. Aussi apprirent-ils le débarquement des chrétiens avec désespoir. De fait, les Espagnols les rançonnaient sans pitié partout où ils s'installaient tandis que leur civilisation hispano-mauresque les rendait suspects aux yeux des Musulmans. C'est ainsi qu'à la prise de Mers el-Kebir par Don Diego Fernandez de Cordoue (1505) les Maures d'Oran accusant les Juifs de complicité exerçaient de cruelles représailles sur eux (1). Mais les survivants devaient payer de fortes taxes lorsque le cardinal Ximènes s'empara de la ville.

A Bougie, en 1510, Pédro Navarro les vendait comme esclaves ; la même année, les Israélites de Tripoli étaient transportés à Naples ; en 1543, 1.500 Juifs de Tlemcen étaient réduits en esclavage.

Pour eux, l'Espagne était le plus cruel ennemi d'Israël, une nouvelle Rome. La domination arabe semblait douce en comparaison. Aussi, lorsqu'en 1541 Charles-Quint vint assiéger Alger, les Israélites adressèrent-ils des prières pour être épargnés. Son échec fut célébré dans la communauté algérienne le 3 et le 4 du mois de Cheschvan (octobre-novembre) par un jour de jeûne et un jour d'allégresse où l'on récitait les poèmes qu'ont composés pour la circonstance les rabbins algérois (2). Les Juifs algériens avaient échappé au nouvel Aman.

Avec la domination turque leur sort pourtant allait empirer. Les réis n'avaient pas pour eux plus de mépris que les autres éléments de la population. Ils se contentaient de leur imposer la taxe sur les terres, le karadj et la capitation, la djeziah, que payaient tous les non musulmans, sans compter les avanies que les besoins des souverains d'Alger et de la milice provoquaient assez fréquemment. Mais leur gouvernement cessa de les protéger contre la haine des indigènes qui ne manquaient pas de la manifester par des injures et des sévices.

« Un enfant maure, rencontrant un Juif si considérable qu'il soit, lui fera ôter son bonnet, déchausser ses sandales et lui donnera mille soufflets sur le visage, sans que le Juif ose se défendre ou remuer, n'ayant d'autre ressource que de s'enfuir dès qu'il le peut » (3). Les

(1) DE GRAMMONT, *Histoire d'Alger sous la domination turque*, p. 8.

(2) *Chronique de Joseph Cohen*, p. 119. La crainte que leur inspiraient les Espagnols était telle qu'après l'échec du comte O'Reilly en 1775, les Juifs, qui avaient fait des vœux ardents pour les Turcs, instituèrent une nouvelle fête de deux jours, les 10 et 11 du mois de Tammory. Ab. CAHEN, *op. cit.*, p. 72 et seq. Ces fêtes se célébraient encore.

(3) HAEDO, *Topographie d'Alger*, chap. XXVII, *Revue africaine*, 1871, p. 92.

esclaves chrétiens avaient le droit de les gourmer et leurs maîtres les en félicitaient. Ils étaient les jouets de la ville entière. Au nombre d'environ 2.000 d'après Haedo, ils habitaient alors deux quartiers, occupant 150 maisons environ. Ils restaient encore divisés selon leurs origines, que leurs coiffures indiquaient, les Espagnols portant un bonnet rond de point de Tolède, tandis que les Juifs africains avaient adopté la chéchia entourée d'étoffe blanche, comme les musulmans. Mais pour se faire reconnaître ils devaient laisser leurs cheveux pendre sur le front. Ceux de Constantinople se coiffaient comme les Tures, mais portaient un turban jaune distinctif (1). Cependant, les porteurs de bérêts avaient adopté la langue du pays et oubliaient peu à peu l'Espagnol et en même temps leur civilisation. Réduits au rôle de commerçants, ils trafiquaient des marchandises de la course, échangeaient les monnaies, se faisaient orfèvres, merciers, marchands ambulants, mais la vie intellectuelle, intense au temps de Ribasch, disparut comme étouffée par l'atmosphère dégradante où leurs maîtres les tenaient. Pour quelques poètes et casuistes comme les Duran et les Séror, pour d'illustres médecins comme les Gavisson (2) attachés aux deys à partir de 1574, l'immense masse s'abêtissait lentement sous la terreur. La fusion des groupes devait s'opérer par la suite, mais le nivellement se faisait par en bas. Au lieu d'élever les Juifs africains à leur niveau, les Espagnols tombaient au leur.

III. — Les Juifs francs.

Un nouvel élément allait reléguer à l'arrière-plan les Juifs indigènes : les Juifs francs.

Des Israélites fuyant les persécutions étaient venus à la fin du Moyen Age en petits groupes ; en 1342 d'Italie, en 1350 des Pays-Bas, en 1403 de France ; en 1422 d'Angleterre. On les appelait les « porteurs de capuche » à cause de leur « bonnet en forme de chausse dont une extrémité leur tombe en arrière sur la nuque » (3). L'importance de cette immigration ne fut pas très considérable jusqu'à la course. Mais les succès de la guerre maritime attirèrent maints Juifs d'Europe, avides de trafiquer des dépouilles des chrétiens.

Les grands ducs de Toscane avaient laissé établir à Livourne un dépôt d'esclaves et de marchandises provenant de la course, sur lequel ils percevaient des droits. Les Juifs de la ville l'avaient affermé et ils écoulaient sur ce marché, non pas les produits du pays mais

(1) HAEDO, *op. cit.*, p. 91 et seq.

(2) Ces Gavisson étaient originaires de Séville. Ils avaient émigré à Grenade en 1392 puis vinrent à Alger en 1492. Médecins et poètes de père en fils, ils occupèrent un rang de choix à la fin du XVI^e siècle et au début du XVII^e. HADDEY, *Le livre d'or des Israélites Algériens*.

(3) HAEDO, p. 91 et seq.

les denrées coloniales, les objets précieux que leur vendaient leurs coreligionnaires d'Alger, en même temps qu'ils organisaient la vente et le rachat des esclaves (1). Bientôt, ils estimèrent qu'il leur serait plus avantageux d'avoir leurs établissements chez les Barbaresques. Il s'y établirent dans la seconde partie du XVII^e siècle. Considérés comme étrangers, ils étaient placés sous la protection des Consuls de France. Par là, ils échappaient à toutes les humiliations imposées à leurs coreligionnaires. Ils pouvaient se vêtir à leur guise, loger hors du mellah. Ils échappaient surtout aux peines très lourdes qui punissaient les fautes des Juifs africains, qu'une banqueroute ou un vol pouvaient envoyer au bûcher. Ils payaient bien sur toutes les marchandises un droit de 10 % alors que les autres négociants n'acquittaient au Trésor qu'une taxe de 5 % (2), mais les commis les faisaient parfois passer pour chrétiens, en dépit des ordres, et, grâce à leur caractère oriental et à leurs débouchés européens, ils réussissaient à supplanter les gentils.

La décadence de la course, les embarras financiers des deys en face d'une milice turbulente et avide, leur permirent d'obtenir des droits importants. Lorsque le tribut rentrait mal les deys devaient emprunter. Ils recouraient alors aux Juifs qui, en échange, se faisaient céder des monopoles. Ils accaparèrent ainsi le droit exclusif d'exporter la laine, les cuirs, la cire (3). Le Consul de France pouvait écrire le 5 novembre 1686 : « C'est eux qui font toutes sortes de métiers, les Turcs et les Maures du pays très peu et le peu qu'ils font est par l'organe des Juifs qui achètent toutes les marchandises qui viennent en ce pays et les revendent au détail, frètent des bâtiments pour le Levant, l'Italie, l'Angleterre, la Hollande » (4).

Peu scrupuleux, (5) ils ne dédaignaient pas des pratiques commerciales moins courantes, opérant sous de faux noms. L'un d'eux était intéressé à l'armement de la Caravelle d'or du reis Chérif. Un autre pratiquait l'espionnage.

Il ne semble pas que ce fût un cas exceptionnel, car la Chambre de commerce de Marseille dénonçait en 1681 leurs coreligionnaires de la ville et le ministre, après enquête, les faisait expulser du royaume (6).

Souvent, ils jouaient le rôle d'intermédiaires : changeurs ou cour-

(1) DE GRAMMONT, *Etudes Algériennes, l'esclavage*, p. 57.

(2) Les Français en furent exemptés en 1691. MASSON, *Histoire du commerce et des établissements français dans l'Afrique barbaresque*, p. 350.

(3) Affaires étrangères. Mémoires et documents. Alger, t. XII, cité par P. MASSON, *Histoire du Commerce et des établissements français dans l'Afrique Barbaresque*, p. 155, note et seq.

(4) LAUGIER DE TASSY, *Histoire d'Alger*, p. 87-88.

(5) Tollat dans son « nouveau voyage fait au Levant les années 1731 et 1732 », dit : « Tout le commerce se fait par l'intermédiaire des Juifs qui trompent et font faillite pour la plupart ». Cité par DE GRAMMONT, *Histoire d'Alger*.

(6) P. MASSON, *op. cit.*, p. 171 et 172.

tiers et si on en juge par ces deux Juifs que Gramage donne en exemple qui, en quelques années gagnèrent une fortune de 180.000 ducats, (1) les gains étaient fort considérables.

Au XVIII^e siècle, ils formaient une aristocratie d'argent qui avait supplanté l'aristocratie religieuse espagnole. Celle-ci ne conservait de crédit qu'auprès de la masse des Juifs indigènes. Au yeux du dey et des consuls européens, les Juifs francs comptaient seuls. Ils les nommaient à la tête des communautés auxquelles ils rendaient d'ailleurs des services. C'est ainsi qu'en 1706, le dey Mohammed Brak-tache ayant ordonné de démolir les synagogues, ils s'entremirent, corrompirent les vizirs et firent révoquer l'ordre (2).

Le fondateur de leur puissance fut un Livournais, Soliman Jaket. « C'était, — dit Grammont, — une homme d'intrigues fort subtil et qui par toutes sortes de voies d'iniquité s'était emparé de l'esprit des puissances, sous prétexte d'être attaché au deylik. » Armateur, fermier pour la cire, trafiquant d'esclaves, il renseignait les deys sur les affaires de la chrétienté et passait pour un des soutiens du pays. Il devait mourir fort âgé en 1724 (3). Après lui, pendant plus de trente ans, la dynastie livournaise des Bouchara régna sur la communauté. Mais son éclat devait être effacé par la puissance des Bacri et des Busnach, qui, pendant plusieurs années, dominèrent la politique de la Régence.

Les Busnach s'étaient établis à Alger en 1723 après avoir quitté Livourne et séjourné à Mahon en 1722. De 1775 à 1795, Naphtali avait prêté de l'argent au bey de Titeri, Mustapha Ben Ousnadji, qui devint ensuite bey de Constantine. Ce fut l'origine de sa fortune. Devenu son homme de confiance, il faisait ses affaires en prélevant d'honnêtes bénéfices. Un Algérien raconte que voulant faire un cadeau à la femme du dey, Mustapha chargea Busnach de cet achat. Celui-ci lui apporta un diadème d'une valeur de 300.000 francs. Le bey l'accepta, mais n'ayant pas de numéraire lui donna en paiement 75.000 mesures de blé à raison de 4 francs l'unité. Busnach les revendit en France à 50 francs la mesure, soit un bénéfice de 3.450.000 francs. Or, le diadème avait été acheté à Paris 30.000 francs (5).

Il s'était allié à la famille des Bacri dont le chef Cohen Bacri, dit Ben Zahout avait ouvert un comptoir à Alger en 1770. Ses fils, Joseph, Mardochée, Salomon et Jacob, son petit-fils David et Busnach avaient formé un consortium qui accapara le grand commerce algérien.

Banquiers des deys, ils se firent céder par eux le monopole des céréales. Leurs agents, disséminés dans les beyliks et les marchés

(1) Le ducat valait 11 à 12 francs.

(2) HANOÛNE, *Aperçu sur les Israélites algériens*, p. 16.

(3) DE GRAMMONT, *Histoire d'Alger sous la domination turque*, p. 236.

(4) ESQUER, *La prise d'Alger*, Chap. I, p. 16.

européens, les renseignaient sur la politique, en même temps qu'ils faisaient leurs opérations commerciales. Le marchands ambulants allant de porte en porte leur apprenaient quel était l'état des esprits. Grâce à ce service de renseignements, ils pouvaient guider le dey sans trop de risques.

A Alger, Busnach, laissant Bacri gérer leurs affaires, dirigeait l'Etat, faisant d'un balayeur un ministre des finances puis un dey afin d'avoir le contrôle du trésor, nommant et destituant les fonctionnaires, fixant le taux de l'impôt et les tarifs commerciaux, devenant une puissance politique avec laquelle les nations devaient compter. L'envoyé de la Porte, en 1804, allait saluer le juif avant de voir le dey Mustapha. Le Consul de France à Alger, Jean Bon Saint-André, les accusait de faire une politique anglophile, de méditer l'annexion de Tunis. De cette ville, le consul Devoize écrivait à Talleyrand : « Si le Directoire exécutif se détermine à suspendre son ressentiment pour faire une paix plâtrée avec Alger, il n'a besoin que de l'intervention secrète de Bacri » (1).

Ils régnaient par la corruption, achetant les vizirs, comme le prince de Talleyrand (2), dépensant sans compter, ravitaillant Anglais et Français en guerre, encaissant toutes les recettes et bernant le malheureux dey à qui ils devaient environ 300.000 francs qu'ils ne lui rendirent jamais.

Tant qu'ils avaient eu la sagesse de rester dans l'ombre, la réussite la plus complète avait couronné leurs manœuvres, mais ils eurent l'imprudence de vouloir les honneurs, de rendre publique leur puissance. Busnach parada. On le railla d'abord, le surnom de « Roi d'Alger » lui fut décerné. Mais bientôt cette ostentation parut intolérable aux Musulmans. Ils ne pouvaient pas admettre qu'un Juif les commandât. Les fonctionnaires destitués, les janissaires toujours prêts à un coup de main dont découlerait une augmentation de solde, les gens du menu peuple que la famine de l'intérieur atteignait et qui accusaient les Juifs de les affamer pour exporter davantage, se liguerent. Le samedi 28 juin 1805, un janissaire assassinait Busnach, au palais même. Le coup fait, les soldats se répandirent dans la ville, massacrant quarante-deux Juifs dans les synagogues et pillant à cœur joie. Terrorisé, le dey les avait autorisés à venger l'honneur de l'Islam. Mais il s'était trop compromis ; le 30 août il eut le sort de son favori.

L'affliction des Israélites fut profonde (3) ; certains d'entre eux,

(1) ESQUER, *La prise d'Alger*, Ch. I, p. 18, note

(2) Bacri écrivait à propos de celui-ci : « Si le boiteux n'était pas dans ma main, je ne compterais sur rien », Ibid. p. 21, note.

(3) BLOCH, dans *Inscriptions tumulaires des anciens cimetières israélites d'Alger*, reproduit une élogie funèbre composée à cette occasion qui décrit l'acharnement des Turcs.

compromis avec Busnach ou rendus prudents par cette justice expéditive, reprirent le chemin de Livourne ou se réfugièrent à Oran et Tunis (1). Le nouveau dey, Ahmed, confisqua les biens de Busnach et fit jeter en prison David et Michel Bacri.

Il nomma, en septembre 1805, chef de la nation juive un des grands négociants indigènes, David Duran, descendant des rabbins de l'exode espagnol qui poursuivait la ruine des trop heureux Livournais. On n'a vu à cette attaque que les motifs mercantiles, il y en eut peut-être d'un autre ordre.

Il est possible que l'aristocratie religieuse indigène ait vu avec une certaine satisfaction la chute des usurpateurs et qu'elle ait tenté un effort pour reprendre la direction des communautés en même temps que les avantages que celle-ci donnait ; mais les Juifs francs se défendirent habilement. Bacri s'engageait à payer 4 millions par termes mensuels de 100.000 francs, sortait de prison, et en quelques mois regagnait son crédit. En juillet 1806, Duran était révoqué et remplacé par David Bacri.

Entre les deux clans la lutte continua. Cinq ans plus tard, Bacri, accusé par Duran d'avoir dénoncé le dey au Grand Seigneur, était décapité, mais quelques mois après, son dénonciateur subissait le même sort, le dey s'étant rendu aux arguments du vieux Joseph Bacri. Ce dernier, consul d'Espagne, devait à son titre d'échapper à la mort, mais était exilé en 1816 et mourait à Livourne. Cependant la dynastie gardait sa position : son frère Jacob Bacri lui succédait. A en croire une dénonciation du vieux Joseph, il n'était pas étranger à sa disgrâce, ce qui n'est pas impossible (2).

Ce drame, tout oriental, n'avait aucune répercussion sur la vie de la communauté. Il n'intéressait que les grands. Dans leur ghetto du Hara, les Juifs continuaient leur existence laborieuse. Seuls les notables avaient été agités par les remous du mascaret de 1805. Les humbles avaient pleuré leurs morts et s'étaient résignés à la volonté de l'Eternel. Ils croupissaient dans une morne indifférence envers tout ce qui n'était pas leur gain quotidien. La fusion des éléments divers qui avaient formé la communauté algérienne était parfaite. Espagnols et indigènes menaient la même vie. Entre les Berbères et eux Il y aurait eu peu de dissemblance hormis l'humilité de l'Israélite devant le Musulman.

Bacri, Busnach, Duran, leurs monstrueuses spéculations, les tragédies du Palais, leur fortune immense, composaient le décor brillant qui dissimulait l'avilissement profond auquel plusieurs siècles de servitude dégradante avaient réduit les Juifs Algériens.

(1) DESPREZ, *Alger*, p. 147.

(2) BLOCH, *op. cit.*, p. 119.

Le rabbin Isaac Abulker, également de vieille famille Algérienne, fut aussi décapité en 1815. I. BLOCH, *Les Israélites d'Oran de 1792 à 1815*.

CHAPITRE PREMIER

LES JUIFS ALGERIENS EN 1830

I. — Les communautés algériennes.

A la fin de la domination turque, les Israélites indigènes vivaient en vase clos. Ils échappaient entièrement au mouvement régénérateur, déclenché par Moïse Mendelssohn et ses disciples, que les idées de la Révolution avaient favorisé en Europe.

A la différence des Juifs francs qui trafiquaient avec le monde occidental, ils n'avaient de relations qu'avec leur coreligionnaires moghrébins. Isolés, il se trouvaient en quelque sorte complètement en marge du monde israélite.

Ils formaient une population essentiellement urbaine. Seuls dans le beylick de Constantine, quelques descendants des Djerouas (1) vivaient dans les montagnes de Kabylie, dans la région située entre Constantine et Souk-Ahras et dans celle du Djerid. Ces « Bahouzim » nomades ne gardaient du judaïsme que de lointains souvenirs. Ils ignoraient même la loi, mais ils juraient par « Sidna Moussa » dont ils connaissaient vaguement l'histoire. Leurs contes se rapportaient aussi à Josué et à Joad qu'ils faisaient vivre à Tebessa. Leur connaissance de la Bible se bornait à ces légendes. Ils observaient le Sabbat et récitaient quelques prières qu'ignorant l'écriture ils se transmettaient oralement. Enfin ils possédaient un cimetière commun. Ils ne différaient que sur ces points des indigènes musulmans. Comme eux, ils vivaient misérablement dans des douars sous la tente, les uns agriculteurs, les autres, plus nombreux, tisserands, forgerons, orfèvres, vendant aux nomades les outils ou les bijoux dont il étaient avides. Ils n'avaient plus aucun lien avec les communautés des villes. C'étaient les derniers vestiges de l'épopée judéo-berbère du Haut Moyen-Age, qu'ils ne connaissaient même pas (2).

Toute la population juive, à cette exception près, habitait les villes

(1) Ils attribuaient leur origine à un certain Saadi, époux de Bagaï. Or, la cité de la Cahena s'appelait Bagaï. N. SLOUSCHZ, *Un voyage d'études juives en Afrique*, p. 81.

(2) N. SLOUSCHZ, *Ibid.* pp. 79 à 81.

du Tell. Alger, le grand centre commercial gardait la colonie juive la plus importante. Les massacres de 1805 et les luttes intestines qui les suivirent avaient provoqué, toutefois, une émigration assez importante puisque le nombre des Israélites estimé à la fin du XVIII^e siècle par Venture de Paradis à 7.000 âmes environ, tombait, suivant les estimations de Shaler en 1826 et de Rozet en 1830, à 5.000 (1).

Cette crise valut à la communauté d'Oran, en voie de constitution, un accroissement notable de membres et de prestige. Expulsés de la ville en 1666, les Juifs étaient revenus au départ des Espagnols, de 1708 à 1732. Mais leurs affaires européennes rétablies, les Espagnols avaient repris leur citadelle algérienne et, plus sévères que jamais envers les Israélites, ils les avaient chassés de nouveau en 1732. Au départ des chrétiens, en 1792, le bey Mohammed el Kébir fit appel aux Israélites de la province et leur vendit à bas prix un emplacement pour les maisons et leur cimetière (2). Du Maroc, de Gibraltar, puis d'Alger vinrent de nouvelles familles. Rapidement, les Algérois supplantèrent leurs rivaux. Les Coen Salmon, Lévy Bram, Aboulker, Temim, étaient servis par des capitaux importants, une longue pratique des affaires du pays et une connaissance parfaite des gens avec qui ils traitaient. Rapidement, la plus grande partie du commerce d'exportation, fait surtout avec les ports du Midi de l'Espagne et Gibraltar, leur revint.

La résistance de l'Espagne à Joseph Bonaparte leur permit bientôt de prêter à gros intérêts aux insurgés. Le registre du Consulat d'Espagne mentionne des avances considérables faites par eux à leurs ennemis héréditaires. Aron Amar leur prêtait une fois 1.025 douros ; une autre fois 60.000 piastres ; Moïse Temim en 1810 leur avançait 1.000 douros, puis 200 sequins (3).

Malgré la suspicion jetée sur elle par la révolte du bey d'Oran dont la favorite Hanina appartenait à la nation juive, (4) la communauté oranaise était en pleine croissance au début du XIX^e siècle. Elle devenait par sa richesse la seconde « juiverie » algérienne.

Le sort des Israélites des villes de l'intérieur du Tell était plus précaire. Ne vivant que de travaux manuels ou commerçant sans grand profit avec leurs coreligionnaires algériens, ils ne recevaient aucune communication de l'extérieur ; ils étaient condamnés à perpétuité à l'étouffante atmosphère du mellah. La fantaisie des beys les trouvait

(1) LESPÈS, *Alger*, p. 147.

(2) C'est encore actuellement le quartier israélite de la ville. Le terrain et les baraquements de bois qu'ils avaient construits furent vendus à Ould Jacob Yaou ben Daoud et Amran 820 sultanis d'Alger, soit 8.200 francs. (I. BLOCH, *Les Israélites d'Oran de 1792 à 1815*, p. 5 et 6).

(3) I. BLOCH, *op. cit.*, p. 17.

(4) Le bey fut vaincu, Hanina, accusée d'être l'instigatrice de l'insurrection, fut brûlée avec ses fils et leurs partisans durent prendre la fuite. (Id., p. 12).

sans défense. C'est ainsi qu'au début du siècle, à Constantine, Salah Bey, pour embellir la ville, faisait jeter à bas toutes leurs masures du quartier Sadi El Kettani (1) et logeait leurs habitants dans le ravin où ils bâtirent le quartier du Hara, défense formelle d'en sortir leur étant faite. Le joug étant plus pesant, leur asservissement était plus profond encore. On trouvait dans les grands ports une élite commerciale et religieuse ; dans les communautés de l'intérieur il n'y avait rien de comparable à celle-ci, la misère était générale, l'abâtissement aussi.

Toutes les communautés vivaient de leur propre vie et avaient peu d'attaches entre elles. De loin en loin, lorsqu'on avait à résoudre un problème religieux délicat, leurs dirigeants s'adressaient aux rabbins d'Alger ou d'Oran. Mais dans les circonstances ordinaires il n'y avait pas de rapports officiels entre le chef-lieu et les groupes de province (2). L'unité faisait complètement défaut.

II. — L'Organisation politique.

Le « miracle juif », la survivance d'un peuple à son état, la sauvegarde de ses traditions nationales dans un milieu étranger et souvent hostile, paraissent merveilleux à des Occidentaux pour lesquels les idées de peuple, de nation, de patrie et d'Etat, sont étroitement liées. Dans ce cadre oriental où la primauté revient à la religion, base de la société, c'est un phénomène normal. Les Israélites d'Algérie qui avaient perdu leur langue, mais avaient conservé obstinément leur foi en leur Dieu national et en leur mission, se trouvaient dans le cas des métualis de Syrie ou des Parsis de l'Inde (3). En Algérie même, les Mzabites, Kharedjites, vivant isolés au milieu des Musulmans orthodoxes depuis l'effondrement de leur empire de Tiaret, représentent une société analogue. C'est pourquoi le problème de l'organisation des minorités ne se posait pas. Aux yeux des Turcs, chaque peuple étant régi par sa loi religieuse (4) on n'avait pas à se soucier des infidèles ; ceux-ci devaient s'administrer comme ils l'entendaient, leur sort n'ayant qu'une importance très relative. Il leur suffisait de désigner un responsable chargé d'assurer la liaison entre les siens et l'Etat. Leurs affaires intérieures n'intéressaient pas les croyants.

C'est sur ces bases qu'était fondée la « corporation juive » de cha-

(1) Actuelle Place Négrier.

(2) Rapport du Président du Consistoire algérien du 15 février 1853, cité par Béquet dans son rapport au conseil de gouvernement, p. 4.

(3) E. RENAN, *Histoire du peuple d'Israël*, t. III, p. 382 et E. F. GAUTIER, *Un siècle de colonisation*, p. 201.

(4) Le Coran dit : « Nous avons donné à chacun de vous des lois pour se conduire. Juge entre les Juifs et les chrétiens selon les commandements de Dieu ».

que ville. Son administration était confiée à un mokadem assisté d'un conseil nommé par lui. La justice était rendue par le tribunal des rabbins. Tout se passait entre Israélites.

Le mokadem avait pour charge essentielle la confection du rôle des impôts ordinaires et leur perception. Lorsque le Trésor étant épuisé, les Turcs avaient recours à quelque taxe extraordinaire, ils s'adressaient à lui et le laissaient agir à sa guise pourvu qu'il portât au jour dit la somme qu'ils avaient fixée. Il devait en outre administrer ses coreligionnaires au nom du gouverneur de la ville et exécuter les sentences du tribunal rabbinique. Pour cela il avait à sa disposition la police de la ville et des chaouchs israélites. Dans beaucoup de cités, la prison des juifs se trouvait dans la propre maison du mokadem. Celui-ci pouvait enfermer arbitrairement ses administrés lorsqu'ils lui avaient désobéi ou plus simplement qu'ils lui déplaisaient.

Ces pouvoirs exorbitants lui étaient conférés par le gouverneur de la ville, le hakem el blad, ou, dans les villes où ceux-ci résidaient, par les pachas et les beys. Ces nominations, selon les coutumes orientales, étaient la récompense d'un service passé, le paiement d'une dette, ou le résultat d'une enchère. Elles se faisaient sans égard de l'opinion ou des sympathies des communautés et désignaient toujours un des Juifs les plus riches, dont la fortune permettait l'acquisition de cet emploi (1). La charge acquise, le mokadem entreprenait de rentrer dans ses fonds, ce qui ne se faisait généralement pas sans abus. Pour ne pas être destitué, il devait courtiser le dey ou ses agents, leur distribuer les « bachichs » traditionnels, quitte à les récupérer sur ses administrés à la levée de l'impôt. Ainsi, le chef des Juifs qui aurait dû être leur défenseur et leur protecteur, était un agent d'oppression qui « exerçait le plus souvent ses fonctions avec tyrannie et arbitraire » (2).

La place était trop belle pour ne pas susciter des envieux ; ceux-ci se servaient de la délation ou de la calomnie pour renverser le mokadem établi. Tandis qu'il favorisait ses amis et qu'il taxait ses ennemis à son gré, ces derniers ne manquaient pas, chaque fois qu'ils en avaient l'occasion, de dénoncer ses exactions au gouverneur. Aussi les destitutions et les exécutions n'étaient-elles pas rares. Alors, le parti adverse arrivant au pouvoir, c'étaient de grandes représailles contre la clientèle du chef déchu, des renversements soudains de fortune. Au sein des communautés, les luttes intestines pour la domination entretenaient une atmosphère trouble d'adulation, d'envie, d'espionnage et de trahison. Mais que les uns ou les autres fussent au pouvoir, les procédés et les exactions ne changeaient pas.

(1) Ab. CAHEN, *Les Juifs dans l'Afrique septentrionale*, p. 74 et seq.

(2) Ibid.

Un conseil de la communauté, le « Tobé-haïr » assistait le mokadem. Sous ses ordres, il s'occupait de l'administration de la communauté, faisait les bilans de celle-ci, répartissait les sommes provenant de l'impôt religieux (1) parmi les malheureux, contribuait aux levées des taxes de l'Etat. Chaque mois, deux de ses membres siégeaient en permanence afin d'expédier les affaires urgentes avant que le Conseil se réunît. On les appelait les mokadems du mois.

Mais le conseil ne pouvait pas contrôler les actes du chef de la corporation ou le critiquer, car ses membres étaient nommés par celui-ci et ils pouvaient être destitués ou maintenus selon son bon plaisir. Recrutés dans son entourage, ils approuvaient sa gestion dans la plupart des cas. Son attitude réglait leur opinion. C'étaient des collaborateurs, parfois des complices mais presque jamais des censeurs.

Le tribunal des rabbins rendait la justice. Il n'existait aucune ordonnance du gouvernement obligeant les Juifs à porter leurs affaires devant un tribunal désigné. L'Etat punissait les crimes mais laissait les particuliers libres de prendre les arbitres de leur choix. Dans ces conditions, les Juifs s'adressaient le plus souvent à leurs rabbins, la loi religieuse constituant un tout et englobant la loi civile.

L'indépendance de ces tribunaux était assurée par leur prestige religieux. Bien qu'ils fussent payés par la communauté depuis Simon Duran et qu'ils dépendissent par là du mokadem et du Conseil, ils pouvaient juger en toute liberté, car la crainte d'encourir un blâme ou d'être mis au ban de la synagogue aurait empêché les dirigeants de les attaquer. Les rabbins jugeaient de droit les affaires religieuses et les faits de statut personnel, c'est-à-dire les litiges relatifs aux mariages, aux divorces ou aux héritages. Les tribunaux des cadis, même si on portait de telles questions devant eux, renvoyaient les débats devant le tribunal religieux israélite. Quelquefois, pour des affaires civiles ou commerciales, les plaideurs s'adressaient à la juridiction musulmane. Mais c'était aux yeux des pieuses gens une atteinte grave à la religion. Il fallait braver la réprobation morale et courir le risque de l'expulsion de la synagogue, qui aurait rendu au condamné la vie à peu près irrespirable dans le ghetto. Aussi, usait-on rarement de ce droit.

Il n'y avait pas d'unité dans les règles légales juives. On jugeait, selon les villes, d'après la coutume d'Oran, la coutume de Castille importée par les émigrés espagnols du Moyen-Age, la coutume d'Alger faite à la fin du xiv^e siècle par Ribasch et Simon ben Cemach

(1) C'était une sorte de dîme prélevée sur certains commerces particuliers à la vie juive. (A. CAHEN, *op. cit.*, p. 80).

Duran, — la plus répandue (1) — et la coutume rédigée par le rabbin Abraham Ayache en 1740. Le plus souvent, celle d'Alger prévalait.

Les rabbins siégeaient devant le parvis de la synagogue. Ils jugeaient en dernier ressort et le mokadem faisait exécuter leur sentence. Les peines qu'ils prononçaient comprenaient, l'amende, les coups de lanière (« malkoth ») l'emprisonnement. Pour les affaires religieuses, ils disposaient en outre de l'excommunication qui mettait au ban de la société le condamné.

Cette justice était arbitraire et vénale. Les rabbins indigènes n'apportaient pas à l'exercice de leurs fonctions l'impartialité nécessaire. Aussi trouve-t-on fréquemment d'amères plaintes contre leurs iniquités. « De nos jours plus que jamais, l'honneur de la Loi est profané, sa couronne renversée à terre », — écrit Sémor au XVIII^e siècle, — dans presque toutes les communautés, les affaires de justice sont à la discrétion d'hommes violents qui empêchent trop souvent les tribunaux de prononcer selon le droit et la vérité en acquittant l'innocent et en condamnant le coupable... » et, se plaignant des commerçants qui préféraient la juridiction du cadi à celle de leurs pasteurs, il ajoutait : « La cause de cet état de choses qui arrive pour nos grands péchés, c'est que les tribunaux israélites de nos jours n'exercent pas leurs fonctions avec assez d'autorité et ne sont pas assez soucieux de se faire respecter du peuple » (2).

III. — Les devoirs envers l'Etat.

Cette société religieuse et aristocratique fonctionnait mal. Tous les témoignages s'accordent pour le reconnaître. Mais elle représentait la religion et la tradition d'Israël. Cela suffisait pour qu'aucune critique ne s'élevât contre elle. Les querelles de clans, les injustices provoquées par l'esprit de parti ou les achats de consciences ne touchaient que les grandes familles et leur clientèle. Pour la plèbe, payer l'impôt religieux aux uns ou aux autres était indifférent. De là, sa docilité envers ses chefs.

Du reste, le régime turc était admirablement fait pour dresser les Israélites à l'obéissance. L'Etat n'assumait aucune charge envers eux ; il leur laissait seulement le droit de vivre sur son domaine.

(1) D'après M. J. COHEN, *Les Israélites de l'Algérie et le décret Crémieux*, p. 45, la coutume d'Alger aurait été rédigée en 1520 d'après les décisions du rabbin Simon ben Cemach Duran. Mais ABRAHAM CAHEN, *Les Juifs dans l'Afrique septentrionale*, s'appuyant sur des textes hébreux (Taschbez, II^e partie n° 292) indique que la coutume fut préparée en 1394. Ribasch étant mort au début du XV^e siècle (1422, indiquent certains auteurs israélites) et Duran en 1444, il est probable qu'on se contenta de compiler les textes des deux grands rabbins algérois.

(2) I. BLOCH, *Inscriptions tumulaires des anciens cimetières israélites d'Alger*, pp. 48 et 49.

Plus exactement, il le leur vendait. Il exigeait d'eux une contribution annuelle fort lourde, la capitation, la « djeziah » (1). A Alger, elle s'élevait d'après la tradition juive à 336.000 boudjoux qu'ils payaient à raison de 7.000 boudjoux par semaine. « Tous les jeudis soir, avant le coucher du soleil, le chef de la nation portait à la Janina ou à la Casbah la somme de 7.000 boudjoux qu'il mettait dans les mains du bacha... » (1). En sus, ils devaient acquitter les taxes extraordinaires, les avanies, payer des droits commerciaux (2) supérieurs à ceux des autres marchands, faire les tentes du gouvernement à bas prix et enfin souscrire aux emprunts que les Turcs leur demandaient parfois. Aussi, n'osant pas montrer leur fortune, ils affectaient de vivre dans la médiocrité ou dans la gêne et proclamaient leur misère en présence des Musulmans (3).

En revanche, l'Etat ne leur reconnaissait aucun droit. Ils étaient des étrangers qu'on tolérait, dont on protégeait plus ou moins la vie, mais qu'on tenait complètement à l'écart des croyants.

L'autonomie de la corporation juive était respectée non par libéralisme mais parce que le Coran enseigne que chaque peuple doit respecter la loi religieuse que Dieu lui a donnée. L'idée qu'un Turc put perdre son temps à s'occuper de la vie des Juifs eût semblé bouffonne. Sans doute, dans certains de ses versets le Coran ne manifeste-t-il pas d'hostilité à la religion israélite. Il enseigne que les Juifs croyants et vertueux seront exempts de tourments dans l'autre monde, qu'il ne faut pas disputer sur la religion, ou le faire en termes honnêtes et modérés (4). Mais la soldatesque turque pratiquait sa religion avec un zèle excessif lorsqu'elle pouvait en tirer quelque avantage. Elle laissait vivre les Juifs parce qu'ils avaient la richesse, mais elle entendait tirer de leur présence parmi eux la plus grande somme de profits. Elle les admettait non par tolérance mais par cupidité.

IV. — La situation morale.

Pour tout Musulman algérien, le Juif était un être méprisable et abject, le plus vil de l'humanité. Appeler un croyant : « Juif fils de juif » ou lui dire « Que Dieu fasse de toi un Juif » constituaient

(1) GOLDSCHIEDER et PHARAON, *Lettre sur l'état des Juifs en Algérie et sur les moyens de les tirer de l'abjection...*, Archives israélites, t. I, 1840, p. 538. Shaler indique pour cet impôt le chiffre de 32.580 francs en 1825. Comme le témoignage de Goldscheider et Pharaon contient plusieurs erreurs de détails, il ne faut l'accepter qu'avec prudence.

(2) Les droits d'entrée étaient fixés à 5 1/2 ad valorem pour les chrétiens et les Maures et à 12 % pour les Juifs.

(3) ROZET, *Voyage dans la Régence d'Alger*, t. II, p. 235.

(4) Coran, Surate V, verset 74 ; Surate II, verset 59 ; Surate XXII, verset 66 ; Surate XXIV, verset 145.

les injures les plus graves (1). Cette répulsion s'expliquait par des motifs religieux et par le caractère des individus en présence. Parce que le peuple juif n'avait pas écouté les messagers que Dieu lui avait envoyés, parce qu'il avait supplicié le prophète Jésus, parce qu'il refusait de se rendre à la parole de Mohamed, il devait encourir la malédiction humaine. On n'avait donc aucune raison de ménager ces « maudits », on les considérait comme inférieurs aux chrétiens. Pour se convertir à l'Islam, ils devaient d'abord se faire chrétiens, un Juif ne pouvant pas devenir Musulman (2). D'autre part, entre les Turcs et les Berbères guerriers ou ruraux et le marchand juif il ne pouvait y avoir que dédain.

Pour ces raisons, on avait imposé aux Israélites un statut qui les livrait sans défense à toutes les fantaisies de la populace. L'Etat défendait leur meurtre, mais en cas d'infraction à cette règle par un Musulman, il punissait seulement celui-ci d'une amende et l'obligeait à verser une indemnité, le prix du sang, aux parents de la victime. Suivant les traditions juives, « les janissaires qui commettaient souvent de semblables forfaits les rachetaient par une livre et demie de tabac à fumer qu'ils versaient dans les magasins de l'Etat » (3).

Les Musulmans les battaient à leur gré sans qu'ils osassent se défendre, ni se plaindre. Les litiges entre Musulmans et Juifs étaient en effet jugés d'office par les tribunaux mahométans. Pour se défendre, l'agresseur racontait que le Juif avait médité de la religion, et comme le témoignage d'un croyant avait plus de valeur que celui d'un Juif, ce dernier était aussitôt condamné et exécuté, tandis que ses biens étaient confisqués au profit de l'Etat (4).

De tels procédés enseignaient aux Israélites une inaltérable patience. Les janissaires en profitaient pour se livrer à toutes sortes d'exactions. « Ils entraient dans les maisons des Israélites, comme du reste dans celles des Arabes et des Maures de la campagne, buvaient, mangeaient, courtisaient les femmes et prenaient tout ce qui leur faisait plaisir sans que le mari osât rien dire, fort heureux à la fin s'il n'avait pas reçu quelques coups de yatagan » (5).

Afin qu'ils fussent reconnaissables, on leur imposait un costume. Il leur était interdit de porter des vêtements de couleur verte, réservée aux descendants du prophète ou rouge, qui était celle de l'étendard turc. La chéchia et le turban blanc, le burnous blanc leur étaient également défendus. On ne leur laissait que l'usage de vête-

(1) DAUMAS, *La vie arabe et la société musulmane*, p. 106.

(2) GRAMMONT, *Etudes algériennes*, p. 78.

(3) GOLDSCHIEDER et PHARAON, *op. cit.*, p. 537.

(4) ROZET, *op. cit.*, t. II, p. 233 et seq.

(5) ROZET, *op. cit.*, t. II, p. 234.

ments sombres avec des manches démesurées. Dans la province de Titteri, leur bournous devait être gris foncé, à Alger bleu foncé. Dans la province de Constantine, on leur permettait d'avoir des burnous, une sorte de turban et des chaussures semblables à ceux des Arabes. Au bout de quelque temps on leur retirait cette autorisation ; tout dépendait des caprices du bey (1). Enfin, leurs babouches ne pouvaient pas avoir de quartiers ou ceux-ci devaient être rabattus. Le 13 décembre 1788 on arrêta à Alger tous les Juifs qui avaient enfreint cette défense et on leur donna trois cents coups de bâton sur la plante des pieds (2).

Dans la rue ils ne pouvaient pas porter d'armes ou, la nuit, sortir avec un falot allumé. On leur imposait comme montures des ânes ou des mulets bâtés mais jamais pourvus d'une selle. Le cheval, animal noble, leur était rigoureusement interdit. S'ils rencontraient un Musulman, ils devaient lui céder la droite et aller à gauche, en signe de respect. Lorsqu'ils passaient devant une mosquée ou devant une école où l'on récitait le Coran, ils avaient l'obligation de se déchausser. Si la porte de cet édifice était ouverte, ils devaient détourner la tête et ne pas jeter un coup d'œil sur les fidèles en prière, sous peine d'être rossés, parfois même massacrés par la populace.

Ils étaient exclus de tous les lieux publics fréquentés par les Musulmans à l'exception des bazars. Aux fontaines ils étaient obligés de s'effacer devant un Musulman, même s'il arrivait après eux. En justice, ils devaient baiser la main du cadi. S'ils témoignaient en présence d'un Musulman, leur attitude devait être réglée sur celle de celui-ci, demeurant debout ou assis, selon la position du croyant. Du reste, leur parole était considérée comme nulle lorsqu'un Musulman niait sa véracité, et si le témoignage de Juif à Juif était valable aux yeux des Turcs, qui suivaient la jurisprudence du cadi Hanefi, les Berbères, observateurs du rite malekite, plus rigoureux, le rejetaient (3).

Dans les provinces, on les traitait plus durement encore. Quand les chefs payaient le tribut, la coutume voulait qu'ils prissent une attitude suppliante jusqu'à ce que le chef musulman leur donnât un léger soufflet. Pour les exécutions capitales, on réquisitionnait les deux premiers Juifs venus et on les obligeait à mettre à mort le condamné. De la sorte, la malédiction qui poursuit l'homme qui tue son semblable, retombait sur eux et non sur le Musulman.

(1) AD. CAHEN, *op. cit.*, p. 83 et seq.

(2) VENTURE DE PARADIS, *Alger au XVIII^e siècle*. Rev. Africaine, 1897.

(3) Déclaration du cadi maleki d'Alger Abd-el-Azis 10 mai 1834, cité par GENTY DE BUSSY, *De l'établissement français dans la Régence d'Alger*, t. II, p. 20 à 22.

En somme, les Juifs étaient considérés comme des esclaves et non comme des hommes ; le fait que les femmes ne se voilaient même pas devant eux, le prouve. C'étaient des êtres inférieurs, destinés à certaines besognes indignes des croyants que ceux-ci toléraient pour cette raison, mais qu'ils ne pouvaient décemment pas traiter en égaux.

V. — La société juive.

Les Israélites restaient cependant dans le pays où ils étaient soumis à ces durs traitements. Toutes ces humiliations faisaient partie de leur vie. Elles leur semblaient pénibles mais ils s'y résignaient parce qu'elles étaient voulues par Dieu (1). L'optimisme de leur religion leur faisait espérer qu'ils verraient un jour la fin de leurs souffrances. N'exprimaient-ils pas chaque année le souhait de revoir l'an suivant, Israël triomphant à Jérusalem ?

Rentrés dans leur mellah, ils redevenaient les élus de Dieu. Leurs oppresseurs étaient des « serpents » (2) détestables qui finiraient par être écrasés. D'autre part, les gains réels qu'ils faisaient dans leur commerce leur apportaient d'immédiates consolations, plus substantielles que l'espérance messianique.

C'est ce que les écrivains français de la conquête qui nous ont décrit le sort misérable des Israélites, ont mal vu. Ils ont insisté sur leur abjection, sans prendre garde à la mentalité orientale qui était celle des oppresseurs et de leurs victimes.

La société juive algérienne suivait rigoureusement la loi et le Talmud. Esdras avait enseigné pendant la captivité de Babylone que l'existence quotidienne du Juif doit être réglée dans chacun de ses actes par les préceptes de la Thora. Cette ligne de conduite restait celle des Israélites algériens.

La famille devait avant tout assurer la postérité d'Israël. La femme n'y jouait qu'un rôle effacé. Elle devait suivre les obligations de la Loi, mais était dispensée des nombreuses obligations rituelles que l'homme accomplissait dans la journée. Mariée très jeune, parfois à dix ans (3) selon la volonté paternelle et sans qu'on la consultât, elle recevait de son mari avant le mariage une dot, la « kétouba » qu'on lui rendait en cas de divorce, sauf si celui-ci était provoqué par son inconduite. Veuve, elle ne pouvait pas disposer des biens de son mari, même si celui-ci les lui léguait ; elle avait

(1) « C'est parce que Dieu chérit Israël qu'il multiplie ses souffrances (Exode 1, 1). Le véritable juste est celui qui par amour du ciel supporte l'injure sans y répondre et qui au moment de l'épreuve se résigne sans murmurer contre la volonté divine ». Talmud Chabbert 88.

(2) Siméon Ben Jokkai, Talmud : Exode 14, 7, 27 a.

(3) ROZET, *op. cit.* t. II, p. 259.

seulement le droit de les administrer pour le compte des héritiers de son époux. En somme, c'était une mineure perpétuelle, plus libre dans la vie courante que la femme arabe, mais n'ayant guère plus de droits.

Au contraire, l'homme avait tous les droits, mais tous les devoirs lui incombaient. Père de famille, il devait faire vivre honorablement sa femme et ses enfants. Mais il pouvait prendre à son gré autant d'épouses qu'il voulait (1). Épouser une bonne femme était un devoir religieux car un bon ménage est une sanctification. On se mariait jeune, la malédiction du Seigneur tombant sur le célibataire âgé de plus de vingt ans. Aussi, la Loi ordonnait-elle au père « Si ta fille est arrivée à l'âge nubile sans trouver d'époux, affranchis ton esclave et donne-la lui en mariage » (2).

Le mariage se faisait selon des rites très simples. Il n'y avait pas de formalités légales à remplir. L'intervention des rabbins, pratiquée le plus souvent, n'était même pas obligatoire. Il suffisait que la bénédiction nuptiale fut prononcée devant dix témoins pour que le mariage fût régulier (3).

La cérémonie du kidouschim qui avait les mêmes effets que le mariage était plus simple encore. L'homme donnait à la femme, en présence de deux témoins, une bague ou une pièce de monnaie de minime valeur. Si la femme acceptait, il prononçait la formule « Tu m'es consacrée par ceci ». Leur union ne pouvait plus être dissoute que par la mort ou le divorce (4).

Le mari pouvait répudier sa femme à son gré. La femme ne le pouvait pas sans l'accord du mari. La répudiation ou « get » du nom de la lettre que le mari présentait ou faisait présenter à sa femme pour signifier sa résolution, avait pour motifs habituels l'adultère, le mauvais caractère de la femme, la malédiction prononcée par celle-ci sur les enfants de son mari en sa présence et la stérilité. Mais, dans ce cas, on préférait prendre une seconde épouse, car il est écrit que « Dieu hait la répudiation » (5).

La chance de la famille, sa bénédiction par l'Eternel, se mesuraient en effet aux enfants, avenir de la communauté. « Une personne sans enfant est réputée morte » dit la Genèse (6). Les histoires morales traditionnelles enseignaient que la vraie richesse réside dans une nombreuse progéniture. Aussi la naissance d'un garçon donnait lieu à de grandes réjouissances. N'avoir pas de descendance semblait le

(1) FRÉGIER, *Les Juifs algériens*, p. 188. Talmud : Yebamoth 65 a.

(2) POIVRE, *Les indigènes algériens*, p. 25.

(3) Ibid., p. 26. FRÉGIER, *op. cit.*, p. 212.

(4) FRÉGIER, *ibid.*, p. 213.

(5) Talmud Halach, 2, 16.

(6) Genèse R. 71, 6.

plus cruel malheur qui pût atteindre une famille : la preuve qu'elle était maudite. C'est ce souci de ne pas laisser s'éteindre un nom en Israël qui explique l'institution très archaïque du lévirat. Lorsqu'un Israélite mourait sans laisser d'enfants, son frère consanguin devait épouser sa veuve ou sa fiancée. En cas de refus, celle-ci perdait sa dot. Leur premier enfant recevait le nom du défunt qui revivait de la sorte. Si le frère refusait d'accomplir ce devoir, il libérait sa belle-sœur par la « halitza » mais tant qu'il ne prononçait pas la formule du « déchaussement », sa belle-sœur dépendait de lui. Au cas même où elle aurait épousé un étranger sans qu'il eût accompli cette cérémonie, le levir pouvait exiger le divorce et l'épouse coupable restait alors défendue au levir et à son second mari (1).

L'union de ces familles était très étroite. Le père devait avant tout les initier à la Thora, puis leur donner une bonne éducation. Réciproquement, les enfants devaient honorer leurs parents et les soutenir dans leur vieillesse, tout en restant soumis à leur volonté. A la mort du père, le fils aîné recevait une part double de celle de ses frères. Seuls les mâles héritaient (2). Mais les frères assumaient la charge d'élever leurs sœurs jusqu'à ce qu'elles fussent nubiles. Par contre, cette obligation n'existait pas pour la succession maternelle.

Ces mesures, destinées à éviter un partage des terres, protégeaient le patrimoine familial. Elles étaient le fait d'une société rurale fort éloignée de l'économie des Juifs algériens. Mais, dans leur conformisme religieux, ceux-ci continuaient à les appliquer sans discussion et à s'administrer selon les antiques préceptes des Hébreux de Palestine ; on ne changeait pas la loi de Dieu.

Dans leurs quartiers, ils menaient une vie familiale assez douce lorsque les Musulmans ne la troublaient pas. A Alger, les riches possédaient des immeubles en dehors de cette zone et, à l'instar des Maures, des maisons de campagne dans la banlieue (3). Les mellahs groupés autour des synagogues étaient généralement sordides. Leurs maisons, situées dans de petites rues étroites sans air et sans lumière, contenaient toujours plusieurs familles. Rozet en compte jusqu'à douze groupant soixante-cinq personnes. Dans une petite chambre vivaient le père, la mère et cinq enfants « tous plus dégoûtants les uns que les autres » ajoute-t-il (4).

Par contre, leurs costumes étaient généralement soignés. Au-dessus de leur chemise, les hommes avaient, comme les Maures, une large culotte bouffante ; leurs vestes étaient souvent brodées de soie,

(1) SARTOR, *Conférence sur le Talmud et les Juifs algériens* donnée à Oran le 29 décembre 1869, *Echo d'Oran*, 27 et 29 janvier 1870.

(2) Nombres ch. XXXVI, versets 6 et 9. — POIVRE, *Les indigènes algériens*, p. 35.

(3) A Alger, leurs villas étaient situées à El Biar, la Bouzareaa. (CAHEN, *op. cit.*, p. 97).

(4) ROZET, *op. cit.*, t. III, p. 80.

quelquefois d'or. Un burnous bleu sans dessin leur servait pour les voyages ou les jours de froidure. Un bonnet bleu en laine entouré d'un mouchoir de coton ou de soie recouvrait leur crâne rasé à la mode arabe. Aux pieds, des babouches et parfois des bas. Les femmes portaient une chemise blanche, un caleçon semblable à celui des Maures et une grande robe à manches courtes noire ou bleue. Leurs cheveux, aussi longs que possible, étaient, selon le Talmud, recouverts d'un fichu noir. Parfois elles portaient le sarmah ou bonnet d'or et d'argent des Mauresques. Comme celles-ci, elles n'avaient pas de bas, mais le dessus de leurs pieds était passé au henné ainsi que la paume des mains et les ongles. Elles ne sortaient pas voilées, mais une gaze de laine blanche disposée sur leurs épaules et par-dessus leur coiffure leur cachait la moitié du visage, « laissant à découvert une partie du nez et les yeux qu'elles savent faire jouer avec un air tout particulier » ajoute Rozet (1).

Les samedis et les jours de fête tous revêtaient leurs plus beaux habits. Les robes des femmes brodées d'or, la coiffure garnie d'or et de perles, les souliers de velours ou de maroquin garnis de broderies et de paillettes d'or, les lourds bijoux d'or ou d'argent, les colliers de corail ou de perles témoignaient de leur goût du luxe et de leur aisance.

Les enfants présentaient un curieux mélange de faste et de saleté : ceux des riches portaient des bonnets de velours ornés de pièces d'or. L'abondance de celles-ci attestait la richesse de la famille, aussi les prodiguait-on, certains portant jusqu'à cent sequins en or (2). Mais les enfants pauvres, d'une saleté repoussante, couraient dans les rues, leurs habits en lambeaux, à demis-nus, n'ayant parfois qu'une chemise dont on ne distinguait plus la couleur.

Ils apportaient beaucoup de soin à leur nourriture et les Musulmans proclamaient que leur cuisine surpassait celle des autres peuples. Elle se rapprochait beaucoup de la leur : les légumes et les fruits du pays, la viande de mouton frite dans l'huile, le couscous, le pain sans levain, étaient à la base de leur alimentation. Ils avaient avec les Musulmans une horreur commune de la viande ou de la graisse de porc, animal réputé impur. Par contre, ils buvaient volontiers du vin et surtout la « mhhaya », liqueur faite avec des figues, des raisins secs ou des dattes, dont ils faisaient usage même pendant les repas (3). Pour manger, ils s'accroupissaient autour d'une table et prenaient dans le plat avec les doigts ce qui leur convenait, à la façon des Maures. Les cuillers et les fourchettes représentaient

(1) Ibid., p. 219.

(2) ROZET, *op. cit.*, t. II, p. 222.

(3) DAUMAS, *op. cit.*, p. 297 à 299 ; ROZET, *id.*, t. II, p. 224.

des objets de luxe que seuls les riches pouvaient posséder. Ils aimaient les réunions familiales, occasions de fêtes et de festins. Ils chantaient ou récitaient des poèmes populaires en langue arabe. Les jeunes filles dansaient avec des voiles « d'une manière excessivement lascive », tandis que les assistants battaient des mains en cadence. Un plateau de cuivre ou de bronze était placé devant les musiciens et, à chaque offrande des invités, un crieur appelait la bénédiction du Ciel sur le généreux donateur (1). Ces réunions tournaient rarement à l'orgie car les mœurs étaient assez pures, chez les hommes surtout. Ceux-ci s'occupaient surtout de leurs affaires et de leurs devoirs religieux, se montraient volontiers enclins à servir leurs coreligionnaires, pratiquaient l'hospitalité à leur égard et faisaient l'aumône aux mendiants de leur communauté, très nombreux dans les agglomérations importantes. Mais ils se montraient d'une cupidité extraordinaire en affaires, ce qui effaçait, aux yeux des étrangers, toutes leurs qualités (2).

Ils avaient désappris l'hébreu qui restait employé comme langue religieuse ; la plupart en récitaient leurs prières à la synagogue en ignoraient la signification. Ils parlaient un langage arabe distinct de celui des Musulmans mêlé de mots hébreux ou empruntés à la langue franque, mais ils conservaient l'écriture cursive hébraïque. Entre les communautés des diverses villes, le langage variait par la prononciation, la morphologie et le vocabulaire ; on se comprenait d'un lieu à l'autre, mais les formes employées n'étaient pas les mêmes et cela gênait les rapports (3). La décadence de la langue sacrée avait fatalement entraîné la dégénérescence de l'esprit religieux. Cependant les Juifs barbaresques restaient extrêmement pieux ; ils faisaient leurs prières le matin et le soir sur la terrasse de leur demeure, l'écharpe sur la tête, les phylactères au front et aux bras (4) ; le vendredi soir et le samedi matin, ils se rendaient à la synagogue et y récitaient leurs prières, en se dandinant avec une abondance de gestes qui choquait les Israélites d'Europe (5). Les femmes prenaient peu part au culte ; dans certaines synagogues, des tribunes extérieures leur étaient réservées, mais le plus souvent elles observaient les rites dans leurs logis. Tous chômaient les jours de fête et de sabbat, se rendant visite ou festoyant. Mais l'altération de leur religion était telle qu'ils avaient oublié la signification de ces liesses, sauf pour le jour de l'an (Roch Hachana), le grand pardon (Kipour) et Pâque. Ils dési-

(1) ROZET, *op. cit.*, t. II, p. 257.

(2) ROZET, *op. cit.*, t. II, p. 255.

(3) M. COHEN, *Le parler arabe des juifs d'Alger*, p. 13 à 15.

(4) Ce sont les attributs de la prière : un petit cube contenant un verset de la Thora qu'on place sur le front et les courroies de cuir qu'on attache au bras et à la main gauche.

(5) ROZET, *op. cit.*, t. II, p. 241.

gnaient les autres suivant les actions qu'ils devaient accomplir pour leur célébration ou les mets rituels : fête des cabanes, fête des bougies, fête des friandise, fête des galettes, fête de l'eau ou des semaines (1). Seuls les rabbins ou les gens ayant reçu une solide instruction religieuse en connaissaient le sens et l'origine.

La masse montrait généralement une superstition puérile, qui dénotait l'influence profonde de la mentalité berbère sur leur pensée. Ils redoutaient les sorciers et portaient des amulettes pour se préserver contre le mauvais sort. Les devins jouissaient d'une grande réputation : des femmes notamment, les Xines, étaient consultées par eux dès qu'ils se sentaient malades, car la croyance populaire inclinait à attribuer la maladie à la présence du diable dans les corps. Ils organisaient de fréquents pèlerinages sur les tombes des grands rabbins, Isaac Bar Schescheth et Duran à Alger, le rab Ephaim Ankaoua à Tlemcen, afin d'obtenir la protection de ces personnages vénérés. Il y avait sur ce point entre les Juifs et les Maures interpénétration des croyances : c'est ainsi qu'on voyait des Israélites faire leurs dévotions sur la tombe d'un marabout comme Sidi Yakoub (2) tandis que les Musulmans vénéraient la synagogue « Ghriba » de Bone.

Les Israélites montraient d'ailleurs pour tous leurs morts une grande vénération. Les tombes des cimetières d'Alger étaient souvent décorées de marbres d'Italie sculptés. On s'y rendait souvent, au moins à toutes les fêtes de l'année et on y poussait de grands cris et de longs sanglots en appelant les défunts. Les rabbins indigènes n'échappaient pas eux-mêmes à ces superstitions naïves. Lorsqu'on enterrait un homme, ils jetaient des morceaux d'or loin de la tombe avant qu'on déposât le corps dans la fosse, afin d'éloigner le diable et de l'empêcher de prendre l'âme du défunt. Mais pour les femmes, ils n'accomplissaient pas ces cérémonies car le diable, pensaient-ils, était trop fin pour chercher jamais à s'emparer d'elles (3).

Ces singuliers théologiens représentaient cependant l'élite instruite de la corporation et ils transmettaient aux enfants leurs connaissances dans le vestibule des synagogues. Ils ne recevaient que les garçons. De quatre à huit ans, ils leur enseignaient la lecture, puis l'ancien testament et l'histoire des peuples. Au-dessus de huit ans on apprenait à écrire et à calculer avec les caractères hébraïques. Leur

(1) La fête des cabanes (sekoute), qui dure huit jours, perpétue le souvenir de la traversée du désert ; la fête des bougies célèbre l'expiation de la profanation du Temple par Antiochus Epiphane ; la fête des friandises (Pourim) commémore Esther ; la fête des galettes est la Pâque et la fête de l'eau, la traversée du désert où Moïse fit jaillir l'eau du sol et reçut la loi sur le Sinaï. De nos jours encore bien des Israélites de la plèbe ne connaissent que ces noms.

(2) ROZET, *op. cit.*, t. II, p. 245.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 251. Rozet décrit longuement ces cérémonies auxquelles il affirme avoir assisté.

science s'arrêtait là. Quant aux filles, on leur apprenait à coudre et à broder, à faire la cuisine et à nettoyer la maison aux jours dus. Il n'était pas question pour elles d'aller dans quelque école. Aussi étaient-elles généralement d'une ignorance absolue.

Les familles riches envoyaient leurs fils en Europe, surtout en Italie, où ils se mettaient rapidement au niveau des gens du pays. A leur retour en Berbérie, ils connaissaient plusieurs langues, avaient pris contact avec les méthodes du commerce européen, aussi semblaient-ils de prodigieux savants en face de leurs compatriotes. Par leur fortune, leur rang et leur culture, ils formaient une aristocratie naturelle devant laquelle les habitants du mellah s'inclinaient (1).

VI. — Rôle social.

Ces grands commerçants, habitués à manier l'argent, connaissant la banque, représentaient un personnel financier que les Turcs ne dédaignaient pas. Aussi leur confiaient-ils le soin de vérifier les monnaies et les bijoux, de battre les monnaies du dey sous les ordres d'un fonctionnaire d'apparat, l'amin sekkah. On les employait volontiers comme interprètes du dey ou dans les administrations, sauf dans les douanes, où l'on craignait qu'ils n'aidassent leurs compatriotes à frauder. Le haut commerce était entre leurs mains. Ils avaient de grandes maisons de banque dans les ports africains ou les grandes villes des beylicks. Ils recevaient d'Europe les soieries, les toiles, les objets de quincaillerie contre lesquels ils échangeaient le blé et la laine du pays. Les prêts à gros intérêts qu'ils faisaient aux chefs indigènes en dépit des interdictions du talmud leur donnaient d'importants bénéfices. Certains notables maures qui ne pouvaient pas faire le commerce de l'argent, défendu par le Coran, leur confiaient des capitaux qu'ils faisaient fructifier et contre lesquels ils obtenaient des faveurs (2). Cependant, depuis le début du xix^e siècle, plusieurs maisons de commerce maures les concurrençaient dangereusement, à la faveur de la crise de la communauté de 1805. Leurs succursales avaient été montées à Marseille en 1830 et elles menaçaient de leur faire un tort considérable (3). Mais les Juifs, forts de leur position acquise, pouvaient jouer encore un rôle capital dans la vie économique de la Régence.

La plupart des Juifs barbaresques étaient trop éloignés de leurs chefs pour pouvoir espérer atteindre quelque jour leur niveau social. Eux, tels les Juifs marocains du mellah de nos jours, continuaient

(1) *Ibid.*, p. 253.

(2) GOLDSCHIEDER et PHARAON, *op. cit.*, Arch. 10, t. I, p. 537-539.

(3) SHALEK, *Esquisse de l'Etat d'Alger*, p. 77.

à exercer dans d'étroites échoppes leurs métiers de tailleur, couturier, brodeur, teinturier, cordonnier, boucher, bijoutier ; leur patience, leur application, leur minutie faisaient d'eux des artisans de premier ordre (1).

Ceux qui n'avaient pas de métier se faisaient brocanteurs, marchands ambulants. Les enfants, dès leur jeune âge, étaient dressés à vendre de menus objets, tels que du tabac, des pipes, des fruits, des œufs. Leur âpreté au gain était très grande. Rozet observait que leurs boutiques étaient mal tenues, mais il soulignait leur activité fébrile qui contrastait tant avec l'indolence des Maures (2).

Beaucoup pratiquaient l'usure, en avançant de l'argent aux soldats de la milice et aux commerçants maures gênés ou en prêtant sur gages. Il leur fallait un certain courage pour le faire car Turcs et Maures leur cherchaient quelquefois de mauvaises querelles pour ne pas les rembourser. Mais leur amour du gain était plus fort que leur amour de la vie. Ils trouvaient alors quelque ressource pour sortir d'embarras. Tel ce courtier d'Hussein dey qui reçut l'ordre d'acheter dans les huit jours un diamant pareil à l'un de ceux du souverain. En cas d'échec il serait décapité. Le Juif chercha et ne trouva pas ; mais le consul de Hollande possédait deux joyaux plus petits mais exactement pareils entre eux. Le courtier les acheta 60.000 frs, les présenta au dey qui, satisfait, les paya fort cher et il revendit celui d'Hussein avec 10.000 frs de bénéfice. L'affaire avait été dangereuse mais bonne (3).

De tels faits étaient fréquents. Il ne faut pas se récrier contre l'immoralité des uns ou la brutalité des autres. Juifs, Maures et Turcs se comprenaient fort bien et se complétaient. Ils raisonnaient en Orientaux pour qui la vie humaine pèse peu et la morale commerciale est une dangereuse illusion. C'était, entre eux, à qui duperait l'adversaire, chose normale en pays turc.

Les Juifs algériens raisonnaient ainsi. Un long contact avec les indigènes avait corrompu leurs traditions religieuses et leur civilisation. De Juif ils n'avaient plus guère que le nom. A leur débarquement en Afrique, les Français allaient se trouver devant une société purement orientale, n'ayant rien de commun avec le judaïsme européen, mais parfaitement assimilée au monde moghrebin, dont il semblait difficile d'attendre un progrès avant longtemps.

(1) EISENBETH, *op. cit.*, p. 80.

(2) CAHEN, *op. cit.*, pp. 93 à 98. — ROZET, *op. cit.*, t. II, p. 224 à 227 et 250.

(3) DE BAUDICOURT, *La Guerre et le gouvernement de l'Algérie*, p. 257.

CHAPITRE II

LA NATION JUIVE SOUS LA DOMINATION FRANÇAISE

I. — La libération.

A leur arrivée en Afrique, les Français entraient dans une société inconnue. Le précédent égyptien était déjà lointain ; peu de membres du corps expéditionnaire avaient pris part à la campagne d'Egypte, les hommes connaissant la langue du pays étaient rares. Les rapports du soldat avec l'habitant s'annonçaient donc difficiles. Dans ces conditions, compter des sympathies parmi les Algériens semblait précieux. On pensa pour cela aux Juifs, dont quelques-uns, réfugiés à Marseille, avaient été pris comme interprètes.

Un officier français, qui avait été captif dans le pays de 1811 à 1814, exposait pourquoi on aurait leur appui. « Ils n'aiment point les Maures parce qu'ils sont en quelque sorte leurs esclaves, quelques-uns de leurs coreligionnaires français les gagneraient facilement à notre cause » ...et comme la portion juive a des liens d'intérêts et quelquefois d'affection avec la portion maure il est probable qu'en très peu de temps on parviendrait à s'assurer, dans le pays même, de grandes ressources » (1).

Considérant le régime de terreur auquel les Juifs étaient soumis, les Français imaginaient qu'en les délivrant ils gagneraient leur reconnaissance. Les idées libérales, très répandues dans l'Armée, faisaient croire que l'offre de « partager avec eux nos lumières et nos connaissances », le fait de « fraterniser avec eux et fonder les intérêts des deux nations » allait nous faire autant d'alliés convaincus (2).

C'étaient de grandes illusions. En fait, l'approche des Français jetait la consternation chez les Israélites. Pour eux, il s'agissait de subir l'assaut des chrétiens. En cas de victoire de leur part, ils allaient

(1) CONTREMOULINS, *Souvenirs d'un officier français prisonnier en Barbarie pendant les années 1811, 1812, 1813 et 1814*, p. 29, 30.

(2) Idem, *De l'armée française en Afrique*, p. 9 et 10.

subir de nouvelles persécutions ; les chrétiens, dans leur imagination, ne pouvaient se conduire qu'à la façon des Espagnols du Moyen-Age, en proscripteurs et en tortionnaires. Ils avaient accueilli avec de grandes démonstrations de joie l'échec de l'expédition du Comte O'Reilly contre Alger en 1775 (1). En un demi-siècle leurs sentiments n'avaient pas varié. Plus encore que l'oppresseur musulman ils redoutaient le prosélytisme des chrétiens qui avait fait tant de mal à leurs aïeux. Ces inquiétudes étaient rendues plus vives par l'attitude des Turcs à leur égard. Peut-être ceux-ci éprouvaient-ils quelque colère contre les coreligionnaires de Bacri, qui leur avaient attiré cette fâcheuse aventure. La menace d'un siège par l'armée française leur prescrivait d'éliminer les bouches inutiles. Ils prirent donc la décision d'expulser les Juifs de la ville. Ce qu'ils firent pour un certain nombre d'entre eux, non sans les avoir malmenés au préalable (2). Dans la ville, les Israélites qui avaient échappé à l'expulsion craignaient un massacre semblable à celui de 1805. Leur tradition veut qu'après leur défaite de Staouéli, le dey ait accordé à la population musulmane le droit de piller et de tuer les Juifs pour le 6 juillet (3). Ce n'est probablement qu'une légende, mais elle traduit l'état d'effolement de la communauté d'Alger à cette heure décisive.

Le 29 juin, l'avant-garde de l'armée rencontra les premiers Juifs sur les pentes du mont Bouzaréah. A sa vue, ceux-ci prirent la fuite, ce qui fit croire qu'ils étaient des tirailleurs ennemis et leur fit essayer quelques coups de feu. On s'aperçut de la méprise aux cris des femmes et des enfants et on les rattrapa. « Ils ne furent pas plus tôt entre nos mains, raconte un témoin, qu'ils se crurent perdus, ils tremblaient comme la feuille, baisaient nos pieds et nos habits en demandant grâce ». Des officiers ayant cédé leurs chevaux aux femmes, aux enfants et aux vieillards, ils manifestèrent bruyamment leur reconnaissance. Bientôt, montés sur des mules richement harnachées, suivis d'une multitude d'hommes, de femmes ou d'enfants, de vieillards, de chameaux et de mulets, arrivèrent Joseph Bacri et son rival Duran, qui avait servi le Dey dans les années précédentes (4). Tous deux offrirent leurs services au général en chef. Pressentant un changement de fortune, ils rivalisaient de zèle pour les vainqueurs et donnèrent à Bourmont tous les renseignements utiles, indiquant entre autres choses le lieu où le trésor d'Alger était caché.

Les mêmes scènes se renouvelèrent à l'entrée des Français à Alger. Les Juifs, qui se trouvaient dans les rues, se mettaient à genoux et

(1) Ab. CAHEN, *op. cit.*, p. 74.

(2) G. ESQUER, *La prise d'Alger*, p. 335.

(3) *Arch. Is.*, août 1885, p. 474 à 477.

(4) ROZET, *op. cit.*, tome II, page 236. ESQUER, *op. cit.*, page 335.

baisaient les pieds et les mains des soldats. Le fait de n'être pas traités par ceux-ci comme auparavant par les janissaires, devait leur sembler plus étrange encore que la chute des Turcs. Plus hardies, les Juives regardaient de leurs terrasses le défilé des troupes.

L'armée dans ses quartiers, ils prirent leur revanche de toutes les humiliations qu'ils avaient subies. Ils comprenaient la liberté comme le droit de faire tout ce qui la veille encore leur était interdit. A la Marine, au Palais que l'on n'avait pas gardé, ils se précipitèrent en compagnie des nègres et des Maures et pillèrent, emportant tout ce qu'ils rencontraient, armes, bijoux, vêtements des sultanes, étoffes de soie, tapis, qu'ils revendaient ensuite dans les rues aux officiers français (1). Triomphants et superbes, ils se promenaient dans les rues juchés sur des mules vêtus d'habits éclatants, battant les Turcs qu'ils rencontraient aux cris de « viva les Franchais » et aux applaudissements ironiques de la populace.

Leurs brusque accession à la liberté les enivrait, c'était une aventure extraordinaire comme ils en avaient trouvé parfois dans les récits de leurs conteurs, qui leur arrivait. La capitulation prescrivait, en effet :

« La liberté des habitants de toutes les classes, leur religion, leurs propriétés, leur commerce, leur industrie, ne recevront aucune atteinte ; leurs femmes seront respectées. Le général en chef en prend l'engagement sur l'honneur ».

Ces clauses de style des traités européens prenaient à Alger une importance extrême. On n'avait fait aucune distinction entre les divers corps de la population, Musulmans et Israélites étaient désormais égaux. Ce nivellement, conforme aux principes libéraux des Français, représentait à Alger une véritable révolution. En quelques jours, les Juifs passaient de l'esclavage à la liberté. Ils allaient être libres dans un moment difficile, où l'organisation turque effondrée n'étant pas encore remplacée, tous les abus pouvaient s'exercer. Ni leur passé, ni leur formation ne les préparaient à se bien conduire en de telles circonstances.

Le Dey Hussein aurait, d'après la tradition algérienne, mis en garde Bourmont contre eux : « ils sont encore plus lâches et plus corrompus que ceux qui habitent Constantinople. Employez-les, parce qu'ils sont très intelligents dans les matières fiscales et de commerce, mais ne les perdez jamais de vue... », aurait-il conseillé (2).

Bourmont eut le tort de prendre le contre-pied de cet avis. Les premiers notables qui s'étaient mis à son service étaient Bacri et Duran,

(1) *Ibid.*, p. 365 et 366.

(2) G. ESQUER, *La prise d'Alger*, p. 335.

les seuls habitants ayant manifesté des sentiments favorables à l'armée, des Juifs. Dans son entourage, on le pressait d'utiliser ces puissants financiers que les interprètes israélites décrivaient complaisamment. Le général en chef les écouta (1).

Le lendemain de la capitulation, il nommait un Seror chef des indigènes employés comme interprètes et convoyeurs. Au Comité Central, destiné à assurer la liaison des habitants et de l'armée qui comprenait les Syndics des sept premières corporations d'Alger, on admettait les fils Bacri et Durant.

Jacob Bacri était devenu un des conseillers les plus écoutés du général. « Rien ne pouvait se faire à cette époque, à l'armée, en matière d'administration sans qu'il fût consulté ». Sans doute, dans ce pays inconnu, l'opinion d'un indigène intelligent était précieuse, mais le nom de Bacri avait été assez souvent prononcé dans les polémiques qui avaient précédé l'expédition et sa moralité douteuse avait été mise suffisamment en lumière pour que la faveur du « roi des Juifs » ait pu surprendre. Conscient de sa fortune, il répandait le bruit que tout était soumis à son opinion. Il prenait ainsi aux yeux de ses coreligionnaires une importance accrue, tandis que Turcs et Maures devaient chercher un appui qu'il leur faisait payer bon prix. C'est ainsi que le jour même de l'entrée des Français, il avait offert généreusement sa protection à tous les notables turcs auxquels il avait dépeint l'avidité des vainqueurs et annoncé de graves dangers. Pour gagner l'homme influent à leur cause, les Musulmans lui avaient donné le bachich d'usage, persuadés de faire un placement prudent.

Cette méthode réussissant, il l'appliqua à tout et à tous. Aux députés des Zouaoua il racontait qu'il avait obtenu pour eux une capitulation favorable ; aux Commissaires de police il ordonnait de lui soumettre toutes les affaires concernant les Juifs sans en donner connaissance au lieutenant de police. Il fit même annoncer que le droit de police avec droit de bastonnade, en ce qui concernait les Juifs, lui était donné (2).

L'exemple qu'il offrait était suivi des siens. Deux Juifs dénoncèrent la veuve d'un turc, qui, disaient-ils, recelait des armes. On perquisitionna et la délation fut reconnue fausse, mais les deux compères annoncèrent à leur victime que les officiers, qui avaient dirigé l'opération, exigeaient d'elle six cents sequins. Une telle demande était trop dans la tradition turque pour étonner ; la veuve paya. Mais le sub-

(1) Deunié avait favorisé leur influence, auprès du général en chef. Il avait parmi ses interprètes Ayas qui était Israélite et se signala lui-même dans le pillage de la maison d'un Agha. Lettre de Loverdo, 25 juillet 1930. Arch. guerre. ESQUER, *op. cit.*, page 412 à 414.

(2) *Ibid.*, page 412 à 414.

terfuge ayant été découvert, les imposteurs furent emprisonnés, malgré le plaidoyer de Bacri.

Ces histoires scandaleuses faisaient le tour d'Alger et l'opinion blâmait généralement la protection accordée par le chef de l'Armée à ces intrigants. Le Consul d'Angleterre, Saint-John, s'étonnait de cette curieuse influence des Juifs sur le général français. Les Musulmans manifestaient leur indignation. « De tous les revers de fortune ce fut pour eux le plus sensible et celui qu'ils nous pardonnèrent le moins » (1).

L'égalité théorique donnée aux Juifs les avait laissés indifférents. Mais l'application de ce principe dans la vie courante les choquait profondément. Heureux d'être émancipés, les Juifs avaient montré une prompte insolence envers leurs anciens maîtres. Devant un tel spectacle, beaucoup de Maures, dégoûtés, quittèrent la ville. Leurs récits aliénèrent aux Français les populations de l'intérieur (2). « On a connu des chefs arabes qui ne venaient plus dans nos villes qu'avec une extrême répugnance pour ne pas être exposés, disaient-ils, à y être traités par les Juifs sur le pied de l'égalité » (3).

II. — L'Organisation de la Nation juive.

La période trouble qui suivit la prise d'Alger prit fin à l'arrivée du maréchal Clauzel. Après la révolution de Juillet, le Gouvernement français ne savait pas ce qu'il ferait de la conquête de Charles X. Mais, comme on ne pouvait pas demeurer dans l'anarchie, on donna à Alger une organisation provisoire.

Les Français, représentants d'une civilisation occidentale laïque, basée sur le droit, ne pouvaient pas s'appuyer sur des groupements religieux pour gouverner leurs sujets. Mais, en même temps, ils désiraient, afin de tenir les engagements de la capitulation et de ne pas s'aliéner les indigènes, respecter les traditions du pays. Ils maintinrent donc la distinction entre Musulmans et Juifs, non pas à cause de leurs religions, mais parce qu'ils étaient de nations différentes. Les Israélites furent dès lors considérés comme membres d'une nation juive soumise à la domination française, mais ayant le droit de s'administrer à son gré.

En fait, on n'avait changé que le titre de l'ancienne corporation. Celle-ci gardait tous ses rouages du régime turc, mais on devait vite les modifier à l'usage.

Par arrêté du 16 novembre 1830, Jacob Bacri, nommé chef de la

(1) PELLISSIER DE REYNAUD, *Annales algériennes*, t. I, p. 83 et 84. (Edit. 1836).

(2) ESQUER, *op. cit.*, p. 412 et seq.

(3) DAUMAS, *op. cit.*, p. 109.

nation hébraïque à Alger, fut investi du droit de police et de surveillance sur tous les Israélites de la ville. Il recevait la charge d'exécuter les jugements rendus par le Tribunal et celle de recouvrer tous les impôts. Il relevait du général en chef qui statuerait en cas de plainte contre lui. Il était renouvelable tous les ans, le général faisant son choix entre trois candidats que lui désignaient les principaux notables de la Nation.

Le Conseil hébraïque fut rétabli le 21 juin 1831 par le général Berthezène. Composé de trois membres, nommés par le général, sur présentation d'une liste de neuf candidats par les notables, il était renouvelable par tiers tous les six mois, le sort désignant le membre sortant. Il devait surveiller le recouvrement des impôts, effectué non plus par le chef de la nation, mais par des commissaires que le Gouvernement désignait sur sa proposition. Un trésorier, membre du Conseil, veillait aux dépenses de la communauté, qui, pour être faites, devaient obtenir l'approbation du Conseil et du chef de la nation (1).

Le Conseil échappait donc à l'autorité de ce dernier, à la différence du Tobe-Hair turc que le MoKadem nommait. On établissait ainsi une sorte de monarchie constitutionnelle qui donnait plus de garanties aux membres de la nation et permettait à l'Administration de mieux contrôler la gestion des dirigeants israélites. C'était le début d'une évolution qui devait aboutir à la suppression du chef de la nation. La justice restait confiée au tribunal des rabbins. On avait envisagé d'abord la création de tribunaux où des Maures ou des Israélites prendraient place quand un des leurs serait jugé (2), mais l'arrêté du 22 octobre 1830 prescrivit que Musulmans et Juifs conservaient leurs juges naturels, le cadî et le tribunal de rabbins. Au nombre de trois, ceux-ci jugeaient sans appel toutes les causes tant civiles que criminelles. Lorsque des contestations s'élevaient et n'étaient pas de la compétence des rabbins, le chef de la nation devait les régler de sa propre autorité. Des gendarmes maures assuraient l'exécution des jugements (3).

Les cadis gardaient la juridiction des causes entre Musulmans et Israélites, mais on pouvait faire appel de leurs décisions dans un délai de trois jours devant une cour de justice composée du membre du comité du gouvernement chargé de la section de la justice et de deux juges français.

(1) MENERVILLE, *Dictionnaire de législation algérienne*, article Israélites, page 380 b., édition de 1867.

(2) BERTHEZENE, *Dix-huit mois à Alger*, p. 106. Un arrêté du 9 septembre 1830 créa ces tribunaux, mais ils ne fonctionnèrent jamais.

(3) Arrêté du 12 mars 1831. MENERVILLE, *op. cit.*, p. 654 A.

A côté de ces anciennes institutions, on créait des organes nouveaux pour la collectivité tout entière où Juifs et Maures avaient leur place. Le Conseil Municipal d'Alger, créé par arrêté du 9 janvier 1831, comprenait sept Maures et deux Israélites ; la Chambre de Commerce était composée de cinq Français, un Maure et un Israélite nommés pour six mois, et qui devaient ensuite être librement élus (1).

Cette première organisation allait être complètement bouleversée après l'enquête de la Commission d'Afrique, qui aboutit à l'installation définitive des Français à Alger. L'expérience avait montré l'insuffisance de l'organisation autonome juive. Bacri avait été remplacé par Aaron Moati qui, interrogé par les enquêteurs, avait déclaré que « tout Juif se reconnaît dépendant des lois de la nation au milieu de laquelle il s'établit », et que ses compatriotes se soumettraient aux lois civiles et commerciales de France « pourvu qu'il n'y ait rien de contraire à la loi de Moïse » (2).

Cette opinion devait satisfaire les membres de la Commission ; elle répondait au désir d'assimilation du Gouvernement. L'attitude pacifique des Juifs pendant que les indigènes résistaient à la conquête française faisait penser qu'ils étaient disposés à accepter la civilisation européenne et qu'ils étaient susceptibles d'entraîner, par leur exemple, les Maures et les Berbères. L'exemple de la rapide assimilation des Juifs européens depuis la Révolution, l'idée que leurs coreligionnaires de France pourraient avoir une heureuse influence sur eux, amenaient le Gouvernement de Louis-Philippe à prêter une grande attention à la minorité juive africaine et à tenter de l'émanciper la première (3).

D'autre part, la justice rabbinique se révélait aussi détestable qu'au temps des Turcs. Les rabbins continuaient à se montrer injustes et avides, ils étaient unanimement décriés. La première Commission d'Afrique émet sur eux ce jugement sévère : « l'on a pu, à juste titre, soupçonner l'impartialité des juges musulmans et les accuser de vénalité, mais le tribunal rabbinique était bien autrement dégradé : il n'est point d'expression qui puisse rendre le degré de déconsidération et de mépris dans lequel il était tombé aux yeux des Israélites eux-mêmes ; depuis ils n'ont pas offert plus de garantie ».

Une réforme semblait indispensable. Déjà en 1832, on avait chargé, à Bone et à Oran, le juge royal de trancher les différends entre Juifs et Musulmans, puis, quelques mois après, on avait confié les procès

(1) PELLISSIER DE REYNAUD, *Annales algériennes*, tome I, p. 132 et seq.

(2) *Procès-verbaux et rapports de la Commission d'Enquête nommée par le roi le 7 juillet 1833*, p. 177 et 178.

(3) *Instructions pour la Commission d'Afrique du maréchal duc de Dalmatie, président du Conseil, ministre de la Guerre*. Ibid., p. 23.

(4) Ibid., p. 187.

des crimes commis par ces indigènes à la Cour criminelle ou au Tribunal de police correctionnelle. Enfin, la Cour criminelle avait reçu l'appel du jugement rendu par les rabbins et les cadis en cette matière (1).

La Commission proposa de réduire leur compétence aux cas religieux, aux différends relatifs aux mariages et aux répudiations : enfin, à la conciliation des partis comparaissant volontairement devant eux. L'ordonnance du 10 août 1834 ratifia cette proposition. C'était la première atteinte grave à l'autonomie juive. C'était aussi la fin d'abus qui lassaient les Israélites eux-mêmes.

Ceux-ci n'avaient pas assez de sens politique pour s'émouvoir de cet empiétement sur leur organisation traditionnelle. Ils n'élevèrent aucune protestation. Quelques jours après, l'arrêté réorganisant les conseils municipaux des villes algériennes accordait un adjoint aux Français, un aux Musulmans, et selon les localités, un aux Israélites (2). Le Conseil d'Alger comprenait 19 membres dont 10 Français et trois Israélites (3). Ceux-ci étant largement représentés au Conseil, il parut que leur chef de nation ne servait plus de rien, qu'il n'était qu'un personnage d'apparat, et en 1836 ses pouvoirs furent donnés à l'adjoint israélite Ange Saül Cohen-Solal (4). L'antique organisation juive disparaissait devant les institutions françaises.

Les criaileries que les Juifs élevaient contre leurs chefs ne furent pas étrangères à ce rapide revirement. Au sein de la nation, les querelles de partis avaient continué. Bacri, régnant, Durand le combattait ; Durand au pouvoir (1835), ses ennemis dénonçaient sa mauvaise gestion au gouverneur général, l'accusant d'avoir été nommé par l'Administration contre leurs vœux et de persécuter ses adversaires. Il s'opposait, disaient-ils, au rapprochement des Juifs et des Européens, allant jusqu'à faire chasser de la Synagogue, le jour de la fête des cabanes, un Israélite dont les filles étaient au service d'une dame française et le faisant bâtonner parce qu'il protestait. Durand répliquait en flétrissant le chef du clan adverse, son ancien commis et associé, Lévy-Bram (5).

Déjà, en 1832, la nomination du chef de la nation d'Oran, Amar, avait soulevé de tels cris que le ministre de la Guerre était intervenu et avait fait adopter un compromis. Le chef du parti adverse, Cohen-Scalli était devenu l'adjoint d'Amar, puis, ce dernier étant mort

(1) Arrêté du 16 août et du 8 octobre 1832. MENERVILLE, *op. cit.*, tome I, p. 382 et seq.

(2) MENERVILLE, *op. cit.*, page 206 et seq.

(3) PELISSIER DE REYNAUD, *op. cit.*, tome II, p. 220.

(4) MENERVILLE, *op. cit.*, p. 380, b.

(5) *Arch. Nat. F.* 80 1631, plainte de David Ben-Simon contre Durand et réponse. Novembre-décembre 1835.

pendant l'épidémie de choléra de 1834, il avait exercé les deux fonctions jusqu'à la nomination de conseillers municipaux israélites. A cette date, l'emploi paraissant inutile, avait été supprimé par le sous-intendant civil. Malgré les demandes des Israélites, le Gouvernement général décida de ne pas rétablir cette magistrature (1). L'expérience d'Oran ayant semblé concluante, le Gouvernement rendit générale cette mesure.

Le tribunal des rabbins, privé d'une grande part de sa compétence, allait fonctionner encore quelques années. Mais il continuait à mécontenter tout le monde. Selon l'expression d'un notable maure, Ahmed Boudierba, « aucun Juif n'avait de confiance en ses juges » (2).

Cet état d'esprit devait aboutir à la suppression pure et simple du Tribunal. Les ordonnances du 28 février 1841 et du 26 septembre 1842 confièrent la juridiction des Israélites aux Tribunaux français. Mais, comme respectueux des croyances des indigènes, on continuait à les juger d'après la loi de Moïse, les rabbins donnaient un avis écrit sur les contestations relatives à l'état civil, aux mariages et aux répudiations (3).

En 12 ans, l'organisation de la nation juive avait été progressivement détruite. Une première assimilation était réalisée, tandis que les Musulmans gardaient intactes leurs anciennes institutions. Officiellement, les deux populations continuaient à être traitées en égales, mais les circonstances obligeaient les Français à avoir envers elles une politique différente ; en tâtonnant on s'était engagé sur la voie de l'assimilation des Juifs.

III. — Les Juifs pendant la conquête.

Les démonstrations de joie des Juifs, lorsqu'ils avaient compris quelle était leur nouvelle situation, la colère des Maures qui avaient quitté Alger devant ce spectacle, devaient avoir une répercussion sur la vie des Israélites de l'intérieur. Apprenant que les chrétiens les protégeaient et que leurs frères d'Alger pouvaient rosser les Turcs à leur convenance, ceux-ci souhaitèrent que la domination française s'étendit sur tout le territoire.

De leur côté, les Berbères qui prenaient les armes contre les Français ne le faisaient point au nom d'un principe national, mais au nom de l'Islam. On ne fait pas la guerre sainte sans recrudescence de fanatisme religieux. Les Musulmans redoublèrent donc de dureté

(1) *Ibid.*, pétitions d'Israélites d'Oran ; rapport de l'intendant civil au gouverneur général 25 juillet 1835.

(2) *Ibid.* F. 80 1671. Mémoire Boudierba au duc Decazes.

(3) MENERVILLE, *op. cit.*, p. 409 b.

envers les Juifs qu'ils soupçonnaient de les trahir. De fait, ceux-ci fêtaient les troupes françaises victorieuses à leur entrée dans les villes. A Blida, ils participèrent au pillage des boutiques et des maisons des Musulmans ; au retour de l'expédition de Médéa, ils accablaient d'injures le bey du Titeri, Bou-Mezrag, fait prisonnier. Partout, ils faisaient bon visage aux Français et n'épargnaient pas les brocards aux vaincus (1). Cette attitude ne présentait peut-être pas toujours les caractères d'une parfaite sincérité, le désir de se concilier un acheteur dans le soldat n'y était pas étranger sans doute, mais, après de telles démonstrations, ils ne pouvaient plus retomber sous la domination arabe sans encourir de terribles représailles. C'est pourquoi, lorsque l'armée devait évacuer les places où ils avaient manifesté leur sympathie à son égard, les Juifs, trainant leur famille portant quelques hardes et se lamentant bruyamment, la suivaient (2). Le gouvernement d'Abd-el-Kader les traitait du reste avec une rigueur qui dépassait de beaucoup celle des Turcs. Après sa défaite de l'Habra, forcé d'évacuer sa capitale, Mascara, il l'avait mise à sac et l'avait fait évacuer par ses habitants. Les Israélites ayant voulu rester avaient été massacrés en grand nombre. Les survivants se retirèrent à Oran, beaucoup mourant de faim et de froid pendant la retraite. Leurs malheurs provoquèrent une vive émotion dans les milieux européens, et le baron James de Rothschild adressa dix mille francs au Gouverneur pour les secourir (3).

En 1838, les Juifs de Miliana devaient se retirer de leur ville sur l'ordre d'Abd-el-Kader. Ils n'y rentrèrent que deux ans plus tard, mais sur les trois cents familles qui en étaient parties « plus de la moitié manquait au retour » (4). On ne parle pas de l'oppression fiscale destinée à organiser l'état de l'Emir : le frère d'Abd-El-Kader, Bey de Medea, frappait cette ville d'une contribution de 40.000 boudjou, dont 30.000 étaient payés par les Juifs (5).

Malgré ces souffrances ils ne prenaient jamais part aux hostilités. Leur esprit pacifique, facilement explicable par leur vie sous les Turcs, les faisait mépriser par les militaires presque autant que par les Musulmans. En une seule occasion, ils participèrent à la résistance : au siège d'Oran. Après l'échec de la principauté tunisienne, sous Clauzel (6), les tribus des environs s'agitaient et cessaient de fréquenter le marché. Les indigènes des faubourgs Karguentah et

(1) ROUSSET, *L'Algérie de 1830 à 1840*, tome I, p. 36, 48, 60.

(2) Blida, prise sous Clauzel, le 19 novembre fut évacuée le 26 novembre 1830 ; Mascara, occupée après la victoire de l'Habra fut tout de suite après évacuée, Décembre 1835.

(3) *Arch. Nat. F.* 80 1631.

(4) *Arch. ts. de France*, octobre 1854, page 559 et seq.

(5) *Correspondance du général Damrémont*, p. 165.

(6) Clauzel avait donné le titre de bey à un prince tunisien Ahmed, mais l'accord ne fut pas ratifié par le Gouvernement.

Raz-El-Aïn le rejoignirent. La garnison française était assez faible et sa position s'annonçait dangereuse. « Les Juifs, dit Rozet, à peu près les seuls habitants qui fussent restés dans Oran... venaient tous les jours annoncer au colonel Lefol qu'un corps considérable d'ennemis marchait pour l'attaquer. Non contents de donner l'alerte, ils prenaient eux-mêmes les armes et plaçaient des sentinelles sur les terrasses de leurs maisons ; ils sortirent quelquefois avec nous, pour repousser les Arabes et quand on voulut démolir deux villages... dans lesquels l'ennemi s'embusquait pour tirer... près de deux cents Juifs mirent la main à l'œuvre et travaillèrent avec nos sapeurs pendant qu'on se battait autour d'eux (1) ». Telle fut l'action guerrière dont on s'entretenait 25 ans après encore dans les milieux israélites algériens (2).

On ne peut pourtant pas, comme leurs contemporains, parler à leur sujet de lâcheté, car leur amour du gain les poussait à courir des risques au moins égaux à ceux du champ de bataille. Etant seuls, à parler l'arabe, ils avaient conservé le monopole du commerce avec les indigènes. Ils allaient dans les tribus vendre leur pacotille ou acheter sur les marchés les bestiaux et les grains. Mais ces expéditions présentaient de réels dangers ; la correspondance du capitaine Daumas, Consul de France à Mascara, prouve que, même en temps de paix, les indigènes des tribus les assassinaient et les volaient fréquemment.

Le 25 mars 1838, Daumas fait un rapport au sujet de deux Juifs d'Oran dévalisés dans la tribu où ils ont couché ; le 15 juillet, il parle de l'arrestation de cinq Garabas qui ont tué des Juifs ; le 21 juin, une caravane composée de trois muletiers arabes, trois commerçants juifs et un nègre était dévalisée ; le 26 août, le Consul annonce l'assassinat de sept Juifs sur le territoire des Ouled-Aly. Le 9 septembre, c'est un Juif de Mostaganem dont les marchandises ont été pillées par les Medjahars ; le 22, un Israélite d'Oran était assomé par les Garabas. Tous ces crimes restaient impunis, car l'autorité de l'émir n'était pas assez établie pour que ses caïds inquiétassent les gens des tribus pour des Juifs. Après un simulacre d'enquête, pour satisfaire Daumas, on déclarait généralement que les assassins restaient inconnus (3).

Le Gouvernement d'Abd-el-Kader, fidèle aux traditions musulmanes, multipliait à leur encontre les avanies et les mesures arbitraires. Le 17 septembre 1838, le caïd de Mascara faisait emprisonner tous les

(1) ROZET, *op. cit.*, p. 238.

(2) FRÉGIER, *Les Juifs algériens*, p. 465.

(3) *Correspondance du capitaine Daumas, consul à Mascara*, p. 143, 251, 265, 273 et seq., 288, 328, 537.

Juifs d'Oran, qui partageaient imprudemment sans guides, pour qu'il ne leur arrivât aucun mal. Comme le berger de Patelin qui tuait ses moutons pour les empêcher de mourir. Sur les démarches de Daumas, il les relâchait en protestant de la pureté de ses intentions (1). Le 20 août, un Juif d'Oran, battu par les fantassins de l'Emir, ayant porté plainte, Abd-el-Kader donnait l'ordre à tous les Juifs d'Oran de partir dans les 24 heures, sous peine d'être pendus, ou sciés. Le Caid des Juifs de Mascara était chargé de surveiller l'expulsion des Oranais, mais, étant fort cupide — Daumas l'appelle « un mauvais gueux » — il désignait comme sujets de l'Emir ceux qui lui donnaient un fort bachich. Six Israélites, dont son frère, durent partir, tandis que six autres — dont un espion — restaient (2).

Malgré ces coups du sort, ils persistaient à se rendre dans la capitale de l'Emir, partant sans passeport lorsque les autorités le leur refusaient, même lorsque la guerre semblait imminente (3).

Il est vrai que leurs gains étaient considérables et qu'ils ne dédaignaient pas les larcins qui rendaient leurs voyages plus fructueux. « Avec eux, notait le Consul, c'est toujours disputes et réclamations. Ces Juifs nous donnent plus de mal que tous les Français réunis » (4). Tantôt les Israélites de Mascara dérobaient quarante-six douros à un coreligionnaire oranais, tantôt un Oranais escroquait trois cents douros à la mère de son hôte. Un autre épousait une jeune Juive et retournait dans sa ville avec sa dot ; un quatrième partait avec de l'argent emprunté et un cheval de Miloud ben Arrach qu'il avait loué à son domestique (5). Ils étaient prêts à tout pour gagner de l'argent, aux plus grandes souffrances comme aux plus détestables actions. Celles-ci leur donnaient un fâcheux renom et les officiers ayant l'expérience du pays éprouvaient peu de sympathie pour eux. Au sujet d'un Juif, qui avait médité de la puissance française, Daumas écrit : « il niera le fait comme un Juif » (6). A de tels mots on mesure le discrédit dans lequel ils étaient tombés.

Cependant, les milieux politiques les considéraient avec plus de bienveillance que les indigènes parce qu'ils étaient assurés de leur fidélité. « Rien de si facile que de faire entrer les Juifs dans tous nos systèmes administratifs et judiciaires, écrivait le lieutenant général Delort. Leur secte en France les a tous conquis à la civilisation moderne » (7) et le secrétaire général du Gouvernement, Caze

(1) *Ibid.*, p. 334.

(2) *Ibid.*, p. 519 et 520.

(3) *Ibid.*, p. 506 et 510.

(4) *Ibid.*, p. 85 et 150.

(5) *Ibid.*, p. 73, 179, 188.

(6) *Ibid.*, p. 520.

(7) DELORT, *Notes sur l'ouvrage du général Berthezene « Dix-huit mois en Algérie »*, page 57.

« quand aux Juifs qui sont très nombreux, ils sont et seront toujours nos partisans les plus dévoués. Leur position s'est tellement améliorée qu'ils feraient tous les sacrifices possibles, même de l'argent qu'ils gagnaient au prix des plus cruelles vexations pour le conserver » (1).

La résistance opiniâtre des Musulmans faisait considérer toute entente avec ceux-ci comme « un rêve » (2). Avant longtemps, on ne pouvait pas espérer les civiliser. Avec les Juifs, on tablait sur leur intérêt qui les liait à la France. C'est pourquoi, malgré leur mauvaise réputation, les gouverneurs et les officiers généraux firent d'eux leurs négociateurs dans leurs pourparlers politiques avec les chefs indigènes de l'intérieur du pays.

IV. — Les intermédiaires politiques.

L'emploi d'intermédiaires indigènes était une nécessité, personne dans l'armée d'occupation n'ayant une connaissance suffisante de la langue, des hommes et des mœurs du pays pour mener des négociations délicates. Les interprètes qu'on avait recrutés un peu au hasard, tels ce cuisinier et ce valet de chambre d'un membre de l'expédition qui tenait à les conserver à son service, ne se faisaient comprendre qu'après beaucoup d'efforts. Seuls les Levantins et les Juifs, Léon Ayas, Abraham Daninos (3) pouvaient servir utilement. Mais Berthezene les jugeait « illettrés, très vicieux et peu dignes de confiance, justifiant l'adage des orientaux qu'un interprète est pire que la peste » (4). Et le duc de Rovigo confirmait ce jugement :

« Il n'y a, écrivait-il au ministre de la Guerre, dans tous ces interprètes qu'un seul individu en état d'écrire l'arabe et encore est-il le sujet auquel je doive me fier le moins en même temps que celui qui parle le moins bien le français, de telle sorte que je suis obligé de mettre d'abord ma lettre en français et de la lui faire lire par un interprète parlant arabe et sous la dictée duquel il la traduit » (5).

D'ailleurs, gens de basse extraction, ils ne connaissaient guère les chefs indigènes et leur entourage. Rien ne les désignait pour jouer le rôle de diplomate. Les notables israélites, au contraire, pouvaient rendre d'importants services aux généraux français. Leurs agents

(1) CAZE, *Notice sur Alger*, p. 33.

(2) *Correspondance du général Votrol*. Lettres de Voirol au ministre de la Guerre, 26 septembre 1833, p. 237.

(3) Léon Ayas, guide-interprète de l'armée à 23 ans ; il mena les négociations avec les Turcs après la mort de l'interprète Garoue. Interprète de deuxième classe en 1845, Chevalier de la Légion d'honneur, il mourut des suites des blessures reçues dans un combat contre Bou-Maza. Il ne fut jamais naturalisé.

Abraham Daninos, guide-interprète en 1830. Il accompagna en France l'envoyé d'Abd-el-Kader. (FÉRAUD, *Les interprètes de l'armée d'Afrique*, p. 215.).

(4) BERTHEZENE, *op. cit.*, p. 136 et 137.

(5) *Correspondance du duc de Rovigo*, p. 51.

commerciaux les tenaient au courant des événements du pays. Dans l'entourage des beys, ils comptaient des amitiés utiles, l'intérêt de beaucoup de caïds et de dignitaires des beyliks qui avaient placé des fonds dans leurs entreprises ou qui avaient eu recours à leur crédit pour obtenir leur burnous d'investiture, leur donnait une influence considérable. Au temps des Turcs, ils avaient servi d'intermédiaires entre le Gouvernement d'Alger et ceux des provinces. Ils continuaient avec les Français. Peu leur importait la nationalité de leurs maîtres. Ils n'agissaient pas par patriotisme — les uns et les autres étaient des étrangers à leurs yeux — mais pour leur profit. La diplomatie orientale, dont ils connaissaient les méthodes, était une branche de leur commerce, à l'égal de la vente du blé et des étoffes.

Dès le débarquement des Français, Bacri, Durand à Alger, Amar à Oran avaient acquis la confiance des généraux français. Pendant les dix premières années de la domination française, ils allaient participer à tous les actes diplomatiques. La plupart du temps, ils servaient les deux camps à la fois, ne dédaignant même pas l'espionnage. Ainsi voit-on un Narboni indiquer des itinéraires pour les troupes françaises, en même temps qu'il est chargé par Ferhat-ben-Saïd de pénétrer les desseins du duc de Rovigo (1), Bacri et Busnach dit le « Taureau », chez lequel le Dey déchu s'était retiré, lui céder un bâtiment qu'ils équipaient en vue d'une expédition turque qui ne se fit jamais.

Ils avaient l'espoir de duper les deux partis en faisant inclure dans les traités quelque clause faisant leur affaire. De tels agents devaient provoquer bien des malentendus et des conflits. Ainsi, Busnach, fils de l'associé de Bacri, et Marchodée Amar, négociant d'Oran, qui avait la confiance d'Abd-el-Kader (2) réussissaient à mener seuls toutes les négociations préliminaires du traité de Paix entre Abd-el-Kader et le général Desmichels qui commandait la place d'Oran. Ils en profitèrent pour tromper le général et faire considérer les notes préliminaires comme le traité définitif par Abd-el-Kader, tandis que Desmichels ne leur accordait plus de valeur après la signature de l'accord définitif (3). Le traité stipulait que la liberté de commerce serait « pleine et entière », mais, à la demande de Busnach, le texte arabe portait « le marché sera libre » et Abd-el-Kader prétendait que le mot de marché désignait seulement celui d'Oran (4). Il avait donc accordé le monopole du blé pour ses états à Busnach et Amar eux-mêmes qui, faisant bâtonner les indi-

(1) *Correspondance du général Drouet-d'Erlon*, Annexe I, p. 554.

(2) *Oran sous le commandement du général Desmichels*, p. 114 et 115.

(3) Général AZAN, *Abd-el-Kader*, pages 23 à 27. — COCKENPOT, *Le traité Desmichels*.

(4) *Correspondance du général Drouet d'Erlon*, p. 327.

gènes qui auraient enfreint cet ordre, achetaient le blé à très bas prix et le revendaient fort cher aux Européens (1).

Cependant, trois ans plus tard, Busnach était chargé par Damrémont de négociations avec Ahmed, bey de Constantine, qui lui-même déléguait un autre Israélite, ben Bajou, à Alger. Les pourparlers ne manquaient pas de dangers, aussi les exigences des courtiers étaient-elles fort élevées. Busnach demandait cinq mille francs pour ses frais de voyage et cent mille en cas de succès (2). Pour aider le succès de Ben Bajou, passé à la cause française, le ministre de la Guerre proposait à Damrémont une somme variant de soixante mille à cent mille francs, destinée à acquérir la bienveillance de l'entourage du bey. Quant à la récompense de cet agent, il laissait Damrémont libre de la fixer, en lui rappelant qu'une dépense utilement faite est préférable à une économie mal entendue (3).

A côté de ces gains licites, il y avait des opérations, plus fructueuses, qui rappelaient les pires exactions des Turcs. La plus célèbre fut la contribution de Tlemcen. Israélite, de nationalité marocaine, ayant ses intérêts liés à ceux du vice-consul anglais à Oran, Jacob Lasry s'était signalé en obtenant une indemnité pour d'anciennes licences d'exportation que, disait-il, il n'avait pas pu exploiter, alors qu'il en avait usé largement, mais en utilisant pour son trafic le port algérien d'Arzew (4). Le général Boyer avait découvert la supercherie, mais cela n'avait pas empêché l'homme d'affaires de capter la confiance du maréchal Clauzel. Il lui servait à la fois d'interprète, d'intermédiaire auprès des tribus et d'agent d'exécution (5). A l'entrée des Français à Tlemcen, Clauzel, inspiré par lui, leva une contribution de guerre de cent-cinquante mille francs et chargea Lasry et le commandant Yusuf de la percevoir. Pour éviter des spéculations, il avait interdit les paiements en nature. Mais les habitants, faute de numéraire, offrirent leurs bijoux aux Juifs qui, manquant d'argent eux-mêmes, s'adressèrent à Lasry. La perception se faisait à la turque, sous la menace du bâton, et comme Lasry n'avait pas de concurrent, il donnait des objets offerts en paiement ce qu'il voulait (6). Trois Juifs de la ville durent verser dix-huit mille piastres fortes (7). On évalua les bénéfices réalisés à quatre-vingt-quatorze mille francs,

(1) *Correspondance du général Voirol*, p. 552 et 553. En 1833, le cours sur le marché arabe était quatre boudjous et demi la mesure de soixante-quinze kilos. En 1834, cinq boudjous et demi pour cinquante-sept kilos seulement.

(2) *Correspondance Damrémont*, p. 239 et 240.

(3) *Ibid.*, p. 632 et 667.

(4) *Correspondance du duc de Rovigo*, tome I, p. 203 et 205.

(5) *Explications du maréchal Clauzel*, p. 68 et seq.

(6) PELISSIER DE REYNAUD, *op. cit.*, t. III, p. 63.

(7) *Explications du maréchal Clauzel*, p. 78 et 185 à 187.

alors que Lasry n'en accusait que six à sept mille (1). Mais, l'affaire connue, le scandale fut considérable. On alla jusqu'à accuser le maréchal d'avoir dirigé l'opération à son profit et Abd-el-Kader put, en l'utilisant habilement, ramener à sa cause des tribus qui se ralliaient à la France (2).

L'affaire fit d'autant plus de bruit qu'un concurrent de Lasry, Juda ben Durand ou Duran, intriguait contre lui et excitait l'opinion publique. De tous les intermédiaires, ce fut lui qui joua le rôle le plus considérable, étant le principal négociateur entre la France et Abd-el-Kader. Appartenant à l'aristocratie juive d'Alger, il avait été élevé en Europe et parlait couramment le français. Vêtu à la turque d'habits modestes, il ne semblait guère l'un des plus riches négociants d'Afrique, mais sous un aspect « franc et ouvert » il dissimulait un esprit fin, délié et un caractère sans scrupules. Il avait joué un rôle trouble au début de la conquête et avait même été mis en prison (3), puis il avait lié ses intérêts à ceux de l'émir de Mascara dont son père avait connu la famille. Après le traité Desmichels, Abd-el-Kader lui donna la charge d'Oukil à Alger. A ce moment, le Gouverneur général Drouet d'Erlon avait l'ordre de maintenir à tout prix la paix en Afrique et d'éviter les aventures. Durand, ambassadeur habile, se fit fort d'assurer la paix avec le principal chef indigène grâce à l'ascendant qu'il avait sur lui. Cette proposition correspondait trop aux désirs du général pour que celui-ci n'accordât pas à Durand un crédit exagéré. Tandis que le général Trezel dénonçait d'Oran les préparatifs de guerre de l'Emir, l'Oukil faisait traîner les négociations. Le 22 avril 1835, Drouet d'Erlon pouvait écrire au général d'Oran : « Le sieur Durand m'a donné l'assurance qu'il (Abd-el-Kader) craignait beaucoup de me déplaire et qu'il arrêterait sa marche dès que je l'exigerais » (4).

Quelques jours après, Abd-el-Kader occupait Medea. Le crédit de Durand auprès du vieux gouverneur n'en fut pourtant pas diminué.

Il monopolisait le commerce d'Abd-el-Kader, achetait le blé recueilli pour les impôts, au prix de seize francs les cent kilos et le vendait en Espagne à trente-six ou quarante francs (5), exploitait les salines d'Arzew dont l'Emir était propriétaire, mais en revanche il lui fournissait, avec l'accord du gouverneur, les armes et les munitions

(1) *Ibid.* p. 71, à Alger, Lasry déclara à la Douane pour 110.000 fr. de valeurs or et argent et il en transporta d'autres à Tunis, dit PÉLISSIER DE REYNAUD, *op. cit.*, page 66.

Le chiffre de 94.000 représente la valeur de ce qui fut encaissé. On restitua ce qui n'avait pas été employé à solder les frais de l'expédition.

(2) AZAN, *L'Emir Abd-el-Kader*, page 72.

(3) Arch. nat. F. 80 1631.

(4) *Correspondance Drouet d'Erlon*, p. 426.

(5) AZAN, *L'Emir Abd-el-Kader*, p. 45.

nécessaires à son armée. C'est ainsi qu'après le désastre de la Macta, on apprenait la capture d'un brick toscan chargé de deux cents fusils et quatorze milliers de poudre que Durand avait puisés à l'arsenal d'Alger.

Supplanté par Lasry sous Clauzel, il reprit bientôt toute son influence. C'est alors qu'il réalisa son coup de maître, l'affaire du ravitaillement de Tlemcen. Au début de l'année 1837, la garnison d'Oran était diminuée et souffrait d'un mauvais ravitaillement. En même temps, Abd-el-Kader désirait des marchandises que seuls les marchés européens contenaient. Les frères Durand s'entremirent et obtinrent d'Abd-el-Kader des bœufs, des moutons et du blé, et des Français du soufre, du fer, de l'acier, des étoffes et des denrées coloniales. Cette première opération ayant réussi, Judas Durand proposa de ravitailler Tlemcen par ses propres moyens. Le général de Brossard, jugeant l'économie d'une expédition pénible désirable accepta, et, en dépit des ordres reçus, laissa Durand partir chez Abd-el-Kader. Tandis qu'il s'engageait à fournir à l'Intendance le bétail, les marchandises et les bêtes de somme du convoi contre une somme importante, il disait à l'Emir que les Français lui rendraient les Musulmans faits prisonniers à la bataille de la Sikak, s'il assurait le ravitaillement de la garnison de Tlemcen. Abd-el-Kader, dont la piété souffrait à l'idée que des Musulmans pouvaient être entravés dans l'accomplissement de leurs rites religieux, finit par accepter. De la sorte l'Emir donna à la garnison de Tlemcen les vivres dont elle avait besoin et l'intendance française versa à Durand 36.806 francs, pour des marchandises qu'il avait eues gratuitement (1).

Quelques semaines plus tard, il devenait le négociateur du traité que Bugeaud cherchait à conclure avec Abd-el-Kader. Il gagna très vite l'estime du général qui lui témoignait de la reconnaissance et songeait à le recommander au gouvernement pour une récompense honorifique (2).

Mais, tenant à son monopole commercial que la paix lui aurait fait perdre, l'homme de confiance des deux parties faisait traîner les choses en longueur en compliquant les négociations à plaisir. Il demandait de l'argent à l'Emir pour corrompre les généraux français et au général français pour gagner à sa cause les familiers d'Abd-el-Kader (3). Ses mensonges ayant été mis à jour, Bugeaud le traitant d'homme sordide (4) le mit à l'écart et négociant directement conclut

(1) PELISSIER DE REYNAUD, *Annales Africaines*, t. III, p. 194 et seq. ; *Correspondance du général Damrémont*, pp. 363 et seq. — DE BROSSARD, *Quatre-vingt deux jours de commandement de la province d'Oran*, p. 20 et sq.

(2) *Documents relatifs au traité de la Tafna*, p. 24.

(3) Il demandait 100.000 fr. pour Miloud ben Arrach, 60.000 pour Hadj Djalali et 50.000 pour deux autres.

(4) *Correspondance du Général Damrémont*, page 547.

la paix de la Tafna (30 mai 1837). Cependant l'Oukil obtint, en prévision de négociations futures avec le bey de Constantine, une gratification de 70.000 francs et une somme égale pour les chefs arabes auxquels il avait promis des cadeaux. Mais la naturalisation lui était refusée (1).

La découverte du scandale du ravitaillement de Tlemcen devait cependant porter une atteinte décisive à son crédit. Interrogé par Bugeaud, il répliqua : « Mon métier est de gagner de l'argent. J'ai fidèlement exécuté les clauses de mon contrat avec l'Intendance. Que vous importent les bénéfices que j'ai pu faire et la façon dont je me les suis procurés ? » (2). Et, pour se disculper, il accusa le général de Brossard d'avoir partagé avec lui les bénéfices de l'opération, puis d'avoir voulu s'entendre avec l'Emir pour chasser les Français d'Algérie (3).

C'en était fait de son crédit auprès des Français. Il continua ses opérations financières, fructueuses, livrant les bœufs d'Abd-el-Kader sur le marché d'Alger, obtenant de l'Emir la permission de faire le commerce des laines avec Oran. Il accompagna les ambassadeurs d'Abd-el-Kader à Paris, participant encore à quelques négociations entre l'Emir et le maréchal Valée, mais ce dernier se méfiait de lui : « c'est un intrigant, avide d'argent, qui ne voit dans les négociations avec les Arabes qu'une occasion d'augmenter sa fortune » (4).

Il ne jouait plus qu'un rôle politique effacé lorsqu'il mourut, en 1839, à Miliana, d'une fièvre pernicieuse après trois jours de maladie. On raconta à l'époque qu'il avait été empoisonné par les partisans de la guerre de l'entourage de l'Emir ou sur l'ordre de celui-ci, mais on n'en donna jamais aucune preuve. Dumas notait, au contraire, qu'une grande consternation avait accueilli à Mascara la nouvelle de sa mort (5).

Curieuse figure que celle de ce grand Juif : certainement intelligent, doué d'un pouvoir de séduction réel, il avait tous les défauts qu'on attribue à l'Oriental. Vénal, menteur, dénué de tous les scrupules

(1) *Documents relatifs au traité de la TAFNA*, p. 142 et seq., 175 et seq., 350. Durand demandait des lettres de naturalisation, la Légion d'honneur et une pension de 5.000 frs pour ses enfants.

(2) Lettre de Bugeaud au ministre de la guerre, 6 septembre 1837, reproduite dans l'acte d'accusation contre le général de Brossard.

(3) Ce fut l'origine du procès de Perpignan, où Brossard, pour se disculper accusa Bugeaud d'avoir machiné avec Durand cette dénonciation, puis d'avoir spéculé lui-même avec un négociant d'Oran, Puig y Mondo, et d'avoir touché des pots-de-vin. Bugeaud dut reconnaître le fait ; il avait voulu, disait-il, utiliser cet argent pour les chemins vicinaux de l'arrondissement d'Excideuil en Dordogne, dont il était député. Brossard fut condamné à 6 mois de prison et 800 frs d'amende, il se pourvut en cassation. La Cour cassa l'arrêt du Conseil de Guerre et un nouveau procès eut lieu l'année suivante. Il se termina par l'acquiescement du général qui fut mis d'office à la retraite.

(4) GIROD DE L'AIN, *Le Maréchal Valée*, Paris, 1911, page 162.

(5) *Correspondance du capitaine Dumas*, page 535. — WALSIN-ESTERHAZY, *Le maghzen d'Oran*, page 106.

pules, protestant toujours de sa bonne volonté, parlant sans cesse de ses pertes d'argent, prêtant de faux serments, mais respectant le repos du sabbat, humble avec les grands, tout en ne dédaignant point les récompenses honorifiques, c'était une synthèse des qualités et des vices du Juif algérien tel que l'avait façonné le joug turc, le type des grands intermédiaires israélites.

Sans doute, ces manieurs d'argent n'étaient qu'une infime minorité. Mais ils représentaient l'aristocratie d'Israël, ils étaient les seuls avec qui les Français avaient des rapports suivis. Les scandales incessants auxquels ils étaient mêlés suscitérent contre eux et contre leurs nationaux, dans les milieux algériens, des sentiments hostiles.

Saint-Arnaud parlait de leur « servilité abjecte » (1) et Bugeaud, que ses démêlés avec Durand avaient empli d'une sombre rancune écrivait « ce qui a le plus contribué à nous faire déchoir dans l'opinion des Arabes, c'est de traiter d'égal à égal avec les Juifs, peuple méprisé et fort digne de l'être en Afrique, car il est impossible d'imaginer sans l'avoir vu jusqu'à quel point d'abjection, de fourberie et de rapacité est descendue dans la Régence cette fraction de la nation israélite » (2).

Pendant longtemps, cette prévention, née des abus des grands Juifs, allait peser sur toute la nation dont la première organisation française les avait constitués les guides et les protecteurs.

(1) SAINT-ARNAUD, *Lettres*, tome I, page 145.

(2) BUGEAUD, *Mémoire sur notre établissement dans la province d'Oran par suite de la paix*, page 52.

CHAPITRE III

L'ACTION DU CONSISTOIRE DE FRANCE

I. - Les premiers progrès et la crise des mœurs.

L'établissement des Français en assurant aux Juifs indigènes une sécurité qui leur manquait jusqu'alors, en améliorant leurs conditions de vie, détermina un accroissement important de ces populations. Très prolifiques, celles-ci croissaient régulièrement d'année en année. En 1838, les communautés d'Alger, d'Oran, de Bône, et Mostaganem enregistraient 486 naissances contre 255 décès ; en 1839, le mouvement marquait un ralentissement sensible, 441 naissances seulement contre 305 décès ; mais il reprenait en 1842 : 447 naissances contre 294 décès. Le fait était d'autant plus notable que ces mêmes années le total des décès dépassait de beaucoup celui des naissances pour les populations européennes et musulmanes (1).

D'autre part, la guerre avait provoqué un mouvement d'émigration des populations de l'intérieur vers les villes du littoral occupées par les Français, soit que ces Israélites trop accueillants pour l'armée française aient suivi celle-ci dans sa retraite, soit que le désir d'être traités libéralement les aient incités à abandonner les territoires musulmans. L'installation d'une garnison française dans des villes de médiocre importance jusqu'à ce moment, comme Bône et Oran, détermina vers elles un afflux d'Israélites de la province. De la Régence de Tunis ou de l'Empire chérifien, certains vinrent s'y établir dans l'espoir de faire de profitables spéculations avec l'armée et les colons. C'est ainsi que Bône, dont la population israélite n'était en 1830 composée que de trois familles, comptait en 1842, 518 individus (2). A Oran se produisit en 1838 un afflux d'Israélites étrangers venant soit de l'état d'Abd-el-Kader, soit du Maroc ; la population juive passait de 2.372 âmes en 1833 à 5.627, pour redescendre l'année suivante à

(1) BAUDE, *L'Algérie*, t. II, p. 300. Archives israélites de France, année 1843, p. 27.

(2) *Archives israélites de France*, année 1843, p. 28.

3.364. Mais sa composition montre qu'elle comprenait une très grande proportion d'éléments flottants. Elle se décomposait en effet ainsi : 3.156 hommes, 804 femmes et 1.667 enfants. Les familles ne s'étaient donc pas déplacées. Les immigrants israélites, procédant comme les M'zabites de nos jours, étaient venus seuls pour chercher fortune au grand centre français de la province. Leurs espérances étant déçues ils rentraient à leur foyer ou allaient porter ailleurs leur pacotille et leurs ambitions (1).

Au contraire des indigènes qui s'enfermaient dans un mutisme malveillant ou se retiraient dans l'intérieur pour ne pas avoir de contact avec le « roumi », ils tentèrent très vite de se mêler aux Français pour pouvoir commercer avec eux. La terreur qu'ils avaient manifestée à l'entrée des soldats français n'avait duré que quelques jours. « Ils ne se baissèrent plus pour nous saluer et au bout de quelque temps, ils ne le firent plus du tout », dit Rozet. Ils devinrent bientôt assez hardis pour oser nous coudoyer dans les rues ; enfin, un an après la prise d'Alger, tous les Européens qui s'y trouvaient alors, militaires et bourgeois, se plaignaient de l'insolence des Israélites (2).

Leur langue franque, sorte de sabir composé d'arabe, d'espagnol, d'italien et de français, leur permettait d'avoir le monopole du trafic avec les Européens et d'être les intermédiaires nécessaires entre eux et les indigènes. Ils eurent l'intelligence de comprendre que leurs affaires s'amélioreraient encore s'ils connaissaient la langue des conquérants. Ils la parlèrent très vite et envoyèrent leurs enfants l'apprendre à l'école israélite qu'on avait fondée à leur usage, en 1832. En 1834, 70 jeunes Juifs à Alger, 20 à Oran, suivaient ces cours alors qu'aucun Musulman à Alger, 4 seulement à Oran fréquentaient l'école qu'on avait ouverte à leur intention (3).

Très rapidement, ils virent que les conditions commerciales n'étaient plus celles de la domination turque. Ils apportaient un certain soin à tenir propres leurs boutiques, dans le but de plaire à la clientèle française (4) et pour rivaliser avec leurs concurrents européens. Leur habitude du commerce du pays leur permettait de ne pas tomber dans les erreurs grossières commises par ceux-ci. La France envoyait les articles courants qui convenaient à sa clientèle des Antilles mais étaient d'un écoulement difficile en Algérie. Les négociants juifs continuant leur traditionnel trafic avec les Anglais de Gibraltar ou leurs coreligionnaires de Livourne, évitaient de se

(1) BAUDE, *op. cit.*, t. II, p. 300.

(2) ROZET, *op. cit.* t. II, p. 237.

(3) GENTY DE BUSSY, *De l'Etablissement français dans la Régence d'Alger*, t. II, p. 244.

(4) PEYRONNY, *Considérations politiques sur la colonie d'Alger*, p. 58.

charger de denrées invendables (1). Ils gardaient les professions classiques qui leur donnaient le monopole des échanges avec les indigènes : le commerce des toiles, l'orfèvrerie, le change, la passementerie, la mercerie, le colportage. Mais la vente des denrées alimentaires, du tabac, des vieux habits, des boissons, les mettait en contact direct avec la population européenne. Pour satisfaire celle-ci, ils adoptèrent des commerces nouveaux, comme celui de chapelier ; les innovations ne les effrayaient pas, au contraire des marchands maures qui restaient figés dans leurs anciens échanges (2). En 1840, ils payaient un tiers des droits d'importation ; en 1842, la liste des patentes d'Alger mentionnait dix-huit Israélites dans la première classe, payant cent francs de taxe ; soixante-deux dans la seconde, payant cinquante francs ; soixante-seize pour la troisième, payant vingt frs ; et cent quatre-vingt cinq dans la dernière (3). Leur activité était très grande mais leur amour du lucre les portait à user de pratiques condamnables. Ils achetaient les armes et les munitions des soldats du bataillon auxiliaire d'Afrique et les revendaient aux Musulmans (4), accaparaient le plomb pour le livrer aux Kabyles (5), sans se soucier des conséquences que pouvaient avoir ces spéculations. D'autres falsifiaient les bijoux d'or en y mêlant du cuivre pour donner à ces objets un éclat trompeur (6). Mais c'est le commerce de l'argent qui leur procurait les plus gros gains. Le manque de capitaux donnait à l'argent une valeur excessive. L'indécision du gouvernement sur sa politique africaine, la crainte que notre occupation cessât un jour proche, l'insécurité, empêchaient les capitalistes de placer leurs fonds en Afrique. Les Juifs, prêteurs traditionnels, pouvaient exercer l'usure en toute quiétude (7). D'ailleurs, des hommes d'affaires français comme ce Bacuet qui joua un rôle considérable dans la vie économique de l'Algérie à cette époque, donnaient l'exemple. L'intérêt légal était de 10 %. L'intérêt ordinaire variait de 18 à 24 %, les parties étant libres de le fixer à leur gré (8). De ce fait, il n'y avait plus de délit d'usure à Alger.

Les petits commerçants prêtaient surtout aux soldats indigènes et à leurs coreligionnaires qui engageaient leurs bijoux et les retiraient les veilles de fête. A Tlemcen, raconte Gourgeot, chaque milicien recevait une somme de trente francs par mois. « Quelques-uns d'entre eux... engageaient leur livret de solde moyennant vingt-cinq francs

(1) *Procès-verbaux et rap. de la com. d'eng. nommée par le Roi le 7-7-1833*, p. 215.

(2) GENTY DE BUSSY, *op. cit.* t. II, p. 229 et seq.

(3) *Archives Is. de France 1843*, p. 194.

(4) *Correspondance du duc de Rovigo*, p. 70.

(5) *Archives Is. de France*, 1845, p. 414.

(6) *Rapport au duc de Dalmatie au Roi*, Arch. nat. f. 801.675.

(7) *Archives Nat.* F. 80, 1631.

(8) Ordonnance dp 7-12/1835. PELISSIER DE REYNAUD, *op. cit.*, t. II, p. 250, t. III, page 184.

pour lesquels ils en rendaient trente à la fin du mois ». On atteignait ainsi des taux de 24 % par an. Ces opérations scandaleuses étaient toutefois moins fréquentes qu'au temps des Turcs. Aussi, en dépit de leur tranquillité, certains Juifs ne se cachaient pas pour regretter l'heureuse époque (1) où battus et bafoués, ils gagnaient beaucoup d'argent.

L'achat des terres et les transactions sur immeubles, mal définis jusqu'en 1832, permirent aux notables israélites d'acquérir des biens fonciers. La spéculation s'exerça de mille façons : les indigènes montraient une mauvaise foi égale à celle de leurs tentateurs, en leur vendant parfois des propriétés qui n'existaient pas (2) ; les Israélites achetaient à vil prix des biens qu'ils revendaient à prix d'or (3). L'exemple porta, car en 1836, toute transaction immobilière entre Musulmans et Israélites ou Européens était interdite et Bugeaud, en renouvelant cette interdiction expliquait : « Si les Juifs pouvaient acquérir ils seraient bientôt possesseurs de la plus grande partie de Constantine (4).

Le spectacle d'Israélites propriétaires fonciers pouvait étonner à bon droit. C'était une innovation à Alger, mais ce n'était pas la seule. Bien des Israélites avaient abandonné leur profession traditionnelle pour entrer dans de petits emplois, se faisant clercs d'avoués ou de notaires, percepteurs de taxes, employés d'administration (5) : une révolution en Israël.

Cette évolution était nécessitée par la profonde misère du petit peuple. La guerre avait ralenti le trafic avec l'intérieur du pays. En ruinant l'élite indigène, elle avait contraint au chômage beaucoup d'artisans spécialisés dans les métiers de brodeur, de tailleurs, d'armuriers. L'établissement d'ouvriers européens, plus aptes à servir les entrepreneurs européens, atteignait les ouvriers indigènes. La cherté de la vie les désorientait. Chargés presque tous d'une famille nombreuse, ils ne pouvaient plus la nourrir en conservant leur métier. De là l'obligation d'adopter une profession nouvelle sous peine de disparaître. En 1840, la nation juive devait secourir 440 indigents ; on signalait cette année-là la mort d'inanition d'un grand nombre de vieillards (6).

Ces Orientaux qui avaient vécu jusqu'alors en suivant les pratiques formalistes que leur commandait le Talmud, en appliquant les prin-

(1) BAUDE, *op. cit.*, t. II, p. 291. — BURET, *La question d'Afrique*, p. 85 et seq., arch. Is. France.

(2) Sur 539 acquéreurs de terres en dehors d'Alger il y eut 24 Juifs sur 539 individus, 3 vendeurs sur 1.082. PÉLISSIER et REYNAUD, *op. cit.*, t. III, p. 268.

(3) *Archives Nat.* F. 80. 1631.

(4) *Archives Nat.* F. 80. 1674.

(5) *Archives Nat.* F. 80. 1631.

(6) *Arch. Is. de Fce*, 1840, p. 275. Epître des rab. d'Alger au Consistoire. Cf. *Arch. Is.* 1841, p. 43 et seq.

cipes d'une société archaïque, se trouvaient tout-à-coup en présence du monde moderne. Une transformation aussi brusque de leur condition de vie devait provoquer une crise morale grave.

« Pour faire du plus crasseux et du plus bigot des Juifs d'Orient, un Occidental et un Parisien, — a observé Leroy Beaulieu, — il ne faut guère qu'une ou deux générations. Sous des dehors parfois lourds, son intelligence est la plus agile que je connaisse. Le Juif s'adapte à tout, c'est là sa faculté maîtresse... (1) ».

On ne connaît pas d'exemple plus frappant que celui des Juifs algériens pour illustrer cette thèse. Quelques années d'occupation avaient suffi pour transformer les jeunes Israélites. Ceux-ci avaient été employés très tôt au commerce paternel. On les envoyait au-devant des bataillons rentrant de marche à Alger pour vendre aux soldats au prix fort le tabac, les pipes, les fruits ou les boissons dont ils pouvaient avoir envie ; on les employait également à tous les trafics de la rue : décroisseurs, coursiers, ils jouaient le rôle des yaouleds de nos villes algériennes actuelles (2). Cette formation les émancipait rapidement, les mêlait à la vie européenne, mais elle contribuait malheureusement à développer des sentiments de cupidité auxquels leur milieu les prédisposait déjà.

Plus âgés, ces jeunes Israélites adoptaient le costume européen, cherchaient à paraître élégants à l'égal des dandys français dont ils avaient pris la badine, les gants, la cravate et les souliers, à l'étonnement de leurs parents vêtus encore à la turque (3). Les dames juives, fait plus remarquable encore en Orient, faisaient le même effort pour échapper aux traditions indigènes. Elles abandonnaient le sarma, qui les rapprochait trop des Mauresques et les babouches, qui les obligeaient à marcher pesamment, pour couvrir leur tête d'un foulard et adopter les chaussures des dames françaises (4). Elles paraissaient même aux bals officiels offerts par le gouverneur à l'élite de la population (4).

En même temps, les quartiers juifs s'amélioraient. Les épidémies de choléra qui s'étaient succédé depuis 1832 avaient fait beaucoup de victimes parmi les Israélites dont les rues sales et insalubres constituaient d'admirables foyers pour la maladie. A Alger, le quartier de la place de Chartres avait été éprouvé durement en 1832, en 1835 et en 1837 (6). A Oran, sur cent vingt-cinq victimes du choléra, au 1^{er} novembre 1834, on comptait quarante-quatre Israélites (7). Ces dures

(1) A. LEROY-BEAULIEU, *Israël chez les nations*, p. 208.

(2) BINET, *op. cit.*, p. 85 et seq.

(3) GOLDSCHIEDER ET PHARAON, dans *Arch. Is.*, *op. cit.*, p. 540.

(4) *Arch. Is. de France*, 1845, p. 696.

(5) BLANQUI, *Algérie*, p. 18.

(6) LESPEDES, *Alger*, pp. 218, 499, 508.

(7) *Correspondance de Drouet d'Erion*, p. 74.

expériences les poussèrent à moderniser leurs anciens mellahs. « Les quartiers habités par les Juifs ne sont plus comme autrefois, sous l'ancienne Régence, des foyers de malpropreté et d'infection, mais rivalisent avec les constructions des rues européennes » lit-on dans un tableau de la situation de 1844-45 (1). Les Juifs oranais, en avril 1846, ouvraient plusieurs souscriptions pour amener l'eau de la ville jusqu'à leur quartier et y faire construire un égout. En moins d'un mois, quarante mille francs étaient versés au comité et les travaux commençaient en septembre 1847 (2).

Cette transformation matérielle s'accompagnait d'une évolution morale qui était plus discutable. Certains Israélites aspiraient ouvertement à la civilisation française. Ils briguaient comme un honneur le titre de citoyen français (3), désiraient servir dans la milice, se considéraient comme plus civilisés que les indigènes, donc supérieurs à eux. En 1844, un notable Israélite d'Alger, Mezguich, refusait de prêter serment au tribunal « more judaïco ». Il imitait en cela ses coreligionnaires de France qui avaient, par l'intermédiaire de l'avocat Crémieux, après de longues discussions, obtenu sous la Restauration le droit d'ester dans la même forme que tous les justiciables (4). Les rabbins consultés répondirent que « le serment judiciaire prêté selon la formule d'usage, devant les tribunaux français, n'oblige pas la conscience de l'Israélite qui le prête, et que le seul serment qui le lie dans le for intérieur est celui qui est prêté sur le *Sefer Rab*, c'est-à-dire le livre de Dieu, avec certaines formules usitées et commandées expressément par la loi religieuse ». C'était prendre le contrepied de la théorie que le Consistoire central de France soutenait depuis la Restauration. L'opposition entre les Israélites évolués et leurs autorités conservatrices apparaissait en pleine lumière. Mais le fait qu'un Israélite algérien refusât de prêter serment sur le *Sepher Rab* miraculeux que ces coreligionnaires vénéraient, montrait l'affranchissement des esprits : tout en gardant leur religion, certains d'entre eux prétendaient à la dignité des autres habitants de l'Algérie, ils rêvaient d'être traités un jour comme leurs coreligionnaires de France (5) : en égaux.

Mais à côté de ces sentiments légitimes, la licence des mœurs, des vols nombreux, des escroqueries, témoignaient du choc produit dans la conscience d'Israël par cette émancipation subite. Les jeunes Israélites, qui avaient abandonné le turban pour la casquette, voulaient

(1) *Correspondance de Drouet d'Erlon*, p. 69.

(2) *Echo d'Oran*, 16 octobre 1847.

(3) C'est le cas de Durand après le traité de la Tafna. Lettre du 25 juin 37. Voir chapitre II.

(4) S. POSENER, *Adolphe Crémieux*, t. I, p. 76 et seq.

(5) *Arch. Is.* 1844, p. 846 à 850. *Arch. Nat.* F 80 1615.

vivre à la Française, ce qui signifiait pour eux s'amuser ferme et à peu de frais (1). Le libertinage sévissait surtout chez les femmes. Rozet, qui semble avoir beaucoup apprécié leur beauté, disait : « Ce n'est qu'en Afrique que j'ai retrouvé ces charmantes figures israélites qui font le plus bel ornement des tableaux de Raphael » (2). A l'en croire, elles étaient accueillantes bien que fort expertes dans l'art de la coquetterie. Mais là encore, la cupidité les dirigeait. « A Alger, il est peu de maisons juives qui ne soient un lieu de prostitution ouvert à tout venant, et, il faut le dire, à tous les genres de vices » (3).

La statistique des jugements de la cour criminelle montre un accroissement des délits commis par les Israélites. D'août 1832 au 1^{er} juillet 1834, un seul Juif avait comparu devant la Cour pour vol domestique et on l'avait acquitté, 22 de ses compatriotes avaient comparu en correctionnelle en 1832, aucun en 1833 et dans le premier semestre de 1834. Mais à mesure que la discipline se relâchait, la peur de la bastonnade disparaissant, leur audace devenait plus grande. En 1839, 698 Juifs étaient arrêtés pour vol et 137 pour escroqueries, mais aucun d'eux n'était poursuivi pour assassinat ou coups et blessures (4). La liberté provoquait l'immoralité chez ces esclaves de la veille, rendus d'autant plus dangereux qu'ils étaient plus intelligents et plus rusés. C'est ce qui amenait certains observateurs à vivement s'inquiéter de l'avenir de cette population et à préconiser sa mise en tutelle pour lui permettre de franchir la voie qui devait la porter à un état meilleur.

II. — Les efforts du Consistoire Central.

Cette œuvre allait être réalisée grâce aux efforts des Israélites français et de leurs dirigeants religieux. Les relations qui s'étaient établies entre les Juifs indigènes et leurs coreligionnaires qui avaient suivi l'armée, manquaient de cordialité. Les Israélites français considéraient les indigènes comme des êtres très inférieurs et fort méprisables. Leurs appréciations sur ceux-ci étaient beaucoup plus dures que celles des Européens. Le sentiment de solidarité israélite, vif chez eux, leur inspirait une certaine humiliation de voir des enfants d'Israël aussi dégradés. « C'est une race exécrable, fourbe, avide. Ils joignent toute la bassesse de l'esclavage aux vices les plus dépravés. Je les crois incapables de reconnaissance et de sentiments généreux », lit-on dans une correspondance des Archives Israélites (5). Les auteurs de celle-ci reconnaissent l'intelligence et la rapidité d'assimilation

(1) GOLDSCHIEDER ET PHARAON, *op. cit.*, p. 540 et seq.

(2) ROZET, *op. cit.*, t. II, p. 215.

(3) PELISSIER DE REYNAUD, *op. cit.*, p. 453 et seq.

(4) GENTY DE BUSSY, *op. cit.* t. II, p. 197-199. — BURET, *op. cit.*, p. 85 et seq.

(5) *Archives Is. de France*, 1840, p. 270.

de ces Africains, mais tout, dans leur façon de vivre orientale les éloignait d'eux. « Ils se livrent sans réserve à un commerce illicite de brocantage et d'usure dont la base est supercherie et vol (1) ». Leur religion « n'est qu'un fanatisme outré, persécuteur », « mille simagrées ». « Les écuries en France sont plus propres que leurs temples ». Leur habitude de s'y déchausser comme les Arabes à la mosquée, leur manque de componction pendant l'Office, leurs bavardages dans ce lieu-saint, les lamentations à la mode indigène des pleureuses dans les cimetières semblaient aux métropolitains de déplorables marques de barbarie.

L'enseignement des rabbins ne trouvait pas davantage grâce. Leurs écoles sont « plus mal tenues encore que nos anciennes écoles ». Voici comment la classe se faisait : « Tous les enfants rangés en rond et par terre, les jambes croisées ; le maître également par terre, sur une natte, prend un chapitre de la Bible, lit et explique ; quand il a fini, tous répètent en se dandinant ce que le maître a expliqué ». Une telle méthode ne pouvait évidemment pas affranchir les Algériens de leurs préjugés.

Les chefs religieux n'échappaient pas à cette condamnation en bloc. On les représentait ignorants, cupides, vaniteux, fanatiques, « écartés des vrais préceptes religieux », « pasteurs d'un troupeau dont il fallait prendre la direction sans tarder si on voulait les sauver ».

De leur côté, les Juifs algériens montraient fort peu de sympathie à l'égard des nouveaux arrivants qui représentaient pour eux des concurrents, donc des ennemis. Ces gens en chapeau et en pantalon qui prononçaient l'hébreu autrement qu'eux, leur semblaient des renégats qui pactisaient avec la civilisation des « gentils ». Ce préjugé était très vif en province où les Juifs d'Alger eux-mêmes recevaient le nom injurieux de « chrétien » (2). A Oran, par exemple, les autorités religieuses juives refusaient d'inhumer la femme d'un négociant israélite européen, « reçue dans tous les salons », et elles ne s'inclinaient que sur l'ordre du maire et du sous-directeur de l'Intérieur. Mais les rabbins ne se dérangèrent pas pour l'office funèbre et un endroit écarté du cimetière fut réservé aux Européens qui demandèrent, à la suite de cet affront, la concession d'un cimetière spécial. Dans la même ville, Haïm Jacob Lasry, l'ancien conseiller de Clauzel, établissait dans sa maison une synagogue du rite « sepharadim européen » où les Juifs d'Occident purent célébrer l'office selon leurs rites particuliers (3).

(1) *Archives Is. de France*, 1840, p. 479.

(2) *Archives Nat. F. 80 1674*.

(3) *Archives Nat. F. 80 1631*.

Cependant, les Israélites européens, malgré leur dédain pour les Africains, ne renonçaient pas à l'idée d'améliorer leur sort et de leur rendre, par l'instruction et la religion, la dignité d'homme. Ils demandaient pour cela aux autorités religieuses du judaïsme français de se pencher vers leurs frères misérables d'Algérie et une transformation complète des institutions juives qui constituaient autant d'obstacles aux progrès de ceux-ci. « Faites-nous obtenir une bonne organisation consistoriale, concluaient-ils. En agissant sur la nouvelle génération, on peut régénérer le peuple Juif d'Algérie » (1).

Et ils proposaient un programme de réformes immédiates comportant l'instruction primaire donnée dans des écoles religieuses modernes, l'extension de l'instruction secondaire, la nomination de rabbins français, l'adoption par tous du costume français, l'admission dans la milice et le service militaire de trois ans que les jeunes Israélites devraient accomplir en France pour apprendre la langue française, connaître la civilisation du pays et prendre le courage qui leur manquait tant (2).

Les jugements sévères des Israélites français s'expliquent par les idées qui parcouraient alors le monde juif. Depuis que la Révolution avait émancipé les Juifs, ceux-ci avaient fait un effort considérable pour qu'on les traitât partout en Français. Ils avaient cherché à se mêler à la société française, avaient renoncé à toutes les particularités qui pouvaient les signaler comme étrangers à la collectivité nationale. Mais, en même temps, ils avaient revendiqué hautement leurs droits de citoyens et combattu les préventions qui existaient encore contre eux dans certaines provinces. Les idées révolutionnaires, qui les avaient libérés, avaient en eux d'ardents partisans ; sur le plan religieux, elles se confondaient avec le vaste mouvement réformateur qui se réclamait de l'œuvre de Mendelssohn et prétendait rénover la religion juive en supprimant les abus. Le mathématicien Obry Terquem, Gerson-Lévy, S. Cohen, fondateur des « Archives Israélites » et la plupart des intellectuels juifs réclamaient des réformes pour achever l'émancipation et se plaignaient de l'inertie du Consistoire Central (3). Ces gens avaient le culte du progrès. Ils admiraient la civilisation moderne et ils voulaient que le peuple d'Israël tout entier, pour être digne de son passé, l'adoptât. Le fait que dans une colonie française une population juive nombreuse fut plongée dans la barbarie devait leur inspirer l'idée de l'émanciper et de lui faire connaître cette civilisation dont ils se proclamaient les champions.

(1) *Archives Israélites de France*, 1840, p. 275.

(2) *Ibid.*, p. 543 à 545.

(3) S. POSENER, *Adolphe Crémieux*, t. I, p. 176 à 179.

Le Consistoire central des Israélites de France, sans partager cette ardeur, s'était préoccupé de bonne heure de la situation des Juifs algériens. Dès 1833, il avait demandé au Ministre de l'Intérieur et des Cultes l'organisation d'un Consistoire Israélite à Alger qui lui semblait désirable, « tant dans un but politique que sous les rapports religieux et moraux » (1). Cette proposition ayant été écartée comme prématurée, le Consistoire central s'adressa au Consistoire de Marseille pour mener une enquête sur les besoins des Algériens. Les enquêteurs conclurent à la nécessité d'intervenir rapidement pour donner aux jeunes Juifs d'Algérie une instruction française convenable et une instruction religieuse basée sur la foi et non sur la superstition. Il fallait donc ouvrir des écoles gratuites, créer « un consistoire » composé des notabilités du pays et d'autres habitants européens, enfin exiger des aspirants rabbins une solide instruction théologique et, en sus, la connaissance de la langue arabe (2).

On consultait à la même époque le docteur Worms, médecin de l'hôpital de Bône, qui préconisait le séjour en France des jeunes Algériens pour qu'ils prissent les habitudes et les mœurs françaises.

La nécessité de soustraire les Israélites algériens à leurs rabbins, l'espoir que placés sous une direction éclairée ils évolueraient sagement vers la civilisation, décida le Consistoire central à demander de nouveau au gouvernement l'organisation du culte algérien. Plusieurs démarches furent faites dans ce but auprès du ministre de la Guerre. Les cultes catholique et protestant — celui-ci comportant cependant beaucoup moins de fidèles que la nation juive — avaient reçu leur statut et fonctionnaient, alors que le judaïsme restait anarchique, comment concilier cette différence de traitement et l'égalité proclamée dans la charte ? Reconnaisant la valeur de ces arguments, le gouvernement mit un projet à l'étude en 1839 (3).

III. — L'ordonnance du 9 novembre 1845.

Depuis la fondation de la Monarchie de Juillet, les Israélites de France étaient parvenus à l'égalité complète qu'ils étaient si jaloux de conquérir (4). Non seulement la royauté bourgeoise se montrait plus tolérante que la monarchie légitime en matière de religion, mais le roi lui-même ne cachait pas sa sympathie pour les Israélites.

(1) Archives Consistoire Central, registre des délibérations, séance du 24 novembre 1833.

(2) Archives Consistoire Central, séance du 24 décembre 1837 et du 8 avril 1838.

(3) Arch. Nat. Lettre du ministre de la Guerre au Maréchal Valée, gouverneur général, F. 80 1673. — Arch. Cons. Central. Registre de correspondance, 15 janvier 1838, Registre des délibérations. Séance du 4 septembre 1839.

(4) Discours de Crémieux à l'audience du 1^{er} janvier 1843. *Arch. Is.* 1843, p. 17.

Il les jugeait poursuivis injustement par des préjugés d'un autre âge, mais parfaitement assimilables ; il se déclarait frappé de l'aptitude des Juifs à la civilisation. « Comme l'eau qui tombe goutte à goutte perce le plus dur rocher, de même l'injuste préjugé qui vous frappe s'évanouira de jour en jour devant la raison humaine et la philosophie » (1), assurait-il en novembre 1835 aux délégués israélites.

La politique algérienne de Louis-Philippe devait s'inspirer de cette tolérance. Le relèvement de la nation israélite était considéré comme une mesure juste et politique à laquelle celle-ci ne devait point rester insensible (2). On ne se croyait pas lié envers elle par la capitulation d'Alger et on pensait que favorisée par l'émancipation que lui aurait donnée la conquête, la population israélite se prêterait volontiers à des réformes. Dès 1833, on avait songé aux Israélites français pour être entre les Français et leurs coreligionnaires d'Afrique des « intermédiaires naturels et sûrs ». On avait même envisagé de donner à un fonctionnaire israélite de la métropole une autorité spéciale sur nos sujets israélites (3), mais on avait préféré finalement respecter les cadres traditionnels, erreur qu'on essayait de réparer quelques années plus tard.

Cette bienveillance contrastait singulièrement avec l'opinion du général Bugeaud. Depuis ses démêlés avec Durand, le Gouverneur général témoignait à l'égard de la nation juive une aversion qu'il manifestait à toute occasion avec la brutale franchise qui lui était habituelle.

« Il eût été sage, écrivait-il, de l'expulser de nos villes dès notre entrée en Afrique. Ce serait encore sage aujourd'hui ».

Et prévoyant les objections que son idée soulèverait en France, il continuait :

« Mais comment les expulser ? La difficulté n'est pas en Afrique, elle est en France. C'est là que nous entendrons crier à l'injustice, à la barbarie. Je crois en vérité que si jamais nous faisons la conquête du pays des anthropophages il se trouverait encore des hommes en France pour dire que nous devons leur appliquer immédiatement le régime constitutionnel...

« On pourrait très bien donner aux Juifs de toutes nos villes deux ans pour vendre eux-mêmes leurs propriétés : au bout de ce temps ils seraient tenus de quitter le pays et auraient encore cinq ans pour faire vendre par procuration... »

(1) *Ibid.*, p. 18.

(2) Archives Nat. F. 80 1631.

(3) Instructions pour la commission d'Afrique du Maréchal Duc de Dalmatie. *Op. cit.*, p. 23. On avait pensé au président du Consistoire de Marseille, Altaras. Arch. Nat. F. 80 1748.

Et comme il prévoyait que des difficultés insurmontables s'opposeraient à la réalisation de son projet, il préconisait de soumettre les Juifs à l'impôt et au service de la milice, dans l'espoir d'en faire émigrer un grand nombre (1).

Entre le gouvernement de Paris, pratiquant en Afrique une politique de principes et celui d'Alger, rendu hostile à la nation juive entière par les abus de certains notables israélites, commençait un malentendu qui devait durer pendant tout le XIX^e siècle.

Bugeaud se contentait d'exécuter les ordres du ministère de la Guerre concernant les Israélites, refusant quant à lui de leur accorder toute faveur (2). Cette absence de zèle n'était peut-être pas entièrement étrangère à l'échec des espérances qu'on avait fondées sur la nation juive. Mais surtout les Juifs n'éprouvaient aucun respect pour l'administration. Les efforts pour donner à leurs enfants l'instruction française se heurtaient à l'indifférence des parents quand ce n'était pas à leur hostilité. En 1832, une école spéciale pour les jeunes Juifs avait reçu quarante enfants puis avait été remplacée par une école primaire qui, sur deux cents élèves, comptait cinquante jeunes Israélites. Mais les maîtres cherchant à convertir les enfants à la religion catholique, les Maures et les Juifs avaient retiré ceux-ci. Après cet échec, en 1837, la municipalité d'Alger reconstituait l'école spéciale dirigée par un maître français aidé d'un instituteur juif, tandis qu'une école primaire de jeunes filles israélites était confiée à une israélite française, Mlle Hartoch.

Mais après quelques mois, les élèves cessaient de fréquenter ces établissements. L'école des filles tombait de cent enfants à trente, puis à 16 en 1843. Les garçons montraient beaucoup d'aptitudes et d'intelligence mais ils considéraient comme finies leurs études lorsqu'ils avaient terminé leur instruction religieuse. D'autre part, les parents préféraient les placer comme commis de boutiques ou domestiques, pour qu'ils leur apportassent de l'argent. Aussi du 1^{er} juillet 1840 au 31 mai 1842, l'effectif des élèves diminuait de plus de cent élèves : sur 198 enfants, il n'en restait plus que 80, 78 en 1844.

Encore Alger était une ville privilégiée. Bône n'avait pas d'école israélite, à Philippeville, aucun Juif ne fréquentait l'établissement scolaire. L'école juive de Mostaganem recevait vingt-cinq enfants, tandis que cent cinquante vagabondaient dans les rues. Quant à l'école d'Oran, les élèves n'y avaient ni tableaux, ni pupitre, ni écri-

(1) BUGEAUD, *op. cit.*, p. 52 à 54.

(2) En marge d'une demande de la communauté de Philippeville tendant à subventionner ses rabbins et à la construction d'une synagogue, on lit en marge : « Les Juifs sont assez riches et gagnent assez d'argent par leur commerce qui n'est pas toujours honorable pour qu'ils puissent bâtir un temple à leurs frais. A refuser. » Archives Nat. F. 80 1631.

toire ni ardoises et le maître français devant cette situation étrange montrait un détachement superbe des choses de l'enseignement (1).

Il fallait, dans ces conditions, renoncer à jamais à l'éducation des Israélites. Le chef de la nation, l'adjoint au maire d'Alger, Mardochée Amar, assurait que ses discours n'avaient aucun effet et sollicitait un arrêté l'autorisant à punir sévèrement les pères de famille hostiles à l'enseignement libéral. Mais les membres du bureau de bienfaisance israélite d'Alger, notables indigènes et Européens, avouaient que sans le concours des rabbins il y avait peu d'espoir de réussir. Or, sur les quarante rabbins d'Alger aucun n'était à la hauteur de sa tâche. Les notables demandaient donc eux aussi d'organiser les communautés algériennes sur le modèle de celles de France et d'appeler de la métropole des rabbins dignes de ce nom, capables d'être des guides pour leurs ouailles (2). Cette unanimité donnait aux membres de la commission d'études du projet la certitude qu'il fallait réorganiser entièrement la nation juive que l'évolution administrative et judiciaire avait déjà dépouillée de la plupart de ses franchises (3). Elle leur indiquait les grandes lignes du projet à établir. D'importantes personnalités du monde israélite français, Altaras, président du Consistoire de Marseille, l'avocat Cohen, d'Aix, en 1842, l'orientaliste Albert Cohn, précepteur de la famille de Rothschild en 1845, avaient effectué des voyages d'étude et de propagande qui avaient renseigné les milieux religieux et leur avaient permis de baser leurs propositions sur des informations précises. La seule autorité qui put vaincre l'obstination des Juifs indigènes, avoir assez d'empire sur eux pour les ramener à la pureté des mœurs et les contraindre à accepter la civilisation française était l'autorité religieuse. L'importance de l'organisation du culte israélite dépassait de beaucoup le cadre d'une réforme religieuse. C'était la Charle des Israélites algériens qu'on allait rédiger.

La commission proposait non seulement l'organisation du culte et de l'instruction, mais la destruction des derniers vestiges de l'autonomie juive. Elle demandait que les Israélites fussent essentiellement justiciables des tribunaux français, qu'on ôtât aux rabbins le droit de connaître les infractions religieuses, que les Israélites fussent soumis au droit commun et admis dans la milice. Les membres laïques du Consistoire algérien auraient été nommés sur présentation du Consistoire central. Enfin, le Consistoire aurait dû propager,

(1) *Archives Is.*, année 1843, p. 332 ; 1844, p. 690 et seq.

(2) *Archives Nat. F. 80 1564 bis.*

(3) Elle était composée de Janvier, député, président, Max Cerfberr, Crémieux, députés, Anspach, substitut du procureur du Roi à Paris, tous trois dirigeants du judaïsme français ; Artaud, inspecteur général de l'Université ; Cuvier, chef du bureau des cultes non catholiques ; Fellmann, chef de bureau au Ministère de la Guerre-Affaires d'Algérie. Secrétaire Maurice Meyer. *Arch. Is.* 1843, p. 288.

par tous les moyens, parmi les Israélites, les principes d'attachement à la France et les décisions du Grand Sanhédrin (1). Cette transformation totale du vieil édifice judaïque avait été inspirée par les personnalités juives de la commission.

Le Roi apporta certaines modifications à ce plan. Une note jointe au projet, corrigée de sa main, spécifiait que la condition civile des Israélites d'Algérie ne devait être en rien modifiée et que l'autorité civile garderait tout entière leur administration (2).

L'Ordonnance signée à Saint-Cloud le 9 novembre 1845 créait un Consistoire algérien, indépendant du Consistoire central siégeant à Alger et des consistoires provinciaux à Oran et à Constantine. Comme ceux de France, ils comprenaient plusieurs membres laïques et un grand rabbin, la présidence revenant à un laïc. Le grand rabbin et les membres du Consistoire d'Alger étaient nommés par le Roi, sur présentation du secrétaire d'Etat à la Guerre, celui-ci nommant les membres des consistoires provinciaux, sur présentation du gouverneur général et avis du Consistoire.

L'Etat prenait à sa charge le traitement (3) et les frais de logement des ministres du culte. Les grands rabbins, d'accord avec les membres laïques, devaient nommer les officiants, délimiter les circonscriptions des synagogues, veiller au culte et à l'émancipation des Israélites indigènes en surveillant l'envoi des enfants à l'école et en encourageant l'agriculture chez les fidèles. Enfin, les Consistoires recevaient les attributions financières et charitables des autorités spéciales des Israélites que l'ordonnance abolissait.

Des écoles et des salles d'asile subventionnées par l'administration seraient créées pour les enfants des deux sexes. On y enseignerait le français et l'instruction religieuse, conformément aux indications des réformateurs (4). Ceux-ci avaient à peu près entière satisfaction. Il ne restait plus rien de l'ancien monde juif ; une organisation nouvelle, se rapprochant de celle de France, donnant la direction des communautés à l'élite, leur permettrait d'éclairer leurs coreligionnaires avec un soin que l'administration n'aurait jamais apporté à sa tâche. L'idée naissait déjà d'émanciper et de faire des Juifs Algériens, le plus tôt possible, des citoyens français, comme la révolution l'avait fait pour eux-mêmes.

(1) *Arch. Is.* 1845, p. 315 et seq. Le Grand Sanhedrin avait, sur l'ordre de Napoléon I^{er}, défini les devoirs des Israélites envers l'Etat. Il avait fixé notamment le devoir religieux de l'Israélite de suivre la loi civile du pays ; le droit pendant la durée du service militaire de ne pas observer la loi lorsque celle-ci s'oppose aux commandements des chefs ; l'interdiction de l'usure, de la polygamie.

(2) *Arch. Nat. F.* 80 1675.

(3) Le grand rabbin recevait 4.000 francs et 1.500 francs d'indemnité ; ceux de province 3.000 et 1.000, le secrétaire du Consistoire, 1800. 1.500 frs prévus pour les frais de matériel et d'installation étaient payés par le budget local. La part de l'Etat s'élevait donc à 15.300 francs. *Arch. Nat. F.* 80 1631.

(4) MENERVILLE, *op. cit.*, p. 266 a.

Le Consistoire devenait la clef de voûte des communautés juives, l'organe régulateur de leur vie. Son organisation exigeait une application soutenue et une connaissance des milieux Israélites que seuls des Israélites pouvaient avoir. Le ministre de la Guerre désigna le Président du Consistoire de Marseille, Altaras, qui avait contribué à la préparation de l'ordonnance, pour aider de ses conseils le gouverneur général. Mais la maladie de sa femme l'ayant contraint à décliner cette mission, l'avocat Cohen, son ancien compagnon de voyage, établi maintenant à Alger, fut chargé de cette mission (1).

La difficulté résidait dans le choix des administrateurs consistoriaux. Ils devaient inspirer confiance aux indigènes pour les civiliser, tout en représentant une valeur morale réelle. Or, les notables indigènes, on l'a vu par l'exemple de Bacri et des Durand, ne s'embarrassaient guère de scrupules, et les Israélites européens suscitaient la méfiance des indigènes qui les considéraient comme peu orthodoxes. Cohen proposa de confier à l'élément européen la direction de la communauté qu'auraient le Grand Rabbin et le Président ; chaque parti compterait un membre, le troisième, un indigène évolué, devant servir de trait d'union entre les représentants des deux groupes. Le gouvernement suivit cet avis et nomma son conseiller président avec, comme auxiliaire, un négociant français Marx Gugenheim, un indigène, membre de la Chambre de Commerce, ancien collaborateur de Juda Durand, très riche et intègre, Lazare Lévi Bram, et un docteur en médecine d'origine marocaine, Messaoud Miguères. Le directeur de l'école israélite d'Alger, qui avait obtenu à ce poste d'heureux résultats, Michel Weill, recevait la charge de grand rabbin du Consistoire Algérien (2).

Les rabbins indigènes montrèrent beaucoup de déférence à la nouvelle autorité ; il n'y eut contre elle aucune opposition et son installation, par le comte Guyot, se fit avec beaucoup d'éclat au début de l'année 1847. La même année, on inaugurait le Consistoire d'Oran présidé par un Israélite français, interprète de l'armée, Emmanuel Nahon et composé de deux commerçants indigènes assez évolués pour élever leurs enfants à la Française, Amran Sananes et Abraham el Kanoui. Un instituteur de l'école israélite de Nîmes, Lazare Cohen, était nommé rabbin A Constantine, un instituteur lorrain et un représentant de chaque tendance étaient désignés au début de 1848. Dans les villes secondaires, on maintenait à leur poste les ministres du culte indigènes (3).

La tâche la plus urgente à accomplir était la lutte contre le paupé-

(1) Archives Nat. F. 80 1748.

(2) Archives Nat. F. 80 1631

(3) *Ibidem*.

risme qui se développait « d'une manière effrayante ». La communauté d'Alger devait en effet nourrir en 1847 douze cents mendiants. L'impôt sur la viande (1) des bêtes abattues selon les prescriptions des rites israélites, perçu et réparti sans contrôle par les rabbins, couvrait imparfaitement le déficit causé par le service d'assistance. Les bouchers en profitaient pour vendre la viande qu'ils débitaient 30 ou 35 centimes au-dessus du tarif administratif. Pendant la préparation de l'ordonnance sur le culte israélite, Louis-Philippe avait demandé l'abrogation de cet impôt « sorte de dime » qui ne devrait pas être rendu obligatoire « le gouvernement seul ayant le droit d'en lever ». Toutefois, on avait continué à le percevoir et la situation de la population était si grave qu'on régularisa cette taxe (2).

Cette mesure devait avoir d'importantes conséquences. Epargnant une charge supplémentaire au budget municipal, elle semblait prolonger simplement un ancien usage. En fait, elle faisait dépendre de la seule générosité des Consistoires une multitude de pauvres hères qui tiraient de leur charité leur subsistance. Ils allaient former une clientèle haillonneuse aux notables Israélites qui dirigeaient les consistoires, donner à ceux-ci une importance sociale considérable, rendre du même coup ces places enviables. Sans doute pouvait-on espérer que la masse juive serait d'autant plus docile aux paroles de ses chefs qu'elle en dépendrait davantage, mais il fallait que ceux-ci fussent toujours animés de la foi des réformateurs d'Europe, ce qui n'était point sûr. En laissant l'assistance des indigents aux Consistoires on maintenait l'ancienne contexture sociale des Israélites. Par là, l'œuvre d'assimilation de 1845 était faussée ; on avait supprimé les magistrats spéciaux, les franchises et le nom de nation juive, mais, en fait, on laissait subsister celle-ci.

(1) Il s'élevait à 25 francs par tête de bétail. Arch. Nat., *ibidem*. Arch. Is., mai 1847, p. 377.

(2) Archives Nat., F. 80 1631.

CHAPITRE IV

LA II^e REPUBLIQUE ET LES PREMIERS DROITS CIVIQUES

I. — La question de la naturalisation.

Après l'ordonnance de Saint-Cloud, les Israélites algériens restaient considérés comme des indigènes. Le duc d'Aumale, qui ne partageait pas les préventions de Bugeaud à leur égard faisait modifier le projet d'ordonnance du Conseil d'Etat relatif à l'organisation municipale, qui distinguait les Israélites des Musulmans, les uns et les autres devant, selon lui, être compris dans la population indigène (1). Le Gouvernement de Juillet n'envisageait pas d'en faire avant longtemps des citoyens possédant des droits supérieurs à ceux de leurs anciens maîtres, mais sa chute allait sensiblement modifier leur situation légale.

L'Algérie subissait alors une crise très grave. La conquête avait donné lieu à de vastes spéculations sur les terrains, les immeubles et les fournitures aux armées. Pendant plusieurs années on avait vécu largement, puis la pacification avait ramené les prix à leur niveau réel et une dépression économique sérieuse avait succédé aux opérations hasardeuses. Les milieux civils de la colonie en rendaient responsable l'administration militaire trop stricte et trop raide à leur gré. Les idées libérales et socialistes comptaient beaucoup d'adeptes parmi eux. Pendant la lutte contre Abd-el-Kader, les plus ardents réclamaient déjà le droit pour l'Algérie d'avoir des députés à la Chambre. Aussi, la proclamation de la République fut accueillie par eux avec un enthousiasme qui contrastait avec la mauvaise humeur de l'armée et l'affolement qui provoqua le départ d'un très grand nombre d'habitants craignant l'abandon de la colonie par le nouveau gouvernement (2).

Le 2 mars, le gouvernement provisoire dissipait ces alarmes en

(1) Arch. Nat. F. 80 1076.

(2) Dr LIAUTAUD, *La République de 1848 en Algérie*.

déclarant « que la République défendrait l'Algérie comme le sol même de la France et que les intérêts matériels et moraux des habitants seraient étudiés et satisfaits ». Le 4 mars, le décret convoquant les électeurs pour l'assemblée nationale leur donnait une entière satisfaction. Le gouvernement provisoire était en plein accord avec les colons, lorsqu'il leur faisait dire par le ministre de la Justice, Crémieux : « La République veut l'assimilation de l'Algérie à la France (1).

Pour réaliser cette assimilation, on rattacha divers services algériens aux ministères français dont ils dépendaient, au lieu de conserver l'ancienne centralisation de toutes les affaires algériennes au ministère de la Guerre et au gouvernement général de l'Algérie. On put à cette occasion constater combien la politique israélite du nouveau régime différait de celle de la Monarchie de Juillet. La République séparait franchement les Israélites des Musulmans. Alors que l'administration de la Justice, de l'Instruction publique et des Cultes régissant les Musulmans continuait à dépendre du ministère de la Guerre, les cultes catholique et israélite étaient rattachés au ministère de l'Instruction publique et des cultes et, justiciables des tribunaux français. Les Israélites dépendaient du ministère de la Justice pour leurs procès (2). Le grand rabbin du Consistoire algérien devait correspondre avec le ministre des Cultes pour tout ce qui concernait l'administration du Consistoire, mais cela n'apportait aucune modification à l'ordonnance de 1845.

Une réforme bien plus importante était envisagée : la naturalisation en masse des Israélites indigènes. Crémieux, président du Consistoire Central de 1843 à 1845, apôtre ardent de l'émancipation du peuple juif, n'était sans doute pas étranger à ce projet. Il avait été des membres de la commission de 1843 qui avait proposé de soumettre les Juifs algériens au code civil français, ce qui était une étape vers leur assimilation totale. Sa présence au gouvernement provisoire permet de croire qu'il fut à l'origine de cette initiative.

Un projet de décret de l'avocat consultant du ministre de la Guerre, Urtis, en date du 19 mai 1848, assimilait aux Israélites de la métropole les Juifs algériens, leur donnant les mêmes droits et les mêmes devoirs. L'auteur reconnaissait que les Israélites indigènes « à peine sortis d'une longue et abrutissante oppression n'avaient point eu le temps de se retremper tous complètement ». Mais « la souplesse de leur esprit, leur instinct des intérêts réels » faisaient croire que la

(1) CREMIEUX, *Gouvernement de la Défense Nationale. Compte rendu des actes de la délégation à Tours et à Bordeaux*, p. 72.

(2) Arrêtés du chef du pouvoir exécutif des 30 mai, 16 juin et 16 août, 9 sept. 1848. *Archives Nat.*, F. 80 1676.

mesure envisagée n'était pas prématurée. Proclamant que « les positions dégradées dégradent les hommes », Urtis rejetait l'expérience des premières années de la conquête et faisait du titre de citoyen français non pas la récompense des efforts qui auraient rendu les Israélites semblables aux Français, mais le moyen de les assimiler :

« Elevons-les pour qu'ils s'élèvent ». Il rejetait l'objection qui voulait que les Musulmans se choquassent de cette faveur accordée à leurs anciens sujets, car le véritable régime d'exception était le statut musulman qu'on leur garantissait. Et puis, argument suprême, la naturalisation était conforme aux principes d'égalité et de fraternité qui, aux yeux des républicains de l'époque, primaient toutes les autres considérations (1).

Le bon sens prévalut pourtant. Les Français d'Algérie, malgré leur idéalisme, n'auraient pas pu admettre qu'on les mit sur le même plan que la masse israélite illettrée et à demi-civilisée seulement. La démission de Crémieux le 8 juin 1848 décida peut-être du sort du projet. Celui-ci fut enfoncé définitivement dans les dossiers d'archives, sans même que l'opinion publique ait connu son existence.

L'étude d'une loi relative à la justice et aux personnes en Algérie, en 1859, devait poser de nouveau cette question. La République avait promis de s'occuper activement de la colonisation et d'instaurer le régime civil. Elle avait fait de réels efforts pour amener des immigrants et beaucoup d'ouvriers en chômage, pleins de foi dans l'Eldorado algérien, étaient partis, harangués et bénis, le 7 octobre pour l'Afrique. Les déboires de ces citadins sur un sol inculte, leur échec total, les dépenses énormes faites en pure perte à cette occasion, avaient provoqué l'abandon de cette méthode trop dispendieuse. L'afflux d'émigrants étrangers, les uns individus de sac et de corde, trop enclins à jouer du couteau, les autres travailleurs, habitués à l'agriculture méditerranéenne, faisait tourner les regards vers eux. Leur naturalisation, qui aurait augmenté la population française en de notables proportions, était jugée désirable (2). On s'en préoccupa et, du même coup, on revint à celle des Juifs et des Musulmans.

Une nouvelle question se posait : les Israélites, s'ils étaient naturalisés, pourraient-ils participer aux diverses élections auxquelles leur ignorance les préparait mal ? Une étude sérieuse du Comité consultatif de l'Algérie fut consacrée à ce problème. Favorable à la naturalisation, elle manifestait la crainte d'avilir les droits politiques en les donnant à des barbares.

La commission posa en principe que les indigènes, sujets de la

(1) *Archives Nat.* F. 80 1748.

(2) *Archives Nat.* F. 80 1676.

France, n'étaient ni étrangers ni Français, mais que la politique gouvernementale devait tendre à les fondre dans la nation conquérante « il faut, disait-elle, régler leur condition en masse » (1). Généralisant un peu hâtivement, elle croyait que « la génération nouvelle était Française ». C'est pourquoi elle demandait sa naturalisation immédiate « sauf peut-être les droits politiques ».

Tous les Israélites nés dans le pays depuis la conquête et inscrits sur les registres de l'état-civil étaient assimilés aux Français résidant en Algérie. Ceux qui, n'étant pas inscrits sur ces registres, résidaient depuis dix ans et qui auraient voulu s'y fixer, pouvaient, sur une simple déclaration faite dans l'année, obtenir la jouissance des mêmes droits (2).

Une première rédaction leur accordait tous les droits civils et politiques. Toutefois, on prévoyait pour l'élection du Président de la République et celle des représentants à l'Assemblée nationale certaines restrictions qu'on devait déterminer ultérieurement. La participation de ces citoyens peu éclairés dut être jugée dangereuse, car une seconde rédaction ne les admettait plus qu'à la jouissance des droits politiques locaux et à la condition de parler la langue française.

Un dernier projet remettait le règlement de la question des droits politiques à plus tard, des lois spéciales devant les définir. C'était l'obstacle qui allait faire échouer la réforme. Il n'était guère possible de créer des demi-citoyens soumis à des devoirs précis mais dont les droits demeuraient vagues. Et, pour qui connaissait la masse israélite, on ne pouvait pas sérieusement envisager sa participation à la vie nationale. On remit donc l'assimilation des Israélites algériens à l'époque où leur évolution les aurait rendus dignes du titre de citoyen français (3).

II. — Les premières querelles électorales.

L'expérience des élections aux conseils municipaux avait montré le danger de les admettre dans le corps électoral. Le décret du 16 août 1848 avait proclamé le principe de l'érection des communes dans tout le territoire civil. Les conseils municipaux étaient élus par tous les électeurs français, mais on leur adjoignait les Musulmans et les Juifs remplissant certaines conditions d'âge, de cens et de résidence (4). Les étrangers et les indigènes étaient représentés au conseil

(1) *Ibid.*

(2) *Ibid.*, chapitre IV, art. 21 et 22 du projet.

(3) *Archives Nat.* F. 80 1676.

(4) Ils devaient avoir plus de 21 ans, être domiciliés en Algérie depuis deux ans et dans la commune depuis une année au moins, jouir de leurs droits civils en Algérie, être propriétaires ou concessionnaires dans la commune ou y payer un loyer de plus de 600 francs au moins depuis six mois, ou être patentés ou avoir une licence de 3^e classe. (PELISSIER DE REYNAUD, *op. cit.*, t. III, p. 337).

municipal, mais l'influence de Cavaignac, vieil Algérien, avait fait rejeter la politique d'assimilation. Les Israélites restaient considérés comme des indigènes et traités de la même façon que les Musulmans.

Chaque catégorie d'électeurs obtenait un ou plusieurs représentants au conseil municipal, étant convenu cependant que le nombre de ceux-ci ne pouvait pas dépasser le quart des membres du Conseil. Cette distinction ne jouait cependant pas lors du vote, l'électeur désignant tous les membres du conseil quelle que fût sa classe.

Cette loi municipale suscita de vives critiques en Algérie. On la trouvait peu libérale : la nomination du maire et de ses adjoints par le gouverneur ou le chef du pouvoir exécutif paraissait contraire aux traditions démocratiques, une machination des militaires du gouvernement général. Les Algériens protestaient violemment contre « les droits exorbitants de voter pour les Européens » qu'on avait donnés aux indigènes. Ils y voyaient « un excès de libéralisme aussi ridicule dans la forme que périlleux dans le fond ». Il craignaient surtout l'influence des chefs religieux sur les masses ignorantes, dont les votes pouvaient fausser les scrutins (1).

Ces alarmes étaient à vrai dire exagérées. A Oran, par exemple, sur 1049 électeurs on relevait seulement 61 étrangers, 74 Musulmans et 57 Israélites ; la majorité restait bien acquise aux Français (2). Mais la mentalité ombrageuse des démocrates algériens, rendue très vive par leur opposition au gouvernement militaire, dont ils auraient voulu voir la fin immédiate, était choquée par la participation de non-citoyens à un acte civique. Le fait qu'entre deux groupes français d'égale importance les étrangers et les indigènes pussent décider de la victoire leur semblait « monstrueux » ; la majorité devenait « le produit d'un tour d'escamotage ». Les électeurs indigènes ne connaissant pas les candidats européens ne pouvaient faire qu'un choix aveugle ou voter par corruption. De toute façon, les affaires de la commune ne pouvaient qu'en souffrir (3).

De fait, des abus et des fraudes entachèrent les opérations électorales. A Blida, on faisait voter les Arabes des environs qui se pronçaient tous pour les candidats de l'administration (4). Chaque électeur avait le droit de rédiger son bulletin dans sa langue, les indigènes en lettres arabes, et les Israélites en caractères hébreux. Comme très souvent, les membres du bureau ignoraient ces langues, on devait avoir recours aux interprètes qui traduisaient à leur gré. C'est ainsi, raconte un témoin, qu'ayant déposé dans l'urne un bul-

(1) *Echo d'Oran*, 4 novembre 1848. *Akhbar*, 29 octobre 1848.

(2) *Ibid.*, 15 novembre 1848.

(3) *Ibid.*, 12 décembre 1849.

(4) BAUDICOURT, *Histoire de la colonisation en Algérie*, p. 452.

letin portant en arabe, le nom des candidats de l'opposition, il entendait l'interprète, au dépouillement, lire les noms des candidats de l'administration (1). Celle-ci très puissante auprès des chets indigènes et des notables Israélites, les faisait voter pour ses candidats, ce qui était facile étant donné leur influence sur les hommes de leur nation. La distribution des cartes d'électeurs était faite dans certaines villes par les notables israélites qui avaient été chargés auparavant de l'inscription de leurs nationaux sur les listes électorales. A Oran, par exemple, un conseiller municipal, Lasry, avait distribué à lui seul trente-cinq cartes, ce qui rendait aisé le contrôle des votes (2). Ces fraudes avaient une importance certaine en raison du nombre considérable de Français qui s'abstenaient (3). Aussi, les démocrates manifestaient avec éclat leur mécontentement. Joseph Andrieu, leur chef à Oran, revendiquait la réciprocité des charges et des droits pour qu'on ne violât pas l'égalité. Les Maures et les Israélites ne participant pas aux exercices de la milice et aux charges des Français, il leur refusait tout droit politique car ils « dénationalisaient ses concitoyens ». Après avoir multiplié les protestations publiques et en signe de protestation, il donnait sa démission du Conseil municipal (4).

Malgré ces cris, les Israélites faisaient usage de leur droit de suffrage avec beaucoup de zèle. Il semble que le reproche qu'on leur faisait de voter en bloc pour les candidats de l'administration était justifié, mais les polémiques électorales leur attribuaient une influence que leur faiblesse numérique ne leur donnait pas.

Cette expérience devait laisser dans les milieux d'opinion avancée une rancune tenace contre eux, tandis que l'ensemble de la population, peu attachée à la politique, leur témoignait une certaine sympathie. Leurs notables figuraient aux conseils municipaux où ils faisaient figure d'hommes sages et expérimentés, éloignés de la politique et de ses excès, ce qui constituait une vertu aux yeux des autorités. On citait de beaux traits de civisme de leur part : Elie Cosman Cohen, Israélite lorrain, premier adjoint au maire de Mostaganem, avait abandonné son traitement à titre d'offrande patriotique (5), Moïse Jais d'Alger avait combattu dans les rangs de la garde nationale pour la défense de la République pendant les journées de juin (6). Le grand rabbin Weill défendait du haut de sa chaire la

(1) *Echo d'Oran*, 23 septembre 1862.

(2) *Ibid*, 16 janvier 1850.

(3) Aux élections municipales d'Oran de décembre 1849, 530 votants sur 2.372 inscrits, 150 indigènes environ avaient voté. A l'élection partielle législative de juin 1848, un tiers environ du corps électoral se dérange.

(4) Lettre de démission. *Echo d'Oran*, 19 janvier 1850.

(5) *Arch. Is.*, novembre 1848, p. 596.

(6) *Ibid*, juillet 1848, p. 333.

propriété, la famille, qu'attaquaient les idées subversives ; il mettait ses ouailles en garde contre « les orgies de la liberté », opposant l'amour de Dieu à celui du veau d'or (1). Cette attitude leur valut l'estime des autorités et de la « société » algérienne. On les encourageait à se faire naturaliser (2). Un notable oranais, membre du Consistoire, du Conseil municipal, et de la Chambre de commerce, Amram Sananès, étant mort, le préfet du département assistait lui-même à ses obsèques avec l'élite de la population (3).

L'excellente tenue de cette aristocratie, la seule partie de la nation juive qu'on voyait hors du quartier israélite, faisait croire qu'une assimilation de fait viendrait rapidement unir la population israélite algérienne à celle de France ; « leur sort, concluait un journal, est désormais indissolublement lié au nôtre » (4).

Le coup d'Etat du 2 décembre les laissa indifférents. La République ne leur avait, en somme, apporté qu'un peu d'honneurs et beaucoup de maux. Le choléra, la crise économique dont l'acuité avait été croissante, avaient ravagé le pays pendant cette période. On n'aime pas un régime auquel rien ne vous attache et sous lequel on est malheureux. Les milieux d'affaires, auxquels appartenaient les chefs de la nation, préféraient un gouvernement fort qui défendît la rente, à la République humanitaire qu'on avait essayé d'instaurer. La proclamation de l'Empire fut donc dignement célébrée dans les synagogues par la population juive et des secours furent distribués à cette occasion aux indigents (5). On en aurait fait autant pour tout autre régime d'ordre.

Les Israélites désiraient vivre et travailler en paix. Les grands principes, les droits et les devoirs civiques étaient des abstractions dont il ne se souciaient guère, qu'ils subordonnaient volontiers à leurs préoccupations matérielles.

Par là, ils auraient pu entrer en conflit sérieux avec les démocrates algériens si l'Empire, en suspendant les libertés municipales en Algérie, n'avait pas confisqué la pomme de discorde qui risquait de dresser les Français contre les Israélites comme cela devait arriver beaucoup plus tard.

(1) *Ibid.*, p. 257 et seq., 1849.

(2) *Echo d'Oran*, 14 juillet 1849.

(3) *Ibid.*, 5 janvier 1850.

(4) La Semaine, citée par l'*Echo d'Oran*, 3 mars 1849.

(5) *Akhbar*, *Echo d'Oran*, 15 décembre 1852.

CHAPITRE V

JUDA ET ISRAEL

I. — L'organisation.

Les réformateurs israélites de France avaient vu avec satisfaction la déférence des rabbins indigènes pour les grands rabbins français. Ils se trompaient lorsqu'ils l'interprétaient comme une indication de bonne volonté. C'était, plus simplement, une marque d'obéissance à l'égard des autorités.

Entre les rabbins de France et leurs subordonnés algériens, il n'y avait de commun que la religion. L'unanimité des témoignages reconnaissait leur vénalité et leur ignorance. Mais, tels qu'ils étaient, ils avaient sur leurs compatriotes un prestige considérable. Ils veillaient au respect des coutumes avec une sévérité impitoyable. A Bône, par exemple, une jeune juive ayant été séduite demanda secours, sur le point d'être mère, aux chefs de sa religion. Ceux-ci l'enfermèrent dans une chambre isolée attenante à la synagogue et ils l'y tinrent séquestrée sans lit et sans vêtement. Elle mit au monde, dans ces conditions, un enfant qui mourut peu après et elle succomba également, sans que les rabbins permissent qu'on la transportât à l'hôpital (1). Le fanatisme conservateur de ces gens ne pouvait que se choquer de la propagande que leurs nouveaux chefs menaient pour la civilisation moderne.

Les Consistoires, formés d'hommes éclairés, secondaient au début les rabbins métropolitains. Ils condamnaient, par exemple, le commerce et la détention d'esclaves noirs dont certains Israélites, habitués au trafic du Sahara, étaient encore coupables (2). Le grand rabbin algérien, Michel Weill, apportait un grand zèle à sa tâche civilisatrice. Il invitait les jeunes à se mêler à la société européenne et à régénérer Israël (3). Du haut de sa chaire il condamnait l'usure

(1) *Arch. Is.*, 1849, p. 534.

(2) *Ibid.*, 1847, p. 625.

(3) *Ibid.*, 1847, p. 444.

comme un gain illicite et une iniquité (1). Ces propos allaient à l'encontre de toutes les traditions locales. Aussi, les consistoires apparaissaient aux Algériens comme une création impie et il n'est pas sûr qu'ils n'aient pas considéré leur rabbin comme un envoyé des chrétiens et du diable. On les respectait parce qu'ils étaient l'émanation de l'autorité, mais ils ne jouissaient d'aucun prestige auprès des fidèles.

On avait transporté dans cette société, beaucoup plus orientale que française, une organisation administrative dont l'autorité était purement morale, sans aucune de ces marques extérieures, comme le chaouch et son bâton, qu'avaient eues les anciens chefs de la nation et les rabbins, sans pouvoir de coercition. On avait commis une seconde erreur en confiant aux auxiliaires provinciaux le soin d'exécuter dans leur rayon d'action les décisions consistoriales. C'était demander aux indigènes de détruire eux-mêmes de leurs croyances, ce qu'ils refusaient. Ils opposaient aux ordres du Consistoire la force de l'inertie, n'exécutant rien de ce qui leur déplaisait, rendant ainsi toute réforme sérieuse impossible (2).

Au cours des tournées pastorales de Weill, ils lui témoignaient une déférence polie, mais partout il se heurtait aux mêmes difficultés. Les communautés étaient divisées en partis hostiles qui se combattaient violemment ; il devait en être ainsi, jugeait-il, jusqu'à la nomination des chefs de la communauté par le gouvernement. Les synagogues présentaient généralement un aspect sordide lorsqu'elles n'étaient pas à demi-détruites comme celle de Blida ou complètement comme à Miliana. Dans cette ville et à Médéa, notait Weill, aucun Juif n'avait de rapport avec les Français et ne connaissait leur langue (3). Personne n'avait les capacités ou les connaissances pour guider ces populations. Les rabbins de Blida lui paraissaient très pauvres et les administrateurs sans énergie et sans talent. Le rabbin de Médéa, doux et pieux, était dénué d'énergie ; le chef de la nation était « d'une nullité complète ». Seule la population de Miliana avait de bons dirigeants ; le jeune ministre officiant leur donnant l'exemple en apprenant à lire et à écrire le Français. Mais elle ne le suivait pas encore (4).

Dans les grands centres provinciaux la situation semblait n'être pas plus brillante. Les synagogues présentaient un aspect plus convenable, mais les fidèles restaient arriérés. La crise morale dont Alger avait tant souffert ne les affectait pas, car vivant surtout en contact avec les Arabes, ils n'avaient pas eu l'occasion de prendre

(1) *Ibid.*, 1850, p. 189.

(2) Archives Nat., Rapport Weill, F. 80 1631 et 1658.

(3) *Arch. Is.*, p. 223 et seq. Médéa comptant 600 Israélites et Miliana 500.

(4) *Ibid.*

les vices des Français. Dans toute la province de Constantine, on notait une importante extension du Judaïsme due à l'émigration d'Israélites d'Alger et de Tunis. Bône comptait six cents Israélites dont la moitié d'origine tunisienne. La synagogue sainte, la « Ghriba », vénérée des Musulmans eux-mêmes, la rendait célèbre dans tous les milieux juifs africains. Ses notables Jacob Seïman, David Zerphate, comptaient parmi les plus riches Israélites d'Algérie. Mais l'instruction restait exceptionnelle : les élèves savaient à peine lire et le rabbin Raphaël Rousseau, savait seul, dans le pays, s'exprimer en français. Des colons israélites étaient venus de France, en 1848, et s'étaient installés dans les environs de Bône, de Guelma à Mondovi, mais ils ne frayaient pas avec leurs coreligionnaires du pays. La plupart des villes de la province orientale comptaient des communautés juives (1).

Pour que l'évolution vers la civilisation suivit cette expansion, il fallait des rabbins et des instituteurs français, il fallait aussi donner plus d'éclat aux Consistoires. C'est pourquoi en 1850 on envisagea le rattachement du Consistoire algérien à Paris. Les autorités judaïques algériennes avaient elles-mêmes rédigé ce projet, espérant accroître leur prestige. On poursuivait en cela la politique d'assimilation qui avait fait dépendre du ministère des Cultes le judaïsme algérien. En même temps, on revenait au texte de la commission qui avait préparé l'ordonnance du 9 novembre 1845. On croyait que l'assimilation religieuse des Israélites algériens aux Français allait déterminer un courant d'émulation vers la civilisation française que, devenus les agents de la communauté juive française tout entière, les grands rabbins subjugueraient leurs subordonnés (2). Mais l'étude du Consistoire d'Alger avait été transmise au ministre des Cultes par le Préfet d'Alger et non par le gouvernement général. Le ministère de la Guerre dont celui-ci dépendait s'émut de cette irrégularité et revendiqua hautement ses droits. Un conflit administratif en résulta qui arrêta la réforme. Et on continua à se déchirer en Israël (3).

II. — Les résistances.

Le trait dominant des communautés juives était alors l'anarchie. On avait accepté les Consistoires parce que l'autorité française les imposait ; la direction de ces organismes qui avaient la haute main sur la communauté, qui, par leurs aumônes disposaient de la clientèle populaire, était convoitée par toutes les grandes familles du pays. Des rivalités ardentes allaient naître entre elles et dégénérer

(1) *Archives Is.*, 1850, p. 548 et seq.

(2) *Univers Israélite*, août 1850.

(3) Arch. Nat. F. 80 1631.

en luttres incessantes. Les Juifs algériens protestaient contre les dirigeants des Consistoires qu'on voulait leur imposer. Ils envoyaient au ministre des pétitions demandant le remplacement de ceux-ci par des candidats indigènes qu'ils proposaient. A Mostaganem, le rabbin indigène prenait l'initiative de demander la destitution du conseiller municipal israélite et délégué au Consistoire, jugé trop « modésniste ». A Constantine, les indigènes dénonçaient un autre partisan du progrès, Gozlan, qu'ils voulaient remplacer par un ministre officiant de leur clan. Une autre fois, c'était la nomination d'un Juif d'Alger préféré à un Constantinois, qui soulevait leurs cris (1).

Ces requêtes se heurtaient à la volonté de l'administration de ne pas sacrifier ses élus, mais ce n'était pas sans une secrète rancœur que les Israélites algériens avaient accepté des pasteurs qu'ils tenaient pour des renégats.

Toutes ces communautés se divisaient en petits çofs qui se livraient une guerre sans merci pour ou contre l'adoption de la civilisation occidentale. Une grande famille s'y ralliait entraînant sa clientèle, c'était pour la partie que menait la famille traditionnellement rivale une raison de la combattre. De là des contestations perpétuelles qui souvent dégénéraient en querelles, voire en bagarres, dans la synagogue même. A Blida, la lutte avait duré trois mois ; à Médéa, au témoignage du commandant de la place, l'armée devait souvent intervenir pour soutenir le chef de la nation contre ses subordonnés (2). Les tendances de ces clans variaient à l'infini, les rivalités commerciales et la crainte des concurrents habiles renforçant les sentiments hostiles aux étrangers. Les Israélites algériens détestaient les Israélites français au nom de la religion et des traditions que ceux-ci avaient abandonnées. Les provinciaux accusaient les Juifs d'Alger d'accepter trop facilement les mœurs françaises et ils les appelaient « chrétiens » tandis que les Algérois les traitaient de « bédouins » (3). Dans la province de Constantine, Juifs algériens et tunisiens se querellaient, les Tunisiens se montrant frondeurs envers les autorités algériennes (4). A l'ouest c'étaient les émigrants marocains qui se heurtaient à leurs coreligionnaires du pays. Toutes ces luttres se passaient dans leurs quartiers, échappant la plupart du temps à la connaissance des pouvoirs publics (5).

La proclamation de la République provoqua de violents remous

(1) *Ibid.* F. 80 1631.

(2) *Arch. Is.* 1849, p. 213 et seq.

(3) *Arch. Nat.* F. 80 1674.

(4) *Arch. Is.*, 1849, id.

(5) A l'occasion d'une émeute qui avait eu lieu au quartier juif à Oran, le général Pélissier écrivait : « Jamais je n'avais rien entendu qui pût me faire supposer la moindre émotion parmi la population israélite ». Lettre du directeur des affaires civiles d'Oran au Gouverneur, 15 avril 1848.

dans les communautés. Ce n'était pas qu'un changement de régime emût les Israélites. Le régime turc les avait blasés sur ces vicissitudes des grands. Mais le bruit mené par les démocrates célébrant la liberté reconquise, les débordements des journaux contre les fonctionnaires de l'ancien régime et l'armée, suspecte de sympathies pour la maison d'Orléans, leur faisaient croire que le nouveau régime permettait toutes les licences et qu'il manquait d'autorité. Puisqu'on destituait les serviteurs de la monarchie, puisque le peuple était souverain, ils pouvaient bien expulser les chefs que l'ancienne administration leur avait imposés.

A Alger, ils manifestèrent contre le grand rabbin qu'ils assiégèrent dans son logis (1) ; à Mostaganem, le conseiller municipal Lasry fut conspué par eux ; à Oran, le quartier juif fut pendant quelques heures en état d'émeute. La population composée surtout d'émigrants marocains y était fort arriérée dans son ensemble. On n'y savait en général ni lire ni écrire le français. « A peine y trouve-t-on quelques Israélites qui en écorchent quelques mots », rapporte un correspondant des *Archives israélites* (2). A plusieurs reprises, la population avait laissé l'incendie consumer des maisons sans participer à la lutte contre le fléau afin de ne pas travailler avec des chrétiens (3). Ces fanatiques formaient une masse facile à manœuvrer pour des intrigants. Ceux-ci ne manquaient pas. Le Consistoire d'Oran avait pour président un interprète de l'armée, Nahon, qui était secondé par son beau-frère Amran Sananès, négociant fort estimé, et un autre commerçant Abraham el Kanoui. Les membres de la communauté supportaient mal leur président, que les indigènes, soutenus — d'après le grand rabbin — par Kanoui, accusaient les malversations avec la complicité de son parent (4).

Une pétition exposant les griefs de la population avait été remise au gouverneur qui avait ordonné de sévir contre les meneurs du mouvement (5). Le samedi 13 mai, les Juifs se mutinèrent, lacérèrent les affiches du gouvernement, lapidèrent la police et le directeur des affaires civiles de la province qui les exhortait au calme. Il fallut en arrêter plusieurs pour les ramener à l'obéissance (6).

A la suite de ces troubles, le Consistoire démissionna. Pour forcer les autorités à accepter le départ de leurs adversaires, les riches faisaient la grève de l'impôt, le Consistoire, privé de ressources, devait suspendre les aumônes et les pauvres, réduits à une extrême misère,

(1) *Echo d'Oran*, 8 avril 1848.

(2) *Arch. Is.*, 1848, p. 434 et 435.

(3) *Echo d'Oran*, 20 décembre 1851.

(4) *Arch. Nat. F. 80 1631. Echo d'Oran*, 17 mai 1848.

(5) *Arch. Nat. F. 80 1631.*

(6) *Echo d'Oran*, 13 mai 1848.

devenaient turbulents. Pour satisfaire la population, le directeur des Affaires civiles fit nommer Abraham Kanoui président et membres deux des meneurs du mouvement indigène, Abraham ben Aïm et Mardochée Darmon, qui n'appartenaient pas à la partie la plus éclairée de la population.

La lutte devait être menée alors par le Consistoire contre le grand rabbin d'Oran, le dernier représentant des Israélites français. L'accusant d'avoir porté tort à la réputation de leurs concitoyens par son témoignage au tribunal pendant le procès des émeutiers, les rabbins indigènes, soutenus par le Consistoire, prétendirent se substituer à lui. A la synagogue, les notables quittaient la salle lorsqu'il montait en chaire. Une réunion tenue chez un notable, Karoubi, le sommait d'abandonner aux rabbins indigènes ses droits de célébrer les mariages. Comme il refusait, ses subordonnés passaient outre. Un rabbin étranger prêchait à sa place. Son chaouch lui était retiré pour être donné à un rabbin indigène. Par tous les moyens, on cherchait à éliminer cet étranger pour revenir à l'ancienne corporation indigène (1).

L'élimination des Français laissant les Juifs algériens en présence, les mêmes luttes allaient reprendre, cette fois de famille à famille. La présidence du Consistoire était passée à un commerçant indigène assez instruit, Benichou, qui tentait de propager l'instruction française au détriment de l'école israélite. Celle-ci était tenue par deux rabbins, Erbib et Ben Ayoun, qui avaient une conception toute orientale de la discipline : ils donnaient des coups de cordes (phel-lata) ou de nerf de bœuf sur la plante des pieds de leurs élèves lorsque ceux-ci avaient commis des fautes. Condamnés sur la plainte qu'avait formulée contre eux une cousine de Benichou, ils accusèrent celle-ci de dénonciations calomnieuses. Les deux clans prirent position. En un jour trois mille francs furent réunis pour payer l'amende des rabbins qui s'élevait à 150 francs (2). L'affaire souleva un intérêt considérable ; le préfet assista aux débats. Les avocats citèrent la Bible et le Talmud. On voyait renaître, disait l'un d'eux, la querelle d'Israël et Juda, Israël représenté par les adversaires du progrès et Juda par ses partisans (3). Mais Juda perdit sa cause. Il fut accusé d'avoir donné des bonbons et des sous aux enfants pour faire accuser les rabbins et dut démissionner de sa charge consisto-

(1) Plainte du grand rabbin au directeur civil. Arch. Nat. F. 80 1631.

(2) *Echo d'Oran*, Témoignage Karsenty. *Echo d'Oran*, 30 juin 1855.

(3) Il ne faut pas d'ailleurs exagérer ces tendances. Le principal auxiliaire de Benichou, Ben Aïm, n'était pas seulement illettré, il ne comprenait pas le Français. Il se plaignit d'avoir signé la demande de fermeture de sa propre synagogue parce qu'on avait lu l'acte en français et qu'entendant son nom il avait cru qu'on maintenait son privilège. (ISAAC BEN HAIM, *Quelques mots sur la synagogue Lasry*).

riale. Jacob Lasry, Juif marocain, le héros de la contribution de Tlemcen, le remplaça. Avec lui, Israël reprenait le pouvoir (1).

Ces rivalités s'accompagnaient de dénonciations, d'avantages illégaux donnés aux clients du parti, de droits refusés à ses adversaires, de violences et de malédictions qui passionnaient toute la communauté. Les préfets, qui ignoraient les détails de ces luttes, suivaient l'avis du Consistoire et frappaient tour à tour les ennemis du parti au pouvoir.

Il ressortait cependant de toutes les dénonciations qui s'accumulaient sur leur table de travail que tout n'était pas pour le mieux dans le royaume d'Israël. Et désespérant d'éclairer la masse par des chefs dont l'exemple ne pouvait que nuire, on remit en question l'organisation du culte Israélite (2).

Le Consistoire algérien dans un rapport détaillé, œuvre du grand rabbin Weill, énumérait les maux du judaïsme algérien en 1856. Les Consistoires par suite des démissions ou des rénovations ne délibéraient jamais au complet. Celui de Constantine ne pouvait pas se réunir avec succès car la démission de deux membres laïques, dont une remontait à deux ans, l'avait réduit à un seul membre laïque. Le ministre de l'instruction publique nommait les représentants aux Consistoires sans consulter ceux-ci, sur simple avis des préfets ; il avait réduit les indemnités de logements des rabbins, ce qui n'incitait pas les candidats sortis de l'école rabbinique à demander des postes qui ne jouissaient déjà pas d'une bonne réputation (3).

L'organisation des synagogues n'avait pas pu être faite, faute de locaux convenables (4). Les grandes synagogues pouvant contenir la majeure partie des Israélites des villes manquaient ; on avait recours à des synagogues privées dont les propriétaires tiraient profit en louant des places réservées et en faisant payer le droit d'être nominalement compris dans les prières publiques (5). Dans ces salles ordinairement exigües, prenaient place une vingtaine ou une trentaine de fidèles tandis que des rabbins indigènes officiaient et prêchaient à leur guise, ce qui rendait vaine toute l'action du Consistoire. Ce dernier avait bien essayé de les administrer lui-même, mais il s'était heurté au refus des propriétaires et avait dû s'incliner devant leur volonté (6). Faute de rabbins, il fallait laisser dans les communautés provinciales des ministres officiants que les autorités judaïques ne pouvaient pas reconnaître, à cause de leurs mauvais

(1) Arch. Nat. F. 80 1631.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*, Rap. Weill, F. 80 1631.

(4) *Ibid.*, Rap. Weill, F. 80 1631.

(5) ISAAC BEN HAIM, *op. cit.*, p. 15. Arch. Nat. F. 80 1631.

(6) Alger comptait 25 petites synagogues situées au quartier Bab Azoun. Oran. 17. Constantine, 10. Rapport Weill.

préjugés et de leur manque de dignité. Les commissaires délégués dans l'intérieur ne possédaient aucune intelligence administrative et les laissaient faire ; « aussi, précisait Weill, la situation morale et religieuse de presque toutes les communautés secondaires était-elle déplorable » (1).

Pour parer à cette situation délicate, le rapporteur demandait qu'on augmentât le nombre des membres laïques des Consistoires, qu'on nommât des rabbins français dans toutes les communautés secondaires et qu'on augmentât le budget du culte « pour permettre l'extension des dépenses scolaires et sociales ».

Le ministère des Cultes qui préparait la réorganisation du culte israélite en France, d'accord avec le Consistoire central, avait un autre remède : il donnait la présidence des Consistoires provinciaux aux grands rabbins. En cas d'absence, ceux-ci devaient être remplacés par un membre européen.

Un troisième projet émanant du Gouvernement général de l'Algérie, rapporté par le conseiller Becquet, plus complet, tenant davantage compte des maux algériens, interdisait la nomination de plusieurs membres d'une même famille aux Consistoires, créait des sous-consistoires dans les communautés secondaires qui auraient dépendu du préfet. Enfin, ce dernier faisait le choix des trésoriers de ces associations religieuses qui étaient rendus responsables de leur gestion (2).

Ces mesures destinées à placer les Juifs indigènes sous la direction de leur coreligionnaires français, soulevèrent, dès leur énoncé, de véhémentes protestations. Les notables adressèrent aux Archives israélites de longues explications, prétendant que leur opposition provenait de leur zèle pour le progrès, que celui-ci ne serait obtenu que par des notabilités indigènes ayant seules assez de prestige pour décider leurs coreligionnaires à sortir de leur routine (3).

Une fois encore la réforme fut arrêtée et les indigènes continuèrent à gérer leurs communautés. Ce fut seulement en 1862 qu'un décret impérial du 29 août plaça les consistoires algériens sous la surveillance de Paris (4). Un délégué au Consistoire central y représentait l'Algérie, mais l'ancienne organisation algérienne subsistait. Elle ne fut modifiée qu'en 1867, un nouveau décret scindant le Consistoire algérien en trois consistoires provinciaux (5), égaux entre eux,

(1) Rapport Weill.

(2) Rapport au Conseil du Gouvernement, par Becquet, Alger 1858. Arch. Nat. F. 80 1631.

(3) Lettre des notables oranais, Arch. Is., 1858, p. 78 à 84. Lettres des notables algérois, *Ibid.*, p. 145 à 148.

(4) MENERVILLE, *op. cit.*, II, Cultes, p. 67 a.

(5) Cette réforme était réclamée par les consistoires provinciaux qui ne voulaient pas dépendre d'Alger. Le Consistoire algérien réclamait au contraire le statu quo. Arch. Cons. Cent. — Lettres du Consistoire d'Oran, 22 mai 1865, 16 janvier 1866. Séance du 3 octobre 1866.

ayant chacun un représentant à Paris : suivant les suggestions de Weill, onze ans auparavant, et la demande du Consistoire algérien, on portait à six le nombre des membres laïques de chaque consistoire. Toutefois, au lieu d'être élus comme en France, ceux-ci restaient nommés par le gouvernement sur la proposition du Consistoire central (1).

Cette dernière réforme avait l'avantage et les inconvénients de la décentralisation. Alger, mal placé pour désigner les candidats des Consistoires provinciaux, pouvait commettre des erreurs. Mais désormais les partis au pouvoir allaient désigner leurs amis au Consistoire de Paris qui, ne les connaissant pas, devait à son tour les proposer au ministre. La seule mesure efficace était celle relative au nombre des membres de ces organismes qui permettait à ceux-ci de délibérer malgré les querelles intérieures et les démissions. Rien ne pouvait faire cesser les luttes intestines, rien ne devait hâter le progrès des masses. Les clans ne discutèrent donc pas le décret : il augmentait plutôt leur puissance qu'il ne la diminuait. Mais aux yeux des « réformateurs », un avantage immense en découlait ; en principe, les Israélites algériens étaient assimilés à leurs coreligionnaires français. Les restrictions de détails dues à la différence de civilisation ne leur laissaient pas le droit d'élire leurs chefs, mais elles étaient secondaires. Sur le plan religieux, le gouvernement sanctionnait leur assimilation ; progrès énorme depuis l'Ordonnance de 1845 qui les maintenait à l'écart de la communauté française, précurseur d'une réforme analogue qu'ils demandaient déjà, et qui aurait assimilé les Israélites algériens sur le plan national.

Ce qui avait permis aux Consistoires algériens d'échapper à la tutelle de leurs rabbins c'était leur administration financière. Au milieu de toutes les luttes, celle-ci restait bonne et les mouvements de fonds, très importants, laissaient des bénéfices réguliers à la caisse consistoriale. Ayant à charge l'assistance des indigents, de leur religion et les frais du culte, les communautés israélites avaient gardé le privilège de lever les anciens impôts de la nation juive. Elles percevaient, en outre, les revenus des boutiques et des maisons leur appartenant, les produits des troncs placés dans chaque maison, ceux d'une quête hebdomadaire pour l'instruction religieuse des enfants pauvres et de cinq quêtes faites aux grandes fêtes pour acheter des denrées et des vêtements pour les familles nécessiteuses (2).

(1) I. UHRY op. cit., p. 220, éd. 1903.

(2) Lettre du Consistoire d'Oran. *Echo d'Oran*, 23 janvier 1850. — Ab. CAHEN, op. cit., p. 80. Le budget de la communauté d'Oran se présentait ainsi en 1850 : recettes : 31.829 fr. 40, dépenses : 30.732 fr. 40 ; pour les années 1856-57-58 : recettes : 251.000 fr. (moyenne 83.700), dépenses : 181.000 fr. (moyenne 60.000). Le bilan du Consistoire algérien du 17 février 1850 au 31 décembre 1855 donne : recettes : 339.000 fr. (moyenne 67.800), dépenses : 315.000 (moyenne 63.000). Rap. Becquet.

Les revenus fixés n'auraient pas suffi sans la taxe sur la viande « cachir », impôt indirect dont le mode de perception variait selon les villes, mais qui restait partout une contribution payée par tous les consommateurs israélites et assurait la moitié du budget des recettes consistoriales (1). Disposer du Consistoire équivalait à la toute puissance. En présence de telles sommes, les Juifs algériens, ordinairement légers de scrupules et naturellement soupçonneux, tenaient à avoir des administrateurs riches et connus d'eux pour ne pas spolier la communauté.

Or, les Israélites français que l'administration avait désignés n'avaient pas toujours une conduite parfaite. Le premier président du Consistoire algérien avait dû démissionner du barreau, de la milice et de ses fonctions religieuses à la suite d'un scandale (2) ; son collègue de Constantine avait été incarcéré sous prévention de faux en écriture commerciale (3). Les indigènes préféraient à de semblables individus les représentants des vieilles familles qui les dirigeaient depuis des siècles. Mais jaloux de leur pouvoir ceux-ci devaient continuer la lutte contre les derniers représentants des Israélites français : les rabbins. Si vertueux dans leurs prêches, ceux-ci avaient eux-mêmes tendance à outrepasser leurs droits et à se conduire dans leur circonscription comme en pays conquis. Le Consistoire central devait faire révoquer en 1862 le rabbin de Constantine, Netter, coupable d'abus (4).

L'année suivante, une délégation de notables indigènes venait exposer à Paris les griefs de la population contre le grand rabbin Weill. Le président du Consistoire Marx Gugenheim, un Français, lui avait laissé la gestion de la caisse consistoriale de 1848 à 1860 et il en avait profité pour faire le trafic d'objets du culte, de pierres tumulaires, de livres de la bibliothèque rabbinique, pour garder pour lui le produit de divers legs, quêtes ou subventions destinés à la communauté. La malveillance et la passion n'étaient pas étrangères à ces accusations mais quatre griefs sur douze, peu importants à la vérité, semblaient justifiés au grand rabbin de France Ulmann et le Consistoire demandait à Weill sa démission (5).

Entre Israélites français et indigènes le fossé ne se comblait pas. Après la réforme de 1867, les indigènes de Constantine n'admettaient pas qu'on enterrât dans leur cimetière les corps des Juifs européens

(1) La viande cachir est celle des bêtes tuées selon les rites israélites, c'est-à-dire saignées par des rabbins ou des spécialistes, les « schohets ». Les Israélites ne peuvent pas en manger d'autre. A Oran, en 1850, la taxe montait à 16.500 fr. ; 20.000 fr. en 1852 ; à Constantine, de 16 à 18.000.

(2) Le 12 août 1847. *Echo d'Oran*, 28 septembre 1847.

(3) Arch. Nat. F. 80 1631.

(4) Arch. Cons. Cent. Registre délibérations 1^{er} avril 1862.

(5) Ibid. Délibérations et rapp. du grand Rabbin. Séances des 14 janvier 1863, 28 mars et 20 juillet 1863.

défunts, réservant à ceux-ci le coin spécial réservé aux suicidés. Excédés, les étrangers avaient demandé et obtenu un emplacement au cimetière catholique en attendant une concession pour édifier un cimetière spécial (1). A Bône, les étrangers, les frères Seymann soutenaient un boucher qui ne payait pas les taxes et tuait lui-même les bêtes bien qu'il n'eût pas le titre de « shohet » (2).

Jamais les querelles n'avaient été si vives. A Oran, le clan Kanoui combattait vigoureusement un clan Médioni qui avait succédé au çof Benichou (3). A Alger, on dénonçait le grand rabbin pour ayant fait payer 1.500 francs par un plaideur pour qu'il lui donnât raison (4). Puis, c'était un conflit entre le Consistoire et les rabbins tueurs de bestiaux, les cinq « schohets » qui s'étaient associés et avaient décidé sous peine de damnation de ne pas former d'élèves qui auraient pu les concurrencer et de déclarer impropre la viande de tout boucher qui n'aurait pas accepté leurs tarifs. Taxés par le Consistoire, ils avaient ouvert un étal de boucherie où il vendaient la viande quarante centimes moins cher par kilo que les bouchers ; ceux-ci, exonérés des droits consistoriaux, vendaient à leur tour leur marchandise dix centimes moins cher que les rabbins. Mais le budget consistorial ne pouvant plus être équilibré, les pauvres n'étaient plus secourus (5) ; on dut rétablir la taxe au grand mécontentement de la population. « L'agitation fut extraordinaire » avouait au Consistoire central le président du Consistoire d'Alger, l'avocat Honel. On dut tenir un Congrès du judaïsme algérien qui réunit les délégués des Consistoires pour promettre d'abolir les taxes, lorsqu'on aurait trouvé un impôt de répartition équivalent (6).

Ce bruit incessant agaçait les autres éléments de la population lorsqu'ils ne riaient pas de ces querelles auxquelles, connaissant mal les institutions hébraïques, ils comprenaient peu de choses. Un journaliste bônois, l'avocat Taupiac, écrivait : « La sagesse des nations prétend qu'il est bon de laver son linge sale en famille ; MM. les Israélites de notre ville n'ont pas compris, paraît-il, toute la profondeur de cet adage, car ils s'obstinent à faire confidence de leurs querelles d'intérieur au public qui n'en a que faire. Ils semblent ignorer que les résultats inévitables de ces sortes de polémiques est de discréditer leurs institutions et de porter une grave atteinte à la considération de leur communauté... S'ils ne comprennent pas les tristes

(1) Ibid. Séance du 4 février 1868. Lettre du Cons. de Constantine du 31 décembre 1867.

(2) Ibid. Lettre du C. de Const. du 22 octobre 1868. Séance du 5 novembre 1868.

(3) Ibid., 2 février 1869.

(4) Ibid. Séances des 4 février 1868 et 1^{er} décembre 1868.

(5) La taxe sur la viande rapportant à ce moment à Oran 35.000 fr., les quêtes 18.000 et les revenus des temples 20.000, les pauvres de la ville recevaient 52.000 fr. et les nomades 4.000 fr.

(6) Arch. Cons. Cent. Séance du 24 juin 1869.

conséquences de leurs taquineries, qu'il ne soient pas étonnés de voir la communauté isralite perdre le peu de considération qui lui restait encore » (1).

A Oran, on écrivait :

« Ce quartier semble avoir le triste privilège des querelles, des rixes et des scandales... » (2).

L'esprit anarchique des Juifs algériens, leurs perpétuelles querelles ne doivent cependant pas faire illusion. Ces disputes, ces malédictions, ces batailles de fous furieux, hagards, gesticulants, formaient la vie publique des communautés. Mais au milieu de cette continuelle agitation, de cette atmosphère fiévreuse, chargée de haine, la population suivait une évolution lente vers l'assimilation française, non pas par admiration pour les conquérants ou par sympathie pour leur civilisation, mais parce qu'il fallait s'adapter aux conditions les meilleures de vivre. L'action des rabbins et des Israélites français, celle du lointain Consistoire central, impuissantes à soustraire les Israélites à leurs chefs naturels n'obtinrent à peu près rien de ces entêtements fanatiques.



(1) *La Seybouse*, citée par Arch. Is., 15 octobre 1866, p. 623

(2) *Echo d'Oran*, 7 juin 1856.

CHAPITRE VI

L'EVOLUTION

I. — L'émancipation par l'école.

Les premiers temps de l'Empire, en apaisant la crise économique, avaient permis une vie plus large, favorable au peuplement. La natalité des Israélites, assez faible au début de la conquête, bien que supérieure à celle des autres groupes, avait sensiblement augmenté. Ses progrès devaient s'accélérer régulièrement pendant tout l'Empire. Un premier recensement donnait 9.180 Israélites dans la province d'Alger, 9.414 dans celle d'Oran et 6.470 dans celle de Constantine, soit un total de 25.064 (1).

En 1861 ils étaient 28.097 ; en 1866, 33.952 se répartissant ainsi : province d'Alger 10.720, province d'Oran 14.754, province de Constantine 8.478 (2).

La natalité israélite dépassait nettement celle des autres groupes d'habitants. Pour 1.000 habitants mariés, on trouvait 1.374,8 enfants israélites contre 1.151 aux Musulmans et 1.138 aux Européens. Cette densité augmentait régulièrement : pour 1.000 indigènes israélites mariés, on trouvait un indice de 340,97 pour les individus de 14 à 21 ans, 489,99 entre 7 et 14 ans, 543,51 au dessous de 7 ans (3).

L'émigration des pays musulmans du Moghreb constituait une autre cause d'accroissement, de Tunisie et du Maroc accouraient les Juifs opprimés, aux périodes de famine et de crise surtout. Les réfugiés de Tunisie s'installaient surtout dans la province de Constantine ou à Alger ; mais ils arrivaient en moins grand nombre que les Marocains (4). L'extraordinaire bond en avant fait par les Juifs de la province d'Oran en 15 ans — 6.470 à 14.754 — ne s'explique que par l'exode de ceux-ci.

(1) *Rapport Becquet*. Arch. nat. F. 80 1631.

(2) *Echo d'Oran*, 17 juillet 1862, 22 février 1867.

(3) *Echo d'Oran*, 23 février 1867.

(4) Les Bélaïche, Nataf, Zitoun, Bouhalza sont originaires de Tunisie ; les Azoulay, Soussan, Zmirou, Nahon viennent du Maroc. (HANOUNE, *op. cit.*, p. 24).

En 1860, une première invasion s'était faite pendant la guerre hispano-marocaine. Des crédits de secours avaient dû être votés par le Consistoire de la province et le Conseil Municipal d'Oran (1). En 1868 et 1869, à la suite des famines, de nouveaux émigrants arrivaient en bandes, affamés et misérables et le Consistoire ne pouvait qu'à grand peine les secourir (2). Grâce à cet afflux, la population Israélite prenait une importance de plus en plus grande dans le pays.

Chaque génération s'adaptait un peu plus aux modes françaises et c'était un curieux spectacle de voir le samedi les familles promener leurs vêtements les plus riches aux yeux du monde. « Certains hommes, décrit Etourneau, se contentent de bas au lieu d'aller jambes nues comme jadis ; le reste de leur costume est à peu près oriental. La mère de famille porte assez généralement une toilette mixte se composant de nos étoffes et presque invariablement d'un châle soit en cachemire ou en crêpe de chine... Le corsage est orné d'un plastron richement brodé en or ; la coiffure se compose de bandes d'étoffe brodée, aux extrémités flottantes se mariant avec une draperie de mousseline blanche encadrant le menton à la façon de certaines coiffures de nos religieuses. Les enfants des deux sexes sont de plus en plus vêtus comme les enfants européens. Quant aux jeunes filles et aux jeunes gens, ceux qui portent l'ancien costume forment une exception... La jeune génération israélite des villes de l'Algérie, en cultivant son intelligence dans nos lycées et nos écoles, prend facilement nos mœurs et nos habitudes (3) ».

L'évolution que marquait cette curieuse diversité des costumes était due, en effet, aux écoles où la jeunesse israélite prenait connaissance des éléments essentiels de la civilisation française. L'évolution que les sermons des rabbins n'avaient pas pu faire accomplir aux parents, à cause des préjugés de ceux-ci, l'instruction la réalisait en partie avec les enfants, plus faciles à façonner. L'idée de civiliser les jeunes Juifs orientaux en les instruisant était fort répandue dans les milieux israélites européens, surtout après l'affaire de Damas (4). « L'enfant est une terre bénie toujours prête à recevoir la bonne semence, l'enfant sera le salut de ces peuples déshérités.

(1) *Echo d'Oran*, 4 février 1860, 7 avril 1860.

(2) *Arch. Cons. Cent.* Lettre du Consistoire d'Oran au Consistoire central du 15 décembre 1868. Séances des 16 juillet 1868 et 2 février 1869

(3) ETOURNEAU, *op. cit.*, p. 351 et seq.

(4) Le Père Thomas et son domestique avaient été mystérieusement assassinés en 1840 à Damas. La police turque accusa des Juifs d'avoir commis un crime rituel. Sous la torture ils moururent ou avouèrent. L'affaire fit grand bruit en Europe. Crémieux et Sir Moses Montefiore entreprirent une vive campagne de révision appuyée par les personnalités juives européennes. Ils se rendirent à Alexandrie et obtinrent du Vice-Roi d'Égypte un firman libérant les Juifs arrêtés. L'affaire ne fut jamais éclaircie.

Il faut organiser pour l'Afrique et l'Orient l'œuvre des écoles israélites.

« Il faut des écoles pour les garçons. »

« Il faut des écoles pour les filles. »

disait le préambule du bulletin de l'Alliance Israélite universelle (1).

Il n'y avait point de réformateur israélite qui pensât autrement. Avant même la fondation de l'Alliance israélite on avait entrepris de développer des écoles israélites placées sous la surveillance du Consistoire que l'ordonnance de 1845 avait prévues. Les rabbins étaient tenus à « veiller à la conservation de l'esprit biblique en l'empêchant de dégénérer en fanatisme ». On y enseignait l'écriture hébraïque, la lecture, les prières, l'explication de la Bible et de son commentateur le plus populaire Raschi, et, en fin d'études, l'écriture arabe. A partir de huit ans l'élève ne pouvait être admis que s'il fréquentait l'école française (2) où se donnait l'enseignement profane. Par ce moyen, l'instruction religieuse étant commandée par la religion, on exerçait une pression efficace sur la population israélite qui devait se résigner à laisser instruire les enfants.

Les rabbins français, pénétrés de la supériorité de la culture occidentale sur la barbarie africaine, apportaient à cette tâche une grande activité. Weill à Alger soulignait dans ses sermons la nécessité de l'instruction pour les fils d'Israël. A Constantine, le grand rabbin Netter, proclamait la beauté de la Science et de la civilisation dans ses lettres pastorales (3). A Oran, son collègue L. Cahen, accusé d'inactivité, dans sa réponse à ses détracteurs, résumait ainsi son œuvre et les difficultés qu'il avait rencontrées :

« C'est vers l'école que je tourne principalement mes regards. C'est là qu'il faut répandre les semences d'une religion éclairée et d'une civilisation moralisatrice. Quatre écoles françaises créées dans notre province à la suite de mes démarches et au milieu des plus grands obstacles, une cinquième en voie de formation, mes soins donnés à ces institutions et aux intérêts des institutions... est-ce là l'œuvre d'un obscurantiste ? Et j'ose affirmer que sans les difficultés suscitées par notre « ami du progrès » et ses imprudents affidés, presque tous les enfants de notre communauté jouiraient aujourd'hui d'une bonne instruction élémentaire (4) ».

Les débuts avaient été difficiles dans les communautés provinciales, mais la présence des autorités religieuses rassurant les parents, on avait eu bientôt plus d'élèves que les locaux pouvaient en

(1) *Bulletin de l'Alliance Israélite universelle*, 1865.

(2) *Arch. Nat. F.* 80 1631.

(3) *Arch. Is.* 1856, p. 552 et 553.

(4) *Arch. Is.*, février 1856.

contenir. Dès 1852, l'école de garçons israélites d'Oran comptait cent quarante élèves et beaucoup de candidats malheureux avaient dû, faute de place, aller à l'école communale (1).

Une redoutable concurrence était exercée contre elles par les écoles privées israélites, les midrashim. La routine et la saleté orientales y régnaient comme avant la conquête. Les peines corporelles punissaient les infractions à la discipline : à Oran, l'instituteur Zarka arrachait les cheveux d'un élève ; son associé Ben Ayoun faisait flageller les coupables (2). Ces maîtres barbares et ignorants ne pouvaient qu'abêtir les enfants qu'on leur confiait au lieu de les éclairer. Cependant leurs établissements étaient plus fréquentés que les écoles communales israélites. A Oran c'étaient les Marocains qui, débarrassés des liens traditionnels, envoyaient de préférence leurs enfants à celle-ci. A Tlemcen, l'école française ne réunissait que 60 enfants sur les trois cents qui fréquentaient les établissements scolaires.

Pour soutenir cette fâcheuse concurrence, un règlement du 1^{er} octobre 1854 de l'Académie d'Alger fixa à cinquante le nombre maximum des élèves pouvant être admis dans les midrashim (3). On put obtenir de la sorte une amélioration notable des effectifs scolaires. En 1858, l'enseignement primaire particulier aux Israélites comprenait treize écoles qui se répartissaient ainsi :

Alger : L'école consistoriale Talmud Thora réservé aux pauvres avec 160 élèves ; une école communale ayant 150 élèves, une école de jeunes filles, 80. De plus une salle d'asile contenait 150 enfants.

Oran : une école communale, 130 élèves, une école privée soutenue par le consistoire 200, une école de jeunes filles qui servait aussi de salle d'asile avec 120 enfants.

Mostaganem : une école de garçons avec 140 élèves, une de jeunes filles avec 80.

A Tlemcen, Mascara, Bône fonctionnait une école de garçons contenant 150, 100 et 80 élèves. Enfin Constantine plus attardée que les deux autres capitales provinciales avait une école de garçons avec 90 élèves et une école de jeunes filles en recevant 74 (4).

Depuis l'école fondée à Alger en 1844, on avait accompli une belle tâche ; plus de 1.700 enfants recevaient une instruction primaire suffisante pour se comporter avec sagesse dans la société algérienne.

Les écoles consistoriales poussaient elles-mêmes au progrès. L'établissement d'Alger nommé Talmud Thora, fondé en 1849 par un riche Israélite indigène Hayem Cohen Solal, donnait aux enfants, outre

(1) *Arch. Is.*, 1852, p. 713.

(2) *Arch. Nat.*, F. 80 1631.

(3) *Arch. Is.*, 1855, p. 238.

(4) *Arch. Is.*, 1850, p. 28.

l'instruction gratuite, des aliments tous les jours et des habits tous les ans. Des quêtes couvraient les dépenses. A partir de 1858 les enfants furent vêtus à la mode française et le grand rabbin au cours de la cérémonie publique célébrée à cette occasion leur disait : « qu'il ne suffisait pas d'être fier de porter le costume français, mais il fallait encore que sous ce vêtement batte un cœur français » (1).

Les élèves étaient généralement doux, dociles, aimant et respectant leurs maîtres ayant le goût de l'étude. Le directeur de l'école d'Alger Weill soulignait le sentiment de l'émulation très vif chez eux. « Chacun, écrivait-il, veut être le premier de sa classe. Ce sentiment, sagement dirigé et contenu dans les limites raisonnables est un instrument sûr de progrès » (2). Cet amour-propre leur permit de prendre bien vite une place brillante aux concours scolaires et dès 1852 l'école israélite française obtenait le premier rang aux examens, au concours général des écoles communales d'Alger. En 1853 quatre prix sur six revenaient au même établissement (3).

Les notables israélites qui, avant la conquête, envoyaient leurs enfants s'instruire en Europe, prirent l'habitude de les faire inscrire au collège communal. En cela ils furent imités par certains négociants, qui, moins riches, n'avaient pas jusque là eu la possibilité de payer des frais de séjour en Europe à leurs enfants. Cependant, leur nombre restait réduit, car on ne donnait pas dans ces établissements l'instruction religieuse hébraïque et bien des familles craignaient que l'enseignement profane fut pernicieux. A la demande de deux notables, on décida, en 1860 pour les encourager, de payer un rabbin. Le lendemain, dix nouveaux élèves israélites se faisaient inscrire (4). A la fin de l'année 1864, le lycée Impérial d'Alger comptait sur 495 élèves, 63 Israélites et seulement 11 Musulmans (5). Le nombre d'adeptes fait par notre enseignement secondaire en un temps relativement court était déjà un succès. Celui-ci apparaissait plus net encore lorsqu'on voyait la réussite de ces élèves dans leurs études. En 1852, à la distribution des prix, l'un d'eux Enos, élève de rhétorique était six fois nommé et obtenait le premier prix de vers latins, un de ses compagnons, élève de troisième, le premier prix d'arithmétique ; en quatrième Zeis figurait cinq fois au palmarès.

En 1854, Enos remportait le prix de logique, Zeis les prix d'Histoire et Géographie et d'Arabe (6). Le lauréat devait ensuite devenir avocat

(1) *Akhbar*, 14 janvier 1858.

(2) Rapport au directeur de l'Intérieur par A. M. Weill, *Arch. Is.*, 1864, p. 698. Ce sentiment est demeuré un des traits fondamentaux du caractère des élèves juifs de nos lycées d'Algérie. On sait qu'ils sont d'excellents sujets, très souvent les premiers de leur classe.

(3) *Arch. Is.*, 1852, p. 596, 1853, p. 535.

(4) Lettre de Seror et Oualid du 20 avril 1860, publiée dans l'*Akhbar*.

(5) FREGIER, *Les Juifs Algériens*, p. 441.

(6) *Arch. Is.*, 1852, p. 596 ; *Arch. Is.*, 1854, p. 534.

à Sétif. A Oran, Isaac Benichou, neveu du chef des réformateurs de la ville obtenait les premiers prix de rhétorique, de vers latins, de version grecque, de récitation classique, et le prix d'Excellence, suivi d'un autre Israélite Edmond Cohen. En 1861, il était reçu bachelier ès lettres, Cohen l'était l'année suivante. En 1867 ; un nouvel Israélite Joseph Tolédano obtenait la mention très bien (1), au même examen. Rivaux heureux de leurs camarades français, ces jeunes indigènes allaient suivre les cours des facultés de France, en revenaient Avocats défenseurs. Comment aurait-on pu douter devant de tels succès que la majorité des Israélites ne pût être un jour assimilée comme eux ?

Plus étrange encore que ces avocats, fils de Juifs en turban, devait sembler l'émancipation de la femme. En 1830, celle-ci éloignée du culte, confinée dans son appartement, illettrée, ne recevait aucune instruction. Ménagère et mère de famille, elle n'avait besoin d'aucune culture, elle n'en recevait aucun rudiment, même religieux. Les débuts des écoles réservées aux jeunes filles israélites avaient été pénibles. La cupidité des parents, leurs préjugés n'avaient pu qu'être difficilement surmontés. Mais les enfants avaient montré de réelles aptitudes. En deux ans, l'une d'elles, entrée à l'école d'Alger sans connaître un mot de français dépassait la plupart de ses compagnes, plus âgées qu'elle (2). Les municipalités subventionnant généreusement ces œuvres, toutes les grandes villes comptaient en 1860 (3) des établissements à l'usage des jeunes juives. Là encore des succès probants étaient obtenus. A l'épreuve de capacité aux fonctions d'institutrices, sur cinq dames reçues, trois sortaient de l'école de Mlle Hartog, israélite française, et, la seconde du classement Mléah Lévy Valency était une juive indigène. Cette école, où l'on enseignait les lettres et les arts profanes tout comme en Europe, ouverte surtout aux Israélites, remportait la première place au concours général féminin d'Alger, et pour fêter ce succès, à la distribution solennelle des prix, ces petites indigènes jouèrent gravement « Esther » comme jadis les jeunes filles de Saint-Cyr devant la Cour (4).

II. — Les progrès sociaux.

On a vu qu'une des principales tâches du Consistoire était l'assistance aux pauvres Israélites, dont la concurrence européenne et les crises économiques successives avaient accru le nombre. Les Consistoires ne se contentèrent plus de distribuer à ces misérables les

(1) *Echo d'Oran*, 4 août 1860, 20 août 1861, 7 août 1862, 26 novembre 1867.

(2) *Arch. Is.*, 1852, p. 351, 569 à 571.

(3) Rapport de la Société de bienfaisance pour la propagande du travail et de l'instruction d'Oran.

(4) *Arch. Is.*, 1864, p. 360.

aumônes et les revenus fixes qu'ils tiraient des taxes et des quêtes. La pauvreté croissante des indigènes musulmans avait diminué considérablement les ressources que les artisans tiraient de leurs métiers traditionnels. Il fallait enseigner aux enfants en même temps que la langue française, la technique d'autres métiers pour leur permettre de gagner leur vie sans crainte. Des sociétés orientant les enfants pauvres vers des professions stables, leur procurant des places et leur faisant donner en même temps un enseignement religieux convenable furent fondées à Oran puis à Alger. Elles ne dépendaient pas des autorités religieuses, mais on retrouvait à leur tête les notables membres laïques des consistoires et les rabbins (1). Comme pour l'enseignement primaire, le principal obstacle au développement de ces sociétés était l'avidité des parents qui estimaient trop longue la durée de l'apprentissage et désiraient des gains immédiats qu'auraient rapportés les métiers de cireur de bottes ou de domestiques. Pour les apaiser, des dirigeants de la société leur faisaient des dons ou les habillaient de neuf au moment des fêtes. En 1866 à Alger, on fondait une Société analogue « La jeunesse Israélite d'Alger », elle comptait au mois d'octobre cent douze souscripteurs, soixante cinq membres et recueillait 830 francs de dons (2), et, l'année suivante, le Président du Consistoire songeait à fonder une école de travail pour les enfants indigents des trois provinces d'Algérie (3). Mais ce projet ne fut pas réalisé.

En même temps, des comités de bienfaisance, des œuvres de secours aux femmes en couches, d'assistance aux familles pauvres pour régler leurs frais d'enterrement, de circoncision, d'initiation religieuse (4), assuraient la stabilité sociale de la nation juive, lui permettaient d'échapper aux famines qui décimaient à la même époque l'archaïque société musulmane.

Un des grands buts de l'ordonnance de 1845 avait été de faire des artisans israélites des cultivateurs. Quelques citations de la Bible, favorables à l'agriculture avaient fait croire qu'on allait attacher à la glèbe ces obstinés citadins. Les réformateurs français partageaient cette opinion. On tenta donc en Algérie un effort sérieux pour réveiller chez les Israélites indigènes les aptitudes qu'avaient montrées leurs ancêtres dans le pays de Canaan. Un riche Israélite oranais, ancien chef de la nation, puis Président du Consistoire, Maklouf Kalfon obtint le prix du concours de défrichement sur sa propriété de la Sénia, d'une surface de près de vingt-cinq hectares. En 1855, il obtenait à

(1) A Oran : Président, Karoubi ; Président honoraire, le grand Rabbïn ; membres, Simon Kanoui, Médioni. *Arch. Is.*, 1864, p. 360.

(2) *Arch. Is.*, 1866, p. 918.

(3) *Echo d'Oran*, 14 septembre 1867.

(4) *Arch. Is.*, 1859, p. 416.

l'Exposition un succès flatteur pour ses produits agricoles. Un autre, Mardochée Darmon recevait pour ses récoltes une médaille. Il n'en fallut pas plus pour inspirer de douces illusions sur ce nouveau succès (1). Les Consistoires d'Alger et de Constantine sollicitèrent une concession de terres pour y fonder une colonie agricole. Mais le gouvernement ajourna sa réponse et les projets de régénération par l'agriculture ne furent pas exécutés.

L'artisanat restait la principale ressource du petit peuple. Un imprimeur essayait de concurrencer les Livournais spécialisés dans l'impression des livres hébraïques (2), d'autres gagnaient une bonne réputation de menuisiers ou de maçons, d'autres se faisaient entrepreneurs de transports, leurs chars à bancs, les « corricolos », desservant les marchés autour des grandes villes (3), mais les métiers traditionnels l'emportaient encore. Il y avait une tradition judéo-algérienne de qualité et de goût qui contredit la légende qui fait des Israélites d'éternels brocanteurs. Ces vieux orfèvres accroupis dans leurs boutiques en compagnie d'un apprenti et ciselant patiemment un bijou indigène, ces tailleurs, ces brodeurs, semblables aux Juifs que l'on voit encore dans les mellahs marocains, étaient les héritiers d'une longue lignée d'habiles artisans, leurs œuvres recueillaient l'admiration non seulement des indigènes mais encore des européens, aussi à l'Exposition de 1855, ils obtinrent de nombreuses récompenses que les Archives Israélites, toujours empressées à souligner les succès Israélites, énuméraient complaisamment (4).

Les puissants gardaient le monopole du commerce avec leurs coreligionnaires et les indigènes. Jusque vers 1845 les industriels français avaient des entrepôts en Algérie, mais comme les relations avec les indigènes étaient nulles, ils acceptèrent d'ouvrir un crédit limité d'abord puis de plus en plus large aux Juifs. Leur intervention fut décisive. Les expéditions de Rouen qui en 1840 arrivaient à peine à 800.000 francs, s'élevaient en 1855 à 26 millions, en 1858 à près de 28 millions pour se maintenir ensuite à ce plafond. La chambre de Commerce de Rouen ajoutait que ces Juifs avaient « su justifier par leur loyauté, la confiance que nos commissionnaires et manufacturiers leur avaient accordée » (5). En 1865, les Israélites de Constantine

(1) *Echo d'Oran*, 29 août 1855. *Arch. Is.*, janvier 1856.

(2) *Akhbar*, 30 octobre 1853.

(3) TRUMELET, *op. cit.*, p. 68, reproduit l'orthographe de leurs noms « le léjé zéfir », « le chemin de faire », « l'arrose blanche », le « Veaulovan ». On comprend à cette lecture qu'un correspondant des *Arch. Is.* ait reconnu que cet art difficile était encore mal connu des Juifs algériens.

(4) 1^{re} classe — orfèvrerie, bijouterie, bronze d'art — médaille de 2^e classe : Haim ben Sadoum, Tlemcen ; Sala ben Ichou, Tlemcen. Mentions honorables : Jacob Kalfon, Tlemcen (châle en laine avec broderie et franges or) ; Nathan Ben Meyer, Tlemcen (robe juive) ; Eliaou Termoun, Tlemcen (caftan) ; H. Cohen, Alger (broderies sur burnous) avec médaille de 2^e classe pour ses manteaux, etc. *Arch. Is.*, 1856, p. 49 ; décembre 1857.

(5) Lettre de la Chambre de Commerce de Rouen au Ministère de l'Agriculture, des Travaux Publics et du Commerce, 2 novembre 1865. *Arch. Is.*, 1871, 1^{er} octobre, p. 302.

importaient pour plus de 25 millions de francs. Le commerce des laines, du blé, des toiles, des étoffes indigènes, des denrées comme le thé, le sucre et le café appartenait aux magnats israélites. Un exemple montrera leur puissance financière. En 1858, le cimetière israélite d'Oran, sans clôture, était exposé à mille profanations. Unis à cette occasion, les chefs de çofs Kanoui et Benichou sollicitèrent des dons volontaires pour la construction d'une enceinte. En une heure ils reçurent dix-huit mille francs et en quelques jours ils eurent les vingt-cinq mille francs nécessaires à cette entreprise (1).

C'est à cette époque que l'usure prit un extraordinaire développement en Algérie. Jusqu'alors on avait beaucoup prêté sur gages ou sur les soldes et les pensions ; on avait fait des avances aux chefs indigènes à l'occasion de certaines cérémonies. La domination française étant assurée, l'économie algérienne fut bouleversée par la colonisation et par le régime de liberté des ventes auquel les fellahs arabes n'avaient pas été habitués. Les cours élevés des céréales avaient tenté les indigènes, qui, au lieu de conserver des réserves dans leurs silos, comme auparavant, vendaient tout ce qu'ils avaient et mangeaient leur fonds avec le revenu (2). Cette imprévoyance de l'indigène algérien qui arrange tout par la formule commode « Dieu qui t'a créé te nourrira » était d'autant plus vive que les leçons de l'expérience leur manquaient. Les premiers temps de la paix française leur permirent de festoyer en de grandes diffahs, d'acheter des étoffes éclatantes et des bijoux étincelants à leurs femmes jusqu'à ce que le produit de la vente des récoltes fût épuisé. Les difficultés commençaient lorsqu'il fallait payer l'impôt. Faute d'argent, l'indigène était obligé de recourir aux bons soins du négociant auquel il avait vendu son blé, pour lui demander une avance sur sa future récolte ou pour signer un billet dont l'échéance concorderait avec celle-ci. Ces prêts se faisaient à des conditions fort dures : pour une somme de 5.000 frs, le débiteur reconnaissait devoir 7.400, l'intérêt ordinaire étant de 0.50 pour 5 frs, par mois, soit 96 % par an. Si la récolte était inférieure aux prévisions, si quelque accident empêchait le fellah d'acquitter sa dette, il était perdu. De renouvellement en renouvellement il payait des intérêts qui dépassaient de beaucoup la valeur du prêt, jusqu'à ce qu'épuisé, il abandonnât sa récolte à vil prix pour se libérer de sa dette ou que son créancier fit vendre tous ses biens (3).

L'Israélite étant le commerçant providentiel de l'Islam, il était naturel que l'indigène s'adressât d'abord à lui.

(1) *Arch. Is.*, 1858, p. 608 et 609. *Echo d'Oran* : lettre du rabbin Tolidano, 4 novembre 1858.

(2) RANDON, *Mémoires*, t. I, p. 256.

(3) *Lettre sur la politique de la France en Algérie adressée par l'Empereur au maréchal de Mac-Mahon*, note 8, p. 28-29.

Vers 1859, s'ouvrit une ère de mauvaises récoltes ruineuses pour les indigènes. Ils furent obligés d'emprunter. A la même époque, l'établissement de la douane arrêta le commerce des caravanes que les Israélites monopolisaient et où ils avaient investi des capitaux importants. Rendus libres, ceux-ci servirent aux avances aux Musulmans (1).

« L'usure continue à étendre ses ravages au sein des tribus arabes, constate le rapport politique du 15 mars au 15 avril 1860... dans le cercle de Tlemcen, depuis quelques mois, les emprunts montent à 150 mille francs environ. La récolte à venir est presque partout entièrement engagée et fût-elle excellente, elle ne suffira pas pour libérer les débiteurs de leurs engagements ruineux.

« Ruinés par l'usure, ils (les fellahs) sont tombés dans la misère, ils se préoccupent peu des changements dont les conséquences leur sont indifférentes. Leur maître véritable c'est l'Israélite leur créancier... » (2).

Le 19 octobre, même thème : dans le cercle de Sidi Bel Abbès dit-on, « les indigènes ont continué à verser ce mois-ci leurs grains dans les magasins des commerçants européens ou israélites, chez lesquels ils ont contracté des dettes à des intérêts *vraiment révoltants* ». Une enquête effectuée en vue d'une loi sur le taux de l'intérêt donnait pour les annuités de 1859 à 1863 les chiffres suivants : (3)

Emprunts des indigènes aux Européens et Israélites moyenne annuelle 142.760 francs. Moyenne de l'intérêt 40 %. Intérêts annuels 56.704 frs. Les Européens entraient pour un quart dans les prêts de cette nature (4).

Emprunts par ventes à réméré (indigènes entre eux ou indigènes à Israélites). Moyenne annuelle 25.524 frs. Moyenne de l'intérêt 16 %. Intérêt annuel 3.828 fr. 60.

Dans ce cas les risques courus par le prêteur étaient bien moindres, ce qui explique la faiblesse de l'intérêt. Le réflexe des Occidentaux en présence de ces intérêts usuraires est de s'indigner ; mais il ne faut pas trop vite prendre le parti de l'emprunteur. Dans ces sortes de marchés, on traite avec l'espoir de tromper son partenaire. Le paiement à la récolte, des renouvellements en perspective, cela fait beaucoup de temps. D'usurier à débiteur on rivalise de mauvaise foi.

« Avant l'affaire

Le Roi, l'Ane ou moi, nous mourrons »

(1) WARNIER, *L'Algérie devant l'Empereur*, p. 171 et seq.

(2) *Archives G. G. E.* 28.

(3) *Archives G. G. E.* 28.

(4) Au Tribunal de Commerce d'Oran, le nombre des Musulmans condamnés sur plaintes des Français s'élevaient, en 1861, à 28 ; en 1862, à 23 ; en 1863, à 22 ; en 1864, à 6, au total, 79 ; sur plaintes des Israélites : en 1861, à 50 ; en 1862, à 58 ; en 1863, à 96 ; en 1864, à 72, au total, 276.

En bien des cas, après des renouvellements et des jugements impossibles à exécuter, les prêteurs perdaient leur capital. Ce qui faisait dire à Warnier que les Israélites avaient « complètement renoncé à ce genre d'opérations » (1).

Cependant les témoignages recueillis dans l'Enquête agricole menée par le Comte de Hon montrent que l'usure israélite persistait. Les usuriers « d'origine juive pour la plupart prêtent à 100 % d'intérêt », déclare le cheikh du territoire civil de Tenès. Un autre indigène dit que « l'Arabe ne trouve du crédit que chez les Israélites et jamais à moins de 5 % par mois : encore faut-il qu'il présente des garanties », un Israélite du Sig avoue « Les Juifs prêtent aux petits cultivateurs à 5 % et 6 % par mois... » (2).

Il serait injuste d'attribuer tous ces maux aux Juifs seuls. Des colons pratiquaient l'usure, comme d'autres avaient recours à l'usurier israélite pour avoir des prêts de semences ou des avances sur la récolte (3). Etant presque les seuls capitalistes dans un pays neuf, sans capitaux, sans crédit agricole, où l'argent valait très cher, ils profitèrent de leur privilège pour en tirer le maximum de bénéfices. Ces opérations, faites par la haute et surtout moyenne classe israélite, sans que la majorité en tirât le moindre profit, développèrent puissamment la richesse de la communauté. Plus que jamais Israël fut en Algérie le détenteur du capital. Les catastrophes successives qui frappaient l'agriculture algérienne dans la dernière décade de l'Empire, lui donnaient chaque jour plus d'importance « Il n'y a guère qu'eux qui aient bénéficié de la conquête, écrivait l'Echo d'Oran après le débat du corps législatif. Dans vingt ans d'ici, tout le commerce sera dans leurs mains et ils seront les maîtres du pays (4) ».

Forts de leurs progrès, ils se mêlaient volontiers à la vie européenne. A Alger, quelques-uns abandonnaient les rues du quartier juif pour s'installer dans le quartier d'Isly. Les riches faisant du faubourg de Saint-Eugène leur séjour de plaisance, y bâtissaient leurs villas (5). On les voyait figurer aux bals du gouverneur, aux fêtes patriotiques (6).

Très habilement, leurs chefs s'efforçaient de montrer qu'ils n'établissaient pas de différence entre eux et les autres habitants. Au Conseil Général d'Alger par exemple, leur conseiller, Séror, demandait la création d'un établissement destiné à recueillir les enfants pauvres

(1) WARNIER, *op. cit.*, p. 172.

(2) *Enquête agricole*, par le Comte DE HON, p. 51, 191, 261.

(3) Azoulay, à Oran, était condamné en 1856 pour avoir prêté à un Espagnol à 100 % et pour, profitant de son ignorance du français, lui avoir fait signer, avec la complicité d'un clerc, l'acte de vente de sa propriété. *Echo d'Oran*, 30 avril 1856.

(4) *Echo d'Oran*, 1^{er} août 1868.

(5) LESPES, *op. cit.*, p. 560 et seq., 594 et seq.

(6) *Echo d'Oran*, 5 mai 1855.

chrétiens, musulmans et israélites pour leur apprendre un état (1). A l'occasion de la nomination du gouverneur général Randon au grade de Maréchal, ils remettaient quinze cents francs à la comtesse Randon pour les crèches (2). Ils partageaient les sentiments des Algériens en fêtant l'anniversaire de la conquête de l'Algérie ou en se prononçant, — plus tard, — contre la politique du royaume arabe (3). Quelques-uns étaient initiés à la Franc-Maçonnerie à laquelle la bourgeoisie libérale des villes appartenait (4). Enfin, leur conduite était généralement bonne. En face des étrangers et des militaires, souvent portés à dégainer ou à brandir leurs couteaux, en face des fanatiques arabes, ces gens doux, serviables, un peu obséquieux même, attiraient la sympathie des Français (5). Les journaux relataient les faits indiquant une évolution des Israélites et se félicitaient de ces victoires du progrès et de la raison. Le général commandant la subdivision d'Oran, le préfet, le maire et les notables de la ville assistaient au mariage de Simon Kanoui et d'Esther Lasry qui unissait les deux plus grandes familles juives, d'Oran (6). Au milieu de cette haute société coloniale, un peu mêlée, leur richesse, leur influence, leur donnaient à jouer un rôle, qu'ils remplissaient hardiment, sans rencontrer aucune antipathie.

III. — L'acquisition des droits.

Légalement, cependant, ils restaient des indigènes, mais la politique du gouvernement à leur égard dénotait une certaine indécision. En face de cette élite presque Française, devant la masse encore ignorante et arriérée, malgré ses progrès, il revenait à la conception classique d'une « nation » particulière, ayant les mêmes droits que les indigènes et qu'on s'efforçait d'émanciper en même temps que ceux-ci. De là une conduite hésitante, des décisions contradictoires, des oublis réparés après coup. De toute évidence, comme en tant de questions algériennes, l'Empire n'eut pas de principes nets dans sa politique juive.

Le droit d'élection avait été retiré aux Algériens par le décret du 2 février 1852. Les membres des municipalités étaient nommés par le gouvernement. De la sorte, on évitait les scandales électoraux qui, on l'a vu, n'avaient pas manqué sous la II^e République. Les indigènes

(1) *Archives Is.*, 1859, p. 63.

(2) *Echo d'Oran*, 23 avril 1856.

(3) *Echo d'Oran*, 30 juin 1864, 17 février 1863.

(4) *Arch. Is.*, 1865, p. 510 et 511.

(5) Tableau des affaires correctionnelles : 1850, sur 1.845 prévenus, 58 Juifs ; 1851, sur 1.977 prévenus, 101 Israélites. Affaires criminelles : 1850, 415 accusés dont 26 Israélites ; 1851, 271 accusés, 28 Israélites. (*Tableau de la situation des Etablissements français en Algérie pendant les années 1850 et 1851*).

(6) *Echo d'Oran*, 28 février 1863.

et les Israélites avaient droit, au moins, à un représentant particulier parmi les autres conseillers dont le nombre variait en proportion de la population.

En 1858, après la création du ministère de l'Algérie, au moment où l'Empire semblait préparer l'instauration définitive du régime civil, on créa des Conseils généraux, un par province. Le décret du 27 octobre fixait à 18 membres pour Alger, 16 pour Constantine et 14 pour Oran, le nombre des conseillers et spécifiait que deux indigènes, parmi ceux-ci, représenteraient leurs coreligionnaires (1). Il n'était pas question des Israélites en cela. On les considérait comme de simples indigènes, que les conseillers musulmans représenteraient en même temps que leurs coreligionnaires.

Quelques jours après, le ministre, le Prince Jérôme Napoléon demandait dans son rapport à l'Empereur, une représentation spéciale pour l'élément Israélite dont l'importance numérique et sociale méritait une place à part dans les Conseils. Le prince invoquait en outre le libéralisme religieux, disant qu'il serait utile et opportun de manifester l'absolue égalité des croyances devant les lois françaises. Le décret de Compiègne du 14 novembre 1858, ratifiant cette proposition, nommait un conseiller israélite par province (2). Il est possible que Crémieux, ami personnel du prince, son collaborateur pour l'organisation de la justice algérienne (3) lui ait montré les conséquences de son oubli. Les sentiments de Crémieux envers les Israélites algériens, son prosélytisme réformiste, permettraient de le penser, bien qu'on ne possède aucune preuve sur ce fait. La mesure, en tout cas, était sage, car les sentiments des Musulmans à l'égard des Israélites ne leur auraient certainement pas inspiré un grand zèle pour la défense des intérêts de ceux-ci. La satisfaction montrée par les Israélites à cette nouvelle, les remerciements enthousiastes qu'ils adressèrent au Prince, témoignaient assez de leur satisfaction (4).

La réorganisation faite par le décret du 7 juillet 1864 qui rétablissait le régime militaire, constituait une réaction vis-à-vis de ce décret, comme de toutes les institutions libérales qu'on avait implantées en Algérie. Napoléon III commençait l'expérience du royaume arabe, inspirée par l'idée qu'il fallait respecter la nationalité arabe et par la sympathie qu'il éprouvait pour les grands seigneurs indigènes et les soldats-nés dont les fantasias l'avaient ébloui en 1860. Les Conseils Généraux étaient maintenus mais placés sous la surveil-

(1) Décret sur l'organisation de l'Algérie, du 27 octobre 1858. Titre II, art. 16, 17 et 18.

(2) Ce furent Moïse Seror, négociant à Alger, Haïm Benichou, membre du Conseil municipal à Oran et Isaac Taïeb, négociant à Bône, tous trois représentant la fraction éclairée de la population.

(3) CRÉMIEUX, *Compte rendu...*, p. 71.

(4) FRÉGIER, *op. cit.*, p. 103. *Echo d'Oran*, 18 janvier 1859. *Univers Israélite*, décembre 1859.

lance des généraux commandant les provinces. Les conseillers restaient nommés, mais, disait l'article 27 : « l'élément indigène entrera désormais pour un quart au moins dans la composition de chaque conseil général. Les Israélites pourront y avoir un membre ».

C'était mettre fin à l'égalité des Musulmans et des Israélites, au détriment de ces derniers. Tandis que l'élément arabe voyait ses droits considérablement accrus, ceux des Israélites étaient remis en question ; leur représentation devenait une faveur à laquelle quelque caprice de l'Empereur ou de ses agents pouvait mettre fin. En fait, cependant, le *statu quo* fut maintenu et leur représentant siégea sans être jamais inquiété. Mais ces tâtonnements montraient qu'on ne savait toujours pas quelle place leur donner.

La campagne pour la naturalisation collective des Israélites, les efforts de ceux-ci pour s'assimiler, rendaient perplexe le gouvernement qui manifestait par ces mesures transitoires que leur situation serait fixée quelque jour. Mais la solution définitive était renvoyée à plus tard.

Un droit qui révolutionnait les coutumes algériennes leur fut accordé à la même époque. On leur imposa le service de la milice. Après un premier échec sous Clauzel, on avait songé dès 1844 à y incorporer les Israélites en leur laissant la faculté de payer une taxe de rachat calculée sur le prix d'un jour de travail et le nombre de jours de service des miliciens (1). Il ne s'agissait pas du tout d'une marque d'honneur ; le service dans la milice était considéré comme un impôt très lourd et les Européens demandaient que les Israélites qui bénéficiaient de la protection des armes françaises, y fussent soumis (2). Seuls quelques réformistes Israélites sollicitaient leur admission comme une marque de confiance et d'estime (3). Bugeaud, favorable aux impôts et aux obligations qui auraient dégoûté les Israélites de l'Algérie et les auraient fait partir s'en déclarait partisan (4). Mais les gouvernements qui se succédèrent ne voulant pas les séparer des Musulmans qu'on ne pouvait pas armer lorsque leurs compatriotes nous combattaient encore, laissaient aux gouverneurs le soin de régler les conditions de cette admission. Tandis que la plupart des Musulmans se montraient indifférents à cette mesure, les autorités Israélites multipliaient les démarches pour qu'on leur accordât l'honneur de porter les armes. C'eût été à leurs yeux le signe le plus probant de leur évolution depuis l'âge turc. On leur accorda en 1860, ainsi qu'aux Musulmans, toujours sous réserve de réglementation par le gouverneur général. Les notables, d'accord avec les préfets, rédigèrent les

(1) Arch. Nat. F. 80 1631.

(2) Commission administrative d'Oran. Délibérations du 12 février 1844. Arch. Nat. ibid.

(3) Arch. Is., 1844, p. 735.

(4) Voir Chapitre III, section III.

listes de miliciens. Assez nombreux, ils étaient recrutés parmi les jeunes gens de bonne famille proches des Français par les mœurs, le langage et les habitudes. Ils s'équipèrent, se firent habiller en hâte et à la parade du 15 août ils défilèrent en bon ordre sous les yeux des Algérois qui s'attendaient à les trouver grotesques et furent déçus (1).

IV. — Israélites et Algériens.

Ces jeunes Israélites qui faisaient de louables efforts pour s'assimiler aux Français, avaient conscience de leur valeur. Ils se montraient à l'égard des autres éléments de la population d'une susceptibilité excessive. Redoutant des attaques contre leur religion ou leur nation, ils avaient tendance à en voir là où il n'y en avait pas.

A la représentation, au théâtre d'Alger, de « Vingt ans après », innocent mélodrame historique à la mode, bien incapable de contenir quelque intention malveillante, ils manifestèrent à plusieurs reprises et tentèrent d'interdire la pièce parce que, — disaient-ils, — on les y attaquait. Athos, qui rappelait à ses compagnons que les Juifs avaient vendu leur Roi pour trente deniers, était la cause de tout ce drame. Mais les spectateurs ayant exigé le maintien de cette phrase, on se battit plusieurs jours pour ou contre Athos, au grand amusement de la ville (2).

Les articles des journaux relatifs aux affaires d'Israël les réjouissaient ou les irritaient, comme s'ils devaient avoir une importance capitale sur leur destinée. « L'Akhbar », leur ayant reproché de ne pas avoir montré d'enthousiasme à la nouvelle de la prise de Sébastopol, puis ayant reproduit un article de « Tlemcenien » qui les accusait d'être d'indésirables usuriers, le grand rabbin et le Président du Consistoire d'Alger allèrent demander au gouverneur général des poursuites contre le rédacteur coupable. E conduit, le grand rabbin répondit longuement à ces attaques, exorcisant le « fantôme de l'intolérance », alertant les Israélites de France, faisant appel au Gouvernement (3).

En une autre occasion, le grand rabbin d'Oran, Charleville, refusait de se déranger pour recevoir un serment « more judaïco » selon les coutumes du pays, afin, prétextait-il, de ne pas participer à une action superstitieuse (4).

Cependant, ils ne montraient pas toujours cette largeur de vues qu'ils demandaient qu'on eût envers eux. Leur attitude envers le

(1) *Akhbar*, cité par l'*Echo d'Oran*, 23 août 1860.

(2) *Echo d'Oran*, 15 février 1868.

(3) *Akhbar*, 1^{er} mai, 4 mai, 30 septembre 1855. La colonisation, 12 octobre 1855. *Arch. Is.*, 1855, p. 324 et seq.

(4) *Cons. Cent.* Séance du 11 juillet 1865. Lettre du 11 juin 1865 du Grand Rabbin d'Oran.

clergé catholique manquait parfois de dignité. A Bône, un enterrement juif ayant rencontré une procession, les Israélites provoquèrent un conflit, sans grande importance du reste. A Alger, au passage de la procession de la Fête-Dieu, les miliciens israélites qui faisaient partie du cortège, refusaient de s'agenouiller au commandement, ce que les tirailleurs indigènes faisaient sans récriminer : les autorités judaïques approuvaient leur désobéissance, bien que la déclaration du Grand Sanhédrin imposât le devoir sous les armes (1).

Mais, c'était la plèbe qui, dans les anciens mellahs où elle restait confinée, se montrait la plus turbulente. Les jeunes vagabonds que les notables avaient de la peine à instruire s'amusaient les jours de fête à maltraiter les Arabes qui passaient dans leur quartier. Quelquefois même, ils s'attaquaient aux vieillards européens. A plusieurs reprises, ils s'opposèrent à l'arrestation de délinquants juifs. Il fallait vaincre de petites émeutes pour avoir raison de ces résistances (2). Mais ces incidents de quartiers excentriques et mal famés ne parvenaient pas à la connaissance des Européens. A peine quelques lignes dans le journal local relataient ces bagarres. Ce n'était pas assez pour retenir l'attention.

De temps à autre, les Musulmans prenaient pour prétexte l'un de ces faits pour faire une descente dans le quartier juif, copieusement rosser le marchand et emporter les marchandises en guise de trophée. Les « turcos » auréolés de la gloire acquise sur les champs de bataille de l'Europe, se signalaient notamment dans ces expéditions punitives. A Constantine, à Oran, à Tlemcen, ces scènes de désordre se répétaient déclanchées par quelque rixe dans un mauvais lieu, grossie démesurément et déchaînant une soldatesque dont la mentalité n'était pas très éloignée de celle des janissaires turcs (3). Aux plaintes des Israélites, après avoir rétabli l'ordre, on répondait « c'est bien possible » et, les tirailleurs punis, l'incident était oublié (4). Après tout, cela ne concernait que les indigènes : quelque chose d'infime pour des coloniaux.

Cependant l'opinion publique ne considérait pas de la même façon les juifs et les indigènes. En acceptant la civilisation française, en le proclamant très haut, l'élite juive plaisait aux Français, imbus d'idées libérales, portant aux peuples opprimés l'Evangile des Droits de l'Homme avec la conviction qu'ils les amélioreraient. Le refus du Musulman d'accepter quoi que ce fût des mœurs et des institutions de

(1) *Archives Is.*, juillet 1861, p. 398.

(2) *Echo d'Oran*, 8 octobre 1867, 4 octobre 1866, 7 janvier 1869, *Echo du Sud de Médée*, mai 1870. Ces mœurs ne sont pas entièrement disparues. Aux mois d'août et de septembre 1934, il y a eu certains incidents semblables à ceux-ci entre Israélites et indigènes à Oran. Il s'agissait, bien entendu, des pires éléments de la jeunesse israélite.

(3) *Echo d'Oran*, 2 juin 1855, 30 avril 1856, 30 avril, 16 juillet 1859.

(4) Olivier dans la *Seybouse*, septembre 1869.

leurs vainqueurs choquait profondément. Et puis, il y avait les souvenirs de la conquête, trop frais encore, pour qu'on put considérer avec sympathie l'indigène. Des théories fort rationnelles, basées sur l'expérience polynésienne et quelques chiffres de statistiques faisaient penser d'ailleurs que les Arabes étaient voués à l'extermination, que la civilisation les anéantirait. « Encore deux mauvaises années, prédisait Edmond About dans « Le Soir » et cet élément poétique, qui tient beaucoup de place et fait beaucoup de bruit, aura débarrassé l'Algérie » (1).

Les Israélites, au contraire, en demandant, vainement du reste, l'exemption des impôts indigènes (2) spécifiaient qu'ils ne voulaient pas être confondus avec leurs anciens maîtres. Ils multipliaient les manifestations extérieures pour prouver leur adhésion à la civilisation française. Ce loyalisme leur gagnait les sympathies. Leur puissance financière, loin d'indisposer les « gens éclairés » constituait un titre d'estime supplémentaire. Un économiste, fort écouté, Jules Duval, écrivait dans ce style emphatique que ses contemporains appréciaient plus que nous :

« Le Juif amassant le capital, l'un des trois principes créateurs de richesses par son alliance nécessaire avec le talent et le travail, prépare sa propre rédemption par la rédemption de la terre et de l'humanité affranchies de la misère » (3).

Fidèles aux principes libéraux, les Français tendaient la main à ces intermédiaires. L'assimilation progressive de l'élite israélite faisait espérer que toute leur nation les suivrait. Et déjà, des esprits hardis se déclaraient prêts à les accueillir dans la population française en attendant que la fusion des races s'opérât entre les conquérants et leurs sujets.

(1) Cité dans l'*Echo d'Oran*, 22 mars 1870.

(2) Conseil général d'Oran. Rapport Taravant, session de novembre 1859. Arch. Cons. Cent. Séance du 10 octobre 1861.

(3) *Echo d'Oran*, 16 juin 1852.

CHAPITRE VII

LA CAMPAGNE POUR LA NATURALISATION

I. — La situation juridique.

Depuis les ordonnances qui avaient aboli les institutions juridiques de la nation juive (1), la situation légale des Israélites algériens était fort complexe. Ils restaient indigènes, ils dépendaient toujours de la loi mosaïque mais c'étaient les tribunaux français qui les jugeaient d'après celle-ci. Cependant, leur assimilation apparente les avait fait exempter d'un certain nombre de règles qui subsistaient pour les Musulmans, ce qui compliquait le problème. On avait même semblé, dans les premiers temps de l'Empire, oublier ces particularités et les traiter en Français. Pour réagir contre cette tendance, le Gouvernement général rappelait, par une circulaire du 2 avril 1856, qu'aucune mesure législative n'avait conféré aux Israélites cette qualité (2).

Cependant, en bien des cas, la loi française leur était applicable. Pour les délits commis par eux en territoire militaire par exemple, ils étaient déférés à la justice civile, comme les Européens, alors que les indigènes continuaient à appartenir à la juridiction des Conseils de Guerre (3). Mais c'étaient surtout les questions relatives à l'Etat civil que les juristes ne savaient pas comment résoudre. L'Administration avait cru bon, en matière de mariage, d'inviter les Israélites à se présenter devant l'officier de l'Etat civil français sans abroger leur législation traditionnelle. Les Consistoires, dociles et toujours favorables aux mesures de rapprochement avec les Français, encourageant leurs fidèles, beaucoup de ceux-ci faisaient célébrer leur union civile avant de contracter le mariage religieux. On pensait de cette façon rendre celui-ci indissoluble, contrairement à la loi de Moïse. Mais on se demandait si la polygamie et le lévirat n'étaient pas incompatibles avec le mariage civil ; si, du fait de celui-ci, les prescriptions du Code

(1) Ordonnances du 10 août 1834, 28 février 1841 et 26 septembre 1842.

(2) MENERVILLE, *op. cit.*, p. 410 a.

(3) MENERVILLE, *op. cit.*, id.

civil ne devaient pas régler l'héritage. L'Administration n'avait pas vu si loin, elle l'avouait (1). Dévoilée, son intention, qui n'avait jamais été clairement exprimée jusqu'alors, soulevait les critiques des Israélites. Pour eux, l'inscription sur les registres de l'Etat civil n'impliquait aucun renoncement aux droits et aux devoirs de la loi mosaïque contraires à la loi française. Ils entendaient conserver leurs coutumes et se déclaraient prêts à renoncer à la cérémonie civile si elle leur faisait perdre leurs droits d'Israélites (2).

On arrivait de ce fait, à une extrême confusion. Les Israélites ayant épousé leur femme « more judaïco » pouvaient divorcer à leur gré, et prendre plusieurs épouses sans être inquiétés (3). Mais, sans être citoyens français, ils étaient soumis au Code Napoléon lorsqu'ils avaient contracté leur mariage devant l'officier d'Etat civil. Tel Israélite dont la première union était seulement religieuse, pouvait se marier une seconde fois civilement, sans être coupable devant la loi. Tel autre, marié civilement, prenait une seconde femme, more judaïco (4). Les tribunaux de première instance professaient que les mariages civils impliquaient le régime de la communauté, la Cour Impériale d'Alger, au contraire, se référant à l'ordonnance du 10 août 1834, présumant que les indigènes contractent selon la loi du pays, les soumettait au régime dotal (5).

Mais, si on admettait que la loi civile put jouer dans la question des mariages, on appliquait strictement la jurisprudence indigène en d'autres cas. Les successions des Israélites, tant pour les biens meubles que pour les immeubles, devaient rester régies par la loi de Moïse (6).

Un Israélite indigène en procès contre un Musulman ne pouvait toujours pas, comme pendant la domination des Turcs, en appeler au témoignage d'un de ses coreligionnaires (7).

Le désordre arrivait à un tel degré qu'on n'arrivait même plus à savoir ce qu'étaient les Israélites indigènes. Indigènes, déclarait la Cour d'Alger le 16 novembre 1858, Français, affirmait-elle le 24 février 1862 (8).

Saisie du cas, la Cour de Cassation demandait à l'Administration

(1) Arch. Nat. F. 80, 1722, II.

(2) FREGIER, *Les Juifs algériens*, p. 137 et 138.

(3) Affaire Abraham Ghozlan-Messaouda Emsallem au Tribunal Civil d'Oran, 22 mai 1853.

(4) Affaire Bacri-Guenouna. Tribunal civil d'Alger, 13 janvier, 2 et 23 février 1865. *Courrier d'Algérie*, juin 1865.

(5) Jugement du Tribunal d'Oran, 12 janvier 1858. Arrêt de la Cour Impériale d'Alger dans l'affaire Valensi reproduit dans *Echo d'Oran* du 1^{er} janvier 1859.

(6) Arrêt de la Cour Impériale d'Alger, 27 mai 1862.

(7) Arrêt du Tribunal de Sétif, 13 avril 1863.

(8) Il s'agissait de l'admission dans l'ordre des avocats d'Alger de l'Israélite indigène Enos ; repoussé par ses confrères comme indigène, il fut inscrit sur l'ordre de la Cour dont l'arrêt fut confirmé par la Cour de Cassation.

quelles étaient ses intentions et son interprétation. Mais le Gouvernement général demeurait aussi perplexe que la justice. Le « Moniteur algérien », son journal officiel, écrivait : « que les registres destinés à recevoir les actes de mariage des Israélites contenaient une colonne destinée à recevoir les déclarations de répudiation » (1). A la demande de la Cour de Cassation, le Gouvernement répondait que s'il considérait les Juifs comme des indigènes, il croyait leurs mariages civils indissolubles.

On se débattait dans l'absurde, à la recherche d'une doctrine que les législateurs n'avaient pas toujours eue. Les magistrats, recrutés ordinairement dans une bourgeoisie sévère, respectueuse de principes moraux stricts, éprouaient une répugnance certaine à admettre les bizarreries du Talmud. Leur raison s'insurgeait lorsqu'il fallait admettre la bigamie ou le divorce qu'ils condamnaient chez les Européens. Aussi apportaient-ils leurs encouragements aux réformateurs israélites qui, montrant cette gabegie, réclamaient une définition claire de leur situation juridique et, pour cela, leur naturalisation (2).

II. — La première campagne pour la naturalisation.

L'opinion algérienne était alors très libérale. Les déportés de juin 1848 et du 2 décembre, parmi lesquels il y avait une proportion assez forte d'hommes cultivés, très surveillés, ne faisaient pas de politique militante, mais ils s'occupaient de questions d'administration algérienne, prônant un régime démocratique où les municipalités seraient élues, et qui échapperait au contrôle de l'armée. Depuis la seconde République, il existait un conflit latent entre l'armée conservatrice, base du régime napoléonien et, en Algérie, favorable aux indigènes, et la population civile qui proclamait son ardent désir d'être administrée par ses élus et était secrètement hostile à l'Empire. L'émancipation des Juifs algériens, réplique de celle des Israélites par la Révolution en 1791, semblait une grande tâche, digne des traditions françaises. C'est pourquoi les nombreux publicistes qui traitèrent de la question algérienne préconisaient cette mesure avec une grande vigueur.

Les partisans du régime civil, désireux d'activer la colonisation, en augmentant la population civile, demandaient qu'on donnât aux émigrants étrangers la facilité de se faire naturaliser, afin de les attirer en Algérie. La naturalisation des indigènes qui avaient accepté

(1) *Moniteur Algérien*, 15 novembre 1857.

(2) Voir les ouvrages de Frégier, président du Tribunal Civil de Sétif, Polvre, Gillette, avocats, défenseurs à Constantine, tous favorables à la naturalisation.

notre code et nos mœurs leur semblait également souhaitable (1). Les seules objections que quelques-uns faisaient, concernaient l'état de la masse israélite : Pouvait-on la croire déjà assimilée en fait ? Certains manifestaient quelque scepticisme sans se déclarer hostiles à la mesure proposée. « L'opinion publique n'y contredit guère, écrivait Giraud, on désire seulement que les Israélites ne fassent plus l'usure, qu'ils renoncent définitivement au costume indigène ; la plupart des novateurs, même les plus ardents, n'ayant jamais poussé la réforme que jusqu'à la casquette » (2).

Mais, ces libéraux dédaignaient l'empirisme. Ils respectaient les principes révolutionnaires comme des dévots les dogmes de leur religion. Les hommes étant égaux, ils entendaient établir cette égalité, dès que cela leur semblait possible, car le temps d'affranchir les hommes était venu.

L'absurde régime juridique, générateur de procès, auquel étaient soumis les Israélites leur semblait un monstrueux anachronisme. Cette loi mosaïque, « fruit des superstitions d'un autre âge » devait être remplacée par le Code civil, œuvre de la philosophie. Ils ne dédaignaient pas la religion juive, mais ils détestaient les sociétés théocratiques. Ennemis de la Congrégation et du cléricalisme, ils ne pouvaient pas admettre qu'on appliquât au XIX^e siècle une législation millénaire donnée par Dieu sur le mont Sinaï. La civilisation exigeait qu'on imposât à ces Israélites la loi française, même s'ils n'en paraissaient pas tous dignes, même s'ils n'en voulaient pas.

A partir de 1858, un homme allait contribuer à rendre plus vive la campagne des libéraux, en les unissant aux réformateurs israélites : Adolphe Isaac Crémieux. Il avait joué, sous le Gouvernement de Juillet et la seconde République, un rôle politique de premier plan, qui le rendait populaire parmi les Républicains et tous les gens d'opinion avancée. Ses plaidoyers pour les soldats de l'Empire, pour les journalistes de l'opposition, avaient assuré depuis longtemps sa célébrité d'avocat : il passait pour un des maîtres du barreau et un des plus éloquents orateurs de son temps. Lettré, fréquentant les artistes et les poètes, protecteur de Rachel, il avait ce prestige de l'intelligence que les hommes éclairés de l'époque aimaient à opposer au prestige de l'uniforme. Toutes ces qualités devaient lui concilier le respect des Français d'Algérie.

Mais, en même temps, Crémieux était l'avocat de la nation juive. Défenseur des libertés et des droits des Israélites dès ses débuts au Barreau, il en faisait une cause personnelle.

(1) C. DUVERNOIS, *L'Algérie, ce qu'elle est, ce qu'elle doit être*.

(2) GIRAUD, *Le Gouvernement de l'Algérie*, p. 32.

« Oui c'est un Juif qui combat pour ses foyers, pour ses pénates, pour son culte, pour la plus précieuse de toutes les libertés », s'écriait-il à Nîmes dans une plaidoirie contre le serment « *more judaïco* » (1).

Plus tard, il devait, en qualité de membre puis de Président du Consistoire Central des Israélites de France, s'occuper de l'Administration et des réformes du culte en France, puis, acquérir une gloire européenne dans sa défense des Juifs de Damas accusés du meurtre du Père Thomas (2). La conversion de ses enfants au catholicisme qui avait provoqué sa démission de notable au Consistoire de Marseille puis son échec aux élections consistoriales, mal compensé par une victoire de justesse à Paris, l'avait éloigné en 1845 de la direction des affaires juives. Mais, il restait un défenseur ardent de ses coreligionnaires, et son talent d'avocat et son crédit d'homme politique leur demeuraient acquis.

Il avait pris part au Consistoire, à l'élaboration de l'ordonnance de 1845 sur l'organisation du culte israélite en Algérie et avait manifesté depuis, envers ses « frères » d'Algérie, un intérêt constant. C'est comme avocat qu'il fut appelé, dans ce pays pour plaider la cause de certains Israélites. Et, comme jadis pour le serment « *more judaïco* », il demandait au prétoire, l'émancipation et la liberté de ses « chers Israélites » (3).

En 1858, puis en 1860 il défendait deux négociants israélites de Mostaganem accusés de complicité dans une affaire de faux en écriture commis par un magistrat indigène, affaire compliquée, où témoins et prévenus s'accusaient mutuellement de faux témoignages et mentaient avec une assurance tout orientale. Comme le procureur impérial avait critiqué l'avidité des Israélites indigènes, « sangsues des forces vives de la colonisation », Crémieux s'était écrié dans sa plaidoirie :

« Ecoutez : « Je suis le Seigneur, ton Dieu, qui t'ai tiré de la terre d'Egypte, de la servitude et qui t'ai constitué en nation ». La terre d'Egypte, c'est Alger, Alger pour mes malheureux frères la terre de servitude dont ils sont affranchis depuis trente ans à peine. Et depuis cette époque regardez les progrès qu'ils ont faits. C'est un tort réel d'attaquer les Juifs d'Algérie : entre eux et les Arabes la distance intellectuelle est immense. Employez les Juifs pour amener à vous les Arabes, c'est le lien entre vous... Si vous saviez comme ils aiment ceux qui les ont délivrés... ne les découragez pas, tendez leur au contraire une main fraternelle ; vous verrez qu'il y a dans leur âme un écho pour répondre à la vôtre... ne prononcez donc plus ces paroles

(1) S. POSENER, *op. cit.*, p. 82, t. I.

(2) S. POSENER, *op. cit.*, t. I, ch. IV, VII, VIII.

(3) L'expression est courante dans les discours de Crémieux.

de mépris qui blessent des hommes, vos frères en Dieu qui le seront bientôt en patrie. Ils veulent être Français, ils sont dignes de l'être et ils le seront bientôt » (1).

Entouré des Israélites après l'audience, recevant les notables de la ville, Crémieux rapprochait ces deux éléments favorables à la naturalisation. Certains de ses gestes, comme la souscription des Israélites en faveur des chrétiens de Syrie persécutés, produisaient une impression profonde dans les milieux libéraux où la tolérance semblait une vertu capitale (2). Dès cette époque, Crémieux était considéré comme l'apôtre et le chef du mouvement en faveur de la naturalisation.

La presse participait activement à celui-ci. En 1850, « le Tlemcénien » avait bien attaqué les Juifs, leur reprochant leur inaptitude à l'agriculture et leur avidité, mais les membres des Consistoires d'Oran et d'Alger s'en étaient vivement plaints et le journal avait reçu un avertissement (3). Un peu plus tard, « l'Africain » avait émis des critiques à peu près semblables, mais les autres journaux l'avaient critiqué si vivement qu'il avait désavoué son collaborateur (4). Rédigés par des républicains déportés qui, devaient en 1870 montrer leur sympathie pour la Commune (5), ceux-ci défendaient avec ardeur une mesure conforme à leurs convictions démocratiques. De 1858 à 1862 ils demandèrent inlassablement cette réforme avec une richesse d'arguments qui pouvait faire impression sur les gens non avertis (6).

Ils évoquaient les services rendus par les Israélites pendant la conquête, leur rôle d'intermédiaires, les renseignements qu'ils avaient fournis à nos généraux, leur héroïsme au siège d'Oran. C'étaient autant de marques de loyalisme, de titres à notre reconnaissance dont la France devait tenir compte. Une fois naturalisés, ils seraient les agents de la civilisation française dans les tribus soumises à nos armes. On les voyait entreprendre une expédition commerciale dans l'Afrique centrale, être les principaux agents de l'expansion française sur le continent noir.

L'idée d'en faire des colons, que n'avait pas abandonnée le milieu favorable aux Juifs, était présentée sous un aspect nouveau. Le patriotisme étant lié au sol, il fallait naturaliser les Israélites et leur amour de leur patrie nouvelle ferait renaître en eux la vocation agricole

(1) *Echo d'Oran*, 21 août 1860. Plaidoirie de Crémieux à l'audience de la Cour d'Alger du 7 août.

(2) Lettre de Crémieux au *Siècle*, 11 juillet 1860. Les Consistoires algériens ouvrirent tous des souscriptions. Le produit total pour la France fut de 50.000 francs que Crémieux remit à l'archevêque de Paris. *Echo d'Oran*, juillet-août 1860.

(3) *Echo d'Oran*, 26 mai 1855.

(4) *Indépendant de Constantine*, *Africain*, *Akhbar*, d'Alger, *Echo d'Oran*, juillet 1860.

(5) Alex. Lambert à l'*Echo d'Oran*, futur délégué à la presse de la Commune de Paris ; E. Thuillier, à l'*Indépendant de Constantine* ; Berthoud, sujet suisse, à l'*Akhbar*.

(6) Voir l'*Indépendant*, l'*Echo d'Oran*, l'*Akhbar*, l'*Africain*, la *Seybouse*, juillet, août, octobre, novembre 1860.

de leurs pères. Les persécutions avaient fait d'un peuple de pasteurs et d'agriculteurs, des citadins ; mais un régime tolérant les régènerait : il en ferait même des soldats, le soldat étant avant tout le possesseur du sol et des biens qu'il défend. Et puis, la dignité de citoyen devait leur rendre un courage que ne pouvaient pas posséder des sujets. On rappelait que l'armée française comptait cent-quarante officiers israélites, dont trente-neuf décorés de la Légion d'Honneur (1). L'évolution des Israélites français montrait ce que serait celle des Juifs indigènes, car leur caractère moral serait transformé par l'honneur qui leur serait fait et ils perdraient de la sorte tous les vices qu'on leur reprochait. La naturalisation devait être l'instrument du progrès, sa cause principale et non pas une récompense. Cette mesure décisive avait trop d'importance pour qu'on pût la retarder par des formalités administratives qu'entraînerait une loi sur la naturalisation individuelle. Le droit de conquête justifiait une procédure collective. D'ailleurs les habitants de la Savoie venaient d'être déclarés Français d'un trait de plume. Le précédent existait donc justifiant la méthode préconisée. Par là, on éviterait les heurts dans les familles où les membres, si on leur laissait la faculté d'opter, se diviseraient, ce qui provoquerait d'innombrables procès et des querelles destinées à faire haïr la France des réfractaires au lieu de la leur faire aimer.

La mode étant aux plébiscites, on proposait une consultation de tous les Israélites algériens sur la situation qui leur plaisait le mieux. Mais les opinions se divisaient sur ce point. Les uns, envisageant un refus des Juifs algériens, -- ce qui les montrait moins convaincus des sentiments de la masse israélite qu'ils ne le disaient -- estimaient que même en cas de refus, il fallait les naturaliser.

« Serait-ce là une raison pour reculer devant une mesure que réclame la justice, que demande l'intérêt de la politique traditionnelle de la France ?... Qu'on s'assure de leur assentiment... mais qu'on s'en assure en sachant bien qu'on pourrait s'en passer », écrivait Delsieux, auteur d'une brochure de propagande (2).

Au contraire Frégier, magistrat catholique qui basait son argumentation sur la tolérance chrétienne et la nécessité d'une amélioration du système judiciaire (3), prévoyait pour tous les Israélites majeurs un droit d'option pendant deux mois à partir de la promulgation du décret (4).

Ces campagnes trouvaient dans l'élite algérienne un écho très favo-

(1) *Algérie nouvelle*, juin 1859.

(2) DELSIEUX (SAINT-HILAIRE), *Essai sur la naturalisation collective des Israélites Algériens*, p. 22 et 23.

(3) C. FREGIER, *Les Juifs algériens*. Introduction, p. XLVII et XLIX.

(4) C. FREGIER, *Les Juifs algériens*, p. 383.

nable. Les Conseils généraux, composés de notables du pays nommés par le Gouvernement, commencèrent en 1858 à examiner cette question. Le Conseil de Constantine, émit un vœu demandant que le bénéfice de la naturalisation fût accordé aux indigènes musulmans, ainsi qu'aux Israélites qui en feraient la demande » (1). L'année suivante, n'ayant pas obtenu satisfaction, il le renouvelait.

A Alger, on se montrait plus hardi. Un vœu demandant la naturalisation collective des indigènes israélites et musulmans ayant été déposé, le rapporteur reconnut la situation équivoque des indigènes : « Il est évident, dit-il, que la déclaration que les Israélites en masse sont Français lèverait toutes les difficultés et serait accueillie par eux comme un bienfait ». Mais, d'après lui, ce problème était du ressort de l'Administration et il demandait pour sa part qu'on leur facilitât seulement, ainsi qu'aux Musulmans, la naturalisation. Ce que fit le Conseil en proposant que le stage auquel les naturalisés étaient soumis ne durât qu'un an au lieu de trois (2).

A Oran, le Conseil se déclarait favorable au rapprochement des Israélites et demandait d'accorder à tout indigène majeur, né dans la colonie, la faculté de naturalisation par une simple déclaration de domicile. Mais le rapporteur, le procureur impérial de Mostaganem, Taravant, démontrait que légalement la naturalisation collective des Israélites n'était possible qu'en même temps que celle des Musulmans.

Or ceux-ci devaient en 1860 exprimer très nettement leur opinion. Interrogé, leur représentant répondit que le Coran interdisait la naturalisation. Les indigènes avaient prouvé en Crimée et à Solférino qu'ils servaient bien la France quand même. Ils ne demandaient rien que le respect de leurs coutumes. Au contraire, le conseiller israélite, Seror, faisait la déclaration suivante :

« Je prends la parole, Messieurs, pour affirmer que rien ne saurait flatter les Israélites de l'Algérie, ni même servir leurs intérêts de toutes sortes, qu'un acte qui les déclarerait Français. Je puis à bon droit me dire l'écho fidèle de la patrie la plus saine, la plus avancée de mes coreligionnaires et aussi la plus nombreuse. Il y a peu de jours, je conférais avec mes deux collègues aux Conseils généraux d'Oran et de Constantine, et ils étaient complètement de l'avis que j'exprime... (4).

(1) Conseil Général de Constantine, 1859. Rapport du Préfet, p. XCI et 40.

(2) Rapport du Préfet et procès-verbaux des délibérations du Conseil Général d'Alger, 1859, p. 175.

La loi sur la naturalisation de 1859 exigeait un délai minimum de dix ans de résidence en France et de trois seulement en Algérie. Rapport Delangle sur le projet de sénatus consulte relatif à l'Algérie. Séance du 30 janvier 1865.

(3) Conseil Général d'Alger, session de 1860, rapport du préfet et procès-verbaux, p. 114.

(4) Ibid., p. 120.

Cependant la doctrine des Conseillers français ne variait pas, chaque année ils renouvelaient des vœux favorables aux Israélites évolués, mais l'Administration ne changeait rien à l'état des choses. En 1863 seulement, le Conseil de Constantine proposait une nouvelle solution : une consultation de la population israélite qui déciderait de son sort (1).

III. — Les efforts des Israélites.

L'élite israélite était gagnée depuis longtemps à l'idée de naturalisation. Les grands intermédiaires comme Duran et Lasry avaient l'un sollicité, l'autre obtenu le titre de citoyen français de très bonne heure (2). Les notables, les principaux commerçants juifs indigènes avaient suivi leur exemple. Leur amour propre très vif, voisin parfois de la vanité, se plaisait à acquérir une situation qui les égalait aux conquérants.

Les Israélites français et les rabbins étaient naturellement partisans d'une mesure qui élevant leurs coreligionnaires contribuerait à les franciser et à les éclairer, ce qu'ils s'efforçaient de faire eux-mêmes avec des fortunes diverses. Le Consistoire de France les secondait dans cette tâche. Il subventionnait les écrivains qui défendaient la cause israélite, comme Frégier (3), encourageait les Israélites à solliciter la naturalisation, combattait leur préjugé religieux contre la loi civile française. La campagne israélite, remarquablement menée par les personnalités du judaïsme franco-algérien, devait frapper l'opinion par son aspect d'unanimité. Elle allait faire croire que tous les Israélites algériens briguaient l'honneur d'être Français, alors que ce n'était le sentiment que de la classe dirigeante.

Les voyages de l'Empereur furent l'occasion d'une série de pétitions et de vœux qui impressionnèrent fort le souverain et le public. Au mois d'avril 1860, une assemblée de dix notables israélites algérois, après avoir entendu l'exposé de Lévy Valensin, décidait d'envoyer une délégation au préfet pour demander la naturalisation collective. La demande eut lieu au mois de mai et le préfet promit d'appuyer leur requête (4). Le premier voyage de Napoléon III à Alger, en septembre, avait causé de grands espoirs. Les colons attendaient de lui la fin de leurs maux ; ils se préparaient à lui présenter toutes leurs revendications et leurs doléances. Comme eux, les Israélites s'effor-

(1) Cons. Gén. de Constantine, séance du 14 octobre. Rapport du préfet et procès-verbaux, p. 375.

(2) Duran, après le traité de Tafna, Lasry en 1853.

(3) Arch. Cons. Cent. Séances du 1^{er} décembre 1863 et du 30 octobre 1865. Une somme de 300 fr. lui fut attribuée pour aider à la publication de son ouvrage *Les Juifs algériens*. Voir les remerciements de FRÉGIER, *op. cit.*, p. 469.

(4) DELSIEUX, *op. cit.*, p. 7 et 8. *Echo d'Oran*, 4 août 1860.

cèrent d'attirer l'attention des souverains. A l'entrée de la rue Bab-Azoun, ils avaient dressé un arc de triomphe portant l'inscription : « La présence du Souverain donne la vie ». Les jeunes filles de la communauté avaient offert à l'Impératrice un éventail indigène de plumes d'autruche. Enfin, les membres des Consistoires avaient présenté leurs respects à l'Empereur. Mais ils profitèrent du passage du ministre des Colonies pour lui exprimer leur désir de devenir Français. Celui-ci leur recommanda de consulter la population et de présenter des pétitions rédigées en ce sens. Suivant le succès qu'elles auraient, il prendrait une décision définitive (1).

Cette première tentative n'ayant pas réussi, la masse s'abstenant, les Consistoires s'efforcèrent d'amener leurs administrés à une vue plus juste de leurs intérêts. A Aix, Crémieux, plaidant dans un procès provoqué par l'imbroglio législatif des juifs algériens, revendiquait leurs droits à la naturalisation et affirmait que sa tâche n'était pas achevée puisqu'il n'avait pas obtenu leur émancipation politique (2).

Le second voyage de l'Empereur qui devait parcourir, cette fois, l'Algérie entière, allait voir un nouvel effort des organisations israélites. Arcs de triomphe, cantiques d'actions de grâces, distributions d'aumônes aux pauvres de tous les cultes, rien ne manquait pour témoigner la joie des Juifs à la vue de leur Empereur. Mais les Présidents de Consistoires ou les rabbins lui adressaient en même temps que leurs compliments de bienvenue, la demande de toute la communauté. A Oran, l'Empereur, après avoir entendu la harangue du grand rabbin Charleville, déclara que « bientôt les Israélites algériens seraient citoyens français (3) ».

Ce fut dans les milieux Israélites, une immense joie. On pensait avoir atteint le but de tant d'efforts, avoir obtenu la naturalisation collective. Comme en tant de questions algériennes, on crut à ce moment que la rapide inspection de l'Empereur avait suffi à lui faire saisir tous les problèmes et à lui inspirer les solutions définitives. La désillusion qui suivit ce voyage triomphal n'épargna pas les Juifs algériens.

IV. — Le Sénatus Consulte de 1865.

De son premier voyage, à Alger, l'Empereur n'avait retenu que le caractère guerrier et féodal des grands chefs indigènes. Du second il rapporta l'impression de la misère des fellahs. Sa sensibilité s'api-

(1) Journaux algériens du 15 au 30 septembre. *Arch. Is.*, octobre 1860.

(2) *Arch. Is.*, juillet, 1864, p. 583.

(3) *Echo d'Oran*, 28 mai 1865. FREGIER, *op. cit.*, p. 397 et 451. *Arch. Cons. Cent.*, Séance du 29 mai 1865.

toya sur ces hommes maigres, bronzés par le soleil, vêtus de haillons sordides qu'on lui présentait comme voués à la disparition s'ils se mêlaient aux Européens. Pour les sauver, il imagina la politique du royaume arabe, qui valut à l'empire la haine des Colons algériens.

« Camp français », « colonisation européenne », « Royaume arabe » (1) disait l'Empereur. Les Israélites n'avaient pas part au festin. Dans le système impérial qui, partant de l'idée de nationalité arabe, réservait une large place à l'élément indigène, ils faisaient figures de parents pauvres mi-indigènes, mi-français qu'on ne savait pas trop où classer.

Par une contradiction étrange, le premier acte qui suivit le retour de l'Empereur favorisait encore la fusion des races qu'il jugeait pourtant irréalisable avant longtemps. Pour récompenser les services militaires des indigènes en Crimée, en Italie et au Mexique, pour satisfaire les demandes des Israélites, le Gouvernement fit voter le *Senatus Consulte* de 1865, « nouvelle pierre apportée à l'édifice algérien » qui leur accordait le titre et les droits civils des Français. Ils devenaient ainsi aptes à remplir des emplois et des fonctions civiles et à entrer dans les armées de terre et de mer. La qualité de citoyen ne leur était pas accordée, mais ils pouvaient la solliciter individuellement. Une simple demande appuyée de pièces justificatives leur faisait donner satisfaction si l'enquête faite par le maire de leur commune ne révélait rien à l'encontre du demandeur. C'était une mesure très libérale, favorable au progrès des indigènes. Toutefois en leur accordant la qualité de français, tout en leur laissant leur statut personnel, l'Empereur respectait leurs croyances religieuses qui ne séparaient pas la religion du droit. Mais il donnait à leur élite le pouvoir d'acquérir tous les droits civils, pensant de cette façon contenter à la fois les progressistes et les conservateurs. A vrai dire, on s'attendait à peu d'adhésions de la part des Musulmans trop attachés à leur religion pour abandonner leurs principes. « C'est du temps, de l'exemple, des conseils de l'intérêt personnel qu'il faut attendre le développement du principe que pose la loi », déclarait au Sénat le rapporteur Delangle (2). Mais celui-ci affirmait que « les plus riches et les plus considérés parmi les Israélites se montreraient impatients de pénétrer dans la voie qui leur est ouverte... ».

« Comment douter qu'avec l'intelligence qui leur est propre, l'esprit ouvert au progrès, ils ne se hâtent de se confondre avec la Nation qui tient le flambeau de la civilisation et dont le premier soin a été de les affranchir du joug sous lequel ils gémissent ».

(1) *Lettre à Mac-Mahon.*

(2) *Rapport Delangle. Séance du Sénat du 30 juin 1865. Décret du 21 avril 1866.*

Espoirs légitimes après les démarches réitérées des notables israélites depuis plusieurs années et l'assurance qu'ils donnaient d'interpréter les désirs de presque tous leurs coreligionnaires.

Quelques critiques s'élevaient bien contre le décret, mais elles étaient faites par des moralistes que la polygamie scandalisait. Leur porte-parole, le sénateur Chevallier, démontrait, au Sénat, que le maintien du statut personnel des Musulmans et des Israélites les empêcherait de se civiliser et, rappelant le précédent de Napoléon I^{er}, qui, en 1807, avait réuni les notables israélites en un grand Sanhédrin pour leur faire approuver son programme de rénovations, il recommandait une mesure collective pour tous les indigènes afin de leur faire adopter nos lois (1).

A la société de colonisation, un débat sur le *Senatus Consulte* opposait des spécialistes de la question algérienne et l'unanimité était loin d'être faite sur la valeur de la réforme impériale. L'ancien représentant de l'Algérie à l'Assemblée nationale, Henri Didier, estimait que la mentalité des indigènes rendrait tout changement inopérant, alors que l'ancien directeur des affaires d'Oran, Garbé, annonçait que les races et les religions étant égales entre elles, le *Senatus Consulte* abaisserait la barrière séparant les Français des indigènes.

Mais un colon de Philippeville, de Mareuil, tout en croyant que les Israélites étaient disposés à se rallier à la civilisation française, condamnait le principe de toute mesure collective, car une assimilation en bloc les aurait maintenus en un faisceau compact et les aurait empêchés de se fondre un à un dans la société française (2).

L'opinion algérienne sceptique quant aux Arabes, croyait que les Israélites allaient en grand nombre user de la faculté qui leur était donnée. Les Conseils Généraux, à leur session de septembre, célébraient la solution impériale en termes aussi enthousiastes qu'officiels. Un membre du Conseil Municipal d'Alger, Lamy, publiait une brochure invitant les Juifs algériens à demander leur naturalisation. La sympathie officielle leur était plus que jamais acquise, puisque l'Empereur leur montrait la voie à suivre.

Ayant demandé cette réforme avec insistance, les Consistoires s'efforcèrent d'entraîner leurs administrés, au nom desquels ils avaient prétendu parler. La qualité de Français avec l'exercice de la loi talmudique ne les satisfaisait pas. C'est le titre de citoyen qu'ils auraient voulu voir conférer aux Israélites algériens qui seraient devenus

(1) Discours Michel Chevallier. Séance du Sénat du 5 juillet 1865. J. Duval dans *Echo d'Oran*, 1^{er} juillet 1865.

(2) Séance du 22 juin, présidée par Jules Duval. Compte rendu dans journaux algériens : *Echo d'Oran*, 18 juillet 1865 et *Economiste Français*.

alors les égaux de leurs frères de France. Aussi, dès la promulgation du *Senatus Consulte*, ils publièrent dans les journaux les circulaires qu'ils avaient rédigées pour encourager les Israélites à renoncer à leur statut traditionnel.

« De droit sujets de la France, achevez votre émancipation civile et politique en réclamant la dignité de citoyen ; d'enfants sous une tutelle, transformez-vous en hommes libres afin de participer dans la mesure de vos forces à tout ce qui se fait de beau, de bon et de grand dans notre généreuse Patrie » écrivaient les membres du Consistoire d'Oran.

Et, prévoyant les résistances des Juifs polygames, ils condamnaient formellement cette antique coutume :

« ...Notre culte s'est affranchi par un travail incessant des obstacles qui s'opposeraient à notre entrée dans la cité française ; la grande barrière séparant l'ancien monde du nouveau, les siècles des ténèbres des siècles de lumières, la polygamie, abolie par vos frères de l'Occident, condamnée par un grand nombre d'entre-vous par la loi dite de Castille, si elle n'est pas encore bannie de notre code l'est au moins de nos mœurs et de nos sentiments de famille... » (1).

Le règlement administratif du 21 avril 1866, qui rendait applicable le *Senatus Consulte*, provoqua de nouveaux appels des autorités religieuses.

« Chers coreligionnaires, lisait-on dans la lettre pastorale du grand rabbin du Consistoire Central algérien, prouvez à votre auguste libérateur qu'il ne s'est pas trompé... sur vos sentiments patriotiques, prouvez que vos pétitions étaient sincères, vos sollicitations vraies, sincères et réfléchies, qu'elles étaient l'effet d'un désir ardent de vous élever à la dignité de citoyen français... Prouvez que vous accueillez comme une faveur immense l'honneur qui vous est fait... ».

« Comment vous refuseriez, après l'avoir sollicitée... une Patrie comme la France pour les faibles avantages qu'offre le droit de pratiquer la polygamie et le divorce qui répugnent à la religion éclairée comme à la civilisation moderne !... » (2).

Voix clamant dans le désert. Insensibles aux exhortations de leurs pasteurs la plupart des Juifs refusaient d'abandonner leurs traditions.

V. — L'échec de la Réforme.

Les « Israélites éclairés » avaient réclamé dès les premiers jours leur naturalisation. A Constantine plus de soixante d'entre eux

(1) Circulaire du Consistoire d'Oran dans *Echo d'Oran*, 15 août 1865.

(2) Lettre pastorale du 15 mai 1866. Journaux algériens 17 au 21 mai. *Arch. Is.*, juin 1866, p. 475 et seq.

s'étaient présentés à la mairie, quelques heures après la publication dans leur ville du règlement pour l'exécution du *Senatus Consulte*, alors qu'aucun Musulman ne se dérangeait (1). A Saïda, un grand nombre d'Israélites manifestaient l'intention de devenir citoyens (2) ; le présent du Consistoire israélite d'Oran, Messaoud-Karoubi, obtenait, dès le 11 août 1866, un décret le naturalisant (3). On pouvait croire qu'au moins les pétitionnaires de 1865, au nombre de 1.554 (4), allaient tous se servir de la faveur qu'ils avaient sollicitée avec tant de passion.

Il n'en fut rien. Après quelques mois, le mouvement s'arrêta complètement. De 1865 à 1870 dans la province d'Alger qui comptait 11.000 Israélites environ, il n'y avait eu que cinquante demandes de naturalisation dont vingt-cinq seulement provenaient d'indigènes algériens ; les autres émanant de Juifs tunisiens ou marocains. Dans celle d'Oran où résidaient 14.000 Juifs indigènes, soixante-dix-sept d'entre-eux contre cent treize Marocains et Tunisiens avaient déposé leur demande de naturalisation ; dans celle de Constantine, quarante sur huit mille et deux Tunisiens avaient répondu à l'administration. En somme, cent cinquante-deux indigènes israélites sur trente-trois mille avaient profité du *Senatus Consulte* de 1865 (5).

« Le *Senatus Consulte*, dégagé de toute entrave, n'a guère été jusqu'à présent invoqué que par des Musulmans ou des Juifs nés et vivant dans les villes, célibataires ou monogames pour la plupart, petits fonctionnaires ou employés du gouvernement et des administrations, habitués déjà à nos mœurs et mêlés à notre vie » avouait le ministère de la Guerre au ministre de la Justice (6).

C'est que l'abandon du statut personnel constituait à leurs yeux un péché terrible, le reniement de la loi divine. La religion des Israélites algériens, essentiellement traditionnelle et formaliste, s'accommodait mal des arguments des rabbins sur l'évolution historique des peuples. Puisque leurs aïeux avaient vécu en bons Juifs suivant les règles du Talmud, ils ne comprenaient pas comment celles-ci étaient devenues dégradantes à leur époque. Leur respect des saints préceptes était tel qu'ils laissaient encore brûler leur maison sans intervenir un jour de sabbat, ou qu'ils aimaient mieux jeûner que de manger des mets préparés par des chrétiens, de peur que ceux-ci y eussent mis de la graisse de porc (7).

(1) *Indépendant de Constantine*, *Echo d'Oran*, 12 juin 1866.

(2) *Arch. Is.*, 15 août 1866, p. 734.

(3) *Echo d'Oran*, 2 octobre 1866. *Arch. Is.*, 1^{er} novembre, p. 966.

(4) Séance du Sénat, 29 mai 1865. Pétition n° 1800.

(5) *Discours du comte Le Hon* au Corps Législatif, le 7 mars 1870.

(6) *Arch. Nat.*, F. 80, 1722, II.

(7) *Echo d'Oran*, 9 mai 1855, réquisitoire Robinet de Cléry dans affaire Aboulker. Cour d'Alger, 26 juillet 1869. *Arch. Is.* 15 octobre 1869.

Des gens aussi pieux ne pouvaient pas renoncer volontairement au fruit de l'alliance de Jahveh et d'Israël. Devant l'hostilité de l'opinion beaucoup de ceux qui avaient songé à devenir citoyens français ne donnaient pas de suite à leur projet (1). C'était un état d'esprit assez semblable à celui qu'on trouve dans certains milieux musulmans algériens de nos jours, où le désir de s'émanciper, si fort soit-il, ne prévaut pas contre le sentiment religieux et la crainte de la réprobation des autres indigènes (2).

Pour des Orientaux, le code Napoléon, avec sa monogamie et son interdiction de divorce manquait de séduction. Avec son admission des femmes aux héritages, il les choquait, leur paraissait révolutionnaire, destructeur de la famille. Or, la famille était, après la religion, la base même de la société israélite. Autant de raisons pour repousser la dangereuse innovation qu'on leur proposait.

Enfin, la conscription militaire effrayait ces marchands et ces artisans dont les pères se laissaient égorger sans coup férir par les janissaires. La milice plaisait à quelques Israélites francisés qui jouaient aux soldats, vêtus de leurs beaux uniformes. Leurs coreligionnaires préféreraient moins d'éclat mais plus de pain.

Loin de résoudre la question juridique, le *Senatus Consulte* l'avait embrouillée en maintenant le statut personnel des Israélites et en permettant à certains de ceux-ci d'adopter la législation française. Les familles, dont des membres s'étaient fait naturaliser, se scindaient de ce fait. C'était pour les contrats de mariage ou les successions la source d'interminables procès, où faute de texte précis et de jurisprudence établie, chacun pouvait croire qu'il détenait la vérité (3). Si un Juif indigène épousait la fille d'un Israélite naturalisé, celle-ci était-elle soumise au Code rabbinique ou au Code civil ? Au contraire, si un naturalisé épousait une indigène qui, de ce fait, devenait française, devait-il être soumis à la loi successorale israélite qui excluait les femmes de l'héritage ? Quelle loi appliquer dans un partage successoral entre frères dont les uns seraient naturalisés et les autres indigènes ? Et si leurs sœurs étaient exclues au regard des frères indigènes, n'avaient-elles pas droit à une part égale à celle des naturalisés ? (4).

Autant de problèmes que faute de pouvoir résoudre à coups de dés comme Bridoye on s'efforçait d'éclairer par de savantes dissertations juridiques malheureusement contradictoires.

La Cour Impériale d'Alger voulait imposer le respect du statut

(1) Les Israélites de Saïda, Relizane, Tiaret, Constantine, par exemple.

(2) Les indigènes ont un mot méprisant pour désigner les naturalisés, les « m'tornis », ceux qui ont tourné ».

(3) Robinet de Cléry, *Akhbar, Echo d'Oran*, 17 juillet 1869.

(4) Arch. Nat., F. 80, 1703, II. Note Sarlande.

mosaïque, tandis que la Cour de Cassation se montrait favorable à l'empiétement de la législation française sur l'antique coutume juive. C'est ainsi que, pour la Cour d'Alger, les filles n'avaient droit qu'à un dixième de l'héritage paternel, mais pour celle de Paris, les questions de succession dépendant du statut réel, elles avaient le droit de réclamer l'application de la législation française (1). La question du mariage civil demeurait toujours insoluble. Pour la Cour d'Alger, le passage devant l'officier d'Etat Civil français ne constituait pas un renoncement au droit mosaïque, ce qui était contraire à la théorie de la Cour de Cassation (2) dont s'inspirait le Tribunal d'Alger. La presse algérienne, à peu près entièrement républicaine, prenait un malin plaisir à attaquer sur ce point les magistrats réactionnaires d'Alger qui leur avaient infligé quelques amendes dans d'autres occasions (3). Dans ses réquisitoires, l'avocat général répondait à ces « jurisconsultes d'occasion » (4).

Au milieu de ces incessants débats, de ces querelles juridiques sans fin, l'administration ne savait plus quel parti prendre. Le Gouverneur Général demandait aux Consistoires s'il ne convenait pas de les placer sous la loi française en fait de mariage. Mais les autorités religieuses, en répondant qu'il fallait en compensation le titre de citoyen français, revenaient à leur vieux thème de la naturalisation obligatoire (5) que le Gouvernement n'admettait pas encore. Le maire d'Alger, excédé, refusait de célébrer les mariages des Israélites non naturalisés, puisqu'ils pouvaient être frappés de nullité, et il fallait le menacer d'un procès retentissant pour le faire revenir sur sa décision (6).

C'était dans tous les domaines, l'incertitude mère de la chicane. L'Empereur s'était flatté de satisfaire les Israélites, d'assimiler les membres de leur élite, d'inciter les autres à suivre cet exemple, il avait cru mettre fin à toutes les désunions que soulevait leur situation juridique. Aucun de ces buts n'était atteint. A peine quelques Israélites avaient demandé leur naturalisation. Les autres demeuraient figés dans leurs traditions ; les rabbins, les Consistoires et les milieux réformistes se préparaient à reprendre leur campagne pour les droits civiques et les procès se multipliaient au milieu du chaos juridique.

L'échec de la réforme était complet.

(1) MENERVILLE, *op. cit.*, t. III, p. 186 a. Affaire Lévy et Salfaty contre Seyman frères, 22 juin 1870. Crémieux et Jules Favre plaidèrent devant la Cour d'Alger cette affaire dont on trouve de longs exposés dans tous les journaux algériens.

(2) Affaire Abculker, août 1860. *Akhbar*, *Echo d'Oran* (15 30 août).

(3) *Seybouse*, *Echo d'Oran*, 28 août 1869.

(4) *Akhbar*, *Echo d'Oran*, 8 juillet 1869.

(5) *Arch. Is.*, 15 décembre 1869, p. 746.

(6) *Moniteur de l'Algérie*, *Akhbar*, *Echo d'Oran*, 26 août 1869. *Arch. Is.*, novembre 1869, p. 680.

CHAPITRE VIII

LES ISRAELITES ET LA REORGANISATION ALGERIENNE

I. — La réforme algérienne.

Le voyage d'étude de l'Empereur avait été considéré par tous les Algériens comme un événement heureux qui devait transformer leur sort et donner une impulsion nouvelle à la colonisation. Le renforcement de la politique du royaume arabe les consterna. Déçus dans leurs espérances politiques, ils devaient éprouver en même temps tous les fléaux du ciel et de la terre : la sécheresse, les sauterelles, la famine, le choléra désolèrent le pays pendant les dix dernières années de l'Empire, mais pour la foule, tous les maux provenaient du « régime du sabre », qui n'était pas, en effet, sans responsabilité. Respectueux de l'organisation des tribus, le Gouvernement français laissait celles-ci vivre à leur guise et, comme jadis, l'imprévoyance des indigènes les livrait sans défense à la rapacité des usuriers et aux coups du sort. Les famines et le choléra n'étaient pas un phénomène nouveau dans le pays, mais il n'y avait pas sous le régime turc, de statistique pour montrer leurs ravages. La disparition de plus d'un demi-million d'indigènes en dix ans condamnait plus éloquemment que la rhétorique des libéraux algériens la politique Impériale (1). Elle effraya les milieux officiels.

En 1865, ceux-ci avaient annoncé : « l'Algérie est transformée. L'avenir lui appartient » (2). Ces radieuses perspectives ne s'étaient pas réalisées. Des bandes d'Arabes errants, déguenillés, mendiant pour vivre, une administration débordée et dont le plus grand souci était de minimiser le désastre (3), des individus réduits à l'anthropophagie, constituaient un tableau sinistre. Il fallut convenir qu'on avait fait fausse route, chercher une nouvelle formule, qui, tout en

(1) Recensement des indigènes : en 1831, 2.750.000 ; en 1866, 2.700.000 ; en 1872, 2.125.062.

(2) Rapport Delangle.

(3) La polémique entre le Cardinal Lavigerie et le Maréchal de Mac-Mahon (1^{er} janvier 1868-28 mai) montre le souci de sauver la face, et la colère du Gouvernement militaire devant les révélations du Prélat.

tenant compte des nécessités de la sécurité eût laissé plus de jeu à la liberté économique.

Comme toujours, en pays musulman, la crise économique avait réveillé le sentiment antijuif des indigènes. Ayant vendu tout leur blé aux négociants de la ville -- on a vu que les Israélites avaient monopolisé ce commerce avec les indigènes -- sans en garder dans leurs silos, ils se prenaient à détester « les mercantis » et tous les leurs. Des profanations de cimetières israélites, des rixes suivies d'attaques en masse du quartier juif par les Arabes, montraient la tension croissante entre les deux groupements de la population indigène (1).

Certains Israélites avaient sans doute spéculé sur la misère des Arabes en achetant leurs bijoux ou leur blé à vil prix ou en les dépouillant par des prêts usuraires (2). Mais la communauté israélite était elle même éprouvée par la crise. Le nombre des Israélites secourus par le Consistoire d'Oran, par exemple, avait tant grandi que les revenus ordinaires ne suffisaient plus, bien qu'ils s'élevassent à 67.000 francs (3). Presque tous les artisans ou les commerçants, dont la clientèle était celle des indigènes, chômaient. Il en résultait un arrêt complet de l'évolution de la plèbe israélite vers la civilisation française. Les fermes-écoles où l'on avait tenté de réveiller la vocation agricole des anciens Hébreux avaient sombré dans l'indifférence (4). En vain les dirigeants des Consistoires continuaient à recommander le travail et l'instruction française pour se rapprocher des vainqueurs (5). Le peuple boudait.

« Le mouvement progressif qui s'était manifesté sous l'influence de l'organisation de 1855 a certainement reculé depuis quinze ans et les idées françaises ont perdu parmi les populations juives de l'Algérie plus de terrain qu'elles n'en avaient conquis », écrivait le rapporteur du Consistoire Central au Garde des Sceaux (6).

Cet état d'esprit ne permettait aucun espoir quant à l'évolution des Juifs indigènes, si on les laissait livrés à eux-mêmes. Les dirigeants du Judaïsme français-algérien insistèrent, pour civiliser leurs administrés par la naturalisation obligatoire qui, en raison de l'état d'esprit pacifique des Juifs algériens, s'effectuerait sans incident.

Un député du corps législatif, membre de la majorité, mais indé-

(1) *Echo d'Oran*, 7 septembre 1867-13 mai 1869. *Moniteur de l'Algérie*, 12 février 1869. *Echo du Sud de Médéa*, avril-mai 1870. Des mouvements analogues avaient lieu en Tunisie et au Maroc que les calamités agricoles avaient aussi éprouvés. A Tunis, en 1858, 17 Israélites avaient été poignardés sans que la police beylicale s'en inquiétât.

(2) POMEL, *op. cit.*, p. 73 et seq.

(3) *Echo d'Oran*, 20 février 1864.

(4) *Ibid.*, 12 octobre 1861.

(5) *Moniteur de l'Algérie*, 20 août 1868. Congrès du judaïsme algérien de 1869.

(6) Arch. Cons. Cent. Rapport J. Cohen.

pendant et capable de critiquer les abus du régime auquel il avait donné son adhésion, le comte Léopold Le Hon, menait une enquête agricole en Algérie. En fait, c'était la recherche des causes des désastres algériens qu'il avait entreprise. Devant les faits, Le Hon se rallia à l'avis des colons algériens et devint partisan des réformes qu'ils réclamaient. Parmi celles-ci, figurait la naturalisation des Israélites, dont le Président du Consistoire d'Alger, l'avocat français Honel, lui avait montré la nécessité (1).

Le 7 mars 1870, dans un discours retentissant, Le Hon appuyé par la gauche de l'assemblée, démontrait au Corps législatif la faillite du régime militaire, et réclamait l'établissement du régime civil dans la Colonie. Emile Ollivier, trop libéral pour apprécier les rigueurs de l'autorité militaire, ne le combattit pas et par un vote massif ; unanime, l'organisation militaire fut condamnée et les réformes civiles approuvées (2).

Une commission, présidée par le maréchal Randon, ancien gouverneur général de l'Algérie, avait reçu déjà la mission d'élaborer un plan de la Constitution qu'on devait donner à l'Algérie depuis l'avènement de l'Empire. Elle étudiait depuis 1869 les suggestions des spécialistes de la question algérienne et se montrait, elle aussi, favorable au régime civil. Mais, son avis était différent de celui de Le Hon sur la question juive.

Le Hon, sous l'influence des colons et des personnalités juives préconisait la naturalisation collective et obligatoire des Israélites ; la commission les maintenait au rang d'Indigènes.

La première réforme libérale faite en 1867, accordant des conseillers municipaux élus aux villes algériennes avait maintenu la séparation des groupes nationaux. Français, Etrangers, indigènes Musulmans et indigènes Israélites élaient séparément leurs représentants respectifs au Conseil Municipal, mais alors que les Français votaient au suffrage universel à partir de vingt-et-un ans, les indigènes et les étrangers étaient soumis à des conditions de cens ou de notoriété qui supprimaient pratiquement la consultation d'une plèbe généralement ignorante et illettrée (3). On évitait ainsi sagement les scandales électoraux et les polémiques ardentes de la seconde république. Les

(1) Discours Le Hon, 7 mars 1870.

(2) *Monteur*. Compte rendu de la séance du 9 mars 1870 du Corps Législatif.

(3) Il fallait, pour ces catégories, remplir une des conditions suivantes : avoir vingt-cinq ans, résider depuis un an dans la commune et pour les étrangers depuis trois ans en Algérie, être propriétaire foncier ou fermier d'une propriété rurale, être patenté ou employé de l'Etat, du département ou de la commune, être membre de la Légion d'honneur, décoré d'une médaille militaire, d'une médaille d'honneur ou commémorative donnée ou autorisée par le Gouvernement ou être titulaire d'une pension de retraite. Le nombre des élus, étrangers ou indigènes ne pouvait pas dépasser le tiers du nombre total des membres du Conseil Municipal ou être inférieur à trois. Décret du 27 décembre 1866, articles 9, 10, 11, 12, 13.

élus israélites étaient les notables de la communauté. Leur élection se faisait sans incident, ils se montraient au Conseil administrateurs habiles tout en défendant les intérêts de leurs mandants. Les fonctionnaires algériens que la commission consulta se déclaraient favorables au maintien de ce système qui donnait de bons résultats.

Le projet de Constitution de Jules Vinet, publiciste constantinois, de tendances démocratiques, prévoyait un Conseil Supérieur de trente membres élus pour trois ans au suffrage direct et renouvelables par tiers tous les ans. Dans chaque département il y aurait cinq représentants français, un étranger, un Israélite et deux indigènes (1). Moins radical, Tassin, directeur des affaires indigènes, limitait la représentation populaire aux Conseils Généraux, chaque catégorie gardant ses délégués. Un troisième projet omettait les étrangers, mais maintenait la barrière qui séparait les Français des groupes religieux indigènes (2).

Avec le maire d'Alger, Sarlande, on trouvait de sévères réserves sur le maintien du statu-quo. La situation ne pouvait pas se prolonger, estimait-il. Eloigner les Israélites des affaires publiques était une faute et un dommage. « L'Israélite est intelligent et laborieux ; il possède, il est profondément conservateur et plus que personne, intéressé à la stabilité de ses institutions ». En prévision d'élections, cet administrateur songeait certainement à diminuer l'influence des républicains, très forte à Alger. C'est pourquoi — peut-être se rappelait-il l'expérience de 1848 — ces électeurs qui suivaient sagement les chefs de leur communauté, lui semblaient d'intéressants sujets.

Il faisait une critique serrée de la situation particulière des Israélites et des innombrables causes de procès qu'occasionnait le maintien de leur statut personnel, énumérait complaisamment les cas où la justice donnait l'impression de ne pas avoir de doctrine. Seule la naturalisation pouvait mettre fin à ces incertitudes. Il la fallait (3).

La Commission se rangea à l'avis de la majorité des consultés. Elle acceptait que les Israélites eussent leurs représentants aux Conseils généraux, mais elle n'admettait pas « qu'ils puissent prendre aucune part, soit directe, soit indirecte, à la nomination de représentants ayant une mission ou un caractère politique. On ne saurait comprendre, en effet, disait le rapporteur Béhic, la présence parmi les mandataires du suffrage universel chargés de faire ou de modifier la loi civile de l'Empire... de députés tenant en tout ou en partie leur

(1) La province de Constantine était divisée en deux départements.

(2) Arch. Nat., F. 80, 1703, II, Projet Vinet, art. 8. Projet Tassin, Titre IV, art. 18 et 19. Projet Collé.

(3) Arch. Nat., note Sarlande, F. 80, 1703, II.

mandat de sectateurs du Talmud ou du Coran obéissant à une loi inconciliable avec la nôtre (1).

De même, elle les écartait de la composition du jury, dont elle avait envisagé un moment l'existence, parce que leur présence eût soulevé la colère des indigènes (2).

Une fois encore, les Israélites classés parmi les indigènes voyaient leurs ambitions déçues. Le décret du 11 juin 1871 rendant électif les Conseils Généraux algériens, premier acte législatif important après le vote du corps législatif en faveur du régime civil, maintenait les anciennes distinctions. Il suivait la proposition faite par Jules Favre et le comte Le Hon d'une loi accordant un député à chaque province algérienne, maintenant la représentation aux Conseils Généraux des catégories nationales, et étendant même ce système au Conseil Supérieur de l'Algérie (3). Sans doute, le décret n'avait qu'un caractère transitoire, en attendant la loi sur l'organisation départementale de l'Algérie, mais le fait que des réformateurs comme le comte Le Hon et Jules Favre fussent d'accord avec le gouvernement pour maintenir les Israélites dans leur condition actuelle avait de quoi inquiéter ceux-ci. Cependant des divergences d'opinion existaient à leur sujet parmi les administrateurs des provinces algériennes. Le général commandant la province d'Alger et le préfet d'Alger firent des objections au sujet de la représentation spéciale des Israélites aux Conseils généraux. Possédant une organisation religieuse commune avec les Israélites français, relevant des tribunaux français, ayant le statut réel des Français, ils n'avaient aucun droit à une représentation spéciale (4).

Cependant, le Général de Wimpfen demandait qu'on leur donnât par décret les mêmes droits que leurs coreligionnaires de France, ce qui les rendrait électeurs et éligibles, non par sympathie pour les Israélites, mais parce qu'il trouvait exorbitant que dix mille Israélites soient appelés à nommer un conseiller, quand les cent mille Musulmans du département n'auraient que deux représentants (5).

Au contraire, les autorités provinciales d'Oran et de Constantine approuvèrent la représentation particulière des Israélites au Conseil Général. Le Gouvernement Général se rangeait à leur opinion ; l'Empereur les suivit (6).

Encouragés par leurs Consistoires qui les stimulaient à bien voter,

(1) Arch. Nat. Rapport Béhic. Régime politique, p. 2, F. 80, 1703, II.

(2) Ibidem, p. 36.

(3) Proposition de loi présentée par Jules Favre et Léopold Le Hon, le 28 mai 1870.

(4) Arch. Gouv. Gén. Alger. E. 8. Rapport du Secrétaire général du Gouvernement, résumé des observations des autorités provinciales.

(5) Ibid.

(6) Ibid. Rapport du Secrétaire général.

les Israélites avaient montré beaucoup plus de zèle que les autres Algériens à remplir leur devoir civique (1) aux élections municipales de 1867. Cette fois, au contraire, des abstentions massives marquèrent leur désintéressement. C'est qu'une fois de plus, Israélites français et indigènes, progressistes et conservateurs étaient entrés en lutte. La rivalité pour les honneurs faisait oublier l'intérêt de la communauté. On voyait, pour accéder aux charges publiques, les mêmes luttes entre les mêmes hommes que jadis pour la direction des Consistoires ; et, comme jadis, les traditionalistes indigènes prenaient l'avantage sur leurs rivaux. A Oran, Benichou, que l'Empereur avait nommé conseiller général en 1858, se faisait battre par Karoubi, son ancien rival au Consistoire. A Alger, un comité, groupant toutes les grandes familles juives indigènes, opposait au Président du Consistoire l'avocat Honel, qui avait le tort d'être Français, un des plus grands noms de l'aristocratie israélite : David Durand (2). Ce dernier était élu au premier tour avec une majorité de 134 voix. Une fois encore, les indigènes montraient leur hostilité aux chefs français et à leurs projets. Desservis par leur troupes, ne trouvant dans les hommes politiques comme Le Hon que des appuis instables, les partisans de la naturalisation devaient agir eux-mêmes pour arriver à leur but.

II. — La seconde campagne pour la naturalisation.

Ce furent les Israélites de France, les membres du Consistoire devenus les chefs du Judaïsme algérien et les partisans de l'émancipation universelle du peuple juif qui menèrent la seconde campagne pour la naturalisation. Ils avaient compris, en effet, que les doléances algériennes avaient peu de chances d'arriver jusqu'à l'Empereur et de l'impressionner assez pour qu'il s'intéressât au sort de ces trente-trois mille Juifs. Au contraire, des démarches officielles de l'organisme suprême du Judaïsme français, les interventions des Israélites illustres de la finance et de la politique fixeraient son attention et le rendraient sans doute favorable aux mesures qu'ils proposaient. C'était à Paris que se résoudrait le problème algérien.

Le Congrès du Judaïsme algérien, tenu à Alger du 25 au 30 avril 1869 à propos du conflit de la boucherie, avait porté à son ordre du jour la question de la naturalisation, mais faute de temps, on l'avait ajournée et chaque Consistoire avait agi séparément (3). Ceux d'Alger

(1) Il n'y avait pour eux que 30 % d'abstentions (1.523 votants sur 2.237 électeurs contre 32 % aux Musulmans, 35 % pour les Français et 45 % pour les étrangers). Ibid.

(2) Ce comité était composé de Isaac Lévi Bram, Moïse Tabet, Simon Azoulai, Ellaou Oualid, Joseph Stora, Moïse ben Simon, Ismaël Jais. *Algérie Française*, 27 juillet 1870.

(3) *Arch. Cons. Cent.* Séance du 15 juin 1869.

et de Constantine demandèrent par pétition à l'Empereur l'émancipation complète et obligatoire des Israélites indigènes (3). Oran, en proie à ses éternelles luttes de clans avait refusé de donner son adhésion : certains de ses membres condamnant la pétition comme impie, et les autres comme trop conservatrice, le Consistoire avait répondu que « le senatus-consulte » donnait satisfaction à tous les intérêts (4) et n'avait pas agi.

Le Consistoire Central fut chargé de transmettre ces requêtes à Napoléon III et il décida de l'appuyer de tout son pouvoir. Ses membres constataient avec beaucoup de raison le peu d'empressement des Juifs algériens à demander la nationalité française (2), mais le rapporteur de la question, Joseph Cohen, tout en ne contestant pas ce fait, démontrait l'impossibilité de maintenir l'anarchie législative qui désolait la communauté depuis plusieurs années.

« La population israélite de l'Algérie traverse une véritable crise résultant de l'incertitude et de l'incohérence de la législation qui la régit... Il faut faire française, par la loi, cette population qui l'est déjà par tous ses sentiments et par tous ses intérêts et en qui la France trouvera des citoyens intelligents, actifs, utiles autant que fidèles et dévoués », concluait-il (3).

Le Consistoire envoya donc les pétitions d'Alger et de Constantine au Ministère des Cultes (4). Crémieux, élu récemment député du troisième arrondissement de Paris, se chargea de convaincre le Gouvernement : « Mon premier devoir a-t-il dit, me parut d'obtenir ce qu'on sollicitait depuis si longtemps ; la naturalisation de mes chers Israélites de l'Algérie » (5). Il était resté en bonnes relations avec le ministre de la Justice, Emile Ollivier, le véritable chef du Ministère. Il le trouva « admirablement disposé », prêt à lui donner satisfaction. Mais quelques jours plus tard, Ollivier lui faisait savoir qu'il devait consulter le Conseil d'Etat avant de déposer son projet de loi (6).

Le Ministre transmit au Conseil d'Etat, le 8 mars 1870, le texte suivant :

« ARTICLE PREMIER. — Sont admis à jouir des droits de citoyens français, par application du senatus consulte du 14 juillet 1865, tous les Israélites indigènes du territoire algérien.

(1) *Arch. Cons. Cent.* Séance du 4 novembre 1869. A Alger, une vive résistance avait été opposée au Consistoire. Trois cents signatures avaient seulement été obtenues. Commission Randon. Séance du 10 janvier 1870.

Arch. Is., 15 février, p. 114 ; 1^{er} mai 1870, p. 271.

(2) Commission Randon. Séance du 10 janvier 1870. Déposition Robinet de Cléry, avocat général.

(3) *Arch. Cons. Cent.*, 4 novembre 1869.

(4) *Ibid.*, 13 novembre 1869.

(5) *Ibid.*, 17 février 1870.

Discours de Crémieux à l'Assemblée générale du 12 mai 1872 de l'Alliance israélite universelle. *Bulletin de l'Alliance israélite universelle*, 1872, p. 31.

(6) *Ibid.* *Réfutation de M. du Bouzel*, p. 20.

« ARTICLE II. — Tout Israélite indigène pourra dans le délai d'une année à partir de la promulgation du présent décret, faire aux autorités compétentes la déclaration qu'il n'accepte pas le bénéfice de la naturalisation.

« ARTICLE III. — Il est fait remise à tous les impétrants du droit fixé par l'article 20 du décret du 21 avril 1866 (1) ».

Les sections de la législation et de la guerre du Conseil d'Etat se réunirent et nommèrent un rapporteur, Manceau. A la suite de deux délibérations en assemblée générale, le ministre et président du Conseil d'Etat, de Parieu, écrivait à Emile Ollivier pour lui demander de prendre l'avis du Gouverneur Général de l'Algérie.

Le Conseil hésitait, en effet, à donner aux Israélites une qualité dont ne bénéficieraient pas les Musulmans, ce qui aurait constitué une rupture avec la politique traditionnelle française en Algérie et pouvait amener des difficultés avec les indigènes. En second lieu, il craignait, en accordant les droits politiques à 34.000 Israélites, de leur donner une influence électorale prépondérante, la population française étant encore clairsemée (2).

Le Maréchal de Mac-Mahon n'avait guère de sympathie pour les Juifs algériens ; quelques années auparavant, son abstention à l'inauguration de la synagogue d'Alger avait vivement choqué la société israélite (3). Mais il se rendait compte de l'impossibilité qu'il y avait à maintenir le statu-quo. Il interrogea les autorités provinciales qui émirent le même avis qu'antérieurement à l'occasion des Conseils généraux (4), le préfet d'Alger, les généraux d'Alger et de Constantine renchantaient pour la naturalisation, les préfets de Constantine et d'Oran s'y déclarant opposés.

Cependant, le Maréchal se montrait hostile à l'idée que les Juifs algériens auraient la faculté de répudier « ce qu'ils devaient accepter comme une faveur et un honneur ». L'article II du projet Ollivier devait, à son avis, être supprimé et, comme il ne pouvait pas être question de naturaliser tous ces gens malgré eux, il préconisait un système mixte : une simple déclaration devant une autorité compétente pourrait donner la qualité de citoyen français. Le Maréchal ajoutait qu'une loi seule pouvait décider de la question, le régime des décrets, qui avait été celui de l'Algérie, ne devant plus être appliqué depuis le plébiscite du 8 mai, surtout en un cas aussi sérieux.

(1) CREMIEUX, *Réputation de M. du Louzel*, p. 23, *Echo d'Oran*, 24 mars 1870.

(2) Discours à la Chambre des Députés du Gouverneur Général Laferrière, le 25 mai 1899, *Journal Officiel*, 26 mai, p. 1474 et seq.

(3) *Arch. Is.* Novembre 1865, p. 927.

(4) Voir la section I de ce chapitre. Dans son discours du 20 février 1898, Barthou prétendait que le préfet d'Oran penchait pour la naturalisation. En l'absence des pièces de l'enquête, on ne peut pas conclure avec certitude mais on s'étonnerait d'un revirement aussi brusque de ce fonctionnaire. La version de Laferrière, plus précise que celle de Barthou, où se trouvent plusieurs erreurs, semble préférable.

Le 14 juin 1870, les résultats de l'enquête étaient transmis au Conseil d'Etat qui reprenait son étude (1).

Crémieux était alors à Alger. Il avait plaidé avec succès devant la Cour impériale, contre Jules Favre, une affaire d'héritage israélite, où il défendait la thèse de l'application stricte du droit mosaïque tant que les Israélites gardaient leur statut personnel. Les deux chefs du parti républicain avaient été acclamés par les démocrates algériens, tout bouillants encore de leurs luttes contre l'Empire à l'occasion du plébiscite. Les Israélites, eux aussi, voulurent fêter le Président de l'Alliance Israélite Universelle. Une réunion, donnée en son honneur, réunit cinq cents Israélites, les plus éclairés de la communauté. Le Président du Consistoire, Honel, porta un toast « au plus intrépide champion de la naturalisation collective immédiate et sans réserve de nos frères d'Algérie » et Crémieux, dans sa réponse, affirma sa volonté de libérer ses coreligionnaires.

« Soyez donc pleins d'espérance, prophétisait-il, la naturalisation vous est due, vous la méritez, elle vous sera donnée (2) ».

Cependant il ne trouvait plus une atmosphère aussi sympathique qu'au cours de ses premiers voyages, douze ans auparavant. L'opinion algérienne s'était divisée sur la question juive depuis 1865, l'expérience ayant démontré que la masse israélite se souciait peu du titre de citoyen français, ce qui semblait à beaucoup un affront.

« Voyez le joli résultat qui se produirait peut-être si la loi était rendue : les Israélites indigènes seraient d'abord naturalisés français tous d'un même coup, puis la presque unanimité userait ensuite du droit de réclamer dans l'année contre la naturalisation. Ce serait édifiant... » (3), écrivait le correspondant d'Alger du *Moniteur*. Les démocrates, fidèles aux principes de la Révolution, mais plus encore désireux de mettre fin à la gabegie judiciaire, demeuraient malgré tout fidèles à l'assimilation. Les « Cahiers algériens », où l'on trouve toutes leurs revendications, réclamaient la naturalisation en masse, parce qu'elle plaçait tous les intérêts sous la sauvegarde de la même loi ».

Le Conseil Général d'Alger ne cessait pas de réclamer cette mesure pour les mêmes raisons ; il demandait toutefois la réunion d'un grand Sanhédrin, comme il avait été fait en 1807 pour les Israélites français (4). Evoquant les démarches des Consistoires, il prétendait que toute la population israélite suivait ses chefs, ce que contestaient les adversaires de la réforme. Ces derniers se recrutaient parmi les con-

(1) Discours Laferrière, cit.

(2) *Moniteur de l'Algérie*, 11 juin 1870. *Arch. Is.* 1^{er} juillet 1870, p. 409.

(3) *Moniteur Universel*, reproduit par l'*Echo d'Oran*, 30 avril 1870.

(4) Conseil Général d'Alger. Rapport du Préfet et délibérations, p. 516 et seq.

servateurs et les modérés : fonctionnaires, magistrats ou bourgeois, souvent catholiques et, par là, peu disposés à la bienveillance pour les sectateurs de Moïse.

Eh quoi, disaient-ils, on allait donner la prépondérance électorale dans certaines villes à des gens qui ne désiraient pas être Français et qui obéissaient sans maugréer aux ordres de leurs chefs religieux. « La masse de la population n'est pas encore avec les pétitionnaires. Les pétitions sont l'œuvre de quelques notables qui bénéficieraient seuls de l'influence préfectorale (1) », disait le procureur d'Alger. Moins absolu, l'avocat oranais Sartor faisait remarquer que si l'introduction des 200.000 Israélites français dans les 30 millions de Français, au début du siècle, n'avait pas pu avoir de grandes répercussions, il n'en était pas de même pour l'Algérie.

« Il est prudent et raisonnable de ne pas abdiquer dans une trop forte proportion le droit de prééminence qui doit appartenir à l'élément essentiellement français. La grande majorité des Israélites indigènes n'est pas assez avancée pour pouvoir conquérir de prime-saut les privilèges accordés au titre de citoyen. Leur conférer les droits civiques serait pendant longtemps une cause de dangers pour les mœurs publiques de la colonie... » Il demandait donc l'application du Code Napoléon aux Juifs, en réservant la question du divorce. Les droits politiques ne leur seraient donnés que lorsqu'ils en seraient dignes (2).

Le problème laissait d'ailleurs la plupart des Algériens indifférents. Musulmans, étrangers, soldats ou ouvriers français avaient le plus souvent des idées simplistes sur le compte des Juifs algériens ; ils se les représentaient stylisés en brocanteurs, en marchands ambulants, crasseux ou en nababs enrichis fabuleusement par l'usure. Les Méditerranéens éprouaient pour ces individus une répulsion presque aussi vive que celle des indigènes. Ils restaient pour le peuple « les Maudits » ou « fils de chiens » que Dieu avait abandonnés et qui vivaient en exploitant leur prochain. Quant à se passionner pour leur statut ou leurs droits, c'était impossible, ces subtilités juridiques dépassaient de beaucoup l'entendement et les connaissances d'un cultivateur.

III. — La naturalisation promise.

Ni le projet Ollivier, ni la proposition du Maréchal de Mac-Mahon ne pouvaient satisfaire les réformateurs israélites. Tant que le droit

(1) *Commission Randon*. Déposition Robinet de Cléry.

(2) *Echo d'Oran*. Compte rendu de la conférence du 29 décembre 1869 de M. Sartor, 22 au 29 janvier 1870.

d'option serait laissé aux Juifs algériens, pensaient-ils, le but de la réforme ne serait pas atteint. Il fallait leur ôter toute liberté d'accepter ou de refuser sous peine d'essuyer un échec aussi vif qu'avec le sénatus-consulte de 1865 (1).

C'est pourquoi Crémieux, dès son retour à Paris, entreprit de nouvelles démarches pour obtenir la suppression de cette clause trop libérale à son gré. Il remit au général Allard, président de la section de la guerre du Conseil d'Etat, son ami personnel, une note expliquant l'état d'esprit des Juifs algériens, et préconisant l'emploi de la contrainte pour les élever au rang de libres citoyens (2).

Le 19 juillet 1872, il portait la question à la tribune du Corps Législatif et il demandait qu'un simple décret mit fin aux impatiences de ses coreligionnaires algériens. « Dans le dernier séjour que j'ai fait à Alger, ils m'ont appelé à des réunions immenses dans lesquelles ils ont réclamé de mon dévouement cette naturalisation » (3) racontait-il non sans quelque exagération. D'après lui, tout Israël implorait de la France la mesure qui mettrait fin au plus tôt à ses tourments juridiques.

Emile Ollivier répondit favorablement : « Le Gouvernement, l'autorité consultée sur la naturalisation en masse en Algérie n'y met pas d'obstacle ; j'ai l'honneur de vous dire que la question est soumise au Conseil d'Etat ; si un jurisconsulte tel que vous pense que nous devons présenter une loi, nous le ferons » (4).

La promesse du chef du Ministère était solennelle, il ne restait avec l'apôtre de la naturalisation qu'une divergence sur la forme de la mesure législative : une loi ou un décret prononcerait-il l'émancipation ? Mais la guerre franco-allemande, la chute du Ministère, puis celle de l'Empereur rendaient vains les efforts incessants de Crémieux. Tout était remis en question.

Crémieux a affirmé que la clause d'option aurait été supprimée, le Gouvernement de l'Empire désirant la naturalisation en masse (5). Rien n'est moins certain. En avocat habile, il s'abritait derrière ses prédécesseurs lorsqu'il défendait son décret et s'efforçait de montrer qu'il n'avait en rien innové. Son influence sur les personnages de l'Empire libéral aurait peut-être été assez grande pour qu'il obtint d'eux cette nouvelle concession, mais il n'y a absolument aucun indice pour le prouver. Pendant toute la discussion du projet, le Gouvernement avait montré le souci de ne pas violenter les consciences.

(1) *Arch. Is.*, 1870, p. 242 et 243.

(2) *Bulletin de l'Alliance Israélite Universelle*, 1872, p. 32. Compte rendu des notes... première partie, p. 69.

(3) *Moniteur*, 20 juillet 1870.

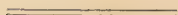
(4) CRÉMIEUX, *Réfutation*. *Compte rendu des actes*, p. 20. *Moniteur*, *ibid.*

(5) *Ibid.*, p. 24.

En cela, il agissait conformément à ses principes. Il n'est pas démontré que Crémieux serait parvenu à faire prendre au ministère Ollivier une attitude si différente de celle qu'il garda jusqu'à sa chute.

Sauf en ce cas, la loi Ollivier n'eût servi de rien. L'esprit religieux des Israélites indigènes était si vif qu'ils auraient refusé d'encourir les plus terribles anathèmes qui frappent ceux qui ont abandonné la loi de Dieu. Crémieux le déclarait lui-même.

« Ne leur dites pas « Soyez Français si vous le voulez, car volontairement ils n'abdiqueront pas la loi de Dieu » (1). Où la pression des rabbins, le prestige moral des chefs de grandes familles et des chefs religieux, la contrainte exercée par les aumônes avait échoué, un texte législatif ne pouvait pas réussir. La naturalisation en masse avec droit d'option n'aurait pas mieux abouti que le senatus-consulte de 1865. C'eût été seulement un pas de plus vers l'assimilation totale que seule la contrainte devait réaliser.



(1) CREMIEUX, *op. cit.*, p. 22.

CHAPITRE IX

LE DECRET CRÉMIEUX

I. — Les Israélites et la République.

La déclaration de guerre accueillie avec joie par les indigènes avait peu satisfait les colons et les Israélites. Les premiers, et les notables juifs partageaient leur sentiment, regrettaient l'ajournement des réformes civiles et se demandaient avec crainte si une victoire française ne viendrait pas rétablir le prestige de l'Empire et de l'Armée et n'amènerait pas en Algérie le retour du régime du sabre. Les négociants israélites redoutaient de nouvelles complications économiques qui auraient compromis le relèvement naissant de l'économie algérienne (1). En pleine guerre, les Français songeaient aux élections, aux Conseils Généraux et préparaient la victoire des républicains sur l'administration. Tout à leurs passions politiques et à leurs intérêts, ils ne semblaient pas s'apercevoir de la position critique où le pays était placé du fait des défaites impériales. Les Consistoires algériens montraient au contraire une dignité qui contrastait avec les passions partisans. Ils exhortaient les fidèles à soutenir par tous les moyens la défense nationale, et puisqu'ils ne pouvaient pas abandonner la colonie, ils les invitaient tous à donner leur argent au Gouvernement :

« Donnez, donnez à pleines mains, les uns leur or, les autres leur argent, ceux-ci leur cuivre » (2).

Quelques Israélites même firent plus : ils s'enrôlèrent et eurent sur les champs de bataille une attitude brillante, comme Léon Séror, fils de l'ancien conseiller général israélite d'Alger et les frères Abourlé, dont l'un fut tué et l'autre fait caporal (3).

La déchéance de l'Empire et la proclamation de la République furent accueillies avec indifférence par la population israélite. Jus-

(1) *Commission d'Enquête sur les actes du gouvernement de « la défense Nationale »*. Déposition du capitaine Villot, p. 278 A.

(2) Appel du Consistoire d'Oran dans *Echo d'Oran*, 4 septembre 1870.

(3) CRÉMIEUX, *Discours à l'Alliance Israélite Universelle*, 1872, p. 45.

qu'alors ses notables avaient témoigné à l'empereur un loyalisme irrécusable. Ils montrèrent un zèle égal pour le Gouvernement de la Défense Nationale. Les mêmes hommes qui avaient signé des adresses à Napoléon III proclamaient très haut leur attachement à la République (1). Cette tactique prudente leur permettait de conserver leurs postes de conseillers municipaux tandis que leurs collègues européens cédaient la place aux républicains avancés. Certains Israélites, qui avaient espéré supplanter à la faveur de la Révolution les chefs traditionnels, s'efforçaient de démontrer que les Israélites étaient naturellement républicains et que, depuis la dispersion, ils vivaient en « société républicaine cosmopolite (2) ». Ces habiletés, pensaient-ils, devaient gagner la sympathie populaire. Démon étant devenu roi, ils le courtoisaient comme jadis l'empereur déchu. Mais l'opinion algérienne se préoccupait peu de ces indigènes ; elle cherchait à conquérir sous la République les droits que l'Empire lui avait jusqu'alors refusés.

La nouvelle de la Révolution de septembre avait été accueillie avec d'incroyables transports. Sedan, c'était la défaite de l'Empire, le châtimement du 2 décembre. La République de 1870, comme celle de 1792 saurait vaincre l'envahisseur. Entre des défenseurs de la liberté combattant pour une juste cause et les soldats des tyrans allemands, la partie ne pouvait pas être égale ; les premiers devaient tout subjuguer comme les soldats de l'an II.

« Salut à la liberté ! Salut à la République ! s'écriait lyriquement le « leader » de l'Algérie française, l'ancien déporté Emile Thuillier. L'invasion ne nous inquiète plus. Six cent mille Prussiens qui menaçaient l'empire se briseront contre la liberté. A nous de conserver cette précieuse conquête » (3).

Aigris par les souffrances de la déportation, les déportés qui constituaient une partie importante de la population française et les républicains de 1848 prirent la direction des affaires. Les autorités impériales, privées de toute force armée — il restait quatre régiments pour toute l'Algérie, dont trois devaient être appelés en France par le Gouvernement de la Défense Nationale — hantées par la crainte d'une insurrection qui semblait imminente en Kabylie, abdiquèrent (4). Mais les républicains voulaient que le Gouvernement de la Défense Nationale consacrat leur victoire sur l'odieuse administration militaire. Un peu avant la chute de l'Empire, ils avaient organisé des clubs où l'on jouait aux Jacobins. La révolution donna

(1) *Echo d'Oran*, 23 octobre 1870.

(2) Profession de foi. Tabet, interprète judiciaire. *Echo d'Oran*, 22 septembre 1870.

(3) E. THUILLIER, *Algérie Française*, 6 septembre 1870.

(4) *Enquête Ass. Nation.* Déposition Warnier, p. 273-273. *Arch. Nat. F. 80*, 1631. *Arch. Gouv. Gén.* Correspondance du Gouverneur général intérimaire Durieu.

une subite importance à ceux-ci. Ils devinrent les centres d'où partaient les ordres et les menaces aux autorités des villes et quelquefois les émeutes. Celles-ci ne manquaient pas, en effet : pour des motifs futiles on organisait des manifestations contre le régime du sabre (1). Orateurs et journaux rivalisaient de violence en face d'un pouvoir sans force. Cette agitation perpétuelle, discréditant gravement la France aux yeux des indigènes, il y avait une nécessité impérieuse à la faire cesser. Les comités de défense, émanations des clubs, réclamaient pour cela une constitution civile immédiate. Ils voulaient exploiter jusqu'au bout de leur succès sur « les bureaux arabes » qui, d'après eux, allaient fomenter des révoltes parmi les indigènes pour faire croire qu'ils étaient indispensables (2). Pour les en empêcher, l'établissement du droit commun en Algérie et la menace de sévères sanctions contre les officiers du bureau arabe, si des désordres se produisaient dans leur commandement, suffiraient.

Craignant de ne pas convaincre les membres du Gouvernement provisoire que les rapports des autorités militaires algériennes, débris de l'Empire, pouvaient égarer, ils décidèrent d'envoyer à Tours des délégués. Aucun caractère officiel n'était attaché à leur mission. La population n'avait, à aucun moment, été consultée pour approuver leur choix ou leur programme. Ils représentaient les purs républicains, les intransigeants des Comités de défense, c'est-à-dire des clubs, mais rien de plus. La province d'Alger était représentée par un avocat, Allié et un colon qui avait acquis une certaine notoriété par ses articles, Paul Blanc. Deux démocrates algériens qui se trouvaient à Tours, Jourdan et Le Balteux, complétèrent cette délégation. Constantine envoyait l'avocat Poivre, l'ingénieur de Chabannes, Brunache et le département d'Oran le géologue Pomel et l'avocat-publiciste Pujade. Les délégations d'Alger et de Constantine arrivèrent à Tours le 8 octobre, celle d'Oran le 10 ; le 12, elles étaient reçues par Crémieux, président de la Délégation et spécialement chargé des affaires algérienne (3).

II. — Les décrets du 24 octobre.

Crémieux faisait figure de « technicien » de l'Algérie parce qu'il y avait fait dix-sept voyages (4). En réalité, il n'y avait jamais

(1) A Oran, le 5 septembre, à Alger, 11 septembre, 16 et 25 septembre, prodromes de l'émeute qui devait chasser le général Walsin Esterhazy, gouverneur intérimaire, le 27 octobre 1870. *Rapport La Sicotière. Arch. Nat., F. 80, 1681.*

(2) Lettre du 4 et du 18 octobre de Warnier, préfet d'Alger, à Crémieux, le mettant en garde contre les affirmations des délégués des clubs. Lettre de républicains à Crémieux, 6 octobre 1870. *Compte rendu des actes...* p. 74.

(3) Lettre de Pujade du 14 févr. 1898 dans GARROT, *La mystification du décret Crémieux*, p. 28 et 29.

(4) CRÉMIEUX, *Discours à l'Alliance israélite*, mai 1877.

séjourné que quelques jours à l'occasion de procès qu'il y était venu plaider. Il était en relations avec les démocrates, les gens de robe, les notables israélites, mais il ne connaissait du peuple algérien et des indigènes que ce que lui avaient dit ses amis. Comme la plupart des républicains de l'époque, il avait conservé une solide rancune à l'égard de cette armée impériale qui avait été la base de l'Empire (1). Ce sentiment le disposait à accueillir favorablement la requête des délégués algériens contre le « détestable régime militaire ».

A Tours, les délégués algériens le pressaient de leur donner satisfaction. Ils annonçaient de grands malheurs si l'on n'opérait pas immédiatement leurs réformes. D'Algérie parvenaient des rapports affolés décrivant l'exaltation de la population des grandes villes. On avait tant bien que mal réussi à conserver la paix, mais il fallait faire quelque chose pour apaiser l'effervescence. Le Gouverneur Général et le préfet d'Alger, Warnier, demandaient des élections municipales. Pour les satisfaire, Crémieux, en quelques jours, fabriqua une Constitution.

Le 24 octobre 1870 il soumettait neuf décrets au Conseil du Gouvernement qui les ratifiait. Les plus importants étaient ceux établissant le régime civil, le jury et naturalisant en bloc les Israélites indigènes. Ce dernier était ainsi libellé :

« Les Israélites indigènes des départements de l'Algérie sont déclarés citoyens français : en conséquence, leur statut réel et leur statut personnel seront à compter de la promulgation du présent décret réglés par la loi française ; tous droits acquis jusqu'à ce jour restent inviolables.

« Toute disposition législative, décret, règlement ou ordonnance contraires sont abolis.

« Fait à Tours le 24 octobre 1870.

« Ad. Crémieux — L. Gambetta — A. Glais Bizoin — L. Fourichon (1).

On ignore exactement comment ces décrets furent préparés, tous les documents s'y rapportant ayant disparu (2). Crémieux en a revendiqué hautement la responsabilité. Pour le décret de naturalisation des Israélites, cela ne fait aucun doute. Pendant de longues années, il avait lutté pour l'émancipation de « ses frères algériens ». Sous un régime qu'il combattait, il avait réussi à obtenir la promesse qu'on

(1) Voici comment il définit l'armée permanente : « Il n'est pas possible que l'on ne comprenne pas... tout ce que présente de danger sans avantage cette institution des armées permanentes, œuvre et soutien du despotisme, menace perpétuelle contre la liberté de la nation désarmée, destruction de la vie de famille... abolition du travail si moral de la campagne remplacé par l'oisiveté déplorable de la garnison ». CREMIEUX, *Compte-rendu des actes...*, p. 12.

(2) *Moniteur* du 28 octobre 1870.

(3) *Rapport La Sicotière*, p. 54.

accomplirait cette « grande mesure », mais on avait préparé la réforme de telle façon qu'elle semblait encore menacée d'un échec, qu'il était obligé de faire de nouvelles démarches qui pouvaient rester infructueuses. Et soudain, il se trouvait investi du droit d'agir à sa guise, sans contrôle. Son devoir lui imposait de donner satisfaction à ses « chers Israélites d'Algérie ».

« Franchement, messieurs, demandait-il à l'Assemblée de l'Alliance Israélite Universelle, que diriez-vous de moi aujourd'hui si on venait se plaindre que le ministre de la Justice de 1870, que le membre du Gouvernement du 4 septembre n'avait pas voulu faire citoyens français les Israélites dont il demandait la naturalisation pendant qu'il était député » (1).

Ce n'était pas seulement la réalisation d'un vieux rêve, mais l'accomplissement d'un devoir d'Israélite et de Français. Son judaïsme ardent n'était pas en effet incompatible avec son patriotisme, bien que le sentiment de sa mission israélite primât tout chez lui.

« A côté de nos devoirs patriotiques, disait-il, nous avons tous, Juifs de l'Alliance Universelle, une grande mission qui nous est commune et que nous voulons accomplir ensemble dans sa plus grande étendue. Non, non, point de séparation possible entre nous : dans la sainte cause que nous servons tous, Israélites allemands, autrichiens, anglais, belges, espagnols, hollandais, russes, Juifs de l'Orient et de l'Occident, Juifs du Nord et du Midi, nous sommes un faisceau que maintient un lien sacré, indestructible (2) ».

Son amour de la France lui était, en effet, inspiré par son sentiment judaïque : sans doute ce lettré aimait le pays de Racine et de Versailles, mais il voyait surtout dans sa Patrie, la France de la Révolution qui, la première, avait élevé les Juifs au rang d'hommes libres. Il lui avait voué pour cela un culte passionné. « Je ne crois pas, disait-il en 1874, à l'Assemblée Nationale, qu'il y ait quelqu'un dans l'Assemblée qui puisse aimer la France comme je l'aime » (3). En naturalisant les Juifs d'Algérie, il restait fidèle aux principes de fraternité et d'humanité qu'il avait servis toute sa vie. Plein d'une joie ineffable, il pensait augmenter ainsi le prestige de la France en même temps qu'il écrivait « cette heureuse page de sa vie » qui le « liait à l'histoire de ce peuple juif dont l'émancipation complète était, depuis plus d'un demi-siècle, le rêve, l'idéal de ses pensées (4). »

Ces conseillers algériens se montraient également favorables à

(1) Discours Ass. gén. *Bulletin de l'All. Isr. Univ.*, 1^{er} semestre 1872, p. 32.

(2) *Bulletin de l'Alliance Universelle*, 1^{er} semestre 1872, p. 57.

(3) Louis DURRIEU, « *Les Juifs algériens* », p. 17.

(4) CRÉMIEUX, *Discours à l'Alliance*, p. 33.

la naturalisation. Les délégués avaient rejeté le projet de Constitution du délégué algérois, Allié. Le projet d'ensemble adopté avait été rédigé par l'avocat constantinois Poivre. Celui-ci s'était déclaré partisan de la naturalisation dès 1862 (1). Le secrétaire pour les Affaires algériennes de Crémieux, le conseiller général de Guelma, Viguier, avait préconisé cette réforme dans les différents articles de journaux. Ils auraient poussé le ministre à signer son décret sur les Israélites plutôt qu'ils ne l'auraient déconseillé.

Quelques objections s'élevèrent toutefois. Paul Blanc, délégué d'Alger, et l'avocat oranais Pujade protestèrent le 23 octobre, mettant en relief la mauvaise volonté qu'avait montrée jusqu'alors la masse des Israélites, et les dangers de révolte algérienne qui pouvaient naître de cette mesure. Crémieux invoquant les principes démocratiques leur fit observer que les Juifs garderaient une profonde reconnaissance à la République si elle les élevait et qu'il serait d'un grand secours pour le régime. Les autres délégués n'intervinrent pas. Les délégués oranais s'en furent trouver Gambetta qui, prétextant son la-beur, les renvoya à Crémieux (2).

Aucun membre des services algériens de l'Empire n'avait été consulté, bien que plusieurs de ces fonctionnaires aient suivi le Gouvernement à Tours ; les préfets et les généraux en fonctions n'eurent pas davantage de droit (3). On ne prit pas garde aux travaux antérieurs du Conseil d'Etat ni au Consistoire Central dont, il est vrai, Crémieux connaissait les sentiments (4).

La situation difficile de l'Algérie en 1870 permet seule d'expliquer la hâte de cette improvisation. On ne peut pas croire toutefois que cette explication, valable pour les décrets se rapportant à l'abrogation du régime militaire, le soit également pour le décret de naturalisation. Les habitants des grandes villes n'auraient pas pris les armes pour que les Israélites fussent déclarés citoyens. Mais cette mesure était trop chère au cœur de Crémieux pour qu'il laissât échapper l'occasion de la réaliser.

On a émis des doutes en 1898 sur l'authenticité du décret. Se basant sur le témoignage de Pujade et sur le fait que toutes les pièces relatives aux décrets algériens avaient disparu, les antijuifs ont prétendu que le décret Crémieux n'avait jamais existé. L'amiral Fourichon et Glais Bizoin n'auraient jamais signé cette pièce que Crémieux aurait délibérément fait porter au « *Moniteur* » (5). Ce sont là des arguments de polémique qu'on peut écarter sans crainte. Dans

(1) *Enquête parlementaire. Déposition du Bouzet*, p. 230.

(2) Lettre Pujade dans GARROT, *op. cit.*, p. 28 et 29.

(3) *Rapport la Sicotière*, p. 54.

(4) *Ibid.*, p. 69.

(5) GARROT, *op. cit.*, p. 29.

ses souvenirs sur le Gouvernement de la Défense Nationale, Glais Bizoin lui-même spécifie que la délégation, après avoir entendu l'exposé de Crémieux, l'approuva.

« Parmi les mille décrets rendus par le Gouvernement de la Défense Nationale, c'était à coup sûr un des plus justes », a-t-il écrit (1).

Le principe du décret était trop conforme aux sentiments intimes de ces vieux démocrates pour qu'ils lui fussent hostiles.

Il semble que Crémieux lui-même n'ait voulu que la proclamation du principe, qu'il ait songé à apporter dans l'application de son décret certaines restrictions de fait qui auraient évité des froissements avec la population algérienne. Le 29 novembre 1870, le Commissaire civil extraordinaire, qui faisait fonction de Gouverneur Général, lui ayant fait remarquer les inconvénients que présentait la présence parmi les jurés d'Israélites, peu sympathiques aux Musulmans et presque toujours illettrés, Crémieux répondait :

« Vos observations sont sages. Invitez « très confidentiellement » les maires à omettre sur les listes ceux des Israélites indigènes qui ne réclament pas ou que leur éducation exceptionnelle n'y appelle pas naturellement. Il faut un commencement. Le principe est sauf, une pratique habile le fera passer dans les mœurs avec le temps (2) ».

Un mois plus tard, il songeait à éviter le scandale que causeraient des majorités électorales assurées par les voix des Israélites, ce qui avait constitué une des objections du Conseil d'Etat au projet de loi Ollivier. Son secrétaire, Cartier, télégraphiait au Commissaire extraordinaire du Bouzet :

« On me signale certaines localités où les Israélites naturalisés formeraient à eux seuls la majorité au sein des corps électoraux. Veuillez en établir la liste avec le chiffre et rechercher pour ces localités, quel serait le moyen pratique d'éviter de mettre en relief les inconvénients purement locaux du progrès réalisé. Il ne faut pas que l'affranchissement d'une race puisse être critiqué par les hommes de liberté sur quelques exemples accidentels » (3).

Politique habile et prudente. Leurs droits acquis, les Israélites avaient intérêt à ne soulever l'animosité d'aucune fraction de la population de la colonie. Le plus simple, pour cela, était de ne pas éveiller son attention. Ce n'était plus le prophète mais le politique qui conseillait de laisser le temps faire son œuvre et, devant des résistances inattendues, songeait à estomper ce qu'il y avait de choquant dans son œuvre.

(1) GLAIS BIZOIN, *Dictature de cinq mois*, p. 184 et 185.

(2) Annexe de l'*Enquête sur les actes*, p. 208.

(3) *Ibid.*, p. 69, note 2.

III. — Les décrets et l'opinion.

Les Israélites éclairés accueillirent avec enthousiasme le décret émancipateur. Les Consistoires se félicitaient d'avoir vu leur « illustré coreligionnaire, M. Crémieux, prendre l'initiative de cette œuvre de régénération et de justice » (1). A Constantine, toutefois, la communauté éleva des objections d'ordre religieux, demandant si la naturalisation n'allait pas à l'encontre de la loi mosaïque (2).

Les autorités du Judaïsme donnaient une réponse rassurante. Elles citaient le Talmud qui prescrit de toujours se soumettre sans réserve à la loi du pays où l'on habite (3). « Suis la loi du royaume que tu habites, si on te l'impose ». L'Israélite n'avait pas à abdiquer sa loi, mais il ne devait pas l'exécuter, puisque telle était la volonté du Gouvernement (4). Grâce à cette théorie, les scrupules religieux qui avaient empêché les Israélites de demander leur naturalisation se tassaient. Aucune protestation ne s'éleva de leurs rangs contre l'acte qui bouleversait leur manière de vivre.

Les Français d'Algérie avaient, en recevant les décrets, accordé peu d'attention à cette mesure. La grande affaire pour eux, c'était l'organisation du régime civil. Ils auraient voulu une complète assimilation à la France, une élimination totale de l'élément militaire dans l'administration du pays, la suppression du Gouvernement Général. Les décrets ne leur accordaient rien de semblable. Le programme de Crémieux répondait aux aspirations des démocrates modérés qu'il avait connus au cours de ses voyages. Mais ceux-ci étaient débordés par les radicaux qui, plus violents, réussissaient mieux qu'eux en période révolutionnaire. Le Ministre s'attendait à recevoir des remerciements, à apprendre que le calme avait été rétabli en Algérie. Il n'eut qu'injures et reproches.

Le préfet de Constantine, Lucet, un modéré, télégraphiait : « Décret 24 octobre sur l'Algérie ne peut être appliqué sans jeter nouvelles perturbations dans le pays. Prière suspendre promulgation... »

Le 6 novembre, il précisait : « Tristesse... touche au désespoir ».

D'Oran, le préfet du Bouzet informait Crémieux que « le décret ne répondait pas suffisamment aux vœux et aux espérances des Algériens et que l'émeute grondait » (5). Alger chassait le Gouverneur Général intérimaire Esterhazy, empêchait son successeur, le Général

(1) Adresse du Comité de bienfaisance israélite d'Alger, 3 novembre 1870. Consistoire d'Oran, 7 novembre. *Moniteur de l'Algérie*, 9 novembre 1870.

(2) CRÉMIEUX, *Réfutation de l'exposé des motifs...*, p. 6. *Rapport de la Sicotière*, p. 57.

(3) Arch. Cons. Cent. Rapport Cohen, 13 novembre 1869.

(4) CRÉMIEUX, Déposition devant la Commission d'Enquête. *Réfutations de M. du Bouzet*, p. 22.

(5) *Echo d'Oran*, 15 novembre. CRÉMIEUX, *Compte-rendu*, p. 91 et seq. Arch. Nat., F 80 1681.

Lichtlin, de prendre son poste et un conflit entre la population et les marins du contre-amiral Fabre La Maurelle semblait imminent. La municipalité d'Alger, en accord avec certains comités de défense, tentait de suppléer à l'insuffisance du Gouvernement et cherchait à organiser un « conclave » pour doter le peuple algérien d'un régime conforme à ses aspirations (1). Ce mécontentement n'inclinait pas à l'indulgence pour les autres décrets. Celui sur les Israélites avait été accueilli avec indifférence à Alger, mais les deux autres départements virent, dans l'introduction des Israélites dans le corps électoral, un danger grave. Le 1^{er} novembre, le Comité de défense adressait au délégué Poivre ce reproche : « Vous n'avez pas songé au danger créé par décret israélite » (2). Le 3 novembre, le maire de la ville informait le maire d'Oran que le décret sur la naturalisation des Israélites était très mal accueilli par eux et qu'il trouvait « intempestif » (3). Le 4, le président du Comité de défense, Brunache, s'adressant à son collègue d'Alger, demandait la suspension du décret sur les Israélites dont l'application laissait présumer un soulèvement arabe (4). Pour ne pas aggraver l'irritation, le préfet ne promulguait pas le décret sur les Israélites au moment du scrutin pour les élections municipales (5).

Aux yeux des radicaux, prêts à défendre la République contre une réaction complètement imaginaire en Algérie où les notables de l'Empire, qu'aucune force armée n'aurait pu protéger, avaient tout intérêt à se faire oublier, le vote des Juifs constituait un gros péril. On avait vu en 1848 que les notables israélites donnaient leur voix à l'administration. Qu'allait-ce être avec la masse ignorante et disciplinée ?

Les élections municipales d'octobre, où ils avaient voté séparément conformément aux règles de l'Empire, avaient vu des trafics électoraux qui ne pouvaient qu'indigner les purs démocrates français. Des courtiers payaient des Israélites pour voter pour leur candidat, d'autres déchiraient les bulletins où étaient inscrits le nom de leur adversaire et y substituaient les leurs. Des manœuvres identiques ayant été employées aux élections du Conseil Général quelques mois auparavant, l'opinion publique avait violemment réagi et un de leurs anciens défenseurs, le directeur de « l'Echo d'Oran », A. Pérrier, avait : « qu'on ne vienne donc plus nous dire que la population israélite ne mérite pas qu'on la sépare de la nôtre (6) ».

On essaya, à Oran, de les neutraliser en exigeant d'eux un acte de naissance ou la justification qu'ils étaient nés de père israélite et

(1) *Arch. Nat.*, F. 80 1681. *Rapport La Sicotière*.

(2) *Rapport La Sicotière*, p. 99, note 11.

(3) *Ibid.*, p. 57.

(4) *Ibid.*, p. 96.

(5) CRÉMIEUX, *Compte rendu*, p. 91 et seq.

(6) *Echo d'Oran*, 20 octobre 1870, 23 oct. 1870.

indigène. Mais leurs notables firent appel devant le juge de paix qui avait montré dans certains articles de journaux sa sympathie pour leur cause. Le magistrat, à la vive colère des radicaux, leur donna raison parce que, disait-il, beaucoup n'avaient pas été inscrits sur les registres de l'Etat civil et qu'ils n'avaient ni le temps, ni les moyens pécuniaires de se faire délivrer l'acte de notoriété demandée (1). De la sorte, tous les Israélites marocains ou tunisiens qui le voulaient, pouvaient devenir citoyens français, et pour leur premier vote, ils allaient participer à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale qui devait décider du sort de la France. Les radicaux, partisans de la guerre à outrance, savaient quels sentiments animaient les Israélites, partisans de la paix, aussi implorèrent-ils, dès le 2 février, Gambetta pour qu'il éliminât « ces moutons de la paix... dangereux dans les élections actuelles » (2).

Gambetta ne pouvait rien pour les satisfaire et les Juifs votèrent selon les appréhensions des radicaux, qui ne l'oublièrent jamais et les considérèrent désormais comme des ennemis du peuple. Mais un événement bien plus impressionnant allait donner au décret sur la naturalisation des Israélites un discrédit définitif : l'insurrection kabyle.

IV. — Le décret et l'insurrection kabyle.

L'histoire de l'Algérie française est peu connue du public français. Le coup d'éventail, la prise d'Alger, Bugeaud, Abd-el-Kader, la prise de la Smalah sont à peu près les seuls souvenirs qu'on garde de l'enseignement scolaire. L'insurrection de Mokrani seule a eu le privilège de rester dans les mémoires avec ces épisodes marquants de la conquête, peut-être à cause du panache du grand seigneur arabe qui la provoqua. On se souvient des combattants arabes, mais on oublie les défricheurs de la Mitidja. Les citoyens paisibles aiment qu'on leur verse de temps à autre de l'héroïsme pour oublier les banalités de leur vie.

L'ennui c'est que l'imagination populaire a fabriqué une image d'Epinal représentant le bon seigneur arabe se révoltant parce qu'on a humilié les siens en naturalisant les Juifs. La vérité est beaucoup plus complexe. Le décret Crémieux ne détermina pas la révolte des

(1) *Echo d'Oran*, 7 février 1871.

(2) *Rapport La Sicottière*, p. 70. « Si sur l'heure, cher ami, décret 24 oct. dernier, naturalisation en bloc des Israélites indigènes algériens n'est pas rapporté, c'est un crime, car vous auriez introduit dans corps électoral un nombre considérable d'individus ne sachant ni lire ni écrire, ni parler français, ne connaissant rien des principes républicains, des moutons de la paix à tout prix conduits ; voilà tout ce qu'ils sont. Au nom de la République nous vous adjurons de rapporter ce décret. « Signé Fleupin, Grorord, Lavigne, Mercier, Lazare ».

Kabyles, il ne fut même pas un prétexte. Tout au plus une cause secondaire.

Les grands féodaux arabes, honorés par l'Empire, reçus au château de Compiègne, avaient gardé à Napoléon III une fidélité qui n'était pas toujours parfaite. De temps à autre les chefs des cofs partaient en guerre les uns contre les autres. Les bureaux arabes devaient intervenir, les réconcilier et quelquefois réprimer leurs tentatives de rébellion. A la fin de l'Empire, inquiets du grignotement de leurs privilèges par l'administration française, ils montraient un zèle très tempéré à servir la France. La proclamation du régime civil, la liberté plus grande accordée à la presse qui les attaquait vivement les inquiétèrent. Ils acceptaient l'autorité des hommes de guerre, non celle d'administrateurs civils. Plusieurs avaient donné déjà leur démission en apprenant le vote du 9 mars 1870 du Corps Législatif et, parmi eux, le bach-agma de la Medjana, Mokrani (1).

Dès le mois d'avril 1870, les rapports du Gouvernement Général notaient l'émotion incontestable produite dans les milieux indigènes des provinces d'Alger et de Constantine par l'annonce de la réorganisation administrative. Le service et la police du pays ne se faisaient plus avec autant de ponctualité que jusqu'alors (2). La déclaration de guerre vint changer ces dispositions. Les grands chefs offrirent leurs bras et leurs biens à l'Empereur, mais le gouverneur général intermédiaire, le baron Durieu, notant la recrudescence de la propagande religieuse et l'attention extrême prêtée par les indigènes aux opérations, annonçait :

« Il n'y a pas à se le dissimuler ; la situation générale de l'Algérie se ressentira infailliblement de la marche des événements de la guerre avec la Prusse » (3).

Le désastre de Sedan changea ces dispositions. L'Empereur prisonnier, le Gouverneur Général Mac-Mahon blessé, l'armée détruite, il sembla aux chefs indigènes, en apprenant ces nouvelles, qu'il était temps de reprendre les armes. Des pourparlers s'établirent entre les féodaux, en vue d'une insurrection générale. Le 15 septembre, le général Durieu signalait :

« Un mouvement insurrectionnel, impossible à prévenir et susceptible de devenir rapidement général me paraît imminent et avec le peu de troupes dont je puis disposer pour le combattre, je ne saurais prévoir la gravité des conséquences qu'il pourra produire » (4).

Bien avant les décrets Crémieux, l'insurrection était décidée et elle

(1) *Arch. Gouv. Gén.* EE 30, Rapport du 15 avril 1871.

(2) *Ibid.*, Rapport Durieu, 9 août 1870.

(3) *Ibid.*, Rapport Durieu, 9 août 1870.

(4) *Ibid.*, Rapport du 15 septembre 1870.

s'organisait sans qu'on s'occupât des Juifs. Ce fut toutefois en février 1871 que commencèrent seulement les coups de main et en mars que le bach agha Mokrani déclara la guerre à la France. On possède le texte du Cartel qu'il adressa au capitaine Ollivier et au général Augeraud, il n'y est nullement question du décret Crémieux. On y lit de vives plaintes contre les civils qui le persécutent, l'assurance qu'il ne peut pas servir un Gouvernement civil qui le traite avec hostilité — Mokrani se montrait vivement irrité de l'attitude des administrateurs à son égard — mais il ne donne pas d'autres raisons à la rupture (1). L'inquiétude de perdre leur influence, d'être dépouillés de leurs biens par les colons dont les journaux, invoquant le prétexte d'activer la colonisation, ne cachaient pas l'avidité, l'espoir de reconquérir leur indépendance, telles furent les grandes causes de la révolte des féodaux kabyles.

Le décret Crémieux sur la naturalisation des Juifs constitua un moyen de propagande excellent pour exciter les Indigènes. Le profond mépris qu'ils éprouvaient à l'égard des Israélites leur avait fait accepter avec impatience la dictature de Crémieux. Un Juif commandant des Musulmans ! C'était pour ceux-ci un scandale intolérable, justifiant toutes les colères. Mokrani, recevant la déclaration du 14 janvier 1871 où Crémieux recommandait la paix, répondait : « Je n'obéirai jamais à un Juif. Si une partie de votre territoire est entre les mains d'un Juif, c'est fini ! Je veux bien me mettre au-dessous d'un sabre, dût-il me trancher la tête, mais au-dessous d'un Juif ! Jamais ! Jamais ! (2).

Ces sentiments étaient partagés de tous les indigènes. Le fait que les Français aient remplacé les officiers de l'Empire par un vieil avocat juif leur semblait un signe de démente. Le décret du 24 octobre les inquiéta pour leur foi. On a écrit souvent que l'élévation des Israélites les avait humiliés. Ils auraient dû pour cela désirer eux-mêmes la naturalisation, croire qu'un citoyen français était supérieur à un croyant. Ce ne sont pas des sentiments d'un Musulman de l'époque, pour qui un Français n'était qu'un infidèle, un « roumi ». Mokrani, au temps où il siégeait au Conseil Général de Constantine, s'était associé aux votes, demandant la naturalisation des Israélites. A aucun moment il n'avait demandé une mesure analogue pour les indigènes. Pour lui et pour les gens de sa caste, la naturalisation des Israélites prouvait que les Français étaient tombés bien bas, qu'ils avaient perdu le sens de l'honneur. Ce n'était pas un motif pour songer à devenir leur égal.

(1) *Indépendant de Constantine*, 20 août 1871. Déposition du capitaine Ollivier au procès des chefs de l'insurrection arabe à Constantine, 13 mars 1873.

(2) RINN, *Histoire de l'insurrection de 1871 en Algérie*, p. 119.

C'est la propagande des marabouts qui utilisa le décret. Les religieux Musulmans montrèrent que les Français avaient forcé les Juifs à renoncer à leur religion et à leurs rites pour leur imposer leurs lois, ce qui revenait à une conversion. Ils firent craindre aux gens des tribus qu'un jour on leur fasse subir le même sort en les obligeant à abandonner le Coran. Cette intolérance menaçait leur foi. Ils devaient pour défendre celle-ci recourir à la guerre sainte, un des grands devoirs du Musulman (1).

Ces paysans kabyles vivant dans leurs villages, accrochés sur des montagnes d'accès peu facile, fréquentaient peu les Israélites. On verrait mal pourquoi ils auraient éprouvé du fait de leur élévation une colère sans borne. On comprend très bien au contraire leur inquiétude pour leur foi et leurs coutumes. Ils prirent les armes, non pas parce qu'ils enviaient le sort des Israélites, mais par crainte qu'on le leur fit partager.

Par là, le décret eut une large part dans la révolte kabyle. Il avait inquiété les hommes, comme il avait écœuré les « djouads » qui, jadis, paraient à Compiègne. Mais, sans lui, la révolte aurait éclaté de toute façon. C'était le suprême effort de l'aristocratie indigène menacée par la colonisation, un phénomène bien plus grave, aux causes bien plus sérieuses qu'un coup de tête de féodal blessé dans son amour-propre.

Pourtant, cette dernière explication a longtemps prévalu et elle reste fort répandue. C'est qu'elle masquait les erreurs des Algériens et qu'elle constituait un bel argument de polémique pour les conservateurs contre Crémieux et son décret. Les Algériens, partisans du régime civil, avaient affirmé, à plusieurs reprises, que les bruits d'insurrection étaient faux, qu'ils étaient répandus par les officiers des bureaux arabes pour justifier leur existence.

« La rebellion n'existait que dans les imaginations malades ou chez les niais que la congrégation de bureaux arabes avait abêtis ; la population indigène animée de l'esprit de solidarité qui s'était éveillé sur les champs de bataille n'avait qu'une pensée, qu'un instinct, celui de vaincre et d'exterminer les ennemis de la France », écrivait le docteur Maurin que ses travaux scientifiques désignaient comme un esprit réfléchi (2). Il n'était pas un démocrate pour penser différemment. Pour ces gens, la formidable révolte kabyle était un cruel démenti ; ils se justifèrent en accusant les officiers. En 1872, les magistrats du Parquet de Constantine étaient dénoncés au Garde des Sceaux par l'amiral de Gueydon, pour leur volonté de compromettre

(1) RINN, *op. cit.*, p. 92. *Enquête parlementaire*. Déposition du capitaine Villet, p. 283.

(2) *Humoriste*, 20 novembre 1870.

l'armée dans l'affaire des grands chefs alliés à Mokrani (1). Toute la presse républicaine répétait ce thème antimilitariste.

Pour le réfuter, les libéraux, qui n'avaient pas eu moins de confiance dans les vertus du régime civil, expliquèrent tout par le décret sur la naturalisation. Tous les adversaires des Israélites reprurent l'accusation qui, l'antisémitisme algérien aidant, s'imposa au grand public comme une vérité incontestable.



(1) *Arch. Gouv. Gén.* E 8, Gouverneur à Ministre Justice, 31 juillet 1872.

CHAPITRE X

LA BATAILLE AUTOUR DU DÉCRET

I. — Les incidents et la campagne d'abrogation.

Le mécontentement provoqué par le décret concernant les Israélites aurait pu peut-être se calmer sans heurts si la sage politique de Crémieux avait été suivie. Mais tout fiers de leur nouvelle dignité, certains d'entre eux adoptèrent imprudemment une attitude arrogante à l'égard des Musulmans. Une réaction violente en sortit.

L'élite de la jeunesse israélite avait montré beaucoup de zèle à servir dans la milice, mais les Français et les étrangers la reçurent mal, les uns parce qu'ils redoutaient l'esprit grégaire des Juifs pour les élections des officiers et des sous-officiers de ce corps, les autres parce qu'ils considéraient ces indigènes comme des êtres inférieurs qu'il était gênant de coudoyer. Aux élections, tous les Israélites qui briguerent le grade modeste de caporal furent battus (1). Ils résolurent alors de former une compagnie spéciale. Ils s'organisèrent, choisirent un brillant uniforme, payèrent un instructeur, s'exercèrent et lorsqu'ils furent prêts (2) annoncèrent l'existence de la compagnie des tirailleurs israélites. Cette preuve de bonne volonté n'eut aucun effet sur les miliciens qui, disent les plaintes des Israélites, « ne cessèrent d'abreuver cette institution de sarcasmes de mauvais goût en essayant de déverser sur elle le ridicule et la déconsidération (3). De leur côté, les Israélites, tout heureux de porter un uniforme seyant et des armes paradèrent, donnèrent des coups de crosse aux gamins indigènes qui se moquaient d'eux (4). Cette attitude énerva les Musulmans. Ils n'enviaient pas les Israélites, mais ils n'admettaient pas que leurs anciens esclaves manifestassent quelque supériorité sur eux. En

(1) Lettre d'Aron Lévy au commandant de la milice d'Alger, 14 novembre 1870. *Enquête parlementaire*, p. 71.

(2) *Echo d'Oran*, 18 septembre 1870.

(3) Plainte d'Abraham Akoum, capitaine de la Cie Israélite. *Algérie française*, 6 décembre 1870.

(4) *Enquête parlementaire*, Déposition du Bouzet, p. 237 b. et c.

voyant défiler ces tirailleurs israélites, ils ressentaient de la mauvaise humeur. Qu'on les laissât affronter, armés de leur matraque, ces maudits avec leur fusil, et on verrait en peu de temps les Juifs fuir en leur abandonnant leurs armes (1).

Des complications électorales allaient, en montrant l'importance acquise par les Israélites, achever d'exciter la mauvaise humeur des Algériens. La municipalité d'Alger était composée, depuis octobre 1870, d'éléments républicains très exaltés, aux yeux desquels les membres du gouvernement de la Défense Nationale eux-mêmes étaient suspects de modérantisme. Craignant le rétablissement du régime militaire, ils avaient tenté, après avoir expulsé deux gouverneurs généraux, de prendre la direction de l'Algérie. Ils avaient échoué, mais ils gardaient de leur défaite une certaine rancune que traduisaient des attaques plus ou moins franches contre le commissaire civil extraordinaire, du Bouzet. Celui-ci s'était rendu populaire dans les milieux indigènes pour avoir ordonné de tirer le canon à l'occasion du Ramadan, et pour avoir empêché la vente de dix maisons du domaine où logeaient des Maures à un Israélite, Mesguich, qui les en aurait expulsés (2). Mesguich appartenant à l'aristocratie israélite, celle-ci en conçut quelque ressentiment contre le commissaire extraordinaire.

Ce dernier, notant des signes de désaffection pour la municipalité radicale, voulut exploiter ce mouvement d'opinion en faisant prononcer la dissolution du conseil. Il demanda à Crémieux de prendre comme prétexte la situation nouvelle des Israélites qui avaient reçu depuis les élections le droit de voter avec les Français ; le Conseil Municipal, élu suivant les lois de l'Empire, ne correspondait plus à l'opinion publique, il fallait consulter de nouveau celle-ci. Cette manœuvre pouvait donner de bons résultats, mais elle risquait de compromettre les Israélites et de leur attirer des rancunes. D'autre part, l'appel à ces électeurs ignorants, obéissant passivement à leurs notables, gênait un peu le vieux démocrate qu'était le garde des Sceaux. Il refusa.

« Si de nouvelles élections devenaient nécessaires, motivez-les, soit dans l'état de crise où se trouvait la commune quand elles ont eu lieu, soit par des démissions individuelles que vous tâcherez de provoquer (3).

Quelques jours plus tard, un conflit s'élevait entre Du Bouzet et le maire Vuillermoz au sujet de la milice et la municipalité était dis-

(1) *Enquête*, Déposition du Bouzet.

(2) *Commission d'Enquête*, Déposition capitaine d'Hincourt, p. 311. Déposition du Bouzet.

(3) Lettre de Crémieux à du Bouzet, 20 décembre 1870, *Enquête parlementaire*. Déposition du Bouzet, p. 215 b. et seq.

soute. De nouvelles élections eurent lieu le 5 février. La liste radicale comprenait trois des Israélites les plus éminents de la ville, Alphandéry, d'origine française ; Cohen Solal et David Kanoui, d'origine indigène, tous trois membres du Consistoire et possédant un grand prestige auprès de leurs coreligionnaires. Ceux-ci votèrent en masse pour le parti de leurs notables qui eut, grâce à cet appoint, une majorité très nette. David Kanoui arrivait à la troisième place avec 3.891 voix ; Alphandéry avait 2.517 voix et Cohen Solal 2.451 ; tous trois précédaient le maire sortant Vuillermoz qui n'avait que 2.426 suffrages (1).

Du Bouzet, désavoué par le suffrage universel, fut rappelé par le Gouvernement de Bordeaux. Mais le parti libéral attribua sa défaite aux « électeurs en turban », qui avaient faussé la lutte entre Français. Que devenait un régime d'opinion, où l'élément victorieux était inapte à penser ? En agissant ainsi, les Israélites s'attiraient l'inimitié d'une partie de la population qui avait jusqu'alors été bienveillante à leur égard.

La retraite du commissaire extraordinaire émut violemment les Musulmans. On avait chassé cet homme juste parce qu'il déplaisait aux Juifs ; ceux-ci devenaient les maîtres d'Alger. Allaient-ils se résigner à cette ignominie ? Leur colère montait chaque jour. Le 25 février, la Compagnie des tirailleurs israélites revenant de l'exercice, eut une altercation avec des Musulmans. Plusieurs de ceux-ci, sur plainte des Israélites, comparurent devant le tribunal correctionnel pour outrages à des miliciens. Un seul fut condamné à seize francs d'amende. C'était le jour de la fête de l'Aïd-el-Kebir. Les Musulmans chômaient et s'étaient rendus en foule à l'audience. En sortant, ils passèrent devant le palais du Gouverneur que gardaient des tirailleurs israélites. Ils brandirent alors des matraques qu'ils avaient dissimulées sous leurs burnous et une bagarre s'engagea. La nouvelle de la rixe s'étant répandue, les indigènes descendirent en bandes de la Kashah et ils pillèrent les boutiques israélites après avoir malmené leurs tenanciers. Un adjoint au maire, qui tentait d'apaiser ces furieux, reçut un coup de gourdin sur la tête, un docteur français fut blessé ainsi que plusieurs agents. Pour rétablir l'ordre, la milice dut tirer, tuant un indigène et en blessant plusieurs (2).

Cette manifestation eut des répercussions dans de nombreux centres du pays. Les Israélites profitant de l'ignorance des indigènes qui

(1) *Algérie française*, *Akhbar*, 7 et 8 février 1871.

(2) On arrêta 260 indigènes dont 26 furent traduits devant le tribunal et 4 seulement condamnés, le 19 novembre 1871. On avait pillé 35 boutiques dont deux arabes et une française et malmené 16 Israélites. *Journaux algériens*. 2 au 7 mars 1871, du 16 au 21 novembre 1871.

voulaient être payés en or et non en billets de banque, faisaient à leur dépens de fructueuses opérations de change qui, lorsqu'elles étaient découvertes, indignaient les victimes (1).

Quelques jours après l'émeute d'Alger, aux environs de Miliana, sur les marchés de Djendel, d'Affreville et de Duperré, les kaïds et les bach-aghass devaient intervenir pour empêcher le pillage des éventaires des marchands israélites par leurs administrés (2). A Mostaganem, le 4 mars, une rixe dans un café de la rue des Juifs provoquait un mouvement inquiétant. A Oran, des Espagnols prenaient l'initiative des hostilités contre les Israélites. A Batna, des collisions graves se produisaient, forçant le maire à faire désarmer les miliciens israélites (3). Pris de terreur, les Israélites fermaient leurs boutiques au premier indice qu'ils apercevaient (4).

Devant cette explosion de fureur, les autorités manquaient de troupes — celles-ci étant concentrées aux points stratégiques de la Kabylie, — elles pensèrent que les Musulmans devaient avoir satisfaction et elles cédèrent. Le commissaire civil extraordinaire, Lambert, encore sous le coup de l'émotion provoquée par l'émeute, télégraphiait au ministre de l'Intérieur dès le 1^{er} mars :

« Mes rapports ont indiqué comme causes graves de trouble en Algérie, le décret du 24 octobre du Gouvernement de Tours accordant naturalisation collective des Israélites. Dans le conflit entre Israélites et Musulmans survenu aujourd'hui à Alger, sang a coulé ; partout en Algérie les Juifs sont attaqués et dépouillés sur les marchés, notamment depuis qu'ils ont exercé leurs droits d'électeurs. La France a voulu les élever au rang de citoyens français en bloc sans se rendre compte qu'elle nous enlevait l'affection et l'estime des Musulmans qui seuls, entre les indigènes, ont versé pour nous leur sang ».

« Le décret du 24 octobre est inconstitutionnel ; il confère à des populations entières la qualité de citoyens français qui n'a pas été donnée aux Arabes.

« Lambert » (5).

Il procédait également à la dissolution de la compagnie des tirailleurs israélites (6). A Batna, le maire l'imitait ; à Sidi-bel-Abbès, la nomination d'un juge de paix israélite ayant mécontenté les indigènes, on l'invita à démissionner et on le nomma avocat défenseur à Tlemcen (7).

(1) *Echo d'Oran*, 18 mars 1871.

(2) *Vérité algérienne*, 19 mars.

(3) *Rapport La Sicotière*, p. 71.

(4) *Arch. Isr.*, 1^{er} avril 1871, p. 63.

(5) *Rapport La Sicotière*, p. 72.

(6) *Ibid.*, p. 71.

(7) *Echo d'Oran*, 18 mars 1871.

L'opinion publique ayant constaté à l'expérience l'erreur qu'était l'introduction parmi les citoyens de ces indigènes, suivit avec autant d'ardeur qu'elle avait mis quelques années auparavant à soutenir les partisans de cette mesure. Quelques semaines avant ces troubles, un publiciste, le docteur Maurin, ayant critiqué le décret Crémieux, avait été assailli par un notable israélite et des portefaix. Cet incident avait donné à son journal un succès de vente prodigieux. Très petit fait, sans doute, mais symptomatique de l'intérêt porté par la foule à la question juive. Le mouvement de protestation arabe détermina la réaction. On ne voulait pas perdre l'Algérie, ou tout au moins faire de nouveaux sacrifices pour les Juifs. Dès février 1871, les électeurs français de la section électorale de la mairie d'Oran, où la majorité appartenait aux Israélites, avaient — comme sous la II^e République — rédigé une pétition contre le décret Crémieux (1).

Le 4 mars, un radical extrémiste d'Alger, Juillet Saint Laget, soulignait l'injustice qu'on avait faite en élevant les Juifs au-dessus des Musulmans, qui avaient versé leur sang pour la France, et montrant le danger que faisait courir aux Français l'irritation musulmane, demandait le retour du régime de 1865 et 1866 (2).

A Mostaganem, à Alger, à Philippeville d'autres journaux radicaux reprenaient sa proposition (3). Une nouvelle pétition était adressée à l'Assemblée Nationale par l'historien de la colonisation, de Baudicourt et plusieurs habitants d'Alger. Accusant la délégation de Tours d'avoir outrepassé ses droits en émettant des décrets constitutants algériens, les pétitionnaires demandaient une nouvelle Constitution civile et l'abrogation du décret concernant les Israélites (4). Enfin, l'ancien Commissaire extraordinaire, du Bouzet, dressait un réquisitoire sévère contre « les indigènes de religion juive » qu'il dépeignait sous des traits peu flatteurs. Poltrons, cupides, ignorants, fourbes, dangereux aux scrutin à cause de leur soumission à la volonté de leurs Consistoires ; leur élévation subite devait soulever la haine des Musulmans et causer les embarras les plus graves à la France, si elle n'abrogeait pas le funeste décret. Moins absolu toutefois que les autres pétitionnaires, il demandait simplement le retrait des droits politiques, leur statut personnel devant être réglé désormais par la loi française, afin d'éviter les complications juridiques de l'Empire (5).

La presse menait le branle de son côté. « Ce décret est attentatoire

(1) *Echo d'Oran*, 18 février 1871.

(2) *Ibid.*, 18 mars 1871.

(3) *Courrier de Mostaganem*, 1^{er} avril, *Vérité algérienne*, 12 mars, *Zéramma*, 22 mars.

(4) Assemblée Nationale, Séance du 24 juin 1871.

(5) DU BOUZET, *Les Israélites indigènes de l'Algérie*. Pétition du 19 juin 1871.

aux droits de l'élément français et de l'élément israélite ; on n'a pas plus le droit de franciser les gens contre leur gré qu'on a celui d'adjoindre aux autres tout un peuple arriéré, emmailloté dans les langues de sa religion », grondait « La Commune », organe du radicalisme extrémiste oranais (1). Et « l'Akhbar », journal conservateur écrivait :

« Savez-vous ce que vous avez fait par ce décret ?... Vous avez subalternisé, annihilé les populations françaises. Vous avez mis entre les mains des Israélites les Conseils municipaux, les Conseils généraux et la représentation générale. De par la force du nombre, ils feront les élections, ils possèdent la richesse, ils auront le pouvoir (2).

On a observé que « l'Algérie ne sait pas exprimer ce qu'elle sent ; elle ne sent rend pas un compte exact ; elle n'a pas une opinion publique alerte et avertie » (3). C'est une vue très juste ; en cette occasion toutefois, il y eut à peu près unanimité pour réclamer l'abrogation de l'œuvre de Crémieux.

Ce sont les sentiments dont le nouveau Gouverneur Général, l'amiral de Gueydon, se fit l'interprète dès son arrivée à Alger. Appartenant au milieu conservateur, connaissant peu l'Algérie, il ignorait tout des Israélites indigènes. Son entourage ne pouvait guère le porter à l'indulgence pour eux. L'enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense Nationale en Algérie nous permet de connaître les idées de ces classes dirigeantes. Sauf le maire d'Alger Vuillermoz, qui était élu grâce à l'appui des Israélites, on constate un accord impressionnant pour condamner le décret (4). Leur vote pour la municipalité d'Alger les faisait considérer comme de dangereux perturbateurs.

Des incidents, à l'occasion de l'insurrection, renforcèrent ces mauvaises dispositions. Beaucoup d'Israélites avaient refusé de servir dans les milices qui combattaient les insurgés, et ceux qui avaient participé aux opérations n'avaient pas été récompensés de ce patriotisme. Les soldats indigènes, tirailleurs et spahis, avaient manifesté une telle répulsion pour eux, s'oubliant jusqu'à menacer de les combattre d'abord avant d'attaquer les Musulmans révoltés, que l'autorité militaire avait dû renvoyer ces miliciens dans leurs foyers (5).

L'amiral, dès son arrivée, avait contesté la légalité des décrets de Tours et de Bordeaux qui « étaient pour beaucoup dans les difficultés du moment ». Trois d'entre eux lui paraissaient condamnables sans appel : celui concernant les milices, qui mettait à la disposition du

(1) Cité dans *Rapport La Sicotière*, p. 70, note 1.

(2) « *Akhbar* », 15 novembre 1870.

(3) E.-F. GAUTHIER, « *Un siècle de colonisation* », p. 96.

(4) *Enquête parlementaire*, Dépositions Hélot, préfet d'Alger, Brunet, Commissaire Central, amiral Fabre La Maurelle, Pierrey 1^{er} président de la Cour d'appel.

(5) Rapport du 1^{er} mai au 4 juillet 1871 de Gueydon au Ministre de l'Intérieur. *Arch. Gouv. Gén.* Papiers de l'amiral de Gueydon. DOMINIQUE, p. 77 seq. *op. cit.*

maire d'Alger des troupes qu'il pouvait soulever contre le Gouverneur ; celui sur le régime civil, et celui naturalisant les Juifs. A plusieurs reprises, et dans les termes les plus nets, il demanda qu'on en finit avec cette confusion des Français et des « Arabes de religion juive » (1). Le ministre de l'Intérieur, Lambrecht, lui répondait le 12 mai :

« Je me préoccupe de faire régler la situation des Israélites dans le sens de vos désirs et j'espère arriver à l'abrogation ou au moins à la suspension du décret du 24 octobre » (2).

Cependant, la mesure annoncée n'étant pas prise, l'amiral envoyait au ministre, à l'occasion de la publication de la pétition du Bouzet, un nouveau rapport, où il lui exposait son plan. « Arabes de religion juive... n'ayant rien qui les rattache à notre nationalité... Il leur serait parfaitement indifférent que l'Algérie appartienne à toute autre nation qui les protégerait également ». Ce manque total de sentiment patriotique lui semblait une raison de principe très forte, suffisante pour justifier sa proposition. En outre, il énumérait les arguments de fait ; haine des Musulmans, danger électoral, inaptitude à être soldats ou jurés que lui fournissaient les doléances des Algériens. Il voulait qu'on les traitât sur le même pied que les autres indigènes, prévoyant des délégués spéciaux à voix consultative pour représenter les Musulmans et les Israélites à l'Assemblée Nationale. Mais le statu quo lui semblait déplorable. Son ignorance de la question juive sous l'Empire, lui faisait même proposer l'abrogation totale du décret Crémieux, le rétablissement du statut rabbinique qui avait causé tant d'embarras à ses prédécesseurs. Les en priver, pensait-il, serait une brimade injuste et impolitique puisqu'ils n'auraient qu'à demander leur naturalisation individuelle pour envahir de nouveau le corps électoral. La conservation de leurs coutumes serait « l'appât » qui éloignerait le plus grand nombre d'entre eux.

« Abrogation pure et simple mais complète du décret du 24 octobre, répétait-il en concluant ; voilà, selon moi, la seule mesure qui soit équitable et rationnelle » (3).

Ces propositions furent adoptées par le Gouvernement de Thiers dont le ministre de l'Intérieur, Lambrecht, déposait le 21 juillet un projet de loi abrogeant le décret du 24 octobre. Les arguments du Gouverneur Général étaient reproduits à peu près textuellement dans l'exposé des motifs. L'expérience Crémieux était condamnée après quelques mois de fonctionnement (4).

(1) *Arch. Gouv. Gén.* Rapport de Gueydon, 22 avril, 26-29 avril, 1^{er} mai 1871, Arch. Nat. F 80 1682.

(2) F 80 1682.

(3) *Arch. Gouv. Gén.* Rapport du 4 juillet.

(4) *Assemblée Nationale*, Annexe au procès-verbal de la séance du 21 juillet 1871.

II. — La défense du décret.

Les Israélites francisés, qui avaient accueilli le décret du 24 octobre avec enthousiasme, furent consternés à cette nouvelle. « L'abrogation serait un acte d'injustice peu digne de la France », écrivait l'un d'eux, mais il n'avait aucune confiance dans cette Assemblée qui brûlait de détruire l'œuvre des dictateurs du gouvernement provisoire (1). De fait, les sympathies étaient rares. En Algérie, sauf à Alger, où les partisans du Conseil Municipal, dont ils avaient assuré l'élection, prenaient leur défense, ils ne trouvaient guère de concours (2). La masse israélite elle-même restait amorphe. Une pétition du 26 mars 1871 demandant le maintien du décret avait obtenu quelques signatures, mais l'unanimité était loin d'être réalisée.

Pour sauver la naturalisation, il fallait compter seulement sur l'aide des Israélites français qui avaient demandé sous l'Empire cette réforme. Mais les circonstances étaient modifiées et les difficultés s'annonçaient bien plus grandes que sous le ministère Ollivier. Une fois encore, Crémieux allait être le champion le plus résolu de la cause de ses coreligionnaires. Il avait à défendre son œuvre, ce qu'il considérait comme un des « honneurs de sa vie » (3), et il y apporta, à soixante-quinze ans, une volonté et une activité inlassables.

Le réquisitoire de du Bouzet, très modéré dans la forme, avait produit une impression considérable dans les milieux politiques. L'amiral de Gueydon l'avait hautement approuvé. Il convenait de détruire cet effet. Crémieux composa donc une réfutation, où il utilisait habilement les télégrammes de du Bouzet, lors du conflit municipal d'Alger, pour montrer que celui-ci n'avait pas toujours été hostile aux électeurs israélites et qu'il voulait simplement se venger d'eux. Discutant pied à pied, il s'efforçait de détruire l'argumentation de du Bouzet, puis il portait la discussion sur le terrain des principes, demandant si la République se montrerait moins libérale que l'Empire et reprendrait ce qu'Emile Ollivier avait promis de lui accorder (4). Il avait gardé dans les milieux républicains un prestige intact et son ardente campagne devait rallier à la cause juive la gauche de l'Assemblée. Dans « le Siècle », organe des Radicaux, Charles Jourdan, son ami, lié lui-même aux milieux radicaux de la Colonie se fit le champion du statu quo. Il représentait la naturalisation des Israélites comme fatale dans l'avenir : « Pourquoi, dès lors, rétrograder

(1) *Arch. Is.* Correspondance d'Alger du 15 août, p. 268 et 269.

(2) Vœu de l'Association républicaine du 14 mars 1870 « *Solidarité* », 18 mars 1871, *Algérie française*, 6 mai 1871.

AUMERAT, « *L'Antisémitisme à Alger* », *Arch. Cons. Cent.*, séance du 13 juillet 1871.

(3) Lettre au *Temps*, 23 juin 1871.

(4) Ad. CREMIEUX, *Réfutation de la pétition de M. du Bouzet*.

dans une voie qu'on aura de nouveau à parcourir ? ». Il ne niait pas que pour l'instant les nouveaux Français ne fussent pas très brillants, mais, citant l'exemple des Israélites de France, qui en moins d'un siècle s'étaient élevés au niveau de leurs compatriotes, il prédisait une prompte amélioration des Algériens (1).

Les Consistoires faisaient en même temps de grands efforts pour maintenir le nouvel état de choses. Ils obtinrent de notables Musulmans de Constantine une déclaration approuvant le décret qui, disait-elle, « n'a froissé personne et n'a excité les colères de personne parce qu'elle est rationnelle (2). Les négociants israélites obtinrent des industriels avec lesquels ils étaient en relations des pétitions, qui, en raison de leur parfaite attitude commerciale, demandaient qu'on les maintint au rang de Français. C'est ainsi que quarante firmes de la Seine-Inférieure, dont la maison Pouyet-Quertier, les manufacturiers de ruban de Nîmes, les négociants d'Orléans se portaient garants du civisme des Israélites et de leur parfaite assimilation aux mœurs françaises (3).

C'étaient de bons arguments de polémique, mais pouvaient-ils faire revenir la majorité de l'Assemblée sur sa décision ? On en doutait.

Les autorités judaïques adoptèrent alors une tactique adroite : il fallait empêcher le projet d'être discuté avant longtemps de façon à créer une situation de fait par la participation des Israélites à la vie politique française et de leur soumission au statut commun. Chaque jour que l'on gagnerait ainsi rendrait plus difficile l'expulsion des Israélites de la famille française. En parlementaire averti, Crémieux usa de cette manœuvre dilatoire.

La Commission se montrait divisée, bien qu'en majorité favorable à l'abrogation. Le député de Constantine, Lucet, prétendait qu'il était trop tard pour revenir en arrière et proposait des compromis (4). Selon son amendement, sur simple déclaration faite avant le 1^{er} mars 1872, les Israélites indigènes resteraient français, les autres, perdant leurs droits, seraient de nouveau régis par le statut mosaïque. Il demandait également que seuls les Israélites nés en Algérie depuis la conquête fussent bénéficiaires de la réforme. On revenait une fois encore au projet Ollivier que la religiosité des Israélites aurait rendu inopérant (5).

(1) « *Siècle* », 20 juillet 1871 et numéros suivants.

(2) *Arch. Cons. Cent.* Annexe II du Procès-verbal de la Séance du 16 août 1871.

(3) *Indépendant de Constantine*, 5 août 1871.

(4) *Arch. Cons. Cent.* Séance du 16 août 1871. Annexe au procès-verbal. *Arch. Gouv. Gén. Bulletin Alliance Israélite universelle*, 1^{er} sem. 1872.

(5) DOMINIQUE, *op. cit.* p. 82 et seq. « *Siècle* », *Arch. Cons. Cent.* Séance du 16 août 1871.

Crémieux, appelé devant la Commission, et les délégués du Consistoire Central plaidèrent la cause des Israélites. Leur défense ne servit de rien. Le rapporteur de la question, de Fourtou, tout en affirmant que « son rapport serait conçu dans des termes très bienveillants pour les Israélites » (1), concluait à l'abrogation du décret. Toutefois on laissait les Israélites libres d'opter pour la loi française ou le Code rabbinique et de demander jusqu'au 1^{er} mars 1872 leur naturalisation. Une simple enquête préfectorale suffirait, en ce cas, pour qu'on fit droit à leur demande (2).

Il restait bien l'espoir de sauver le décret pendant la discussion de l'Assemblée. Un député Israélite de la Gironde, Adrien Léon, devait présenter un amendement à l'article II du projet qui rétablirait le décret de naturalisation en laissant un délai de six mois aux Israélites pour repousser le titre de citoyen français. Vingt-huit députés appuyaient de leur signature son projet. Mais ce compromis que la Commission avait déjà repoussé, avait-il plus de chances d'être adopté par l'assemblée ? Toutefois, le rapporteur avait promis à Crémieux de ne pas presser la mise à l'ordre du jour de la discussion du projet. C'était autant de gagné (3).

Désespérant de l'Assemblée, les dirigeants du judaïsme français portèrent leurs efforts sur les membres du Gouvernement. Un premier entretien avait eu lieu entre les délégués du Consistoire et le ministre de l'Intérieur Lambrecht. Tout en reconnaissant que le décret avait été pris en temps inopportun, ils montraient les perturbations que jetteraient dans les familles les mesures envisagées. Soumis pendant dix mois aux règles juridiques françaises, les Israélites pourraient-ils revenir à leur ancienne loi sans réclamer la révision de toutes les opérations faites pendant ce délai ? Que de procès alors en perspective ! Avait-on le droit de jouer ainsi avec trente-trois mille personnes ?

Après Lambrecht, on s'occupa du Président lui-même. Barthélemy Saint Hilaire, son chef de Cabinet, avait été convaincu par les arguments des membres du Consistoire central et il leur avait promis d'intervenir auprès du Gouverneur Général et de faire tout ce qui dépendait de lui pour obtenir l'ajournement de la proposition. Thiers avait reçu une délégation des Consistoires algériens conduite par Crémieux qui était venue protester de la volonté des Israélites de demeurer Français. Il avait promis d'étudier sérieusement la question (4).

(1) Arch. Cons. Centr. Séance du 16 août 1871.

(2) DE FOURTOU, Séance du 21 août 1871 à l'Assemblée Nationale, J. O.

(3) Bulletin de l'Alliance Israélite univ., 1^{er} semestre 1872, p. 49. Arch. Cons. Cent. Séance du 28 août 1871.

(4) Arch. Cons. Cent. Séances des 16 et 19 août 1871. Arch. Is. 1^{er} septembre 1871. La délégation était composée de Valensi et Karoubi, présidents des Consistoires d'Alger et d'Oran, Chiche, Benichou et Enos.

Quelques jours après, il prenait l'engagement d'ajourner au retour des vacances de l'Assemblée la discussion et chargeait le député de la Gironde et Barthélémy Saint Hilaire de demander au Président de l'Assemblée nationale de ne pas porter le projet Lambrecht à l'ordre du jour. Au cours de la conversation, Thiers apprit à Adrien Léon que Mac-Mahon, consulté, avait déclaré que le décret Crémieux était une faute, mais que le Gouvernement lui paraissait en commettre une autre en demandant l'abrogation. Le Président n'était plus loin de le penser (1).

Il restait à convaincre l'amiral de Gueydon. Crémieux se préparait à se rendre en Algérie pour le convertir à sa cause, lorsqu'il apprit par Barthélémy Saint Hilaire, son arrivée à Paris. Dans une curieuse lettre où l'eau bénite de Cour est largement prodiguée, il sollicita une audience pour « l'amener à de meilleures et plus justes sentiments sur la population juive » (2).

Après un premier entretien sans résultat, Crémieux proposa un compromis. Le décret du 27 octobre n'avait pas fixé les caractères de l'indigénat, qui, étant donné la nouveauté du système de l'Etat civil en Algérie était difficile à établir. Crémieux émit l'idée de le définir de façon à satisfaire certains scrupules. Le lendemain, il soumettait à l'amiral un projet de décret que le pouvoir exécutif accepta (3).

En principe, les Israélites tunisiens et marocains étaient privés du bénéfice du décret, ce qui réduisait sensiblement le nombre des naturalisés ; mais la très grande majorité demeurait française. Crémieux pouvait croire son œuvre sauvée.

III. — Le décret sauvé.

Le 29, le Consistoire faisait une démarche officielle auprès du Gouverneur Général qui l'assurait de sa bienveillance pour les Israélites. A ce moment, le revirement du Gouvernement était décidé. La « Presse » faisait savoir, dès le 4 octobre, que le projet d'abrogation allait être retiré. Mais, l'Assemblée étant en vacances et les élections municipales et départementales approchant, il fallait résoudre la question de la participation des Israélites à celles-ci.

On avait, en effet, paru indécis à ce sujet. Aux élections législatives partielles, on avait admis les Israélites au scrutin à Alger, mais on les en avait exclus dans certaines villes du département d'Oran, ce qui avait entraîné l'annulation des opérations électorales (4).

(1) *Arch. Cons. Cent.* Séance du 28 août 1871.

(2) *Bulletin de l'Alliance* 1872, 1^{er} semestre, p. 49 et seq.

(3) Lettre du 14 déc. 77 du Cons. à Gouv. *Arch. Gouv. Gén.*

(4) *Bulletin de l'Alliance*, 1^{er} semestre 1872, p. 49 et seq.

Le décret du 7 octobre 1871, inspiré par Crémieux, réglait cette participation en définissant l'indigénat des Juifs. Pour être inscrits sur les listes électorales, les Israélites devaient établir, dans les vingt jours leur naissance en Algérie avant la conquête ou prouver que leurs parents étaient déjà établis dans le pays à l'arrivée des Français ; cela fait, ils prendraient un nom de famille et des prénoms fixes et feraient la preuve qu'ils étaient célibataires ou monogames (1).

La promulgation du décret Lambrecht ne signifiait pas officiellement qu'on renonçait à l'abrogation. C'était un correctif au décret Crémieux destiné à durer autant que lui. Mais, si l'opinion restait perplexe, les milieux officiels savaient que les partisans de la réforme perdraient chaque jour du terrain, le Gouvernement les ayant abandonnés.

Conformément aux calculs des dirigeants du judaïsme français, les Israélites algériens avaient fait figure de citoyens à plusieurs reprises. Les candidats, pour qui toute voix d'électeur a son prix, avaient sollicité les nouveaux venus. A Alger, ceux-ci avaient voté régulièrement avec les radicaux, mais à Oran et à Constantine ils avaient fait triompher le parti de l'ordre (2). Il n'en fallait pas davantage pour que les vainqueurs les prissent en amitié. Rien de plus significatif que l'attitude, à Constantine, de Lucet. Préfet, il avait repoussé leur intégration à la population française. Député, chef du parti qu'ils soutenaient, il les acceptait (3). Par le jeu des alliances électorales, le mouvement d'opinion qui exigeait l'abrogation était notablement diminué, sinon détruit.

Tenant compte des complications juridiques qu'entraînerait le vote si tardif de la loi d'abrogation et du vote des Israélites, qui les montrait « susceptibles d'être ramenés à des sentiments politiques raisonnables si le Gouvernement leur inspire confiance et les affranchit de la crainte des radicaux » (4), le ministère, d'accord avec l'amiral, résolut de retirer son projet.

Ce furent, du moins, les raisons officielles. L'explication de ce revirement surprenant résidait en fait dans la situation économique du pays. Pour réussir dans la politique de libération du territoire, il fallait recourir à l'emprunt. Thiers avait besoin de ménager les financiers et les banquiers, dont beaucoup étaient israélites. Alphonse de Rothschild, membre du Consistoire central, avait fait auprès de lui des démarches pour sauvegarder les droits de ses coreligionnaires

(1) Rapport du président et décret Lambrecht. *Arch. Gouv. Gén.*

(2) *Arch. Cons.* Note sur le projet de loi relatif à la naturalisation des Israélites indigènes, 16 août 1869.

(3) *Enquête parlementaire*, Déposition Lucet. Cf. avec télégrammes à Crémieux ch. IX III.

(4) *Arch. Gouv. Gén.*, Sous Secrétaire d'Etat à Gouverneur, no 93.

d'Algérie (1), il avait participé aux négociations du Consistoire. Pouvait-on l'indisposer au moment où l'on faisait appel à son crédit ?

En face de la libération du territoire et de la reconstruction économique du pays, cette affaire des Juifs algériens, depuis la répression de l'insurrection arabe surtout, ne comptait pas. Comme les industriels français qui, pour plaire à leurs clients israélites algériens, se portaient garants de leur civisme, l'Etat se résignait à accepter les indigènes israélites d'Algérie parmi ses citoyens pour ne pas mécontenter ses prêteurs.

« Pendant mon séjour à Versailles et après avoir entendu M. Crémieux et le Consistoire israélite de Paris, je suis resté convaincu qu'il y avait des ménagements à garder envers les coreligionnaires de nos Arabes israélites, afin de ne pas créer, dans les circonstances critiques que traverse la France, de graves difficultés au Gouvernement de notre Pays pour se procurer l'argent dont il a besoin » (2), écrivait de Gueydon.

Cédant, à contre-cœur, à la nécessité, il annonçait, le 16 décembre qu'il abandonnait son projet (3). Quelques résistances se manifestèrent encore à l'Assemblée. Bardi de Fourtou, qui avait rédigé un rapport très copieux, consentit, à la séance du 11 décembre 1871, à demander l'ajournement de la délibération, mais il prévint le Gouvernement que si quelqu'un reprenait la proposition, il l'appuierait afin d'utiliser son travail. Le Gouvernement, assez embarrassé, se demandait si l'Assemblée ne voterait pas, en ce cas, une mesure à laquelle elle s'était toujours montrée favorable (4). Un ancien aide de camp de Mac-Mahon, le comte d'Harcourt, présentait un amendement au projet d'abrogation qui remplaçait les Israélites dans leur ancienne condition, mais — sensible aggravation — leur interdisait de célébrer leurs mariages devant l'officier d'Etat civil (5).

Mais le projet de loi ne devait plus être discuté et l'amendement tomba de ce fait. De temps à autre, un membre de l'Assemblée reparlait de la question. Le 17 avril 1872, Taillefert, au nom de la Commission chargée d'examiner la validité des décrets du Gouvernement de la Défense Nationale rappelait le rapport de Fourtou et ses conclusions (6). La Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense Nationale concluait également à l'abrogation du décret. Formules creuses qui se perdaient dans l'agitation de l'Assemblée.

(1) POSENER, *op. cit.*, t. II, p. 243.

(2) Lettre de Gueydon à Fournier, directeur du service de l'Algérie au ministère de l'Intérieur, 23 Janvier 1872, *Arch. Gouv. Gén.*

(3) Lettre de Gueydon à Fournier, directeur du service de l'Algérie au ministère de l'Intérieur, *Arch. Gouv. Gén.* 16 déc. 1871.

(4) *Ibid.* Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur à de Gueydon, lettre n° 938, décembre 1871.

(5) *Echo d'Oran*, 3 décembre 1871.

(6) *J. O.*, 18 avril 1874, p. 2606.

Une dernière tentative devait être faite par l'amiral de Gueydon qui voyait avec regret l'injustice commise envers les Musulmans. En même temps qu'il avait conseillé à Versailles le retrait de son projet, il avait demandé la naturalisation des Musulmans. Le Gouvernement avait accepté le principe de la réforme, sans s'engager, en demandant des précisions sur « l'électorat algérien » prévu par de Gueydon. « Je crois, lui répondait le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, qu'il y aurait intérêt à ne reprendre la question des Israélites qu'en offrant aux autres indigènes une compensation quelconque » (1).

Sur ces bases, de Gueydon avait prévu pour les Conseils Généraux algériens, un retour au système de l'Empire, cinq Musulmans devant représenter leurs coreligionnaires et les Israélites ayant droit à un conseiller (2). Il revenait ainsi à la conception d'une population indigène groupant israélites et Musulmans que seules les croyances religieuses séparaient.

En mars 1872, il soumit au Gouvernement un projet de loi qui établissait définitivement ce point de vue. Les décrets Crémieux et Lambrecht étaient abolis. Musulmans et Israélites pouvaient être soumis au droit civil français sur leur demande à condition de prouver leur indigénat, leur monogamie et leur bonne moralité. Après deux ans au moins de résidence en territoire régi par le droit commun de France, on accordait à ceux de ces indigènes qui le demanderaient, les droits civiques et politiques, s'ils faisaient la preuve de leur moralité, de leur loyalisme envers la France depuis dix ans au moins et s'ils lisaient couramment et écrivaient lisiblement le français (3). Ces restrictions étaient sages. Elles éliminaient tous les éléments qui faussaient le jeu du suffrage universel et elles n'humiliaient pas les Musulmans. Elles auraient, sans doute, évité les conflits que devait faire naître l'influence de la masse israélite dans les élections. Mais l'heure de la réaction contre le Gouvernement de la Défense nationale était passée ; on songeait bien plus aux querelles politiques du présent qu'aux erreurs du passé. Au Consistoire d'Alger qui manifestait ses craintes, le Consistoire central, bien renseigné, pouvait répondre qu'il n'y avait pas lieu de s'alarmer (4). La naturalisation des Israélites algériens était définitivement acquise et le projet de Gueydon resta enfoui dans les cartons poudreux où dorment les réformes sages et inappliquées.

(1) Arch. Gouv. Gén.

(2) Arch. Gouv. Gén. E. 10. Ce projet ne fut jamais accepté.

(3) Arch. Gouv. Gén. E. 8.

(4) Arch. Cons. Cent. Séance du 9 avril 1872.

LIVRE II

LES ISRAÉLITES CITOYENS FRANÇAIS

CHAPITRE PREMIER

LES ISRAELITES CITOYENS FRANÇAIS

I. — L'évolution dirigée.

Pour comprendre la violente réaction algérienne contre la naturalisation, à une époque où il n'existait aucun sentiment anti-sémitique, il faut examiner la société israélite au moment du décret Crémieux. Elle était en pleine évolution et, se détachant du pôle d'influence indigène, elle allait vers celui de l'influence française ; mais, que d'hésitations et d'arrêts indécis dans ce mouvement ! Pour l'homme de la rue ce qui primait encore c'était la prédominance du caractère indigène des Israélites qui pouvait faire croire injustement à leur stagnation depuis la conquête.

Le costume oriental des hommes mûrs, des vieillards et des femmes, l'ignorance de la langue française de beaucoup d'entre eux, l'accent défectueux avec lequel les jeunes parlaient le français, la persistance de mille traits de mœurs orientales dans leurs cérémonies, leurs réjouissances ou leurs deuils, les faisaient considérer encore comme de simples indigènes. Conception que l'administration elle-même partageait puisqu'avant l'arrivée du Gouverneur général Chanzy, son intérimaire Tassin fixait la part de l'octroi de mer qui revenait aux Israélites à un chiffre très inférieur à celui des Européens ; leur consommation des produits d'Outre-Mer étant à peu près nulle (1).

Leur tendance à vivre en vase clos restait fort accusée. Les nationalités ne se mêlaient guère, chaque groupe national cherchant à conserver sa propre existence, mais les mariages entre Juifs et Chrétiens étaient exceptionnels. De 1830 à 1877 on ne relève que dix-sept unions entre Juifs et Européennes. Pratiquement, on peut dire que

(1) Arrêté du 23 juin 1873.

le groupe israélite enkysté dans la société algérienne défendait sa pureté avec un succès total (1).

C'est que cette population demeurait très attachée à ses principes traditionnels favorables à l'isolement. Les Israélites français continuaient même à être traités en impurs. En 1871 et en 1874, des incidents s'élevaient encore au cimetière de Mostaganem à l'occasion de l'inhumation du fils du directeur de l'école israélite et de celle de Moïse Bacri, frère de l'ancien chef de la nation à Alger, lui-même juif indigène mais étranger à la communauté locale (2). Ce fanatisme ne devait disparaître qu'avec peine, en même temps que les générations incultes.

Cette société manquait d'équilibre : la classe moyenne n'existait presque pas. En face d'une aristocratie riche et fastueuse, on trouvait une plèbe nombreuse d'artisans, de boutiquiers, d'ouvriers vivant avec difficulté et une dernière catégorie d'individus absolument misérables dont la seule ressource était la mendicité. Ces pauvres hères allaient de porte en porte, la veille du sabbat, hâves, crasseux, la barbe en broussaille, formant une procession hallucinante d'aveugles, d'estropiés, d'idiots, qui demandaient la charité et appelaient les bénédictions célestes sur ceux qui leur faisaient l'aumône ou la colère de Jéhovah sur les riches qui les repoussaient (3). Les gains de ces mendiants étaient tels que beaucoup d'individus valides profitaient des sentiments charitables de leurs frères pour faire de la mendicité une profession.

« Qui de vous ne s'est plaint de ces hommes, de ces femmes, jeunes encore et surtout valides, qui, à certains jours de la semaine, viennent vous assaillir dans vos magasins, dans vos demeures, et lorsque vous leur offrez du travail vous fuient non sans vous couvrir d'imprécations ?... D'où vient que nous avons tant de jeune vagabonds ? demandait Simon Kanoui, président d'une assemblée de notables oranais. « L'ivrognerie, la paresse, le vagabondage, s'enracinent de plus en plus... vous savez à quel degré de corruption certaine classe de notre communauté est arrivée... ».

Las d'être pillés, les membres de l'Assemblée décidaient, comme on le faisait depuis longtemps déjà à Alger, de confier la répartition des aumônes à un Comité spécial placé sous la direction du Consis-

(1) Entre Musulmans et chrétiens 120 unions, entre Français et étrangers 6.881. Entre Français et Françaises 23.217 ; entre étrangers et étrangères 14.568. DEMONTES, « *Le peuple algérien* » p. 214 et seq.

(2) *Echo d'Oran*, 30 sept., 10 octobre 1871, 9 juillet 1874, le même état d'esprit se trouve de nos jours chez les Tunisiens du Destour qui refusent les cimetières musulmans à leurs coreligionnaires naturalisés français.

(3) Ce spectacle se voyait encore dans les rues du quartier israélite d'Oran il y a quelques années. Depuis, le Consistoire de la ville y a mis bon ordre.

toire qui ne les distribuerait qu'à bon escient, et de cesser de donner aux mendiants ambulants (1).

Cette tendance à l'oisiveté s'expliquait non seulement par la paresse des individus, mais aussi par la gêne des petits travailleurs. Les familles nombreuses, si elles manifestaient la bienveillance divine, coûtaient extrêmement cher, surtout lorsqu'il y avait plusieurs filles, qu'il fallait absolument marier pour suivre la loi et donc doter aussi richement qu'on le pouvait. Et puis, la coquetterie apportée aux vêtements, aux bijoux, l'obligation de célébrer dignement les jours de fête les contraignaient à faire des dépenses fort pénibles. Jadis, ils empruntaient pour accomplir à ces prodigalités. La création des Monts de Piété fut un grand bienfait pour eux. Ils en devinrent les meilleurs clients. Mais on mesure à ces opérations la gêne de ces pauvres gens. Pour l'année 1876, sur 67.111 prêts consentis à Alger, 10.492 étaient faits aux Juifs dont la population s'élevait seulement à 7.098 âmes, soit une moyenne de 1,46 % pour les Israélites contre 0,84 % aux Européens et 2,49 aux Indigènes (2). Qu'il y eût une crise, que le chef de famille fût malade ou en chômage et c'était la misère pour tous ces besogneux. Il fallait alors faire appel à la charité du Consistoire et des grands.

Ceux-ci étaient groupés en quelques puissantes familles que leur fortune plaçait au premier rang de la colonie. Le président du Consistoire d'Alger, Lévy Valensi, était le plus grand armateur de la ville. Il possédait douze bateaux constamment en service et des immeubles valant plus de 500.000 francs. Le banquier Mayer-Chiche, membre du Consistoire, associé à deux Israélites indigènes, avait élevé les trois plus grands bazars d'Alger, les Haïm, Cohen-Solal, Aboulker, Kanoui, Duran, Seyman, Lévi-Bram, Stora, Oualid, Seror, Alphantéry, formaient des dynasties de commerçants d'une puissance égale. A Blida, un Ben-Ichou possédait plus de 100.000 francs de propriétés. A Oran, le président du Consistoire, Karouby, administrateur de la Banque d'Algérie, possédait mille hectares de terre (3), les Kanoui étaient propriétaires de terrains au cœur de la ville, les Lasry faisaient figure de nababs aux yeux des Européens (4). A Constantine, les Hassoum,

(1) *Archives Is.*, 1^{er} août 1872, p. 460 et seq.

(2)

Européens	34.591	67.111	0,84	555.223 fr.	19 fr. 04
Arabes	11.013	27.461	2,49	539.297 fr.	19 fr. 64
Israélites	7.098	10.492	1,46	344.400 fr.	32 fr. 82

(*Echo d'Oran*, 6 mars 1877).

Encore de nos jours, les Israélites ont fréquemment recours aux Monts de piété. En 1919, à Constantine, 65,4 % des prêts du Crédit Municipal allaient aux Israélites ; 25,55 % aux Arabes et 5,4 aux Européens. En 1930, 66,36 % étaient consentis à des Israélites contre 29 % aux Musulmans et 5,4 aux Européens.

(EISENBETH, *op. cit.*, p. 106-107).

(3) *Arch. gouv. gén.* E. 6.

(4) *Echo d'Oran*, 19 novembre 1871.

les Narboni, les Laloum, les Zerbib, possédaient plus de cinq mille hectares de terrains.

Tous ces notables ayant reçu une culture française ou faisant élever leurs enfants à la Française manifestaient à chaque occasion leur patriotisme et leur goût de la civilisation occidentale. En 1872, ils firent pour la souscription nationale destinée à la libération du territoire de très grandes largesses (1). C'est cette classe dirigeante qui, pour une fois d'accord avec les Israélites français et les grands rabbins, avait obtenu la naturalisation collective. Maîtresse de l'administration consistoriale et de toutes les organisations qui en dépendaient, elle allait guider la plèbe vers la civilisation française dont celle-ci était encore si éloignée.

II. — Les Consistoires.

Le décret Crémieux en naturalisant les Israélites algériens les plaçait sur le même plan que leurs coreligionnaires français. Les mesures d'exception, qui les séparaient de ceux-ci sur quelques points, devaient tomber de ce fait. A la vieille organisation du culte de 1845 et de 1867 devait être substituée une formule nouvelle les assimilant totalement aux Israélites métropolitains.

A cette époque le Consistoire d'Alger était en pleine anarchie, les élections au Conseil Général ayant exaspéré les rivalités des clans, indigène et européen. On pressait Crémieux d'accepter sa démission, et de le remplacer pour mettre fin à un conflit funeste (2). Le commissaire extraordinaire, du Bouzet, bien qu'opposé à cette solution, qui compliquerait les affaires algéroises suffisamment embrouillées déjà, dut suivre cette voie. On proclama que le décret du 24 octobre avait abrogé la législation antérieure et on procéda, quelques semaines plus tard, à des élections. C'était la première fois que les Israélites algériens étaient appelés à désigner leurs chefs qui jusqu'alors avaient été nommés par l'Etat. Les candidats étaient les rivaux traditionnels, il n'y eut pas de nouveaux venus. Les notables indigènes furent élus à de grosses majorités. On notait bien à Alger l'élimination du Président du Consistoire, l'avocat alsacien Honel et de son clan, mais on leur avait préféré l'élite des notables algérois et on ne pouvait pas blâmer ces choix. L'expérience fut donc concluante (3). Ce fut heureux, car tous les membres du Consistoire central au moment de la

(1) A Alger, Lévi-Bram fit un don de 2.500 fr. qui ne fut pas égalé. Les frères Stora donnèrent 1.500 fr., Lévi-Valensi, Aboucaya, Jais, 1.000 fr. chacun. Une liste purement israélite indigène recueillit 7.155 fr. ; la liste du Consistoire d'Alger 5.377. La population européenne était proportionnellement dépassée de loin. *Arch. Is.*, 15 avril 1872, page 230.

(2) CREMIEUX, *op. cit.*, p. 20.

(3) *Archives Cons. Cent.* Séance du 6 février 1872.

discussion de la nouvelle organisation du Culte en Algérie, n'étaient pas convaincus de la faculté de discernement des indigènes. L'un d'eux, rappelant le grand nombre d'illettrés qui se trouvaient dans ces communautés, les déclarait « incapables de choisir des candidats dignes de remplir leurs fonctions » et demandait le maintien du régime particulier de 1867. La majorité repoussa cette proposition en raison des résultats de la première expérience électorale et pour des raisons de politique générale. Le gouvernement avait bien retiré son projet d'abrogation du décret Crémieux, mais il pouvait le présenter de nouveau. Quelles réactions aurait-il s'il apprenait que les Israélites de France avaient refusé à ceux d'Algérie l'émancipation religieuse alors qu'ils avaient réclamé à grands cris leur émancipation civile ? On n'aurait pas manqué de les accuser de fourberie et de mauvaise foi. Laisser une organisation spéciale aux Algériens dans ces conditions eût été une très grave faute (1). On s'en remit aux Consistoires algériens qui se prononcèrent pour l'assimilation complète (2). La proposition, soumise au ministère des cultes, fut ratifiée par le décret du 12 décembre 1872. Désormais, les Consistoires étaient élus par tous les Israélites de leur circonscription ayant dépassé vingt-cinq ans et contribuant à l'entretien du culte. Les Israélites étrangers participaient au vote mais n'étaient pas éligibles (3). Les Consistoires cessaient d'être placés sous le contrôle des notables qui étaient chargés depuis 1845 de vérifier les comptes annuels (4).

En 1876, une nouvelle réforme importante réjouissait les Algériens ; les grands rabbins n'étaient plus nommés par l'Etat mais par le Consistoire central avec l'approbation du ministre des cultes. Les indigènes demandèrent aussitôt par pétition que le grand rabbin d'Alger fut un indigène, de façon à avoir leur complète autonomie. Mais ils se heurtèrent à un refus du Consistoire central (5). La nouvelle organisation leur laissait en effet une indépendance bien plus grande qu'au temps où leur nomination relevait de Paris. Mais elle présentait des dangers en raison du système des *çofs* algériens. Le parti qui arriverait au pouvoir aurait, pour s'y maintenir, des moyens de pression extrêmement puissants par la perception des impôts de bienfaisance, la répartition des aumônes, et la confection des listes électorales. Du fait de la misère de la plèbe israélite, il pourrait obtenir d'elle, par des largesses, ce qu'il voudrait. Qui pourrait l'en empêcher ? Les autorités administratives ne s'intéresseraient qu'aux bilans

(1) *Archives Cons. Centr.* 6 février 1872.

(2) Alger fit quelques réserves mais Constantine et Oran ne voulaient aucune différence entre le régime français et le leur. *Arch. Cons. Cent.* Séance du 12 mars 1872.

(3) UHRY, *op. cit.*, p. 65 et seq.

(4) *Arch. Cons. Cent.* Séance des 11 novembre 1873 et 6 janvier 1874.

(5) *Arch. Cons. Cent.* 5 décembre 1876 et 6 février 1877.

de fin d'année. Le Consistoire central était beaucoup trop loin pour être bien informé. L'opposition crierait en vain. Les seuls surveillants dangereux pour les partis, parce que pouvant dénoncer leurs exactions au pouvoir central, étaient les grands rabbins. Qu'ils manquaient d'énergie, qu'on les compromit dans la lutte électorale et le parti victorieux devenait libre d'agir à sa guise.

Rouage essentiel de la communauté, ne réglant pas seulement l'administration religieuse mais assurant la subsistance même d'une partie de ses administrés, le Consistoire était ainsi livré aux coqs qui pouvaient faire de ces attributions très étendues, un usage fort divers. Pour servir l'intérêt des chefs de clans, les Consistoires allaient à la fois contribuer aux progrès matériels de la communauté et l'engager dans des aventures politiques néfastes aux intérêts israélites.

III. — La campagne pour l'assimilation.

La naturalisation acquise, les Israélites francisés, comme ils l'avaient fait auprès le Sénatus Consulte de 1865, s'adressèrent à leurs coreligionnaires pour les inviter à accepter la civilisation française. Dès novembre 1871, Léon Séror, fils de l'ancien conseiller général d'Alger, Moïse Séror, exposait à la jeunesse israélite ses droits et ses devoirs (1).

« Nous sommes citoyens français », disait-il, mais ce seul fait impose une transformation radicale de l'ancienne façon de vivre de la nation juive. En premier lieu, il recommandait de se débarrasser de tout ce qui rappelait l'ancienne condition « Costume, mœurs, et langue, tout doit être en rapport avec notre vie nouvelle ».

Cette transformation de l'individu acquise, il fallait renouveler le personnel dirigeant les communautés qu'il condamnait comme médiocre, vaniteux et trop attaché au passé. Leurs successeurs devaient être « des hommes jeunes, instruits, pleins d'ardeur et de volonté féconde pour le bien public et absolument favorables aux réformes désormais indispensables ». Ceux-là seuls appréciaient les bienfaits de la culture occidentale et sauraient appliquer le programme social indispensable en ouvrant des écoles, des ateliers, des ouvriers pour les enfants et les jeunes gens. Mais le paupérisme vaincu, ils devaient élever leur peuple vers la culture française en l'orientant vers les carrières libérales et les beaux-arts, de préférence au commerce dont ils ne savaient plus s'affranchir. Fusionner avec l'élément français, acquérir son courage et sa civilisation, abandonner le culte du veau d'or, voilà le but suprême qu'il désignait

(1) *Lettre à la jeunesse israélite de l'Algérie*, par Léon SEROR, chevalier de la Légion d'Honneur, licencié en droit, ex-aide de camp du général Crémier, Grenoble, nov. 1871.

à ses coreligionnaires. Sans doute ce grand rêve n'était-il pas près d'être réalisé, mais les autorités judaïques firent, à ce moment, tous leurs efforts, pour en rapprocher le plus possible, les Orientaux qu'ils avaient entrepris d'amener à notre civilisation.

Quelques semaines après le décret Lambrecht, le Président du Consistoire central recommandait de rester en relations étroites avec les Consistoires algériens pour les diriger dans leur œuvre. Il était nécessaire d'obtenir des progrès rapides en matière de religion et de moralité et surtout de modifier l'éducation donnée à la jeunesse en fondant des écoles primaires dans toutes les communautés (1).

Tout d'abord, on devait obtenir des naturalisés l'abandon des costumes indigènes et le ralliement à la loi française. Celle-ci les obligeait à faire célébrer les mariages à la mairie ce qui impliquait le renoncement aux anciennes coutumes. Beaucoup d'Israélites n'acceptaient pas de commettre ce péché. La cérémonie religieuse leur suffisait, les rabbins indigènes consentant à les unir malgré les ordres reçus. De la sorte, le mariage des filles de moins de quinze ans, la polygamie et le divorce, se pratiquaient toujours, non sans soulever d'amères critiques des Algériens contre les mœurs scandaleuses de ces nouveaux français (2).

La complicité des rabbins indigènes ou de pseudo-rabbins, fermes partisans de la loi mosaïque, permettait à ces obstinés conservateurs de braver toutes les admonestations des Consistoires et des grands rabbins. Ces derniers durent faire appel au Consistoire central pour rappeler à l'ordre leurs subordonnés, préconisant même le recours à des sanctions pénales, si l'on ne parvenait pas à les convaincre. Celui-ci pour renforcer leur pouvoir, donna le privilège de la bénédiction nuptiale aux grands rabbins et aux délégués réguliers de l'administration religieuse. Il interdisait de procéder à un mariage religieux avant d'avoir la preuve que le mariage civil avait bien été contracté auparavant, confiait aux Consistoires le soin de dénoncer aux autorités civiles les délinquants, privait ceux-ci et leur famille de tout honneur religieux. Enfin, si les errements combattus persistaient, il menaçait de s'entendre avec l'administration française pour qu'on refusât de reconnaître comme légitimes les enfants issus de mariages religieux (3).

Cependant, la révolution morale que constituait l'abandon de la loi divine était trop profonde pour que ces appels des autorités religieuses fussent suffisants. En 1873, le Gouvernement général appelait

(1) *Arch. Cons. Cent.* 7 novembre 1871.

(2) Circulaire du commissaire extraordinaire, 30 novembre 1870. *Moniteur de l'Algérie*, 22 décembre 1870.

(3) *Arch. Cons. Cent.* Séance du 10 octobre 1872. Circulaire des 5 novembre et 26 décembre 1872. Séances des 3 décembre 1872 et du 7 janvier 1873.

l'attention des préfets sur les nombreuses infractions à la loi faites par les Israélites et les invitait à les signaler aux Procureurs de la République. Le Procureur général rappelait aux Consistoires le barème des peines prévues. Mais malgré leur crainte de la justice, beaucoup de Juifs passaient outre (1). Certains refusaient de déclarer la naissance de leurs enfants à l'état-civil, d'autres omettaient les déclarations de décès. En d'autres cas, au contraire, les administrateurs recevaient d'inattendues demandes tel le sous-préfet de Bône, auquel s'adressaient deux veuves que leurs beaux-frères refusaient de libérer par la cérémonie de la halitza (2). L'obligation de se plier aux règlements administratifs désolait ces pieux israélites qui maudissaient leur nouvel état. Certains demandèrent même leur retour à l'indigénat. Ainsi, un Oranais, Sportès, traduit devant la Cour d'Assises pour bigamie, déclarait « qu'il n'avait jamais entendu renoncer à son statut personnel, qu'il s'était toujours regardé comme vivant sous la loi mosaïque, qu'il n'avait pas demandé à profiter du décret Crémieux ». Et le jury, ne comprenant pas qu'on put forcer les gens à être français, l'acquitta (3).

Cette génération était encore trop orientale pour qu'on obtint de grands résultats avec elle. L'effort devait porter sur la jeunesse, suivant la tradition des Israélites éclairés et le plan du Consistoire central (4).

IV. — L'instruction.

La régénération des Israélites d'Orient doit se faire par l'école, disaient les réformateurs de l'Alliance Universelle. Pour éclairer le peuple il faut l'instruire, proclamaient les républicains. On ne crut peut-être jamais autant qu'à cette époque à la sainteté de l'instruction.

« L'école est sanctuaire autant que la chapelle ».

L'élite des Israélites algériens suivait ce grand mouvement d'idées. Alphandéry, un des plus riches Juifs d'Alger, était un des fondateurs de la Ligue de l'Enseignement. De Paris, on demandait sans cesse aux Consistoires algériens des renseignements précis sur l'état actuel de l'instruction primaire, mais en même temps on leur recommandait de veiller au maintien de l'instruction religieuse. Il fallait que

(1) UHRY, *op. cit.*, p. 77.

(2) La loi mosaïque voulait que la veuve sans enfants épousât son beau-frère, même s'il était déjà marié (lévirat). C'était impossible avec la loi française mais pour les Israélites pieux la formule de déchaussement restait nécessaire pour libérer la veuve
Arch. Cons. Cent. 5 août 1873.

(3) BEZY, *Inscription des Israélites d'Oran sur les listes électorales*, p. 16.

(4) Cf. Section II et *Arch. Cons. Cent.* 7 novembre 1871.

ces jeunes algériens fussent dignes d'être citoyens français en restant de bons Israélites (1).

Dans la masse, docile sur ce point parce que les avantages acquis par les hommes instruits montraient qu'on avait tout intérêt à savoir lire et écrire le français, on ne notait pas la répugnance qu'inspirait le Code civil. Une information du journal « Le Tell » est caractéristique à cet égard. Les enfants israélites de Blida, raconte-t-il, étaient conduits par leur rabbin à l'école mixte. Mais ne trouvant pas satisfaisant l'enseignement qu'on leur y donnait, ils se rendirent d'un commun accord à l'école congréganiste qu'ils jugeaient meilleure (2).

La plupart des enfants fréquentaient donc les écoles primaires. En 1872, la population israélite d'Algérie s'élevait à 34.574 âmes, on trouvait 5.646 enfants israélites inscrits dans les établissements scolaires ; en 1874, ils étaient 6.220 ; en 1876, 6.216 ; en 1878, 5.824 ; en 1881, 6.753, pour 35.665 Israélites. La courbe s'élevait régulièrement, mais le nombre des garçons dépassait de beaucoup celui des filles ; il est vrai que les écoles israélites réservées à celles-ci étaient rares et déjà insuffisantes pour les élèves qui demandaient à y aller. Dans l'enseignement secondaire, les progrès étaient plus nets, témoignant d'une amélioration certaine du sort de la population. 212 de leurs enfants allaient dans les lycées ou les collèges de la colonie en 1872 ; en 1874, on en trouve 291 ; en 1876, 518. On touche ici au sommet, car en 1878 on retombe à 430, pour remonter en 1881 à 443 (3). Des succès aux examens et aux concours, qui flattaient leur amour-propre, encourageaient les commerçants à envoyer leurs enfants aux établissements d'instruction secondaire. En orientant les jeunes israélites vers les professions libérales, on créait une bourgeoisie intellectuelle dont le rôle allait avec le temps devenir considérable.

En même temps, l'enseignement israélite disparaissait. Au cours de son voyage à Constantine, en 1875, le gouverneur général Chanzy, avait été frappé de voir des écoles exclusivement juives donner un enseignement français d'une valeur problématique (4). Cette séparation des enfants lui semblait contraire à la politique d'assimilation suivie par son gouvernement (5). Sur sa demande, un règlement fut pris, fixant que les écoles tenues par des maîtres indigènes (midraschim) ne donneraient que l'enseignement religieux et ne pourraient que recevoir des garçons. On précisait que les châtimens corporels étaient interdits, que les écoles devraient être propres et

(1) Arch. Cons. Cent. Séances du 10 mars 1874 et 7 octobre 1874.

(2) *Le Tell*, cité par l'*Echo d'Oran*, le 15 mai 1875.

(3) AUMERAT, *op. cit.*, p. 209 et 210.

(4) En 1872, l'école du Talmud avait 154 élèves et l'école Weill 208, sur 654 enfants israélites inscrits sur les registres de l'Académie.

(5) *Echo d'Oran*, 23 mai 1875.

que le recteur avait le droit de relever de ses fonctions tout rabbin maître d'école s'il se rendait coupable d'inconduite ou d'immoralité (1).

C'était la fin du vieil enseignement traditionnel, dont la valeur n'était pas bien grande et qui maintenait les enfants dans l'absurde tradition du ghetto, lorsque celui-ci n'existait plus. En libérant la jeunesse israélite de l'influence de ses rabbins, trop souvent fanatiques et bornés, en l'habituant à se mêler aux autres enfants, on lui faisait perdre plus ou moins l'esprit de caste, « sa persistance à se croire membre de la nation juive ». Puissant moyen d'assimilation qu'allait compléter une autre grande réforme la soumission au service militaire.

V. — Le service militaire.

C'était à coup sûr, l'institution la plus éloignée des mœurs des Israélites. Rien dans leur vie ou dans leurs traditions ne les prédisposait au devoir militaire. En dépit des appels patriotiques de leurs guides, de l'exemple des jeunes gens de l'aristocratie, les boutiquiers des anciens mellahs pensaient comme l'Ecclésiaste qu'un chien vivant vaut mieux qu'un lion mort et ils n'éprouvaient aucun désir de se faire rompre les os pour acquérir une gloire immortelle ou servir une patrie qu'on leur avait imposée.

Pourtant, étant devenus citoyens français, il était normal qu'ils fussent soumis à cette obligation. Le gouverneur général de Gueydon, du jour où il accepta leur naturalisation définitive y songea. Aussi peu favorable aux immigrants étrangers qu'aux Israélites, il aurait voulu que puisqu'on les classait parmi les Français, ils fussent dignes de l'être, qu'on leur fit connaître la langue et les mœurs françaises. C'est pourquoi il demandait au ministre de la guerre d'accorder des sursis d'appel aux fils de colons français, nécessaires à la défense et à la culture du pays, tandis qu'il imposerait aux fils des naturalisés et aux Israélites l'obligation d'accomplir leur service militaire en France, où, isolés de leur milieu, en contact avec la civilisation française, ils perdraient leurs sentiments particularistes (2).

Cette perspective effraya les Israélites algériens. Les membres de la communauté de Tlemcen dans une lettre adressée aux autorités religieuses d'Oran leur disaient « leur sentiment douloureux » à la pensée que la loi militaire serait appliquée et sollicitaient leurs conseils pour « détourner ce danger de leur fils ». Pour les rassurer, le

(1) Cf. Livre I, ch. V, l'affaire Ben Ayoun-Zerbib et le procès Benichou.

(2) *Arch. Gouv. Gén.* De Gueydon au Ministre de l'Intérieur, 21 décembre 1872.

grand Rabbïn leur répondait que l'application de la loi resterait suspendue. Mais il souhaitait que le contraire arrivât (1).

Voyant dans cette mesure une occasion favorable au développement de la civilisation, les Consistoires demandaient qu'on soumit les Israélites à l'obligation militaire. Ce serait, pensaient-ils également, un devoir qui les mettrait au même rang que les Français qui consoliderait donc leur naturalisation, qu'ils considéraient toujours comme menacée. Aussi, adressaient-ils des pétitions sollicitant l'honneur de servir la France comme « un bienfait nouveau ». « Vienne le jour où la France voudra faire appel au dévouement de ses nouveaux enfants, et ceux-ci montreront tout ce que peut sur leur cœur le nom adoré de citoyen français (2) ».

Cependant la loi sur le recrutement n'étant pas encore applicable à l'Algérie (3), les Israélites demeurèrent plusieurs années exempts de la contrainte militaire malgré les demandes des administrations religieuses algériennes (4). Ce privilège irrita vivement l'amiral de Gueydon et la population coloniale. Le service militaire était considéré comme fort lourd par les fils de colons dont on avait besoin pour les travaux agricoles. Or, au rebours des suggestions du gouverneur, c'était eux qu'on voulait faire servir tandis que les Israélites et les fils d'étrangers naturalisés jouissaient d'une complète tranquillité. « Qu'avant le décret de naturalisation les Israélites aient agi ainsi c'est possible, songeait de Gueydon, mais aujourd'hui que le suffrage universel a été étendu à l'Algérie et que les Israélites sont électeurs la légalité de la mesure sera à n'en point douter contestée (5) ».

Connaissant par expérience la presse algérienne, terriblement frondeuse à l'époque, de Gueydon devinait juste. L'opinion algérienne s'émut vivement de cette inégalité et pendant plusieurs années des critiques acerbes furent dirigées contre la loi.

« Nous pensons que l'exemption de l'impôt du sang accordée aux Israélites n'est pas juste, nous dirons même qu'elle est vexatoire pour nous autres, Français d'origine » clamait l'Echo d'Oran (6) ». C'est un contre-sens grondait « l'Akhbar ». Le sentiment de l'égalité

(1) Lettre du grand rabbin Charleville à la communauté de Tlemcen. *Echo d'Oran*, 31 décembre 1872.

(2) *Indépendant de Constantine*, *Echo d'Oran*, 23 janvier 1873. *Arch. Cons. Cent.*, 8 janvier 1874.

(3) La loi du 27 juillet 1872 fut, à la demande de l'amiral de Gueydon, suspendue en Algérie pour l'étude des projets permettant le peuplement et la colonisation du pays. Mais l'amiral, comme on l'a vu, ne voulait d'exception que pour les Français.

(4) *gais*.

(5) *Arch. Cons. Cent.* Lettre du 12 décembre 1873 du Consistoire d'Alger.

(6) *Arch. Gouv. Gén. E.* 8 brouillon de lettre de Gueydon, 4 mars 1873.

(7) *Echo d'Oran*, 30 janvier 1875. *Akhbar*, 7 septembre 1875.

si vif dans les milieux démocrates du pays, s'irritait fort de cette atteinte aux principes républicains.

La loi militaire du 6 novembre 1875 leur donna enfin satisfaction. Les Israélites furent compris dans les contingents et envoyés dans des régiments du Midi de la France (1). Cette nouvelle fut accueillie avec désespoir par le petit peuple. Les Grands Rabbins, en chaire, prêchaient la soumission à la loi et rappelaient que leur conscience n'avait pas à s'inquiéter des manquements au rite qu'ils pourraient être amenés à commettre, le grand Sanhédrin ayant délié les Israélites sous les armes de l'observation de la Loi (2). Mais leurs ouailles conçurent contre leurs dirigeants un vif ressentiment. Le 11 mars 1876, excités par le principal notab'le indigène de la ville, Kanoui, ils manifestèrent longuement contre le Grand Rabbin d'Oran, Charleville, appelant sur lui toutes les malédictions du ciel. Quelques jours après ils s'en prenaient au conseiller général Benichou dont ils assiégeaient la maison (3). Le Grand Rabbin de France, Isidor dut adresser aux communautés algériennes une lettre pastorale leur recommandant la résignation pour que le calme se rétablît (4).

Devant la nécessité, les Israélites se soumirent. Les Consistoires en profitèrent pour organiser un départ de conscrits à grand spectacle destiné à prouver à la population algérienne la satisfaction des jeunes Israélites. Moins timorés que leurs parents ces derniers suivirent l'impulsion qui leur était ainsi donnée. Ils fêtèrent en de brillantes réunions leur admission dans l'armée française, des collectes furent faites pour habiller à la mode européenne les conscrits (5). Rien ne fut épargné, en effet pour impressionner la population à l'occasion de ce départ. Les grands rabbins avaient invité les femmes à modérer leurs transports, craignant sans doute des démonstrations de tendresse trop orientales (6). Accompagnés de la majeure partie de la population juive mâle, précédés de drapeaux tricolores, les conscrits traversaient les villes aux accents de chants patriotiques, acclamés par tous leurs amis. Cette évolution subite faisait honneur à la discipline de la masse et à l'intelligence de ses guides, mais les Algériens, mal disposés, depuis le décret Crémieux, à leur égard, ne leur épargnèrent pas les critiques. Ni les comptes-rendus ironiques, ni les appréciations malveillantes ne manquèrent. « La comédie est terminée. Il faut espérer que nous n'en aurons pas

(1) Art. 28. — Infanterie : Carcassonne, Marseille, Toulon, Albi, Nice, Montpellier, Perpignan. Artillerie : Castres, Marseille. Dragons : Carcassonne. Chasseurs : Marseille. Comme les autres Algériens ils ne faisaient qu'un an de service.

(2) *Echo d'Oran*, 13 avril 1876.

(3) BEZY, *op. cit.*, p. 17. *Arch. Cons. Cent.* Séance du 3 avril 1876.

(4) *Ibid.*

(5) *Indépendant de Constantine*, *Echo d'Oran*, *Akhbar*, 25 août, 29 août 1876.

(6) *Akhbar*, *Moniteur de l'Algérie*, *Algérie Française*, 1^{er} septembre 1876.

une réédition l'année prochaine... » écrivait un correspondant algérois à l'*Echo d'Oran*. C'était la note habituelle (1).

Pour les autorités israélites, le séjour de ces jeunes gens en France devait constituer la mesure la plus sûre, la plus efficace pour les civiliser. Aussi ne leur ménagea-t-on pas les attentions. Les familles juives des villes où ils étaient en garnison furent engagées à les accueillir, ce qui fut fait avec un grand empressement (2). Crémieux obtint à partir de 1877 qu'on leur accordât quinze jours de permission pour leur permettre de célébrer la Pâque dans leur famille (3). Les journaux reproduisaient les lettres qu'échangeaient un jeune Constantinois Gozland, et Crémieux. Le premier proclamait sa reconnaissance en termes touchants, le patriarche israélite prodiguait ses encouragements à ses « Israélites bien aimés ».

« Chers enfants... faites vous des amis par vos qualités conciliantes, faites-vous des partisans par votre excellente tenue (4).

« A vous, mes chers Israélites de vous montrer les égaux des chrétiens, par le patriotisme, par l'exercice des vertus civiques (5) ».

De son côté, Gozland décrivait avec amour les événements de la vie militaire, énumérait les bienfaits physiques et intellectuels qu'en retiraient ses compagnons. « On peut être certain et je le dis avec une profonde conviction, que l'Israélite qui pour aller en France a quitté le sol africain, le 29 août 1876, sera tout autre que celui qui rentrera dans ses foyers le 1^{er} septembre 1877 » (6). Délivré de l'atmosphère pesante du ghetto, ces jeunes gens s'assimilaient en effet à la vie française, apprenaient à connaître la France et s'ils ne dé ouillaient pas tous complètement le vieil homme, ils revenaient suffisamment dégrossis pour soutenir avantageusement la comparaison avec l'Espagnol naturalisé travaillant aux carrières de Bab el Oued ou le pêcheur napolitain de Bône.

De tous les moyens employés pour gagner les Israélites à la civilisation française, ce fut certainement le plus efficace. En lui opposant une résistance désespérée, les vieux juifs qui ne voyaient point de salut en dehors des coutumes traditionnelles, avaient raison. Arrachés à leur milieu, ces jeunes Orientaux, déjà ébranlés dans leur fidélité aux mœurs ancestrales par l'école, le milieu où ils vivaient et les encouragements des progressistes, cédaient vite aux charmes et aux commodités de la vie française. Sans être tout à fait des Français, ils n'étaient plus des indigènes.

(1) *Al-hbar*, 3 septembre. *Echo d'Oran*, 2 septembre, 7 septembre 1876.

(2) *Echo d'Oran*, 21 octobre 1876.

(3) Crémieux à Seyman, président du Consistoire israélite d'Alger, 6 mars 1877.

(4) *Indépendant de Constantine*, *Echo d'Alger*, 28 octobre 1876.

(5) POSENER, *op. cit.*, t. II, p. 260.

(6) *Indépendant de Constantine*, *Echo d'Oran*, 3 mars 1877.

Ces résultats appréciables étaient dûs sans aucun doute à des mesures législatives, mais l'initiative de celles-ci, depuis le décret de naturalisation jusqu'aux mesures de détail infimes, venait des Israélites progressistes. Sans leur insistance auprès des pouvoirs publics pour qu'on s'occupât de leurs frères inférieurs, sans les encouragements et les ordres donnés à ceux-ci, il est probable que, comme pour la politique musulmane pratiquée à la même époque, des mesures contradictoires auraient été prises et se seraient heurtées à l'indifférence, voire à l'hostilité des indigènes. Ayant obtenu la naturalisation de leurs ouailles, Consistoires et rabbins par leur prestige religieux et les moyens de pression irrésistibles que leur mettait en mains l'organisation sociale du judaïsme algérien purent les obliger à accepter la civilisation française. Le programme d'émancipation qu'ils avaient esquissé moins d'un demi-siècle auparavant se réalisait, grâce à eux, point par point.

CHAPITRE II

LES DÉBUTS DANS LA VIE POLITIQUE

La crainte de l'insurrection arabe passée, le grand grief des Algériens contre la naturalisation des Israélites concernait leur participation aux élections. On craignait leur influence dans les grandes villes, où leurs communautés étaient nombreuses et homogènes, et surtout, leur obéissance passive aux ordres de leurs Consistoires (1). Connaissant la structure de la société israélite on redoutait que ses notables en subventionnant les candidats français ne devinssent les véritables maîtres des municipalités. On se demandait si, confiants dans la docilité de leur clientèle de pauvres gens, ils ne seraient pas tentés d'utiliser leurs suffrages pour prendre eux-mêmes la direction des cités (2). Quant aux vieillards hirsutes et crasseux vivant des libéralités des Consistoires, aux boutiquiers qui auraient tout vendu pour obtenir quelque argent, comment avoir confiance dans leur civisme ? N'était-ce pas un mot vide de sens pour eux ?

La Candidature de Crémieux à Alger et la façon dont s'étaient déroulées les opérations électorales justifiaient ces inquiétudes de la population française. L'ancien président de la délégation de Tours ayant été battu dans son ancienne circonscription de Chinon, les Israélites d'Alger offraient leur appui au parti qui consentirait à le porter à la députation (3). Les candidats en présence ayant accompli en Algérie une grande partie de leur carrière avaient une position très forte. Le docteur Warnier, chef des républicains modérés avait participé aux luttes de la conquête et avait défendu pendant tout l'empire le régime civil avec une activité inlassable. Vuillemoz,

(1) *Pétition du Bouzet. Le rapport de Fourtou* donne les chiffres suivants :

	<i>Français</i>	<i>Israélites</i>
Province d'Alger	51.840	10.720
Province d'Oran	35.697	14.754
Province de Constantine	34.582	8.478
Oran	8.953	5.058
Constantine	7.676	4.396
Tlemcen	3.586	3.339
Tiaret	650	760
Ain Beida	437	503
Ammi Moussa	78	71
Bord Bou Arreridj	212	148

(2) DU BOUZET, *op. cit.*, p. 8 et 9.

(3) *Echo d'Oran*, 29 juin 1871.

déporté de l'Empire, bâtonnier de l'ordre des avocats d'Alger, maire de la ville, jouissait d'un très grand prestige dans les milieux démocratiques. Bertholon, ancien représentant de l'assemblée nationale, lui aussi ancien déporté de l'Empire, avait l'appui des radicaux extrémistes bien qu'il eût quitté l'Algérie. Les mérites algériens de Crémieux étaient bien minces aux yeux de l'opinion publique qu'avaient violemment mécontentée ses décrets de 1870. Son passé de démocrate et sa valeur personnelle auraient pu constituer des titres suffisants pour le faire élire dans une des circonscriptions les plus nettement républicaines de France, mais il était le candidat des Juifs. L'idée que ce nouvel élément pourrait imposer sa volonté aux citoyens qui avaient souffert pour la république, révoltait les radicaux. Ils attaquèrent donc les Israélites avec une très grande violence, et allèrent jusqu'à demander leur radiation en bloc des listes électorales, pour, ensuite, abandonner ces exigences. Ces violences desservaient plutôt leur cause, mais les électeurs préférèrent voter pour les candidats qu'ils connaissaient. Le Dr Warnier et Vuillermoz furent élus ; Crémieux venait en dernière position, malgré l'appui de ses coreligionnaires dont le zèle avait effrayé beaucoup d'électeurs (1). « C'est par animosité contre l'Israélitisme et pour lui faire pièce que d'autres noms ont eu la majorité » disait Isidore Cahen dans les « Archives Israélites » (2). Il exagérait sans doute, mais l'hostilité envers l'influence électorale des Juifs sinon envers le judaïsme avait contribué sans doute à cet échec.

Après cette première expérience, l'inquiétude des milieux politiques algériens demeura vive. Ils avaient la preuve de la cohésion des Israélites : si à Alger, ceux-ci n'avaient pas triomphé, on pouvait redouter que dans les villes où ils étaient en plus grande proportion, leur influence déterminât la victoire.

Ces craintes grandirent lorsqu'on vit les Consistoires intervenir dans l'exécution du décret Lambrecht. Les Israélites, pour être inscrits sur les listes électorales, devaient faire la preuve de leur indigénat, soit en présentant un acte de naissance, soit sur l'affirmation par sept témoins qu'ils habitaient l'Algérie depuis dix ans au moins (3). Il s'agissait, dans la pensée du législateur, de réduire le plus possible le nombre des électeurs Israélites, en éliminant tous les Juifs tunisiens ou marocains qui s'étaient mêlés à leurs coreligionnaires du pays. Mais les Consistoires, dont les préoccupations n'étaient pas nationales, mais religieuses, désiraient émanciper tous

(1) Vuillermoz arrivait en tête avec 6.721 voix, Warnier en obtenait 6.456, Bertholon 6.089, Crémieux 5.431. Il y avait environ 1.500 électeurs israélites. *Akhbar, Algérie Française, Moniteur de l'Algérie, Echo d'Oran*, 25 juin, 13 juillet 1871.

(2) *Arch. Is.*, 1^{er} août 1871, page 164.

(3) Décret Lambrecht, art. III. *Arch. Gouv. Gén.*

les Israélites de leur circonscription, la naturalisation n'étant en somme pour eux que le moyen de civiliser plus vite leurs administrés ; ils créèrent des commissions destinées à faire inscrire les réfractaires ou les négligents. Dans certaines villes, tous les Juifs moghrébins furent promus citoyens français grâce à des témoignages bienveillants. Loin de diminuer le nombre des électeurs israélites, le décret Lambrecht l'avait augmenté (1).

Cela n'alla pas sans mécontenter les Algériens, — en particulier les radicaux, — dont la mauvaise humeur s'exhala dans des articles forts vifs (2). Toutes les appréhensions qu'avait fait naître la participation d'une masse inculte aux élections étaient justifiées par les événements. Les fraudes s'opéraient au grand jour, avec une candeur désarmante, qui semblait aux partisans du suffrage universel le plus révoltant des cynismes. A Alger, par exemple, un courtier radical placé à la porte du bureau de vote de la mairie, distribuait des bulletins au nom des candidats du parti, tandis qu'à l'intérieur, un autre déchirait les bulletins conservateurs et s'assurait que ses coreligionnaires votaient bien pour son clan (3). A Constantine, les cartes électorales des Israélites étaient remises en bloc au grand rabbin qui les distribuait lui-même aux fidèles, non sans leur conseiller de voter pour les candidats modérés Lucet et Viguier, ce dernier étant l'inspirateur algérien de Crémieux. Les radicaux l'accusaient même de n'avoir distribué ces bulletins qu'après y avoir inscrit lui-même les noms de ses favoris (4). A Oran, à l'occasion des élections au Conseil général, le seul résultat contesté était celui de la circonscription où les Israélites avaient la majorité. Le fils du candidat élu et un courtier de son adversaire s'accusaient mutuellement de fraudes et de pression illégale ce qui provoquait de longues discussions sans résultat (5).

Ces dérogations à la loi ne pouvaient guère étonner en raison du niveau intellectuel des Israélites et de leur absence complète d'éducation politique : craignant de les voir mal voter et d'indisposer ainsi le gouvernement qui pourrait exiger l'abrogation du décret Crémieux, les notables du judaïsme algérien, dirigeaient leur administrés dans la voie qui leur semblait la meilleure. Cette tactique devait leur valoir à la fois la haine des partis qu'ils avaient évincés et la reconnaissance de ceux qu'ils avaient fait élire. Non seulement ces derniers devinrent

(1) *Bulletin de l'Alliance israélite universelle*, 1^{er} sem. 1872, p. 49 et seq.

(2) *Atlas d'Oran, Radical* de Constantine, décembre 1871. *Arch. Gouv. Gén.*

(3) Rapport du préfet d'Alger au Gouverneur général. *Arch. Gouv. Gén.* E. 9.

(4) Protestation Colas, Mercier et consorts contre le Grand Rabbin Abraham Cahen. Six autres protestations furent faites dans le même sens. *Indépendant* de Constantine, *Radical*, 9-15 février 1871. A Oran, le même principe avait inspiré la distribution des cartes électorales que des Israélites retiraient à un bazar. *Echo d'Oran*, 18 nov. 1871.

(5) Conseil Général d'Oran. Séance du 29 novembre 1871. Par 10 voix contre 10 l'enquête demandée fut rejetée.

les défenseurs du décret de naturalisation, mais ils entreprirent de justifier la conduite de ces partisans compromettants. Après avoir déclaré qu'« ils n'entendaient pas le premier mot de la politique », ils expliquaient que leur atavisme commercial les éloignait des théories et des discussions politiques, mais qu'il en faisait des hommes d'ordre préoccupés des questions algériennes et respectueux des lois. Ces parias étaient devenus les meilleurs des citoyens aux yeux des gens qu'ils faisaient triompher (1).

Ce qui prouve qu'aucune idée politique n'inspirait les Israélites, que, hors la position adoptée par les candidats vis-à-vis du décret Crémieux, rien n'intéressait, ce sont les variations de leurs votes suivant les régions. A Alger, ils donnaient leur appui aux radicaux, non par jacobinisme, mais à cause de l'influence de Crémieux et de ses amis. Alphandéry, Kanoui, Cohen-Solal, Zermati avaient mené sous l'Empire, en compagnie des républicains, leur campagne pour la naturalisation ; ils avaient fêté ensemble l'ancien ministre à son passage à Alger en juin 1870 ; ils n'avaient pas dénoué ensuite ces relations. Devenus Français, ils leur apportèrent leur concours. L'élection de Crémieux, qui succéda en octobre 1872 à Vuillermoz démissionnaire, resserra encore ces liens. Les radicaux avaient soutenu cette fois Crémieux parce que sa victoire était désagréable au Gouverneur général de Gueydon, qu'ils détestaient. Les démocrates purs, ceux qui mettaient les principes au-dessus de tout et réprouvaient le vote des Juifs, avaient songé à Victor Hugo, puis, celui-ci ayant refusé de combattre son ami Crémieux, ils avaient soutenu leur ancien chef Bertholon. Mais privés de l'appui des journaux, ils n'avaient pu que réunir une minorité imposante (2). Assurés de la majorité à Alger, grâce à l'appui des Israélites, les radicaux, groupés autour de Vuillermoz, les soutenaient. L'élection du Président de l'Alliance israélite universelle était la condition d'une alliance qui devait durer plus de dix ans.

L'amiral de Gueydon, se laissant tromper par les apparences, déduisait de ce fait que les Israélites avaient des sentiments révolutionnaires et qu'ils étaient les meilleurs alliés de la « Solidarité » qu'il appelait « le pire des fléaux » pour la colonie (3). En réalité, l'entente des Israélites et des radicaux était l'exception. A Constantine, ils

(1) *Echo d'Oran*, novembre 1871.

(2) Crémieux obtint 5.357 voix et Bertholon 4.296. Tassin écrivait à de Gueydon qu'il y avait eu « beaucoup d'irrégularités » 22 octobre 1872. *Arch. Gouv. Gén.* Tous les Israélites avaient appuyé Crémieux : les *Archives Israélites* écrivaient : « Ils ont exercé leur droit avec résolution, avec calme et pas un n'a manqué à l'appel : sur 1.100 Israélites inscrits comme électeurs dans la ville d'Alger, il y a eu 1.100 votants ». *Arch. Is.*, 1^{er} novembre 1872, p 656 à 659.

(3) La *Solidarité* était l'organe de Vuillermoz. Basset, Marchal y défendaient les Israélites.

avaient voté pour les modérés pour la même raison qu'à Alger pour les radicaux. Un des candidats modérés, Viguié, avait appartenu à l'entourage de Crémieux, il avait contribué à l'élaboration du décret de naturalisation. C'était assez pour qu'ils le soutinssent. A Oran, l'attitude des notables décida de celle de la plèbe. Après avoir chanté les louanges de l'Empire, puis s'être ralliés à la République rouge, les Israélites se convertirent à la République conservatrice par opportunisme parce que le préfet était conservateur.

Ancien fonctionnaire de l'Empire, celui-ci suivait à la lettre les instructions qu'avait laissées l'amiral de Gueydon « En Algérie, il faut des préfets plus forts que ceux qui subsistent en France » (1). L'ingéniosité et la vigueur des agents du pouvoir central pouvaient largement s'exercer pour obtenir de bonnes élections celui-ci n'hésitait pas à descendre dans l'arène politique. Exploitant l'irritation causée par l'évincement des notables israélites de la liste radicale, il favorisa leur alliance avec le parti conservateur-modéré (2). Une première fois les Conservateurs avaient été battus, mais le Conseil de préfecture avait cassé les résultats du scrutin de ballottage, parce que les Israélites avaient rédigé leurs bulletins en hébreu. Les autres membres du Conseil municipal ayant fait grève pour protester, celui-ci avait été dissous.

Le préfet nomma alors une commission municipale composée de ses amis ; le jour de la clôture de l'inscription des citoyens sur les listes électorales, quatre Israélites présentèrent au juge de paix quatre-cent-cinq actes de notoriété, signés de sept témoins, qui attestaient que tous ces Juifs indigènes remplissaient bien les conditions déterminées par la loi. Le juge les acceptant, Oran compta quatre-cent-cinq nouveaux électeurs israélites.

Les radicaux protestèrent. Il s'opposèrent par de bruyants procès à la validité de cet acte ; mais les tribunaux leur donnèrent tort. A vrai dire, il y avait bien des choses louches dans cette affaire. Le Président du Consistoire, Simon Kanoui, avait dirigé l'opération et il avait payé à raison de sept francs par jour les sept mendiants professionnels qui avaient témoigné en faveur de tous les requérants. Mais deux de ces derniers, pour ne pas faire leur service militaire, prouvèrent que les déclarations de notoriété étaient fausses et la manœuvre du Consistoire fut dévoilée (3). Cependant, la volonté des autorités et l'allure bouffonne des débats où le principal témoin était

(1) *Archiv. Gouv. Gén. F.* 23.

(2) *Echo d'Oran, Atlas*, 19 à 21 novembre 1874.

(3) *Echo d'Oran*, 9 janvier 1877. Compte rendu des débats du tribunal d'Oran. Pour se défendre, les témoins prétendaient que l'interprète s'était trompé ; qu'ils avaient déclaré que les parents des deux réfractaires étaient arrivés après la conquête et non avant.

un aveugle qui écoutait aux portes et les accusés des vieillards bibliques qui juraient qu'ils connaissaient la généalogie de tous les membres de la communauté, empêchèrent le scandale d'éclater. Les quatre-cent trois autres Israélites gardèrent leurs droits.

Les radicaux firent vainement appel. La Cour de cassation déclara que le décret Lambrecht permettait l'inscription des Israélites qui faisaient la preuve de leur indigénat à chaque revision des listes électorales, « le mot revision de l'article 5 devant s'entendre non de la revision du décret du 24 octobre... mais de la revision des listes électorales... » (1). De cette façon, le décret perdait tout caractère restrictif, l'habile manœuvre des Consistoires, conforme à la mentalité indigène qui considérait comme normal l'usage des faux serments, introduisant autant d'Israélites marocains ou tunisiens qu'ils le voulaient.

Toutefois, l'opinion publique désapprouvait généralement ces procédés. La campagne de l'« Atlas » avait une répercussion sensible dans toute l'Algérie, ses arguments étant reproduits, examinés, critiqués ou approuvés par les autres journaux de la colonie. Au début, on avait situé l'affaire sur un plan strictement local. Il était bien spécifié que les Israélites français restaient hors du débat. Le polémiste Bezy écrivait : « La classe juive se divise en deux parties bien distinctes, celle qui veut s'assimiler à nous, qui adopte nos mœurs, nos usages, qui mérite... nos égards et toutes nos sympathies... Pour les autres Juifs, ils ne nous paraissent pas plus intéressants et même moins que les Arabes et les Berbères... » (2).

Puis, on s'en était pris à tous les Israélites. « Lisez M. Lamennais, lequel a écrit que sur son front la race juive porte écrit ce mot qui sert à la faire reconnaître : déicide », conseillait à leurs alliés conservateurs, un radical, anticlérical, par principe, mais que la passion rendait fort soucieux des questions sacrées (3).

Pour conjurer la tempête, le grand rabbin d'Oran, Charleville, désapprouva publiquement le Consistoire dont l'œuvre, d'après lui, « devait être limitée à la bienfaisance et aux nécessités du culte ». Il n'hésitait pas à dénoncer son immixtion dans les luttes politiques comme « un abus et un danger » pouvant « susciter à la communauté des embarras regrettables » (4).

Cette manifestation et surtout le retour des radicaux à la mairie

(1) Arrêt de la Cour publié par l'*Echo d'Oran*, 25 mai 1876. L'art. 5 était ainsi conçu : « A défaut d'avoir rempli les formalités et satisfait aux conditions exigées par les articles qui précèdent, tout Israélite actuellement inscrit sur les listes électorales en sera rayé et ne pourra y être rétabli que lors d'une prochaine revision.

(2) J. G. BEZY. *Inscription des Israélites d'Oran sur les listes électorales*, p. 25 et seq.

(3) *Atlas*, 4 avril 1875.

(4) Lettre du grand rabbin Charleville aux journaux, 9 janvier 1877, *Echo d'Oran*, 11 janvier 1877.

aux élections municipales d'avril 1877, grâce à l'abstention des modérés, arrêtaient la campagne. Mais les rancœurs subsistaient contre la communauté israélite et surtout contre le Consistoire. Les Israélites en trafiquant de leur vote avaient faussé le suffrage universel, ils avaient assuré le triomphe de la réaction, ils étaient les ennemis les plus acharnés de la République, les adversaires de leurs bienfaiteurs, exposait quelques années plus tard un conseiller général radical (1).

De ces craintes et de ces colères naquit un sentiment très net d'hostilité contre les Israélites Moghrebins, qui s'était étendu ensuite aux Juifs algériens. Le mot d'anti-judaïsme ne peut pas encore être prononcé. Les gens qui combattaient les Israélites étaient, au contraire, les plus hostiles aux idées d'inégalité des races et aux luttes religieuses. Il ne s'agissait que de protection contre l'ingérence dans les luttes politiques d'éléments indésirables. Mais ces polémiques qui prolongeaient celles qu'avait suscitées le décret Crémieux, créèrent dans une partie de la population un préjugé défavorable contre les Juifs indigènes. L'acquisition des droits politiques valait à ceux-ci l'inimitié des milieux qui, théoriquement, auraient dû leur être le plus favorables.

(1) Mémoire Rouire, *Echo d'Oran*, 4 novembre 1882.

NOTE

Les pièces officielles qu'on cite, sans référence, à partir de ce chapitre, en raison de la « Règle des cinquante ans » se trouvent dans la sous-série F. 80 des Archives nationales (Répertoire dans Bourgin et Madeleine Dillay).

CHAPITRE III

LES ABUS

I. — Les çofs juifs.

Le principe de l'élection des membres des Consistoires avait donné en France de bons résultats. Aussi, en dépit des réserves de certains membres du Consistoire Central qui se méfiaient de la mentalité des Israélites algériens, avait-on accepté de l'introduire dans les communautés algériennes (1). C'était, en raison de la structure de la société juive indigène, commettre une faute.

Depuis plusieurs années, les grandes familles se disputaient les places d'honneur et la direction de la communauté. L'autorité de l'administration n'avait pas toujours suffi pour leur imposer une discipline. Des çofs, semblables à ceux de la société berbère, opposaient de père en fils les notables de l'aristocratie et leur clientèle. Ces luttes, la compétition allait les rendre plus vives et leur donner l'occasion de se multiplier. Chaque élection au Consistoire devint un prétexte de bataille et de trouble.

Les méthodes seules changèrent. Jadis, on intriguait auprès des préfets pour supplanter son rival. La nouvelle organisation voulait que l'on transportât ces querelles devant la plèbe. Mais comme c'étaient surtout les suffrages de celle-ci que l'on briguait, les candidats durent plaire, s'attacher les miséreux par leur largesses, procurer à tous les membres de la communauté des avantages matériels tangibles ou des satisfactions d'amour-propre. En un mot, ils durent faire de la démagogie.

Il fallait arriver par tous les moyens. Les scrutins consistoriaux ne leur imposaient pas plus de respect que les scrutins politiques. A coup sûr, les scrupules ne les embarrassaient guère. Il n'est que de feuilleter les registres du Consistoire Central pour prendre idée de la corruption et de la vénalité des électeurs de la plèbe israélite. A chaque consultation électorale, on retrouve les mêmes plaintes et les mêmes fraudes. En 1880, par exemple, une réclamation était faite contre le vote de cinquante électeurs, d'Aumale, Coléa et Boghari ; à Constantine, un notable était accusé d'avoir installé une buvette près de la synagogue où avait lieu le vote et d'avoir donné à boire aux électeurs

(1) Cf. Livre II, Ch. I.

Pour les faire voter en faveur de ses amis ; un neveu du président, chargé de remettre leurs cartes aux électeurs, ne procédait à aucun émargement, ce qui lui permettait de les distribuer selon son bon plaisir. A Oran, la minorité protestait vigoureusement contre les procédés employés par les élus (1). Le Consistoire Central éprouvait quelque embarras à juger ces plaintes, d'où la rancune et la mauvaise foi n'étaient pas toujours exclues. Généralement, il validait les élections « tenant compte des mœurs du pays, de l'instruction et du degré de civilisation d'un grand nombre de ces électeurs » (2) qu'il n'estimait pas beaucoup.

L'administration de la communauté donnait à l'opposition l'occasion de dénoncer les membres du Consistoire tandis que ceux-ci la molestaient lorsqu'ils le pouvaient. Qu'on était loin de cette parfaite union dont les journalistes algériens entretenaient leurs électeurs en période électorale !

Un jour, le Consistoire ôtait le droit de tuer les bêtes de boucherie à un schohet qui lui déplaisait (3) ; une autre fois, un Israélite de Constantine était condamné à la bastonnade par le Consistoire avec l'assentiment du rabbin ; en une autre occasion on dénonçait le président du Consistoire qui louait pour son compte un terrain de labour attenant au cimetière de la communauté et, disait-on, destiné à prolonger celui-ci (4). Les querelles, au cours des séances des Consistoires, très fréquentes lorsque ceux-ci comprenaient les représentants de plusieurs çofs, entraînaient des démissions retentissantes. C'est ainsi qu'en 1877, le Consistoire de Constantine était paralysé par le départ volontaire ou forcé de quatre de ses membres ; qu'en 1878, le Consistoire central de France, las de la perpétuelle discorde de la communauté d'Alger, demandait au gouvernement sa dissolution ; qu'en 1883, à Oran, tous les membres de l'administration religieuse israélite démissionnaient pour porter leurs différends devant les électeurs (5). De temps à autre, Paris intervenant, on jurait sur la loi d'oublier ses dissentiments, on clamait très haut que la concorde refleurissait en Israël et, quelques mois après, les querelles reprenaient aussi vives qu'auparavant.

Ni la dignité sacerdotale, ni la sainteté des Temples n'étaient respectées par ces partisans furieux. Qu'un rabbin eût le malheur de désapprouver l'action du Consistoire, celui-ci ne cessait plus de

(1) Arch. Cons. Cent. Séance du 5 avril 1881.

(2) Rapport d'A. Sée, *ibid.*

(3) *Ibid.* 12 novembre 1878. Le Consistoire de Constantine avait retiré le droit de tuer au schohet de Guelma malgré le grand rabb'in Lévy.

(4) *Ibid.* Lettre du ministre de l'Intérieur et des Cultes du 12 mars 1880. Le Consistoire prétendait que cette peine était symbolique, mais ses adversaires soutenaient le contraire.

(5) *Ibid.* 15 février 1881.

demandeur son éloignement, allant jusqu'à organiser des émeutes dans les synagogues contre son ennemi (1). Entre les grands rabbins, placés au-dessus des clans par leur origine métropolitaine et par les devoirs de leur charge, et les partis qui siégeaient aux Consistoires, la bonne harmonie était l'exception. La vieille querelle des Israélites algériens et de leurs coreligionnaires français, qui avait dressé auparavant les chefs religieux les uns contre les autres, se continuait encore. Le grand rabbin d'Alger, Abraham Cahen, devait démissionner en 1882, son collègue d'Oran, Charleville, était nommé en France après de violentes querelles avec le chef de la communauté, Simon Kanoui (2).

Ces profondes divisions n'arrivaient pas cependant à briser l'unité du bloc israélite au milieu de la population algérienne. Les adversaires conservaient une sorte de sentiment national et religieux qui leur faisait accepter la discipline tant redoutée de leurs concitoyens. Mais la violence de ces luttes intérieures, la volonté des notables de ne pas perdre leurs prérogatives héréditaires, les obligeaient à utiliser cette force dans la vie publique afin d'obtenir, en faveur de leurs administrés, le plus grand nombre de faveurs possible. Pour garder leur prestige, ils devaient être à même de satisfaire toutes les exigences.

II. — Les faveurs.

Or, en un pays où les luttes électorales étaient extrêmement ardues, ils disposaient d'un moyen de pression d'une efficacité certaine. Ils pouvaient amener au candidat qui leur plaisait un contingent d'électeurs d'autant plus dociles qu'ils n'avaient pas d'opinion politique. Les Français, divisés en conservateurs libéraux et en radicaux, se combattaient ardemment. Mais comme leurs effectifs s'équilibraient sensiblement, c'était finalement l'élément israélite qui décidait de l'élection. La minorité israélite, dans les grandes villes, devenait en fait l'arbitre de la situation politique.

Les agents du Gouvernement et les comités politiques ne pouvaient pas négliger une force aussi importante. Dès 1872, on avait vu les conservateurs de « l'Akhbar » et les radicaux de la « Solidarité » se disputer la candidature de Crémieux pour capter les voix des Israélites (3). Sauf les radicaux intransigeants d'Oran et de Constantine, tous les partis demandaient leur appui. Dans ces conditions, obtenir

(1) Pour Constantine, 12 novembre 1878 ; Alger, 12 décembre 1878. Pour Oran, cf. Livre II, ch. I : Le service militaire.

(2) *Arch. Cons. Cent.* 12 mai 1882.

(3) *Arch. Gouv. Gén. E.* 9. Préfet à de Gueydon, 5 octobre 1872.

de « leur élu » de solides avantages pour la communauté n'était qu'un jeu pour ces hommes d'affaires (1).

Le type du chef de clan dont le souvenir subsiste encore dans les milieux israélites algériens est Simon Kanoui. Pendant trente ans il joua le rôle de grand électeur à Oran ; à ce titre il fut longtemps considéré comme une puissance algérienne. Il appartenait à la haute aristocratie israélite d'Oran ; son aïeul avait été chef de la nation et son père un des premiers présidents du Consistoire. De ce fait, il avait un prestige considérable sur ses coreligionnaires que, généreux et habile il comblait de dons. Il avait été nommé sous l'Empire membre du Consistoire d'Oran et dès cette époque il dirigeait la plupart des sociétés israélites de la ville. Riche, intelligent, instruit, actif, il avait l'ambition de rester comme ses ancêtres le premier des Juifs indigènes et de devenir un des premiers personnages de la cité. Le régime du suffrage universel le lui permit. Oubliant ses démonstrations de loyalisme envers l'Empire, il se rallia dès septembre 1870 à la République, devint conseiller municipal, puis Président du Consistoire et enfin conseiller général du quartier israélite de sa ville (2). En quelques années, il était devenu le chef incontesté de la communauté.

Mais dans son ascension, il s'était fait des adversaires acharnés, notamment la famille Benichou dont il avait détrôné le chef, conseiller général depuis l'Empire, représentant dans la communauté la tendance progressiste comme les Kanoui représentaient la tradition indigène (3). Pour se maintenir au premier rang, Simon Kanoui se fit l'avocat écouté de ses administrés auprès de l'administration et des hommes politiques, dont le sort dépendait de lui.

Il faisait volontiers état de sa puissance : « Nul n'entrera à l'Hôtel de Ville que celui à qui je voudrais bien en confier les clés ». « Nul ne pourra obtenir aucune fonction élective s'il n'a auparavant pris la sage précaution de venir m'en demander la permission ». Vrais ou faux ces propos qu'on lui attribuait correspondaient à la situation (4).

Il recevait les notables de la ville, ne faisait pas antichambre chez le préfet, traitait, disait-il, de puissance à puissance avec le directeur des Cultes, recevait du général le meilleur accueil. Il réalisait ainsi son rêve d'être honoré par les grands (5). Cette situation lui donnait aux yeux de ses compatriotes un prestige exceptionnel : jamais un

(1) Kanoui répondait au grand rabbin Netter qui lui montrait le danger d'engager les Consistoires dans la politique : « aucun ministère n'osera m'en faire le reproche parce que j'ai des petits papiers qui prouvent que j'ai été sollicité ». *Enquête Pourquery de Boissierin*, déposition Netter, p. 218.

(2) *Echo d'Oran*, 19 novembre 1871, 21 août, 20 septembre 1877.

(3) Cf. Livre I, Ch. V.

(4) *Enquête Pourquery de Boissierin*. Séance du 15 juin 1900, déposition Vidal-Chalom, page 345.

(5) *Ibid.* Séance du 22 juin 1900. Déposition Lys du Pac.

Juif n'avait été traité de la sorte avant lui. Par surcroît, la communauté en tirait de très substantiels profits.

« Je me rappelle, racontait un journaliste oranais, lui avoir vu obtenir une dispense de service pour un jeune homme à qui elle était nécessaire et qui ne l'avait pourtant pas obtenue en dépit de l'intervention d'hommes influents » (1). Ce n'était là qu'une démarche facile d'homme politique, comme on en accomplit fréquemment pour ses électeurs. Ses coups de maître étaient les exemptions ou les faveurs accordées à la communauté entière, comme si l'ancienne nation juive subsistait encore. En 1878, voulant bâtir la plus belle synagogue d'Algérie, il obtenait de l'Etat une concession gratuite et une subvention de 250.000 fr., et du Conseil général de son département un don de 60.000 fr. en dépit des protestations des radicaux qui faisaient observer qu'on n'avait jamais fait de telles largesses en Algérie pour aucun culte (2).

Quelques années plus tard, la menace du phylloxera avait fait interdire par décret l'introduction de légumes et de fruits en Algérie. Mais les Israélites ayant besoin de cédrats pour leurs cérémonies, obtinrent du ministre le droit d'en importer de Jafia, Mogador et de Tunis. Le Gouverneur général et les préfets ignoraient, à ce qu'ils dirent, la façon dont ces démarches s'étaient faites, ils avaient simplement obéi aux ordres du Gouvernement. Ce n'était pas une très grave violation de la loi, mais les journaux et les hommes politiques algériens protestèrent avec vigueur.

« Il y a deux catégories de citoyens, disait l'un d'eux, d'une part les imbéciles qui se croient obligés de s'incliner devant les conventions et les règles sociales, d'un autre côté, les malins qui mettent quelque part les lois et les décrets... Inutile d'ajouter que la masse des Français constitue la première classe d'individus et que Messieurs les Israélites forment, en Algérie particulièrement, la seconde » (3). Ce fut « l'affaire des cédrats » dont on conserva le souvenir durant plusieurs années.

L'opinion publique éprouvait également quelque dépit devant les sursis accordés aux territoriaux et aux réservistes israélites appelés à faire leur période au moment de la Pâque, en avril ou du Kipour, en septembre ou en octobre. Malgré la décision du Grand Sanhédrin permettant aux Israélites de déroger aux prescriptions rituelles pendant leur séjour à l'armée, Crémieux avait obtenu très tôt des

(1) *Enquête Pourquery de Boissertin*, Séance du 22 juin 1900, déposition Lys du Pac.

(2) Décret du 20 mai 1878, *Arch. Cons. Cent.* 8 janvier, 7 mai 1878, 13 décembre 1881 *Echo d'Oran*, 18-21 octobre 1879, 29 janvier 1881.

(3) Décret du 17 juin 1884. Conseils généraux d'Oran et d'Alger, Interpellations Giraud et de Redon, session d'octobre 1891. *Républicain de Constantine*, Akhbar, *Echo d'Oran*, 12-22 octobre 1891.

congrès pour permettre aux militaires israélites de célébrer leurs fêtes (1). L'extension de cette mesure aux réservistes n'avait rien de bien choquant, mais c'était encore une atteinte à l'égalité. Puisqu'on ne renvoyait pas dans leurs foyers au moment des fêtes catholiques les conscrits français, les Français d'Algérie admettaient mal qu'on le fit pour les Israélites (2).

Mais ce qui leur semblait le plus scandaleux c'étaient les décorations qu'obtenaient les notables israélites. Ceux-ci les désiraient avec passion, parce qu'elles flattaient leur amour-propre et aussi parce qu'elles montraient que le Gouvernement Français ne les considérait pas comme inférieurs aux autres Algériens. Dès 1871, le Président du Consistoire d'Oran, Karoubi, avait demandé à l'amiral de Gueydon la croix de la Légion d'Honneur en raison des services rendus par lui à la colonisation. Le Gouverneur général avait donné un avis défavorable mais on le savait peu bienveillant aux Israélites. Cette faveur, Simon Kanoui, en 1880, devait l'obtenir grâce à l'appui, disait-on, du préfet, du député Jacques avec lequel, délaissant les conservateurs, il avait fait alliance, et de son successeur éventuel Etienne (3). On donnait à cette époque une valeur extrême à ces marques d'honneur. L'Algérie entière se préoccupa de la croix de Simon Kanoui. Des pétitions furent adressées au gouvernement pour demander la punition des fonctionnaires qui avaient « fait cette injure à la population ». Les journaux conservateurs et radicaux intransigeants protestèrent avec véhémence. Un Conseiller général, ancien déporté de l'Empire, Cély, démontra la « trahison » du député Jacques dans de tumultueuses réunions publiques. Mais malgré tout ce bruit, le Président du Consistoire d'Oran garda sa décoration à l'indignation de ses ennemis, à l'étonnement des autres. Qu'on ait fait de la plus haute distinction française la clause d'un marché électoral ou qu'on ait récompensé la richesse de ce notable Juif, il y avait là un fait étrange et troublant pour le public (4). Désormais, Simon Kanoui fut pour lui un homme tout puissant, maître des fonctionnaires, des parlementaires, et même des ministres, grâce à son troupeau d'électeurs. Cette influence occulte, le « kanouisme », était réelle mais exagérée, car en certaines occasions, des faveurs pour ses protégés lui furent refusées. Sans l'âpreté des luttes politiques, elle n'aurait probablement pas causé autant de colères. A distance, ces indignations vertueuses prêtent un peu à

(1) Cf. Livre II, Ch. I, section V.

(2) *Echo d'Oran*, 10 mars 1884.

(3) Simon Kanoui avait été proposé par le préfet en raison de sa grande fortune, des services rendus à l'instruction publique et parce qu'il faisait pénétrer les idées républicaines dans les masses israélites. *Echo d'Oran*, 18 sept. 1880.

(4) *Echo d'Oran*, *Al-hbar*, *Atlas*, 15 juillet à 20 décembre 1880.

sourire, mais ces piqures d'amour-propre entretenaient un sentiment de mauvaise humeur contre les Israélites que venaient renforcer les abus d'ordre économique.

III. — Les pratiques usuraires.

L'usure était en Algérie une institution ancienne qui, à la faveur de la colonisation, avait pris un développement considérable. Le fait que les Juifs l'aient pratiquée sur un plan très vaste, semble avéré. Il n'est pas de mémorialiste algérien qui n'ait point dénoncé l'avidité des prêteurs israélites et leurs exactions. Seulement, chacun de ces écrivains s'est cru tenu d'émettre quelque jugement très sévère contre eux au nom de la morale et de plaindre au passage « les malheureux indigènes dépouillés par les fils d'Israël ». Ces réflexions auraient surpris les victimes comme leurs exploiters. L'usure entre, en effet, dans les mœurs indigènes à l'égal de la fantasia et des diffahs, dont elle dépend un peu. Peu prévoyant, habitué à vivre au jour le jour, le fellah, dès qu'arrive une période critique, doit s'adresser au prêteur pour se procurer le grain nécessaire à la semence ou pour couvrir des frais imprévus. A une époque où le crédit aux indigènes n'existait pas, le recours au commerçant-banquier, israélite, kabyle ou m'zabite, s'imposait (1).

Les colons devaient parfois, lorsque leurs garanties étaient insuffisantes ou que les banques resserraient leurs crédits, emprunter à des taux excessifs. Les périodes de prospérité avaient été courtes jusqu'au développement du vignoble algérien, l'argent restait rare. Le colon n'épargnait pas. Ses bénéfices, lorsqu'il en avait, contribuaient à l'agrandissement de sa propriété ou à l'amélioration de son matériel. Il lui fallait aux mauvais jours demander un prêt aux banques qui ne faisaient d'avances que sur de solides garanties, à de respectables intérêts, — 8 à 10 % en moyenne, — ou hypothéquer sa terre. Mais c'était avouer sa gêne, prendre des engagements précis pour le remboursement. L'usurier au contraire garantissait le silence, promettait des arrangements et des renouvellements ; pour peu qu'on eût l'espoir d'une bonne récolte, on allait à lui. C'est pourquoi, malgré la création des succursales des Banques, les usuriers continuaient à prospérer en toute quiétude.

Des individus ouvraient une boutique où ils entassaient des marchandises : le décor était installé. Ayant l'étiquette de commerçant, admis à ce titre à l'escompte, ils trouvaient de l'argent au taux de 4 1/2 et ils le prêtaient à 50 ou 60 % d'intérêt (2). On faisait vite fortune à de telles conditions.

(1) E.-F. GAUTIER, *Un siècle de civilisation*, p. 204 à 208.

(2) *Matin*, 2 mars 1881 ; *Echo d'Oran*, 15 mars 1890, 24 mai 1893 ; *Petit Colon*, 27 juin 1891.

Il ne faut pas généraliser trop vite et croire que tous les usuriers étaient Israélites. Beaucoup de commerçants juifs tiraient du prêt à intérêt un revenu supplémentaire parce que dans un pays sans épargne constituée, ils avaient seuls des capitaux et qu'ils ne répugnaient pas au commerce de l'argent, mais les M'zabites et les Européens ne dédaignaient pas non plus ces profits (1). Seulement, la tradition voulait qu'usurier et Juif fussent synonymes et qu'on leur imputât tous les faits d'usure comme si ceux qu'ils commettaient réellement ne suffisaient pas.

C'était surtout avec les fellahs qu'ils se livraient à ces fructueuses opérations. Le Musulman, pour payer ses impôts ou faire quelques dépenses nécessaires, empruntait à l'usurier ; celui-ci ne prêtait pas à un pourcentage fixe, ce qui aurait exigé des connaissances d'arithmétique trop élevées, mais il décidait qu'on lui rendrait un nombre fixe de « douros » en supplément (2) quelle que soit la durée du prêt. On disait : « dix douros vaudront quatre », par exemple. Cela signifiait qu'on rembourserait cinquante francs et vingt francs d'intérêt. En général, on prêtait de septembre à avril, l'échéance concordant avec la récolte. On arrivait ainsi à des taux d'intérêt inouïs : 60 % au minimum, lorsque le débiteur présentait des garanties, 120 et 200 % le plus souvent, ce qui rapportait moins que les prêts à la petite semaine où le débiteur s'engageait à rembourser à l'échéance de huit ou dix jours un franc par douro, soit un intérêt de 720 % par an (3).

Cette forme d'usure classique s'était aggravée du fait des perfectionnements du crédit européen. Le billet à ordre exerçait des ravages considérables, avouait Burdeau. Gourgeot a décrit minutieusement le mécanisme de l'usure de son temps. Lorsque l'emprunteur possédait une certaine fortune, le négociant auquel il s'adressait ne lui donnait pas, suivant l'ancienne méthode, un sac de semence pour réclamer deux sacs à la récolte, il lui faisait signer un billet à ordre au taux de dix pièces pour cinq par exemple, c'est-à-dire que rece-

(1) PENSA, *L'Algérie*, p. 98. Déposition de Prax, colon forestier à Alger, p. 135. Procureur général à Gouverneur. Arch. Nat. F. 80 1684.

(2) Le douro est la pièce de cinq francs

(3) GOURGEOT, *Les sept plates de l'Algérie*, p. 157. Ancien interprète de l'armée d'Afrique, l'auteur avait longtemps observé les abus et a donné un exposé très clair des méfaits de l'usure. Voici le tableau des intérêts en vigueur à cette époque :

N° 1 — 10 pièces pr	4 — 50 fr. reçus + 20 fr. d'int.	: 70 fr. à rembour.	int. an. 60 %
N° 2 — 10 pièces pr	5 — 50 fr. reçus + 25 fr. d'int.	: 75 fr. à rembour.	int. an. 75 %
N° 3 — 10 pièces pr	6 — 50 fr. reçus + 30 fr. d'int.	: 80 fr. à rembour.	int. an. 90 %
N° 4 — 10 pièces pr	7 — 50 fr. reçus + 35 fr. d'int.	: 85 fr. à rembour.	int. an. 105 %
N° 5 — 10 pièces pr	8 — 50 fr. reçus + 40 fr. d'int.	: 90 fr. à rembour.	int. an. 120 %
N° 6 — 10 pièces pr	10 — 50 fr. reçus + 50 fr. d'int.	: 100 fr. à rembour.	int. an. 200 %

p. 152 à 154. — PENSA, *op. cit.*, p. 197, déposition du cadé de Boghari.

Un israélite de Mascara, Joseph Schoukroun, avait prêté 25 fr. à un sergent-major du régiment étranger qui lui avait laissé en gage son revolver moyennant 7 fr. d'intérêt par semaine, soit 672 %. *Courrier d'Oran*, 28 mars 1876.

vant cinq cents francs il reconnaissait en devoir sept cents. C'était l'emprunt « marda ».

Si à l'échéance le fellah ne pouvait pas acquitter sa dette, et cela arrivait souvent, son créancier le menaçait de jugement et de saisie. Pour sauver son bien, le débiteur acceptait alors l'opération du « selem ». Il s'engageait, par exemple, à livrer dans les quinze jours, 37 charges d'orge plus une demi-charge, à 20 francs l'unité au lieu du cours du jour 22 fr. 50. De cette façon, l'usurier réalisait un bénéfice double en portant la dette de son débiteur de 700 à 750 fr. et en achetant de l'orge au-dessous du cours.

Si la récolte n'ayant pas correspondu à ses espérances, le fellah ne pouvait que livrer 25 charges, le marchand recommençait ses menaces, mais le cours ayant haussé, il lui proposait une vente « talg ». Le fellah devait, pour compenser les douze charges et demie d'orge qu'il n'avait pas livrées, reconnaître qu'il les avait achetées au prix de cinquante francs l'unité, ce qui l'amenait à souscrire un nouveau billet de 625 fr. payable à échéance fixe. Le cycle s'achevait : on revenait à l'emprunt simple, au « marda ». Ayant reçu 500 fr., le fellah, après avoir livré vingt-cinq charges d'orge qui valaient 562 fr. 50, se trouvait devoir encore 625 fr. Le jeu pouvait se prolonger indéfiniment tant que le débiteur ne se libérait pas ou que le créancier ne faisait pas vendre ses biens (1). C'est ainsi qu'un Israélite marocain, Moïse Amar, faisait vendre en vertu d'un jugement du juge de paix du Tlélat en date du 17 août 1886, les biens de deux indigènes qui lui devaient 80 fr., reliquat restant dû sur un billet souscrit par eux en 1881 à intérêt de 50 %. Leur propriété, d'une surface de dix hectares et leur récolte étaient adjugées pour vingt-cinq francs à la poursuivante Rachel Kalfon, épouse séparée de biens d'Amar, lui-même négociant failli (2).

L'habileté suprême consistait à laisser monter, de renouvellement en renouvellement, grâce aux intérêts, la dette du débiteur jusqu'à ce qu'on pût s'emparer de ses biens pour un prêt d'une importance minime. C'est ainsi qu'en 1896, un Israélite réclamait la licitation des biens de la famille du colonel Ben Daoud en vertu d'une créance de 43.000 fr. Il avait prêté en 1840, à un membre de celle-ci, 1.500 fr. pour l'achat d'une selle et depuis il avait laissé les intérêts s'accumuler (3).

Les prêts sur les biens fonciers donnaient lieu à des combinaisons non moins subtiles. L'usurier prêtait d'abord sur hypothèque à

(1) COURGEOT, *op. cit.*, p. 158 à 163.

(2) LEROY-BEAULIEU, *Algérie et Tunisie*, p. 105.

(3) *Enquête Pourquerry de Boissierin*, déposition Tilloy, bâtonnier de l'Ordre des avocats d'Alger. Séance du 6 juin 1900, p. 75 et 76.

20 % en majorant la somme réellement remise à l'emprunteur. Si celui-ci ne pouvait pas se libérer on lui faisait souscrire un billet « marda » à dix pièces pour cinq ou six et on déclarait chez le notaire qu'un nouvel emprunt était contracté. Lorsque le prêt sur hypothèque n'était pas remboursé et qu'un jugement était pris, on avait souvent recours à la vente à reméré. Pour ne pas être saisi, le débiteur vendait ses biens à un prix très bas au créancier avec une clause de rachat. De la sorte, il pensait qu'il y aurait moins à rembourser à l'échéance de cinq ans fixée par le droit français. Si à cette date il ne pouvait pas tenir ses engagements, l'usurier lui accordait, moyennant une certaine somme, un sursis et les choses allaient ainsi jusqu'à épuisement de la victime (1).

D'autres occasions de spéculation furent fournies par la loi de 1873 établissant la propriété individuelle indigène. Cette mesure destinée à assimiler les indigènes contribua, comme ce fut le cas pour tant de projets philanthropiques du Gouvernement de Paris, en matière algérienne, à les ruiner. En accordant la licitation au co-propriétaire qui la demanderait, on ouvrait la porte aux abus. Il suffisait à un usurier de se rendre maître de la part d'un des possesseurs pour demander qu'on mît fin à l'indivision. Les frais dépassant de beaucoup les possibilités financières des indigènes, le demandeur s'attribuait pour quelques centaines de francs une propriété qu'il revendait ensuite fort cher.

« Un acquéreur sérieux a tout avantage à s'adresser aux usuriers qui ont prêté aux indigènes et qui ont fait liciter, exposait le professeur Colin. Des Juifs, des M'zabites, des Maltais, se chargent de cet office et peu à peu constituent des propriétés étendues avec des parcelles ou des co-propriétés licitées » (2).

Burdeau donne un exemple extraordinaire du parti que d'habiles procéduriers pouvaient tirer de cette loi maladroite. Le chaouch israélite d'une étude d'avocat-défenseur de Mostaganem s'étant rendu maître pour vingt francs d'une part de propriété de 292 hectares appartenant à 513 personnes, réclama la licitation. L'avocat-défenseur menant l'opération, les frais montèrent à 10.994 fr. et la propriété fut adjugée pour 80 fr. à un ancien clerc de notaire (3) de l'étude.

En de telles opérations, les Israélites, favorisés par leur commerce étroit avec les indigènes, jouaient le rôle de rabatteurs lorsqu'ils n'opéraient pas pour leur compte personnel. « Les hommes d'affaires, les Israélites particulièrement, ont seuls tiré profit de cette loi »

(1) GOURGEOT, *op. cit.*, p. 172 à 176.

(2) PENZA, *op. cit.*, déposition Colin, professeur à l'Ecole de Droit, p. 143.

(3) *Rapport Burdeau*, p. 183, E.-F. GAUTIER, *op. cit.*, p. 211.

déclarait un notable indigène d'Oran (1). Ajoutée à la sécheresse et à la famine (2) l'arabophilie législative avait ruiné les fellahs.

- « Nous sommes perdus dans les dettes. C'est Dieu qui l'a voulu
- « Nous avons beau payer, boucher les ouvertures,
- « Les créances augmentent sans cesse, chaque jour voit surgir
[un avertissement
- « Lorsque l'huissier arrive, on croirait voir un aigle
- « Ravir tout ce que l'on tient dans les mains et l'emporter pour
[lui. »

gémissait un poète indigène. Et un autre reprenait le même thème .

- « Il ne reste plus que la fuite, ces lieux deviennent répugnants
- « Jusqu'à ce qu'arrive celui que son tour amènera à régner,
« Un prince de noble origine
- « Nous délivre de cette calamité, l'usure...
- « L'Arabe jadis plein de fierté a perdu aujourd'hui son amour-
[propre
- « Il appelle le Juif « mon père » ; il le supplie de l'écouter
- « L'usure cause la décadence de notre religion (3).

A vrai dire, la spoliation de l'Arabe par l'usurier juif se pratiquait bien avant l'installation des Français en Afrique, mais de temps à autre, quelque avanie lui faisait rendre gorge. La domination française, assurant la protection des Israélites, leur permettait de s'enrichir, de façon licite ou non, de leur commerce, avec les Musulmans. C'est ce qui faisait dire à ceux-ci, non sans amertume : « On dirait que c'est pour les Juifs que la France a entrepris la conquête de l'Algérie » (4).

IV. — Le commerce juif.

L'usure considérée par les Européens comme un acte frauduleux semblait aux Israélites et aux indigènes une opération de crédit dont les risques justifiaient les profits. On retrouvait la même différence de vues dans toutes les pratiques commerciales, et, ces divergences provoquaient des rivalités et irritaient les Européens qui, moins adaptés aux usages du pays, réussissaient moins bien que leurs concurrents israélites.

(1) PENSE. *op. cit.* p. 60, déposition d'Ali Maeddin.

(2) En 1877, 1878, 1881, 1883.

(3) GOURGEOT, *op. cit.*, p. 168 et 170.

(4) *Courrier d'Oran*, 6 mai 1882.

On se tromperait en croyant que la fortune des grands Israélites excitait l'envie de leurs pairs. Maîtres des banques, placés à la tête des établissements de crédit officiel (1) depuis longtemps, ils avaient l'estime du monde commercial auquel ils rendaient d'indéniables services. Il n'en était pas de même des petits commerçants qui faisaient preuve, pour s'enrichir, de beaucoup d'ingéniosité, mais ne se montraient pas toujours très scrupuleux. C'était parmi ces boutiquiers que se recrutaient les dangereux prêteurs à la petite semaine, rivaux des épiciers mozabites ou kabyles. Ils commençaient très jeunes leur apprentissage commercial, vendant dans les rues des journaux, des boîtes d'allumettes, du fil et des aiguilles, jouant à peu près le rôle de nos yaouleds indigènes contemporains. Puis, ils entraient comme employés dans un magasin. Ils y apprenaient à connaître les qualités des marchandises, leur prix. Et cet apprentissage fait, ils s'établissaient à leur compte. Souvent, un parent riche leur avait avancé quelques fonds pour leur permettre leurs premiers achats. Possesseurs d'un étal de mercerie ou de faïences sur la voie publique, ou locataires d'une boutique étroite où s'entassaient les objets les plus hétéroclites, ils étaient surtout spécialisés dans la vente des produits d'alimentation et d'habillement. Tout ce commerce était concentré dans les quartiers israélites, sur quelque place et dans les rues sordides, jonchées de débris de toutes sortes qui les entouraient (2), où Juifs, Musulmans et Français se coudoyaient. Les marchands israélites avaient en effet la réputation de vendre meilleur marché que leurs concurrents et, comme la plèbe méditerranéenne qui composait la population ouvrière algérienne se souciait beaucoup moins de qualité que d'argent, elle se rendait au ghetto pour s'approvisionner.

Souvent d'ailleurs, les négociants israélites vendaient moins cher que leurs concurrents à qualité égale, les uns parce qu'ils se contentaient de bénéfices minimes que compensait l'importance des ventes, les autres parce qu'ils s'approvisionnaient à vil prix à des ventes après faillites.

Ces agissements soulevaient contre eux la colère et l'envie des autres commerçants, qui leur reprochaient de faire de la faillite un procédé d'enrichissement. Il arrivait, en effet, qu'un commerçant

(1) Alfred Alphonandéry était administrateur de la Banque de l'Algérie depuis 1862, du Crédit Foncier d'Algérie depuis son institution en 1839 ; président de la commission d'organisation de l'Exposition des Beaux-Arts à Alger en 1881, administrateur du Mont de Piété, du bureau de bienfaisance, de l'hôpital civil de Mustapha. Messaoud Karoubi, à Oran, était administrateur de la Banque de l'Algérie depuis sa fondation, membre de la Chambre de Commerce pendant dix ans, membre du jury des expositions universelles de 1855, 1862, 1867. Gouggenheim, Seyman, Mejer Chiche, étaient banquiers à Alger.

(2) A Alger, la place de Chartres, les rues Randon, de la Lyre, de Chartres. A Oran, les rues d'Austerlitz, de la Révolution, de Vienne, les places de Naples, de Vienne. A Constantine la place Négrier, les rues Thiers, Grand, etc...

israélite, en accord avec des parents ou des amis, achetât à des fournisseurs français de gros stocks payables en plusieurs échéances. Quelques semaines après, il déposait son bilan. Que pouvaient faire les maisons françaises ? Faire revenir leurs marchandises était un procédé coûteux ; elles préféraient les liquider sur place à perte. Alors se présentaient les parents ou les amis du failli qui rachetaient celles-ci et les revendaient à un cours à peine inférieur à celui de leurs concurrents. Le failli, qui participait à l'opération, recevait sa part de bénéfices et, quelques temps après, sa femme ou son fils ouvraient un magasin où notre homme reprenait paisiblement ses affaires (1).

Là encore, il convient de faire la part de l'exagération, tous n'agissant pas ainsi. Dans l'ensemble, la réussite des négociants israélites était due beaucoup plus à leurs qualités de patience, de sobriété et de travail qu'à ces combinaisons ingénieuses, mais la plupart montraient une hardiesse que n'avaient pas leurs concurrents ; ils achetaient volontiers des marchandises, sans avoir d'argent, comptant sur les profits qu'ils tireraient de leurs ventes et sur leur bonne étoile pour payer leurs dettes. Et comme la réussite ne couronnait pas à tout coup leur audace, la proportion de faillites juives était plus importante que celle des autres habitants (2).

Mais il était difficile à un commerçant ou à un représentant de commerce, victime de ces trop habiles machinations, de ne pas en garder rancune à tous les enfants d'Israël auxquels on prêtait généralement les mêmes défauts et les mêmes vices.

Fraudes électorales, profits que la communauté tirait de son influence politique, abus économiques ; ces faits accumulés formaient un faisceau de griefs sérieux. La minorité israélite, active et habile, prenait trop de place dans la vie algérienne aux yeux des autres éléments de la population. De cet état d'esprit allait sortir un mouvement hostile aux Israélites algériens qui, sans direction bien nette, était destiné à sombrer après quelques manifestations de rue.

(1) MONCLAR, *Les électeurs cachés indigènes de l'Algérie*, p. 15 et 16. *Petit Africain*, *Courrier d'Oran*, 8 mai 1882. Des négociants ou des représentants de commerce algériens nous ont conté divers cas semblables ; j'ai connu moi-même plusieurs Israélites d'Oran qui avaient été, soit les victimes, soit les auteurs de semblables comédies.

(2) Aumerat, favorable aux Israélites, donne le nombre de faillites pour l'arrondissement d'Alger en 1883 et 1884 : Européens : 80 ; Israélites : 33 ; Musulmans : 7. *Op. cit.*, p. 122.

CHAPITRE IV

LA PREMIERE POUSSÉE ANTIJUIVE

I. — Les radicaux et le crime contre le suffrage universel.

De tous les abus israélites, celui qui soulevait le plus l'irritation de leurs adversaires, les radicaux, était « le crime contre le suffrage universel » (1). Depuis l'Empire, les républicains algériens se flat-
taient d'être à l'avant-garde de la démocratie française et, sauf en ce qui concernait la colonisation qui les intéressait trop directement pour qu'ils y fussent opposés, ils défendaient les thèses les plus hardies. Les trafics électoraux des Israélites ne pouvaient que scandaliser ces purs démocrates aux yeux desquels fausser la volonté populaire constituait une grave faute, surtout lorsqu'ils étaient les victimes de ces agissements. C'est pourquoi, loin de prêcher la patience à leurs concitoyens, leur presse dénonça sur un mode véhément les exactions d'Israël.

Depuis l'Ordre moral, ils représentaient les Juifs comme un troupeau suivant docilement les ordres de ses chefs, qui eux-mêmes prenaient les consignes des préfets. Or, partisans de l'autonomie communale et adversaires des gouvernements opportunistes, ils étaient par principe les ennemis des préfets, ils votaient régulièrement contre ces agents du pouvoir central, dignes successeurs des fonctionnaires de l'Empire. L'alliance de ceux-ci et des Israélites ne les disposait pas à l'indulgence pour ces derniers.

Les « votes en troupeau », la vénalité des électeurs israélites, qui ne se conduisaient pas mieux à vrai dire, que pour leurs élections consistoriales, les fraudes de toutes sortes constituaient autant de noires actions, contraires à l'esprit libérateur de 1789, qu'on ne leur pardonnait pas (2).

A Oran, centre de Kanouisme, où les vétérans du radicalisme avaient combattu les « électeurs cachirs » dès la seconde République, le parti républicain s'était divisé. Le député Jacques, le journaliste

(1) *Echo d'Oran*, 1^{er} septembre 1881.

(2) A Tlemcen, en 1881, les élections municipales sont annulées parce qu'un conseiller sortant, président du Consistoire, Doudou Vidal, a composé selon ses goûts, une liste à laquelle il donna publicat on malgré les dénégations de certaines personnes qu'il y avait portées. Le chaouch du Consistoire donnait ces bulletins aux indigènes israélites et les conduisait lui-même à un local ; le chaouch d'un entrepreneur israélite faisait de même avec les ouvriers de son patron et leur payait à boire ; un courtier israélite achetait les voix des récalcitrants et leur enlevait la liste des adversaires de Doudou. Conseil de Préfecture d'Oran, 14 février 1881.

Bézy qui avait fait une si vive opposition à l'interprétation officielle du décret Lambrecht, et beaucoup de leurs partisans, avaient préféré l'appui du chef de la communauté israélite à son hostilité. Mais les intransigeants continuaient à vigoureusement combattre cette influence extra-légale. A Constantine, l'hostilité des milieux radicaux, qui s'était manifestée dès le décret Crémieux, s'était accrue, les Juifs ayant fait échouer leurs candidats aux élections municipales de 1874, sur le conseil de Crémieux, disait-on (1). L'élection d'un protégé de Gambetta, Gaston Thomson, qui, parce qu'il était parent de Crémieux, avait reçu l'appui de tous les Israélites de la région, acheva de consommer la rupture (2). A Alger, seulement, l'entente entre Israélites et républicains exaltés subsistait. Un des principaux notables israélites, né à Alger de parents français, Alphandéry, était Conseiller général de Douera et avec un autre négociant, Cohen-Solal, il appartenait au Conseil municipal. L'avocat Marchal, se présentant aux élections au Conseil général, se faisait recommander aux électeurs israélites par une circulaire où l'on apprenait que « Crémieux l'aimait comme un fils et qu'en toutes choses l'opinion de Marchal était celle de Crémieux ». Les bons sentiments du sénateur d'Alger, Lelièvre, pour les Israélites étaient ouvertement proclamés (3). Faisant taire leurs scrupules civiques, les radicaux de la capitale trouvaient que les Israélites algérois pouvaient passer pour de forts bons électeurs puisqu'ils contribuaient à leur succès.

Cependant, l'opinion publique se montrait beaucoup moins bienveillante à l'égard des Israélites que sous l'Empire. Les jeunes générations, nées et élevées dans le pays, se préoccupaient moins des « grands principes », que de colonisation. Elles se montraient beaucoup plus accessibles que leurs pères à l'influence des Musulmans et des étrangers. La haine et le mépris traditionnels des Musulmans pour les Juifs qui se traduisaient par de fréquentes échauffourées ne diminuaient pas avec le temps. Certaines attitudes insolentes, certains propos malheureux d'Israélites injuriant des Musulmans suffisaient à déclencher des émeutes sanglantes (4). Quant aux étrangers, mériterranéens pour la plupart, pleins de la haine classique des Latins dévots pour les bourreaux du Christ, ils ne se montraient pas plus

(1) *Vigie Algérienne*, 4 décembre 1874.

(2) Thomson, en minorité à Philippeville, Bône, Constantine, était élu avec 2.950 voix contre 2.400 et 2.500 aux candidats radicaux Fawtier et Treille. Ibid. 24 et 27 avril 1877.

(3) Circulaire Mantout, Stora, Belaïch, Moati, 6 avril 1878.

(4) Le 20 mai 1878, à Constantine, des tirailleurs ivres ayant été rossés par les Israélites, leurs camarades envahirent le lendemain le quartier juif et blessèrent cinq Israélites. Le 23 mai, des Israélites ivres ayant désarmé des zouaves, ceux-ci et les tirailleurs pillèrent le lendemain le quartier israélite, blessant un grand nombre d'Israélites, en tuant un, en rendant fou un autre. A Sétif, quelques jours après, même scène. *Indépendant de Constantine*, 21 mai, 20 juin 1878. *Archives Cons. Cent.*, 18 juin 1878. Les 1^{er} et 2 janvier 1882, les tirailleurs pillèrent les boutiques juives.

favorables aux Israélites que les indigènes (1). La Croix et le Coran s'unissaient pour maudire le Juif.

Ces influences contradictoires composaient une mentalité coloniale, bien moins tolérante, tenant compte davantage des questions de race que la mentalité métropolitaine. Cette notion de race a eu en Algérie une importance considérable et elle y est demeurée extrêmement forte. Il ne s'agit pas, bien entendu, du concept scientifique basé sur l'indice céphalique, ni même du racisme qu'on professe en certains pays. Le boutiquier algérien qui jure que « les Juifs sont une mauvaise race » (2) ignore certainement toutes les données de ce délicat problème et il prendrait peut-être le terme de dolichocéphale pour une injure grave. Ce qu'il sent, c'est que le Juif, c'est que l'Arabe ne sont pas de son monde, qu'il y a entre eux et lui mille choses qui les séparent, qu'il en sera toujours ainsi et qu'il abdiquerait s'il venait à se mêler à des êtres qui, ne lui ressemblant pas, lui sont donc fort inférieurs. Ce sentiment, on peut le trouver absurde, étroit, mesquin, peu importe. Il n'y a pas un colonial qui, au contact d'hommes de civilisation différente, ne le partage point. C'est une sorte de réflexe de défense inconscient qu'on éprouve en face du barbare, fort propre à assurer la domination d'une minorité sur une population indigène plus nombreuse mais incompatible avec toute idée d'assimilation.

Les Algériens raisonnaient ainsi. Pour eux, le Juif indigène, en dépit du décret Crémieux, n'était pas leur égal, mais leur inférieur. Les grands actes de l'histoire de la colonisation avaient été la conquête et la mise en valeur du pays qu'avaient réalisées leurs ancêtres. Les Israélites n'y avaient pris aucune part. Ils avaient trafiqué, s'étaient enrichis et ils avaient exploité le colon, car aux yeux de ces terriens l'intermédiaire n'était d'aucune utilité sociale : un parasite (3).

Et puis, dans un pays où l'anticléricalisme était très vif, l'influence des Consistoires choquait profondément. Les radicaux traitaient volontiers de mômeries les démonstrations pieuses des Israélites. Ils avaient combattu dès 1870 les congrégations religieuses et le clergé suspect de pouvoir jouer un jour un rôle capital dans la politique locale. Or, cette influence religieuse qu'ils redoutaient tant, les Consistoires Israélites l'exerçaient avec une réussite indéniable. Aussi, tandis que les radicaux s'indignaient de cette ingérence d'un clergé — car pour eux, le Consistoire et les rabbins étaient solidaires, —

(1) Le Coréo espagnol d'Oran qualifiait de « fier » le sentiment antijuif des Français du département qu'il approuvait entièrement. *Solidarité*, 11 juillet 1883.

(2) Le juron classique des Espagnols d'Algérie « mala razza los Judios ».

(3) MONCLAR, *op. cit.*, p. 12. Discours Autun, Conseil général d'Oran, session d'octobre 1882.

dans la vie politique, les catholiques se plaignaient qu'on laissât aux Israélites des droits qu'on leur déniait.

Ainsi se formait une atmosphère défavorable aux Israélites ; les sages qui conseillaient de laisser le temps les assimiler n'étaient plus écoutés. Au premier scandale, l'opinion devait s'irriter et rendre tous les Juifs solidaires des fautes de leurs chefs et de leur communauté (1).

II. — De l'antikanouisme à l'antisémitisme.

La décoration de Simon Kanoui fut le point de départ de l'agitation antijuive (2). Cette faveur avait ému les concitoyens du grand électeur israélite. Profitant de ce mouvement d'humeur, un ancien déporté de l'Empire, Cély, entreprit une violente campagne contre les responsables de ce passe-droit et ses bénéficiaires. Le député d'Oran, Jacques, préparant son élection au Sénat, devait, disait-il, présenter à sa succession Eugène Etienne, un protégé de Gambetta. La Légion d'Honneur de Kanoui était destinée à assurer à celui-ci l'appui des électeurs israélites (3). L'attitude embarrassée des intéressés devant ces accusations et la réprobation publique indiquaient que tout n'était pas faux dans le réquisitoire de Cély. L'avenir le vérifia.

L'année suivante, en effet, Jacques laissait son siège à Etienne et se présentait dans la seconde circonscription du département. Cély se porta alors candidat contre Etienne, se proclamant « autonomiste et antijuif » (4). C'était une nouveauté hardie. Jusqu'alors, les adversaires des Israélites avaient bien critiqué tel ou tel abus, mais ils avaient invité les nouveaux venus à se rendre dignes de l'honneur qu'on leur avait fait en les naturalisant.

« Nous refusons de les considérer comme membres d'un parti politique. Nous n'admettons pas davantage qu'ils prétendent se poser comme tels, écrivait un journal modéré... nous le disons hautement, l'exclusion systématique des Israélites serait une violation flagrante des principes républicains, la négation formelle des droits imprescriptibles si énergiquement définis par nos aïeux de 93. Nous nous y opposerions de toute la force de notre indignation » (5).

Quelques mois après, ce journal, comme toute la presse oranaise

(1) BOURDE, *A travers l'Algérie*, p. 89 et seq.

(2) Cf. Ch. III, section 2.

(3) Lettre de Cély aux journaux, 18 août 1880 dans *Courrier d'Oran* et *Echo d'Oran*, 28 août 1880, compte rendu de la réunion contradictoire Jacques-Cély, *ibid.*, 18 septembre 1880.

(4) *Echo d'Oran*, 16 août 1881. Il s'agit de l'autonomie administrative opposée au système du rattachement qui sévissait alors et non d'une autonomie politique.

(5) *Echo d'Oran*, 30 décembre 1880.

à une exception près, soutenait avec Cély qu'il fallait abroger le décret Crémieux. De l'antikanouisme on était passé à l'antisémitisme. Sans doute, ce groupement de forces autour du candidat radical était-il dû en partie à l'esprit de clocher. Vieux républicain, déporté en Algérie au coup d'Etat du 2 décembre, condamné par l'Ordre moral, Cély représentait l'élément colonial, tandis qu'Etienne, bien que né en Algérie, était considéré comme étranger. Mais surtout les divergences politiques et personnelles s'effaçaient devant la question juive. Les Français, disait Cély, étaient menacés d'être soumis au joug des Consistoires israélites. Son élection aurait signifié qu'ils repoussaient cette humiliante domination. Elle aurait été avant tout « une manifestation contre les Israélites » (1).

On considérait l'assimilation de ceux-ci comme une chose impossible. « Aujourd'hui nous pensons que l'épreuve est concluante. Après une pratique de onze ans, il ne se trouve qu'un très petit nombre d'Israélites, la jeunesse surtout, qui aient pu se familiariser avec l'exercice des droits et des devoirs du citoyen.

« Quant à la masse, elle est restée ce qu'elle était, c'est-à-dire fanatique et inconsciente, d'une nullité politique absolue, ne voyant et ne pensant que par le président du Consistoire.

« Cette façon de se comporter est une injure pour le suffrage universel et un danger permanent pour les intérêts publics » (2).

Il ne restait qu'une mesure pour restituer au suffrage universel sa pureté et éliminer de la population française ces grossiers indigènes : abroger le décret Crémieux dont on contestait la légitimité (3). Rappelant les récents pogroms russes, Cély ajoutait qu'il avait pour but d'éviter aux Israélites de semblables avanies et que ceux d'entre eux ayant la volonté bien affirmée d'être Français auraient la possibilité de se faire naturaliser individuellement (4).

Cette argumentation ne suffit pas à triompher de l'action de l'administration et des clans politiques au pouvoir. Etienne fut élu avec le concours des électeurs israélites, commençant sans grandeur une carrière politique qui devait être brillante. Mais le ressentiment des radicaux s'en accrut.

« Etienne... dans les première et troisième section d'Oran, c'est-à-dire à la Marine et à la Mosquée où il n'a que des électeurs français, a été mis en infime minorité. Il n'y a eu de majorité que dans le quartier enturbané où M. Kanoui règne en souverain », écrivait, après l'échec, le *Courrier d'Oran* (5). Du fait de ces nouvelles atta-

(1) *Ibid.*, 11 août 1881.

(2) *Ibid.*, 1^{er} septembre 1881.

(3) *Echo d'Oran*, 16 août 1881.

(4) *Démocrate d'Oran*, compte rendu de la réunion Cély du 8 août 1881. *Echo d'Oran*, 13 août 1881.

(5) *Courrier d'Oran*, *Echo d'Oran*, *Petit Fanal*, 21-25 août 1881. Etienne avait obtenu 2.242 voix contre 1.838 à Cély. Jacques était également élu dans la 2^e circonscription.

ques, les Israélites allaient, en effet, revenir à leur tactique de 1871 et n'accorder leurs suffrages qu'aux candidats favorables à leur cause, de sorte que leur union qu'on se proposait de rompre devenait indispensable et se renforçait à l'épreuve.

Vaincus aux élections municipales, les radicaux, pour disjoindre ce bloc et éliminer Kanoui du Conseil général, proposèrent un remaniement des circonscriptions électorales qui consistait à diviser la circonscription où les Israélites avaient la majorité, en quatre tronçons dont chacun serait intégré dans une circonscription française. Ce « découpage » fut adopté après des débats passionnés. Les Israélites du *cof* Benichou le soutinrent ; le maire le combattit au Conseil général contre le gré de son Conseil municipal qui démissionna et fut réélu sur un programme « antikanouiste ». La fièvre était telle qu'on parlait d'un complot ayant pour but de faire sauter à la dynamite la demeure du président du Consistoire (1). C'est au milieu de cette émotion qu'un autre radical, le Dr Autun, déposa au Conseil général un vœu tendant à l'abrogation du décret de naturalisation des Juifs algériens. Il ne reprochait plus seulement à ceux-ci leur influence électorale et leur obstination à obéir aux Consistoires, les classiques griefs de l'antisémitisme étaient utilisés :

« Le peuple juif est patriarcal, ne reconnaît, en secret, aucune souveraineté et considère toute fourberie louable quand il s'agit de tromper ceux qui ne pratiquent pas sa religion.

« ...Ils s'adonnent exclusivement, pour ainsi dire, au trafic, à l'usure et aux dépravations mercantiles.

« ...Depuis 2.000 ans, le peuple d'Israël a vécu chez toutes les nations sans y opérer sa fusion, l'histoire nous prouve qu'il a toujours formé autant qu'il a pu un Etat dans l'Etat ».

Et, voyant en eux une entrave à la colonisation, il demandait, pour éviter les représailles qui venaient de s'exercer contre eux en Russie, en Prusse et en Autriche, qu'on leur retirât le titre de citoyen (2).

L'Assemblée ne nourrissait aucune sympathie à l'égard des Israélites. L'année précédente, elle avait repoussé un vœu tendant à l'élection des juges consulaires afin d'empêcher les nombreux commerçants israélites d'envoyer leurs coreligionnaires siéger au tribunal (3). Elle enterra pourtant cette proposition trop énergique. Toutefois, d'autres conseillers demandaient pour laïciser les Israélites, seule condition d'assimilation, qu'on supprimât les Consistoires (4).

(1) Rapport Gobert, 3 juillet 1882. *Petit Fanal*, *Courrier d'Oran*, *Echo d'Oran*, 28 octobre, 28 novembre 1882.

(2) AUMERAT, *op. cit.*, p. 157 et 158. — DRUMONT, *La France juive*, t. II, p. 53. — *Petit Fanal*, *Echo d'Oran*, 20-25 octobre 1882.

(3) *Arch. Cons. Cent.* Séance du 13 décembre 1881.

(4) *Conseil général d'Oran*. Vœu Fouque, 22 octobre 1882.

Ces projets, malgré leur échec, constituaient d'inquiétants symptômes. Les Israélites s'en montrèrent très émus. Le Consistoire d'Alger consultait le Consistoire Central sur l'opportunité des poursuites judiciaires contre Autun et ne renonçait à son projet que sur le conseil des chefs du judaïsme de Paris (1). Les autorités juives d'Oran défendaient aux Israélites d'entrer dans un café tenu par la mère d'un journaliste radical, sous peine d'exclusion de la synagogue et du cimetière (2). Ils se trouvaient désormais en lutte ouverte avec une partie de la population.

D'Oran, le mouvement s'étendait, en effet, à la capitale. A la session du Conseil général de novembre 1883, Marchal, jusqu'alors allié des Israélites, déposait, avec deux autres conseillers, un vœu demandant la suppression des privilèges des Consistoires israélites algériens : l'entretien des pauvres de la communauté et le droit de percevoir la taxe sur la viande qui de ce fait n'avait plus d'utilité. De cette façon, la plèbe cessant de recevoir leurs secours, s'émanciperait et le rôle politique de ces associations religieuses serait fini. Enfin, ils proposaient de leur retirer la police des cimetières à la suite du refus des rabbins d'inhumer un Israélite qui n'avait pas pratiqué sa religion durant sa vie (3). La thèse des Conseillers généraux algérois était plus modérée que celle des radicaux oranais. Elle tendait à réformer des abus réels, à prévenir les violences menaçantes : aussi l'assemblée les approuva à une faible majorité. Mais le gouvernement ne prit pas en considération ces demandes, laissant au temps le soin de calmer ces rancœurs.

III. — Les premiers mouvements violents.

L'hostilité latente que les Israélites rencontraient dans la population européenne contribuait à maintenir leur union étroite. Mais, phénomène nouveau, les Juifs algériens entendaient être respectés et se refusaient à courber l'échine sous la menace comme leurs aïeux au temps des janissaires. L'œuvre de régénération entreprise par l'école et le service militaire donnait à ces nouvelles générations la volonté de ne plus être brimées, mais elle n'altérerait en rien leur sentiment particulariste ; jeunes ou vieux, les Israélites restaient groupés dans leurs quartiers, ne se mêlant pas aux autres éléments, aussi persuadés de leur supériorité sur ceux-ci que les Algériens vis-à-vis d'eux-mêmes. Leur solidarité les poussait même à opposer une résis-

(1) *Arch. Cons. Cent.* Lettres du Consistoire d'Alger, 12 octobre, 10 novembre 1882. Registre délibérations séances du 17 octobre et 19 décembre 1882.

(2) *Petit Africain, Echo d'Oran*, 26 octobre 1882.

(3) *Conseil Général d'Alger*. Séance du 2 novembre 1883. *Arch. Nat.*, F. 80 1688.

tance violente à la police lorsqu'elle arrêtait un des leurs ou à livrer bataille aux indigènes qui s'aventuraient dans le ghetto (1).

En dépit des mises en scène consistoriales, le service militaire répugnait encore à bien les Israélites qui manifestaient souvent leur hostilité à l'armée par des injures ou des quolibets aux militaires. Par un hasard malheureux, les quartiers israélites contenaient plusieurs établissements de débauche où les militaires fréquentaient, ce qui favorisait de nombreuses rixes entre ceux-ci et la population juive, renforçant les sentiments antimilitaristes de celle-là (2). Pour les autres Algériens qui partageaient l'admiration et l'espoir de tous les Français de l'époque pour l'armée, gardienne de la nation et peut-être instrument de la revanche, cette attitude était scandaleuse. C'est pourquoi ils déniaient tout patriotisme aux Juifs et ils prétendaient les corriger violemment lorsqu'ils se rendaient coupables de ce crime de lèse-nation.

Entre ces deux partis, irrémédiablement divisés également hargneux, prêts à en venir aux coups, l'élite de la jeunesse israélite essayait de jouer un rôle conciliateur. Ses porte-paroles se ralliaient ostensiblement aux adversaires des Consistoires, rejetant sur ceux-ci les péchés d'Israël. Souvent, ces démonstrations n'étaient que le résultat des luttes intestines entre « modernistes » et « vieux turbans », mais la population européenne, peu renseignée sur ces rivalités de çofs, était prête à adopter les partisans de l'assimilation à la civilisation française (3).

Cette lutte des jeunes et des vieux constituait une cause supplémentaire d'agitation car les traditionalistes gardant régulièrement l'avantage, l'opinion jugeait que le particularisme israélite était incurable. C'est à l'occasion d'un de ces scrutins consistoriaux tumultueux qu'eurent lieu les premières violences contre les Juifs. Aux élections législatives de 1881, les Israélites de Tlemcen avaient encouru l'ire de la population française parce qu'ils n'avaient pas voté pour le même candidat qu'elle (4). Ils avaient été mis à l'index et, exécutant cette résolution, les jeunes Français avaient annoncé qu'on ne les recevrait pas au bal d'une société. Avisé, le maire de la ville refusa aux organisateurs son patronage et le local qu'ils demandaient. Pour se venger, les Européens accompagnés de Maures tëndirent le soir du samedi 19 mai une embuscade aux Israélites qui sortaient d'une de leurs réunions électorales, les rossèrent et parcoururent les rues du quartier

(1) *Echo d'Oran*, 10 septembre 1881, 21 novembre 1882, 1^{er} août 1882.

(2) *Indépendant de Constantine*, 29 mai 1878 ; *Echo d'Oran*, 29 juin 1878, 3 août 1882.

(3) Lettre des Israélites en faveur du projet Gaubert. Lettre de Benichou et discours Djian contre Kanoui dans ÉMILE ROGER : *Nécessité de reviser le décret Crémieux*. *Echo d'Oran*, 9 août 1881 et 12 décembre 1882.

(4) Les élections municipales avaient été cassées à cause des fraudes des Israélites.

juif en brisant les vitres des maisons et de la Synagogue. Le lendemain, à l'annonce de la victoire de Kanoui (1), ils reprirent leur assaut. Ces manifestations bruyantes énervaient les Israélites qui, barricadés dans leur logis, faisaient pleuvoir de leurs terrasses des projectiles improvisés sur les assaillants. Un coup de fusil fut tiré par un Israélite contre un Français qu'il n'atteignit pas, mais une dizaine d'Européens furent blessés. Enfin, après trois jours d'émeute, le calme revint, les émeutiers fatigués d'injurier les Israélites et de lapider leurs maisons s'arrêtèrent d'eux-mêmes. Les autorités, qui n'avaient rien pu faire contre eux, hors de belles proclamations, se flattèrent d'avoir rétabli l'ordre et négligèrent ces mouvements de rue. Seuls, les journalistes algériens, trop heureux d'offrir à leurs lecteurs d'aussi sensationnelles informations, épiloguèrent à perdre haleine sur ces troubles (2). Beaucoup de bruit pour rien, pourrait-on penser. On se tromperait.

Ces manifestations tapageuses eurent une répercussion immense dans tous les milieux algériens. Partout où des groupes israélites de quelque importance avaient éveillé la méfiance ou la haine des populations, naquit l'idée d'exercer des représailles et d'organiser la lutte contre les « Français-Crémieux ». A Oran, à Miliana, on envisagea la création d'organisation antijuives (3). L'année suivante, de violents mouvements antijuifs éclataient à Alger même.

Subissant la contagion antijuive des radicaux de province, certains radicaux algérois avaient tendance à mettre à l'écart les Israélites. Le conseiller général Alphandéry avait été rejeté de leur parti par leurs soins dès 1881 ; mais d'autres Israélites siégeaient encore au Conseil municipal. C'est alors qu'un avocat, ancien collaborateur de Crémieux, Letellier, se présenta aux élections législatives contre le député radical Gastu ; l'un et l'autre appartenaient au parti républicain, mais Letellier se montrant moins exclusif obtint l'appui des modérés. Les Israélites le soutinrent naturellement et grâce à leur appoint, il fut élu (4). Cet échec déclina contre eux les partisans de Gastu. Le « Radical » et le « Petit Colon », qui le soutenaient, se mirent au diapason de la presse provinciale et eurent bientôt d'ardents partisans.

Le 20 juin 1884, les conscrits nommèrent une commission chargée d'organiser une fête à l'occasion de leur départ à l'armée. Sur douze membres, cinq Israélites furent élus, avec un nombre de voix supé-

(1) Il avait obtenu 2.700 voix contre 350 à Bénichou.

(2) *Echo d'Oran, Courrier d'Oran, Mont Atlas d'Oran, Solidarité, Petit Colon Radical* d'Alger, 22 mai 1882 et jours suivants.

(3) *Akhbar*, 9 juin 1883. *Arch. Cons. Cent.* Séance du 18 décembre 1883.

(4) *Vie Algérienne, Solidarité*, 23 août 1881.

rieur à celui de leurs camarades ; une fois de plus le vote grégaire des Juifs s'était exercé aux dépens des Français. Ceux-ci, en guise de protestation déposèrent, à la première réunion du Comité, une pétition signée de cinquante noms demandant que seuls les Français faisant leur service militaire en Algérie fussent admis. C'était éliminer tous les Israélites. Ceux-ci protestèrent ; la discussion dégénéra en bagarre. Une seconde rixe, dans la rue cette fois, eut lieu. Cette « gaminerie » que la presse blâma déclencha une émeute qui dura quatre jours (1).

Le lendemain, au concert public du samedi soir, les jeunes Français raillaient leurs adversaires, imitant les cris de vendeurs de boissons qui étaient de jeunes Israélites. Exaspéré, l'un de ceux-ci cria « Les Français sont tous des lâches. Ils ont capitulé en 1870 » (2).

Ce fut le signal de l'attaque. Des bandes se formèrent rossant les Israélites qu'elles rencontraient, parcourant les rues du quartier juif, en criant « A bas les Juifs » et en cassant les vitres des fenêtres à coups de pierres. Le lendemain, dimanche, les Algérois se rendaient au ghetto pour voir ce qui allait se passer. Entre ces gens goguenards, prêts à savourer un spectacle rare et les Israélites, fiévreux, inquiets ou furieux, des incidents ne tardaient pas à éclater et le pillage des magasins commençait. Que l'armée intervint, impuissante à assurer l'ordre dans ces rues étroites, tortueuses, ouvertes sur de nombreuses ruelles grimpant vers la kasbah, si elle ne cernait pas tout le quartier juif, et la population criait à la provocation tandis que ses élus et ses journaux dénonçaient les brutalités policières et les provocations juives (3). Ce sera le processus classique des émeutes algéroises.

L'excitation de jeunes gens irrités (4) pour une cause quelconque, des bagarres, le goût du pillage de la tourbe des ports méditerranéens et des indigènes, suffisaient à déclencher un mouvement violent, imprévu, que les autorités surprises ne pouvaient pas réprimer à temps. De complots, de chefs on n'en trouve pas. C'est la vieille tradition musulmane du règlement de comptes entre les Israélites considérés comme spoliateurs et les spoliés musulmans, que les Européens reprenaient (5).

Sans doute, l'état d'esprit qui déterminait l'attaque avait été préparé par les journaux et les discours politiques autant que par les

(1) *Akhbar, Radical, Petit Colon, Vigie Algérienne*, 29 juin 1884 dans *Alger du 28 juin au 5 juillet 1884 d'après tous ces journaux*.

(2) L'Israélite qui poussa ce cri fut condamné le 2 juillet à trois jours de prison et le 25, par la Cour d'Appel, à un mois de la même peine. *Ibid.* Journée du 3 juillet. *Echo d'Oran*, 27 juillet 1884.

(3) Journée du dimanche 29 et du lundi 30. *Ibid.* 30 juin, 1^{er} et 2 juillet.

(4) On comptait parmi les émeutiers arrêtés plusieurs jeunes gens de familles très honorables. *Ibid.* 2 juillet.

(5) Les pillards criaient : « A bas les Juifs ! A bas les usuriers ! ». *Ibid.* journée du 1^{er} juillet.

abus juifs et la mentalité algérienne. Mais de responsables directs, de meneurs, point. C'est lorsque les violences s'étaient calmées que surgissaient des chefs désireux de voler au secours de la victoire.

Le 2 juillet, on affichait un placard manuscrit demandant l'abrogation du décret Crémieux. Le 6, les radicaux fondaient une « Ligue des Français en Algérie » dont le but était de mener campagne contre ce décret jusqu'à ce que satisfaction leur fut accordée. Parmi ses membres figuraient Marchal et Basset qui, en 1871, avaient soutenu dans « La Solidarité » la cause des Israélites (1). Mais, désavoués hautement par les radicaux de France qui comparaient l'antijudaïsme algérien à l'antisémitisme russe et les troubles d'Alger au pogrom de Nijni-Novgorod (2), ils ne poursuivirent leur campagne que mollement. D'ailleurs, le gouvernement français s'était ému de ces mouvements inattendus ; des ordres sévères recommandaient aux autorités algériennes de réprimer toute nouvelle tentative dirigée contre la population israélite (3). On le suivit avec zèle. Trop même.

Une application maladroite de ces directives provoqua l'année suivante une nouvelle série d'émeutes. Une pièce comique, où des personnages costumés à l'ancienne mode juive récitaient des obscénités en isabir, ayant été interdite par le premier adjoint au maire d'Alger, des jeunes gens manifestèrent. Des rixes s'ensuivirent. Le lendemain, à l'occasion du concert de la musique militaire, elles reprenaient et quelques magasins israélites étaient pillés. Deux jours après, de nouvelles scènes d'émeute se déroulaient dans les rues, puis ayant bravement crié, les émeutiers s'arrêtaient, comme s'ils comprenaient enfin que leur agitation demeurerait stérile (4).

Quelques jours après, l'indignation de la population à la nouvelle qu'un riche israélite, Jaïs, adjudant de la compagnie des Sapeurs-Pompiers, avait reçu la Légion d'Honneur, ne dépassait pas les bornes de la légalité. On accusa le député d'Alger d'avoir récompensé ainsi les services électoraux d'un des mauvais bergers des moutons israélites. Soixante-dix-huit pompiers démissionnèrent et défilèrent dans les rues de la ville aux applaudissements du peuple pour aller déposer sur l'autel municipal leurs armes et leur fourniment. Mais les manifestations de juin avaient épuisé la colère ; on ne se sentait plus disposé à tirer vengeance des Israélites. Ces courses tumultueuses, ces cris traduisaient une excitation violente mais passagère. Lorsqu'on avait brisé quelques devantures et battu quelques « maudits », on se jugeait satisfait.

(1) AUMERAT, *op. cit.*, p. 73.

(2) Laisant, dans *Le Radical*. *Ibid.*

(3) *Archives Cons. Cent.* Séance du 7 octobre 1884. Lettre du Consistoire d'Alger du 10 septembre.

(4) *Arch. Cons. Cent.* Séance du 28 juillet 1885. — F. GREGOIRE, *La Juiverie Algérienne*, p. 30 à 41.

Ces violences attiraient bien l'attention de la métropole, mais c'était pour la scandaliser. Le « Temps » déclarait ridicule la campagne de presse des radicaux contre le décret Crémieux. Condamnant « la minorité bruyante qui prétend maintenir, au profit de quelques-uns, la fiction d'un pays légal composé uniquement d'individus de race européenne, dans une société dont toute la législation est basée sur la présomption de l'universalité du suffrage », ce grave journal envisageait même sans déplaisir une « extension de tous les droits aux indigènes musulmans » (1). Du « Radical » au « Temps », des Jacobins aux modérés, la campagne algérienne n'avait suscité que surprise et blâmes.

IV. — Les élections de 1885.

Ces bruyantes démonstrations d'hostilité eurent encore un résultat : elles réussirent à faire l'union des Israélites autour de leurs chefs. Progressistes et vieux turbans — sauf quelques adversaires acharnés des notables au pouvoir — comprirent que tous seraient victimes de la tourmente et ils arrêterent momentanément leurs querelles. Aux élections législatives qui approchaient, il était fatal qu'ils donnassent leurs voix aux candidats modérés, les seuls qui ne les combattissent pas. Au cours de la législature qui finissait, Etienne, Thomson, Letellier et Mauguin avaient entretenu de bons rapports avec les Israélites de leur circonscription et même avec le Consistoire Central (2). Après les émeutes ils avaient accompagné les délégués du Judaïsme algérois auprès des ministres français (3). La situation politique des Israélites devenait nette de ce fait : en face des députés opportunistes que le gouvernement soutenait et qui leur étaient favorables, le parti radical se dressait hostile à leurs droits. Leur intérêt leur commandait d'écraser celui-ci.

Les Consistoires prirent position, en effet. Ouvertement ils recommandèrent à leurs clients de voter pour les candidats modérés. A Oran, une circulaire anonyme, mais dont on reconnaissait la griffe, imprimée en caractères hébreux, disait : « combien de services ont rendu MM. Etienne et Dessoliers aux habitants de la province en général et à certains Juifs en particulier ! Par les démarches qu'ils ont faites, bon nombre des vôtres ont été nommés huissiers, interprètes, ou bien dans les administrations... Le premier service (majeur) est celui dans lequel ils ont fait leurs efforts pour que vos enfants, au lieu de faire cinq années de service comme ceux de France, ils n'en fassent qu'une. Le second service est celui-ci : lorsque l'année dernière, quel-

(1) *Temps*, reproduit par l'*Echo d'Oran*, 15 novembre 1884.

(2) *Arch. Cons. Cent.* 1^{er} décembre 1884.

(3) *Ibid.* Séance du 28 juillet 1885.

ques fous français se sont soulevés contre vos frères d'Alger, MM. Etienne et Dessoliers, de concert avec leurs amis des départements d'Alger et de Constantine, ont signé une protestation... » (1)

A Alger, un appel aux Israélites les invitait à en finir avec les radicaux :

« Le 4 octobre prochain, vous aurez l'occasion et une occasion qui ne se présentera plus aussi favorable, aussi solennelle pour les écraser, pour étouffer à tout jamais les aboiements de ces enragés. Que chacun de vos bulletins de vote sur lesquels vous inscrivez les noms de MM. Letellier et Bourlier devienne la muselière qui nous garantisse dans l'avenir contre les injures du « Radical »... » (2).

Les radicaux, au contraire, d'accord pour combattre les abus consistoriaux, se séparaient sur les moyens susceptibles d'y porter remède. Seuls à Alger, Lelièvre et Trolard, anciens membres de la municipalité Vuillermoz qui, en 1871, avait défendu le décret Crémieux, en demandaient l'abrogation (3). A Oran et à Constantine on se contentait de vouloir épurer le suffrage universel.

Partout les modérés l'emportèrent à l'exception de la seconde circonscription d'Oran où le radical Sabatier fut élu. Les votes en troupeau et la corruption électorale avaient sévi plus intensément que jamais. Conduits au bureau de vote par petits groupes que menait un chaouch, les Israélites illettrés exécutaient docilement la consigne de leurs chefs, dans l'espoir d'obtenir plus de secours ou pour toucher une prime immédiate. A Sétif, la voix était évaluée de 3 à 5 frs : à Constantine le cours d'ouverture fixé à deux francs montait à mesure que les heures passaient et atteignait à la fermeture du scrutin cinq francs ; un vieillard qui avait été amené en calèche reçut pour son dérangemement méritoire la somme magnifique de vingt francs (4).

Devant de tels faits, les radicaux vaincus crièrent plus fort que jamais au scandale. A Oran, des bandes de jeunes gens, presque tous Français, allèrent jeter des pierres contre le logis du grand électeur Kanoui (5).

Loin de disparaître du fait de cet échec, l'antijudaïsme radical s'exaspérait. La campagne antijuive, incohérente, maladroite, inorganisée avait échoué lamentablement, mais l'amertume de la défaite s'ajoutait aux anciens griefs. On sentait vaguement que les Israélites étaient les plus forts. On leur en tenait rigueur, mais après l'échec de la violence et de la légalité on se demandait de quelle façon il fallait agir pour les abattre.

(1) Circulaire distribuée le 3 octobre au quartier israélite, reproduite par l'*Echo d'Oran*, 14 octobre 1885.

(2) Supplément à la *Gazette Algérienne*, 26 septembre 1885.

(3) Manifeste du Comité de la démocratie radicale dans *Radical*, 5 octobre 1885.

(4) *Chambre des Députés* : discours Andrieux, rapporteur de l'élection de Thomson et Treille à Constantine : protestation de M^e Gaudry, pièces 6, 109 bis, 20, 21, 22. Protestation de la municipalité de Sétif, déposition du lieutenant Sliman.

(5) *Courrier d'Oran*, 23 octobre, *Echo d'Oran*, 27 octobre 1885.

CHAPITRE V

LA DOCTRINE DE DRUMONT

I. — La France juive.

Un essai d'histoire sociale. Il n'y eut pas d'antisémite pour ne pas accepter cette définition donnée par Drumont. Jusqu'à la fondation de la « Libre Parole », en effet, celui-ci se défendit d'être un polémiste : « un historien de la vie présente » s'intitulait-il (1) ; en fait, la « France juive » est un des pamphlets les plus violents de la langue française, une énorme synthèse d'histoire, de politique et d'anecdotes contemporaines destinée à prouver que tous les maux dont souffrait la France étaient causés par les Israélites qui la menaient à la ruine définitive.

Journaliste de talent, qui ne s'était pas encore hissé au rang des maîtres, Drumont avait publié quelques ouvrages littéraires ou historiques, qui ne faisaient pas prévoir le pamphlétaire redoutable de « La France juive » (2). A quarante-deux ans, il lançait ce livre passionné, souvent féroce, qui n'épargnait aucune des puissances de l'époque, œuvre sombre, pessimiste, d'une forme inégale, lourde, touffue, mais illuminée de temps à autre de traits fulgurants.

Rien pourtant ne pouvait en faire pressentir le succès. L'accueil du public fut froid : en une semaine on vendit seulement vingt-cinq exemplaires. Mais un duel retentissant avec Arthur Meyer, suivi d'un procès « bien parisien », attira l'attention sur ces deux gros volumes (3). Le courage de cet écrivain solitaire, s'attaquant aux grands financiers et dénonçant les iniquités, plut à la foule. « La France juive », à l'encontre de toutes les prévisions, connut une vogue inouïe, eut un immense retentissement ; elle devait déterminer la vive réaction populaire d'où sortit l'antisémitisme français de la fin du siècle.

La thèse antisémitique établie sur l'idée de la décadence française — née des désastres de 1870-71 — attribuait celle-ci à la Révolution, qui avait donné aux Juifs les droits de citoyens et la liberté d'agir à

(1) *Testament d'un antisémite*, p. 238. *France Juive*, introduction, p. 18 et 19.

(2) Il avait collaboré à l'*Univers*, au *Nain Jaune*, à *La Liberté* et enfin au *Monde*. Son ouvrage *Mon vieux Paris, hommes et choses*, avait été couronné par l'Académie française en 1879. Il avait aussi écrit un roman, *Le dernier des Trémolin*, et publié des *Papiers inédits du duc de Saint Simon* et *La mort de Louis XIV* (1880).

(3) Le directeur du *Gaulois* avait saisi de la main gauche l'épée de son adversaire et le blessa à la cuisse. Poursuivi, il fut condamné à 200 fr. d'amende.

leur guise. « Le seul auquel la Révolution ait profité est le Juif ; tout vient du Juif, tout revient au Juif. Il y a là une véritable conquête, une mise à la glèbe de toute une nation par une minorité infime mais cohésive, comparable à la mise à la glèbe des Saxons, par les soixante mille Normands de Guillaume le Conquérant ». (1) A sa faveur, l'élément sémitique pénétra dans la société française. Il devait fatalement la dissoudre car le Sémite est l'exploiteur-né de l'Aryen. « Le rêve du Sémite, en effet, sa pensée fixe a été constamment de réduire l'Aryen au servage, de le mettre à la glèbe. » (2)

Adoptant la classification des races sans définir celles-ci du reste, qui place les Aryens au-dessus des Sémites, Drumont démontrait que depuis les premiers jours de l'histoire, les deux rivaux s'entrechoquaient. Ayant échoué, lorsqu'ils tentaient la conquête du monde, l'épée à la main avec Annibal et Abderramane, les Sémites changeaient de méthode, employant la ruse avec le Juif.

« Le Sémite est mercantile, cupide, intrigant, subtil, rusé ; l'Aryen est enthousiaste, héroïque, chevaleresque, désintéressé, franc, confiant jusqu'à la naïveté. Le Sémite est un terrien ne voyant guère au-delà de la vie présente ; l'Aryen est un fils du ciel sans cesse préoccupé d'aspirations supérieures ; l'un vit dans la réalité, l'autre dans l'idéal.

« Le Sémite est négociant d'instinct, il a la vocation du trafic, le génie de tout ce qui est échange, de tout ce qui est une occasion de mettre dedans son semblable. L'Aryen est agriculteur, poète, moine et surtout soldat ; la guerre est son véritable élément, il va joyeusement au devant du péril, il brave la mort.

« Le Sémite n'a aucune faculté créatrice ; au contraire, l'Aryen invente ; pas la moindre invention n'a été faite par un Sémite. Celui-ci par contre exploite, organise, fait produire à l'invention de l'Aryen créateur, des bénéfices qu'il garde naturellement pour lui.

« L'Aryen exécute des voyages d'aventure et découvre l'Amérique ; le Sémite... attend qu'on ait tout exploré, tout défriché pour aller s'enrichir aux dépens des autres.

« En un mot, tout ce qui est une excursion de l'homme dans les régions ignorées, un effort pour agrandir le domaine terrestre est absolument en dehors du Sémite et surtout du Sémite juif ; il ne peut vivre que sur le commun, au milieu d'une civilisation qu'il n'a pas faite » (3).

De tous les Sémites, le Juif est le pire. Non pas qu'il soit lâche « dix-huit siècles de persécutions supportées avec une force d'endu-

(1) *France juive*, t. I, p. 6.

(2) *Ibid.*, t. I, p. 7.

(3) *Ibid.*, t. I, p. 9 et 10.

rance incroyable témoignent que si le Juif n'a pas de combativité, il a cette autre forme de courage qui est la résistance » (1). De sa race, il a au plus haut degré les qualités et les défauts, mais son histoire, sa dispersion et ses longues courses à travers un monde si longtemps hostile lui ont donné des caractères particuliers qui le distinguent du guerrier arabe ou du nomade du désert. De là son caractère universel. Sa vraie patrie c'est Jérusalem, les pays où il séjourne lui offrent des gîtes qu'il peut trouver agréables, un milieu social « dont il peut servir momentanément les intérêts mais dont il ne fait partie qu'à l'état d'associé libre, de membre temporaire » (2).

Comment dès lors pourrait-on lui reprocher de ne pas être un bon citoyen ? « On ne s'improvise pas patriote, on l'est dans le sang, dans les moelles ». « Il est incontestable que tout Juif trahit qui l'emploie... il s'agit d'une vocation spéciale d'une race, la vocation d'Abraham ». Trahir est impropre puisqu'il est sans patrie, « de quel droit empêcheriez-vous ce Juif oscillant entre deux patries de favoriser de ses renseignements celle des deux qui paye le mieux » (3). Traître par essence, oppresseur, exploiteur universel, il lui arrive de passer la mesure. Alors éclatent de terribles réactions contre lui. Ses esclaves entreprennent de se libérer et de le remettre à sa place. C'est ce qui se produisait en Allemagne, en Russie, en Autriche-Hongrie, en Roumanie, et qui naissait en France. « L'Alliance antisémite universelle est constituée et l'Alliance israélite universelle ne prévaudra point contre elle », concluait-il (4).

II. — Les théories sociales.

Cette doctrine, semblable à celle des racistes allemands, n'avait rien de particulièrement séduisant pour des Français. On s'expliquerait mal le succès populaire de Drumont si on la réduisait à l'antisémitisme. En réalité, son œuvre contient des solutions du problème social extrêmement hardies, fort différentes du conservatisme social de ses alliés politiques, qu'expliquent son caractère et son origine plébéienne. « Artisans, laboureurs, gardes-chasse, filandières », ses lointains ancêtres, son père, ancien élève de l'Ecole des Chartes qui, employé à l'Hôtel de Ville, sous l'Empire, tenait de sévères propos sur Badinguet et déclamaient « les châtiments », lui avaient appris le respect des humbles vertus bourgeoises. « Les vrais Français, dit-il, ceux qui ont été conçus dans d'honnêtes lits, ont le dégoût des fortunes maudites, ils se rappellent le mal que le père s'est donné pour

(1) *France juive*, t. I, p. 3.

(2) *Ibid.*, p. 58 et 59.

(3) *Ibid.*, p. 67 et 68.

(4) *Ibid.*, p. 137.

les élever, la peine qu'ils ont eue eux-mêmes pour gagner leur pain... jamais je n'ai vu dépenser à la maison un centime inutilement... » (1)

Lui-même avait appris au cours d'une jeunesse pénible la valeur de l'argent. A l'époque la plus brillante de sa vie, il ne se montrait pas prodigue. Les dépenses d'un Morès le choquaient profondément. Ce polémiste aimait sa maison de campagne et son jardinet comme un petit bourgeois de Paris. « Après avoir beaucoup travaillé, disait-il, je ne serais pas fâché de mourir dans un lit qui m'appartienne, d'être enseveli dans un drap à moi et de laisser de quoi rétribuer le prêtre qui dira sur moi le libéra. Je n'ai pas envie de jeter vingt mille francs dans le gouffre du baccara... » (2).

Du peuple, il avait aussi un sentimentalisme romantique qui lui faisait aimer l'humble petit artisan de jadis, soumis à sa corporation et son église, plaindre la petite ouvrière séduite par le fils du bourgeois, mépriser les riches oisifs (3). De là ses invectives contre la bourgeoisie, seule bénéficiaire de la Révolution et protectrice de toutes les iniquités sociales.

« Les grands-pères se sont enrichis par les biens nationaux pendant les cinquante années où la bourgeoisie gouverna sans contrôle, les fils ont exercé sur les ouvriers la plus monstrueuse exploitation qu'ait vue le monde ; les petits-fils ont des titres de rente, des obligations, ils songent avant tout à garantir cela contre les revendications indiscrètes... » (4).

De là aussi sa haine des grands manieurs d'argent. Le crédit moderne était judaïque (5) et non chrétien. L'expropriation de la société par le capital se poursuivait à un tel rythme « qu'en cinquante ans toute la société européenne serait livrée, pieds et poings liés, à quelques centaines de banquiers juifs ».

Les coups de bourse, les rafles sur le capital comme l'emprunt du Honduras, qui ruinaient des milliers de petits épargnants pour permettre aux grands financiers de vivre luxueusement dans leurs châteaux lui semblaient contraires à la loi divine, donc condamnables

« La parole de Dieu d'ailleurs est formelle.

« Dieu dit à l'homme :

« Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front »

« Il ne dit pas à l'homme :

« Tu gagneras par ton travail non seulement le pain mais les plai-

(1) *La dernière bataille*, Livre II, *La France juive*.

(2) Réponse à Morès citée par G. BERNANOS, *La Grande Peur des Bien-Pensants*, page 315.

(3) *La Fin d'un Monde*, Livre II, p. 36.

(4) *Testament d'un antisémite*, Livre I, p. 17.

(5) *France juive*, p. 13.

sirs, les débauches, le luxe, les voitures, les équipages de chasse des Schneider, des Halphen, des Menier » (1).

Aucun ne trouvait grâce devant lui, de Rothschild à Ephrussi ou Erlanger, tous ces banquiers étaient traités par lui en ennemis du genre humain, en détrousseurs du petit peuple, responsables de tous les maux. Ils suçaient la substance française pour engraisser le monde juif, ils étaient les conquérants, les vainqueurs de la chrétienté, les profiteurs des révolutions et des guerres, parfois leurs auteurs. Toutes les critiques — fondées ou absurdes — que l'on a adressées au régime capitaliste, Drumont les reprenait mais il expliquait ces abus par l'introduction du parasite juif dans la société catholique et il demandait son éviction pour rétablir la pureté des anciens âges.

Pour revenir à la France très chrétienne, il préconisait une révolution qui ferait la révision des fortunes à la façon des Chambres ardentes de l'ancien régime :

« Imitons saint Louis et Colbert, mettons sous les verrous 300 individus juifs, catholiques ou protestants de naissance, mais qui se sont tous enrichis par le système juif, c'est-à-dire par des opérations financières. Forçons-les à nous restituer les milliards enlevés à la collectivité contre toute justice... » (2).

C'était une atteinte évidente au droit de propriété mais, pour lui, celle-ci ne représentait qu'un mode d'organisation de la société, un des moyens d'assurer « le droit de tous les hommes à vivre de leur travail ». Par cela encore il n'était pas loin des socialistes dont il jugeait le but très noble et l'œuvre nécessaire (3). Entre les révolutionnaires et lui, il n'y avait mésentente que sur la responsabilité des Israélites dans le système capitaliste et la façon d'en sortir. Révolution sociale, disaient-ils. Drumont voulait une révolution nationale qui aurait ramené la France à ses traditions et à sa foi. Abattre la puissance financière d'Israël et ses alliés était la première tâche à accomplir pour libérer le peuple. Cela fait : « une chambre économique exclusivement composée de représentants du travail adopterait le régime qui lui semblerait le mieux convenir au intérêts de tous ». (4)

III. — Les théories politiques.

C'est là que réside la faiblesse de Drumont en tant qu'écrivain politique : il ne conclut pas. Accumulant les arguments hostiles au régime, attaquant celui-ci dans ses principes mêmes, il ne propose

(1) *La Fin d'un Monde*, Livre II, p. 29.

(2) *Ibid.*, Livre VI, p. 230.

(3) *Ibid.*, Livre I, p. 2 et 3.

(4) *La Fin d'un Monde*, Livre VI, p. 230.

jamais une solution personnelle. Ses préférences allaient à la monarchie, mais l'ancienne monarchie appartenant au passé. Il aimait le roi des métiers, père de son peuple, l'oint du Seigneur qui guérissait les écrouelles, il regrettait saint Louis et le Grand Roi de Versailles, mais c'était davantage un sentiment d'érudit épris du passé qu'une adhésion réfléchie à la forme monarchique.

Une monarchie suppose une aristocratie forte, une famille royale vénérée. On ne trouve dans l'œuvre de Drumont qu'attaques furieuses ou lazzi contre elles. La noblesse était en décadence, à quelques exceptions près son cerveau était très faiblement organisé. « Il y a plus d'énergie intellectuelle, de volonté, de ténacité dans les desseins chez le dernier Juif de Galicie que dans tout le Jockey-Club » (1). Un sentiment dominait ces fils de preux, l'amour du plaisir, pas la débauche car ils n'avaient plus assez d'énergie pour être grands viveurs (2). C'est ce désir de s'amuser qui les avait jetés aux pieds des grands financiers juifs. Les Rothschild avaient leur cour comme jadis les rois de France, mais pour ces maîtres sans grandeur, les courtisans avaient pris des allures de valets. Le club, les courses, la chasse, les couturières ruinaient ces nobles frivoles aussi sûrement que jadis le train de vie de Versailles leurs ancêtres. Mais ces derniers savaient servir par l'épée leur roi, leurs descendants n'avaient hérité d'eux que l'art de flatter les grands.

Et comment cela n'aurait-il pas été lorsque les familles royales elles-mêmes se prosternaient devant l'or juif ? La dynastie d'Orléans était « absolument dominée par les Rothschild ». Seul, le duc Philippe, « le prince aux yeux d'azur » trouva grâce devant lui par instant (3). Mais le comte de Paris « se faisait rouler comme un benêt », l'Empereur François-Joseph était un « ahuri », à Frédéric III, il décernait le beau surnom de « Cahen I^{er} » et Pédro du Brésil, « cuistre couronné », « déchirait sa culotte en courant à la synagogue » (4).

Les chefs du parti conservateur n'étaient pas plus ménagés. Il leur reprochait leur absence de volonté, leur inaction, leur tendance à courber la tête devant l'iniquité, leur rhétorique qui a commencé à la fin de 1871. « Dieu le veut ! Nous reprendrons le glaive des anciens chevaliers, nous tomberons, s'il le faut, comme les Macchabées ». Tout cela pour arriver à subir patiemment les actes les plus odieux, sans qu'il se soit trouvé un mâle pour flanquer cinq coups de révolver dans la tête d'un préfet ou d'un commissaire de police qui entrait dans les domiciles privés sans mandat » (5).

(1) *France Juive*, t. I, p. 77.

(2) *Ibid.*, p. 79.

(3) *France Juive*, t. I, p. 68. *Fin d'un Monde*, p. 183. *Testament d'un antisémite*, p. 54.

(4) *Dernière bataille*, p. 149 et 150. *Fin d'un Monde*, p. 144.

(5) *Fin d'un Monde*, p. 332 et 333.

Il les méprisait vraiment parce qu'ils n'avaient pas su défendre l'ancienne France et qu'ils avaient abandonné la victoire aux républicains. Il avait voué à ces derniers une haine vigoureuse, tenace, parce qu'ils étaient les agents de la conquête juive. La République était juive comme la société capitaliste. La bourgeoisie, qui avait tiré tous les bénéfices de la révolution, avait honteusement exploité le prolétariat, mais les Juifs étant venus l'exploitaient à leur tour (1). L'idéal républicain servait à tromper les ouvriers candides pendant que de louches combinaisons financières se tramaient dans l'ombre. Cette grande chanson berçait la confiance des Français, leur cachait la décadence de leur pays. « Les Prussiens seront déjà à Châlons qu'on entendra encore flotter dans l'air l'écho des discours ronflants : l'hégire de la liberté, le nouveau Sinaï, la régénération de l'humanité, la fraternité des peuples, les luttes pacifiques du travail, la France phare des nations » (2).

Cause de la décadence nationale, la République lui paraissait surtout odieuse par sa politique anti-cléricale qui « avilissait et dégradait la France ». Les francs-maçons, les protestants et les Juifs, maîtres de la République, en persécutant le catholicisme, exécutaient les desseins du Judaïsme contre l'Eglise, ils tendaient à déchristianiser la France.

« En réalité la lutte contre les croyances de la majorité des Français a été, non une revendication de la libre-pensée, mais la persécution de trois religions voulant opprimer une autre. Si les Juifs confondus avec les francs-maçons se distinguèrent par une haine spéciale contre Celui qu'ils avaient crucifié, s'ils furent à la tête du mouvement, si grâce à leurs journaux, ils répandirent à profusion les calomnies les plus ignobles, ils furent puissamment aidés par les protestants qui, eux aussi, par un illogisme singulier, en voulaient au Christ parce qu'ils se sentaient coupables envers lui (3) » :

Parce qu'ils avaient attenté à l'Eglise, Drumont détestait les républicains de gouvernement plus encore que les conservateurs, mais il se montrait bien plus hostile aux hommes du régime qu'à celui-ci. Sans doute ses préférences allaient à la monarchie traditionnelle, mais une république juste, honnête et catholique lui aurait semblé acceptable. S'il savait ce qu'il convenait de détruire, sa pensée se montrait singulièrement flottante lorsqu'il fallait construire. Il conseillait aux catholiques de laisser les misérables se révolter et écraser les tyrans modernes, cessant ainsi de jouer le rôle de défenseurs du capitalisme juif et des iniquités sociales (4). Après quoi, le peuple

(1) *Ibid.*, livre II, Dernière bataille, p. 9.

(2) *Ibid.*, p. 5 et 6.

(3) *France Juive*, t. II, p. 311.

(4) *Ibid.*, t. I, p. 123.

choisirait le régime qui lui plairait. Peu importait ce qu'aurait été cette forme. Chasser les Israélites et leurs alliés suffisait au bonheur des Français (1).

Cette absence de doctrine politique achève de caractériser la pensée de Drumont. Etrange assemblage d'idées révolutionnaires et de principes traditionnels, c'était surtout une œuvre catholique, sans doute fort éloignée de l'esprit évangélique, puisque l'on y faisait appel à la révolution sanglante, mais dont le premier but était de restaurer l'esprit chrétien en France, et par là, la grandeur de sa patrie.

IV. — Drumont et l'Algérie.

Dans cette Somme de l'antisémitisme, une grande partie du livre quatrième, « Crémieux et l'Alliance israélite universelle », était consacrée à l'émancipation des Juifs algériens. Crémieux, prince de la juiverie, « d'un dévouement admirable », dirigeant son peuple sans jamais se mettre en lumière comme Gambetta ou Rothschild, avait pour réaliser son rêve, naturalisé d'un trait de plume tous ces coreligionnaires d'Algérie (2) ». De la longue campagne qui précéda le décret, de la politique juive du gouvernement impérial, du projet de loi Ollivier, il ne disait pas un mot. Le décret de naturalisation était sorti du cerveau du Président de l'Alliance israélite universelle, comme Pallas Athénée du cerveau de Zeus. Omission voulue, car il avait puisé des renseignements à des sources sûres, comme le rapport sur les actes du gouvernement de la Défense nationale de M. de la Sicoitière ou le discours de Crémieux à l'Alliance israélite universelle, qui contenaient des indications précises à ce sujet (3).

C'est là qu'on peut apprécier la méthode suivant laquelle Drumont faisait son histoire sociale. Sa documentation algérienne est très abondante. Il a utilisé largement les travaux de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale, les polémiques et les pétitions de 1871, les journaux conservateurs ou radicaux, mais il n'a retenu de tout cela que ce qui pouvait illustrer sa thèse. La lettre de Napoléon III à Mac-Mahon, la pétition de l'ancien commissaire du Bouzet, les rapports de Fourtou et de la Sicoitière, les récits des témoins des milieux militaires ou conservateurs, tous hostiles aux israélites lui ont fourni ses arguments. Le reste est passé sous silence.

Certaines erreurs, comme son interprétation du rôle de Fourtou représenté comme complice de Crémieux alors qu'il fut un des derniers défenseurs du projet d'abrogation (4), l'existence imaginaire

(1) *Fin d'un Monde*, Livre VI, p. 230.

(2) *France Juive*, t. II, livre IV, p. 4 et seq.

(3) Cf. Bibliographie : Le décret Crémieux.

(4) Cf. Livre L., chap. X.

d'un maire d'Oran du nom d'Abraham Nahon, la désignation du « Petit Colon », journal radical antijuif d'Alger comme « favorable aux Sémites », peuvent avoir été commises de bonne foi (1). Mais l'interprétation de l'insurrection de Mokrani, héros pur et sans tâche, révolté par l'honneur fait aux Juifs, en dépit du témoignage du général Angeraud devant la commission d'enquête, était plus digne d'un polémiste que d'un historien.

Une gigantesque escroquerie donnant à trente mille Juifs le noble titre de citoyen, une trahison envers la patrie seule cause du soulèvement arabe, œuvre d'un Juif oblique, tel apparaît le décret Crémieux dans « La France Juive ». Rien ne pouvait être plus agréable aux Algériens de son temps (2). Ils goûtèrent moins, par contre, sa définition de la population algérienne : « Vous savez de quelle écume se composent les villes d'Algérie ». « Buveurs d'absinthe, stratèges de cafés, Juifs, Maltais, Espagnols, formant une tourbe internationale », voilà ce qu'étaient à ses yeux les Européens habitant l'Algérie (3).

En revanche, suivant une inclination qu'on rencontre souvent chez les écrivains français, les indigènes lui semblaient sympathiques. Il voyait en eux les guerriers de Wissembourg, les centaures des fantasias, les antiques patriarches d'Orient et, oubliant son antisémitisme, il se sentait attiré par eux, il les plaignait :

« Le cœur se serre lorsqu'on pense à ce que pourraient faire de ces peuples, des hommes qui seraient pour ces frères cadets de la famille humaine des aînés compatissants et bons (4) ».

Mais où s'établissait une complète communion d'idées entre le polémiste et les radicaux algériens c'était lorsque Drumont mettait en scène les parlementaires algériens et leurs amis. Kanoui, « le Rotshchild d'Oran, était un potentat à la fois grotesque et affreux », qui « menait tout le département et dont le préfet était l'humble esclave », Thomson « petit gendre de Crémieux », devenait « un des plus vils parmi les Juifs que Gambetta trainait après lui », le gouverneur général Tirman « l'ami des Juifs » s'associait à Kanoui et Waldeck-Rousseau pour élaborer un projet d'emprunt de cinquante millions destiné à exproprier les Arabes au profit des Juifs, patrons de tous les mauvais lieux et des cabarets de la colonie (5), Etienne, promu également Juif, n'avait pas un meilleur sort (6).

L'usure, les congés aux militaires israélites, la bienveillance de l'administration pour les Israélites, tous les thèmes des radicaux al-

(1) *France Juive*, Livre II, p. 29, 48, 49.

(2) *Ibid.*, p. 20 à 23.

(3) *France Juive*, t. II, p. 18 et 19.

(4) *Ibid.*, t. II, p. 40.

(5) *Ibid.*, t. II, p. 34 à 39.

(6) *Ibid.*, t. II, p. 14.

gériens se trouvaient dans l'œuvre de Drumont. Mieux, il ne cachait pas sa sympathie pour les mouvements antijuifs qui se produisaient depuis 1881 en Algérie (1). La presse n'y était point servile envers les Juifs comme la presse parisienne. Les journalistes, bien malheureusement dépourvus de croyances religieuses... avaient pour la plupart infiniment plus de talent, de verve et surtout d'indépendance que les écrivains de Paris... » Et, devant cette révolte, il se demandait si l'Algérie n'ouvrirait pas la voie à la France (2).

Rien ne pouvait flatter davantage les Algériens qui ont toujours souffert d'être considérés par les Métropolitains comme des coloniaux, des citoyens de seconde zone. Ils se vantaient d'avoir éclairé la France en 1870 en se prononçant au plébiscite contre l'Empire. Alors que leur antijudaïsme était blâmé en France comme un sentiment réactionnaire, ils se sentaient flattés de l'approbation d'un penseur dont le succès attestait l'autorité. De celui-ci ils recevaient la doctrine qui leur avait jusqu'alors manqué. Leur haine du Juif s'était extériorisée par de bruyantes manifestations, par des polémiques locales, mais elle était restée sans base. Drumont, lui, élargissait infiniment le problème. Avec lui, l'éloignement que ressentait l'Algérien pour le marchand de fil et d'aiguilles ou l'électeur en turban, s'expliquait par de solides raisons philosophiques ou historiques. Le père de « La France Juive » leur expliquait les sentiments et les passions qu'ils avaient ressentis jusqu'alors de façon très confuse. C'était sur la vieille terre berbère la répétition du prêche du derviche étranger, aux siècles obscurs, qui soulevait d'enthousiasme les habitants du pays.

Ainsi allait-on voir une alliance bizarre de conservateurs catholiques et de radicaux farouchement anticléricaux, se former sous le signe de la « France juive ». Bien que ne partageant aucune des convictions religieuses ou politiques de Drumont, les radicaux algériens s'enthousiasmèrent pour la doctrine antijuive. Pendant plus de vingt ans l'œuvre de Drumont allait être l'évangile de la jeunesse algérienne.

(1) On remarque non sans surprise les changements d'opinion de Drumont envers la population algérienne qui cesse d'être « une tourbe internationale » en dix ans, par le seul fait de son antijudaïsme.

(2) *France juive*, t. II, p. 47.

CHAPITRE VI

L'ANTIJUDAISME LATENT

I. — Les batailles électorales.

A cette époque, la grande rigueur des vertus républicaines était passée de mode. Les déportés de l'Empire devenaient rares ou ne jouaient plus qu'un rôle honorifique, sortes de Burgraves démocratiques dont on se recommandait, mais dont on ne suivait plus l'avis. Le régime politique de l'Algérie était celui des clans.

Les partis donnaient une étiquette, un programme, mais radicaux ou opportunistes restaient indifférents aux luttes d'idées. En fait, ils suivaient le chef de leur çof qui, pour garder ses partisans, devait richement les récompenser.

La majeure partie de la population ne s'intéressait pas aux luttes politiques. Absorbée par ses travaux quotidiens, peu instruite, elle les considérait comme un passe-temps (1). Mais l'Etat-major des hommes politiques, orateurs de villages ou journalistes, prêts à se vendre au plus offrant, médecins médiocres et avocats sans causes, lourds d'ambition, mais légers de scrupules, faisaient de l'élection un métier. De là d'étonnants revirements, des ralliements au parti qu'on outrageait la veille, l'abandon cynique des amis auxquels on avait juré fidélité (2). Le procureur de la République à Alger, Dubuc, définissait ainsi leur attitude. « Les opinions sont changeantes au gré des intérêts. On passe d'un parti à un autre, on professe ou l'on abandonne une opinion selon l'avantage qu'on y trouve (3) ».

L'organisation algérienne rendait en effet la domination politique particulièrement fructueuse. Les fonctions de maire donnaient droit à une indemnité équivalente au traitement d'un chef de grand service, que venaient accroître des frais de déplacements, de représentation et, dans une grande ville comme Alger, le logement à l'Hôtel de Ville. Le maire de la capitale algérienne avait ainsi un traitement égal à celui d'un Président de Cour.

(1) « Lorsque les Algériens font de la politique, ils font... de la politique de petite boutique. Je vous défie de trouver ici dans un village dix individus connaissant la listes des Présidents de la République. » *Enquête Pourquery de Boisserin*. Déposition Henri Dupont, directeur du *Petit Fanal*, 14 juin 1900, p. 225.

(2) *Arch. Nat.* F. 80 1688.

(3) Ainsi dans le *Petit Fanal*, Bézy soutient Kanoui et Mathieu contre l'*Echo d'Oran* après avoir mené campagne contre les Israélites dans l'*Atlas* en 1875 et 1876. En 1888 il combat de nouveau le çof Kanoui-Mathieu que l'*Echo d'Oran* défend alors, mais en 1892 Bézy recommande les candidats de Kanoui contre ceux de Mathieu. De telles variations étaient constantes dans le pays.

Souvent, dans les petites villes, cette indemnité constituait le revenu le plus net du chef de la municipalité.

Encore ne parle-t-on pas des pots de vin et des « bachichs » que certains potentats, comme le maire d'Aumale, Sapor, gagnaient en exploitant odieusement leurs administrés musulmans. Aussi pour obtenir de telles places, les candidats et leurs comités n'épargnaient ni leur peine ni leur or.

Arrivé au pouvoir, le chef de çof distribuait les sinécures à ses grands électeurs ou à leurs protégés. La vénalité des charges, qui existait en France, n'était pas appliquée en Algérie, les offices ministériels étaient confiés par l'Etat, non sans que la recommandation des hommes politiques n'intervînt. Les amis des hommes au pouvoir obtenaient donc les charges publiques. Ceux qui ne leur étaient pas liés n'avaient rien. Or, à la fin du XIX^e siècle, les offices ministériels produisaient des revenus considérables (1). « Les élus font fortune et leurs amis aussi et de plus ils sont comblés d'honneurs » écrivait un journaliste radical (2). Mais si le triomphe amenait la fortune, la défaite provoquait parfois la gêne et la misère (3). Il fallait vaincre pour bien manger. La défaite c'était le brouet. Ainsi la politique cessait d'être une lutte d'idées pour se réduire, selon l'esprit méditerranéen, à une lutte de clans rendue plus âpre par les appétits sans mesure que faisait naître l'enjeu (4).

A Constantine, le çof Thomson combattait le çof Forcioli ; à Alger tout gravitait autour du Sénateur modéré Mauguin ; on s'intitulait « mauguiniste » ou « antimauguiniste », comme on était à Oran « antikanouiste », car là on ne se battait plus contre les élus modérés Etienne et Mathieu, mais contre le Président du Consistoire qu'on représentait comme un « deus ex machina » faisant et dé faisant les élus de la province.

L'appui prêté aux modérés, que soutenaient le gouverneur Tirman et les Préfets, par les Israélites continuant, les radicaux persistaient dans leurs attaques et leurs malédictions. Tantôt ils accusaient de bassesses les hommes politiques élus grâce aux électeurs en turbans (5) tantôt ils se répandaient en menaces contre ceux-ci (6). Mais

(1) Le Procureur Dubuc donnait ces chiffres : 573 individus se partageaient annuellement plus de 6 millions de francs. Certaines études de notaires rapportaient 60.000 francs ; à Alger, un avoué avait un revenu de 40.000 francs, un huissier de 25.000 francs.

(2) *Le Télégramme*, 1^{er} février 1898.

(3) Ce sera notamment le cas du député antijuif Marchal, après sa défaite de 1902.

(4) Rapport Dubuc.

(5) En 1888, le maire d'Oran Mathieu, franc-maçon et anticlérical, faisait distribuer aux Israélites un tract rédigé en hébreu, où il s'intitulait « le serviteur de votre Dieu » et où il promettait de ne pas s'occuper des affaires de la ville tant que le gouverneur général n'aurait pas révoqué le receveur municipal qui avait fait des saisies chez les Israélites. Traduction dans l'*Echo d'Oran*, 12 mai 1888. En 1889, il réitére : cette fois « le bon Dieu bénit la République ».

(6) « Devant le résultat des élections d'hier, il ne reste plus aux Français qu'à se faire circoncir... C'est écœurant. Les Français d'origine mis en échec par les turbans (sic). C'est trop fort ; il faut que ça finisse, entendez-vous M. Kanoui. Vous avez assumé là, Monsieur, une grande responsabilité et s'il se produit un mouvement, c'est vous seul qui en serez responsable. » *Echo d'Oran*, 17 janvier 1887.

20 ans après le décret Crémieux, le « bloc consistorial », s'il existait encore, fondait peu à peu. Les Israélites émancipés par la culture échappaient à ses directives et, dans la plèbe, beaucoup prétendaient faire monnayer leur voix.

Dès lors, tous les candidats, les radicaux et les conservateurs comme les modérés, s'assuraient les services de certains courtiers Israélites qui « achetaient des suffrages favorables, comme on achète une marchandise couramment tarifée ». On en venait, devant ces débordements, à regretter Kanoui lui-même.

« M. Kanoui, dont on a fort médité, y mettait au moins des formes et il savait revêtir sa propagande d'une sorte de pudeur, écrivait un de ses adversaires... Lui écarté, on n'avait même plus pris la peine de dissimuler, sans un intérêt de secte religieuse, le racolage éhonté et la vente au plein soleil des bulletins (1) ».

Le 13 mai 1888, au second tour des élections municipales de Guelma, des électeurs israélites étaient conduits en voiture, du poste de commandement opportuniste, au bureau de vote. A Alger, aux élections législatives de 1889, le candidat radical accusait le député opportuniste Letellier d'avoir fait acheter des voix israélites au prix de 6 frs 50 l'unité (2). Aussi les radicaux faisaient-ils porter toute leur propagande sur la collusion des députés gouvernementaux et des Israélites. Dès 1889, de Redon, battu, déclarait à ses électeurs :

« Nous n'en continuerons pas moins l'œuvre commencée pour arriver à la concentration de tous les Français dans un seul et unique parti : le parti antijuif (3) ».

Toutefois les Algériens étaient si pénétrés de la puissance des Consistoires, qu'en 1893, pour éliminer les « mauguinistes », les candidats radicaux à Alger n'osèrent pas reprendre cette tactique et, aidés cette fois par l'administration, se firent élire sur un programme d'où était bannie toute allusion à la question juive (4). Il est vrai qu'en même temps leurs journaux, brochant sur le vieux thème de la vénalité juive, proféraient contre la population israélite les pires menaces :

« J'avoue que je ne serais nullement surpris de voir un beau matin la révolution éclater dans les rues d'Alger sur la tête des Juifs, tant ils sont exécrés par tous les Français sans exception, même par ceux qui achètent leurs votes aux jours d'élections et par les Arabes qui ne soupirent qu'après le moment où ils pourront en faire de la pâtée

(1) *Echo d'Oran*, 3 avril 1895.

(2) F. GREGOIRE, *op. cit.*, p. 123. *Radical Algérien*, 5 octobre 1889.

(3) *Radical Algérien*, 27 septembre 1889.

(4) COURGEOT, *La domination juive en Algérie*, p. 38 et 39.

pour les chacals et les oiseaux de proie », écrivait gravement le « *Radical* » (1).

A Constantine, Thomson avait déclaré qu'il démissionnerait si les campagnes, où les voix juives constituaient l'infime minorité, ne lui donnaient pas de majorité ; mais cette éventualité s'étant réalisée, il ne s'était pas retiré. Les partisans du candidat antijuif manifestèrent violemment contre lui (2).

La violence des passions était telle que l'on craignait partout des luttes sanglantes, des représailles des vaincus contre les Israélites rendus responsables de tous leurs maux. Dans l'Algérie radicale, Israël était devenu le bouc émissaire.

II. — La persistance des faveurs.

Corollaire des victoires électorales, des alliés des Israélites, le régime des faveurs continuait. C'était du moins l'opinion courante algérienne car, en réalité, la plupart des exemptions que leur faisait le gouvernement étaient bénignes. En certaines circonstances, les chefs israélites profitèrent de leur situation pour obtenir d'appréciables avantages personnels. A Oran par exemple, après les élections de 1887, la municipalité Mathieu achetait à Kanoui ses terrains du ravin de l'Aïn Rouïna au prix de 35 frs le mètre, alors que quelques mois auparavant, leur propriétaire ne trouvait pas de preneur à 20 frs (3). Honel, procureur à Tizi-Ouzou, recevait, grâce à Letellier, le poste de substitut à Alger, prix, disait le *Radical*, du soutien des Juifs aux élections de l'année précédente (4). Ce partage du butin par les vainqueurs après la bataille, fort bien admis par les Français, devenait scandaleux lorsqu'il s'agissait des Israélites.

Sans doute eût-il mieux valu pour la morale que de tels faits ne se produisissent pas, mais qui se soucie de la morale dans ces sortes d'affaires ?

Une satisfaction avait été donnée à l'opinion : on avait supprimé l'obligation pour les Juifs d'aller faire leur service militaire en France. Les Algériens s'étaient plaints amèrement de cette faveur dispendieuse, prétendant que les exercices accomplis sous le soleil brûlant d'Afrique ne pouvaient pas être comparés à ceux qu'on faisait sous le doux climat de France. On décida donc en 1886 d'incorporer

(1) *Radical Algérien*, 26 avril 1893.

(2) *Echo d'Oran, Radical Algérien, Républicain, Indépendant de Constantine*, 11 à 25 août 1893.

(3) *Echo d'Oran*, 22 mai 1887. Une longue lutte s'engagea sur cette affaire, l'opposition cherchant à faire refuser par le gouvernement général l'autorisation nécessaire. Le marché s'élevait à 505.750 fr. Les radicaux et les conservateurs accusaient Kanoui de toucher le prix de son appui électoral. Aujourd'hui s'élève, sur cet emplacement, le boulevard Gallieni, une des plus belles artères d'Oran.

(4) *Radical*, 7 octobre 1885, 30 octobre 1886.

les Israélites dans des régiments de zouaves, en dépit des observations du Consistoire Central, qui poursuivait sa politique d'assimilation (1).

Par contre les exemptions de service à l'époque des fêtes israélites continuaient à exciter l'ire des journalistes algériens. Il arrivait en effet, qu'aux manœuvres militaires d'automne, qui concordaient avec les grandes fêtes israélites, les réservistes appartenant à cette religion eussent près d'une semaine de repos sur quatre.

« Oh, ils en ont des fêtes qui leur servent ! ironisait l'*Echo d'Oran*.

« Ainsi rien qu'hier et aujourd'hui ils ont le Rochana ou jour de l'An. On ne peut pas être à la caserne en pareil moment, n'est-ce pas !

« Dans huit jours il y aura le Yom Kippour, encore une fête qu'on ne peut laisser passer.

« Dans huit jours encore la fête des roseaux seka.

« Et les bons Juifs profitent ainsi, quand cela leur est agréable, des idées philosophiques et des formules républicaines » (2).

L'auteur de l'article accusait, bien entendu, l'infernal Kanoui d'être cause de ce passe-droit. En fait le Consistoire Central faisait la demande directement au Ministère de la Guerre qui invitait les chefs de corps d'Armée à accorder les congés habituels. Les présidents des Consistoires algériens n'avaient que des démarches insignifiantes à accomplir (3), s'ils les négligeaient, leurs administrés les rappelaient à leurs devoirs. C'est ainsi qu'à Alger les autorités militaires ayant apporté quelque mauvaise volonté à les satisfaire, les réservistes, à trois reprises différentes, envahirent la synagogue le soir de Kol Nidré (veille de Kippour) et interrompirent l'office (4).

Si l'indignation algérienne en de telles circonstances manquait d'élégance et même de bon sens, il arrivait aussi que la solidarité israélite se manifestât fâcheusement ; ce fut le cas pour l'affaire Ben Soussan. Cet Israélite oranais, âgé de 20 ans, avait assassiné en 1889 une jeune servante espagnole, Marie Molina. Dans une ville où la population espagnole était très considérable et gardait un vigoureux sentiment national, l'émotion fut considérable. Les Espagnols demandèrent vengeance et étendirent généreusement leurs malédictions à tous les coreligionnaires de l'assassin, si bien que ceux-ci répliquèrent en se vantant de faire gracier Ben Soussan, que la cour d'Assises avait condamné à mort. De fait, à la suite d'une intervention d'Isaac Péreire, le jeune criminel fut envoyé au bagne, à la grande indignation de la population européenne d'Algérie. Pendant longtemps le

(1) Arrêté ministériel du 31 juillet 1886. F. GREGOIRE. *op. cit.*, p. 64. *Echo d'Oran*, 7 et 22 avril 1886. C^{re} Cde 9 novembre 1886.

(2) *Echo d'Oran*, 21 septembre 1887.

(3) *Arch. Cons. Cent.*, 8 novembre 1887. 23 octobre 1888.

(4) *Ibid.*

cadavre de la petite bonne espagnole sépara les Espagnols et les Israélites d'Oran, qui avaient empêché la justice de s'accomplir (1).

Les jugements des fraudeurs électoraux, d'une saveur courtelinesque parfois aboutissaient à la condamnation à l'amende et à quelques jours ou quelques mois de prison, suivant l'humeur des juges, de pauvres diables pris en flagrant délit de fraude, alors que les grands chefs, conducteurs du troupeau, n'étaient pas un instant inquiétés (2).

On arrivait à conclure que, tout puissants par leur union, ils formaient une communauté redoutable qui se plaçait au-dessus des lois et que les gouvernements servaient docilement. Ne payant plus l'impôt arabe, ils restaient considérés comme indigènes pour la répartition de l'octroi de mer ; soldats, ils recevaient des congés pour leurs jours fériés, tout en se reposant aux jours de fêtes légales ; citoyens, ils échappaient à la justice. Quelques propos imprudents d'Israélites se faisant gloire de ces privilèges et c'était assez pour que la population coloniale leur vouât une rancune non dépourvue d'envie.

III. — La lutte légale.

Le pouvoir occulte qu'on rendait responsable de tous les avantages dont bénéficiaient les Israélites, c'était le Consistoire. Les Consistoires, par leur prestige sur les masses, leur bienfaisance et leur pouvoir électoral, semblaient aux Algériens d'invincibles obstacles à la désagrégation du bloc israélite, des sociétés civiles pour l'exploitation au profit de l'influence israélite en général des divers mandats électifs (3).

Déjà les Conseils Généraux avaient examiné les réformes qu'il fallait opérer pour réduire l'importance politique de ces associations qu'on accusait de former des états juifs dans l'Etat (4).

Il ne s'agissait pas de mesures vexatoires contre les Israélites, mais d'un remède énergique destiné à supprimer la principale cause des abus et à éviter que les troubles d'Alger s'étendissent à tout le pays. Le député de la seconde circonscription d'Oran, Sabatier, déposa à la Chambre une proposition de loi réformant l'organisation consistoriale en Algérie. Professeur de sociologie à l'école de droit d'Alger, il ne partageait pas l'antijudaïsme de ses amis politiques qu'il condamnait comme contraire à la science et aux principes démocratiques.

Mais il dénonçait et combattait les abus dus à la toute puissance

(1) *Echo d'Oran*, 3 février 1890, 2 décembre 1889.

(2) PENSA, *op. cit.*, p. 284. *Echo d'Oran*, 20 janvier 1890, 21 octobre 1893, 20 février 1897.

(3) Proposition de loi Sabatier, député de la 2^e circonscription d'Oran, sur la réforme des Consistoires israélites, 24 et 26 octobre 1886.

(4) Cf. Livre II, Ch. IV.

consistoriale, et pour sauvegarder la sécurité de la population israélite, il demandait une réforme qui, en même temps, rendrait aux collèges électoraux leur indépendance et leur dignité.

« Par là, disait-il, on supprimera une cause de retard pour les Israélites dont l'abrutissement est maintenu par les usages du Consistoire (taxe sur la viande, sur la sépulture, usage de la « halissa »). Par là on supprimera les causes du scandale de l'absence de tout contrôle par l'Etat sur les agissements du haut clergé israélite en Algérie qui supprime ou crée des établissements de bienfaisance, ouvre des écoles hébraïques, nomme et institue des ministres du culte à côté de ceux nommés par l'Etat, reçoit des donations, achète des immeubles, gère une caisse importante et lève de lourds impôts sans que ni l'autorité municipale, ni l'autorité administrative ou académique puissent non seulement intervenir, mais même être seulement renseignées » (2).

Pour cela il demandait la substitution des Consistoires d'arrondissements aux Consistoires départementaux, l'introduction des rabbins reconnus par l'Etat et du maire et du préfet ou de leurs délégués, la nomination des agents consistoriaux par le grand rabbin et l'autorisation des autorités administratives et du grand rabbin pour valider les délibérations consistoriales (3).

C'était disloquer la puissance des Consistoires et ruiner l'influence de leurs présidents qui, du chef-lieu, dirigeaient tous les Israélites du département. Le député d'Oran raisonnait comme les fonctionnaires de l'Empire : la nécessité de soustraire la plèbe israélite à la féodalité indigène, pour la confier à la direction des rabbins français lui semblait urgente.

Mais soutenue par ses électeurs, approuvée par l'unanimité de la commission parlementaire, sa proposition se heurta à l'opposition des autorités du Judaïsme.

Le ministre de l'Intérieur ayant soumis la question au Consistoire Central, celui-ci se prononça à l'unanimité contre la proposition Sabatier. Le député avait considéré surtout les répercussions politiques des agissements Israélites qui lui semblaient suffisantes pour causer un remaniement du culte. Le Consistoire Central attachait beaucoup plus d'importance aux intérêts du culte et à l'évolution des Israélites sous sa direction, qu'aux scrutins politiques. Le fait que les Consistoires maintenaient les traditions religieuses, était pour lui méritoire, alors que le député anticlérical le condamnait au nom de la raison. De là son opposition irréductible. Il contestait dans sa réponse le rôle

(1) Ibid.

(2) Ibid.

politique des membres des administrations religieuses. S'ils avaient quelque influence, faisait-il remarquer, elle était antérieure à leur entrée au Consistoire, elle avait déterminé celle-ci, elle jouerait donc de toute façon.

« Et quand même, ajoutait-il, il arriverait qu'un Président de Consistoire abusât de sa situation au profit d'une candidature, serait-ce une raison pour bouleverser les Consistoires eux-mêmes ? » (1).

Il montrait que faute de personnel, les Consistoires d'arrondissement étaient impossibles, que les griefs formulés contre la taxe sur la viande, contre les midrashim et l'absence de contrôle administratif reposaient sur des bases erronées (2). Enfin, la politique assimilatrice de la France depuis 1845, ne pouvait pas être interrompue pour des querelles de boutiques. Dissocier l'organisation algérienne de l'organisation française c'était prendre le contre-pied du décret Crémieux. Comment la République se serait-elle montrée moins libérale que l'Empire ou la Monarchie de Juillet ?

L'éternelle opposition des principes français et des faits algériens se retrouvait, (3) mais ce qui semblait grave aux Algériens prenait des proportions ridicules à Paris. Le gouverneur général appuyant un an plus tard contre l'avis du Conseil supérieur de l'Algérie, les Consistoires favorables aux candidats qu'il soutenait, la proposition fut enterrée selon toutes les règles de l'art parlementaire (4).

Pendant quelques années la question fut mise en sommeil, mais en 1892 les assemblées algériennes reprirent la proposition de Sabatier qui s'était retiré de la vie politique. On insistait surtout cette fois sur l'inégalité qui faisait interdire aux prêtres et aux pasteurs toute intrusion dans la vie politique, tandis que les membres des Consistoires, qu'on assimilait à des fonctionnaires religieux, jouaient aux votes un rôle décisif. On demandait la réduction des droits des Consistoires à ceux de Conseils de fabrique, ce qui leur faisait perdre leurs attributions charitables et par là leur influence sur la plèbe.

Le Conseil Municipal d'Oran, le Conseil Général d'Alger, le Conseil Supérieur, l'année suivante s'accordaient pour demander la suppression des Consistoires élus (5). L'administration, pour leur donner

(1) *Arch. Cons. Cent.* Rapport Lehmann. Lévy, Calmann-Lévy, séance du 1^{er} mars 1887.

(2) Depuis l'ordonnance de 1845 les décisions des consistoires et leur budget étaient soumis à l'autorité administrative. Les règlements de l'Académie d'Alger étaient suivis par les écoles hébraïques (Cf. Livre II, Ch. I), la taxe sur la viande servait à couvrir les dépenses charitables. *Ibid.*

(3) *Arch. Cons. Cent.* 1^{er} mars 1887.

(4) *Arch. Cons. Cent.* 17 janvier 1888.

(5) *Echo d'Oran*, 22 mai 1892. *Petit Colon*, 25 octobre 1892. Conseil supérieur, 1^{er} avril 1891, 4 août 1895. Un décret du Conseil d'Etat du 31 mars 1893 sur l'organisation financière des consistoires, rendu applicable à l'Algérie par décret du 31 octobre 1895, permettait aux consistoires la taxe sur la viande Kascher, le produit de la location ou de la concession des places au cimetière dont les assemblées algériennes avaient demandé au contraire la suppression.

quelque apparence de satisfaction, soumit la comptabilité des Consistoires au contrôle de la Cour des Comptes à partir de l'année 1893, mais ce fut seulement en 1896, sur les vives instances du député d'Oran, Saint-Germain que cette mesure, dont les Consistoires algériens se méfiaient, fut appliquée (1).

C'était peu. Si peu que les Algériens désespérèrent de la légalité. Dans cette lutte d'influences, la représentation parlementaire algérienne, sans cohésion, et dont la majorité était même favorable aux Consistoires, défendait mollement les revendications des assemblées, le gouvernement général étouffait les vœux de celle-ci. En face de l'activité et de la puissance des autorités du Judaïsme français, la faiblesse de l'opinion algérienne semblait si grande que les extrémistes antijuifs paraissaient avoir raison lorsqu'ils parlaient de la toute puissance d'Israël au sein du gouvernement.

IV. — Les Campagnes antijuives.

La « *France Juive* » avait provoqué, en effet, un mouvement d'idées en Algérie même. Un certain nombre d'obscur publicistes essayèrent de faire pour l'Algérie ce que Drumont avait fait en France et ils entreprirent de dénoncer les maux et les périls que les Juifs faisaient courir à la colonie. En 1887, Georges Meynié publiait : « *L'Algérie Juive* » qu'il dédiait au maître de l'antisémitisme.

Il y appliquait les idées de celui-ci, mais sans examen et sans nuance, et comme la vigueur et le souffle du polémiste lui faisaient défaut, son ouvrage ne pouvait avoir aucun retentissement. Meynié affirmait avec une grande conviction que les Juifs formant la majorité du corps électoral dominaient l'Algérie et qu'ils appliquaient un plan tendant à chasser les Arabes du pays. De cette façon, ils appauvrisaient la France en la privant de ses soldats indigènes et ils faisaient le jeu de l'Allemagne dont ils étaient les alliés. La seule parade à cette manœuvre consistait à octroyer la naturalisation aux indigènes et à expulser les Juifs de France.

Ces craintes et ces remèdes chimériques, accompagnés des traditionnels griefs d'usure, de lâcheté, d'hypocrisie, émurent peu l'opinion algérienne. Le livre passa à peu près inaperçu. D'ailleurs on lisait peu en Algérie, le journal était un bien meilleur moyen de diffusion. « *L'Antijuif* » de l'ingénieur de Redon, « *Le Radical* » de Fernand Grégoire menaient une campagne bien plus efficace contre les Israélites (2).

(1) Arch. Cons. Cent., 3 mai 1892.

(2) A. CASTERAN, *L'Algérie française de 1884 à nos jours*, p. 49. Il ne reste plus d'exemplaire de « *L'Antijuif* », mais on connaît les idées et la violence de Redon par ses discours au Conseil Général d'Alger, ses professions de foi et des articles qu'il écrivait dans le *Radical*.

Type curieux que ce Fernand Grégoire. Ouvrier typographe socialiste qui était devenu journaliste, il avait quitté la France après s'être compromis en favorisant la fuite de l'assassin d'un général russe, Padelwski. Révolutionnaire ardent, il croyait bon de montrer son dédain des coutumes bourgeoises en prenant l'apparence d'un poète romantique. Avec ses longs cheveux noirs tombant sur ses épaules, son teint blême de phthisique et sa lavallière de congressiste socialiste, il représentait le type de l'intellectuel, tel qu'un lecteur moyen des « Mystères de Paris » pouvait l'imaginer. On n'est pas sûr que son esprit n'ait pas été aussi étrange que son aspect extérieur. Socialiste de tendance anarchiste, il défendait les idées d'égalité et de justice avec autant de foi qu'il tonnait contre les Juifs algériens qu'il condamnait en bloc sans rémission ; il se disait antimilitariste, mais attaquait le « traître Dreyfus » avec rage. Ce bohème à l'allure de mousquetaire, toujours prêt à défier ses contradicteurs, les armes à la main, détestait surtout l'atavisme commercial des Israélites algériens qu'il jugeait « hypocrites, rapaces, voleurs, plats devant les forts, insolents devant les faibles, incapables d'une bonne action si derrière cette bonne action ne se trouve pas une pièce de cent sous » (1).

Par sa violence il plaisait aux radicaux-extrémistes et aux socialistes, ouvriers ou petits employés possédant comme lui quelques teintes de culture et qu'un même fanatisme animait. Lorsqu'en 1892 il fonda la Ligue Radicale socialiste antijuive, il réunit un petit groupe de gens convaincus, prêts à tout, qui devait former le noyau du parti antijuif si puissant quelques années après (2).

Au contraire de Grégoire, Gourgeot, ancien interprète de l'armée, se situait à la droite de la carte politique. Connaissant remarquablement les mœurs des indigènes, montrant pour ceux-ci une certaine estime, il reprochait également aux Juifs indigènes leur enrichissement par l'usure. Ses études, plus modérées que les articles de Grégoire dans la forme, préconisaient des mesures plus radicales encore : l'expulsion des Juifs étrangers et des faillis juifs ; l'arrêt immédiat de leur naturalisation, la suppression des Consistoires, l'abrogation du décret Crémieux, la limitation des carrières dans laquelle les juifs pourraient entrer, l'interdiction de toutes les fonctions électives. Cela ne suffisant pas il préconisait leur expulsion méthodique de France et d'Algérie, à l'exemple de la Russie. Il est vrai qu'il demandait ses mesures au nom de l'humanité « pour prévenir d'affreuses crises ». « Qu'on y porte attention, disait-il, les solutions extrêmes répugnent

(1) F. GRÉGOIRE, *op. cit.* Préface. — CAT, *L'idée française en Algérie*, p. 180 et 181.

(2) Réunion de la Ligue le 10 juillet, le 13 novembre 1894. Rapports du commissaire spécial...

aux Français, mais il arrive un moment psychologique où, à bout de patience, ils deviennent terribles dans leurs vengeances (1).

On reconnaît la pensée de Drumont dont l'influence se retrouve dans les écrits de Meynié et même de Fernand Grégoire lorsqu'ils exprimaient la conviction que les exactions juives soulèveraient le peuple et qu'on verrait un jour prochain « une révolution laissant bien loin derrière elle la manifestation plus bruyante que dangereuse des Algériens » (2). La parole du théoricien de l'antisémitisme français trouvait, en effet, en Algérie un écho de plus en plus favorable. En 1889, à l'occasion des élections législatives, il avait fait afficher un manifeste qui avait causé une profonde impression dans les milieux européens et indigènes (3). A partir de 1892, « la *Libre Parole* » diffusa largement sa théorie. « A peine le paquebot porteur de la manne tutélaire est-il ancré que l'on peut voir la foule des promeneurs tenir en main le précieux journal », notait Gourgeot (4). *Le Radical Algérien* oubliant les divergences politiques qui le séparaient de Drumont ouvrait une souscription pour l'aider dans sa campagne antijuive (5).

La lecture des discours que prononçaient les orateurs de la Ligue radicale socialiste antijuive est typique à cet égard.

L'envahissement de la France par les Juifs, les diatribes contre les grands banquiers, la presse serve et la décomposition de l'Etat et de l'esprit public leurs fournissaient leurs thèmes habituels. De temps à autre, on rencontre une allusion à l'usure ou un développement rapide sur l'entrée des Israélites dans l'administration algérienne, mais la plupart de ces conférences n'étaient que la transposition des idées de la « *France Juive* » ou des articles de la « *Libre Parole* » (6).

On put croire un moment que l'Algérie avait trouvé un chef. Après sa lutte avec Clémenceau, le marquis de Morès, ruiné, s'était établi en Algérie pour préparer la grande expédition africaine où il devait trouver la mort. De 1894 à 1896 il participa à plusieurs meetings antijuifs. Des milliers de personnes acclamaient ce colosse dont les journaux leur avaient conté la vie aventureuse, ce grand noble qui parlait de socialisme, ce soldat qui maudissait l'or. Sur sa proposition, deux mille Constantinois demandaient l'abrogation du décret Crémieux et l'expropriation des Israélites. Mais son action n'était qu'intermittente. Rêvant de supplanter l'Angleterre en Afrique en réalisant l'alliance de la France et de l'Islam, il alla se faire tuer dans le désert par des chameliers. Son souvenir demeura vivace dans les milieux antijuifs

(1) F. GOURGEOT, *La domination juive en Algérie*, p. 166 à 170.

(2) *Radical Algérien*, cité par MEYNIÉ, *Les Juifs en Algérie*, p. 114.

(3) *Echo d'Oran*, 23 octobre 1889.

(4) F. GOURGEOT, *op. cit.*, p. 17. Les témoignages oraux qu'on a recueillis à Alger nous ont confirmé ces faits.

(5) *Radical Algérien*, 11 juin 1892.

(6) Rapport du commissaire spécial sur la réunion du 4 novembre 1894.

algériens qui ne devaient plus trouver un dirigeant de sa trempe, mais, faute de temps, son action n'avait pas eu un caractère décisif (1).

Entre ces éléments si divers, peu de liens. La Ligue antijuive d'Alger comptait, en 1894, 300 membres. Un homme de droite comme Martin Saint Léon rencontrait le radical Mazon, le socialiste Grégoire et l'anarchiste Pellegrin, mais ce petit groupe militant ne jouissait d'aucun crédit sur la population, celle-ci souvent hostile au décret Crémieux, volontiers frondeuse envers une administration qu'on accusait tantôt d'être vendue aux Juifs et tantôt de commettre des malversations énormes au détriment de la colonisation, ne se laissait pas embrigader dans les cadres des partis politiques. La mort de Grégoire qui suivit arrêta la propagande de la Ligue, qui n'avait d'ailleurs jamais dépassé quelques bourgs des environs d'Alger (2).

L'effort du groupement des antijuifs avait échoué lamentablement, faute d'hommes de valeur pour le diriger, mais en revanche l'idée antijuive gagnait chaque jour du terrain, la population algérienne montrant vis-à-vis des Israélites une hostilité de plus en plus marquée.

V. — Les Juifs à l'index.

Citant un article du « *Gil Blas* » sur l'abjuration de la Comtesse de Sartigues, née Goldsmitt, et la fusion des Israélites et des Français, l'*Echo d'Oran* écrivait :

« Quand verrons-nous chez les Israélites d'Algérie le même libéralisme ? Quand pourrons-nous mentionner chez nous cette fusion des races tant vantée par notre confrère » (3).

Souhait inexaucé. Les Israélites, les Européens et les Arabes ne se mêlaient pas. C'étaient trois groupes distincts, animés d'un particularisme intense, pénétrés de leur supériorité sur les autres groupes sociaux de la population. Les Israélites étroitement unis, pratiquant fréquemment des mariages, ne songeaient pas plus à se mêler aux étrangers que ceux-ci n'auraient consenti à s'abaisser jusqu'à eux. Il y avait en effet quelque chose de comique dans les reproches que les Algériens adressaient aux Israélites à cause de leur aversion pour les « Goyms ». Eux-mêmes partageaient ces sentiments. La seule différence était qu'ils expliquaient leur supériorité par le sang et la civilisation au lieu d'invoquer l'alliance de Dieu et d'Abraham. Pour le reste, ils montraient une semblable intransigeance.

(1) Presse algérienne, 25 et 28 février 1894. J. DELAHAYE, *op. cit.*, p. 74.

(2) Hussein Dey, Maison carrée, Rouiba, Reghaïa, l'Alma. *Ibid.*

(3) *Echo d'Oran*, 1^{er} avril 1886.

Les mariages entre Israélites et Européens étaient donc une exception. De 1884 à 1896 on relève à peine 63 unions de Juifs et de Chrétiennes et 61 de Juives et de chrétiens (1).

L'élite Israélite tentait bien de rompre l'isolement dans lequel elle était tenue, soutenant que la loi de Moïse encourageait les mariages mixtes et citant l'exemple du Président du Consistoire Israélite d'Alger, Honel, dont le fils avait épousé une catholique, sans célébrer d'union religieuse (2).

Mais s'ils avaient fait litière de leur particularisme, comment auraient-ils pu fléchir le dédain des Algériens ? (3) Même lorsque ceux-ci n'appartenaient pas à des partis faisant profession d'antiju daïsme, ils se montraient hautains envers le Juif. Plaisanter les défauts ou les ridicules de l'Israélite était devenu courant.

Il existe tout un folk-lore antijuif, dont certains vieillards conservent encore le souvenir. On chantait sur l'air de « Marlborough » l'histoire de « Jacob i s'en va à la guerre » ou la chanson du « fils d'un bon famille marchand du fil i des aiguilles ». Sous le pseudonyme de « M'sio Kfouss » on publiait des recueils d'histoires juives, écrits en *sabir*, afin de multiplier les calembours truculents et les à peu près d'un goût douteux (4).

Il existait même des pièces de théâtre humoristiques, représentées par des sociétés d'amateurs algérois et destinées à ridiculiser abondamment les Israélites (5).

Peu à peu on en vint à les considérer comme des intouchables, dont le contact eût souillé l'Européen. Les sociétés refusèrent de les accepter comme membres ou les exclurent de leur sein. La Société de tir d'Alger, la musique municipale de Tlemcen, la plupart des sociétés de gymnastique d'Algérie leur fermèrent leur porte. Mieux, les

(1)	Juifs et Européennes	Juives et Européens
1884	0	1
1885	0	6
1886	0	2
1887	0	5
1888	11	11
1889	9	2
1890	6	7
1891	3	6
1892	10	5
1893	7	4
1894	4	3
1895	7	7
1896	5	3
Total.....	63	61

(2) *Commission d'enquête parlementaire*. Déposition Darmon et Honel, séance du 5 juin 1900.

(3) Ces sentiments existent encore d'une façon très vive. On nous a conté que dans une ville du département d'Oran en 1934, un médecin israélite épousa une jeune fille de la haute bourgeoisie locale. Il subit de très véhémentes remontrances de sa famille tandis que sa femme était mise à l'index par toutes ses amies.

(4) *Echo d'Oran*, 16 avril 1896, 16 mai 1897.

(5) En 1878 « un douel à Alger » en 1882 « Mariage Sachir ». Il ne reste plus trace de ces pièces.

Libres Penseurs d'Alger et d'Oran décidèrent dès 1884 de rayer les très rares Israélites appartenant à leur groupement et de refuser toute demande d'admission venant d'un des leurs (1). Les étudiants des écoles supérieures d'Alger, malgré les remontrances de deux de leurs professeurs, chassaient également leurs condisciples israélites (2).

Les jeunes gens, surtout, se montraient d'une intransigeance incroyable. Le commandant du bataillon scolaire d'Oran ayant désigné un jour un jeune Israélite comme porte-drapeau, tous les Français démissionnèrent pour protester contre cet outrage (3). La bonne parole de Drumont pouvait convaincre facilement d'aussi chatouilleux patriotes.

Devant cette volonté de les écarter que témoignaient tous les Algériens, les Israélites réagissaient diversement.

Ceux qui avaient connu la tyrannie arabe étaient disparus, les contemporains de Crémieux devenaient rares. Les fils des naturalisés de 1870, qui avaient fait leur service militaire et avaient fréquenté l'école française, formaient la majorité de la population. Ils en rapportaient un sentiment de dignité extrêmement vif qui les rendait parfois exagérément ombrageux (4).

Les attaques dont ils étaient victimes les indignaient profondément, alors que les « vieux turbans » semblaient prêts à se soumettre à leurs ennemis. A la suite d'une manifestation antijuive, un de ceux-ci, un notable de Médéa, encore vêtu à la mode des indigènes, Caroby, déclarait à la commission d'enquête sénatoriale :

« Je ne suis descendu dans la rue parce que j'avais peur de m'y trouver ».

« Si nous n'avons pas de sécurité, nous aimons mieux qu'on nous enlève notre naturalisation ; nous serons alors plus tranquilles dans nos familles et dans notre communauté, que nous aimons avant toute chose... » (5).

Mais, leurs cadets supportaient avec impatience ces outrages et ils rendaient volontiers injure pour injure ; seulement les imprécations qu'ils lançaient selon la coutume orientale, contre la race (6), la famille, et jusqu'à la postérité de leurs antagonistes semblaient aux Français d'horribles blasphèmes. Certains d'entre eux faisaient

(1) AUMERAT, *op. cit.*, p. 148.

(2) COURGEOT, *op. cit.*, p. 153.

(3) MEYNIE, *op. cit.*, p. 314.

(4) WAHL, « *L'Algérie* », p. 217, édition de 1889. En 1888, par exemple, deux jeunes filles israélites d'Oran, ayant suivi deux Musulmans, certains Israélites invectivaient ou attaquaient les indigènes passant dans leur quartier, *Echo d'Oran*, 14 oct. De même ils attaquaient les vendeurs de feuilles antijuives et tentaient de leur arracher leurs journaux. *Echo d'Oran*, 17-9-1895.

(5) H. PENSA, *op. cit.*, p. 222.

(6) On a entendu à Oran des Israélites traiter publiquement de « sale Juif » un coreligionnaire avec lequel ils se disputaient. Ce sont des écarts de langage sans importance.

preuve d'une hostilité non déguisée contre l'armée et les officiers. A Constantine, deux Israélites osaient housculer un général ; à Oran, un autre frappait le lieutenant qui commandait un piquet d'incendie. Quant aux rixes qui survenaient entre soldats faisant bombance dans le quartier israélite et habitants de celui-ci, elles se déroulaient avec une régularité désolante, sans que la population française y prêtât trop d'attention sauf lorsque, comme le 1^{er} février 1894, il y avait mort d'homme (1).

Au moment où s'ouvrait en France l'affaire Dreyfus, et où l'armée était considérée comme une institution sacrée, cet antagonisme des Israélites et des militaires faisait crier à l'antimilitarisme. Dès lors, les Juifs devenaient, ainsi que le prétendait Drumont, les ennemis acharnés à la perte du pays qui leur avait donné l'hospitalité.

Cependant, chassés de toutes les organisations algériennes, les Israélites essayaient de montrer leur volonté de poursuivre l'œuvre d'assimilation en organisant des sociétés israélites sur le modèle des françaises. Les clubs sportifs, où l'on pratiquait la gymnastique et la préparation militaire, avaient groupé de très nombreux jeunes gens, mais avaient écarté les Israélites (2). Ceux-ci formèrent alors des groupements spéciaux, où il recevaient une éducation militaire semblable à celle des Français. Mais entre athlètes français et israélites, la rivalité devait vite engendrer la haine. L'esprit sportif fut abandonné bientôt et Français et Israélites apportèrent toute leur ardeur à vaincre leur ennemi de race. Bientôt la lutte passait du gymnase à la place publique et provoquait de nouvelles bagarres. En 1892, des troubles éclataient à Alger, à la suite d'une manifestation hostile des jeunes gens de « la Patriote » contre leurs rivaux israélites de « l'Avenir » (3). Il y eut quelques crânes bosselés de part et d'autre, quelques boutiques mises à sac. En vain, les pouvoirs fédéraux de France essayaient de ramener les gymnastes à une plus juste compréhension de leur devoir, en décidant de ne pas tenir le congrès des sociétés de gymnastique à Alger, comme ils l'avaient fixé auparavant. Les antijuifs rendirent responsables de ce dommage les Israélites et on continua de part et d'autre à se détester cordialement (4).

Le langage de leurs aînés n'était pas fait pour calmer les ardeurs des gymnastes. Dans ces villes poussées trop vite où les distractions

(1) *Echo d'Oran*, 2 août. 1887, 8 juin 1888, 18 février 1894, 9 juin 1894, 4 février 1895, 27 novembre 1895, MEYNIE, *op. cit.*, p. 83 et seq.

(2) A Alger, « la Patriote », les « Franc-tireurs » ne recevaient pas d'Israélites, ceux-ci avaient fondé « l'Avenir algérien ». A Oran, « l'Oranaise », société française, avait pour rivale « la Concorde » ouverte aux Israélites seulement. A Sidi-bel-Abbès, rivalité entre « la Fraternelle » et la « Eel-abbésienne ».

(3) *Vigte algérienne*, *Petit colon*, *Ladical algérien*, *Dépêche algérienne*, *Echo d'Oran*, 21 avril, 16 mai 1892, 14 juin 1892.

(4) *Ladical algérien*, *Vigte algérienne*, *Dépêche algérienne*, *Petit colon*, *Echo d'Oran*, 23 janvier 1893.

étaient rares et où les habitants n'avaient guère de goûts intellectuels, les spectacles sportifs étaient particulièrement appréciés. On s'enthousiasmait pour les succès des athlètes de la ville, on les encourageait et, de part et d'autre, on se piquait d'émulation pour surpasser la société rivale. C'est ainsi que « la Concorde » ayant paru plus brillante que « l'Oranaise », les Français de la ville exhalaient leur amertume en ces termes :

« Spectacle plus douloureux encore. Tandis que dépérit cette agglomération de jeunes Français découragés, tandis que s'étiole cette pépinière de naissantes forces, la rivale composée de jeunes Israélites croît et prospère grâce à une solidarité soigneusement entretenue et à une émulation sagement encouragée... » (1).

Ces admonestations eurent pour effet de réveiller les énergies défaillantes, et « l'Oranaise » ayant remporté plus de succès que sa rivale au concours de Périgueux, on la reçut avec solennité. Mais les Israélites, furieux de ces faveurs, manifestèrent au passage du cortège triomphal. C'en était assez pour déclencher la guerre. Espagnols, Français et Arabes acclamaient ceux que les Juifs sifflaient, on échangeait des quolibets et des injures et tout finissait par une bataille rangée. Pendant plusieurs jours la ville se trouva agitée pour ces puérils prétextes. Les Israélites attaquaient les étrangers lorsque ceux-ci se rendaient isolés dans leur quartier ; les antijuifs le leur rendaient ailleurs. Puis, comme toujours, ces excès incohérents lassaient les adversaires qui, fatigués, revenaient à la sagesse (2).

Evidemment ces querelles n'atteignaient jamais une très grande gravité ; la persécution ne prévoyait guère que des saignements de nez et les victimes n'avaient pas l'attitude de martyrs résignés. L'administration en faisait donc peu de cas. Les circulaires ministérielles ne lui recommandaient pas d'enseigner l'amour de son prochain, elle ne tentait donc rien contre la mentalité algérienne.

Ainsi se formait librement un état d'esprit de guerre civile.

(1) *Echo d'Oran*, 24 janvier 1895.

(2) Rapports du Commissaire Central au Préfet d'Oran 10, 11 et 13 juin 1895, *Echo d'Oran*, *Petit Africain*, *Petit fanal*, 7 et 14 juin 1895.

CHAPITRE VII

LES COMMUNAUTES A LA VEILLE DE LA CRISE ANTIJUIVE

I. — L'évolution des mœurs.

Il y avait dans les accusations des antijuifs algériens une certaine injustice, lorsqu'ils reprochaient aux Israélites d'être réfractaires à la civilisation française. De très grands progrès avaient été accomplis depuis le décret Crémieux. A cette époque, seules quelques grandes familles avaient adopté les mœurs et l'instruction française. Vers la fin du XIX^e siècle, une grande partie de la population israélite des grandes villes avait suivi cet exemple. L'enrichissement du pays, déterminé par le développement du vignoble, avait permis aux petits commerçants israélites d'améliorer leur situation personnelle. Il s'était ainsi constitué une petite bourgeoisie juive, très pieuse, attachée à ses anciennes coutumes, mais assez intelligente pour avoir pris dans la vie européenne ce qui pouvait lui être utile, trait d'union entre l'aristocratie francisée et la plèbe restée orientale.

Les grandes familles ne se distinguaient guère des Européens dans leur vie, que par un goût du faste et du luxe un peu tapageur parfois. Vêtus avec une élégance recherchée, leurs membres aimaient à montrer leurs beaux équipages, leurs bijoux, à donner de grandes fêtes imitées de celles des Rothschild ou des Erlanger que décrivait avec amour « *le Gaulois* ». Les jeunes filles recevaient une éducation mondaine, apprenaient les arts d'agrément ; les jeunes gens suivaient avec plus de zèle les cours des lycées, où beaucoup se montraient brillants, que l'enseignement religieux des rabbins (1). On n'observait plus au foyer que les grandes fêtes religieuses, et encore n'était-ce pas parfois sans un sourire un peu sceptique (2). Entre un président de Consistoire comme Honel, Vénérable d'une Loge Maçonnique, avocat réputé et qui n'avait manifesté aucune réprobation contre le mariage de son fils avec une Française et l'humble colporteur israélite hurlant ses prières sans en comprendre le sens, il n'y avait aucun sentiment commun.

(1) N. LEVEN, *Cinquante ans d'histoire : L'alliance israélite universelle*, t. II, p. 140 et seq. A Oran en 1898 sur 649 prix, 119 furent remportés par des Israélites ; au lycée de Constantine sur 510 prix, 47 ; au collège de jeunes filles d'Oran elles remportaient 97 prix et 117 accessits. DURIEU, *Les Juifs algériens*, p. 196.

(2) WAHL, *op. cit.*, p. 225 et seq.

Abandonnant l'ancestrale profession mercantile, certains orientaient souvent leurs fils vers les professions libérales. La médecine, art traditionnel chez les Israélites d'Orient, le droit les attirait particulièrement. Les avocats, les huissiers surtout étaient nombreux parmi eux (1). Mais la plupart continuaient à jouer dans le monde commercial un rôle de premier plan. Ils avaient sur la Banque un monopole de fait. Wittersheim, ancien directeur de la Banque de l'Algérie à Oran, devenait en 1888 directeur du Crédit foncier et agricole d'Algérie ; son successeur était Israélite. La plupart des Banques privées leur appartenaient (2). Un Weil était au tribunal de Commerce de Bône, un Salfati vice-président du Tribunal consulaire de Constantine, un Berr membre de la Chambre de commerce d'Oran, d'autres étaient conseillers généraux ou conseillers municipaux. Puissants, riches, honorés de l'élite de leurs concitoyens, ils ne demandaient qu'à se fondre dans celle-ci. Les Honel à Alger, les Isaac à Constantine, les Lévy à Oran s'alliaient avec des familles françaises (3), démontrant ainsi qu'ils faisaient litière des préjugés de race ou de religion. Les jeunes Israélites riches courtoisaient les actrices ou les demoiselles de petite vertu chantant dans les cafés concerts et se glorifiaient d'avoir de maîtresses françaises ou européennes, comme si ces liaisons les vengeaient de leur mise en quarantaine par les Algériens (4).

Toutefois, ils conservaient leur autorité sur les membres de la communauté qui les élistaient au Consistoire parce qu'ils représentaient les familles des chefs traditionnels ou parce qu'ils leur étaient utiles.

Les petits marchands ou les ouvriers israélites demeuraient, en effet, respectueux des traditions. S'ils avaient adopté le costume français que seuls les vieillards ou les membres de certaines communautés retardataires de l'intérieur du pays portaient encore, ils étaient loin de vivre en Occidentaux. Beaucoup parlaient encore un jargon composé de mots français et arabes qu'ils entremêlaient indifféremment ; tous avaient un accent particulier, un zézaïement assez prononcé qui les faisait railler par leurs ennemis (5). Entre eux, ils parlaient soit

(1) A Constantine on trouvait 2 médecins, 2 huissiers et un vétérinaire israélites ; à Oran, 2 médecins également. Sur 35 avocats de cette ville 5 étaient israélites. A Alger, Honel, Darmon comptaient parmi les meilleurs avocats. DURIEU, « *Les juifs algériens* », *Commission d'Enquête parlementaire*, 1^{er} juillet 1900, p. 702.

(2) A Oran, il y avait 4 banquiers israélites sur 9 ; à Tlemcen 12.

(3) MEYNIE, chap. V.

(4) *Commission d'Enquête*. Déposition Patrimoine. Enquête parlementaire, 14 juin 1900.

(5) M. COHEN, *op. cit.*, a reproduit dans son ouvrage des exemples pris dans un article de « M. sto Kfouss » paru dans les « *Annales a ricaines* », 17 juillet 1909.

« Ce n'est pas sans ouakhed vive émotion qui z'attrape la parole, pasqu'z' on sais pas guis qui je m'en va's dire, i par quel bout zi suis commencé... c'est à dère por vo xprmi l'sentiment qui palpitè la, dedans mon galbi ». « Chekoune ik hab ihemel protestation ? Parson idit mot « On fois, au fois, trois fois ? Mèkène izid... alors... aadjaudji ! ».

C'est le type du langage parlé par la basse classe composée souvent de Marccans.

le sabir, soit l'arabe, mais ce dialecte reculait peu à peu (1). Ils continuaient à habiter les vieilles maisons de leurs ruelles infectes, toute la famille groupée dans une ou deux pièces sales, sans air ; aux approches du grand pardon, les poules, qu'ils avaient achetées pour les échanges rituels, étaient mises dans les chambres où ils couchaient, souvent sur des nattes, faute de lits, parfois un chien ou chat complétaient l'effectif familial (2).

Ils avaient conservé le goût des festins, la coquetterie, l'amour des bijoux ; les jours de fêtes ils s'empilaient dans des calèches et, vêtus de longues jaquettes et de chapeaux qu'ils n'ôtaient jamais de leur tête — leurs ancêtres retiraient-ils leur chéchia ? — souvent poussiéreux, mais toujours porteurs de bagues, de montres, de chaînes d'or ou d'argent qu'ils avaient dégagées du Mont de Piété quelques jours auparavant et qu'ils s'apprétaient à y reporter ensuite. Les femmes et les enfants les suivaient. Beaucoup de Juives étaient encore vêtues à la mode indigène, gardant le châle chamarré autour du corps, la coiffe noire sur la tête, les lourds bracelets et les colliers massifs qu'on se transmettait de génération en génération. Les bourgeoises restaient le plus souvent dans leur logis, préparant les mets, nettoyant la maison à la veille des fêtes, occupées à élever une progéniture nombreuse, sinon bien soignée. Le proverbe ne disait-il pas : « une chambre pleine de fils vaut mieux qu'une chambre pleine de bœufs, de moutons, de froment et de louis d'or ». Les femmes du peuple travaillaient souvent à la confection de vêtements indigènes pour un salaire de 0 fr. 75 à 2 francs par jour ou comme modistes, couturières, femmes de ménage, le prix de leur journée ne dépassant pas 4 francs (3). Mariées très jeunes, — vers l'âge de seize ans — elles restaient éloignées du culte et de la vie de la Communauté. L'idéal de l'épouse ne différait guère de celui de la femme forte selon l'Ecriture, par là, les Israélites algériens restaient de purs Orientaux.

Bien des choses dans leurs cérémonies dénotaient encore l'influence arabe, le mariage, par exemple. Lorsqu'une jeune fille devait se marier, on exhibait son trousseau, puis on lui apportait solennellement sur un plateau des bahouches pour elle, sa mère et ses sœurs, on lui teignait de henné les mains et les plantes de pieds et les invités, eux aussi, se faisaient brunir les mains. Quelques jours après, la mariée allait au hammam en grand cortège et se plongeait dans le

(1) *Ibid.*, p. 482.

(2) Dans le département d'Oran, sur 5.931 ménages, 2.344 habitaient une seule pièce et 1.220, un logis ne recevant le jour que par la porte. A Alger, sur 3.153 ménages, 1.113 vivaient dans une chambre et 601 dans une pièce sans fenêtre. A Constantine, sur 2.628 ménages, 1.486 étaient dans le premier cas et 902 dans le second. DURIEU, « *Les Juifs algériens* », p. 373.

(3) N. LEVEN, *op. cit.*, p. 140 et seq.

« mikvé », tandis que les invités poussaient des cris stridents pour marquer leur joie (1). Le lendemain, le marié devait se rendre à son tour au hammam avec ses amis et il payait pour eux le prix du bain. A son retour au logis, où la mariée avait été conduite en corlège, le rabbin célébrait le mariage. L'habitude de recevoir le lendemain les amis du marié et de leur montrer la chemise de nuit de l'épouse ne s'observait déjà plus, de même qu'on ne recevait plus l'entremetteuse qui venait jouer du tambourin et chanter des chants de noce. Mais tels qu'ils étaient suivis, les rites locaux du mariage restaient bien proches des cérémonies des Musulmans. Sans doute, certains jeunes gens instruits souriaient de ces turqueries et, avec le temps, celles-ci tendaient elles à se simplifier. Mais, par respect pour leurs parents, ils les observaient et ainsi, bon gré, mal gré, ils perpétuaient la tradition judéo-berbère (2).

Le plus souvent d'ailleurs, les Juifs algériens respectaient ces coutumes avec piété. Dans les communautés de l'intérieur du pays, beaucoup, conservateurs résolus, boudaient encore la civilisation, continuaient à envoyer leurs enfants aux écoles israélites. « Il faut reconnaître que depuis la naturalisation en masse des Israélites qui remonte à 1870, les Israélites de Constantine ne sont pas réellement assimilés à la population française, puisque, outre le costume distinct conservé par toutes les femmes et la langue propre qu'ils emploient toujours entre eux, ils tiennent à voir leurs enfants, filles et garçons, « être instruits dans une école spéciale distincte de l'école primaire publique », écrivait un membre de la commission d'enquête sénatoriale (3).

Or, on a un bon tableau, tracé par l'animateur de l'Alliance israélite, Leven, de cette marmaille des midraschim (4) « débraillés, mal-propres, hurlant leur jargon judéo-arabe, ne connaissant du français que ce que l'on apprend dans la rue, mal accoutrés dans leur costume indigène, pieds nus, la tête enfoncée dans une chéchia noire, on se demande, écrit-il, si, en vérité, ces enfants ont jamais franchi le seuil d'une classe » (5). Avec une telle éducation, ils devaient rester toujours très éloignés de la civilisation française, ce qui expliquait la lenteur de l'évolution de la communauté constantinoise.

(1) Le « mikvé » est la cuve construite suivant certaines prescriptions spéciales où les femmes juives sont tenues d'aller se plonger après la période menstruelle avant de reprendre les rapports sexuels avec leur mari. Les bains maures d'Alger possèdent des mikvé et sont très fréquentés par les Israélites. — COHEN, *op. cit.*, p. 504.

(2) M. COHEN, *op. cit.*, p. 503 et seq.

(3) Il y a dix ans on voyait encore fréquemment des cortèges nuptiaux israélites parcourir les rues du quartier israélite d'Oran. Le fait est devenu bien plus rare.

(4) PENSA, *op. cit.*, p. 264.

(5) LEVEN, *op. cit.*, II, p. 140 et seq.

(6) Il en était un peu ainsi dans toutes les communautés de l'intérieur du pays. En 1900, le rabbin Meyer disait devant la Commission d'Enquête : « Nos coreligionnaires, à Tlemcen, parlent le plus souvent arabe, c'est exact, mais la jeunesse israélite commence à y parler le français ». Le délégué du Consistoire, Sultan, dépose, assisté d'un interprète militaire car il ne parle que l'arabe. Sur une population de 6.000 âmes il n'y avait que 1.000 lettrés. — *Com. d'Enq. parl.* dépos. du rabbin Meyer, p. 348,

Même dans les grandes villes du littoral, où les progrès avaient été réels, les mariages « more judaico » se célébraient avec la complicité de prétendus rabbins. Le secret restant bien gardé, il fallait un scandale pour que l'on apprit l'affaire (1). La presse antijuive triomphait alors bruyamment, les Consistoires absolvaient ou portaient plainte contre le faux rabbin ou l'époux bigame. Mais le fanatisme des petites gens était trop fort pour qu'on pût l'anéantir en quelques années. Des croyances anachroniques, des superstitions étranges les animaient encore (2). Crédules, prêts à recourir en toutes occasions aux services de sorciers même arabes ou espagnols, ils réagissaient violemment contre quelques jeunes hommes qui osaient ouvrir leur boutique le jour du sabbat et qui mangeaient publiquement de la viande de porc (3).

En dépit de l'effort des rabbins et des Consistoires depuis 1845, la religion restait pour eux une succession de rites et de gestes dont le sens et l'origine leur échappaient.

« A Constantine, rien de ce qui constitue l'essence même du Judaïsme ne subsiste plus : des rites, des mots, des gestes, des usages, voilà en quoi se résume toute la religion de nos frères. Mais pour quoi ces mots, que signifient ces gestes ou ces rites ? Où puisent-ils leurs sources, que rappellent ces usages ?... Ne le demandez pas à leurs chefs, ils l'ignorent » (4).

Cette aggravation de l'ignorance religieuse des Juifs algériens était due à la laïcisation des écoles qui, sauf à Constantine, avait déterminé la disparition des établissements scolaires confessionnels. Les midraschim qui fonctionnaient encore, servaient davantage à garder les enfants qu'à leur instruction. « A Oran, ils sont tenus, dit Leven, par des malheureux qui n'avaient de rabbins que le nom » ; à Alger, un pieux notable fondait en 1894 une école subventionnée par le Consistoire et aidée par de nombreux donateurs, mais sans méthode pédagogique, il n'obtenait que de médiocres résultats (5).

Dans ces conditions, une crise de foi devait éclater dans la communauté. Les jeunes intellectuels, en face des rabbins indigènes qui partageaient toutes les superstitions populaires, n'éprouvaient aucun respect. Les Algériens faisaient ostensiblement parade de leur

(1) *Echo d'Oran*, 25 avril 1892, 6-27 novembre 1895, 31 janvier 1896. *Vigie algérienne*. *Dépêche algérienne*, décembre 1896.

(2) Au cours d'une affaire de viol, l'inculpé, un Israélite, dit que souffrant d'une maladie vénérénne, il a cherché à se guérir, les rapports sexuels avec une vierge constituant un remède infailible. *Echo d'Oran*, 30 juillet 1893. En avril 1894, la communauté juive est prise d'une grande terreur à l'idée que la fin du monde va arriver dans la nuit du 13 au 14. Les Musulmans et les Espagnols sont agités d'une même crainte. *Echo d'Oran*, 15 avril 1894. En septembre 1924 on a été témoin à Oran d'un mouvement analogue mais bien plus réduit dont on n'a jamais pu découvrir l'origine.

(3) *Echo d'Oran*, 7 mai 1894, 31 janvier 1896.

(4) N. LEVEN, *op. cit.*, p. 140 à 154.

(5) *Ibid.*

athéisme ; soucieux de les copier en tous points, quelques jeunes Israélites abandonnaient leur religion, faisant les esprits forts ou, tout au moins ils renonçaient aux pratiques rituelles si importantes dans le Judaïsme. D'autres plus pratiques exigeaient pour accomplir les cérémonies religieuses qui libéraient leur femme en cas de divorce (gueit) ou leur belle-sœur (halitsa) que celles-ci leur versassent une indemnité (1). Certains négociants concurrençaient les produits taxés par le Consistoire, d'autres ne faisaient pas tuer les bêtes par les schohets officiels. Tout à leurs luttes de clans ils allaient jusqu'à attaquer les rabbins en chaire ou à les dénoncer à la justice séculière (2). Le virus occidental introduit dans le vieil organisme juif y étendait ses ravages. Ne voyait-on pas certains publicistes israélites, comme Tubiana à Alger, et Vidal Chalom à Oran attaquer violemment les membres des Consistoires, leur reprocher d'abêtir leurs administrés et conclure par des appels à la raison ou des condamnations de « l'opium du peuple » conformes aux dogmes révolutionnaires (3).

En présence de ce dangereux mouvement les Consistoires se montraient d'une rigueur impitoyable. Un Israélite de Saint-Denis, du Sig, ayant mangé de la viande « non cachir », on refusait d'inhumer le cadavre de son enfant jusqu'à ce qu'il fit amende honorable et qu'il payât une forte amende ; un autre ayant tué ses poules lui-même avec un « couteau sacré » mais sans l'intermédiaire d'un schohet se faisait condamner par le rabbin de Saïda à la mort morale. Cet homme, père de sept enfants, était aussitôt mis à l'index par tous les Israélites de la ville et, privé de ressources, devait lui aussi se repentir publiquement de son crime (4).

La masse restait fidèle à ses dirigeants mais des infiltrations occidentales commençaient à se produire dans le ghetto moral où elle restait enfermée. La formation d'une classe intellectuelle, volontiers frondeuse, devait en ce sens avoir une importance décisive dans l'évolution de la société israélite. En même temps qu'elle symbolisait la rupture avec la tradition commerciale, elle rompait avec l'organisation religieuse qui plaçait la communauté sous la direction de la féodalité des notables. Cette révolution allait donner aux luttes de clans une intensité plus vive encore que précédemment.

(1) *Arch. Cons. Cent.*, 13 novembre 1894, 5 février 1901.

(2) *Echo d'Oran*, 24 avril, 23 mai 1886. *Arch. Cons. Cent.*, 20 octobre 1896 et 14 avril 1891.

(3) TUBIANA, « *Le Juif, ce qu'il est, ce qu'il doit être* ».

(4) MONCLAR, *op. cit.*, p. 20. *Echo d'Oran*, 6 décembre 1899.

II. — La lutte des jeunes et des anciens.

La conquête du Consistoire demeurait l'enjeu. A mesure que le prestige des grandes familles déclinait, la nécessité de disposer de la caisse de secours de la Communauté se faisait plus impérieuse. Les budgets consistoriaux s'étaient prodigieusement enflés, mais ils accusaient un déficit chronique. En 1892, par exemple, les recettes s'élevaient à Alger à 138.867 francs, et les dépenses à 140.171 francs (1). S'il ne faut pas trop tenir compte de ces chiffres, le seul énoncé des œuvres subventionnées par le Consistoire et des secours qu'il distribuait montre que, plus que jamais, la vie de la Communauté israélite dépendait de lui. Depuis l'école religieuse jusqu'à leur mort, qu'ils fussent écoliers, gymnastes, apprentis, conscrits, commerçants, ouvriers ou prisonniers, le Consistoire leur apportait sa manne bienfaisante. Comment les bénéficiaires de ces largesses n'eussent-ils pas écouté et suivi docilement ceux qui avaient prouvé au cours de leur gestion qu'ils étaient des « seigneurs à la main ouverte » ?

C'est pourquoi « les progressistes » leur reprochaient avec véhémence de faire de la démagogie, sous prétexte de bienfaisance et prêchaient la révolte contre leur autorité. Le grief ne constituait pas une grande nouveauté, mais le « parti des jeunes » n'avait rien non plus d'inédit. C'était l'ancien çof minoritaire qui, allié à quelques « modernistes », avait rajeuni ses thèmes. Entre le Benichou qui combattait Kanoui au commencement de l'Empire et celui qui voulait détruire la puissance du Grand Electeur Oranais, il n'y avait qu'une différence de vocabulaire. Au fond, la rivalité héréditaire des çofs continuait mais dissimulée sous les mots de progrès, de raison, d'honnêteté et de respect du suffrage universel. L'habileté de ces jeunes consista à faire appel à l'opinion publique algérienne en montrant aux Algériens que les procédés politiques des Kanoui et des Honel les indignaient autant qu'eux.

Qu'un rabbin, partisan de leurs adversaires, prononçât quelques mots imprudents contre l'école laïque, ils s'en emparaient, ameutaient l'opinion contre ce clérical rétrograde et obtenaient son change-

(1) Il est vrai que le préfet d'Alger signalait comme douteux 106.670 frs, soupçonnant le Consistoire d'avoir forcé la note pour qu'on lui attribuât une subvention plus forte que celle qu'il aurait eue. Les sommes consacrées à la bienfaisance se répartissaient ainsi : Secours mensuels, 3.335 fr. ; subventions à des œuvres, 2.000 ; conscrits, 600 ; subventions à l'école du travail et prix, 4.060 ; subventions à l'ouvrage, 3.000 ; subventions au comité de bienfaisance israélite, 73.030. Bourses, livres, subventions aux midraschim, 1.910 ; secours accidentels ou temporaires, 5.000 ; subventions à œuvres de bienfaisance et sociétés diverses, 2.050 ; frais de nourriture aux détenus à Pâques, 350. Le budget soumis au Conseil Municipal s'élevait à 40.293 fr. 90 pour les recettes, et 16.591 fr. 80 en dépenses.

ment (1). Ils prétendaient, pour arrêter le mouvement antijuif, faire cesser toutes les pratiques électorales des Consistoires qu'ils proclamaient odieuses. Un groupe de vingt-sept notables, chefs du parti jeune Israélite d'Oran, se constituait en Comité avant les élections de 1892 et, dans une proclamation adressée aux journaux, exposait le programme des réformateurs :

« Le but de ce Comité est de ramener le Consistoire israélite à son véritable rôle qui consiste à s'occuper d'œuvres de bienfaisance, organiser des sociétés de secours, d'apprentissage et d'agriculture...

« Le Comité leur imposera l'engagement d'honneur de ne pas s'immiscer dans les questions politiques et de ne jamais intervenir dans les élections... » (2).

Pour briser la force des dirigeants au pouvoir, ils cherchaient même à concurrencer victorieusement les produits sur lesquels ceux-ci levaient des taxes, en vendant à meilleur compte que les prix officiels. C'est ainsi qu'un certain Sultan ayant vendu au moment de la Pâque de la farine qu'il n'avait pas acheté aux magasins consistoriaux, fut condamné par le tribunal rabbinique. Il traduisit les rabbins devant les tribunaux et les fit condamner à son tour (3).

Devant ces sursauts, l'opinion algérienne se réjouissait. C'étaient des signes dans le ciel annonçant l'émancipation réelle des Israélites que, sauf les antijuifs militants, tout le monde souhaitait.

« Ces histoires-là ne sont pas pour nous déplaire, écrivait l'*Echo d'Oran*, bien au contraire, elles montrent un état d'esprit qui nous comble de joie. Les Israélites oranais cherchent à se soustraire à l'influence néfaste à laquelle ils sont soumis. Félicitons-nous en et ne regrettons qu'une chose, c'est que ce mouvement se produise si tard ».

Il semble que le caractère personnel de ces querelles ait alors complètement échappé aux observateurs algériens. Ayant porté leurs luttes devant l'opinion, les jeunes Israélites tiraient de la manœuvre tout le profit qu'ils avaient attendu. Leur victoire pouvait arrêter le flot montant de l'antijudaïsme, en prouvant qu'il ne fallait pas désespérer de l'assimilation des Israélites. C'est soutenus par tous les éléments sages de la colonie qu'ils se présentèrent aux élections consistoriales de 1892.

« N'en déplaise à ceux qui prétendent que les Israélites sont à tout jamais figés dans un moule hiératique d'où il est impossible de les

(1) Le rabbin de l'ône, Stora, fut dénoncé ainsi par Seyman pour avoir blâmé l'école laïque dans un de ses sermons : il fut suspendu par le ministre des Cultes et, bien que reconnu innocent par le Consistoire Central, déplacé à Médéa, *Arch. Cons. Cent.*, 18 octobre, 23 nov. 1892. Journaux algériens. *Seydlouse* notamment 25 juillet à 1^{er} décembre 1892.

(2) *Echo d'Oran*, 24 octobre 1892.

(3) *Echo d'Oran*, 21, 26, 28 mai, 24 août 1890.

faire sortir, le progrès des idées, l'envahissement de la libre pensée et le besoin de discussion ont pénétré même dans les milieux consistoriaux... Il y a dans ce fait plus qu'un symptôme : nous y voyons la poussée en avant des jeunes en train de secouer un joug suranné et résolu à faire en avant un pas qui les rapproche de l'assimilation. A ce point de vue, il faut bien avouer que le groupe des jeunes Juifs arrive juste à temps » (1).

A Oran, l'éternel Kanoui réussit cependant à conserver son gouvernement. Son prestige personnel et les services rendus à la communauté le rendaient invulnérable. Les jeunes ne purent grouper que la moitié environ des suffrages obtenus par les Kanouistes (2). Les habituels trafics électoraux et les habituelles bagarres avaient marqué ce scrutin : un adversaire du Président du Consistoire avait été à demi assommé par les chaouchs de celui-ci ; à Saint-Denis du Sig, des Européens ayant été pris dans une mêlée, un mouvement antijuif faillit se produire. Dans ce fief du conservatisme israélite, les jeunes avaient cependant réussi à progresser.

A Alger, ils obtinrent la victoire. Encore n'est-il pas sûr que la tradition indigène n'ait pas joué dans ce vote. Les adversaires de 1871 se retrouvaient aux prises. Mais l'avocat français Honel, allié des politiciens modérés, passait pour un conservateur, tandis que l'ancien président David Kanoui, parce qu'il avait été, jusqu'en 1875, conseiller municipal radical, faisait figure de réformateur. On voit combien ces classifications étaient arbitraires : les étiquettes de 1871 étaient inversées, sans qu'on sût trop pourquoi. Le seul fait précis c'était la condamnation de l'ingérence consistoriale dans la politique que formulait l'opposition. Mais jusqu'à quel point ces sentiments vertueux étaient-ils sincères ? La façon dont se déroulèrent les opérations électorales ne dénotait pas, en effet, un grand respect de la volonté populaire. A Médéa, on avait distribué de l'argent ; à Alger, Honel avait fait inscrire, la semaine précédant le vote, 53 Israélites, et son secrétaire 360, renfort de dernière heure pour ses amis. Il y avait tant de faits semblables que devant la faible marge existant entre les derniers candidats de la liste majoritaire et le premier des vaincus, Honel, le Consistoire central admettait que le résultat acquis était très discutable, mais qu'il valait mieux ne pas procéder à de nouvelles élections (3). La liste des progressistes qui comprenait, outre David Kanoui et Fitoussi, deux représentants des plus grandes familles indigènes, Chaloum-Lebhar et Joseph Aboulker, était élue

(1) *Dépêche algérienne*, 2 décembre 1892.

(2) Simon Kanoui obtint 2.782 voix, Moïse Lévy, 2.591 et Isaac Karsenty 2.675 voix. La liste opposée n'eut que : David Saffar, 1.332 suffrages ; Medioni Chaloum, 1.117 et Moïse Elghozi, 1188. *Echo d'Oran*, 6 décembre 1892.

(3) *Arch. Cons. Cent.*, 21 mars 1893.

tout entière (1). Sans doute, le prestige de ces grands noms n'était pas étranger au succès que la presse salua comme la preuve de la rupture des Israélites avec leurs anciens errements. « C'est la victoire des principes de coalition sur les idées de lutte à outrance qui semblaient prévaloir jusqu'ici », « c'est la victoire du parti libéral contre le parti intransigeant », disaient les journaux (2). Et, optimistes, ils attendaient la solution de la question juive, non par des mesures législatives mais par une réforme de la communauté elle-même, grâce aux conseils de ses nouveaux dirigeants.

III. — La victoire des « vieux ».

En fait, une période de luttes plus acharnées encore qu'auparavant s'ouvrait. Les jeunes allaient tenter de consolider l'avantage acquis en chassant du Consistoire les derniers membres du parti des vieux qui, n'étant pas renouvelables à ce tour, y étaient demeurés. Les vieux, en dénonçant les fraudes, en les accusant de mauvaise gestion, en suscitant des crises par des démissions individuelles ou une opposition systématique, voulaient montrer l'insuffisance de leurs adversaires.

C'est surtout à Oran que, la division étant la plus profonde, la bataille fut la plus violente. Simon Kanoui, que ses adversaires ne ménageaient pas, ripostait en édictant des mesures de rigueur contre eux, en faisant exhumer, par exemple, le corps d'un membre de la famille Akiche, sous un vague prétexte, malgré l'avis défavorable du grand rabbin (3). Après sa défaite électorale, le parti des jeunes, pour détacher du Président du Consistoire sa clientèle, ouvrit des boucheries de viande kascher dont les bêtes étaient tuées selon les rites par des sacrificateurs non autorisés qui ne prélevaient pas de taxe. De ce fait, leur marchandise était bien moins coûteuse que la viande des boucheries consistoriales qui furent délaissées. En moins de deux heures, le jour de l'ouverture des boutiques de « l'alliance », celles-ci furent vidées de leur contenu. L'impôt sur la viande s'élevait à 80.000 francs à Oran, cette désastreuse concurrence risquait de tarir les revenus du Consistoire et, du même coup, les distributions de secours aux indigents. Kanoui et le grand rabbin prononcèrent alors l'excommunication contre les rebelles, mais devant le tort causé aux pauvres par la diminution des recettes, on fit appel au Consistoire Central qui ramena la paix en faisant entrer un tiers des membres de la minorité dans le Comité de bienfaisance.

(1) Les suffrages se répartissaient ainsi : Lebhar 1149 voix, Kanoui 1144, Aboulker 1054, Fitousssi 1043, élus ; Honel 964, Boucris 849, Darmon 835, Ben Simon 705.

(2) *Dépêche algérienne*, *Akhbar*, 8 et 9 décembre 1892.

(3) *Arch. Cons. Cent.*, 18 octobre 1892.

Quelques mois après, la lutte reprenait, causée par la rivalité du Président du Consistoire et du grand rabbin Netter. Les rabbins français se savaient souvent mal jugés par les indigènes et ils considéraient les postes algériens comme si peu enviables qu'ils n'y allaient pas. Le Consistoire Central pour les contraindre à se rendre en Algérie avait décidé de refuser la délivrance de leur diplôme aux jeunes rabbins qui, nommés, refuseraient ces postes (1). Netter, qui avait déjà eu des embarras pendant son séjour à Médéa, était lui-même favorable aux réformistes qui aidaient les Israélites français établis à Oran, mais il essayait officiellement de concilier les deux partis. Kanoui lui en tint rigueur et entre ces deux hommes également orgueilleux et avides de pouvoir, une solide haine s'établit (2). Il en résulta une effroyable confusion. La communauté se trouva divisée en partisans de Kanoui, de Benichou et du grand rabbin, trois clans s'alliant ou se séparant pour mieux écraser l'adversaire. L'opinion publique, qui avait prêté attention aux jeunes, ne tarda pas à se détourner de gens qui donnaient un aussi ridicule spectacle. La ville se gaussa de ces batailles, elle surnomma les kanouistes les « panamistes », les jeunes, « dahoméens », et les gens du rabbin les « hovas » (3). Lorsque les journaux racontaient comment des rabbins panamiste et dahoméen s'étaient battus dans la synagogue et avaient été condamnés par le tribunal correctionnel, elle s'amusait franchement, mais elle se demandait par quelle aberration on avait pu croire que ces Orientaux, hurlant et gesticulant comme des pantins, deviendraient un jour semblables aux Français.

Les lettres ouvertes, les dénonciations suivies de procès se succédaient sans trêve. Un jour, Kanoui était accusé de falsifier les comples de la communauté (4), le lendemain on lui reprochait de ne pas payer les fournisseurs du Consistoire (5). Il répliquait en demandant en termes virulents l'éloignement de Netter ou en reprochant aux bouchers hovas — car le moyen de pression ayant été trouvé bon, avait été également utilisé par les partisans de Netter (6) — de vouloir la mort des pauvres. Dans ce déchaînement de passions, personne ne semblait prendre garde au discrédit de la population israé-

(1) *Arch. Cons. Cent.* 2 juillet 1899. Cette décision fut prise à la suite d'une plainte des Tiencéniens qui, pendant 8 ans, étaient restés sans rabbin.

(2) Voici un texte savoureux de Netter adressé le 26 janvier à Combes : « Mes convictions si profondément républicaines jointes à la plus grande indépendance de caractère, à une intransigeante honnêteté, à un dévouement et à une abnégation absolue, à un esprit de conciliation d'une sincérité à toute épreuve, à une dignité de vie irréprochable gênent... » Avec une si haute idée de sa valeur, le grand rabbin ne pouvait guère s'entendre avec l'impérieux président du Consistoire.

(3) *Echo d'Oran*, 30 août, 13 octobre 1893.

(4) *Vie algérienne*, *Echo d'Oran*, *Petit Fanal*, 6 mars, 5 juillet 1895 ; *Arch. Cons. Cent.*, 7-21 février 1893, 21 mars 1893.

(5) *Echo d'Oran*, 1^{er} avril, juin 1896. *Arch. Cons. Cent.*, 28 nov. 1893.

(6) *Echo d'Oran*, *Petit Fanal*, 4 nov. 1895.

lité. Un des chefs dahoméens ne poussait-il pas l'antikanouisme jusqu'à reprendre le projet Sabatier contre les Consistoires et à blâmer le décret Crémieux parce que prématuré ? (1).

Le symbole du désarroi de la communauté c'était la grande synagogue dont on avait décidé la construction en 1877 et qui, commencée alors, n'avait pas été achevée, faute de fonds, car les antikanouistes refusaient de verser leur part de souscription. Les galopins du quartier s'y donnaient rendez-vous pour se battre et le lieu qui aurait dû servir à chanter les louanges de l'Eternel retentissait certaines nuits d'été des cris des prostituées mauresques et des mélodies indigènes (2).

Ce scandale continuel dont s'indignait le Consistoire Central (3) n'était pas l'apanage exclusif du Consistoire d'Oran. Sauf les débordements dans la rue, les rivalités et les passions semblaient aussi violentes à Alger et à Constantine. A Alger, Honel et Kanoui s'accusaient mutuellement de malversations dans leur gestion et le Consistoire Central notait bien, en effet, un grand désordre dans la comptabilité. Le grand rabbin Weill démissionnait, puis David Kanoui, en conflit avec le Consistoire Central, l'imitait. A Constantine, à la suite de démissions successives, il restait seulement en fonction trois membres laïques qui, ne trouvant pas s'entendre, se retiraient à leur tour. En 1896, l'anarchie était à son comble, et le Consistoire Central ayant dissous les organismes d'Alger et d'Oran, les Israélites des trois provinces se trouvaient démunis d'administration religieuse (4).

Les électeurs devaient de nouveau décider, mais l'opinion algérienne suivit sans sympathie cette fois la lutte. L'impuissance des jeunes s'était manifestée de façon si éclatante, l'agitation stérile qui avait suivi avait si bien montré l'impossibilité d'une réforme qu'on ne s'intéressait plus aux Israélites. Du reste, qu'avaient fait les jeunes pendant leur règne éphémère ? En dehors d'agréables querelles renouvelées de l'Ancien Testament, rien !

« Aux élections municipales de 1892, il existait un parti de jeunes qui marcha résolument contre les vieux, observait un journaliste. Qu'a-t-il fait en quatre ans ? Quelle est son œuvre ? Il a bénéficié de la campagne en se faisant attribuer pour prix de son concours une écharpe d'adjoint. Que nous a-t-il rendu en échange ?... Cette appellation de jeunes ou de vieux n'existe qu'à l'état intermittent. Elle

(1) *Echo d'Oran*, 20 juin 1895.

(2) *Ibid.*, 18-20 sept. 1894. *Arch. Cons. Cent.*

(3) *Arch. Cons. Cent.*, 22 octobre 1901.

(4) *Ibid.*, 13 nov., 17 décembre 1894, 26 février, 7 mai, 8 octobre, 23 décembre 1895, 16 juin, 30 juin, 24 septembre 1896.

ne se révèle qu'à l'ouverture des périodes électorales. C'est qu'elle n'est qu'une fallacieuse étiquette destinée à tromper les naïfs... » (1).

Les vieux revinrent au pouvoir dans les trois départements. Les jeunes avaient provoqué trop de scandales et ils avaient soulevé la colère des misérables qu'on avait, faute de fonds, réduits à la portion congrue. Leur tactique était la cause même de leur défaite. Les çofs s'accordèrent alors un moment de répit, avant de reprendre leurs intrigues, mais le danger antijuif qu'ils avaient négligé jusqu'alors, qu'ils avaient même renforcé imprudemment par leur dénonciations réciproques, allait les contraindre à l'union et à la paix.

(1) *Echo d'Oran*, 29 janvier 1896.

CHAPITRE VIII

L'ARRIVÉE DES RADICAUX ANTIJUIFS AU POUVOIR

1. — L'essai de réforme légale.

Le gouvernement de Tirman avait permis un vaste développement de la colonisation, mais beaucoup d'abus avaient accompagné cette progression. L'opinion métropolitaine, souvent portée à défendre l'indigène contre l'avidité des colons, et, par là, peu favorable aux Colonies, s'étant émue de ces scandales, on décida de suivre une politique plus douce envers les indigènes et Tirman, représentant la conception condamnée, fut remplacé par le préfet du Rhône, Jules Cambon, en 1891.

Le nouveau Gouverneur avait déjà été préfet de Constantine, il connaissait le pays et le puzzle que formaient les groupes nationaux ; la politique d'assimilation, en honneur sous son prédécesseur, lui semblait un leurre.

« L'Algérie n'est pas un pays européen, mais un pays oriental, disait-il à la commission sénatoriale d'étude des questions algériennes, et la caractéristique de l'Orient c'est la superposition et la coexistence de races diverses, avec leurs religions et leurs traditions différentes, leurs mœurs, leurs lois spéciales sur un même sol.

« ...Il faut tenir compte de cette vue critique et faire en Algérie, pour employer l'expression de Gambetta, de la politique expérimentale. L'Algérie comprend des Français, des Espagnols, des Italiens, des Maltais, des Arabes, des Turcs, des Kabyles, des Mozabites et ces hybrides que l'on rencontre dans toutes les échelles du Levant ; tous ont leurs statuts personnels. Leurs mœurs, leurs droits même diffèrent. On ne peut songer à administrer un pareil assemblage de peuples comme un département français » (1).

Sa politique israélite tint compte de ces réalités. Redoutant l'orage antijuif qui menaçait, il s'efforça de limiter la question juive, et, dans la mesure du possible, d'empêcher les abus. Alors que l'administration avait soutenu, sous son prédécesseur, les partis opportunistes favorables aux Israélites, il se montra hostile aux hommes de ce *çof* dont beaucoup, tels Pourailly, Sapor et Bertagna s'étaient discrédités par leurs actions. Par là, il était amené à soutenir les radicaux qui, à des degrés divers, professaient un antijudaïsme électoral.

(1) Jules CAMBON « *Le Gouvernement de l'Algérie* », p. 9.

C'était l'époque où les campagnes de la « *Libre Parole* », de « *L'Intransigeant* », de « *La France* », faisant suite au livre de Drumont, éveillaient en France un sentiment antisémitique. Le décret Crémieux et les actions juives en Algérie y étaient représentés comme néfastes à l'intérêt de la colonie. Le sénateur Pauliat, qui avait au temps du Gouverneur Général Tirman, vigoureusement combattu les fautes de l'administration, préconisait, pour contrebalancer les suffrages israélites, l'extension du droit de vote aux Musulmans (1). Les milieux politiques de la Métropole furent ainsi amenés à prêter attention à la question juive en Algérie, et, à l'occasion de la discussion du budget de 1895 à la Chambre, un débat s'ouvrit à ce propos.

Le rapporteur, Pourquery de Boisserin, critiquant le fonctionnement des Consistoires et leur influence, reprenait les arguments des antijuifs : « Cet état de choses constitue un danger, disait-il, une race qui ne se fond pas dans le milieu où elle vit, qui utilise de remarquables qualités d'assimilation surtout à augmenter ses avantages, qui ne s'adonne pas aux travaux manuels matériellement dangereux ou pénibles, qui néglige les professions ayant pour résultat une production immédiate et visible et se jette presque tout entière sur les professions d'intermédiaires, c'est là certainement une anomalie qui ne peut manquer de frapper les esprits. Elle devient saisissante si l'on songe que l'indigène est surtout l'objectif de ces entreprises, et qu'un jour viendra où son avoir aura passé presque entièrement dans les mains de la colonie Juive. » (2)

Les députés radicaux algériens confirmèrent ces affirmations tout en reconnaissant que l'on ne pouvait pas réviser les décrets Crémieux qu'ils qualifiaient de « désastreux ». Mais ils demandaient qu'on appliquât strictement ce décret en ne tolérant pas l'intrusion des Israélites marocains et tunisiens, indûment inscrits sur les listes électorales (3).

Le Gouvernement Général leur répliqua en qualité de Commissaire de Gouvernement. Il reconnaissait que beaucoup d'Israélites moghrébins avaient bénéficié d'une interprétation abusive des textes lorsqu'ils avaient été admis parmi les citoyens. Mais il était impossible de revenir sur une situation de fait : à des hommes qui avaient payé l'impôt, fait leur service militaire ou exercé leurs droits civiques, on ne pouvait pas déclarer qu'on avait fait erreur et qu'ils devaient reprendre leurs anciennes coutumes. Pour le présent, il promettait une application du décret de 1870 dans « son sens restreint, étroit et précis » (4) qui devait satisfaire l'ensemble des Algériens.

(1) Déclarations de Pauliat au « Radical » citées par « *Echo d'Oran* », 13 août 92.

(2) Rapport Pourquery de Boisserin.

(3) Discours Samary, Forcioli, « *J. O.* », 20 et 23 février 1895.

(4) Discours Cambon du 22 février 1895. *J. O.*, 23 février 1895, *op. cit.*, p. 356.

C'était tout ce que ceux-ci pouvaient espérer. Le Gouvernement et le Parlement républicains, défenseurs naturels des dogmes de la philosophie du XVIII^e siècle, se seraient singulièrement contredits en proclamant la nocivité de tout un groupe d'individus. Sans doute, la question juive en Algérie présentait certaines particularités qui lui donnaient une originalité très nette. Mais l'opinion française n'y prenait pas garde et confondait l'antijudaïsme algérien et l'antisémitisme métropolitain beaucoup plus général et qui se confondait avec les théories des partis conservateurs et catholiques.

La doctrine gouvernementale fut exposée et définie à la tribune de la Chambre, quelques mois après le débat sur le budget algérien. Le député conservateur de la Loire-Inférieure, le comte de Pontbriand, avait groupé 184 voix sur une proposition de loi d'après laquelle il fallait avoir, pour obtenir la naturalisation, au moins deux ancêtres successifs véritablement français. Ces adhésions dépassant de beaucoup le nombre des députés conservateurs, on pouvait en conclure que bien des parlementaires se préoccupaient de la question juive (1).

La révocation d'Isaïe Levaillant provoqua une interpellation du député des Landes, Denis, sur se scandale et plus généralement sur le rôle des Israélites dans l'administration française (2).

Après un débat confus où les antisémites n'osèrent pas aller jusqu'à la conclusion logique de leur pensée et se contentèrent de demander des demi-mesures inapplicables, le ministre de l'Intérieur, Leygues, précisa l'attitude du Gouvernement.

« Nous respectons toutes les opinions religieuses. Nous ne voyons sur le sol de la France que des Français. Nous ne voulons pas accentuer les divisions qui se produisent dans le pays. Nous avons, au contraire, le devoir et la volonté de les faire disparaître... Entre des rivalités de religion ou de race et des conflits d'intérêt, le Gouvernement se refuse à prendre parti » (3).

C'était la condamnation de l'antisémitisme et du mouvement algérien.

II. — La révision des listes électorales.

Approuvé par la majorité de la Chambre, le Gouverneur Général entreprit d'appliquer les promesses qu'il avait faites à la tribune de la Chambre en révisant les listes électorales dont seraient exclus tous les Israélites inscrits frauduleusement.

(1) Discours Samary. *J. O.*, 21 février 1895. Interview par *Echo d'Oran*, 12 février 1895.

(2) « *Temps* », 12 févr. 1895 : Isaïe Levaillant avait été révoqué de ses fonctions pour avoir promis d'intervenir comme ancien directeur de la Sûreté Générale auprès des magistrats qui devaient juger Armand et Abraham Schwob poursuivis pour banqueroute simple et abus de confiance.

(3) *J. O.* reproduit dans *Echo d'Oran*, 1^{er} juin 1895.

Par ses circulaires du 1^{er} juin, 6 juin et 12 décembre 1895, il prescrivait d'appliquer strictement le décret Lambrecht en ne maintenant sur les listes que les Israélites ayant fait la preuve de leur indigénat en 1871. Mais, soit qu'il voulût favoriser les çofs radicaux, soit qu'il sentit la nécessité de donner satisfaction à l'opinion coloniale en revenant sur les erreurs commises, il décidait de ne plus tenir compte du fait acquis, ainsi qu'il l'avait déclaré à la Chambre. Il avait dit à celle-ci :

« ...Si des naturalisations ont pu être faites par erreur, suivant une interprétation discutable des décrets, ces naturalisations n'en ont pas moins été faites, et il est impossible de revenir sur une situation qui a créé à la France, vis à vis de ces sujets qui sont entrés dans le sein de la population française, des obligations non seulement politiques mais sociales. Leurs intérêts moraux et matériels doivent nous être sacrés comme ceux de tous nos concitoyens et nous ne pouvons, nous ne devons plus faire de différence entre les Français (1).

La circulaire du 12 décembre, inspirée par une Commission d'étude composée du préfet d'Alger, du procureur général et d'un haut fonctionnaire, disait au contraire :

« ...L'inscription abusive pendant 25 années consécutives ne saurait tenir lieu de titre à ceux que le décret de 1870 n'a pas fait citoyens français, par exemple aux Israélites originaires du Maroc ou de la Tunisie. Le nombre en est sans doute peu considérable, mais leur radiation doit être prononcée...

« Le fait d'avoir subi la loi de recrutement ou de s'être engagé ne peut être considéré comme l'équivalent de l'acte personnel, volontaire et réfléchi qui consiste à répudier son statut personnel pour se ranger sous nos règles et nos lois civiles en adoptant le statut personnel du Français... » (2).

C'était menacer de la radiation une importante partie des électeurs israélites, car le décret Lambrecht, mal appliqué dès sa promulgation, avait cessé d'être observé ensuite et beaucoup d'Israélites, originaires des territoires annexés à l'Algérie ou autres pays du Maghreb, avaient acquis de cette façon la nationalité française (3).

Au Conseil Général d'Oran, le préfet affirmait que l'application de cette mesure entraînerait la déchéance de la moitié au moins des Israélites de son département (4). On racontait qu'à Lalla-Marnia, sur

(1) Discours Cambon du 22 février 1895. *J. O.*, 23 févr., *op. cit.*, p. 256.

(2) *Echo d'Oran*, 20 décembre 1895.

(3) *Ibid.*

(4) « Sur les 8.000 Juifs marocains jouissant de la qualité de citoyens français dans le département, 320 ont rempli les formalités de naturalisation, 3.200 revendiquent la qualité de citoyens français parce qu'ils ont fait leur service militaire dans nos régiments ; ces derniers sont-ils Français, la question est à étudier ? En tout cas, il reste 4.000 Juifs marocains à radier de nos listes électorales ». Vuou Havard, H. Giraud, *Echo d'Oran*, 11 octobre 1895.

soixante-seize Israélites inscrits, il n'y avait que trois Français ; qu'à Nedroma, sur soixante-quatorze, il n'y en avait pas un seul et qu'à Bône, les archives ne contenant aucun registre d'inscription, les Israélites n'avaient pas dû exécuter les prescriptions du décret Lam-brecht, et devaient être exclus des listes électorales (1).

Les commissions de révision étaient composées du maire, d'un délégué du préfet et d'un délégué du Conseil Municipal (2) ; ce qui donnait aux municipalités, la majorité. En dépit des appels à la sérénité qu'on lisait dans les circulaires gubernatoriales, la politique allait, une fois de plus, empêcher la réforme de s'exécuter normalement. Suivant que les commissaires étaient hostiles ou favorables aux Israélites, et cela ne dépendait que de l'attitude de ceux-ci envers leur parti, ils en radiaient le plus grand nombre possible ou les laissaient tous sur les listes électorales. Les antijuifs virent dans cette mesure de salubrité politique un merveilleux moyen pour éliminer leurs ennemis. A Alger on radia 423 Israélites sur 1.037. On notait parmi eux quelques-uns des notables de la population juive : le banquier Lévy Valensi, l'avocat Darmon, membre du Consistoire, l'avoué Moatti, les pharmaciens Seror et Macheton, l'instituteur Ouzilou, l'interprète Soussi (3). Il y avait quelque ironie à vouloir priver des droits de citoyen ces intellectuels israélites sous prétexte que des colporteurs israélites illettrés votaient mal ; mais on s'amusait beaucoup plus à Constantine : sur 1.200 électeurs, la Commission en radiait 1.100. Guère plus modérés, les Oranais en rayaient 1.127. Si les Consistoires avaient jadis trompé les Pouvoirs Publics en faisant inscrire tous leurs administrés, les radicaux prenaient une belle revanche.

Menacés ainsi dans toutes les grandes villes, les Israélites entreprirent une vigoureuse campagne de défense. A Oran, les « dahoméens » et les « panamistes », oubliant pour un temps leurs querelles, organisèrent une réunion de protestation et résolurent de faire appel devant le juge de paix. A Constantine, ils se montrèrent plus violents : ils envahirent le prétoire de la Justice de Paix au moment où l'on plaidait leur procès et menacèrent de faire un mauvais parti aux antijuifs ; à Bône, ils attaquèrent le journaliste antijuif, Rasteil, au moment où il sortait du Tribunal (4). Le sous-préfet dut intervenir pour le délivrer. Des comités se formaient pour soutenir la cause des Israélites, mettant à leur disposition des avocats. Simon Kanoui, prévoyant, exhumait de ses archives 1.247 certificats d'indigénats qui sauvaient ses administrés (5), mais ailleurs, pour n'avoir pas eu les

(1) *Echo d'Oran*, 10 sept., 24 nov. 1895.

(2) Circulaire du 1^{er} juin 1895.

(3) *Dépêche algérienne*, 12 janvier 1896.

(4) *Seybouse, Republicain, Indépendant de Constantine*, 22 février 1896.

(5) *Echo d'Oran*, 1^{er} février. *Republicain, Indépendant de Constantine*, 20 février.

qualités administratives du Président du Consistoire Oranais, on dut porter l'affaire devant le Juge de Paix.

De nouveau les passions politiques inspirèrent à ceux-ci des fantaisies charmantes. A Constantine, sur 1.200 électeurs, le magistrat rayait plus de 1.000 Israélites. A Alger, son collègue en radiait 164, en maintenant 196 et se déclarait incompétent sur les autres cas. Mais à Oran on rétablissait presque tous les appelants : 370 sur 420, en faisant jouer les clauses de la naturalisation automatique de la loi de 1889, malgré les instructions du 12 décembre 1896 (1).

Ces jugements ne satisfaisaient personne. Ici, les Israélites, là les antijuifs faisaient appel ; la Cour de Cassation trancha définitivement la question. Elle le fit dans le sens le plus large, précisant que c'était au demandeur contestant la qualité d'indigène, à l'Israélite inscrit sur les listes électorales qu'il appartenait de prouver son dire, et que l'Israélite ayant fait son service militaire devenait citoyen de ce fait (2). Les coupes sombres opérées par les antijuifs s'en trouvèrent considérablement diminuées. Il n'y eut, en définitive, que 2.313 radiations, dont 809 dans le département d'Alger, 935 dans celui d'Oran et 569 dans celui de Constantine. On revenait ainsi à la première conception de la réforme de Cambon qui mettait fin aux abus, mais ratifiait les erreurs et les fraudes du passé. L'élimination d'éléments généralement illettrés améliorait légèrement le corps électoral, une satisfaction était donnée à l'opinion algérienne. Mais les bruyantes manifestations, les intrigues et les déchainements des passions qu'avait provoqués la réforme, avaient contribué davantage à exciter l'opinion qu'à l'apaiser.

III. — Les antijuifs maîtres de Constantine.

C'est à Constantine que les radicaux arrivèrent d'abord à supplanter leurs adversaires. Depuis plusieurs années, les deux camps se disputaient le pouvoir avec une âpreté inouïe. Le Gouverneur Général Cambon prétendait qu'il n'y avait pas de département aussi divisé dans toute la France (3) et il n'exagérait pas.

Le clan opportuniste avait pour chefs le député Thomson et le président du Conseil Général, Jérôme Bertagna, maire de Bône. Les radicaux suivaient Forcioli, un républicain de l'Empire, le colonel Corps et un jeune avocat, rédacteur en chef du journal du parti : « *le Républicain* », Emile Morinaud. En 1889, un compromis avait laissé un siège de député à chacun des deux partis, mais le péril Bou-

(1) Pétition des Israélites de Constantine. *Echo d'Oran*, 11-15 mars 1896.

(2) *Echo d'Oran*, 29 avril 1896.

(3) Séance du Sénat du 9 juillet 1895. *J. O.*, 10 juillet.

langiste passé, on avait repris la lutte et, depuis l'élection de 1893, les radicaux manifestaient bruyamment contre le député de Constantine qu'ils accusaient de parjure.

La découverte d'opérations troubles qui avaient permis aux frères Bertagna d'obtenir des concessions de phosphates de chaux qu'ils avaient revendues avec de considérables profits à une compagnie anglaise, fournit aux radicaux une plateforme électorale magnifique (1). Cette entente des services de la préfecture et de hauts politiques opportunistes était à leur sens la justification des critiques qu'ils formulaient depuis quinze ans contre les modérés. « L'affaire des phosphates » dénoncée par la « *Libre Parole* » qui prêtait beaucoup d'attention à la lutte des partis en Algérie, qu'elle avivait souvent, fut le point de départ d'une agitation intense et de sanctions administratives retentissantes. Le Gouverneur Général essaya d'épurer l'Algérie et suspendit ou révoqua plusieurs maires qui, pour être moins coupables qu'un Sapor, auquel on reprochait 235 cas de corruption, avaient commis des infractions plus ou moins graves. L'ouverture d'une instruction contre le tout puissant Bertagna, sa suspension, au mois de décembre 1895, devaient soulever une émotion dans toute la province. Sans doute pouvait-on se dire que cette chasse aux scandales opportunistes coïncidait de façon curieuse avec la venue au pouvoir du ministère radical de Léon Bourgeois, mais auprès des colons et des travailleurs qui se désintéressaient généralement de ces questions, les sanctions contre les chefs opportunistes gardaient la valeur d'actes judiciaires. Un parti dirigé par de tels hommes ne pouvait qu'être condamné. Pendant plusieurs années, le « çof » modéré subit une éclipse que la force de cette attaque explique amplement (2).

Mais, en même temps, les antijuifs pouvaient faire le procès du monde juif dont la corruption éclatait enfin. Pendant des années, ils

(1) Un indigène, Sidi Khellil, demandait, le 10 nov. 1892, l'autorisation de rechercher des phosphates dans les terrains communaux du Djebel Kouif. Le 12 novembre, l'agent de la Cie Crookston faisait savoir par télégramme à l'administration qu'il lui avait envoyé par la poste, le 7 nov., une demande de permis de recherches pour les mêmes terrains. Celle-ci n'arriva que le 13. Une enquête pour établir la priorité entre les deux demandes se prononça pour Sidi Khellil. Mais celui-ci avait cédé ses droits à Dominique Bertagna, conseiller général, dont le frère Jérôme, maire de Bône, avait passé avec une société anglaise, la Cie Jacobsen et fils, un traité lui transférant les droits acquis par son frère et garantissant l'acquiescement de l'administration. Ce qui arriva. Dom. Bertagna achetait le phosphate 6 fr. 20 par tonne et le revendait de 3 frs à 1 fr. l'unité. En octobre 1893, l'administration acceptait la substitution de la compagnie anglaise à D. Bertagna.

Pour ne pas être en reste, une demande de concession formulée par un certain Parboutie, mais entièrement rédigée de la main d'un commis principal à la préfecture, Boet, était satisfaite par l'octroi des gisements d'Aïn Kissa et Barboutie ne tarda pas à fonder une société où entraient le colonel Corps, le chef antijuif.

La politique ne manqua pas d'exploiter ces opérations financières d'hommes publics et de part et d'autre, on s'accusa de fraudes et de malversations. CAMBON, *op. cit.*, p. 175 à 180.

(2) *Libre Parole*, Journaux algériens, déc. 1895. *Petit Journal*, 21 déc. 1895.

avaient dénoncé ce qu'ils nommaient « le système judéo-opportuniste », l'alliance des hommes politiques du parti modéré et des électeurs consistoriaux. Admirable occasion de reprendre les thèmes de Drumont, les accusations contre ces parasites corrupteurs et leurs hommes-liges (1). Bien que n'étant en rien responsables de ces scandales, les Israélites furent rendus solidaires de leurs élus.

C'est pourquoi la propagande du parti radical s'exerça surtout à leur dépens. Faisant passer au second plan les questions politiques, il revendiquait la direction du pays par les Français, sans distinction d'opinion. Leurs divisions doctrinales les ayant empêchés de s'unir, c'était la minorité israélite qui avait fait la loi. Pour mettre fin à cette domination, il demandait l'abrogation du décret Crémieux, sans envisager un instant si cette solution radicale était possible (2).

C'était à Constantine, la grande ville du département, où une forte minorité d'Israélites encore arriérés, une population cosmopolite ayant le goût des manifestations tapageuses et des indigènes éprouvant à l'égard des Israélites une aversion plus forte encore que dans le reste de l'Algérie, constituaient autant d'éléments propices à l'agitation dans la rue, que « le parti français » prit ses premiers avantages.

Un jeune Israélite ayant frappé de deux coups de couteau un jeune Européen, la ligue antijuive profita de l'émotion populaire pour exciter les colères. Le député Thomson effectuant alors une tournée de propagande dans le département, il s'agissait de l'accueillir par des manifestations hostiles. Quelques bagarres entre les Français et ses fidèles Israélites devaient créer cette atmosphère. De fait, des incidents sérieux marquèrent le séjour de Thomson dans la ville. Pour maintenir l'ordre, on dut faire appel à la troupe ; celle-ci chargea les manifestants, sans que rien de bien grave s'ensuivit, mais l'impopularité du clan opportuniste grandit (3).

L'agitation s'amplifiant, le conseil municipal favorable à Thomson démissionna aux approches des élections. Le préfet n'était plus un « bertagniste », mais un radical, Humbert, qui soutint sans discrétion ses amis. Ceux-ci avaient montré dans leur propos et leurs écrits beaucoup de violence. Aussi, terrorisés, beaucoup d'Israélites s'abs-

(1) Plaidoirie de M^e de Saint Auban dans le procès Boet. Jean Dault, *Libre Parole*, 10 décembre 1895.

(2) Voir Morinaud au Conseil Général de Constantine, 18 avril 1896.

(3) Des deux côtés, on mentit avec une tranquille audace en décrivant ces événements. Le correspondant du « Temps » qui était le rédacteur en chef du journal modéré *L'Indépendant* télégraphiait que les manifestations contre Thomson étaient faites par une « centaine d'individus arabes ou gam'ns recrutés à raison d'un franc par tête ». La « Libre Parole » parlait de plusieurs milliers de Français. La présence du maire et du général sur les lieux, les charges après sommations prouvent que le mouvement fut très sérieux sans avoir le caractère d'unanimité que lui prêtaient les antijuifs. *Temps*, *Libre Parole*, journaux algériens, particulièrement *L'Indépendant* et le *Républicain de Constantine*, 18-30 avril 1895.

tinrent de voter. Quelques horions distribués de ci de là provoquèrent quelques blessures (1). Mais l'atmosphère fiévreuse inspirait beaucoup de craintes. Des bruits colportés mystérieusement apprenaient que des Arabes avaient été massacrés par des Israélites, ce qui pouvait provoquer des représailles de la part des indigènes ; on parlait de corruption, de surveillance nécessaire. Un Israélite, accusé d'influencer ses coreligionnaires, fut malmené par ses adversaires (2). Cette surexcitation des esprits permettait aux opportunistes qui prévoyaient une défaite de crier au meurtre. Le matin de l'élection, « *l'Indépendant* » écrivait en anticipant hardiment :

« Vous verrez ce qu'on dira à Paris quand on apprendra que le sang a coulé ». Le lendemain, un notable du cōf vaincu télégraphiait au Gouvernement que les troubles avaient eu lieu, qu'il y avait des morts ; puis, devant l'évidence, il rectifiait dans un nouveau télégramme : « Je me suis trompé, je n'ai pas voulu dire morts, j'ai voulu dire mourants » (3).

Dans ces conditions, le parti antijuif remporta une victoire écrasante : son chef de file, Morinaud, obtenait 1.889 suffrages et le moins favorisé de sa liste 1.529, alors que le maire sortant, Casanova, n'avait que 945 voix. Un vétéran de la politique, un républicain d'avant 1870, Mercier, était élu maire ; dès son arrivée à l'Hôtel de Ville, il prononçait un discours antijuif et entreprenait de chasser les Israélites de tous les emplois qu'ils tenaient de l'administration opportuniste (4). Les lecteurs de « *La Libre Parole* », les conservateurs avaient préféré donner leur appui aux radicaux qui, en prenant la devise de Drumont, « la France aux Français » se montraient plus proches d'eux que les républicains modérés. L'antijudaïsme avait uni ces éléments disparates. Ceux-ci faisaient un effort commun pour se débarrasser de la domination juive, mais pour maintenir la coalition, il fallait passer aux actes. Aussi, dès la seconde réunion du Conseil Municipal, Morinaud faisait émettre un vœu unanime tendant à l'abrogation du décret Crémieux, tandis qu'en un geste symbolique, on décidait de remplacer le nom de la rue Crémieux par celui de rue du 3-Mai, en commémoration de la délivrance de Constantine (5).

Les employés juifs furent révoqués ou contraints de donner leur démission (6). Du chef de l'Etat civil de la ville à des concierges

(1) Préfet à Gouverneur Général et ministre Intérieur, 5 mai 1896. Il y eut 11 blessés légers pendant toute la période électorale.

(2) *l'épabl ca'n, Indépendant de Constantine, Azhar d'Alger, Echo d'Oran*, 6-7 mai 1896.

(3) CAMBON. Discours du 10 novembre 96 à la Ch. des Dép., *op. cit.*, p. 250 et seq.

(4) *Republicain, Indépendant*, 7 à 12 mai 1896.

(5) *Ibid.*, 19 mai 1896.

(6) Sfar, porteur de contraintes ; Ada, employé à la mairie furent révoqués ; Judas Aboucaaa, chef de l'Etat civil démissionnait ; Elie Bacri, employé des Domaines depuis 12 ans faisait de même. Sa femme, institutrice, dut demander son changement ; 3 concierges d'écoles furent renvoyées parce que Juives. *Mémoire du Consistoire* du 31 mai 1897.

d'école, nul Israélite ne dut émarger au budget municipal. Les indigents israélites étant secourus par leur consistoire, la ville les exclut de ses secours, les malades ne furent plus admis à l'hôpital, les jeunes Israélites, élèves des écoles primaires, furent exclus du bénéfice des fournitures classiques ; mieux, on envisagea leur renvoi. Un conseiller, Grasset, protestait contre l'invasion des écoles nouvellement construites, et son collègue Dumonteil demandait comment il pouvait y avoir des places pour les enfants juifs, lorsqu'il n'y en avait pas pour les enfants français. A quoi le maire, anticlérical de principe, répondait qu'il allait demander le retour des écoles confessionnelles, car les jeunes Israélites apportaient « toutes sortes de maladies contagieuses » et constituaient un danger pour leurs camarades. On envisageait de ne conserver que les fils des électeurs israélites, les autres iraient où ils voudraient en attendant la construction d'écoles spéciales pour eux (1).

Cette persécution ne déplaisait pas à la population coloniale. Elle lui semblait de bonne guerre. Impressionnés par le succès du chef-lieu du département, plusieurs villages s'étaient ralliés au « parti français ». La rivalité exaspérée des clans provoquait chaque semaine des querelles parfois sanglantes entre politiciens et journalistes ; on s'injurait, on se traînait devant les tribunaux ou sur le terrain, on tirait beaucoup de coups de revolver qui n'atteignaient jamais leur but. Le préfet lui-même se battait en duel avec le Président de la Chambre de Commerce, ce qui démontrait une singulière conception de son rôle d'arbitre des partis (2). Grâce à ce mouvement qu'il soutenait, le parti radical enlevait quelques mois plus tard le siège de sénateur. Le docteur Treille, colistier de Thomson et élu avec lui, grâce à l'appoint des Israélites en 1885, se présentait comme candidat radical anti-juif contre un radical dissident, le maire de Sétif, Saint-Germain, qui, mécontent de n'avoir pas été désigné par ses amis, s'était subitement converti au principe de tolérance (3). Patroné par Morinaud et Mercier, Treille fut élu par 105 voix contre 86 à Saint Germain.

Le département passait ainsi tout entier aux mains du cof anti-juif. En quelques mois, le parti qui régnait depuis près de vingt

(1) *Républicain* de Constantine, 24 octobre 1876. *Mémoire* du 31 mai 1897.

(2) En juillet, les frères Gaillard déchargent neuf coups de revolver sur un adversaire. Le préfet Humbert rencontre en duel le Président de la Chambre de Commerce, Buckers ; un ouvrier frappe le rédacteur en chef de *l'Indépendant*, Prax ; quelques semaines après, celui-ci se déclare prêt à se faire justice lui-même à coups de revolver ; deux jours après, bagarre à Fôre ; puis duel entre Beuscher (modéré) et Hilts (radical). On voit quelle violence animait les rivaux.

(3) Rien ne peut mieux que cet exemple montrer ce qu'était la politique algérienne à cette époque : une lutte de clans et un choc d'ambitieux. D'idées, de fidélité à un programme ou à une doctrine : point.

ans était balayé par la vague antijuive. Le préfet Humbert pouvait bien être déplacé par le ministère Méline. Il était accompagné à son départ par tous les partisans de la municipalité, les conscrits, les délégués des Loges Maçonniques, les syndicats ouvriers et les corporations indigènes. C'était, en très réduit, une sorte de départ de Boulanger pour Clermont-Ferrand, un hommage de la population à la dernière victime de ce bloc judéo-opportuniste qu'il avait contribué à réduire dans son département sans que le sang fût versé.

IV. — Oran aux antijuifs.

L'arrivée tumultueuse des antijuifs à la mairie de Constantine produisit une impression considérable en Algérie. La grande ville de l'est algérien fut le centre d'ébranlement d'où partit l'agitation qui, pendant quelques années, allait bouleverser l'Algérie. Moins d'un an après le succès de Constantine, Oran se donnait une municipalité de même nuance.

Une tradition antijuive y existait avec l'antique « anti-Kanouisme », mais si l'influence du Président du Consistoire avait pu être, en certaines occasions, annihilée, les partis avaient abandonné les revendications antijuives de Cely. On se contentait de regretter les manœuvres consistoriales ou de blâmer les agissements de certains commerçants israélites ; on qualifiait de temps à autre le décret Crémieux de regrettable, mais on n'allait pas plus loin, jugeant son abrogation impossible. En 1894, sous l'influence de la *Libre-Parole*, certains catholiques avaient invité les radicaux modérés à former avec eux une ligne antijuive sur le modèle de celle d'Alger (1). Mais ils étaient suspects aux yeux des républicains, très attachés aux idées anticléricales, qui à l'unanimité s'étaient prononcés contre l'esprit nouveau (2), aussi leur demande fut-elle repoussée.

L'émotion soulevée par l'affaire Dreyfus et l'exemple constantinois devaient deux ans plus tard modifier la situation. Morinaud étant venu plaider un procès, les radicaux oranais offrirent un punch en son honneur. Giraud, leur chef, approuvé par lui, préconisa l'union des Français, et se défendit de vouloir ouvrir une guerre de races et de religions. Mais ces conceptions modérées furent, sous l'impulsion du fondateur de la Ligue de Constantine, Wéber, trouvées insuffisantes et un groupement d'irréconciliables s'organisa sur le modèle des autres ligues antijuives algériennes (3).

(1) Correspondance Bariat-Hippolyte Giraud dans l'*Echo d'Oran*, 1er-24 mars, 24 avril 1894.

(2) Vœu du Conseil Général d'Oran contre « l'équivoque existant depuis les dernières déclarations min stérielles », 6 avril 1894.

(3) *Echo d'Oran*, 30 avril, 12 juin 1896.

Le maire Mathieu étant mort, les çofs avaient été désorganisés ; son successeur, Coutures, était bien pâle pour qu'on se battît avec beaucoup d'acharnement pour lui ; faute de prestige, il avait dû s'appuyer sur Kanoui qui, au premier tour de scrutin, l'avait fait élire avec quelques-uns de ses partisans, mais avait voulu, au second tour, imposer plusieurs Israélites. Radicaux extrémistes et modérés s'étant unis sur un « programme français » pour lui faire échec, les « Kanouistes » et les « antijuifs » se trouvaient appelés à collaborer (1). L'union de ces éléments hétéroclites ne put pas se réaliser. Si Coutures demeurerait maire, ses adversaires avaient la majorité de l'Assemblée et ils s'efforcèrent d'imiter leurs amis de Constantine. Ces derniers avaient banni des plaques indicatrices le nom de Crémieux, on changea celui de la rue Moïse ; ils avaient demandé l'abrogation du décret Crémieux, on la réclama (2). En outre, on introduisait certaines variantes locales, telles que la suppression du cimetière israélite sous prétexte qu'il était trop près de la ville, et la réponse défavorable à une demande d'emprunt du Consistoire de la ville pour achever la construction de la synagogue (3).

Tant qu'on ne persécutait que les morts ou les pierres, les modérés pouvaient se rallier aux vœux de leurs collègues, mais ceux-ci voulant s'attaquer aux personnes, en refusant les bourses de scolarité aux enfants israélites et en excluant de la police les agents de religion juive, un conflit éclata. Le maire proposait de révoquer trois policiers sur neuf, tandis que les chefs antijuifs réclamaient une élimination totale. Ne s'entendant point, on s'injuria, et tout le monde démissionna après une séance orageuse (4).

Les milieux officiels avaient peu pris au sérieux jusqu'alors les radicaux antijuifs oranais, croyant que leurs exagérations lèseraient vite la population. C'était compter sans l'excitation des périodes électorales. Contre le maire kanouiste, les membres de la majorité du Conseil municipal se divisèrent en « Français » et en « antijuifs radicaux ». On était d'accord de part et d'autre pour ne pas accepter les voix juives, mais tandis que les premiers, plus modérés, restaient sur le terrain de l'anti-judaïsme électoral, les seconds promettaient de réserver aux Français tous les emplois, de demander l'abrogation du décret Crémieux et d'exécuter diverses mesures de détail contre les petits commerçants israélites.

Bien qu'anticléricaux, ils étaient soutenus par les catholiques de la ville, qui combattaient le parti français comme maçonnique au-

(1) *Echo d'Oran*, 3 à 19 mai 1896.

(2) Séance du 27 mai 1896. Fait piquant : Les conseillers kanouistes votèrent gravement ce vœu platonique, à l'exception de trois Français et deux indigènes qui s'abstinrent.

(3) *Echo d'Oran*, 28 mai, 28 octobre 1896.

(4) *Echo d'Oran*, 23 janvier 1897.

tant que le çof kanouiste, mais, pour que cette alliance ne fit pas suspecer leurs sentiments, ils avaient pris pour chef l'ancien lieutenant de Cély, un pharmacien, Gobert, vieux républicain de mœurs paisibles, qui faisait au cercle sa partie de whist avec d'importants commerçants israélites et considérait le programme antijuif comme platonique (1). Chacun rivalisa de violence verbale. Un orateur du parti français parlait « de chasser à coups de pierres, les trafiquants de bulletins » s'ils étaient élus ; une affiche antijuive préconisait « le renvoi en Palestine de « ce fumier » (2). Effrayés, les Israélites s'abstinrent en grand nombre (3). « Français » et « antijuifs » obtenaient un nombre de voix sensiblement égal, mais certains jeunes israélites ayant voté pour les premiers, ceux-ci se retirèrent et laissèrent la place aux irréconciliables (4).

Le maire, Gobert, ne croyait pas beaucoup à la possibilité d'une action efficace, mais ses collaborateurs exigeaient l'accomplissement immédiat des promesses. Dès la première séance de travail du Conseil, après le rituel vœu contre le décret Crémieux, on nommait une commission chargée de préparer l'exécution des engagements. Remettre partout et toujours les Juifs à leur place, c'est-à-dire donner toujours aux Français la prépondérance à laquelle ils ont droit (5), telle était l'inspiration directrice de leur action. En fait, on se borna à des mesures qui n'atteignaient guère les grands Israélites. La suppression du marché du quartier juif, l'interdiction aux anciens condamnés de vendre quoi que ce fût sur la voie publique, le rejet systématique des bourses demandées par les écoliers israélites, la vérification de la solidité des murs d'une salle de spectacle dont le propriétaire était israélite, l'émission d'un vœu contre les professeurs juifs, vexations qui mettaient en joie l'électeur antijuif à l'heure de l'anisette sans trop compromettre leurs auteurs, voilà à quoi se réduisait l'action des antijuifs (6). S'ils avaient voulu faire plus, l'intervention préfectorale les aurait vite ramenés à la conception légale de leur fonction.

(1) Rapport préfet à Gouverneur Général, 1^{er} juin 1897. *Echo d'Oran*, 20 fév. à 8 mars 1897.

(2) *Echo d'Oran*, 6 févr., 6 mars 1897.

(3) *Petit Journal Oranais*, 7 mars.

(4) Au premier tour, 9 mars : liste française 1816 voix, liste antijuive 1678, l^{ste} Coutures 819 voix. Au deuxième tour, les radicaux restent seuls, le major de liste compte 2385 voix. *Echo d'Oran*, 9 à 15 mars 1897.

Voici ces engagements : réserver les emplois aux citoyens français, épurer la police, appliquer la loi au Consistoire, faire cesser le trafic des médicaments délivrés par la commune aux indigents israélites, empêcher la concurrence que font aux marchands des marchés municipaux les juifs qui tiennent illégalement un marché dans leur quartier, faire respecter la loi par les fripiers juifs « dont les taudis sont un danger permanent pour l'hygiène publique », enjoindre aux commissaires de police de poursuivre rigoureusement tous les délinquants juifs sans tenir compte des démarches faites par Kanoui et ses obligés. *Echo d'Oran*, 27 mars 1897.

(6) Séances du 24 avril, 6 mai, 18 mai 1897.

Ces succès électoraux avaient une signification symbolique plus importante que d'efficacité réelle. Ils marquaient l'irritation populaire contre les Israélites et la volonté de mettre un frein à l'extension de leur puissance économique, l'inquiétude de voir la domination politique d'Israël s'accompagner de sa main mise sur toutes les richesses du pays. L'antijudaïsme politique des premiers radicaux, qui n'avait guère réussi, s'était transformé. Il ne s'agissait plus, à la fin du XIX^e siècle, de protéger la pureté du suffrage universel contre des indigènes qui n'avaient pas le droit d'en user, mais de réduire à un rôle social insignifiant les membres d'une minorité trop puissante.

CHAPITRE IX

LES DEBUTS DE LA CRISE ANTIJUIVE

I. — Rôle des naturalisés.

La disparition de l'idéalisme politique du corps électoral correspondait à la transformation de la population française. La loi du 26 juin 1889 naturalisant tous les fils d'étrangers, qui, dans l'année suivant leur majorité, ne récusaient pas la nationalité française, devait avoir des répercussions bien plus importantes encore que le Décret Crémieux sur la vie algérienne. Nés en Algérie, la plupart de ces jeunes gens avaient accepté de devenir Français. On avait vu s'accroître grâce à leur appoint la population française dans des proportions considérables. De 272.662 au recensement de 1891, elle était passée à 318.137 en 1896 tandis que les étranegrs tombaient de 219.920 à 211.580 (1). Mais ces Espagnols ou ces Italiens transplantés ne perdaient pas leur mentalité par la grâce de la loi : les Espagnols notamment, plus nombreux dans certaines villes de l'Oranie que les Français eux-mêmes, avaient conservé un nationalisme qui inquiétait fort les gouverneurs généraux. Certains, se rappelant l'époque de la domination espagnole sur le pays, prétendaient que la France ne l'occupaient que temporairement et l'abandonnerait un jour à l'Espagne (2). Ils conservaient un sentiment patriotique très vif, qui les maintenait groupés en une colonie cohérente ayant ses sociétés, ses journaux, ses prêtres, ses œuvres sociales particulières. A l'Est, les Italiens, moins bien organisés, possédaient également un sens national vigoureux qui leur faisait, par exemple, continuer à remplir leur devoir militaire en Italie même lorsqu'ils étaient naturalisés (3). Ces émigrés se répartissaient par province, parfois même par village. Siciliens, Calabrais, Napolitains, Mahonnais, Andalous s'échelonnaient, gardant leurs traditions et leurs costumes, cherchant à reconstituer sur le sol algérien leur village natal. L'immigration algérienne n'avait pas abouti à une fusion. La population coloniale était formée d'une juxtaposition de groupes plus ou moins importants, sorte de mosaïque bigarrée et pittoresque qui ne devait perdre ce caractère qu'avec le temps.

(1) L. PAOLI. *Le mal de l'Algérie* dans *Revue politique et parlementaire*, mars 1899.

(2) Rapport Cambon à ministre Intérieur, 20 mai 1895.

(3) Projet de loi Morinaud sur la naturalisation des pêcheurs. Exposé des motifs.

Entre ces groupes la bonne harmonie ne régnait pas toujours. La faute d'un membre de la cellule engageait celle-ci tout entière. Bien souvent des rixes avaient été provoquées par d'assez ridicules incidents. Les Français tenaient les étrangers pour d'assez mauvais drôles, vagabonds ou repris de justice venus se réfugier en Algérie pour y chercher fortune et, de fait, beaucoup de crimes étaient commis par de tels individus. Mais les émigrés méprisaient également les fonctionnaires ou les colons français qu'ils appelaient irrespectueusement des « gavachos ». En 1882, les joueurs de guitare se promenaient en chantant dans les rues d'Oran :

Ma case con un frances
Pensado que no lo era
Vale mas un Espanol
Que toda la francia entera » (1)

Cependant, ces sentiments inimicaux s'estompaient avec le temps. Les jeunes générations, empreintes plus ou moins d'esprit colonial, gardaient leur sympathie pour le pays de leurs pères. Mais elles se proclamaient volontiers algériennes ; elle considéraient le « nouveau débarqué » en Algérie avec une moue amusée. Tel fils d'Espagnol, né en Algérie, appelait son cousin arrivant de la péninsule, un « pataouete ». Un des Algériens que M. Louis Bertrand a admirablement campés dans ses romans, le charretier Raphaël, a tant entendu vanter par les siens l'Espagne, qu'il va visiter la terre de ses pères. Il y est terriblement déçu. « En voilà un pays de sauvages... leur sale pays d'Espagne ! ». Cette petite vie de paysans misérables donne la nausée à ce nomade algérien, mais quand il rentre à Alger, il n'ose pas avouer la vérité, il se sent encore un peu Espagnol, comme il s'était senti étranger là-bas, et il se met à son tour à chanter les beautés de Valence.

C'étaient à peu près les sentiments des fils de France nés dans le pays qui, eux aussi, se proclamaient « algériens ». Aussi trouvait-on entre eux moins de heurts qu'entre leurs pères. L'école, le service militaire facilitaient assez leur fusion ; les mariages entre Français et étrangères étaient assez fréquents. Ces contacts amenaient des transformations dans la façon de vivre : les charretiers de M. Louis Bertrand « portaient une blouse à la française », mais les Français faisaient « la mouna » le lundi de Pâques et mangeaient le « caldero ». Par une sorte de phénomène de métamorphisme les éléments français, espagnols et italiens se pénétraient pour former une population latine, vigoureuse, ardente, mais fruste, comme c'est fré-

(1) Echo d'Oran, 19 août 1882. Le 18 novembre, le même journal écrit : « Notre pays est toujours considéré comme le réceptacle naturel de tout ce que la Péninsule possède de bandits dangereux et de forçats libérés ».

quent dans les pays neufs et ignorant le sens de la mesure que confèrent des siècles de civilisation et de culture (1).

Les Israélites refusant de se fondre comme eux dans la communauté algérienne, ils éprouvaient à la fois des sentiments de colère et de mépris à l'égard de ces Orientaux obstinés. Si ceux-ci étaient venus à eux, ils les auraient probablement repoussés, mais ils leur tenaient rigueur de leur isolement. Le peuple n'aime pas ce qui lui est étranger et on ne pouvait trouver rien de commun entre un Andalou déraciné et un juif marocain, devenus tous deux Français par la grâce de nos législateurs. On se détestait donc cordialement de part et d'autre. Mais alors que l'influence israélite sur la mentalité algérienne restait infime, celle des naturalisés, des « néos » comme on les nommait fréquemment, devenait considérable. L'hostilité traditionnelle des Espagnols contre les Maures et les Juifs, leurs ennemis séculaires, venait renforcer les sentiments antisémites des Français d'Algérie. Au contraire, les idées de la révolution, évangile des premiers antijuifs, passaient au second plan chez ces Méditerranéens, très religieux, plus superstitieux encore, obéissant à leur clergé et fort éloignés par là des Français. L'entrée de ces néos en nombre toujours croissant dans le corps électoral devait déterminer l'abandon des préoccupations politiques. De tous les points des programmes des partis, un seul les intéressait : l'antijudaïsme, parce qu'il correspondait à leurs sentiments traditionnels et qu'il répondait à des réalités plus terrestres que les principes d'égalité et de fraternité.

II. — L'affaire Lévy.

C'est dans la jeunesse que la propagande antijuive avait fait les progrès les plus rapides. Gymnastes et étudiants se faisaient gloire d'exclure de leurs sociétés les Israélites ; ils étaient vite devenus des disciples enthousiastes de Drumont et les jeunes Algériens de l'association des étudiants d'Alger avaient décidé, en vertu du principe « La France aux Français », de ne pas admettre, parmi leurs membres d'honneur, le nouveau professeur de droit romain de l'Ecole de Droit, Lévy. Il y avait quelque imprudence, dans une période aussi critique, à donner à des jeunes gens partisans exaltés de l'antisémitisme, un maître israélite. Ceux-ci maugréèrent contre un tel choix, alléguant que ce chargé de cours n'était qu'admissible à l'agrégation (2). Le président de la ligue antijuive, Martin Saint-Léon, engagea les étudiants à ne pas le laisser prendre possession de sa

(1) Voir E.-F. GAUTIER, *op. cit.*, p. 93 à 122. J. HESSE « La vérité sur l'Algérie ». L. PAOLI, *op. cit.* *Revue de Paris*, 15 mars 1898.

(2) A. CASTERAN, *Les troubles d'Alger*, p. 1. La nomination de Lévy à Alger, provisoire, se justifiait par des raisons de santé.

chaire (1). Mais ce conseil ne fut pas suivi et l'école demeurait calme, lorsque les étudiants, après avoir admis leur professeur parmi les membres honoraires de leur association, revinrent sur leur décision et, pour ménager sa susceptibilité, annoncèrent qu'il n'y aurait pas de nouvelles admissions cette année. Blâmés par le recteur et les professeurs, encouragés par les radicaux et les antijuifs, les étudiants organisèrent des manifestations tumultueuses contre leur professeur. Ils l'injurèrent et lui jetèrent des mandarines à la tête et comme, excédé, il les avait nommés « voyous », ils se déclarèrent offensés, conspuèrent le recteur et le professeur, à l'école, dans les rues, au théâtre, organisèrent des meetings et décidèrent une grève de protestation contre les sanctions prises par le conseil général des écoles qui avait exclu temporairement deux des meneurs, les frères Régis (2).

Pendant plusieurs jours, les étudiants s'agitèrent sans grand résultat, mais fort bruyamment, non sans heurts avec la police. Max Régis, leur chef, les passait gravement en revue juché sur un bourricot, devant la faculté. C'était une révolte pour rire, une bonne blague qui faisait faire la nique à toutes les autorités et aux Juifs, que la ville suivait d'un œil amusé. Le Maire d'Alger, Guillemain, lui-même professeur à l'école de médecine, intervenait en faveur des coupables. Enfin, après huit jours de grève, sur les conseils des parlementaires algériens, les étudiants reprirent leurs cours sur la promesse que Lévy serait appelé à la fin de l'année scolaire (3).

Cette comédie universitaire n'aurait été que bouffonne, sans l'attitude des autorités. Chargées d'assurer l'ordre, elles n'avaient pas ménagé les jeunes perturbateurs. Le préfet avait dissous l'association des étudiants pendant quelques jours, la police avait montré une nervosité qui avait scandalisé les Algérois. Les manifestants qui revenaient au logis avec une bosse au front ou un œil fermé étaient promus martyrs de la cause antijuive et mis au rang de héros. En réalité il n'y avait que les frères Régis, l'un, Max, étudiant en droit, l'autre, Louis, en médecine, qui eussent éprouvé un dommage réel. Fils d'un commerçant de Sétif, Italien naturalisé, ils avaient participé dans leur département aux luttes politiques et Max s'était signalé par de violents articles qu'il publiait, au cours des vacances, dans *Le Progrès de Sétif*. Il avait vainement provoqué en duel un grand propriétaire israélite de la région, Zermati, s'était battu avec un officier avant d'accomplir son service militaire, puis libéré, avait

(1) Yves GUYOT, *L'œuvre de M. Jules Cambon*, p. 118.

(2) *Vigie algérienne*, *Akhbar*, *Télégramme algérien*, *Dépêche algérienne*, 23 janvier à 15 février 1897.

(3) Cette promesse fut tenue, au mois d'octobre suivant, les étudiants menaçant de reprendre leurs manifestations à la rentrée des cours.

repris ses études lorsque l'affaire Lévy lui avait valu deux ans de suspension (1). Cette sanction lui donna une certaine notoriété dans les milieux antijuifs. Il était jeune, ardent, casse-cou, mais séduisant par sa spontanéité et la netteté de ses convictions. Les membres de la Ligue antijuive qui depuis la mort de Grégoire trainait une mourante vie, sur la proposition de Martin Saint-Léon, le nommèrent leur Président (2). Quelque temps, il maintint l'ancienne tradition légale, refusant de provoquer des troubles en même temps qu'à Oran, mais cette tactique n'obtenant pas de succès, il adopta la violence (3).

Pour faire connaître son groupement, il décida de fonder un journal de combat comme « *La silhouette* » de Constantine et le « *Petit Africain* » d'Oran, et reprenant le titre de l'organe, défunt depuis longtemps, de Redon qui avait abandonné l'antisémitisme militant, il lança « *l'Antijuif* » (4) dont le premier numéro parut le 14 juillet 1897.

Désormais, Régis pouvait faire du bruit. Ecrit avec une violence exceptionnelle, sinon dans un style très pur, « *l'Antijuif* » surprit. Les Israélites y étaient injuriés, dénoncés, trainés dans la boue. Jamais Grégoire lui-même n'avait atteint ce degré de passion. Les victimes réagirent, engagèrent des actions judiciaires contre ce jeune homme ; c'était la seule chose à ne pas faire, car ces débats donnaient aux antijuifs de nouvelles occasions de manifester. Le 30 juillet, à la sortie d'un de ces procès, les partisans de Régis parcouraient les rues en criant, donnant l'exemple aux indigènes qui descendaient de la Casbah et s'apprétaient à piller les magasins du quartier israélite (5).

Au mois de septembre, Régis, pour rendre hommage à Fernand Grégoire, organisait un grand pèlerinage sur la tombe de son prédécesseur « empoisonné par les Juifs » (6). Le maire de Mustapha l'autorisa, mais le préfet l'ayant interdit, de nouveaux troubles eurent lieu. Cinq cents partisans le suivaient cette fois et autour d'eux les badauds s'amassèrent. Que la police les malmenât et c'étaient de nouveaux partisans du jeune chef. Huit jours plus tard, le trois octobre, un nouveau pèlerinage provoquait de nouvelles manifestations. La cavalerie dut charger ; des femmes et des enfants furent blessés, on arrêta même un aveugle sous l'inculpation d'avoir voulu regarder la manifestation (7).

(1) LAFFITTE, *Max Régis et son œuvre*, p. 10.

(2) *Antijuif*, supplément du 10 octobre 1898. *Journaux algériens*, 30 mars, 1^{er} avril 1897.

(3) *Petit Parisien*, 25 mai 1897.

(4) « *Turco* », *Echo d'Oran*, 20 juin 1897.

(5) *Journaux algériens*, 31 juillet, 5 août 1897.

(6) Meeting du 18 septembre 1897.

(7) *Journaux algériens*, 18 sept., 5 oct. 1897. Interpellation Samary à la Chambre des Députés. *J. O.*, 2 février 1898.

Cette agitation qui, sans les mesures de sûreté des autorités, n'aurait été que peu de chose mettait les radicaux algérois dans un cruel embarras. Ils avaient auparavant encouragé Grégoire sans se compromettre et avaient obtenu de la sorte l'appui de ses partisans. Avec Régis, la ligue devenait un groupement puissant, actif, en progrès sans cesse accrus, mais en lutte avec le gouvernement qui les avait soutenus jusqu'alors. Flairant le vent, ils protestèrent, comme en 1884, contre les brutalités policières et l'ingérence préfectorale dans l'administration municipale, mais ils rejetaient toute la responsabilité sur le préfet, prenant bien soin de ménager le gouverneur (1). Régis, pendant qu'ils finassaient ainsi, voyait son noyau de fidèles augmenter. Condamné à diverses reprises pour diffamation et pour avoir organisé les désordres du cimetière de Mustapha, emprisonné pendant quelques jours, il achevait ainsi de constituer sa réputation de martyr de l'idée antijuive, tandis que son agitation incessante énervait la population (2). Le virus antijuif faisait monter la fièvre algérienne.

III. — Les troubles d'Oranie.

La rigueur employée par le préfet d'Alger à la répression d'une agitation d'apparence bénigne, se justifiait par les émeutes antijuives qui s'étaient déroulées un peu auparavant dans le département d'Oran et avaient revêtu un caractère de gravité réel.

Les vexations et les mesures défavorables prises par la municipalité radicale contre les Israélites avaient exaspéré les plus évolués d'entre eux qui faisaient profession de socialisme et avaient renié leur religion (3). Deux journalistes, Mardochée et Vidal Chaloum, leurs chefs, critiquaient âprement ses actes et leur principal inspirateur, le conseiller municipal Irr, le plus fougueux des radicaux oranais.

Celui-ci exerçait la profession de représentant de commerce — il vendait « l'anisette antijuive » — et présidait une société cycliste. En cette qualité, il s'était rendu à Mostaganem pour participer le 16 mars 1897 à des courses ; après ces épreuves il se promenait dans un quartier mal famé de la ville avec les membres de son club, lorsqu'il fut assailli par des Israélites armés de bâtons et de couteaux qui leur cherchaient querelle depuis plusieurs heures. Un agent de police israélite, à qui les Oranais avaient demandé protection, n'était pas intervenu, ce qui avait permis aux agresseurs d'en blesser plusieurs

(1) Séance du Conseil Général d'Alger du 4 octobre 1897.

(2) Journaux algériens, 15 octobre, 18 novembre 1897.

(3) *Constittore d'Oran* à Préfet. 24 mai 1897.

parmi lesquels Irr (1). Cette rixe banale prenait un caractère politique en raison du caractère d'Irr ; on vit là un complot juif contre le champion de l'antijudaïsme oranais et on décida de se venger.

La ville de Mostaganem n'avait jamais été agitée par les luttes de clans des chefs-lieux, elle ne contenait pas de parti antijuif organisé et jamais la population européenne ne s'était heurtée à la population israélite. Mais, à la nouvelle de l'attentat contre l'homme politique, oranais, les Français manifestèrent contre les Juifs, qu'en vertu du principe de responsabilité collective, on rendait solidaires des assassins, leurs coreligionnaires.

Pour maintenir l'ordre, on ne disposait que de neuf agents de police, dont trois étaient indisponibles et de quelques gendarmes. Quant aux tirailleurs indigènes, ils ne montraient qu'un zèle tempéré pour protéger des Juifs. Pour comble d'infortune, le sous-préfet était en tournée, le maire absent, et le commissaire de police reçut une blessure au genou dès le premier choc. Le service d'ordre désorganisé, flottant, la population fut vite maîtresse de la ville. Les indigènes, conduits par leurs notables, avaient demandé qu'on les laissât douze heures seulement libres d'agir à leur guise vis-à-vis des Juifs : ayant essuyé un refus de l'administration, ils se joignirent aux Européens. Pendant deux jours, on pilla les magasins appartenant à des Israélites, les marchandises étaient emportées ou jetées sur la voie publique ; la Synagogue fut saccagée. « Les bancs, les lampions, le tabernacle, les Tables de la Loi sont réduites en miettes et jetés dans le ruisseau », racontait un témoin. Les fragments de livres sacrés furent partagés et servirent de trophée aux antijuifs (2). L'arrivée de forces de police nouvelles rétablit l'ordre, mais le mouvement avait gagné comme une trainée de poudre tout le département (3). A la nouvelle du « complot israélite » et du châtimement que les Mostaganémois en tiraient, les habitants des villages environnants attaquèrent à leur tour les quelques Israélites avec lesquels ils s'étaient fort bien entendus jusqu'alors. Revanche des exactions du passé, clamaient les journaux antijuifs. En fait, on suivait aveuglément une impulsion,

(1) Isaac Serfaty qui avait porté un coup de couteau à Irr était un repris de justice ; ses cinq compagnons n'avaient pas de condamnation. Trois cyclistes d'Oran et un de Mostaganem avaient été blessés. *Echo d'Oran*, 17 mai 1897. *Eclair de Montpellier*, *Petit Méridional*, 24 à 27 février 1898 relatant le procès des inculpés devant les assises de l'Hérault.

(2) *Mémoire du 31 mai du Consistoire d'Oran* sur les troubles d'Oranie. Une photographie montre un morceau d'un livre de prières portant le timbre du *Petit Africain* et l'inscription « Prise de la Synagogue de Mostaganem par les antijuifs » 18 mai 1897.

(3) Les mouvements eurent lieu : le 17 à Ain Tédeles, le 18 à Perrégaux et Bouguirat, le 19 à Inkermann, le 20 à Cassaigne, Bosquet, Ouillis, Lapasset, Noisy-les-Bains, Ammi Moussa, Oran ; le 21 à Ain Témouchent, Er Rahel, St-Louis, Sidi Bel-Abbès, Mascara, Qued Taria ; le 22 à Zemmorah, Hamman Bou Hadjar, Río Salado, Tlemcen, le 23 à Ain el Arba et Saïda, le 24 à Uzès-le-Duc et Mercier-Lacombe, le 25 à Palikao, St-Maur, le 27 à Frendah. Presque toutes les communes du département avaient adhéré au mouvement.

sans bien réfléchir ; c'est ainsi qu'à Ouilis, le seul Israélite du village, épicier et un peu usurier, devait se cacher dans une charrette recouverte de matelas pour échapper à la colère de ses concitoyens ; qu'à Noisy-les-Bains, où il n'y avait aucun habitant israélite, un colporteur de passage subissait la fureur des villageois (1). Plusieurs synagogues furent saccagées par les manifestants qui était souvent Espagnols (2).

Mais c'est à Oran que la crise fut la plus aiguë. Irr était très populaire et les gens de son parti voulaient le venger. Entre les Européens, irrités par l'attentat contre lui, et les Israélites qu'exaspéraient les nouvelles de l'intérieur du département, la tension était très forte. Le soir du 20 mai, jour du retour de la victime, à la suite d'une discussion entre deux groupes dans un café, des bandes d'Européens armés de bâtons se répandirent dans les rues et entreprirent de briser les devantures des magasins israélites. Un des Chaloum ayant tiré des coups de feu sur les manifestants et blessé quelques Européens (3), les violences redoublèrent. Derrière les antijuifs qui brisaient tout pour assouvir leur rage, venaient les indigènes et les maraudeurs qui, pratiques, trouvaient l'occasion de constituer leur garde-robe à bon compte dans cette exécution patriotique. La chose était d'autant plus facile à réaliser que la police, craignant de déplaire à la municipalité antijuive, réprimait mollement l'agitation. L'adjoint chargé de ce service, le commandant Peffau, un soldat de fortune, brave, mais borné et passionné, était le propre fondateur de la ligue antijuive et il intervenait lui-même pour faire relâcher certains manifestants arrêtés sur l'ordre du préfet (4). Les zouaves d'Oran ne montraient pas plus d'ardeur à défendre les Israélites avec lesquels ils avaient de fréquentes querelles que les tirailleurs de Mostaganem. Quant aux officiers, ils appartenaient très souvent aux partis de droite, gagnés aux idées de Drumont et fort hostiles aux Israélites à cause de l'affaire Dreyfus, aussi montraient-ils une répugnance visible à coopérer à la répression de l'émeute, lorsqu'ils ne criaient pas eux-mêmes « A bas les Juifs » (5).

La lassitude des pillards après trois jours de lutte contre une autorité vacillante arrêta ce mouvement que les chefs du parti blâmaient comme exagéré, mais qu'ils ne pouvaient pas maîtriser. Craignant de

(1) Rapport préfet à Gouvernement 4 juin 1897.

(2) Rapport préfet 23 mai 1897. Les Synagogues de Mostaganem, Ain-el-Arba, Ain-Témouchent, Inkermann furent incendiées ou profanées.

(3) Les auteurs de ces coups de feu étaient Mardochee Chaloum et un jeune Israélite de 20 ans : *Echo d'Oran*, 22 mai 1897. Préfet à gouverneur, 22 mai 1897.

(4) Réquisitoire du ministère public Villeneuve et du Procureur de la République Lantieri dans procès Rivière, Brandt et victimes des troubles contre commune d'Oran, 12 juin, 23 novembre 1897. Rapport préfet 1^{er} juin 1897.

(5) Rapport préfet 1^{er} juin 1897.

provoquer de nouveaux troubles en ouvrant une crise municipale qui, dans l'état des esprits, aurait vu le triomphe des antijuifs, le préfet de Malherbe conseillait au gouvernement de ne pas prendre de sanctions contre le conseil municipal d'Oran, malgré ses responsabilités (1).

D'ailleurs les antijuifs s'estimaient satisfaits : « Maintenant que tout paraît rentré dans l'ordre, écrivait le *Petit Africain*, l'organe officiel des radicaux antijuifs, on nous permettra de trouver bon que la population française ait veillé soi-même à sa dignité dont nos représentants se préoccupent peu. Tout est bien. Davantage eut été trop » (2).

En réalité, un facteur puissant avait contribué à ramener les Algériens à la raison : la crainte de l'Arabe. On sait avec quelle rapidité les nouvelles se propagent de douars en douars ; en très peu de temps, les indigènes avaient été mis au courant du mouvement antijuif, des pillages des grandes villes et ils avaient résolu de se mêler à cette grande fête. Quittant leurs gourbis, ils s'étaient dirigés en bande vers les villages et les petites villes dont les populations mal protégées par des forces de police insignifiantes s'étaient effrayées à l'idée que, mis en goût par le pillage des Juifs, ces misérables pourraient bien s'en prendre à leurs biens (3). Cette menace ramena les Algériens à la raison. Toutefois, des comités antijuifs se fondèrent dans la plupart des villes du département sur le modèle de la ligue antijuive oranaise. Un jeune avocat de Mostaganem, Firmin Faure, qui s'était fait connaître en défendant les manifestants d'Inkermann, faisait des tournées de conférences dans toutes ces localités, recueillant un vif succès (4).

Loin d'avoir porté tort au parti qui les avait provoqués, ces désordres avaient développé de façon considérable l'expansion du mouvement antijuif. A moins d'un an des élections législatives, les radicaux antijuifs semblaient maîtres du département. C'était pour les autres Algériens un exemple à suivre. L'émeute faisait peur aux pouvoirs publics, terrorisait les Juifs et, répondant au penchant des peuples jeunes pour les succès, entraînait l'adhésion des populations. Si les revendications algériennes échouaient par les moyens légaux, pourquoi ne pas recourir à la manière forte ?

(1) Préfet à gouverneur, 13 juin 1897.

(2) *Petit Africain*, 25 mai 1897.

(3) « Le nombre d'indigènes qui ont tenté d'envahir la ville... munis de pioches et de bêtes de somme, démontre suffisamment qu'ils étaient guidés par un autre sentiment que celui d'une manifestation antisémite ; ils obéissaient à leurs instincts de vol et de rapine » dit la proclamation du Maire de Perrégaux, le 20 mai.

(4) Il s'écriait par exemple : « Le sang français a coulé, eh bien, il faut qu'on sache que le sang de tous les Juifs naturalisés ne vaut pas une seule goutte de sang français ».

IV. Le dernier effort légal.

L'agitation antijuive avait produit alors ses fruits. Ce n'étaient plus seulement les militants radicaux ou catholiques qui réclamaient l'abrogation du décret Crémieux, c'était l'immense majorité de la population française. L'unanimité s'était réalisée contre les Israélites. Cependant, on restait fidèle à la conception légale : des demandes réitérées de tous les corps élus, des associations de citoyens, ne devaient pas manquer, pensait-on, de convaincre le gouvernement que telle était la volonté du peuple. Celle-ci primant tout, les ministres de la République devaient s'incliner devant elle.

C'est pourquoi, pour appuyer les vœux des conseils municipaux antijuifs et du Conseil général de Constantine, la Ligue antijuive organisa un vaste pétitionnement dans toute la colonie. De nombreuses signatures furent obtenues et ce succès commença à inquiéter le gouverneur et les préfets (1). La Ligue algérienne des travailleurs français se joignait à elle pour demander l'exclusion des Juifs du corps électoral auxquels elle joignait les bénéficiaires de la loi de naturalisation de 1889 (2). Plus significatif encore était le vœu qu'au Congrès de Constantine les loges maçonniques algériennes et tunisiennes votaient par cinquante-huit voix contre quatre abstentions. La Franc-Maçonnerie groupait des grands bourgeois algériens et des fonctionnaires. Elle exerçait une influence considérable sur les partis républicains de la colonie et particulièrement sur le « parti français », elle représentait une grande partie de l'élite algérienne. Son adhésion publique à la campagne antijuive qu'elle justifiait par le rôle électoral des Consistoires, revêtait de ce fait une importance considérable. On pouvait négliger les cris des amis de Max Régis, il était plus difficile de ne voir dans cette manifestation unanime de la volonté populaire que des manœuvres électorales ou des sourdes menées de la réaction (3).

Cependant, le gouvernement n'accorda pas à ce mouvement d'opinion l'importance qu'il méritait. Mentionnant le succès obtenu par le

(1) Gouverneur à ministre de l'Intérieur, 8 juillet et 30 juillet 1897.

(2) Elle demandait : 1^o l'abrogation du décret Crémieux et de la loi de 1889, le service de trois ans pour les naturalisés qui ne jouiraient des droits politiques qu'à la seconde génération ; 2^o que les fonctions publiques fussent réservées aux Français d'origine ; 3^o qu'on exclût des adjudications publiques les étrangers ; 4^o qu'on majorât de 25 % les taxes sur la main-d'œuvre étrangère, les patentes et les licences des étrangers. *Echo d'Oran*, 5 janvier 1898.

(3) Journaux algériens, 26 mars 1898. Le Congrès demanda la restriction de la naturalisation automatique, une capitation spéciale sur les étrangers dès le deuxième mois, l'éligibilité des Français d'origine étrangère à la troisième génération seulement, la suppression des rattachements, l'augmentation des pouvoirs du gouverneur, l'autonomie financière avec un budget spécial sous le contrôle d'un conseil supérieur élu. Le représentant du Grand Orient de France, Fontainas, 33^e, promit de demander au Conseil de l'Ordre la réalisation de ces vœux, dont beaucoup furent satisfaits.

pétitionnement pour l'abrogation du décret Crémieux, le gouverneur général ajoutait :

« Il y a lieu d'observer que cette agitation laisse indifférente la partie saine et éclairée de la population et que les indigènes qui y prennent part sont loin d'en mesurer la portée. En résumé, ce mouvement d'opinion doit être considéré comme une pure manœuvre en vue des prochaines élections législatives » (1).

L'ampleur du mouvement antijuif qu'on ne distinguait pas encore du radicalisme algérien, mécontentait le gouvernement. Le gouverneur général, Cambon, était très attaqué par les modérés qui l'accusaient de faire le jeu de leurs adversaires et de monter de toutes pièces des mouvements violents ou tout au moins de ne pas les réprimer avec toute la vigueur qui convenait. Ces critiques portèrent et on décida de mettre au Gouvernement de l'Algérie un homme à poigne qui saurait refréner la trop grande ardeur de ses administrés. L'ancien préfet de police de Paris, Lozé, qui, à la suite d'incidents violents, avait dû abandonner ce poste en 1893 et avait été nommé ambassadeur à Vienne, fut désigné. Peu soucieux de se retrouver aux prises avec des manifestants, il refusa. Le Conseil porta alors son choix sur le préfet de police, Lépine (2).

La presse entière, à l'exception de *La Libre-Parole* et des journaux socialistes, avait approuvé cette nomination. On vantait l'indépendance et l'honnêteté du nouveau gouverneur, son habileté et son doigté et ce concert d'éloges impressionnait agréablement les Algériens.

« Le préfet de police qui est parti de Paris avec les félicitations du Conseil municipal ne peut être qu'un gouverneur honnête et impartial », jugeait Morinaud (3).

L'opposition que *La Libre-Parole* cherchait à lui susciter n'apparaissait guère puissante. Jamais gouverneur n'avait éveillé autant de sympathies ni d'espoirs. On comptait sur lui pour résoudre les problèmes politiques, la crise économique et toutes les difficultés dans lesquelles se débattait l'Algérie. On oubliait que malheureusement cet homme de bonne volonté ignorait tout du pays qu'il devait gouverner et que pour reprendre sa définition, il n'était « qu'un colonial d'imagination » (4).

Sa proclamation le prouvait bien. Il se disait l'homme de la concorde et de la paix, assurait qu'il maintiendrait la paix pour que la

(1) Gouverneur à ministre de l'Intérieur, 20 juillet 1897, J. O. 20 février 1898.

(2) Journaux, 29 septembre à 5 octobre 1897.

(3) *Républicain de Constantine*, 1^{er} novembre 1897.

(4) L. LEPINE, *Mes souvenirs*, p. 208.

prospérité revienne, mais, dès ce jour, il déclarait la guerre aux anti-juifs.

« Le gouvernement républicain dont je suis auprès de vous le mandataire fidèle, écrivait-il, garantit l'usage paisible de toutes les libertés publiques. Il fait respecter l'autorité du suffrage universel dont les décisions ne doivent pas être influencées, dont personne ne doit contester les choix.

« J'assumerai notamment la liberté de conscience, car je prétends que, sous mon gouvernement, tout algérien puisse pratiquer sa religion sans rendre de compte à personne.

« Pour le surplus, les querelles de parti ne sont pas mon affaire... » (1).

La presse algérienne protesta aussitôt. Il y avait quelque ironie, en effet, à venir prêcher la tolérance religieuse à des gens qui faisaient profession d'irréligion. La première réforme qu'on exigeait de lui, bien que ce ne fut pas dans ses attributions, c'était l'abrogation du décret Crémieux. Le Gouverneur pouvait promettre un système de prêts pour les colons, la création de chemins de fer, de routes, la mise en valeur du pays par des irrigations, les Algériens approuvaient et reprenaient leur leit-motiv : « et les Juifs ? ».

Il apparaissait cependant clairement que le gouvernement ne songeait pas un instant à satisfaire le vœux des habitants. Ceux-ci pour avoir satisfaction se tournèrent alors vers les violents qui leur répétaient qu'aucun accord n'était possible avec un gouvernement dominé par les Israélites. L'agitation sembla l'ultime ressource d'un peuple dont on méconnaissait les désirs.



(1) Proclamation du 30 octobre 1897.

CHAPITRE X

LES RAISONS DES ANTIJUIFS

I. — Le sentiment antijuif.

« Dans tout cœur de Français algérien, il y a un sentiment antijuif qui sommeille », affirmait Fernand Grégoire. Cette affirmation de l'apôtre du socialisme antisémitique aurait pu passer à la fin de 1897 pour une anticipation géniale. Sauf les Israélites et l'Etat-Major du parti opportuniste qui avait partie liée avec eux, tout le monde s'affirmait antijuif (1). On ne se séparait à ce sujet que sur la tactique à employer pour les combattre, mais les partisans de la violence s'accroissaient chaque jour. On trouve dans « la *Revue de Paris* » un exemple saisissant de la haine irraisonnée qui anima un moment les Algériens contre eux.

« — Qu'est-ce que tu fais du Juif ? demande le père à son fils, bambin de huit ans ?

« — Je le tue.

« — Avec quoi ?

« — Avec une grande barre de fer.

« Et les parents d'approuver et de s'extasier » (2).

C'est que le Juif apparaissait aux Algériens comme un être immonde, ayant la vocation du mal, acharné à la perte des goym. A la lecture des ouvrages ou des journaux antijuifs de l'époque on peut reconstituer le portrait de l'Israélite algérien tel que ses adversaires l'imaginaient.

« Dieu a fait le Juif un jour d'ivresse et de honte. Il l'a façonné de fierte et de vomi, maçonné d'urine, pétri de crachats ; ensuite il le passa au diable qui par délicatesse le lécha.

« D'où cet enduit ineffaçable, cette putréfaction de l'âme et de la peau. Leurs doigts triturent l'or et les pellicules. Dans leurs regards dansent les flammes jumelles de la luxure et de l'usure. Leurs pieds sont faits pour la boue et le sang... » (3).

Un polémiste plus modéré les montrait « souffreteux, rongés par les maladies héréditaires qui propagent les germes de toutes les maladies ». Intelligents certes, doués pour les sciences mais foncièrement

(1) *Revue de Paris*, 15 mars 1898.

(2) *Ibid.*

(3) *Silhouette de Constantine*, 1^{er} mars 1896.

égoïstes, dominés par le seul souci de gagner de l'argent, rendus féroces par la passion de l'or et prêts à tout pour édifier leur fortune sur les ruines des autres (1).

Ayant ainsi décrit leur ennemi ils le montraient, répugnant et vil, dans tous les actes de sa vie.

« Dans son ghetto, le youtre est capable des plus grands vols... dans son taudis pour auréoler ses méfaits, il s'adonne à des passions, à des instincts dont l'immoralité écœure d'abord, exaspère ensuite.

« Non content d'accaparer les fortunes des nations où il s'implante et d'activer par ses procédés une paralysie générale dans toutes les affaires, cet être dégoûtant cherche à les corrompre par ses mœurs abjectes » (2).

Leur prétendue assimilation n'était que grimace. L'âme juive formée à l'image de celle des parents restait éternellement la même.

« Le jeune homme a vite fait de rejeter tous les principes moraux qu'on s'est efforcé de lui inculquer » (3). Quant à la jeune fille, « sous prétexte de se civiliser, elle atteint au cynisme dans la dépravation morale. Elle ne craint pas d'avilir son corps dans la boue et la prostitution et cela avec un naturel renversant qui émane de la lascivité inhérente à sa race... Et ainsi, lorsqu'elle s'est souillée à toute une multitude, elle se croit francisée, européenisée et digne alors de figurer dans les salons de notre société » (4).

Parlait-on des cérémonies traditionnelles israélites, du mariage ou de la circoncision ? « Dans les grandes forêts de l'Afrique Centrale, là où les singes n'ont été encore ni dérangés, ni corrompus par l'homme, je suis sûr que les choses se passent avec infiniment plus de décence et de propreté » (5).

Leur groupement, leur fidélité aux pratiques du Talmud, étaient toujours considérés comme des crimes irrémissibles, mais faute de connaître exactement les textes sacrés hébreux ou la vie intérieure des communautés, les antijuifs les peignaient sous des apparences fantastiques.

« Tous les Juifs observent sans exception les infectes lois talmudiques depuis Rothschild jusqu'au chiffonnier de la place de Chartres (6). Seulement étant menacés de poursuites par la civilisation qui s'oppose à toute espèce de crimes, ils se cachent pour les accomplir.

« Le premier précepte de ce Talmud mystérieux est ainsi conçu : « Sans effusion de sang non juif, il n'y a pas de rémission.. ».

(1) G. DES ILLIERS, *Le Juif algérien*, p. 1 à 8.

(2) *Antijuif*, 10 février 1897.

(3) DES ILLIERS, *op. cit.*, p. 11.

(4) *Antijuif*, 3 octobre 1897.

(5) *Antijuif*, 6 septembre 1897.

(6) La place de Chartres située au centre du quartier israélite d'Alger était le centre du brocantage. Beaucoup de petits marchands y étaient installés.

« Il faut du sang non juif dans toutes les circonstances, dans tous les rites...

« Tous les ans, à la fête des azimes, chaque synagogue fait un ou deux sacrifices d'enfants.

« Au Pourim, le 14 février... » pour figurer l'exécution d'Aman, ils tuent un enfant dans d'atroces conditions. Après avoir criblé le corps de coups de couteau, le rabbin le suspend et tous les Juifs présents tournent autour en ricanant (1). C'était la vieille accusation du meurtre rituel qui était reprise, mais prodigieusement déformée par l'imagination de ces Méridionaux exaltés. Les officines où ces projets ténébreux se tramaient étaient les Consistoires. On ne les accusait plus de régenter la masse israélite et de fausser le suffrage universel. C'était bien pire.

« Les Consistoires sont des associations religieuses secrètes enveloppées d'un mystère impénétrable où se trafiquent les machinations les plus dangereuses contre la sécurité personnelle et celle de l'Etat ».

Leur fin c'était de « faire une Palestine » de l'Algérie (2). C'est à quoi ils s'employaient secrètement en divisant les Français et en cherchant à les massacrer, car, par un admirable raisonnement, les quelques Israélites qui se défendaient pendant les manifestations antijuives étaient responsables de tout.

« Il ressort clairement qu'aux paisibles revendications du peuple, les Juifs, race de traîtres, étaient prêts à opposer une résistance meurtrière et purement provocatrice.

Les auteurs de ces accusations croyaient-ils vraiment à l'exactitude de leur récit ? Même en faisant la part de la passion, c'est peu probable ; mais leurs lecteurs, souvent ignorants, et ayant une respectueuse crédulité pour tout ce qui était imprimé, acceptaient ces articles comme de profondes vérités. Ils étaient d'autant plus disposés à y prêter foi, qu'ils détestaient davantage les Israélites. Tous les malentendus que faisait naître chaque jour la coexistence de populations dissemblables qu'opposaient leurs traditions et qu'excitaient de malsaines pressions politiques, aboutissaient à la haine.

L'attitude des Israélites était parfois exaspérante pour les Européens. Fiers de leur puissance financière, ils montraient un orgueil déplacé dans toutes les manifestations de la vie courante.

« Vous les voyez passer dans la rue l'air arrogant, le regard insolent. Jamais ils ne s'écartent pour vous laisser quelque place ou pour permettre de passer à une femme. La rue, les avenues, les places, tout

(1) Supplément de l'*Anttjuif*, s. d., 1898.

(2) *Ibid.*

leur appartient, ils y sont chez eux et ils ne peuvent se douter qu'ils sont encombrants », notait un antijuif modéré (1).

La population algérienne, d'une susceptibilité très méditerranéenne, ressentait une cruelle humiliation devant leur richesse et leur morgue. Les faveurs des dames de café-concert, les équipages luxueux, les meilleures places de théâtres appartenaient aux riches Israélites. Aux quêtes et aux souscriptions publiques, ils se montraient les plus généreux, « se faisant un point d'honneur de donner une somme plus forte que les principales autorités de la ville ». Mais ils obtenaient le résultat inverse de celui qu'ils cherchaient. Leurs largesses n'éblouissaient pas, elles faisaient de tous leurs envieux des ennemis implacables qui détestaient en eux, non seulement les étrangers, mais encore les parvenus (2).

II. — La Crise économique.

Tant qu'ils avaient bien vécu, les Algériens avaient subi ces humiliations sans trop d'impatience, mais à la fin du XIX^e siècle, la mévente du vin appauvrit brusquement la population. Depuis que les viticulteurs français, ruinés par le phylloxéra s'étaient transportés en Algérie, le vignoble algérien avait pris chaque année une importance croissante. De 30.241 hectares en 1881, sa superficie était passée à 110.042 hectares en 1890, puis avait progressé plus lentement, atteignant en 1897 le chiffre de 125.768 (3). Séduits par la vente fructueuse du vin, les colons avaient abandonné les anciennes cultures et s'étaient laissé entraîner vers la monoculture, sans prendre garde à ses dangers. La reconstitution du vignoble méridional en leur fermant des marchés provoqua une mévente d'autant plus sérieuse que les colons n'avaient pas un capital suffisant pour résister à l'épreuve (4).

Pour comble d'infortune, quelques années de sécheresse et des invasions de sauterelles avaient accru les difficultés. En 1894, le gouverneur général Cambon reconnaissait que la situation économique du pays était très difficile (5). La récolte s'étant bien vendue, la situation s'était trouvée légèrement améliorée l'année suivante. Plus des 7/10 de la production soit 2.946.121 hectolitres, avaient été exportés dans la Métropole à des prix variant entre 15 et 20 francs l'hectolitre, mais

(1) DES ILLIERS, *op. cit.*, p. 11 et suiv.

(2) Déposition Patrimoine, Président du Tribunal Civil d'Oran à l'Enquête parlementaire, 14 juin 1900. A. CASTERAN, *op. cit.*, p. 24.

(3) DEMONTÈS, *Le Peuple Algérien*, p. 414.

(4) Discours du gouverneur Cambon à l'ouverture de la session du Conseil supérieur, 6 décembre 1893. En six ans on avait replanté en France et en Corse plus de 280.000 ha. de vignes. La récolte qui n'avait pas dépassé 29 millions d'hectol. depuis 1879 était évaluée à 46 millions d'hectolitres.

(5) CAMBON. Discours au Sénat, 22 janv. 1894. Discours du 21 févr. 1895 à la Chambre des Députés.

l'année suivante la crise devenait plus intense. Or, pour résister, les colons avaient dû emprunter. L'usure avait sévi avec intensité, et les israélites qui la pratiquaient avaient amplifié les rancunes contre eux (1). La famine ravageait les milieux indigènes (2). Certains propriétaires, dont on croyait la fortune solidement établie, comme Debonno à Boufarik qui possédait 2.500 hectares de **bonnes terres** et 25 millions, étaient dépossédés par les banques ou les usuriers. Presque tous les colons tremblèrent, craignant un sort analogue (3).

Alors s'ouvrit l'ère des restrictions. Volontiers fastueux, quand la récolte se vend bien, le colon retrouve la ladrerie paysanne aux mauvaises années. Ses restrictions déterminèrent la stagnation du commerce et de l'industrie. Les bénéfices s'amoindrirent en même temps que le nombre des patentés croissait (4). Il en résultait un appauvrissement général et la nécessité de s'adapter à des conditions de vie moins larges que celles de la période de la prospérité.

Les Israélites étaient les mieux armés pour cette lutte. Ils travaillaient souvent en famille, ce qui leur évitait de payer des employés. Leur vie plus simple et plus sobre leur permettait de se contenter de bénéfices moindres que leurs concurrents européens. Ceux-ci avaient en effet de gros besoins. « La caractéristique des tempéraments algériens est une soif de plaisirs véritablement inextinguible, estimait le procureur Dubuc. On les aime sous toutes les formes, et il en faut à tout prix. De là l'absolue nécessité pour le commerçant français d'élever ses prix. Et comme en vertu des mêmes causes le consommateur est obligé de rechercher le bon marché, il va chez le Juif et c'est là qu'il achète. Le magasin européen se trouve ainsi délaissé et chaque jour les bénéfices s'y réduisent davantage » (5).

Le monopole du commerce avec les indigènes leur permettait également de mieux résister. Les Israélites parlaient l'arabe, ce qui permettait à l'acheteur indigène de marchander longuement, de déverser sur la tête du marchand un flot d'injures avant de lui donner les douros demandés et de partir avec l'intime conviction que « le chien de Juif » l'avait odieusement volé ! Ce qui arrivait bien quelquefois. Ils exerçaient souvent en même temps que leur profession celle de petit banquier, ce qui leur donnait des ressources supplémentaires appréciables qui faisaient plus souvent défaut aux Européens (6).

(1) *Echo d'Oran*, 11, 15, 16, 18 juillet 1897.

(2) Le gouverneur Lépine demanda à la fin de 1897 un crédit de 1.200.000 francs pour soulager la misère des indigènes.

(3) E.-F. GAUTIER, *op. cit.*, p. 73 et seq.

(4) DURIEU, *Les Juifs algériens*, p. 80.

(5) Rapport Dubuc, procureur de la République à Alger au garde des Sceaux, déposition Llobet, président du Tribunal de Commerce d'Oran, à la commission d'enquête parlementaire, 12 juin 1900, p. 193.

(6) « Dans toutes les liquidations judiciaires ou faillites, nous constatons que l'actif du Juif installé dans les villes et petits centres de l'intérieur se compose, lorsqu'on veut liquider, de billets souscrits par les indigènes... Tout le commerce avec les indigènes est accaparé par les Juifs... » Déposition Llobet. Commission d'enquête parlementaire, 1^{er} juin 1900 et seq.

Battus sur ce terrain, ces derniers accusaient les Israélites de déloyauté. Leur solidarité s'exerçait dans les affaires comme dans la politique. Les grands négociants, qui étaient les meilleurs clients des fabricants français, leur recommandaient, ce qui revenait souvent à imposer, leur coreligionnaires comme représentants de commerce ou dépositaires. Et, grâce à ces interventions, les Israélites dominaient le commerce algérien, vendant à de meilleurs prix lorsque l'acheteur était des leurs et trompant leurs maisons ou leurs clients lorsqu'il s'agissait de réaliser quelque liquidation judiciaire ou quelque faillite avantageuse (1).

La liquidation fréquemment employée, constituait un procédé de réclame. On l'annonçait à grand fracas, de façon à attirer les clients en grand nombre ; en fait le commerçant renouvelait visiblement ses stocks à mesure qu'on achetait sa marchandise. La vente à bon marché de quelques « articles de bataille ou de produits plus ou moins irrelatés permettait de maintenir la fiction des « marchandises sacrifiées ». Il arrivait bien de temps à autre que les bas de soie d'une cigarière coquette se déchirassent lorsqu'elle les mettait ou que quelques denrées alimentaires rendissent malade la ménagère qui les avaient achetées à moitié prix. On en déduisait alors que les Israélites étaient d'odieuses fripouilles, et on retournait s'approvisionner au marché juif (2).

Quant à la faillite, c'était l'argument massue des antijuifs. A les entendre, tous les commerçants juifs brûlaient du désir de faire faillite pour s'enrichir. « Le nombre des demandes de liquidations judiciaires et de faillites israélites est supérieur à celui des demandes de liquidation ou des faillites d'Européens.. Si nous voulions appliquer strictement les règles du code de commerce, nous pourrions prononcer aujourd'hui même vingt-cinq faillites », disait le Président du Tribunal de commerce d'Oran qui se plaignait que les commerçants israélites tinssent des comptabilités doubles : la leur en hébreu et l'autre en français qu'ils donnaient aux autorités et qu'il jugeait falsifiée (3).

En fait, les faillites israélites étaient proportionnellement plus nombreuses que celles des autres commerçants. De 1894 à 1898 on comptait 1635 faillites qui se répartissaient ainsi :

347 Israélites sur 5.385 patentés israélites, soit 6,44 %.

(1) A. CASTERAN, *op. cit.*, p. 12 et suiv.

(2) A. CASTERAN, *Ibid.* p. 12 et seq. DES ILLIERS, *op. cit.*

(3) Déposition Llobet, *op. cit.*, p. 12 et seq. DES ILLIERS, *op. cit.*

948 Européens sur 25.743 patentés, soit 3,68 %.

340 Indigènes (1).

On voit que les accusations des antijuifs si elles n'étaient pas dénuées de tout fondement étaient pour le moins exagérées. Le fait que l'Israélite acceptait sans trop de déplaisir l'idée de faillir à ses engagements, quitte à ouvrir boutique quelque temps après sous le nom de sa femme, de son beau-père ou de quelque cousin, s'est vu et se voit encore. Mais la proportion relativement faible du nombre des faillis israélites en regard du nombre des patentés, prouve que ce n'était le fait que d'une minorité encore empreinte de la mentalité orientale (2).

C'était un peu le fait de toutes les accusations des antijuifs. A les entendre, les expropriations, fruits habituels de l'usure, étaient dûs principalement aux Israélites. Comme pour les faillites, ces derniers n'étaient les plus nombreux que proportionnellement. De 1894 à 1898, sur 8.361 créanciers ayant réalisé des expropriations, on comptait 2.827 Européens et 418 Israélites, soit une proportion de 5,17 et 8,91 pour 1.000 (3).

On retrouvait cette même proportion d'Israélites dans les opérations de ventes à réméré qui constituaient une forme d'usure. Sur 3.383 acquéreurs, on comptait 1.081 Européens et 412 Israélites, soit 2 et 8,41 pour 1.000 (4). Mais le nombre de 1.890 indigènes montre que cette pratique était courante chez les Musulmans qui n'avaient pas le même dédain pour les biens fonciers que pour le commerce.

Sans doute ne faut-il pas échafauder trop d'hypothèses sur ces chiffres et se méfier du mensonge par statistique, mais cette constante d'un peu moins du centième de la population israélite qu'on retrouve correspond à la classe riche israélite. Ces manieurs d'argent, ces commerçants, ces banquiers qui aux yeux des Algériens composaient tout Israël n'étaient en réalité que l'élite du monde juif algérien ; une minorité infime.

III. — Place des Juifs dans la vie Algérienne.

La population israélite comprenait alors 48.000 habitants. Une forte natalité due à la précocité et à la fécondité des mariages, lui permet-

(1) Rapport du Procureur général d'Alger au garde des Sceaux, 2 février 1899.

(2) Un bon exemple de la familiarité du boutiquier juif avec cette idée de faillite est donnée par certains marchands ambulants ou vendeurs des magasins du quartier juif d'Oran qui pour attirer la clientèle s'époumonnent à crier « la faillite, la faillite ! Ici tout est pour rien ! » procédé de publicité qu'un Européen n'emploie pas.

(3) Rapport Procureur général, 2 février 1899.

(4) *Ibid.* Les vendeurs à réméré, pour la même époque se répartissaient ainsi : Israélites 60, Français 84, Arabes 3.239.

tait de s'accroître régulièrement malgré une mortalité assez forte (1). Mais les Israélites restaient des citoyens ; et plus précisément des habitants de grandes villes.

Dans certaines régions, comme l'arrondissement de Sétif, les riches familles avaient acquis des propriétés. Les Zermati étaient les plus grands propriétaires de la région après la Compagnie genevoise. En dix ans, de 1887 à 1897, ils avaient acheté 1.600 hectares de terres à des prix variant entre 50 et 200 francs. Certains propriétaires israélites, Judas Azoulay, Salomon Lévy, les ayant imités, un îlot de colonisation israélite s'était formé au milieu des terres européennes (2). A Constantine, 28 Israélites totalisaient autour de la ville 9.691 hectares de terrains de cultures et de vergers. A Sidi-bel-Abès, à Aïn Témouchent et Mostaganem, à Mascara, dans le département d'Oran, à Blida, à Médéa, à Orléansville, on trouvait de grandes propriétés israélites. Ailleurs, un ou deux d'entre eux cultivaient dans chaque village quelques hectares de vignes ou de céréales. Au total, moins de 250 propriétaires possédaient environ 52.000 hectares. C'était depuis 1870 un résultat appréciable, si l'on pense aux difficultés qu'on avait éprouvées à réveiller la vocation agricole des descendants des Hébreux, mais en comparaison de la colonisation agricole, c'était bien peu (3).

Dans les grandes villes, au contraire, ils formaient une partie importante du corps commercial. En 1899, 5.385, soit 11 % d'entre eux étaient patentés contre 14.400 Français (5 %) et 11.303 étrangers (3 %) se divisant ainsi : 2.566 dans le département d'Oran, 1.511 dans celui d'Alger, 1.075 dans celui de Constantine et 233 dans le territoire du Sud (4).

Ils avaient acquis un monopole de fait sur la vente de certains produits. A Alger, sur trente-deux maisons de gros pour les tissus, trente appartenaient à des Israélites. Sur quatorze maisons de bonneterie et de mercerie, treize étaient Israélites. Pour les denrées coloniales, on trouvait quinze maisons européennes dont cinq appartenaient à des Maltais et quatorze Israélites. Sur trente-sept fabricants de cigares et cigarettes, on relevait neuf Israélites contre huit Franco-Espagnols, dix Franco-Maltais, un Autrichien, deux Allemands et sept indigènes. Sur six fabricants en gros de chaussures indigènes, cinq étaient Israélites. Enfin la banque restait leur domaine.

(1) Depuis 1877, leur accroissement normal était de 23 pour 1.000 habitants. Si leur mortalité variait de 21 à 30 et même 37 pour 1.000, leur natalité atteignait 40 et même 61 pour 1.000. On comptait en moyenne six enfants par ménage. WAHL, *L'Algérie*, p. 241. A. BERNARD, *L'Algérie*, p. 396 et seq. Ils se répartissaient ainsi : dép. d'Oran, 22.000 ; d'Alger, 17.9000 ; de Constantine, 9.600.

(2) NICAISE, *L'Algérie au début du XX^e siècle*, p. 11 et 17.

(3) DURIEU, *op. cit.*, p. 279 à 284.

(4) *Statistique du Gouvernement général de l'Algérie*.

Dans le commerce moyen, la prépondérance israélite était bien moins affirmée. Les maisons de confection, les magasins de chaussures, de mercerie, les boulangeries, les cabarets, les boucheries, les épiceries, commerces traditionnels étaient exploités par une proportion importante d'Israélites. Une grande partie du commerce des laines, de l'alfa, du cuir, des céréales leur appartenaient : Les Mantout à Alger étaient les plus grands minotiers du pays ; à Oran les Israélites formaient le tiers des minotiers, la moitié des négociants en farines à Tlemcen... Les métiers d'intermédiaires commerciaux, de représentants, de courtiers avaient toujours été exercés par eux et ils continuaient à suivre cette tradition. A Oran, on comptait 64 représentants et 16 courtiers israélites pour 116 et 41 français, étrangers ou indigènes ; à Tlemcen 15 représentants, à Constantine 5 courtiers, à Alger onze (1).

En somme, le commerce israélite avait plus d'importance par l'activité et la prospérité de ses membres que par leur nombre. Entre sa situation réelle et celle que peignait les antijuifs, il y avait un écart sensible. Les Israélites avaient, en conservant leurs métiers traditionnels et leurs relations avec la société indigène, gardé le contrôle d'une partie de l'activité commerciale du pays. Grâce à cela, ils occupaient une place bien supérieure à celle qu'aurait dû leur donner leur nombre. Mais la majorité de la communauté restait bien loin de la richesse qui faisait tant envie aux Algériens. C'était toujours cette plèbe misérable vivant de secours et de charité, que les Consistoires et les Comités de bienfaisance devait nourrir. A Tlemcen, la communauté entretenait 260 familles ; à Oran 413 (2). Les indigents touchaient 2 francs à Alger et à Oran, 1 fr. 50 à Constantine ; mais beaucoup restaient sans assistance faute de fonds. C'est que la plupart de ces petits artisans ou de ces ouvriers, chargés de familles nombreuses recevaient des salaires infimes. Il y avait 947 colporteurs, 340 domestiques et 1.064 domestiques femmes, or un colporteur recevait 1 fr. 75 par jour à Oran et 1 fr. 50 ailleurs, les gages d'un domestique variaient entre

(1) A Alger : Sur 21 magasins de confection, 11 appartenaient à des Israélites ; sur 78 magasins de chaussures, on comptait 39 Français, 16 Israélites, 13 étrangers ; pour la mercerie, sur 50 magasins, 11 sont israélites. On trouvait à Oran 4 banquiers israélites pour 5 Français, 7 boulangers pour 20, 21 cabaretiers pour 69, 2 cafetiers pour 17, 6 tenanciers de débits de liqueurs pour 17, 4 commerçants en farines pour 5, 9 marchands forains pour 12 ; à Tlemcen, on comptait 3 agents d'assurances israélites pour 7, 12 banquiers pour 41, 6 bouchers pour 11, 6 bourrelliers selliers pour 10, 6 tenanciers de cafés maures pour 12, 3 chapeliers pour 6, 2 charbonniers pour 6, 4 cordonniers pour 8, 30 épiciers pour 55, 15 négociants en farines pour 20, 4 marchands de chaussures sur 6, 12 ferblantiers pour 14, 40 marchands de tissus pour 46.

(2) DURIEU, *op. cit.*, p. 283 et seq. — LENORMAND, *Le péril étranger*, p. 175.

(3) DURIEU, *op. cit.*, p. 394 et 413. *Commission d'enquête parlementaire*. Déposition du rabbin Meyer, 15 juin 1900. Durieu donne le nombre de 24.878 prolétaires israélites : 10.751 à Oran ; 6.153 à Alger et 7.954 à Constantine, mais il exagérait sans doute la situation pitoyable des Israélites pour montrer la barbarie de leurs adversaires anti-juifs.

24 francs à Constantine et 42 fr. 50 à Oran et ceux des femmes allaient de 15 francs à Oran à 16 fr. 50 à Alger. Les ouvriers les plus payés, les charpentiers, les ébénistes et les tanneurs recevaient 4 francs par jour ; les moins bien rétribués : les vitriers, les lampistes et les garçons pâtisseries 1 fr. 25 ; les plus nombreux avaient 2 ou 3 francs par jour. C'était peu pour faire vivre leur famille ; aussi le travail féminin était-il nécessaire, mais les salaires féminins étaient plus bas encore que ceux des hommes. Les modistes, les plus favorisées de toutes, recevaient 2 fr. 50, les brodeuses et les cigarières 2 francs, les teinturières 0 fr. 75, les blousières pour Arabes 0 fr. 60, les brodeuses d'or 0 fr. 50. Au total, 10.000 prolétaires ayant à leur charge 32.000 personnes, devaient vivre de ces misérables ressources (1). Comment l'aurait-elle fait sans le secours des Consistoires ?

Si étrange que cela puisse paraître, ce prolétariat, confiné dans l'ancien Mellah passait inaperçu. Le Juif, pour l'Algérien, c'était le banquier, le grand négociant ou le marchand de nouveautés dont les liquidations périodiques rendaient la concurrence impossible, ou le fonctionnaire protégé du député judaïsant (2).

La révolte algérienne contre la domination juive eut un caractère social très net, mais les Européens ne se soulevaient pas contre ces misérables, souvent encore très arriérés. Ils attaquaient les grands Israélites et les bourgeois, ceux qui ayant su s'adapter aux mœurs françaises avaient vu la fortune récompenser leur intelligence, leur travail et parfois leur témérité. Cette réussite qu'ils étalaient quelquefois avec un peu trop de satisfaction, les Européens que la crise faisait souffrir, ne la leur pardonnaient pas.

On ne vendait pas ses marchandises : c'était la faute du Juif. On chômait : c'était la faute du Juif. On était saisi par ses créanciers : c'était la faute du Juif. Partout et toujours, le Juif était rendu responsable des maux qui frappaient l'Algérie et ses habitants. Le chant de guerre des émeutiers antijuifs, la « Marseillaise antijuive » est caractéristique. On n'y parle pas de race ni de dogmes, on demande du travail. C'est le cri de rage de Bab-el-Oued qui a faim.

- « A Paris, en France
- « On n'est plus chez soi
- « Quelle est donc l'engeance
- « Qui nous fait la loi ?
- « Pendant que la vermine

(1) *Journal du peuple*. Enquête sur l'antijudaïsme algérien, 9 mai 1899.

(2) En fait, il y avait en 1899, 258 Israélites fonctionnaires, généralement facteurs, gratte-papiers dans les administrations, greffiers des tribunaux contre 16.560 Français naturalisés, et 453 étrangers. Statistique du Gouvernement Général.

« Travail pour rien
« Chez nous la famine
« Tue le citoyen
« Y a trop longtemps qu'on nous somm's dans la misère
« Chassons l'Etranger
« Ça f'ra travailler
« Ce qu'il nous faut, c'est un peu plus d'salaire
« Chassons du Pays
« T'out' cett'sal'bande de youdis » (1)

Car la penacée était découverte. Pour retrouver la prospérité, il suffisait d'éliminer la concurrence israélite. Celle-ci disparue, l'âge d'or s'ouvrirait pour les Français, la crise viticole, l'inorganisation du crédit agricole n'étaient rien. La présence des Juifs en Algérie attirait sur le pays tous les malheurs, il fallait les en expulser tous. On avait trouvé la formule magique, la « Sésame, ouvre-toi », qui allait rendre à tous l'abondance et le bonheur.

« Chassons, chassons tous les Schlommous
Et restons les maîtres chez nous » (2).

(1) MUSETTE, *Cagayous antijuitf*, p. 65.

(2) « La chanson des voyous », dans *Cagayous antijuitf*, p. 122.

CHAPITRE XI

LES EMEUTES D'ALGER ET LES ELECTIONS DE 1898

I. — L'influence de la presse.

La passion des Algériens était avivée par les journaux du parti antijuif. La presse algérienne, à deux ou trois journaux près, se souciait peu de renseigner ses lecteurs, mais elle accordait une large place aux luttes politiques locales. Rédigés soit par des politiciens du cru, soit par d'obscurs folliculaires aux gages du clan le plus généreux (1), la plupart du temps, sans talent, sans moralité, les uns affectant l'air solennel de pontifes de la démocratie, les autres suppléant à leur manque de souffle par des injures de ruisseau, ces journaux, hebdomadaires ou bi-hebdomadaires, avaient pour principal objectif la difamation de leurs adversaires. Ce qu'ils faisaient parfaitement.

Il n'est que de feuilleter leurs collections pour saisir le caractère du public auquel ils étaient destinés ; visiblement ces articles de déments s'adressaient à des gens qui ne raisonnaient pas, que les idées n'intéressaient point, mais qu'on rendait frénétiques, en accumulant contre l'adversaire les invectives, les accusations monstrueuses et les gros mots. On n'y trouve aucun respect du lecteur : l'ordure s'étale franchement, naïvement même. Pour comprendre ces débordements, il faut se rappeler les plaisanteries de Pépète ou le langage énergique de Cagayous, ces héros de la littérature algérienne. On ne pouvait pas toucher ces gens avec des arguments académiques (2).

M. Louis Bertrand a défini ces articles « des excitations perpétuelles au meurtre et au pillage, des élucubrations délirantes qui ont l'air d'être rédigées par des garçons d'abattoir, et encore des garçons d'abattoirs qui auraient appris le français chez les nègres ». C'est à peine exagéré (3).

Les élections de 1898 approchant ; les journaux antijuifs redoublaient de violence. Ils publiaient de véritables appels au meurtre. Envisageant la participation des Israélites aux élections, « le *Petit Africain* », organe du radicalisme oranais, écrivait :

(1) Un article humoristique de la *Lanterne* du 28 avril 1898 dit : « J'y vas faire comme les rousmis qu'y savent plus comment boulotter, y sont journalisses ».

(2) Cf. E.-F. GAUTIER, *op. cit.* : les ouvriers. — MUSETTE, *Cagayous*. — L. BERTRAND, *Pépète le Bien-Amé, la Cina*.

(3) On lit par exemple dans l'*Antijuif* : « Marchal au lieu d'aller sur le terrain et de venir expliquer sa conduite au meeting où l'avait convié Max Régis, fuya vers Blida. » (Supplément du 10 octobre 1898). — « Laurens, voyant l'élection de Max assurée... s'écria : « O ! Meurtre ! » (Supplément du 10 décembre 1898.)

« ...Citoyens, si une pareille infâmie était commise, il n'y aurait plus le lendemain un seul Juif à Oran, ou plutôt il y en aurait le double, car nous les couperions en deux » (1).

« Nous combattons un reptile hideux au moyen de la stratégie intellectuelle d'abord, mais si cela ne suffisait pas, nous aurions recours à la guerre matérielle » (2).

A Constantine, le meneur de l'antisémitisme, Morinaud, dans un violent article « Sus aux Juifs » que reproduisait pieusement toute la presse radicale algérienne conseillait : Assez de paroles et de menaces, assez de discours et de harangues, passons aux actes ». « Agir », c'était, selon lui, voter pour les candidats antijuifs dont il **était, mais on avait à Alger une conception plus énergique de l'action.** *L'Antijuif* écrivait le 13 janvier 1898 :

« Vous nous demanderez quel est le remède ?

« La réponse est facile

« Qu'a-t-on fait des nobles en 1793 ?

« Cependant il y avait du bon chez beaucoup d'entre eux. Ils possédaient des ancêtres glorieux. Mais il fallait sauver la France et trancher dans le vif, on n'hésita pas.

« Aujourd'hui la situation est aussi grave qu'à cette époque et le même besoin s'impose sous peine de voir s'effondrer la Patrie.

« ...Quand il s'agit de fusiller le peuple on trouve toujours un youtre pour commander le feu.

« Quand 30.000 Juifs et accapareurs de même acabit iraient rejoindre les fédérés de 1871, assassinés par leurs ordres, où serait le mal ?... » (3).

Ces appels au meurtre restaient cependant impunis. Quelques mois auparavant, après les troubles d'Oran, le gouverneur général Cambon avait signalé au Procureur Général le danger que faisaient courir à une partie de la population ces excitations. Mais le magistrat avait répondu que les journalistes poursuivis seraient acquittés par le jury et qu'ils sortiraient de l'épreuve avec l'auréole du martyr. Mieux valait encore ne pas faire de bruit et remettre en vigueur, en Algérie, le décret sur la presse du 11 août 1848 qui considérait comme un délit l'excitation d'une classe de citoyens contre une autre. Le gouverneur avait appuyé cette demande auprès du ministère (4), mais celui-ci ne pouvait pas porter atteinte à la liberté de la presse sans soulever une opposition gênante. Les passions soulevées par l'affaire Dreyfus étaient

(1) *Petit Africain*, 13 mars 1897.

(2) *Petit Africain*, 20 juillet 1897.

(3) *Antijuif*, 13 janvier 1898. Ce journal « tirait » alors à 20.000 exemplaires, autant que les plus grands quotidiens du pays.

(4) Gouverneur Général à Ministre Intérieur, 10 juin 1897.

si vives qu'une mesure semblable aurait été interprétée avec malveillance. Et puis, vue de Paris, l'agitation algérienne ne paraissait pas extrêmement sérieuse : beaucoup de bruit pour rien. Les antijuifs avaient eu donc toute liberté de poursuivre leur campagne.

Le retentissement de l'affaire Dreyfus en Algérie facilitait leur tâche. Les Algériens avaient prêté une grande attention à la trahison d'un capitaine israélite ; Grégoire et ses lieutenants avaient exploité, dès 1894, cette occasion, en montrant que tous les Juifs, « sans patrie » par définition, auraient agi semblablement.

La campagne de révision leur donnait la preuve de la puissance israélite. Croyant à la culpabilité de Dreyfus, ils s'indignaient des manœuvres du syndicat contre l'armée et la nation. Cet exemple vivant de la conquête juive dénoncée par Drumont acheva d'exaspérer les Algériens. Le procès du commandant Walsin-Esterhazy, la lettre de Zola au Président de la République, les commentaires passionnés qu'ils soulevaient provoquèrent des manifestations qui, de jour en jour, s'amplifièrent et devinrent de véritables émeutes.

II. — Les émeutes de janvier 1898.

Les étudiants, qui s'intéressaient davantage à la politique générale que les antijuifs des faubourgs, voulurent brûler solennellement l'effigie de Zola au cours d'un concert de leur association, le soir du 18 janvier. Le commissaire central de la ville, Paysant, s'y opposa, et la police s'étant emparée du mannequin le transporta au commissariat central. Mécontents, les étudiants parcoururent la ville et furent dispersés une première fois par les agents de police. Ayant voulu se rendre ensuite dans les brasseries, ils retrouvèrent Paysant qui leur en fit refuser l'entrée. Ils crièrent alors à la persécution et décidèrent de poursuivre leur action (1).

Le lendemain, en effet, ils brûlèrent un nouveau Zola de carton dans l'enceinte de leur école, mais la police de Mustapha ayant voulu empêcher cet autodafé, plusieurs bagarres avaient eu lieu entre agents de police et étudiants ; des arrestations avaient été opérées, et les manifestants avaient parcouru de nouveau la ville en conspuant les Israélites et Zola et en acclamant l'armée. Comme ils s'étaient engagés dans le quartier de la rue de la Lyre où les Israélites restaient groupés, des échauffourées les avaient mis aux prises avec ceux-ci et certains d'entre eux avaient été blessés.

Les policiers avaient fait preuve de maladresse en faisant irruption dans la salle de concert des étudiants, puis en les malmenant lors-

(1) Journaux algériens du 20 janvier 1898 et *Echo d'Oran* du 25 janvier.

qu'ils protestaient. Au moment où la tension des nerfs d'une population turbulente semblait extrême, c'était une méthode dangereuse. Cette erreur ne semble pas avoir été absolument involontaire. Le Gouverneur général Lépine ayant voulu soumettre ses subordonnés à une règle de travail à laquelle ils n'étaient guère habitués, beaucoup de ceux-ci avaient regretté son prédécesseur qui leur avait laissé une liberté à peu près complète. Considéré comme gênant, ce gouverneur, qu'un journaliste irrévérencieux définissait, « un caporal administrateur », se heurta à l'hostilité générale (1). Il avait donné des ordres virils, on les exécutait brutalement ; on se contentait de faire du zèle, mais ce zèle allait causer la perte de Lépine et celle de quelques citoyens de moindre importance en même temps.

Le 20 janvier, les étudiants reprenaient leur agitation suivis d'une partie de la population. Craignant qu'on pillât leurs boutiques, les commerçants israélites fermaient celles-ci, mais certains essayant de contre-manifester, des rixes éclatèrent. Un manifestant antijuif recevait un coup de couteau ; deux journalistes radicaux, passant en voiture dans le quartier israélite, étaient attaqués à coups de pierres et blessés (2). Le lendemain, on pillait quatre magasins appartenant à des Israélites ; le 22 on continuait cette œuvre éminemment patriotique. Le soir, une grande réunion publique à laquelle participaient le chef du radicalisme constantinois, Morinaud, venu plaider à Alger, le maire de Maison Carrée, le maire de Mustapha et le jeune Max Régis, avait lieu à Mustapha et, profitant de l'absence de leurs adversaires, trois cents israélites contre-manifestaient, bousculant à leur tour les Français qu'ils rencontraient. Suprême imprudence : les antijuifs qui avaient entendu de furieux discours et voté des résolutions intransigeantes apprenant ce fait, décidèrent de se défendre (3).

Un des arguments favoris des antijuifs était en effet que les Israélites, pour se venger des « manifestations paisibles » qui étaient faites contre eux, se préparaient à assassiner leurs adversaires. « Le peuple d'Alger est en danger » avait affirmé Régis. Les Consistoires distribuent des armes et de l'huile destinée à ébouillanter les manifestants, écrivait « *l'Antijuif* » (4). On arrivait ainsi à créer une psychose de l'assassinat parmi les agresseurs. Le dimanche 23, au cours de nouvelles bagarres qui se produisaient au quartier israélite, un maçon d'origine espagnole, Cayrol, était tué d'un coup de poignard dans le

(1) LÉPINE, *op. cit.*, p. 208 et seq. *Echo d'Oran*, 25 janvier, 5 août 1898.

(2) *Journaux Algériens*, 21 janvier 1898.

(3) Régis avait notamment dit : « Le moment n'est pas venu d'arroser du sang juif l'arbre de la liberté mais je ne suis pas venu ici pour prêcher le calme » Morinaud avait demandé l'abolition du décret Crémieux, la révision des fortunes juives et l'expulsion en masse des Israélites. *Dépêche Algérienne*, 24 janvier 1898.

(4) *Supplément « Antijuif »*, s. d., 1898.

dos, et deux autres antijuifs étaient également poignardés, sans qu'on pût découvrir leurs meurtriers. Apprenant ce drame, la foule qui s'était assemblée à proximité du lieu de l'attentat pour écouter le concert de la musique des zouaves, suivit alors les bandes d'émeutiers. Rompant les barrages de policiers et de soldats, celles-ci envahirent les rues Bab-Azoum et Bab-el-Oued, où les commerçants israélites étaient particulièrement nombreux et, méthodiquement, entreprirent de détruire leurs marchandises.

« Trois ou quatre individus, armés de ciseaux à froid et de marteaux, faisaient sauter les boulons fixant aux devantures les barres transversales en fer destinées à les consolider. Ces barres détachées servirent de béliers pour enfoncer les volets et, dans un temps très court, le magasin était ouvert et livré aux pillards » (1).

Les marchandises étaient lacérées, brûlées ou jetées au milieu des rues. Dans la pensée des antijuifs, il s'agissait de faire « un acte de justice populaire » en « exécutant les magasins juifs » (2). Mais les yaouleds indigènes et beaucoup d'Européens aussi estimaient que la reprise individuelle s'imposait. Les femmes, les enfants eux-mêmes prenaient part au pillage sous l'œil narquois des badauds. La justice du peuple était devenue une affaire fructueuse pour une partie de la population algéroise (3).

Il y avait une sorte de complicité unanime en dépit des ordres des autorités. La police était très insuffisante et elle se sentait mal soutenue par la municipalité dont elle dépendait. L'armée, que le gouverneur avait requise, occupait bien les rues, mais les zouaves et les tirailleurs, Algériens et souvent antijuifs, n'intervenaient que mollement. Lorsque la cavalerie chargeant s'était éloignée, les pillards qui s'étaient écartés reprenaient leur œuvre en criant : « Vive l'armée » ! Un adjoint au maire d'Alger affirma que les soldats recevaient des paquets de tabac provenant du pillage et qu'ils s'en montraient ravis (4).

Le Gouverneur Général essaya d'arrêter ces scènes honteuses en prêchant lui-même le calme aux émeutiers. Le 24, il se rendit rue Bab-el-Oued, précédé de quelques zouaves en armes et il harangua la foule. Celle-ci l'écouta, puis un bidon ayant été jeté sur lui de l'intérieur d'un magasin qu'on continuait à dévaliser, elle s'esclaffa et Lépine dut rentrer au palais d'hiver, sous les huées et les injures. Le maître d'Alger, à cette heure, n'était plus le représentant de la France, c'était Max Régis (5). Le jeune journaliste parcourait les

(1) Rapport Procureur Général Dubuc.

(2) *Antijuif*, 27 janvier 1898.

(3) Journaux Algériens des 24 et 25 janvier ; *Télégramme* du 31 janvier.

(4) Rapport officiel cité par *Le Temps*, 19 février 1898.

(5) Journaux algériens, 25 janvier. — LÉPINE, *op. cit.*

rues en voiture aux côtés de la veuve de Cayrol, acclamé comme un héros par tous ses partisans. Il avait annoncé à Mustapha : « L'heure de la Révolution a sonné » et l'émeute dont il était le chef triomphait. Le 25 janvier, aux obsèques de Cayrol, une foule immense avait répondu à son appel. Au cimetière, il avait prononcé un discours véhément. Il terminait par le serment de venger le martyr si la justice ne punissait pas les assassins.

La foule ne voulait pas tant attendre. A son retour du cimetière, elle était disposée à sacrifier, à la mémoire du martyr antijuif, les premiers Israélites qu'elle rencontrerait. L'apparat du convoi funèbre, la longue marche derrière le corbillard de ces milliers d'hommes qu'une commune haine rapprochait, les discours du cimetière avaient exaspéré les Algériens. Deux Israélites ayant été reconnus dans un tramway, les antijuifs arrêtaient la voiture, les en sortirent violemment et les accablèrent de coups. L'un d'eux, Schébat, connu pour ses tendances modernistes, devait mourir dans la soirée le crâne défoncé. Plus loin, un autre Israélite, Zerafa, fut assommé. On ne l'abandonna que lorsqu'on le crut mort. Ce fut le point culminant de la crise. Satisfaits par ce sacrifice expiatoire, les manifestants s'arrêtèrent (1).

En une semaine d'émeutes : deux hommes avaient été assassinés, une centaine d'autres plus ou moins gravement blessés, sept cents individus arrêtés, cent trente-huit attentats contre la propriété commis. On évaluait les dégâts matériels à cinq cent mille francs (2). Les hiverneurs quittaient la ville ; quinze millions étaient retirés par les Israélites riches qui s'enfuyaient. Continuer la guerre civile eût ruiné Alger pour de longues années.

Les élus algérois le comprirent. Ils avaient commencé par protester contre l'autorité supérieure qui, au début des troubles, avait pris la direction de la police municipale (3).

Craignant de déplaire à leurs concitoyens, quelques semaines avant les élections législatives, ils avaient feint une grande indignation. Dans une proclamation au peuple, le maire Guillemain disait :

« Citoyens, vous avez montré superbement votre furie française ; montrez maintenant que vous avez le calme de la force ; il ne faut plus de manifestations dans la rue ; Alger doit redevenir demain la

(1) Certains télégrammes donnent le ton : « Trois Juifs tués, Cayrol est vengé », dit l'un et un autre : « Sois sans inquiétudes quand liras troubles ; Cayrol est vengé par la mort de trois Juifs ».

(2) Rapport Procureur Général Dubuc, 11 février 1898. *Revue Algérienne*, 29 janv. 1898.

(3) Conseil Municipal d'Alger, séance du 21 janvier 1898. En fait les troubles ayant lieu à la fois à Mustapha, à Alger, et à Saint-Eugène, communes que rien ne séparait, il fallait pour empêcher les manifestants de se soustraire aux poursuites, unifier la direction des trois polices.

ville laborieuse, fière et sereine, toujours digne par sa foi républicaine de rester la première des cités de l'Algérie » (1).

En même temps, il recommandait l'énergie au commissaire central et lui donnait des réquisitions en blanc pour demander l'intervention de la troupe (2). Ce machiavélisme puéril ne réussissant pas à calmer la foule, le pauvre maire suivait tantôt le Gouverneur et tantôt les émeutiers ; conseillant l'un, flattant les autres sans rien obtenir que le maintien provisoire de sa popularité. Son collègue de Mustapha, Pradelle, qui avait l'ambition de devenir député, avait franchement pris le parti des émeutiers, semblant attendre qu'une mesure de rigueur lui donnât à son tour la palme du martyr (3).

Ces politiciens avaient blâmé le pillage et les meurtres, mais ils n'avaient pas osé le dire franchement, de peur de déplaire à leurs électeurs ; cependant, se rendant compte des dangers que faisait courir la prolongation de la crise, ils firent office de médiateurs, recommandant le calme au peuple, protestant de leur respect pour Lépine, mais continuant leurs attaques contre le préfet et le commissaire central dont ils demandaient le changement (4). De Paris, le député Samary, le président du Comité républicain nationaliste Thiébaud adressaient des appels à l'apaisement, tout en célébrant le « grand mouvement populaire » dont ils demandaient la fin (5).

Ces recommandations tardives firent peut-être quelque effet. Il est plus probable que les Algérois, las de hurler et de démolir, estimaient que l'exécution de leurs ennemis était suffisante.

Mais, de remords, de regrets devant les victimes, point.

Dans tout l'arrondissement d'Alger, à Oran, à Mostaganem, à Sétif des manifestations plus ou moins graves avaient affirmé la solidarité des provinciaux avec les habitants d'Alger (6).

Si les excès n'avaient été le fait que de la lie de la cité, ils avaient été permis par la complicité morale de la majorité des Algériens. Le procureur Dubuc rapporte qu'une « femme bien mise, aisée certainement » applaudissait près de lui au sac des magasins juifs, disant : « qu'ils avaient assez volé, que leur tour était enfin venu et qu'on ne leur en ferait jamais assez » (7).

(1) Manifeste du 21 janvier 1898.

(2) Rapport Lépine au Président du Conseil, 3 février 1898.

(3) *Télégramme Algérien*, 23, 25, 26 janvier, rapport Lépine.

(4) Conseil Municipal d'Alger, 28 janvier, 4 février 1898. *Télégramme*, 30 janvier 1898.

(5) Samary dans le *Télégramme*, 2 février 1898. Appel Thiébaud dans *Presse algérienne*, 28 janvier.

(6) A Blida, le 21 et le 26 janvier, on manifeste et on pille des magasins juifs. A Boufarik, le 23 janvier, on pille cinq magasins, le 24, treize autres. A Oran, un meeting se tient le 24 janvier suivi d'une manifestation pacifique ; à Mostaganem, la veille, un cortège avait parcouru la ville, et brûlé en effigie Dreyfus ; à Sétif, le 25 janvier, un magasin de nouveautés appartenant à un Israélite était pillé ; à Affreville, le 24 janvier, à Marengo, le 26, les manifestations avaient eu lieu contre les quelques Israélites du lieu. *Journaux Algériens*, 22, 28 janvier.

(7) Rapport Dubuc.

C'était un sentiment à peu près unanime « la seule chose que la majorité de la population regrette c'est que les Juifs n'aient pas souffert davantage de la colère populaire » concluait Lépine (1).

Aux yeux des chefs et des journalistes antijuifs, ces émeutes devaient avoir une répercussion immense. Elles prouvaient qu'il était impossible de maintenir le décret Crémieux dont l'Algérie réclamait l'abrogation. Après ce drame, les pouvoirs publics ne pouvaient qu'étudier les moyens d'éviter de nouveaux conflits et il n'y en avait qu'un : donner satisfaction aux Algériens (2). N'était-on pas en démocratie ? Le dernier mot ne devait-il pas revenir au peuple ? Il y avait, d'après Régis : « Au-dessus des lois complaisantes, un autre pouvoir supérieur, une autre loi qui est celle du peuple en fureur » (3).

C'est elle que le gouvernement de la République devait reconnaître et à laquelle il devait se soumettre.

III. — La Métropole et l'Algérie.

Ces bizarres chimères furent vite détruites. L'opinion métropolitaine avait bien réagi violemment au récit des troubles d'Alger, mais dans un tout autre sens que celui prévu par les antijuifs. Elle n'avait pas montré pour la justice expéditive de Max Régis les mêmes sentiments admiratifs que ses exécuteurs. Elle était peu renseignée sur les événements de la Colonie. Elle connaissait plus mal encore la mentalité algérienne. Suivant sa fâcheuse habitude de tout classer selon la politique française, la presse métropolitaine vit dans ces troubles un simple épisode de l'affaire Dreyfus. Les journaux républicains blâmèrent ces « guerres religieuses » menées par les réactionnaires de la Colonie (4). La presse nationaliste critiqua âprement Lépine et demanda le retour de Cambon (5). Mais en dépit des mises au point des députés algériens, la thèse du mouvement clérical prévalut.

Aux raisons de principes qui faisaient condamner par l'opinion métropolitaine l'Algérie, s'ajoutaient des raisons économiques sérieuses. Les négociants et les industriels qui étaient en relations d'affaires avec les Israélites d'Algérie subissaient un préjudice très grave du fait que beaucoup de leurs clients ne pouvaient pas remplir leurs engagements. Devant le nombre des protêts enregistrés, les banques retournaient aux créanciers les valeurs dont elles devaient effectuer le recouvrement. Les négociants rouennais qui, depuis la

(1) Rapport Gouverneur à Ministre de l'Intérieur, 25 janvier 1898.

(2) Samary, dans le *Télégramme* du 2 février 1898, écrivait : « Avec l'aide de nos amis, nous saurons revendiquer avec énergie les réformes et les satisfactions si justement attendues par les généreux citoyens de l'Algérie française ».

(3) Max Régis, dans la *Libre Parole*, 15 février 1895.

(4) Manifeste du 21 janvier 1898.

(5) Rapport Lépine à Président du Conseil, 8 février 1898.

période de la conquête, avaient des intérêts communs avec la population israélite d'Algérie (1), protestèrent vigoureusement contre ces désordres, les troisièmes en un an, qui leur fermaient « un de leurs plus importants débouchés ». Le ministère Méline ne pouvait donc, pour satisfaire l'opinion publique, que condamner l'agitation algérienne. On le vit bien aux débats qui eurent lieu à la Chambre des Députés à cette occasion ».

Lorsque le député d'Alger, le radical Samary, eut fait l'historique de la question, un exposé partial sans doute, mais indiquant du moins les causes du mécontentement algérien dont le cléricanisme et la réaction étaient bannis, son collègue algérien, Bourlier, qui appartenait au çof opportuniste, le contredit point par point. Samary demandait l'abolition du décret Crémieux ; Bourlier en réclamait le maintien ; Samary criait au péril juif, Bourlier en niait l'existence ; Samary dénonçait l'usure juive, Bourlier répondait que les indigènes étaient les premiers à pratiquer le prêt à intérêt exorbitant. Lépine, après eux, expliqua la conduite des autorités, démunies de toute force policière sérieuse en face de l'émeute, puis les députés français leur succédèrent et é mirent des opinions d'autant plus positives qu'elles n'étaient basées sur aucune connaissance du problème.

Jaurès proposait, pour remédier à la solidarité israélite, l'extension de la naturalisation aux indigènes ; Marcel Habert mêlait le décret Crémieux, le scandale des phosphates et l'affaire Dreyfus. Enfin, le ministre de l'Intérieur Barthou répondit à Samary. Il passait dans les milieux parlementaires pour un politique souple et adroit. Son discours justifie cette réputation. Il refit l'historique de la question avec tout autant de partialité que son interpellateur. Pour lui, le pillage était le fait d'agitateurs étrangers, il n'existait aucun mouvement d'opinion contre le décret Crémieux. Il ne fallait donc attendre aucune concession du Gouvernement ; et là, le ministre parlait très nettement.

« Je dis que je ne suis pas pour la révision des fortunes juives, ni pour l'expulsion en masse. Je dis avec la même netteté que je ne suis

(1) Cf. livre 1, ch. VII.

(2) *Journal Officiel*, 20 février 1898. De part et d'autre, les erreurs probablement volontaires fourmillent. Samary lisait un télégramme du 23 Novembre 1870, adressé par Crémieux à du Bouzet et lui recommandant d'omettre sur les listes des Juifs les Israélites que ne désignait pas leur éducation, mais il parlait de listes électorales, il reproduisait la thèse de Garrot faisant du décret Crémieux l'acte du seul Garde des Sceaux de la Délégation de Tours, malgré ses collègues, il parlait des votes en hébreu, qui n'eurent lieu qu'une fois en 1875 à Oran.

Le ministre parlait des 112 étrangers arrêtés, mais en passant sous silence les 580 français condamnés pour les mêmes délits. Il présentait Régis comme un étranger naturalisé depuis deux ans seulement sans dire qu'il était né à Sétif et que, fils d'un étranger naturalisé il avait bénéficié de loi de 1889. Enfin, pour prouver que le décret du 24 octobre 1870 émanait de tout le Gouvernement de la Défense Nationale, il citait la lettre de Gambetta relative aux neuf décrets sur le régime civil en Algérie dont il réduisait le sujet à la seule naturalisation des Juifs.

pas davantage pour le seul moyen que l'honorable M. Samary ait accepté à la tribune, je ne suis à aucun degré pour le retrait des décrets de 1870 et de 1871 ».

C'était ce qu'en 1896, son prédécesseur Leygues avait déjà répondu à l'interpellation Denis. De nouveau la Chambre l'approuva et presque unanimement. Après cette séance, la proposition d'abrogation du décret Crémieux qu'avaient formulée Samary, Forcioli et quelques-uns de leurs collègues apparaissait condamnée (1).

« La question de l'abrogation du décret Crémieux au lieu d'un pas en avant a fait un pas en arrière par la faute de ceux qui menèrent l'affaire et l'ont conduite maladroitement. La journée d'hier démontre que les violences, loin de servir notre cause la compromettent », concluait un journaliste modéré d'Alger (2).

On allait donc revenir aux solutions légales.

IV. — Les élections antijuives.

Ce qui ressortait le plus nettement des commentaires des actions algériennes par les journaux, c'était la méconnaissance profonde de l'Algérie. Comment dans ces conditions l'opinion publique aurait-elle rendu justice à la Colonie ? Pour se justifier, les antijuifs algériens résolurent d'exposer eux-mêmes aux Français leurs griefs et leurs idées. Max Régis, le maire de Mustapha, Pradelle, l'avocat Daniel Saurin, longtemps rédacteur de l'*Akhbar*, tous trois anticléricaux arffirmés, furent chargés de prêcher à Paris la bonne parole.

Ce fut le premier contact de Max Régis avec les milieux politiques français. Sa jeunesse, sa réputation, son ardeur à la lutte et la séduction qu'il exerçait produisirent une grande impression. « Jeune homme du seizième siècle » estimait Barrès (3) ; et Drumont racontant leur première entrevue :

« Quand on avait causé quelques minutes avec lui, on comprenait comment cette généreuse population d'Alger, qui avait commencé par admirer le directeur de « l'*Antijuif* » pour l'intrépidité dont il a fait toujours preuve, on comprenait qu'elle s'était mise à l'aimer

(1) Elle était ainsi conçue : Art. 1^{er}. — Le décret du 24 octobre 1870 et le décret du 7 octobre 1871 sont rapportés. Art. 2. — La loi de 1889 sur la nationalité cessera d'être applicable en Algérie en ce qui concerne les étrangers israélites et musulmans. Art. 3. — Les Israélites inscrits sur les listes électorales en vertu du décret de 1870 et du décret de 1871 ne pourront être maintenus lors de la révision de 1899 que si la qualité de citoyen français a été accordée individuellement à eux ou à leurs parents. Art. 4. — Les Musulmans et Israélites étrangers qui ont été inscrits en vertu de la loi de 1899 ne seront plus inscrits en 1899 qu'en vertu d'un décret individuel de naturalisation. *Proposition de loi Morinaud, Drumont*, annexe, p. 67 et seq.

(2) *Dépêche Algérienne*, 22 février 1898.

(3) M. BARRES, *Mes Cahiers*, t. II, p. 108.

pour la bonne grâce juvénile, la belle flamme et l'enthousiasme qui étaient en lui, pour un je ne sais quoi de souriant et de naïf qui plaisait davantage encore chez ce jeune téméraire et vaillant lutteur... » (1).

Il fit immédiatement figure de chef de la délégation algérienne, exposant dans « *La Libre Parole* » la pensée de ses compatriotes sur « le péril juif ».

« Nous voudrions, disait-il, que la France le sût ; peut-être hésiterait-elle alors à nous condamner comme les indignes fils d'une révolution que nous continuons » (2).

Au cours d'une réunion publique salle Chaynes, à la Villette, il finissait son discours en répétant son apostrophe du 22 janvier à Mustapha : « nous arroserons, s'il le faut, de sang juif l'arbre de notre liberté » (3).

Le Gouvernement ayant promis à la Chambre de briser le mouvement antijuif, ces paroles parurent fournir un bon prétexte à des poursuites contre le jeune chef algérien. On persistait ainsi dans l'erreur qui avait déjà assuré la popularité naissante de Régis, dont les premiers procès avaient fait la réputation. Plus que jamais celui-ci parut le héros de la cause antijuive. Lorsqu'il revint à Alger, cinq mille personnes l'attendaient, stoïques sous la pluie, pour l'accueillir en triomphateur (4).

C'est qu'à Paris, Régis avait reçu la consécration du chef de l'antisémitisme français : sur sa demande, Drumont acceptait de poser sa candidature à Alger contre Samary. Depuis le début de la crise antisémitique, il était question d'élire en signe de protestation contre le gouvernement métropolitain, un des chefs de l'opposition nationaliste. Dès 1895, on avait parlé du marquis de Morès, à Constantine. Le grand aventurier mort, on avait envisagé la candidature de Drumont, qu'on aurait opposé à Thomson, puis, lorsqu'on connut le retrait de celui-ci, à Morinaud, dont certains redoutaient la tendance radicale. Puis Pradelle, briguant la siège de député d'Alger, on avait songé à offrir au grand polémiste français la seconde circonscription d'Alger, ou Oran dont on parlait aussi pour Maurice Barrès. Mais Régis pensait que le grand homme de l'antisémitisme devait être l' élu de la capitale algérienne. C'est ce qu'il lui avait offert au cours de son voyage. Drumont avait laissé entendre à Pradelle qu'il ne solliciterait pas de mandat en Algérie. Malgré une expérience élec-

(1) *Libre Parole*, 23 mars 1898.

(2) *Libre Parole*, 23 mars 1898.

(3) *Temps, Libre Parole*, journaux Algériens, 21-23 février 1898.

(4) Journaux Algériens, 9 mars 1898.

torale malheureuse à Paris en 1890 (1), il n'était pas hostile en principe à l'élection, mais il songeait à se présenter dans le Vaucluse, à la succession de Naquet. Les instances de Régis, qui se portait garant du succès, eurent raison de ses hésitations et la candidature de protestation du directeur de « *La Libre Parole* » fut lancée.

La situation manquait pourtant de clarté. Le député sortant Samary radical, anticlérical et antijuif entendait conserver son siège (2). Pradelle, qui représentait les mêmes tendances, et Drumont que son catholicisme faisait suspecter, mais dont l'antisémitisme était plus affirmé encore, se présentaient contre lui. On parlait encore de Gourgeot qui, quelques années auparavant, avait publié de violents pamphlets contre les abus israélites et de l'ancien député opportuniste Letellier. Régis était seul à soutenir Drumont. Abandonnant momentanément la lutte antijuive, il se querella avec le maire de Mustapha. De nouveaux duels victorieux et de nouvelles condamnations vinrent rehausser son prestige. Sa popularité et celle de son maître croissaient chaque jour. Le 17 mars, des milliers d'Algérois acclamaient, à Bab-el-Oued, la candidature de « l'homme qui fera trembler Lépine » (3).

Craignant de nouveaux troubles, et encore plus l'élection de Drumont, Lépine fit arrêter Régis pour les propos qu'il avait tenus un mois plus tôt à Paris (4). Viviani, interrogé par la *Libre Parole*, jugeait sans indulgence cette manœuvre. « Même si cette mesure était légale ce serait une sottise au point de vue politique, car elle aboutira à échauffer les esprits déjà surexcités » (5). Les événements lui donnèrent raison. Le gouverneur s'était flatté de maintenir l'ordre jusqu'à ce qu'on oubliât Régis et que, privé de son principal appui, Drumont fût battu. Il méconnaissait ainsi gravement le caractère de ses administrés. Ceux-ci se soulevèrent de nouveau à la voix du frère du « martyr » Louis Régis. De nouveau des cortèges tumultueux parcoururent les rues d'Alger en chantant des couplets patriotiques ou antijuifs et en conspuant les Juifs. L'appel aux troupes de l'intérieur du département et surtout aux tirailleurs indigènes avait permis d'empêcher l'incendie de la synagogue et de nouveaux pillages, mais la rancune de la population en était plus vive encore. Des incidents burlesques tels que la pétition que les dames antijuives, conduites par la propriétaire de la « brasserie antijuive », avaient voulu porter au gouverneur qui les avait fait mettre à la geôle, ou la poursuite des

(1) *Echo d'Oran*, 6 mars 1898, *Rappel*, 8 février 1898. — DRUMONT, *Testament d'un antisémite*. — *Antijuif*, *Télégramme* et *Dépêche Algérienne*, 15 fév., 10 mars 1898.

(2) *Echo d'Oran*, 6 mars 1898, *Antijuif*, *Télégramme* et *Dépêche Algérienne*, 3 mars 1898.

(3) *Ibid.* 6, 14 et 17, 18 mars 1898.

(4) *Journaux Algériens*, 2 mars. Lépine à Ministre Intérieur et Justice, 22 mars 1898.

(5) *Libre Parole*, 23 mars 1898.

yaouleds, coupables d'acclamer « le prisonnier », par les agents, venaient détendre les nerfs.

Ne pouvant pas exercer de représailles, les Algérois tournaient leur colère vers le Gouverneur Général. Celui-ci ne pouvait plus s'aventurer seul dans les rues sans être suivi de manifestants qui le sifflaient et demandaient à grands cris sa démission. Les membres de sa famille, lorsqu'ils étaient reconnus, étaient injuriés ; son jeune fils, sortant du lycée, fut battu (1).

Par son acte d'autorité maladroit, Lépine s'était donné des allures de tortionnaire ; il avait fait de Régis un prisonnier d'Etat grandi par la souffrance. A aucun moment de sa carrière politique, le chef de l'antisémitisme algérois ne devait être aussi puissant que pendant sa captivité. Le maître d'Alger résidait à la prison Barberousse et non au Palais d'Hiver.

A défaut de son dieu, la foule des antijuifs porta son admiration sur Drumont. La plèbe de la Cantère ignorait ses œuvres ; tout au plus les lettrés, ceux qui savaient un peu lire, connaissaient la « *Libre Parole* ». Mais Régis l'appelait « son maître », il leur avait dit qu'il faisait une guerre implacable aux Juifs. Cela suffisait pour qu'il leur fut sacré. La bourgeoisie antijuive, elle, subissait l'influence de Drumont depuis plusieurs années. Elle lui aurait bien reproché sa religion ou son amour des régimes déchus, mais il donnait les assurances les plus fermes de son ralliement à la République et il s'engageait même à voter la séparation de l'Eglise et de l'Etat. La grande majorité de la population se rallia donc à sa cause. Le 3 avril, dimanche des Rameaux, elle le recevait avec d'incroyables transports d'enthousiasme (2).

— Drumont est aujourd'hui le maître de l'Algérie, écrivait son collaborateur Jean Drault, et si Barthou ou Milliard venaient ici, Drumont n'aurait qu'un signe à faire pour empêcher leur débarquement » (3).

Devant cette prodigieuse popularité, Pradelle renonçait à poser sa candidature, Letellier également. Samary défendait son siège tandis qu'on espérait qu'un modéré, Bertrand, attirerait à lui les voix des catholiques. Un antijuif indépendant, Gourgeot et une anarchiste Vibert complétaient la liste des candidats. Il restait autour de Samary les militants du parti radical et les francs-maçons (4). Favorables à l'antijudaïsme algérien, tant que celui-ci leur avait permis de combattre victorieusement l'opportunisme, ceux-ci craignaient que les réactionnaires ne s'appropriassent à leur tour cette machine de guerre.

(1) Journaux algériens, *Libre Parole*, *Temps*, 22 mars à 1^{er} avril 1898 et 25 mars, 9 avril 1898.

(2) Journaux algériens, 4 à 7 avril.

(3) *Libre Parole*, 12 avril 1898.

(4) Discours Morinaud, 20 mai 1898.

Le sénateur d'Alger, Gérante, les comités du parti radical et du parti socialiste révolutionnaire jetèrent donc l'exclusive sur Drumont. Ce fut la première fissure du bloc antijuif, mais cette défection n'était guère susceptible d'arrêter le mouvement en faveur du père de « la France juive ».

On le vit bien lorsque des anarchistes, qui n'étaient pas exempts de liens avec la police ni avec les Israélites, furent envoyés à Alger pour combattre Drumont (1).

Attendus au débarcadère par les militants antijuifs que guidait Jules Guérin, ces pauvres hères, traqués en tous lieux, rossés dès qu'ils s'écartaient les uns des autres, durent se disperser dans les villes du département. Sébastien Faure, venu pour combattre le cléricalisme, était expulsé par la foule et Guérin lui succédait à la tribune. « Le courant antijuif est presque insurmontable, notait un compagnon-policier, et tout ce qui se présente pour le barrer risque fort d'être balayé et emporté » (2).

Les candidats, du reste, se proclamaient antijuifs ou se défendaient de sympathiser avec les Israélites. Le radical Marchal, directeur du « *Télégramme* », se ralliait à Drumont et se présentait contre Manguin, l'ancien chef du *cof* opportuniste, qui s'engageait à demander le retrait ou la révision du décret Crémieux (3). Etienne, tout en démontrant l'impossibilité de réviser le décret Crémieux, demandait que toutes les places fussent attribuées uniquement aux Français (4). Seul Thomson qui, abandonnant son siège de Constantine, s'était présenté à Bône dans le fief de son allié Bertagna, maintenait la tradition modérée.

Le corps électoral se prononça à une énorme majorité pour les candidats antijuifs. A Alger, Drumont obtenait 11.557 voix contre 2.328 à Samary et 1.741 à Bertrand. Marchal pour la deuxième circonscription du département, Morinaud à Constantine étaient également élus. Seuls Thomson et Etienne réussissaient à conserver leur siège. A Oran, la querelle des antijuifs conservateurs et radicaux avait permis au député modéré d'arriver en tête. Mais l'influence de Drumont qui recevait à Oran le même accueil délirant qu'à Alger, faisait triompher au second tour un candidat antijuif de tendances nationalistes, l'avocat mostaganémois Firmin Faure (5).

Ce succès amena une sérieuse détente. Tout à la joie du triomphe,

(1) Rapport d'un indicateur anarchiste à la Sûreté Générale, 27 avril 1898.

(2) Journaux algériens, 21 avril, 3 mai.

(3) *Dépêche algérienne*, 4 mai, 1898.

(4) Discours d'Oued Taria. *Echo d'Oran*, 22 avril 1898.

(5) Journaux algériens, 8-23 mai 1898. A l'arrivée de Drumont, la ville était pavoisée et illuminée ; la foule détela les chevaux du landau du polémiste et des jeunes gens traînèrent sa voiture. Jamais personnage officiel ne reçut un tel accueil.

les antijuifs ne pensaient qu'à réclamer l'amnistie des prisonniers et l'abrogation du décret Crémieux. Ces élections avaient pris la forme d'un vaste plébiscite sur la question juive sans signification politique.

Des hommes comme Faure, Drumont, Morinaud et Marchal avaient chacun une attitude différente sur les problèmes politiques. Leur accord ne se faisait qu'au sujet de la guerre qu'il fallait faire aux Israélites. On avait conseillé aux Algériens de ne pas renouveler leurs fautes de janvier, mais de manifester leur opinion dans la légalité. Ils croyaient naïvement que le gouvernement s'inclinerait devant leur volonté (1).

De là les manifestations d'allégresse auxquelles hommes, femmes et enfants se livraient avec une exubérance toute méditerranéenne. Mais déjà des Cassandres, issues des loges maçonniques, essayaient de rabattre cet enthousiasme et prédisaient de sombres déconvenues aux triomphateurs.

— En vérité, écrivait Bogros, vénérable de la Loge d'Oran, ne devient-on pas rêveur quand on songe qu'un grand pays d'une admirable fécondité, qui a besoin de tant et si profondes réformes économiques, d'un si coûteux outillage qui, pour se développer, doit compter avant tout sur la bienveillante sollicitude de la Mère Patrie et du gouvernement de la Métropole s'amuse à faire des pieds de nez au pouvoir et à compromettre son avenir dans des luttes stériles, dans des protestations sans portée possible et dans une opposition ruineuse ?

« C'est là, selon nous, de la mauvaise politique » (2).

Les grandes heures de l'antijudaïsme algérien étaient déjà révolues.

(1) « Il est du devoir d'un véritable démocrate de se soumettre aux exigences du suffrage universel et il n'appartient qu'aux Césariens de vouloir imposer leur volonté. Ici nous ne voulons plus de Juifs... ». *Nouvel Antijuif*, 13 avril 1899.

(2) *Echo d'Oran*, 30 avril 1898.

CHAPITRE XII

MAX REGIS ET LE PARTI ANTITUIF

I. — Popularité de Max Régis.

Le meilleur agent électoral des antituifs d'Alger avait été le gouvernement lui-même. En emprisonnant pour de longs mois les gens qu'on avait arrêtés au cours des émeutes de janvier, on avait mécontenté la population. L'incarcération de Régis, qui avait suivi, avait pris une valeur symbolique. Le jeune chef incarnait l'Algérie persécutée pour ses idées, les martyrs de la révolution antituive. Il était devenu « le prisonnier » dont s'entretenaient tous les habitants. Il s'était ainsi créé, pour reprendre une expression à la mode, une « mystique » favorable au directeur de « *l'Antituif* », qui se manifestait par des marques d'adoration inconcevables. Ce que ses adversaires devaient nommer la « réghystérie ».

Pour l'instant, ses adversaires mêmes lui rendaient hommage. C'était un « courageux soldat de l'Idée » (1), un « jeune homme épris d'idéal ». « Il a de la fortune, il est à l'âge où tant d'autres ne songent qu'au plaisir. Lui s'est imposé une tâche dans laquelle il ne récoltera qu'ennuis de toutes sortes, où s'éparpillera son avoir, et sera atteinte sa liberté... Il est un soldat dont la manche est trop souvent retroussée pour qu'il songe à y faire coudre des galons » (2).

Pour le peuple, il était un homme qui n'avait pas peur ; certaines de ses actions, comme le fait d'aller seul vendre son journal au milieu du quartier juif, parce qu'on y avait attaqué ses vendeurs, ou ses duels retentissants, le plus souvent victorieux, lui avaient donné un prestige qu'il devait à la fois à son courage et à sa force. Cette plèbe méditerranéenne aimait en lui l'athlète capable de faire victorieusement le coup de poing, le beau mâle dont les aventures amoureuses faisaient son admiration. En face des administrateurs vieux et guindés qu'envoyait la France, il représentait la jeune population algérienne, ardente jusqu'à la brutalité, à la fois têtue comme un enfant et rusée comme un primitif. Dans ce fils d'Italien naturalisé, elle se reconnaissait, aussi l'adorait-elle comme un héros national.

Une propagande savamment menée entretenait son culte. Un mysté-

(1) *Echo d'Oran*, 18 juillet 1898.

(2) *Ibid.* 29 mai 1898.

rieux agresseur avait tenté de l'assassiner un soir après une conférence dans un village voisin d'Alger (1). Pendant sa captivité, on vendait pour 10 centimes les « mémoires du prisonnier Max Régis » où l'on vantait sa magnanimité. Avec une recherche du pathétique, un peu trop visible pour être très habile, l'auteur décrivait la prison du captif, l'entrevue de la mère et du prisonnier, la visite de Drumont à celui-ci. Il le montrait trahi par l'ancien gérant de son journal et faisant une rente aux petits enfants du parjure emprisonné à son tour (2). Il dévoilait la noirceur d'âme des hommes du gouvernement qui le maintenaient dans une prison ravagée par le typhus dans l'espoir de le supprimer (3). Le livre se terminait par des serments de désintéressement.

« Je jure de ne pas me présenter aux prochaines élections au Conseil Général ; je n'ai qu'une ambition, celle de combattre jusqu'à ce que les Juifs n'empuantent (*sic*) plus notre atmosphère » (4).

« Advienne que pourra, concluait-il, je ferai ce que je dois faire, je sais que le sang des martyrs fait germer les idées ».

Il n'était pas d'antjuif qui ayant lu ces lignes ne fût persuadé de la sainteté et de l'innocence de Régis. Un de ses partisans l'appelait « un nouveau Saint-Michel à la chevelure ensoleillée terrassant l'hydre au regard visqueux » ; un autre, « le sublime restaurateur de la fierté nationale », « l'héroïque ennemi des iniquités sociales », « le puissant remueur d'idéal » (5).

Les femmes lui avaient voué une adoration fervente. Non seulement à cause de sa séduction, de sa réputation d'homme à bonnes fortunes, mais parce qu'il était le premier homme politique algérien qui s'adressât à elles. « Vous êtes maintenant les vestales qui veillez au feu sacré sur lequel s'offrira l'holocauste de toutes nos souffrances, leur disait-il. Apportez sur l'autel de la Patrie en danger l'hommage de vos dévouements si nécessaires » (6).

Ce langage ampoulé n'était guère fait pour les cigarières de Bab-el-Oued et les ménagères de Belcourt, mais elles le trouvaient d'autant plus éloquent, qu'elles ne le comprenaient pas, elles l'adoraient comme un prophète, assez humain pour ne pas les dédaigner.

D'honnêtes commerçants s'étaient emparés de cette popularité et l'exploitaient habilement. Les cigarettes de l'Union ouvrière d'Oran s'appelaient « les cigarettes antijuives Louis Régis et du prisonnier »,

(1) Journaux algériens, 8 février 1898.

(2) *Mémoires du prisonnier Max Régis recueillis par un ami*. Premier fascicule.

(3) « On prétendait que l'on entretenait l'épidémie pour me faire disparaître ». Fascicule 2, ch. 2.

(4) *Ibid.*, chap. 5, p. 13.

(5) FERNAND LAFFITE, *Conférence antjuive*, p. 4. — PAUL CARRÈRE, *Max Régis à Grenoble*.

(6) Cité par JEAN HESS, *La vérité sur l'Algérie*.

les « cigarettes Barberousse » étaient décorées d'une vignette représentant Max Régis enchaîné ; mais plus ingénieux, Mustapha ben Turki de Mustapha, pensant que l'espoir inciterait ses clients à la dépense, plaçait son tabac sous le signe de « Max Régis en liberté » (1).

Un des premiers actes des députés d'Algérie après leur élection avait été de demander au Gouverneur Général la mise en liberté du prisonnier, mais Lépine s'était déclaré incompétent et avait subordonné son avis à l'attitude de la population. Pour délivrer leur héros, les antijuifs se résignèrent alors à la sagesse. Chaque soir, une longue théorie d'admirateurs gravissait la côte qui mène à la prison Barberousse. Arrivés au pied des murs, ils chantaient des refrains antijuifs et demandaient Régis jusqu'à ce que celui-ci se montrât à la lucarne de sa cellule. Alors ils l'acclamaient longuement et reprenaient la route d'Alger, heureux de l'avoir entrevu un instant (2).

A Paris, le ministre de la Justice avait promis aux députés antijuifs la grâce des condamnés qui n'auraient pas de casiers judiciaires et celle de Régis, mais ces mesures de clémence n'étant pas prises immédiatement, la foule s'énervait. Des rixes éclataient de nouveau, la famille du gouverneur était outragée, la fièvre des mauvais jours se manifestait.

Enfin le grand jour vint. Debout dans une voiture que traînaient ses admirateurs, couvert de fleurs, portant aux poignets les menottes d'or que lui avait remises ses admiratrices, Max Régis écoutait monter les acclamations de toute sa ville. Spectacle enivrant pour un jeune homme de vingt-cinq ans que rien n'avait préparé à cette prodigieuse aventure ; le soir même il jurait sur ses menottes de combattre jusqu'au renvoi des Juifs en Palestine et, à ce moment, il ne doutait pas qu'il y arriverait (3).

II. — Le Parti antijuif.

Cette excitation morbide n'existait guère qu'à Alger et dans sa banlieue. Dans les grandes villes, les passions politiques restaient fort vives, mais les élections qui auraient pu donner lieu à de dangereuses manifestations s'étaient déroulées dans le calme. Quant aux campagnes, où les Israélites n'étaient qu'en nombre infime, elles se montraient assez indifférentes aux événements politiques.

La vogue de l'anjudaisme subsistait bien encore. On continuait à boire l'absinthe antijuive, le kina antijuif, à fumer des cigarettes

(1) Réclames relevées dans PAUL CARRERE : « Max Régis à Grenoble, mémoires du prisonnier Max Régis », T. II.

(2) Journaux algériens, 12 mai, 11 juin 1898.

(3) Ibid. 14 juin 1898. Le 17 juin, au Grand Théâtre, au cours d'un gala au bénéfice des pauvres de l'Antijuif, le buste de Max Régis était solennellement couronné.

antituives, à se coiffer du chapeau gris symbolique mis à la mode par le marquis de Morès (1), mais on estimait que la lutte contre le décret Crémieux incombait aux députés et que la tâche des électeurs était terminée.

A Alger, au contraire, les antituifs se croyaient appelés à régénérer la France. Comme ils lui avaient montré la voie, en combattant l'Empire autrefois, ils lui indiquaient le péril tuif et ils ne doutaient pas que s'apercevant un jour prochain de leur erreur, les Français de la Métropole ne suivissent leur exemple.

Cette population jeune avait la fierté de sa force. « Le sang, il est chaud plus mieux qu'en France » affirme Cagayous (2). Ce n'est pas qu'un mot d'humoriste. Les Algériens avaient, et beaucoup l'ont encore, le sentiment qu'ils étaient plus forts, plus délurés, plus aptes à la lutte pour la vie que le Métropolitain dont l'idéalisme leur semblait un peu niais. Il était donc normal qu'ils entreprissent d'abord la croisade antisémite. La vieille France, plus prudente, plus timorée, plus naïve aussi, les imiterait quand l'expérience l'aurait instruite.

Alors que les autres antituifs algériens se recommandaient encore des principes républicains, ceux d'Alger abandonnaient cette tradition. En décembre 1897, la « Ligue radicale socialiste antituive » s'était transformée en « Ligue antituive », évolution significative. Autour de Max Régis et de ses frères on trouvait quelques avocats bourgeois venus du parti conservateur comme Gérard de Mouricaud, ou du socialisme comme Daniel Saurin, et surtout des petits fonctionnaires d'origine humble, de tendances socialistes, sans grande culture, que les théories révolutionnaires de Drumont avaient séduits. Lionne, employé à la mairie d'Alger, révoqué pour son activité politique ; Chaze, Sudraud, agents des chemins de fer algériens (3) ; des aventuriers aussi, tels ce capitaine que les scandales de sa vie privée avaient contraint de démissionner, ou ce garçon de café-concert dont Régis avait fait le gérant de son journal et qui l'avait trahi ensuite (4).

Tous se proclamaient athées et indépendants de l'Eglise, tous s'accordaient pour demander l'oubli des querelles passées, l'union des Français et de la colonie contre le « péril tuif » et une nouvelle société plus juste pour les classes moyennes et le prolétariat. Le théoricien, le Drumont algérien, était Lucien Chaze qui publiait ses libelles sous le pseudonyme de Jacques Defrance. Il avait fait une synthèse singulière d'antisémitisme et de socialisme de Drumont et d'Hugo ; pour-

(1) FERNAND LAFFITTE : *Max Régis et son œuvre ; Mémoires du prisonnier Max Régis*, etc...

(2) MUSETTE, *Cagayous antituif*.

(3) *Antituif*, 4 décembre 1897. *Libre Parole*, 5 août 1898.

(4) *Mémoires du prisonnier Max Régis*, t. I, p. 10.

suivant dans le Juif le « traître-né », « l'élément le plus dissolvant de la société française » mais en même temps le maître de la finance internationale qui dirigeait à son gré, c'est-à-dire contre la production et le travail universels, les politiques des gouvernements européens » (1).

Le remède, c'était la révolution antijuive dont avait parlé son maître. Persuadé qu'elle était proche, Chaze avait préparé une loi de préservation nationale qu'il se proposait de déposer sur les bureaux de l'Assemblée constituante chargée de donner à la France une organisation républicaine. Tous les Juifs devaient quitter la France et ses colonies dans un délai de huit jours. Toutefois, ceux dont la fortune dépassait un million de francs ou ceux qui n'avaient pas exercé une profession notoire seraient arrêtés, incarcérés et traduits devant un jury national de trente-trois membres élus au suffrage universel. Cet organisme serait chargé de vérifier toutes les fortunes, juives ou non, supérieures à un million de francs et de déclarer propriété nationale toutes celles acquises par la spéculation. Les coupables — Juifs ou non — seraient condamnés à mort et exécutés publiquement. Quant aux bannis, il voulait bien qu'on les aidât à reconstituer le royaume de Sion où ils s'administreraient à leur fantaisie (2). Il poussait la magnanimité jusqu'à admettre qu'un jour fort lointain, il serait possible de leur faire une place au sein de la Fédération des Peuples émancipés (3).

Pour atteindre ce but, il ne fallait pas trop compter sur le bon vouloir du Gouvernement qu'ils accusaient d'être vendu aux financiers israélites. Mais on pouvait rendre la vie intenable aux Israélites, non pas en les persécutant violemment mais en les frappant à la bourse. Le premier devoir des antijuifs, disait Sudraud, était de désertier le plus possible les immeubles et tous les magasins juifs (4). En effet, le Juif ne vivant que pour l'argent, irait, le jour où ses revenus se tariraient, porter ailleurs son industrie et quitterait de sa propre volonté l'Algérie. Il suffisait d'organiser le boycottage des Israélites de façon parfaite pour que la devise de « *l'Anti-juif* » : « A la porte, les Juifs » devint une réalité.

Les militants et les sympathisants du parti furent invités à ne plus faire la moindre emplette dans un magasin appartenant à un Israélite. Le journal de Régis donnait la liste de ces magasins par rues et par professions, puis la liste des magasins français concurrents,

(1) *Quelques réflexions libres sur l'antisémitisme*, p. 32. — *L'expulsion des Juifs*, p. 12 et 15. En 1897, lecteur assidu de la *Libre Parole*, il n'avait pas encore lu *La France Juive*, mais il connaissait les thèmes de Drumont.

(2) *Quelques réflexions libres sur l'antisémitisme*, p. 40-41.

(3) *Ibid.*, p. 43.

(4) SUDRAUD, *Les antijuifs algérois*, p. 6.

les seuls qu'un véritable antijuif pouvait faire travailler. Ces listes étaient suivies d'avis de ce genre :

« Sur trente-cinq négociants en nouveauté, six seulement sont Français, tous les autres sont youpins, soit vingt-neuf voleurs » (1).

« Sur douze négociants en couronnes mortuaires, quatre seulement sont Français, les huit autres Juifs, par conséquent des voleurs » (2).

Mais ce n'était pas tout. Les patrons devaient renvoyer leurs employés israélites. Les propriétaires d'immeubles où logeaient des Israélites devaient les expulser. L'héroïsme consistait à repousser les présents d'Israël en refusant d'avoir des clients israélites.

Mais, comme il était plus difficile d'imposer des sacrifices pécuniaires aux Algériens que de les pousser dans la rue pour se battre, « *l'Antijuif* » livra à la vindicte publique « les noms de ceux qui ne comprenaient pas le devoir élémentaire de la solidarité antijuive » et de ceux qui se comportaient en bons militants. On lisait dans l'organe du parti des avis ainsi rédigés :

« Le personnel de la Compagnie Schiaffino a adressé par l'intermédiaire de notre ami Baille, conseiller général, une demande au directeur de cette Compagnie le priant de vouloir bien les priver du contact du pointeur juif Zémour.

« La maison... a immédiatement donné droit à cette patriotique réclamation. »

« Nous félicitons M. Celly, directeur de la Compagnie Touache d'avoir flanqué à la porte le youpin Safar Simon... « A la porte les Juifs et vivement » (3).

Ayant organisé un service de surveillance remarquable aux abords des magasins israélites, les antijuifs dénonçaient les audacieux qui refusaient de leur obéir et qui devaient être traités aussi rigoureusement que les Juifs eux-mêmes. « Dans notre dernier numéro nous avons prié le Café d'Apollon de montrer la porte au youpin Basch ; il paraît qu'un autre youtre... s'y trouve matin et soir. Cela ferait deux... Vite le balai ! » (4).

« Nous signalons à nos amis et surtout à ceux de Blida et Boufarik, M. Mélia, fabricant de bonbons et autres sucreries, rue Philippe. Ce commerçant a pour gérant et voyageur un youpin nommé Herz, paraît-il (5).

Les femmes, plus timides, et que le scandale pouvait effrayer, étaient particulièrement visées par les informateurs de « *l'Antijuif* » qui publiait le nom et l'adresse des « mauvaises Françaises ». Une

(1) *Antijuif*, 22 juillet 1897.

(2) *Ibid.*, 8 août 1897.

(3) *Ibid.*

(4) *Journal Officiel*, Interpellation Rouanet, 23 décembre 1898.

(5) *Ibid.*

équipe de huit photographes était chargée de prendre sur le fait les délinquantes, et les pièces à conviction devaient être exposées dans la salle de dépêches du journal ou aux vitrines des magasins de la ville (1).

Les représailles ne se bornaient pas toujours à une réprobation platonique. Certaines clientes des Juifs avaient été molestées par des antijuives qu'on citait en exemple (2). Ces menaces amenèrent beaucoup de gens à délaisser les commerçants israélites avec lesquels ils étaient auparavant en rapports. Elles ne réussirent pourtant jamais à isoler complètement les Israélites. Des antijuifs convaincus continuaient même à se servir chez ceux-ci, parce qu'ils étaient les seuls, disaient-ils, à vendre leur marchandise à des prix raisonnables ou à accorder des facilités de paiement (3). C'était le point faible du plan des antijuifs. Ils avaient surestimé les vertus humaines qui s'élèvent parfois au sacrifice de la vie, mais presque jamais à celui de l'argent.

III. — Les tendances autonomistes.

Le programme du parti ne se limitait pas seulement à la guerre aux Juifs et aux demandes de justice sociale. Il avait conservé de ses origines radicales la doctrine de l'autonomie algérienne. Les moyens révolutionnaires qu'employaient Régis et ses amis inquiétèrent le Gouvernement, celui-ci craignit que l'antijudaïsme n'engendrât le séparatisme. L'autonomiste algérien n'était pourtant pas une nouveauté. Sous le Second Empire, des théoriciens républicains, comme Alexandre Lambert ou Berthoud, avaient opposé aux partisans de l'assimilation de l'Algérie à la France leur conception d'un dominion Algérien. En 1870, les radicaux d'Alger avaient tenté assez timidement de réaliser ce plan. L'ordre rétabli, le gouvernement avait suivi les conseils des assimilateurs, mais certains radicaux, Cely à Oran, Fawtier à Constantine, Gastu à Alger, n'avaient pas cessé de crier à l'erreur (4).

Après la désastreuse tentative des rattachements et la crise économique qui avait coïncidé avec elle, les Algériens avaient renoncé à la thèse de l'assimilation et ils s'accordaient pour demander l'autonomie financière et une assemblée algérienne, véritable Parlement Colonial, devant laquelle le Gouverneur serait responsable.

Des excès administratifs, l'envoi dans la Colonie de fonctionnaires

(1) *Antijuif algérien*, 9-27 novembre 1898.

(2) Hier à 10 h. 1/2 du matin, trois Françaises sont entrées dans un magasin juif de la rue d'Isly. Trois autres Françaises de cœur, celles-là, les ont vues, les ont fait sortir du magasin et les ont fessées au milieu de la rue. (Tonnerre d'applaudissements). Eh bien, qu'on imite l'exemple, que l'on fesse les femmes qui achètent chez les Juifs. » Discours de Langlois, au meeting du 13 juin. *Dépêche Algérienne*, 15 juin 1898.

(3) *Antijuif*, 3 juillet 1898.

(4) Consulter sur ce sujet *la commune d'Alger* : Ch. I, Section II.

qui ne donnaient pas toutes les garanties d'honnêteté ou de capacité désirables, avaient mécontenté les Algériens. Ceux-ci se plaignaient plus encore de l'indifférence de la France à leur égard. Le sentiment qu'on les traitait « en négriers » ou en « buveurs d'absinthe », qu'on faisait d'eux des « Français de seconde zone », qu'on ne rendait pas justice à l'œuvre qu'ils avaient accomplie les aigrissait. Froissés dans leur amour-propre, déçus dans leurs intérêts, ils accusaient la Métropole d'insouciance et demandaient qu'elle les laissât s'administrer eux-mêmes pour donner à la Colonie tout son développement économique. Les commentaires sévères que les émeutes antijuives avaient provoqués, accrurent la colère des antijuifs. Certains journalistes à la suite de l'élection des quatre « mousquetaires gris » (1) avaient demandé qu'on supprimât la représentation parlementaire algérienne. Les antijuifs réagirent alors violemment : « dans ce cas qu'ils prennent garde, écrivait *le Télégramme* », il n'y a pas encore de séparatisme s'il y a des autonomistes en Algérie, mais il ne faudrait pas beaucoup de Lépine pour en faire pousser » (2).

Depuis l'échec de la Commune en 1871, l'idée séparatiste n'avait plus trouvé de défenseurs. Sa renaissance inattendue était due au refus que le Gouvernement français opposait aux vœux algériens et à l'idée que la séparation d'une Colonie de sa Métropole étant fatale, l'Algérie devait un jour, comme venait de le faire Cuba, prendre sa liberté.

« L'âme algérienne est à peine esquissée mais elle se constitue peu à peu et s'affirme lentement sous la juxtaposition des individus, d'abord étrangers, progressivement solidaires et finalement confondus. Dans cinquante ans, il y aura des Algériens en Algérie, toujours Français, mais quelque peu Espagnols, Italiens ou Maltais, sinon légèrement teintés d'Arabes ». Dès lors, poursuivait l'auteur, l'avocat socialiste et antijuif Daniel Saurin, la séparation s'effectuera « puisqu'un jour l'Algérie ne doit plus être la France, qu'au moins elle ne soit pas l'ennemie de la France » (3).

D'autres, comme Morinaud et Drumont, se servaient de cet argument pour demander au Gouvernement de renoncer à son intransigeance quant au décret Crémieux. « Lorsqu'on saura en Algérie que la France ne veut décidément pas abroger le décret Crémieux, l'heure du séparatisme aura sonné. Il se formera en Algérie un parti séparatiste, et qu'on prenne garde aux menées de l'Angleterre qui guette l'admirable proie que serait pour elle l'Algérie » (4).

(1) On nommait ainsi les députés antijuifs algériens à cause de leurs chapeaux de feutre gris de mode chez les antijuifs.

(2) *Télégramme algérien*, 3 juin 1898.

(3) *Echo d'Oran*, 30 décembre 1898.

(4) Agence africaine, 28 décembre. *Cloche*, 29 décembre 1898. Un article de Morinaud paru dans le *Républicain* de Constantine le 5 septembre 1898 disait à peu près la même chose et comparait l'Algérie à Cuba que venait de perdre l'Espagne.

Ces prévisions ne se sont pas réalisées et elles nous semblent un peu extravagantes, mais, dix ans après la promulgation de la loi sur la naturalisation de 1889, elles paraissaient fort raisonnables. Les observateurs devant cette population cosmopolite annonçaient, non sans raison, qu'un nouveau peuple, le peuple algérien, se formait (1). Leur tort était de raisonner par analogie, dans l'abstrait, sans tenir compte des réalités économiques. Mais cette anticipation ne constituait à leurs yeux qu'un pur jeu de l'esprit ou un argument de tribune. Quelques antijuifs violents semblent cependant y avoir songé plus sérieusement. Max Régis agitait lui aussi le spectre du séparatisme pour ébranler l'autorité d'un gouvernement ou d'un préfet ou pour obtenir l'abrogation du décret Crémieux (2). Son origine étrangère lui faisait peut-être envisager avec plus de sang-froid qu'à ses compagnons l'hypothèse d'un divorce de l'Algérie et de la France. Sa folle popularité lui inspirait la pensée d'accomplir de grandes actions. « Je voulais me mettre à la tête de ce mouvement de l'indépendance de l'Algérie », confessa-t-il au punch de la Ligue antisémitique, le 25 décembre 1898. Mais ce n'était que de vagues rêveries qu'il avait abandonnées sur le conseil de Drumont. L'idée séparatiste était engendrée chez lui par la pensée que la France, irrémédiablement vouée aux Juifs, s'opposerait au mouvement libérateur algérien. Qu'on lui montrât la possibilité de faire triompher l'antisémitisme dans la métropole et il renonçait à ses projets aventureux. « L'Algérie ne peut avoir l'audacieuse prétention de régler souverainement sa politique. C'est la France qui marche, c'est la France qu'il faut suivre », affirmait-il le 3 mars 1899. Par la suite, il devait encore crier : « Gare au Séparatisme » (3), mais il ne le préconisa pas comme une solution possible pour les problèmes de l'heure.

En Algérie, à aucun moment, les antijuifs ne parlèrent de sécession. Ils demandèrent l'autonomie comme les autres partis, mais parce qu'elle leur semblait nécessaire au développement du pays, peut-être aussi parce qu'ils espéraient que les Algériens s'administrant eux-mêmes réserveraient les places lucratives et les subventions aux leurs. « N'oubliez pas d'employer à l'égard des colons étrangers la propagande que je vous ai recommandée... Il faut faire entendre à l'étranger que les fonctionnaires français pactisent avec les Juifs et qu'il en sera ainsi tant que la Métropole aura des droits ici, leur faire entrevoir la perspective de l'autonomie algérienne. Leurs fils pour-

(1) *Réveil Algérien* d'Oran, 11 novembre 1898.

(2) *Express Algérien*, 5 et 7 mars 1899, *Radical Algérien*, 14 février 1899, *Siècle*, 29 novembre 1899.

(3) Au lendemain du « triomphe de la République » il écrivait : « Si la Métropole s'obstine à abandonner aux buses, aux butors et aux cafards, l'administration de la colonie, à méconnaître les légitimes aspirations d'un peuple jeune et ardent, les protestations deviendront des cris de haine. Gare au séparatisme ». *Siècle*, 29 novembre 1899.

raient se créer des situations exceptionnelles... » recommandait Louis Régis à journaliste de Blida (1).

Cette autonomie très large, qui eût laissé la population coloniale maîtresse de ses actes, eût assuré la prépondérance des naturalisés. Une telle situation pouvait favoriser un séparatisme lointain, mais non dans un avenir prochain. Les tendances sécessionnistes restèrent très imprécises, elles ne furent jamais proclamées nettement. Les accusations que les adversaires des antijuifs lançèrent contre eux à ce sujet étaient donc plus habiles qu'exactes.

Du reste l'élection de Drumont constituait une sorte de ralliement des antijuifs algériens au parti antisémitique français. Le mouvement dont Régis avait pris la tête allait revêtir un aspect politique qu'il n'avait pas eu jusqu'alors. Ne trouvant de sympathie que chez les nationalistes français, ayant les mêmes adversaires que ceux-ci, il s'unit à eux. C'est ainsi que des radicaux extrémistes et des socialistes tels que les militants de la première ligue antijuive, l'avocat Pujade, par exemple, un des plus ardents adversaires de l'Empire à Oran, en 1870, s'étaient alliés à un parti dont on pouvait à bon droit soupçonner les sentiments républicains. Le grand mouvement de protestation algérien en devenant politique rompait avec les traditions du pays. Ce devait être une cause de division et d'affaiblissement qui entraîna sa décadence.

(1) Lettre de Louis Régis à Sudre, 15 avril 1898.

CHAPITRE XIII

LA POLITIQUE DE CONCILIATION

I. — Les antijuifs et le ministère Brisson.

Le résultat indécis des élections législatives en France (1), l'équilibre apparent des forces modérées et de celles de gauche donnaient aux groupes politiques secondaires une importance que ne justifiaient pas leurs effectifs. Dans une Chambre divisée où un déplacement de quelques voix pouvait occasionner la chute d'un ministère, les députés antisémites semblèrent appelés à jouer un rôle important. On se demandait quelle ligne de conduite adopteraient ces nouveaux venus, les uns nationalistes, les autres radicaux que seule leur qualité d'antisémite unissait (2). Drumont avait tenu à siéger à l'extrême gauche, Marchal et Morinaud étaient placés parmi les radicaux pour bien montrer qu'ils ne pactisaient pas avec la droite cléricale. Ils semblaient ainsi plus proches des radicaux que des modérés, mais de part et d'autre, on nourrissait l'espoir d'obtenir leur appui par des concessions.

Dans ces conditions, ils pouvaient demander beaucoup aux hommes au pouvoir. Dès leur arrivée à Paris, ils reprirent les démarches qu'ils avaient commencées à Alger auprès de Lépine, en faveur de Max Régis et de ses compagnons. Ils avaient l'intention de faire voter ensuite une amnistie générale pour les condamnés des troubles d'Algérie, mais, pour calmer l'impatience de leurs électeurs, ils demandaient que le Président de la République grâciât tous les prisonniers qui n'étaient pas repris de justice (3).

Le ministère, intransigeant jusqu'alors, suivant les promesses de Barthou, changea d'attitude. Il se rendait compte que la rigueur ne réussissait pas en Algérie et que des mesures de clémence ramèneraient mieux le calme que des déclarations indignées. Peut-être aussi l'espérance d'avoir les voix antijuives aux prochains scrutins incitait-elle les ministres à l'indulgence pour les membres d'un parti victo-

(1) Les élections désignèrent 254 modérés, 104 radicaux, 74 radicaux-socialistes, 57 socialistes, 80 conservateurs et 15 nationalistes.

(2) Le groupe antisémite comprenait vingt-et-un députés dont les quatre algériens. Déroulède, Marcel Habert et Viviani avaient refusé d'adhérer au parti. *Libre Parole*, 25 juin 1898.

(3) Journaux Algériens, 26-29 mai 1898.

rieux. En tout cas, le Cabinet décidait de gracier cinquante huit prisonnier dont Max Régis pour le 13 juin (1).

Cette reculade n'éveilla aucune reconnaissance chez les députés algériens qui estimaient que le gouvernement « avait eu la main forcée » (2). Ils se rendaient le lendemain chez le Garde des Sceaux, Milliard, pour demander la libération immédiate de leurs amis et la tête des magistrats qui avaient montré quelque sévérité pour leurs électeurs. Drumont exigeait le déplacement du Procureur général et du Procureur de la République qui avaient traité Régis de pillard ; Morinaud voulait qu'on éloignât les Présidents des tribunaux de Constantine, de Philippeville et de Bône ; Faure, plus modeste, se contentait de celui d'Oran (3). Le Gouverneur Général, le Préfet d'Alger, le Commissaire central d'Alger qui avait provoqué les premières émeutes de 1898 par son attitude à l'égard des étudiants, figuraient également sur la liste des proscrits. Enfin, les antijuifs demandaient l'invalidation de leur rival Thomson, qui, prétendaient-ils, avait fait figure de candidat officiel et devait son succès à la pression administrative (4).

Le Gouvernement ne leur donnant pas satisfaction, les antijuifs votaient, à l'élection du Président de la Chambre, pour le candidat des gauches : Brisson (5), puis au scrutin sur l'interpellation Millerand, ils refusaient leur confiance au cabinet Méline qui se retira (6).

Le Cabinet radical qui lui succéda n'était pas sûr de la stabilité de sa majorité. Les antijuifs s'étant montrés décidés à combattre tout Gouvernement qui ne leur donnerait pas satisfaction, Brisson préféra céder. Il sacrifia à sa majorité parlementaire des fonctionnaires qui avaient, en combattant les violences antijuives, exécuté les ordres du ministre précédent (7).

Les « Mousquetaires gris » désiraient que le sénateur Pauliat, qui avait jadis dénoncé au Sénat les scandales algériens, fût désigné pour succéder à Lépine. Ils pensaient qu'il résoudrait la question juive « de façon vraiment française » et surtout qu'il continuerait à combattre les çofs modérés qu'il avait si énergiquement flétris. Encouragés par la bienveillance de Brisson, ils annonçaient que leur candidat était nommé, mais ils triomphaient trop tôt. Voulant éviter les

(1) Journaux Algériens, *Libre Parole*, 8 juin 1898. Il y eut en tout soixante-et-une grâces entières, onze remises de peine sur quatre-vingt-quatre recours formulés.

(2) *Ibid.*

(3) *Libre Parole*, 9 juin 1898.

(4) *Ibid.*, 2 juin 1898.

(5) Brisson obtint 278 voix et Deschanel 282.

(6) Le ministère n'ayant obtenu qu'une majorité de 12 voix grâce aux Conservateurs (284 contre 272) se retira le 15 juin 1898.

(7) LÉPINE, *Op. cit.* « *Libre Parole* », 7 juillet 1898. Le Gouverneur Général Lépine, le préfet Granet, le commissaire central, le Procureur de la République Dubuc furent mis à la retraite ou déplacés.

querelles politiques, le Gouvernement désigna le Vice-Président au Conseil d'Etat : Laferrière.

II. — Laferrière gouverneur.

Le nouveau Gouverneur était un juriste de valeur. Il appartenait à la génération qui avait combattu l'Empire. Avocat, rédacteur au *Rappel*, il avait été incarcéré quelque temps pour la violence de ses articles puis, la République triomphant, il avait reçu la récompense de son activité, mais il s'était tenu désormais éloigné de la politique (1). Le poste qu'il acceptait exigeait une fermeté, une souplesse, un sens de la diplomatie et des qualités d'administration qu'il était difficile de trouver chez un même homme. Il fallait quelque courage pour remplacer Lépine que les antijuifs venaient de chasser, sans avoir leur amitié. Laferrière l'eût. Il acceptait de jouer une partie difficile et ne désespérait pas de la gagner. Sa désignation avait en effet déçu les députés algériens qui n'avaient même pas été consultés. Le Conseil d'Etat avait, en effet, approuvé les concessions de phosphates faites quelques années auparavant à Bertagna, arrêtant de la sorte « le scandale des phosphates », lorsque Laferrière y siégeait. Beaucoup de radicaux et d'antijuifs lui en gardaient rancune. Toutefois, les radicaux, en raison du passé républicain du nouveau gouverneur, demandaient d'attendre ses actes pour le juger tandis que les rédacteurs de la *Libre Parole* voyaient dans le choix de « l'ami des phosphatiers une victoire d'Honel et de la franc-maçonnerie » (2).

Les antijuifs d'Alger tenaient de grands meetings de protestations : on déclarait au Conseil Municipal d'Oran : « S'il (Laferrière) n'a pas nos idées, il ne restera pas longtemps : si c'est un Juif, il sera balayé » (3), Jean Drault, rédacteur de *La Libre Parole*, qui traitait des affaires algériennes, annonçait que le « gouverneur serait accueilli par une pluie de tomates ».

Cette attitude scandalisait les modérés et déplaisait aux radicaux, pour lesquels le représentant de la République avait droit à des égards (4). Les divergences séparant les antijuifs apparaissaient nettement à cette occasion : pour les uns, le rang, le passé de Laferrière constituaient des titres de gloire, pour les autres ce n'était rien. L'ha-

(1) Né à Angoulême en 1841, avocat à Paris en 1864, rédacteur au *Rappel*, initié à la Loge « Le Réveil Maçonnique » le 10 avril 1870, maître des requêtes au Conseil d'Etat en 1886, il était grand Officier de la Légion d'honneur. Il avait collaboré au *Temps*, à *La Loi*, à *La Revue Critique de Jurisprudence* et écrit plusieurs ouvrages juridiques, entre autres : « *Les Journalistes devant le Conseil d'Etat* », « *La Censure et le régime Constitutionnel* », « *Les Constitutions d'Europe et d'Amérique* ».

(2) Drumont à Morinaud, Jean Drault à Régis, 26 et 27 juillet 1898.

(3) Presse algérienne, 1^{er} août, *Echo d'Oran*, 3 août 1898.

(4) *Echo d'Oran*, 30 juillet 1898.

bileté de Laferrière consista à utiliser ces divisions doctrinales des deux clans antijuifs pour rompre leur coalition et les opposer l'un à l'autre.

Il lui fallait d'abord effacer les préventions qui s'étaient manifestées à son égard au moment de sa nomination et montrer qu'il ne dépendait pas des Israélites. Apporter, en don de joyeux avènement, les réformes que demandaient les Algériens devait forcer leur sympathie. Il étudia donc avec Marchal les abus des Israélites, l'organisation des Consistoires, les revendications autonomistes (1). A la veille de son embarquement pour Alger, il faisait signer par le Gouvernement quatre décrets créant les délégations financières algériennes et le budget autonome de la Colonie, modifiant le Conseil Supérieur de l'Algérie par l'introduction de nouveaux membres élus et réformant l'organisation des Consistoires.

Les Consistoires départementaux étaient supprimés et remplacés par des Consistoires d'arrondissement. On adoptait ainsi la proposition faite par le député Sabatier, douze ans auparavant et que l'opposition de Tirman et du Consistoire Central avait fait échouer. En outre, la répartition des secours aux Israélites indigents était enlevée aux Consistoires et confiée aux bureaux de bienfaisance (2). C'était satisfaire un des plus anciens vœux des Conseils généraux et du Conseil Supérieur. Mais ces réformes embarrassaient les radicaux et les antijuifs plus qu'elles ne les satisfaisaient. Ils auraient voulu un Parlement algérien, on leur donnait une Assemblée élue par un collège électoral réduit, dont on avait exclu la majeure partie des « néos » (3), un Conseil Supérieur dont le Gouverneur était assuré de la docilité, la majorité des fonctionnaires et des Indigènes — les « Béni-oui-oui » — devant toujours l'approuver, des Consistoires toujours électifs (4). En réalité, disaient-ils, on ne leur avait donné que des apparences de réformes. « Le Gouvernement a tourné la question » estimaient Faure et Marchal et ils n'étaient pas loin de penser que le problème restait pendant (5).

Cependant c'était la première fois que, sur le problème juif, l'opinion publique algérienne obtenait satisfaction. Elle en restait étonnée, troublée, se demandant si ses cris n'avaient pas convaincu le Gouvernement. *L'Antijuif* lui-même n'incitait plus aux désordres, et demandait à ses lecteurs de crier seulement « A bas les

(1) Presse algérienne, 3 août 1898.

(2) *Journal Officiel*, 25 août 1898. Exposé des motifs par le Garde des Sceaux, Sarrien.

(3) Les électeurs divisés en colons, non colons, indigènes et kabyles devaient avoir 25 ans d'âge et être naturalisés au moins depuis 12 ans.

(4) Le Conseil Supérieur comprenait 46 membres : 28 fonctionnaires, 15 délégués des Conseils Généraux et 13 délégués financiers dont 3 indigènes.

(5) Interview à *l'Echo d'Oran*, 26 août 1898.

Juifs ! Vive la France ! » à l'arrivée du Gouverneur Général (1). Cette consigne fut rigoureusement suivie.

Ayant empêché les Israélites de circuler dans les rues, les Antijuifs, parés du bluet symbolique, obéissaient à leurs chefs. Au milieu de ce vacarme, Laferrière restait calme et digne. Sa proclamation n'ayant pas parlé du problème de la loi de 1889 et du décret Crémieux, le maire d'Alger lui avait, dès le débarcadère, exposé les désirs de la population française. Habile, le Gouverneur avait reconnu que le décret de naturalisation « n'était pas ce que le Gouvernement de la Défense Nationale avait fait de mieux ». A ceux qui lui demandaient une solution ferme, il répliquait que ces réformes dépendaient du Parlement où l'Algérie était représentée et non de lui. Ce langage décevait un peu les Algériens qui auraient voulu que leur Gouverneur prit la tête de la croisade antijuive algérienne, mais il différait tant de celui de Lépine et de Barthou qu'ils considéraient Laferrière avec sympathie. Le fait de recevoir un bouquet de bluets, orné d'un ruban portant l'inscription « A bas les Juifs » ne montrait-il pas qu'il ne réprouvait pas l'antisémitisme ? A la fin de sa première journée de gouvernement, Laferrière se déclarait satisfait de son contact avec le peuple algérien, mais il ne cachait pas, après avoir consulté les autorités locales, qu'il fallait résoudre le problème israélite de façon plus complète que par les décrets du 23 août (2).

Pour plaire à la foule, il adopta vis-à-vis des Israélites une attitude cassante et hautaine, qu'on n'attendait pas d'un représentant de la République. Au grand Rabbin d'Alger qui l'assurait du dévouement des membres de sa communauté et se plaignait des persécutions qu'elle subissait, il répondait : « Que vos coreligionnaires ne restent pas à l'écart. Rappelez-leur le proverbe : « A brebis tondue, Dieu mesure le vent ! » et rappelez-le « summum jus, summa injuria » l'excès du droit ressemble à une injustice » (3).

Cette sévérité envers leurs ennemis rassurait les Algériens. Ils furent bientôt complètement renseignés sur les sentiments du Gouverneur. Celui-ci, au cours de trois longs entretiens avec Morinaud, s'était prononcé ouvertement contre les décrets Crémieux et avait affirmé qu'il le déclarerait lorsque les députés algériens en proposeraient l'abrogation à la Chambre. C'était assez pour que le député de Constantine se déclarât « séduit » par le Gouverneur : « Vous m'avez dit une parole de paix, ajoutait-il, cette paix, nous vous la devons, et vous l'aurez » (4). De fait, le 3 septembre, au meeting de

(1) *Antijuif*, 25 août 1898.

(2) Presse algérienne, 1^{er} septembre 1898. Lettre de Laferrière à Brisson, 1^{er} sept. 1898.

(3) Presse algérienne, 2 septembre 1898.

(4) Rapport Laferrière à Brisson, 3 septembre 1898.

Mustapha, Morinaud et Marchal prêchaient le calme excipant des résultats acquis et de la promesse du Gouverneur. Régis, qui préférait l'expulsion, « fût-ce sur des bateaux à soupape », à l'abrogation, les suivait à contre-cœur, mais ne s'opposait pas à un « ordre du jour de désarmement » qui confiait au Gouverneur et aux Parlementaires algériens le soin de faire triompher leur point de vue (1).

La rupture entre les éléments radicaux et Régis ne devait pas tarder. Le renouvellement des Conseils Généraux approchant, le Comité Central antijuif que Max Régis dirigeait en fait, émit la prétention d'éliminer d'anciens conseillers au profit d'antijuifs sûrs. Or, parmi ces candidats figuraient beaucoup de personnalités réputées réactionnaires. Les radicaux ne voulant pas se laisser déposséder de leurs sièges, dans plusieurs circonscriptions, les deux clans s'affrontèrent. Marchal prit parti pour ses anciens collègues et, aux reproches de Régis, répliqua sans ménagement ; froissé, Régis le provoqua en duel, l'injuria. Malgré les efforts conciliateurs de Drumont et des députés algériens, la scission des antijuifs était réalisée (2). L'habileté du Gouverneur Général et les rivalités que provoquaient les ambitions personnelles avaient disjoint l'alliance hétérogène qui s'était scellée sous le signe de l'antijudaïsme.

III. — Régis, maire d'Alger.

Il fallait, pour que la popularité de Régis se maintint, entretenir l'atmosphère d'héroïsme à bon marché qui exaltait les gens de la Cantère. Condamné au calme, Régis perdait son importance. Il avait besoin de polémiques, d'injures, de duels, de condamnations et de bagarres pour rester roi d'Alger et garder en mains ses partisans. Des journalistes aussi violents que lui, à la solde de ses adversaires, contribuaient de leur mieux à exciter les passions (3). L'agitation contre Lépine ne suffisant pas, Régis s'était posé, dès sa libération, en adversaire du Conseil Municipal. Ce dernier s'était discrédité après les troubles de 1898 en défendant le Gouverneur Général et en ne s'occupant pas des prisonniers de Barberousse. Lionne, puis Max Régis avaient sommé les conseillers de démissionner et organisé de grandes manifestations dans la rue contre ces mauvais élus qui refusaient d'obéir au peuple. Se sentant perdus, beaucoup de conseillers démissionnaient, puis sur les conseils du Préfet et de

(1) Presse algérienne, 4 sept. 1898. *Libre Parole*, 5 septembre 1898.

(2) A. CASTERAN, *op. cit.*, p. 81 à 86. Presse algérienne, en particulier l'*Antijuif* et le *Télégramme*, 20 septembre, 20 octobre 1898.

(3) Un tract adressé « aux vrais Français » traite Régis et ses amis « d'espions à la solde d'Umberto Ier », « sales Italiens », lâches et crapuleux assommeurs ». « *Le Combat algérien* », « *La Lanterne* » étaient pleins de cette aimable prose qui ne le cédait en rien à celle de l'*Antijuif*.

Laferrière, Guillemain, maire de la ville depuis dix-huit ans, s'effaçait devant le jeune champion de l'antijudaïsme (1).

Max Régis faisait, en effet, figure de Consul désigné. Il venait d'atteindre l'âge qui lui permettait d'être élu et, dès le mois de juillet, ses amis le priaient d'accepter le poste de maire. Il avait juré, dans ses *Mémoires de Prisonnier*, de ne jamais briguer un mandat électif, mais à ce moment il n'avait pas encore éprouvé les joies du triomphe. En outre, comme il devait comparaître devant la cour d'Assises de Grenoble, on lui fit remarquer que sa qualité de maire d'une grande ville impressionnerait les jurés de l'Isère qui n'oseraient pas le condamner. Or, il devait à la cause antijuive de rester libre (2). Il résista pourtant, il jura publiquement qu'il refusait tout, précisa sa volonté dans une lettre adressée aux journaux, et cinq jours après, il se laissait faire une douce violence et renonçait à ses fermes résolutions (3).

Le programme qu'il exposa alors tenait en quelques mots. Il s'engageait à provoquer la fuite des Juifs en les persécutant sans cesse.

« Si j'étais maire... écrivit-il, je prendrais des arrêtés les mettant partout à l'écart dans les écoles et dans les lieux publics. Je les tracasserais tellement enfin qu'ils s'en iraient d'eux-mêmes sans qu'il soit besoin de violences » (4).

A ses troupes, il promettait la liberté d'action et l'aide de la police. Celle-ci devait être réduite à son véritable rôle qui était de « préserver les citoyens des pick-pockets et des assassins et non d'empiéter sur leur liberté ». Une gravure de l'*Antijuif*, parue le jour même du scrutin, précisait sa pensée. On y voyait Régis, ceint de l'écharpe de maire, désigner du doigt une troupe d'Israélites en fuite, que poursuivaient des ouvriers munis de bâtons et des sergents de ville sabre au poing. Voter pour Régis c'était se prononcer pour la guerre civile, fraîche et joyeuse, faite en toute liberté (5).

Le Gouverneur, pour faire échec aux extrémistes, avait essayé de s'appuyer sur les amis de Marchal et les éléments maçonniques que les insultes de Régis avaient séparés de lui (6). Les ouvriers de la Ligue des travailleurs français de tendances nettement socialistes se joignaient à eux pour cette œuvre de « défense républicaine ». Cette coalition ne réussit pourtant pas. Les gens paisibles craignaient l'exaltation des antijuifs et refusaient de s'exposer à leurs injures ou à leurs coups. La plupart refusaient de se jeter dans une action aussi dange-

(1) Presse algérienne, 8, 9, 12 juillet, 8 septembre, 5 octobre 1898.

(2) *Antijuif*, 9 novembre 1898. Lettre de Drumont au Docteur Chevalier, 11 nov. 1898.

(3) Presse algérienne, 23 octobre, 4 nov. 1898. Discours Régis, 2 nov. 1898.

(4) *Antijuif*, 9 novembre 1898.

(5) *Antijuif*, 13-23 novembre 1898.

(6) Rapports Laferrière au Président du Conseil 7 et 12 novembre 1898.

reuse que vaine. Même en temps normal, la situation financière de la ville, très difficile, aurait rendu pénible la gestion municipale. Avec des Régis et des Lionne les sages jugeaient cette œuvre impossible et ils s'abstenaient prudemment (1). Cette timidité valut au parti des violents un succès. Régis et tous ses candidats furent élus. A vingt-cinq ans, le chef antijuif, que rien n'avait préparé à une grande tâche administrative, était chargé des intérêts d'une des principales villes de France (2).

C'était un premier échec pour la politique de conciliation. La période électorale avait été troublée par divers incidents violents. Les socialistes avaient accusé les partisans de Régis d'avoir causé la mort d'un des leurs, bien qu'ils n'y fussent pour rien. On ne pouvait pas espérer dans ces conditions un retour à la raison (3). Régis, devenu maire, protestait bien de son dévouement à l'ordre, mais ses actions contrastaient trop avec ses affirmations pour qu'on y prêtât foi. Dès ses premières séances, le Conseil Municipal d'Alger avait épuré la police, refusé aux colporteurs israélites le droit de vendre dans la rue, aux propriétaires de cafés israélites l'autorisation d'avoir des tables devant leur établissement. Les cochers de fiacres juifs devaient stationner à un endroit fixé. A l'abattoir, la baraque qui servait de vestiaire aux sacrificateurs israélites était démolie sur ses ordres. Le maire promettait d'autres mesures comme la suppression des étalages des Israélites dans les marchés publics. On racontait que le premier adjoint de Régis, Sallières, avait dit : « Il faut qu'ils crèvent tous » ; vrai ou faux, ce mot reflétait l'état d'esprit des délégués à la Mairie de la population algéroise. Il fallait éliminer à tout prix de dangereux concurrents. La justice la plus élémentaire était oubliée (4).

Ces mesures illégales ne pouvaient pas être ratifiées par l'administration préfectorale, dont les refus soulevaient la colère de Régis. Celui-ci tint Laferrière pour responsable de cette attitude et il l'attaqua avec frénésie. Le Gouverneur était « un alcoolique qui n'avait plus son bon sens » (5), un « bandit » (6) au « machiavélisme crapuleux », un « valet de Rothschild ». Sa famille était traînée dans la boue. Il avait voulu tuer le mouvement antijuif en corrompant tous ses chefs et il avait réussi à acheter Marchal et son journal, mais Régis était resté irréductible, ce qui lui valait la haine de Laferrière (7).

(1) *Vigie Algérienne*, 4 novembre 1898.

(2) Sur 9.558 électeurs inscrits 6.520 seulement votèrent. Les antijuifs obtinrent de 3.539 voix à 3.946. Régis recueillait 3.865 suffrages. Drumont avait eu le 8 mai 5.209 voix. La liste de concentration républicaine comptait 2.667 voix.

(3) *Télégramme, Dépêche algérienne, Antijuif*, 13-20 novembre 1898.

(4) Protestation du Consistoire d'Algérie, 27 nov., 7 déc. 1898. *Presse algérienne*, 14 novembre, 20 décembre 1898.

(5) *Antijuif*, 12 octobre 1898.

(6) *Libre Parole*, 3 octobre 1898.

(7) *Antijuif*, 19 décembre 1898.

Sans doute ces débordements d'injures n'étaient pas nouveaux en Algérie, mais l'occasion de sévir était trop belle pour qu'on laissât passer l'occasion d'éliminer l'agitation. Faisant état d'un discours violent, où Régis se flattait d'expulser Laferrière, comme il l'avait fait pour Lépine, le Gouverneur obtint le 11 décembre la suspension du Maire d'Alger (1). Il n'y avait pas encore un mois de celui-ci avait été élu.

IV. — Le décret Crémieux mis en jeu.

La lutte des révolutionnaires et du Gouvernement constituait une gêne pour les antijuifs de province qui attendaient du Gouvernement l'abrogation du décret Crémieux. Avec Marchal, ils déploraient les intempérances de langage de Régis qui ne pouvaient qu'égarer l'opinion métropolitaine et lui faire croire que les étrangers et les naturalisés seuls combattaient les Israélites. Le retour au pouvoir des modérés, beaucoup moins bienveillants envers eux, les inquiétait. Avec Dupuy ils se heurtaient à la même opposition totale qu'avec Barthou. Le Président du Conseil se déclarait hostile à toute mesure rétroactive et ne consentait à réviser que la loi de naturalisation. Il ne s'attaquait donc qu'à la clientèle des antijuifs (2).

Malgré les exposés de Laferrière, il ne voyait dans l'agitation algérienne que l'effet de l'antisémitisme métropolitain. Or, il ne voulait rien concéder à ce parti nationaliste. Interpellé par Drumont sur la suspension de Régis et par le socialiste Rouanet sur l'attitude du Gouvernement en face des excès de l'antisémitisme algérien, il définit de nouveau celui-ci une « querelle de race et de religion » et l'expulsion des Juifs « une illusion qui ne peut pas se réaliser » (3). La sévérité du Président du Conseil envers les naturalisés et sa bienveillance pour les Juifs eurent de fâcheux effets en Algérie. La Chambre avait voté l'affichage de son discours dans les Communes d'Algérie, mais ces appels à la solidarité humaine et à la fraternité, qui avaient un effet sûr dans la Métropole, ne convenaient pas en Algérie. Les radicaux inquiets de voir la Chambre et le Gouvernement flétrir l'antisémitisme et non plus l'agitation se rapprochèrent des antijuifs (4).

Les Conseils Généraux de Constantine et d'Alger avaient demandé à l'unanimité, à leur session d'octobre, l'abrogation du décret Crémieux. Celui d'Oran avait voté un vœu identique par vingt-deux voix contre une. Les Conseils Municipaux des grandes villes avaient exprimé le même désir. En réponse au débat de la Chambre, trente-deux

(1) Presse algérienne, 11-13 décembre 1898.

(2) Discours Dupuy à la Chambre des Députés, 24 déc. 1898.

(3) J. O., 24 décembre 1898.

(4) Rapport Laferrière à Dupuy, 3 janvier 1899.

délégué financiers — sur quarante-huit — remettaient à leur Gouverneur, à la fin de la première session de l'Assemblée algérienne, une adresse demandant l'abrogation des conséquences politiques du décret Crémieux avec effet rétroactif (1). A côté des antijuifs notoires, on trouvait la signature de délégués radicaux ou modérés, comme l'adversaire personnel de Morinaud : Saint Germain. Les « néos » ne votant pas pour les élections aux délégations financières, cette manifestation prouvait que la thèse de Dupuy était erronée. Laferrière en tira argument pour montrer au chef du Gouvernement la nécessité d'apaiser l'opinion publique de la Colonie. Mais, plus réaliste que ses administrés, il renonçait à la rétroactivité de la mesure, ce qui, en fait, rendait celle-ci inopérante (2).

« Je ne parle que de révision, écrivait-il à Dupuy, c'est-à-dire de l'admission par le Gouvernement et la Chambre de cette idée qu'il y a quelque chose à faire et qu'il ne serait pas de bonne politique d'opposer un « non possumus », une fin de non recevoir absolue à toute idée de changer quoique ce soit à la situation née du décret Crémieux » (3).

Au demeurant, sa position était nette. Si le Gouvernement lui refusait d'accomplir sa mission, il se retirerait, « renonçant à dénouer une situation sans issue (4).

Plusieurs solutions étaient proposées. Morinaud et soixante-cinq de ses collègues demandaient l'abrogation du décret dans ses effets politiques seulement. Les Israélites dont les ascendants auraient été naturalisés individuellement restaient citoyens français. Les autres restaient soumis à la loi française mais n'étaient plus électeurs (5). On revenait ainsi au projet de 1871, mais pour les partisans de Régis, cette réaction était encore trop douce. « *L'Antijuif* » l'appelait une « satisfaction purement illusoire ». « Les Juifs qui ont fait déjà leur service militaire et qui sont nés sur le sol algérien depuis 1871 sont Français et le resteront, objectait-il, donc tous les Juifs ayant cinquante ans resteraient Français malgré l'abrogation ». L'expulsion seule pouvait en débarrasser l'Algérie (6).

Cependant, un terrain d'entente semblait être trouvé. Laferrière proposait de remédier aux inconvénients de la loi de 1889 et du décret de 1870 sans avoir même à en modifier les textes. On ne reconnaîtrait

(1) Presse Algérienne, 1^{er} janvier 1899.

(2) Rapport Laferrière, 1^{er} et 2 janvier 1899.

(3) Rapport Laferrière, 18 janvier 1899.

(4) Rapport Laferrière, 14 novembre 1898. Discours à la délégation oranaise. Presse Algérienne, 20 janvier 1899.

(5) J. O. Annexe au procès-verbal de la séance du 9 février 1899.

(6) *Antijuif*, 3 mai 1899.

plus le droit de vote qu'aux citoyens sachant bien parler le français ou lire et écrire (1).

Le député de Lanessan qui, sous prétexte d'enquêter pour l'élection de Thomson, avait été chargé par Dupuy de s'informer de l'état d'esprit du pays, avait consulté les notables israélites qui proposaient une mesure analogue (2). C'était à peu près l'ancien projet de Gueydon qu'on avait si prudemment méconnu. Le corps électoral algérien aurait été certainement amélioré par l'élimination de tous les illettrés qui le composaient. Antijuifs et Israélites, Gouverneur et administrés s'accordant sur cette proposition, le rétablissement de la paix morale semblait possible si le Gouvernement l'acceptait.

Mais Dupuy restait inébranlable. Toucher au décret Crémieux lui semblait « très grave » et il se disait certain de l'opposition du Parlement à une telle mesure (3). Les passions soulevées par l'affaire Dreyfus rendaient difficile une réforme restreignant les droits des Israélites algériens. L'opinion l'aurait considérée comme une brimade, destinée à satisfaire les nationalistes de Paris, une réplique aux manœuvres des revisionnistes. La presse dreyfusarde aurait crié à l'injustice, Jaurès aurait tonné, Brisson et Bourgeois se seraient indignés. Dupuy ne voulait pas mettre en jeu l'existence du ministère pour une question secondaire en somme. Suivant la promesse qu'il avait faite à la Chambre au cours du débat sur l'antisémitisme, il déposait deux projets. Le premier, modifiant la loi de naturalisation en Algérie, accordait les droits politiques au « néos » à partir seulement de la trentième année. L'autre portait la durée du service militaire des jeunes Algériens de douze mois à trois ans et stipulait qu'ils serviraient dans des régiments français (4).

C'était signifier brutalement la volonté de ne rien accorder de ce que les Algériens demandaient. Il y avait entre le Président du Conseil et le Gouverneur Général une opposition de vues qui rendait toute solution impossible. Injurié par les antijuifs violents, critiqué par les journaux « dreyfusards », Laferrière perdait toute autorité. On parlait de sa succession lorsqu'au mois de mai, aucun résultat n'étant acquis, s'ouvrit à la Chambre un grand débat sur l'Algérie. Pendant plusieurs séances les députés de toutes les opinions s'affrontèrent. Attaqué par Drumont d'une part, et d'autre part par Rouanet, Viviani et Barthou, Laferrière plaida une fois encore la cause des républicains algériens. Il proposait soit une naturalisation à deux degrés, les droits civiques n'étant conférés qu'à titre individuel, soit

(1) Rapport Laferrière, 18 janvier 1899.

(2) Laferrière à Dupuy, 14 janvier 1899.

(3) Dupuy à Laferrière, 25 janvier 1898.

(4) Presse, 22 janvier 1899.

l'élimination des illettrés. Et, comme Viviani critiquait ses suggestions il s'écriait :

« Je ne connais que deux modes de gouvernement, le gouvernement d'opinion et le gouvernement de combat, eh bien, je ne voulais pas faire de gouvernement de combat » (1).

Dupuy avait laissé le Gouverneur Général exprimer sa pensée, car il comptait sur la réaction défavorable de la Chambre pour l'obliger à renoncer à sa politique d'entente ou à son poste (2). Il se préparait à affirmer de nouveau son intransigeance lorsque les incidents des courses d'Auteuil et de Longchamp causèrent sa chute.

Ces études, ces interminables débats étaient restés stériles, le problème algérien aussi aigu et aussi peu compris de la Métropole qu'avant la crise. L'attachement du Parlement aux principes démocratiques et son détachement des questions coloniales — la plupart des députés s'enfuyaient lorsqu'on commençait la discussion — rendaient la politique de conciliation impossible.

Il restait, suivant le dilemme de Laferrière, la politique de combat.

(1) *J. O.*, 10 juin 1899.

(2) Note de « l'Agence Africaine dans Presse Algérienne, 29 mai 1899.

CHAPITRE XIV

LA DEFENSE REPUBLICAINE

I. — Lutaud.

En repoussant toutes les propositions conciliantes de Laferrière, Dupuy se rangeait à l'opinion de l'homme qui incarnait à Alger la politique de résistance à la poussée antijuive, le préfet Charles Lutaud.

Pour imposer l'ordre dans les rues d'Alger, certains parlementaires avaient envisagé un instant le rétablissement du régime militaire (1). Le Président du Conseil s'était contenté de choisir un préfet à poigne, ancien protégé de Constans, connu pour ses démêlés en Corse et en Haute-Garonne avec les partis d'opposition. Les radicaux, que celui-ci avait énergiquement, sinon toujours légalement combattus, l'avaient mis en disponibilité à leur retour au pouvoir, mais Brisson tombé, les modérés l'avaient rappelé à un poste délicat où il pouvait donner libre cours à son énergie.

« Vous auriez fait un grand préfet de l'Empire », lui disait non sans admiration un des chefs du parti républicain d'Alger. Lutaud représentait bien, en effet, un de ces tuteurs du peuple qui, dirigeant le suffrage universel, l'empêchent de commettre les excès que redoutaient tant les Conservateurs du siècle dernier. « J'applique rigoureusement la loi » disait-il. « Je me sers des pouvoirs qu'elle me donne » (2). Il allait gouverner son département en politique plus qu'en administrateur, et mettre tout en œuvre pour abattre le parti de l'agitation.

Les antijuifs avaient mal accueilli sa nomination, mais ils s'étaient vite consolés, en pensant que la fermeté excessive du préfet lui attirerait vite un conflit avec la population. « Son séjour sera encore plus court que celui de Lépine », disaient-ils (3). Ils oubliaient que la situation politique n'était plus la même depuis ce temps. Lépine s'était trouvé seul en face d'une population hostile. Lutaud allait trouver un appui solide auprès des républicains qui, par crainte des nationalistes, abandonnaient l'antijudaïsme. Ceux-ci se demandaient si la puissance du Clergé n'allait pas se substituer à la puissance consistoriale qu'ils venaient d'abattre, si l'influence des étrangers n'allait

(1) Déclarations de Marchal à l'*Echo d'Oran*, 14 décembre 1898. Campagne de Cornély dans le « *Figaro* ».

(2) Déclarations de M. Paoli.

(3) *Libre Parole*, 14 décembre.

pas prédominer, cent fois plus dangereuse que l'influence juive (1). Régis annonçait la fondation d'une section de la Ligue des Patriotes à Alger, il s'entourait d'adjoints comme Salières, administrateur de sociétés religieuses ou Gérard de Mouricaud, réputé royaliste (2). Il était clair que le groupement antijuif algérien devenait une filiale des partis réactionnaires de la Métropole. Dès lors, les républicains convaincus devaient le combattre.

A ces questions de principe se joignait la rancune des hommes politiques qui s'étaient servis de la passion antijuive des Algériens pour chasser les opportunistes, et qui se voyaient déloger de leurs places par un mouvement dont ils avaient soutenu les premiers pas. Les journalistes du « *Télégramme* », les membres de l'ancienne municipalité d'Alger ou du Conseil municipal de Mustapha, les éléments maçonniques, beaucoup de fonctionnaires de l'enseignement, tous les membre du « çof » radical se groupèrent autour du préfet pour entreprendre la croisade démocratique (3). Pas plus que contre les Israélites, la raison électorale, décisive pourtant, n'était évoquée, mais on annonçait que l'affluence des étrangers mettait l'Algérie en péril. Devant l'importance prise par les étrangers dans les manifestations de rue, des conseillers municipaux radicaux avaient, dès les émeutes de janvier 1898, souligné le danger cosmopolite (4). La réforme de la loi de 1889 était demandée depuis longtemps par le « parti français » avec autant d'énergie que la revision du décret Crémieux. Les républicains voulaient qu'on remédiât d'urgence à ces deux maux. Au contraire des antijuifs qui faisaient une distinction entre les Juifs, orientaux inassimilables, et les latins, frères de race des Français, qu'une commune instruction et une vie semblable devaient rapidement rapprocher, ils estimaient que les étrangers, cléricaux et illettrés, n'avaient aucun droit à la nationalité française. On avait vu, au cours de la période électorale, les députés antijuifs d'Alger signer des affiches rédigées en Espagnol en faveur de leur candidat à Oran, Firmain Faure. Leurs adversaires avaient fait aussitôt grand bruit autour de ce fait. A les entendre c'était la scission de l'Algérie que les réactionnaires préparaient pour embarrasser la République. Si l'on n'agissait pas promptement, les étrangers déborderaient l'élément français et deviendraient les maîtres de l'Algérie (5).

Une situation aussi grave appelait des moyens de défense exceptionnels. Tout était permis à Lutaud pour conserver la colonie que la

(1) *Echo d'Oran*, 30 décembre 1898.

(2) *Petit Partisien*, 18 décembre 1898.

(3) Lettre de Cat, professeur aux Ecoles Supérieures, ancien conseiller municipal, à l'*Estafette*, 28 et 30 septembre 1898. Liste des manifestants contre Rochefort dans *Nouvel Antijuif*, 8 février 1899.

(4) Conseil Municipal d'Alger, Séance du 1^{er} avril 1898. Proposition Béraud.

(5) Conseil Général d'Oran. Discours Vinci et Monbrun. Séances des 13 et 14 octobre 1898.

faiblesse du Gouverneur Général allait faire perdre si les Français ne réagissaient pas.

II. — La lutte de Lutaud contre Régis.

Le Gouverneur Général Laferrière ne méritait pas ce reproche. Dès son arrivée à Alger, il s'était préoccupé de réorganiser les services de la Sûreté départementale, en complète déficience, et de soustraire la direction de la police d'Alger à la municipalité antijuive qui l'aurait empêchée de protéger ses ennemis. A sa demande, le ministère avait envisagé de placer la police des communes d'Alger et de Mustapha sous l'autorité du Préfet, comme à Paris et à Lyon (1). Mais le Gouverneur n'envisageait que le rétablissement de l'ordre dans la rue.

Lutaud, au contraire, s'efforça d'opposer les républicains aux anti-juifs, de manière à provoquer des troubles qui lui permettraient de sévir contre la Municipalité antijuive. Les partisans de Régis intimidaient beaucoup de gens paisibles par leurs manifestations. Il fallait, pour rassurer l'opinion, mettre fin à leur domination de la rue en la leur disputant.

Pour répondre victorieusement aux accusations de cléricisme et entretenir l'enthousiasme de ses partisans, Régis, révoqué en janvier pour outrages au Parlement, avait invité Rochefort à visiter Alger. C'était un prétexte pour organiser une de ces manifestations grandioses qui plaisaient tant à ses admirateurs, et que lui-même aimait parce qu'il y prenait des airs d'Impérator. Il rêvait de réconcilier à Alger, capitale de l'antisémitisme français, les deux grands polémistes de l'opposition nationaliste, le catholique Drumont et l'athée Rochefort (2).

Les républicains décidèrent d'organiser une contre-manifestation contre l'ancien membre de la Commune qu'ils accusaient de trahison. Munis de sifflets, portant l'immortelle rouge à la boutonnière, ils se massaient au café de Bordeaux tandis que les antijuifs, porteurs du bluet symbolique, se réunissaient quelque mètres plus loin au café de la Bourse. La manifestation ne devait pas tarder à dégénérer en bagarre. Les antijuifs assommèrent quelques républicains et ayant

(1) Presse algérienne, 17 décembre 1898.

(2) Drumont avait dit de Rochefort dans « *La France Juive* » :

« Rochefort c'est le féodal... le féodal possédé du diable, le féodal blasphémateur, comme on en vit en pleins siècles de foi... »

« Cet être profondément atavique, absolument étranger à ce qu'on est convenu d'appeler les idées modernes, n'a guère, j'en suis convaincu, lu plus de livres dans sa vie qu'un chevalier du douzième siècle. Il n'a compris, il n'a retenu, il ne cite que du Victor Hugo, parce que les vers de l'auteur des *Burgraves* ont des sonorités de Chansons de Geste. Joignez à cela quelques fragments de pièces entendues et vous aurez toute son éducation littéraire... C'est un inconscient et un sauvage, c'est un damné, dirais-je, si un chrétien avait le droit d'écrire à propos de ses frères ce mot qui semblerait douter de la miséricorde de Dieu. C'est tout ce qu'on voudra de mauvais, de funeste, d'irritant mais ce n'est pas un Juif... ». *France Juive*, T. I., p. 551 et seq.

conquis la place, acclamèrent docilement le directeur de l'*Intransigeant* et Régis (1).

Assagié par la suspension de Régis, la municipalité d'Alger pour ne pas s'attirer de représailles n'avait pas voulu participer officiellement à la réception de son hôte. Connaissant les intentions des membres des ligues démocratiques, ses délégués, accompagnés du Président du Conseil Général, avaient demandé à Lutaud d'intervenir pour maintenir le calme, mais le préfet avait vaguement répondu, leur avait laissé la charge d'assurer l'ordre et, le soir même des manifestations, il suspendait la Municipalité (2). De nouveau, Régis et ses amis crièrent à la persécution, mais leur indignation ne se traduisit que par des injures et des défis au Gouverneur et au Préfet (3). Le Gouverneur demandait déjà la dissolution du Conseil Municipal d'Alger, lorsque la mort du Président de la République survenant, on décida dans un geste d'apaisement de lever la suspension des Conseillers pour leur permettre d'assister au service funèbre du Chef de l'Etat (4).

Le retour aux affaires de la municipalité antijuive n'amena pas de relations meilleures entre les représentants du Gouvernement et ceux de la ville d'Alger. Les membres du Conseil réintégrèrent la Mairie en maugréant contre l'arrêté qui les avait suspendus, et Lutaud reprit la lutte en refusant de ratifier leurs actes et en sommant la commune de rembourser au département les dettes contractées par l'ancienne municipalité.

Ces querelles administratives n'émeuvaient plus beaucoup le peuple, mais les aventures de Max Régis continuaient à l'exalter. Duels, arrestations et condamnations se succédaient toujours. A Bône, au mois de mars, Bertagna avait préparé, disait-il, un guet-apens contre sa vie (5). Puis, c'était sa comparution devant la Cour d'assises de l'Isère pour son discours de l'année précédente à Paris. Condamné par défaut à trois mois de prison au mois de février, il était acquitté

(1) Presse Algérienne, E. VOINOT, *Suspension de la Municipalité d'Alger...* p. 4 et 7. *La Vigie Algérienne* du 3 février rendant compte de la séance de La Ligue démocratique écrivait : « Après plusieurs discours, les membres présents ont décidé à l'unanimité de se rendre dimanche prochain à l'arrivée de Vascagat pour lui témoigner d'une façon irrécusable les sentiments dont la population vraiment française d'Alger est animée à son égard. Chaque ligueur sera armé d'un sifflet sirène et d'une demi-douzaine d'œufs pourris. Un groupe spécial sera muni de coquilles d'œufs remplies de noir de fumée, de farine ou de sexquioxide rouge de fer, de façon à barioler le vieux citron décoloré de Boubou Rochefort. » Le *Télégramme* énumère le 5 février les ligues appelées à participer à la manifestation. Ce sont la ligue des Travailleurs, la ligue de Bab-el-Oued, la ligue anticléricale, l'Union française et les groupes anarchistes.

(2) Presse algérienne, 6 février 1899. VOINOT, *op. cit.*

(3) Le « *Nouvel Antijuif algérien* » du 8 févr. 1899 publiait un article de Régis d'une violence inouïe qui commençait ainsi : « Je me permets de vous dire, Monsieur le Gouverneur, que vous n'êtes qu'une canaille ».

(4) Presse algérienne, 23 février 1899.

(5) *Ibid.*, 28 à 30 mars 1899.

en mai par le Jury.. Pour fêter cet événement les antijuifs chassaient des cafés les Israélites, les « Judaïsants », Lutaud qu'ils avaient reconnu, et dansaient des rondes sur les places publiques (1).

Cet échec ne découragea pas Lutaud qui, soutenu par le Gouvernement, pensait qu'à la longue les agitateurs se lasseraient. En toute occasion, le Préfet montrait une énergie brutale qui impressionnait le peuple. Au cours d'une réunion publique, Régis avait insulté le Gouverneur ; le lendemain, il le faisait arrêter et, pour éviter les troubles qu'aurait fait naître sa présence à Alger, il le faisait transférer sous prétexte de typhus à Sidi-Ferruch, où ses admirateurs ne pouvaient pas se rendre chaque soir comme en 1898 (2).

Pour répondre à l'aquittement du chef antijuif à Grenoble, il profitait d'une querelle futile à propos de la prééminence du Préfet contestée par le maire d'Alger, pour suspendre le successeur de Régis, Voinot, au cours d'une cérémonie officielle (3). Moins d'un mois auparavant, il l'avait fait arrêter au retour d'une visite à Régis, le jour de Pâques, en compagnie de nombreux Algérois, parce qu'ils voulaient défilér devant la villa du Gouverneur à El-Biar et peut-être manifester. Drumont, le journaliste Jean Drault, le maire d'El-Biar avaient été également arrêtés, puis tous avaient été relâchés, mais Voinot et Jean Drault avaient été condamnés à vingt jours de prison (4).

Ces mesures n'étaient pas sans doute dictées par un excessif respect de la liberté d'opinion. Mais cette fermeté rendait prudents les turbulents, souvent gens frustes portés à admirer toute manifestation de force. Sensibles au courage, ils ne pouvaient pas se défendre d'une secrète admiration pour cet administrateur froid qui osait affronter une foule hostile et savait rester impassible sous les outrages. Ses coups de force, son insolence (5) exaspérait les uns et décourageait les autres. Sans doute le prestige de Régis emprisonné restait intact aux yeux de beaucoup d'Algérois, mais en l'absence des chefs, les rivalités personnelles, aggravés par une situation financière difficile, divisaient les membres du Conseil municipal. Lutaud ayant suspendu l'adjoint Castarède, qui faisait fonctions de maire, pendant la suspension de Voinot, les conseillers choisirent un des leurs, Antoni, contre le propre candidat de Régis (6). Mis en liberté moyennant la promesse de quitter l'Algérie pendant la durée de la peine qu'il aurait dû faire,

(1) Presse algérienne, 18 et 19 mai 1899.

(2) Presse algérienne, 9 et 10 avril 1899. Déclarations de M. Paoli.

(3) Ibid, 19 mai 1899.

(4) Ibid, 24 avril, 10 mai 1899. En appel, la Cour d'Aix devait acquitter le maire d'Alger.

(5) *Express algérien*, 12 juillet 1899.

Avant interdit une pièce antijuive, il répondait à ceux qui s'en plaignait : « Pourquoi faire jouer la comédie, M. Drumont est ici, il fait le pitre, est-ce que cela ne vous suffit pas ! » *Antijuif*, 30 avril 1899.

(6) Arrêté préfectoral du 29 juillet. Presse algérienne, 29 juillet et 2 août 1899. *Ibid*, 6 août 1899.

ce dernier avait reçu de ses partisans un accueil délirant, mais les querelles de ses lieutenants l'avaient indigné : « Je me retire profondément dégoûté de l'Assemblée municipale », déclarait-il avant son départ. En vérité, il sentait que le grand mouvement révolutionnaire qu'il s'était flatté de mener à la victoire, flottait, que ses alliés étaient animés des mêmes ambitions et des mêmes appétits que les membres des anciens « çofs ». Il voyait que les actions de Lutaud ne soulevaient plus d'indignation la population si émotive au temps de Lépine. Laisser aller les choses n'était-ce pas risquer de perdre la souveraineté de la ville ? D'autre part, chez ce jeune homme adoré comme un héros, le besoin d'action, de coups d'éclat et de popularité rendait pénible l'exil. Il se promenait bien en France et en Belgique suivi de son cocher nègre vêtu de soie blanche, fréquentant les milieux politiques, donnant son opinion aux journaux, mais cette activité ne parvenait pas à tromper sa nostalgie des acclamations populaires (1).

L'exemple de Guérin le faisait rêver. S'il rentrait en Algérie et s'il tentait lui aussi une grande aventure comme celle du fort Chabrol, ne rendrait-il pas à son parti l'élan perdu ? A plusieurs reprises il avait souhaité de tomber dans la lutte et de devenir un martyr de l'idée (2). Et, sans doute, l'ambiance le grisant, était-il sincère à ces moments. La Cour de cassation ayant annulé l'arrêt qui le condamnait pour outrages au Gouverneur, il n'y tint plus et, dans une lettre ouverte adressée au Président du Conseil, il annonça son retour en Algérie pour « voir les siens et rendre hommage à Fernand Grégoire ». Mais si une mesure arbitraire était prise contre lui, il se défendrait, persuadé que la population algérienne se leverait une fois encore dans un élan d'indignation (3).

Reçu avec des transports d'enthousiasme par ses amis, il crut qu'il pouvait tenter une grande action. Il lançait du balcon de l'hôtel de ville ces mots creux de manuel d'histoire à l'usage des enfants dont il aimait la sonorité : « J'arrive ici décidé aux plus grands actes comme au plus grand calme... Je rentrerai en prison mort ou je resterai libre ». Son ami Lionne affirmait que, si Régis était emprisonné, la population algérienne saurait le délivrer. La trame apparaissait dès ce moment. Faire courir le bruit qu'un mandat d'arrêt était préparé contre lui, jurer qu'il se défendrait jusqu'à la mort, fortifier sa villa et y placer des factionnaires à l'air farouche n'était qu'un jeu. La « villa antijuive » devenait un nouveau « Fort Chabrol ».

(1) Ibid., 6 août 1899.

(2) Presse algérienne, *Libre Parole, Matin*, 15 août, 10 septembre 1899.

(3) A la réception de Rochefort, il disait : « S'il le faut, nous donnerons notre vie pour vous »... Sur la tombe de l'adjoint au maire d'Alger, Pujade, il s'écriait : « Au revoir », espérant le revoir bientôt, tombé comme lui, « en martyr ». Presse, 6 et 9 février 1899.

Presse algérienne, *Libre Parole*, 15 septembre 1898.

Pendant deux jours les assiégés attendirent les « sbires de Lutaud ». Mais ceux-ci ne bougeaient pas, aucun mandat d'arrêt n'était lancé contre Régis. Celui-ci ne relevait que d'une contrainte par corps pour une somme de 230 francs qu'il refusait de payer. C'était peu pour mourir. Il se décida alors à faire une sortie, sous prétexte d'acclamer l'armée. Une légère bagarre eut lieu avec la police, les manifestants se dirigèrent vers le quartier juif où de nouvelles rixes éclatèrent. Plusieurs coups de feu blessèrent des passants, une armurerie fut pillée... Le 20 septembre semblait ouvrir l'ère des grandes journées révolutionnaire.

Il ne manquait que l'adhésion de la foule pour que ce plan réussît... Ni la reddition de Guérin, ni la grâce de Dreyfus n'étaient des événements susceptibles de soulever les Algériens et surtout la clientèle du parti antijuif. On eut alors recours au vieux procédé de l'assassinat d'un antijuif, Huguet, dont on annonçait une blessure grave faite par les agents de police à la solde d'Israël. Mais la colère de janvier 1898, cette grande crise de folie collective était usée par dix-huit mois d'agitation incessante et stérile. Les spectateurs massés autour de la « villa antijuive » applaudissaient avec enthousiasme Régis lorsqu'il leur apprenait sa volonté de faire sauter sa villa plutôt que de se rendre, mais il ne voulaient pas exposer leur vie. Régis se retira alors dans sa forteresse et on attendit le drame.

Cependant, dans la nuit, le bruit se répandit que l'ancien maire d'Alger s'était enfui dans une balancelle vers l'Espagne. On ne pouvait pas croire à une telle nouvelle, mais le 22 mars au matin, lorsqu'un véritable corps expéditionnaire donna l'assaut, les Algérois durent se rendre à l'évidence. On trouva dans la villa quelques dormeurs, des munitions, des vivres, mais Régis et ses compagnons avaient disparu (1).

Sentant la partie perdue, le chef antijuif s'était enfui en Espagne, disant pour se disculper qu'il ne pouvait pas verser de sang français ni tirer sur des soldats français mais que son incarcération aurait brisé l'antisémitisme algérien (2).

La révolution algérienne finissait en comédie-bouffe.

III. — La politique de Waldeck Rousseau.

L'échec de Régis eut une répercussion considérable dans toute l'Algérie. Les partisans de la tactique légale triomphaient et assuraient que Régis éliminé, les Algérois revenus à une plus sage concep-

(1) Presse algérienne. Acte d'accusation de Régis devant la Cour d'Assises du Var, 21, 22, 23 septembre.

(2) *Express algérien*, 23 septembre. Interview à l'« Imparcial de Barcelone » reproduit dans Presse algérienne, 5 octobre 1899.

tion de leurs droits, le Gouvernement pourrait recevoir avec bienveillance leurs doléances. Il ne manquait pour que ce raisonnement fût vrai que la bienveillance du Gouvernement. Le ministère de défense républicaine qui avait succédé à Dupuy en grâçant Dreyfus, avait nettement pris parti contre les partis nationalistes. La franc-maçonnerie française l'appuyait sans réserve. Elle avait vivement soutenu les partisans de la revision du procès de Dreyfus. Combattu déjà dans « *la France Juive* » par Drumont, elle se posait en champion des Israélites persécutés par les cléricaux. Au cours de son assemblée générale de 1899, le Grand Orient de France avait condamné la campagne antijuive et affirmé sa solidarité avec le Gouvernement (1). Cette décision détermina de nombreuses défections dans le camp des radicaux antijuifs. Seules les deux loges maçonniques de Constantine protestèrent contre l'accusation de cléricalisme dont on se servait pour les condamner (2). Mais Morinaud fut suspendu, et au Congrès des Loges maçonniques algériennes, les délégués votèrent une adresse de félicitations au Gouvernement de Waldeck Rousseau (3).

Celui-ci s'attaquait pourtant à tous les antijuifs, aux violents comme aux modérés, aux alliés de Drumont comme aux radicaux. Les préfets d'Oran et de Constantine adoptèrent la méthode forte mise en honneur par Lutaud. Non seulement les décisions inspirées par le sentiment antijudaïque étaient rejetées, mais encore les problèmes administratifs donnaient lieu à des études si prolongées qu'ils restaient sans solution (4). Cette obstruction, pensait-on, devait, à la longue, décourager les électeurs qui, pour obtenir satisfaction, voteraient pour les candidats agréables au Gouvernement et, par là, susceptibles de procurer à leurs électeurs les subventions nécessaires aux progrès de la colonisation.

Le maire d'Oran, Gobert, était révoqué pour avoir présidé une réunion au cours de laquelle le député d'Oran avait médit du Gouvernement (5). A Constantine, le Cercle Républicain fondé par des déportés de l'Empire était fermé par ordre préfectoral, une réunion publique s'y étant déroulée (6). Les protestations platoniques des Conseils municipaux restaient vaines contre ces décisions. Dans les compétitions électorales, leur intervention n'était parfois même pas dissimulée. A l'élection sénatoriale d'Oran, le préfet de Malherbe recommandait la candidature de l'ancien député modéré Saint Germain, qu'il faisait réussir. Le sénateur sortant Jacques, un des sur-

(1) Presse, 19 septembre 1899.

(2) Ibid., 6 février 1900.

(3) Ibid., 13 avril 1900. Déclarations de M. Morinaud.

(4) *Echo d'Oran*, 8 mai 1900.

(5) Décret du 3 novembre 1899.

(6) Presse algérienne, 23 juin, 4 juillet 1899.

vivants de l'Assemblée Nationale, où il avait siégé à l'extrême gauche, suspect de sympathie à l'égard des antijuifs avait été nettement battu (1). « Il serait enfantin, déclarait Malherbe, au cours du punch offert au nouveau sénateur, de dénier au Préfet du département le droit d'intervenir dans les questions politiques, et de sonner au drapeau quand la République est menacée » (2).

Grâce à ces interventions, les élections partielles aux Conseils généraux ou aux Délégations financières favorisaient les modérés. A Biskra, à Sétif, à Souk Ahras, à l'Arba, à Randon, les candidats du Gouvernement obtenaient la victoire (3). Le Conseil général d'Alger choisissait pour le présider le rival malheureux de Drumont, Samary (4). Seules les grandes villes, où l'action administrative était moins forte, restaient fidèles aux partis antijuifs. L'influence des journaux antijuifs, l'excitation causée par les réunions publiques, toujours fiévreuses, et aussi sans doute le caractère plus cosmopolite des populations, maintenaient la tradition antijuive. Mais, si la population et ses élus montraient toujours des sentiments hostiles aux Israélites, ceux-ci jouissaient d'une tranquillité relative (5). Tout à leur lutte contre l'administration, les antijuifs attaquaient d'avantage les « judaïsants », et ils classaient tous leurs adversaires dans cette catégorie. On parlait encore de l'abolition du décret Crémieux, mais on se prononçait désormais avant tout pour l'intervention des préfectures dans la politique ou pour les franchises municipales.

Le 6 mai, les antijuifs purent croire qu'ils avaient conservé leur popularité de 1898. A Constantine, à Oran, à Mascara, à Alger, à Mustapha, à Saint-Eugène, leurs listes étaient élues à de fortes majorités. Gobert à Oran, Voinot à Alger, que les sanctions gouvernementales avaient grandis aux yeux des électeurs, obtenaient le plus grand nombre de suffrages (6).

C'est à Alger, encore une fois, que la lutte avait revêtu l'aspect le plus acharné. Pour flatter le sentiment militariste des Algériens, on avait porté l'ancien général commandant la division d'Alger, Varloud, à la tête de la liste de concentration républicaine que le gouverneur et le préfet appuyaient. Les antijuifs présentaient Max Régis, qui devait comparaître devant le jury pour sa tentative de révolte. Comme lors du procès de Grenoble, il lui fallait l'écharpe de maire pour palladium, l'approbation de sa ville devant influencer les jurés.

(1) Presse algérienne, 13 février 1910. Saint Germain obtint 170 voix contre 58 à Jacques et 37 à un « candidat français ». Il n'y avait pas de candidat antijuif.

(2) *Echo d'Oran*, 29 janvier 1900.

(3) Presse Algérienne, 29 mai, 9 et 18 septembre 1899, 26 février 1900.

(4) *Ibid.*, 30 octobre 1899.

(5) *Commission d'Enquête parlementaire*. Déposition du grand rabbin Ab. Bloch.

(6) Presse algérienne, 1^{er} et 9 mai 1900.

Drumont, lui-même, avait tenu à plaider devant ses électeurs la cause de son lieutenant et de son parti sa présence faisait taire momentanément les dissensions.

De part et d'autre on s'était injurié avec truculence, et un peu assommé. L'ancien secrétaire de Régis avait rédigé dans sa prison un pamphlet qui accusait celui-ci d'avoir battu ses compagnons d'exil, de les avoir privés de nourriture dans le temps qu'il menait joyeuse vie à Alicante et même d'avoir voulu se faire proclamer « souverain héréditaire d'un empire africain ». Le « *Télégramme* » citait le chiffre des sommes qu'il aurait reçues pour préparer les troubles d'Alger ; une fille galante lui avait donné 22.000 francs, les Carmélites, qu'on ne s'attendait pas à voir en si mauvaise compagnie, 40.000 francs, Boni de Castellane 25.000, les négociants mozabites 1.500 francs (1). « *L'Antijuif* » répondait en accusant Lutaud d'actions analogues à celles des mauvais tyrans des romans de cape et d'épée et invitait ses amis à « régénérer » le suffrage universel (2). Dans la rue, les membres des Ligues échangeaient des coups. Une fois encore Alger votait dans une atmosphère trouble et, une fois encore, les révolutionnaires l'emportaient.

A la suite de la défaite gouvernementale, un journal modéré « *L'Echo d'Oran* » pouvait écrire : « Les vaincus réels sont MM. Lutaud et de Malherbe.

* ...Une population n'a pas à s'incliner devant un fonctionnaire. Dans tous les conflits de ce genre c'est au suffrage universel qu'est toujours resté le dernier mot » (3).

Mais, forts de l'appui du gouvernement, les préfets ne s'inclinèrent pas. Les membres des municipalités, tout vivants encore de la lutte électorale, avaient entrepris une nouvelle croisade antijuive, renvoyant les quelques fonctionnaires israélites qui restaient dans leur administration, voulant obliger les négociants à inscrire leur nom sur les enseignes de leurs magasins de façon que leur origine fût connue des acheteurs ou réglementer les cérémonies funèbres des Israélites (4). Ces mesures étaient repoussées par les préfets qui continuaient leur obstruction systématique, comme si le verdict populaire était sans importance.

Le 30 janvier 1900, par exemple, la municipalité d'Alger adressait à Lutaud le projet de budget de l'année. Le 15 juin, aucune réponse

(1) E. BAILLAC, *Max Régis tel qu'il est*, « *Télégramme algérien* », 3 mai 1900.

(2) « *L'Antijuif* » sous le titre « un monstre » publiait la confession d'une jeune fille que Lutaud avait anesthésiée et dont il avait abusé, puis dont il avait tué le père et l'enfant. Enfin, il lui avait brodé un « mal mystérieux qui lui rongea la face » et il l'avait chassée, contrainte à l'exil, etc... Cette histoire extravagante était débitée avec le plus grand sérieux. 16 novembre 1899. 29 février 1900.

(3) *Echo d'Oran*, 8 mai 1900.

(4) Conseil municipal d'Oran, 20 juin, 23 août 1900. Cons. Munic. Alger, 10 août 1900.

n'était encore faite. Pour résoudre la question de l'approvisionnement de la ville en eau potable, la municipalité avait transmis le 30 mars un projet à la préfecture, mais on ne lui répondait même pas. A Oran, c'était un projet de contrat entre la ville et une compagnie d'éclairage que l'obstruction gouvernementale empêchait d'aboutir.

La gestion des municipalités antijuives paraissait ainsi néfaste aux intérêts de la ville. Les passions s'émoussant avec le temps, calculait-on, les citoyens devaient se lasser de leur opposition stérile et se rallier à la « vraie République » pour avoir un budget normal, de l'eau et de la lumière. Certains membres des Conseils municipaux, découragés par leur impuissance, démissionnaient. Le départ de l'ancien maire Voinot et de son adjoint Faure, qui avaient obtenu aux élections le plus grand nombre de suffrages, constituait un succès significatif pour le Gouvernement (1).

L'assagissement de Max Régis confirmait l'impuissance du parti de l'agitation. Elu maire d'Alger, le chef antijuif avait renoncé à l'exil et s'était présenté repentant devant les jurés de Eraguignan. Après sa fuite, il avait annoncé qu'il partirait au Transvaal pour continuer à servir la justice et le droit (2). A ses juges, il promettait de renoncer à la politique, d'aller défendre la civilisation occidentale en Chine.

L'accusation n'ayant pas pu faire la preuve du complot séparatiste qu'elle avait formulé contre Régis, celui-ci fut acquitté (3). Mais libéré, cet être impulsif se rendit à Alger où les acclamations de ses partisans lui firent abandonner ses grands rêves d'héroïsme. Une semaine après avoir promis de démissionner, il annonçait qu'il restait maire d'Alger. Il est vrai qu'il renonçait à l'agitation : « Max Régis n'existe plus que comme un Maire bien décidé à rester dans la légalité tant que ses adversaires y resteront » (4).

Cependant il réclamait pour prix de sa sagesse le déplacement du Gouverneur et du Préfet d'Alger qui s'opposaient, disait-il, à l'apaisement des esprits. Le gouvernement maintint Lutaud à son poste, mais consentit à ce que Laferrière prit sa retraite. Ce dernier n'avait pu restaurer qu'un ordre relatif dans la rue. La réconciliation que prétendait réaliser sa politique de réformes n'était pas réussie. Malade, éprouvant, après la mort d'un de ses fils, des craintes légitimes pour la santé des siens, insulté par les antijuifs et leurs ennemis, désapprouvé par le Gouvernement, il avait demandé son rappel et avait été nommé Procureur Général (5). Son successeur, Jonnart,

(1) Conseil Municipal d'Alger. Séance du 22 juin 1900. Presse, 23 et 25 juin.

(2) Presse algérienne, 20 octobre 1899.

(3) Ibid., 2^e juillet 1900.

(4) Régis au Conseil Municipal d'Alger. Séance du 4 août 1900.

(5) Presse, 13 septembre 1900.

plus enclin que ses prédécesseurs à se préoccuper des questions indigènes, présentait lui aussi un programme d'apaisement (1). Mais les succès remportés par la défense républicaine étaient trop probants pour que le Gouvernement abandonnât cette ligne de conduite.

IV. — Le mouvement social.

L'arrivée au pouvoir des antijuifs les avait fortement discrédités. En 1898, la crise économique leur avait permis de désigner des responsables : les Israélites et les hommes politiques. Lorsqu'ils avaient succédé à ces derniers, mis en présence des mêmes problèmes, ils ne les avaient pas résolus davantage. La mévente des vins s'aggravait et l'effondrement des prix s'accroissait. Le commerce souffrait du départ ou de la carence de nombreux notables israélites qui fuyaient la persécution. Les industriels français craignant de n'être plus payés, restreignaient leurs importations en Algérie. Les capitaux disparaissaient par suite de la crise de confiance, l'usure sévissait avec plus d'intensité que jamais. Enfin, les hiverneurs effrayés par les récits des émeutes d'Alger démesurément grossis, par les journaux français et étrangers, évitaient un pays où les gens semblaient s'entregorger chaque jour (2).

Le chômage s'était accru considérablement depuis 1898. A cette époque, quelques grèves avaient éclaté. A Alger, les employés des Compagnies des tramways électriques et les ouvriers boulangers, qui réclamaient des salaires plus élevés, avaient cessé leur travail. Les antijuifs violents, Chaze qui se disait socialiste chrétien, Max Régis, son beau-frère Daniel Saurin, le Conseiller Général Stéphanopoli s'étaient entremis entre patrons et ouvriers, soutenant hautement les revendications de ces derniers et les incitant à la résistance (3). Cette attitude ne leur valut pas l'estime des patrons et des grandes Compagnies, mais l'amitié des ouvriers, conservée à ce prix devait disparaître avec le développement de la misère.

Les Israélites n'avaient causé aucun tort aux ouvriers. « C'est grâce à eux que nous pouvons vivre à meilleur marché » disaient ceux-ci qui ne leur reprochaient que leurs mœurs ancestrales et leur caractère (4). Ils avaient donc des raisons bien moins fortes que les petits commerçants pour demeurer fidèles au parti antijuif. Comprimant cela, les radicaux et les socialistes, lorsqu'ils s'étaient brouillés

(1) Lettre de Jonnart à ses électeurs, 7 oct. 1900. Député de Saint-Omer, le nouveau Gouverneur recevait une mission temporaire de 6 mois, au terme desquels il choisirait entre son mandat législatif et sa fonction.

(2) *L'écho d'Oran*, 14 mars 1901.

(3) *Presse algérienne*, 9-16 novembre 1898, 13-22 janvier 1899.

(4) *Enquête parlementaire* : déposition des délégués du Syndicat des travailleurs, 14 juin 1900, p. 279.

avec les antijuifs, avaient organisé des Maisons du Peuple destinées à l'éducation morale et civique des ouvriers. A Alger, l'ancien conseiller municipal Cat, professeur à l'Ecole Supérieure, aidé de journalistes radicaux, de professeurs du lycée ou de fonctionnaires du Gouvernement général, dirigeait cette œuvre d'apparence philanthropique, politique en réalité. On y faisait des conférences sur les sujets les plus divers : « Saint Pierre et Miquelon », la race, le climat et le crime » par exemple. Mais, en général, on exaltait les précurseurs ou les apôtres de la démocratie : « Voltaire », « Diderot », « Victor Hugo », « Tolstoï », « la jeunesse républicaine sous l'Empire » et on s'attaquait au clergé : « les Jésuites », « Lourdes », « la loi Falloux ». On y donnait également des cours de solfège, de dessins industriels ; on y organisait des concerts, des bals ou des représentations théâtrales, et de temps à autre, des manifestations politiques lorsqu'on voulait contrecarrer les démonstrations anti-juives.

Groupant plusieurs centaines d'ouvriers, généralement français, la Maison du Peuple allait devenir le centre de résistance au parti de Régis. Fidèle à leur ligne de conduite hostile aux étrangers, les radicaux allaient reprendre la devise de Drumont « La France aux Français » et en demander l'application intégrale contre leurs concurrents étrangers, parmi lesquels ils rangeaient délibérément les « néos ». Les antijuifs ne pouvant pas combattre leurs plus zélés partisans, les républicains les accusèrent de causer le chômage en donnant les emplois des Français, aux Espagnols et aux Italiens. Comme ils avaient rendu responsables de leurs maux les Israélites, les chômeurs s'en prirent alors aux antijuifs. Demandant l'ouverture de chantiers de travaux publics que, faute d'argent, la municipalité d'Alger ne pouvait pas ouvrir, ils manifestaient au cri de « Vive la Commune ». Le Conseil Municipal votait de maigres secours, organisait des fêtes de bienfaisance, se justifiait en accusant Lutaud d'obstruction. A Mustapha, Chaze faisait voter 40.000 francs pour donner du travail aux chômeurs, demandait la création d'assurances sociales pour les enfants, les vieillards, les victimes d'accidents du travail et les chômeurs (1).

Les grèves se multipliaient : les dockers et les cordonniers, les chauffeurs et les matelots d'Alger, les charretiers du Mustapha et d'Oran, les portefaix et les ouvriers du port d'Arzew, les ouvriers des usines de tabac de Bône, les employés du Bône-Guelma avaient tour à tour cessé le travail.

(1) Vœu de la municipalité de Mustapha, *Libre Parole*, 30 avril 1901, Presse algérienne, 12 et 13 mars 1901. *Temps*, *Libre Parole*, 22-23 mars 1901. *Antijuif*, 7 avril 1901.

Ces ouvriers allaient fournir des troupes de choc magnifiques aux Républicains pour les combats de rues. On le vit bien lorsque Lutaud, dont on avait mis en doute le retour, débarqua à Alger. Aux délégués républicains des Liges, des Loges et du Conseil Général, s'étaient joints les matelots en grève qui portèrent en triomphe le préfet d'Alger en criant : « Vive le préfet, vive la grève et vive la Sociale » (1).

La collusion paradoxale, d'un préfet bourgeois et de grévistes socialistes, symbole de la « défense républicaine » donnait des résultats impressionnants.

Pour la première fois depuis 1897, les adversaires du parti anti-juif étaient maîtres de la rue. C'était avec raison qu'ils acclamaient Lutaud car celui-ci avait secoué leur apathie et les avait remis en mouvement. Il lui restait, l'opposition ayant été relevée par ses soins, à détruire le parti dont la décadence apparaissait nettement.



(1) Presse algérienne, 19 et 25 septembre 1900, 2 octobre, 18 novembre 1900.

CHAPITRE XV

LA FIN DU MOUVEMENT ANTIJUIF

I. — Les fautes du parti antijuif.

L'arrivée à Alger du Gouverneur Général Jonnart laissait espérer une détente. Le Gouverneur conviait ses administrés à oublier leurs énervantes rivalités en travaillant en paix. Il invitait ses préfets à conserver une réserve absolue dans les luttes politiques (1). La plupart des Algériens ne pensaient pas autrement. Régis, décidément repent, maintenait les revendications de ses partisans, mais il se mettait d'accord avec le Gouverneur pour ne plus parler de la question juive afin de pouvoir collaborer sans heurts (2). Au reste, l'extension de l'amnistie aux condamnés antijuifs, vainement demandée par les parlementaires algériens depuis 1898 et accordée pour complaire à Jonnart, montrait l'intérêt que la population avait à ne plus combattre systématiquement le Gouvernement.

A ce moment le chef antijuif songeait à porter la lutte à Paris même, car il pensait avec raison que l'Algérie n'aurait jamais satisfaction tant que les républicains se maintiendraient au gouvernement. Entraîneur d'hommes à Alger, il croyait qu'il obtiendrait un succès égal auprès des ouvriers français et, en plein accord avec Drumont et Rochefort, il posa sa candidature au siège législatif du XI^e arrondissement de Paris. Son départ se fit en grande pompe. Un Algérien partait à la conquête de la Métropole. Ses partisans ne doutaient pas du succès de son entreprise. La lutte électorale fut suivie d'Alger avec passion. Les antijuifs adressaient aux Parisiens des ordres du jour et des adresses leur recommandant Régis, tandis que les Socialistes adressaient aux candidats de leur opinion des dénonciations énergiques contre lui (3). L'échec de Régis, battu à la suite

(1) Presse algérienne, 22 octobre 1900, 8 novembre 1900. Circulaire Jonnart aux préfets, 15 décembre 1900 : « En recevant le personnel des bureaux du Gouvernement Général, je lui ai rappelé que j'avais le devoir d'exiger de tous les fonctionnaires de l'Algérie le plus complet dévouement au Gouvernement de la République. Mais j'ai ajouté que ces fonctionnaires étaient tenus, en présence des manifestations de la politique locale, à une réserve et à une discrétion dont ils ne sauraient se départir en aucun cas. »

« Il importe au bon ordre et à la dignité de l'administration que cette règle de conduite soit adoptée et strictement observée par tous les fonctionnaires sans exception.

« J'ai le regret d'apprendre dès mon arrivée en Algérie qu'en des circonstances récentes, certains agents n'avaient pas gardé l'attitude discrète et réservée que commandent leurs fonctions... Si de pareils faits venaient à se renouveler je n'hésiterais pas à sévir ».

(2) Presse algérienne, 11 novembre 1900.

(3) Séance du Comité antijuif, 13 novembre 1900 et 15 février 1901.

du désistement des démocrates en faveur d'Allemane, détermina une violente réaction de la part des antijuifs (1). Le soir même, ils se rendirent devant la Maison du Peuple, crièrent, essayèrent quelques coups de feu, et assommèrent quelques-uns de leurs adversaires. La période des émeutes revenait (2).

Blessés dans leur amour-propre, les antijuifs voulaient, pour réparer leur échec, montrer que leur force subsistait à Alger. Régis déclarait, dès son retour, qu'il allait reprendre la lutte antijuive comme au beau temps de 1898 et « en finir une fois pour toutes ». Pour être plus libre, il annonçait son intention de se démettre de ses fonctions de maire, mais, quelques jours après, il renonçait à ce projet, le titre de maire d'Alger pouvant lui servir dans ses démêlés judiciaires. Reprendre la rue fut leur premier objectif. A côté du Comité central antijuif qui s'occupait de la propagande et des élections, Lionne organisa la « Jeunesse antisémite nationaliste », qui devait donner des troupes de choc disciplinées et groupait environ deux cents cinquante membres.

La lutte qu'il rouvrait allait être dirigée non pas contre les Israélites, mais contre leurs protecteurs ou même ceux qui ne les combattaient pas. Certes, pour amuser ses partisans, Régis prenait bien de temps à autre un arrêté brimant les Juifs, tel celui qui leur interdisait de vêtir le costume indigène (3). Mais le préfet ou le Gouverneur s'y opposant, la mesure était aussitôt annulée. C'étaient ceux qu'il nommait les « judaïsants » qu'il s'apprêtait à combattre furieusement. Cette catégorie englobait beaucoup de gens. Le personnel gouvernemental, les républicains, les francs-maçons, les banques, les patrons employant des Israélites, les clients des magasins israélites étaient tenus pour tels. Les banquiers « exécuteurs des consignes d'Israël » qui « préparaient la ruine du commerce algérien » devaient prendre garde, car les Algériens ne se contenteraient pas de crier. « Mort aux capitalistes » (4). L'archevêque d'Alger lui-même, pour avoir montré, comme beaucoup de membres du haut clergé, peu de sympathie pour Drumont et avoir employé un entrepreneur de peinture israélite à la réfection de la Cathédrale, était injurié comme un vulgaire préfet (5).

(1) Au premier tour Régis avait obtenu 2.178 voix contre 2.108 à Allemane, 1.579 à Le-grain, 1.592 à Fabretot et 481 à Peiffer. Au 2^e tour Allemane fut élu.

(2) Presse algérienne, 19 février 1901.

(3) Presse algérienne, 24 avril-8 mai 1902. Le maire de Kremlin-Bicêtre ayant interdit le port de la soutane aux prêtres, Régis avait cru bon de répondre par une mesure analogue.

(4) *Antijuif*, 26 février 1901.

(5) « Oury est un spécimen de ces courtisans assez vils pour faire de leurs croyances et de leur sacerdoce des moyens d'une écœurante et dégradante ambition... un appétit aussi insatiable qu'inavouable lui conseille de marcher avec les tyrans. De là ses platitudes au Gouvernement, ses discours qui sentent la plus crapuleuse des hypocrisies... Cet immonde saligaud qui se met du côté des bourreaux de ses frères mérite que nous dévoillions toutes les saletés qu'il a faites sous le couvert de la religion... » (*Antijuif*, 8 octobre 1901).

Mais on ne s'en tenait pas seulement aux injures. Dans la rue la résistance des républicains amenait des batailles rangées plus fréquentes que jamais. Drumont venait-il visiter ses électeurs et présider un concours de musique, ses adversaires se massaient au café de Bordeaux pour le huer, et les antijuifs prenaient d'assaut ce siège de l'opposition républicaine (1).

Drumont s'embarquait-il, les antijuifs huaient Lutaud, et les Israélites Régis. Un jour, des chômeurs socialistes et antijuifs se battaient après avoir touché leur prime de secours : un autre, à l'occasion du retour du Gouverneur Général les antijuifs assommaient le sosie du chef républicain Cat, obligeaient les Israélites à fermer leurs boutiques, donnaient l'assaut à la Maison du Peuple d'où les socialistes ripostaient par des coups de revolver. Chaque fois, des blessés et des manifestants sévèrement condamnés venaient allonger la liste des victimes de cette guerre civile larvée.

La Police d'Alger, qui n'avait jamais montré beaucoup d'habileté, tancée par le préfet lorsqu'elle n'agissait pas, gourmandée par le maire lorsqu'elle intervenait, était impuissante. La fantaisie de Régis faisait déplacer ou suspendre les agents ou les secrétaires des commissaires, en dépit des protestations du Commissaire Central (2).

De leur côté, les Commissaires de Police avaient pris le parti de Lutaud. Injuriés par le journal du maire, ils ne ménageaient pas ses partisans. L'un d'eux, Detchessahar, avait prétendu même l'arrêter dans la rue, tandis que Régis donnait contre lui un ordre semblable aux agents ahuris (3). Ces scènes grotesques n'amusaient plus personne. L'Algérie était lasse de jouer à la révolution et l'opinion publique s'énervait de voir revenir les mauvais jours au moment où elle avait espéré l'apaisement.

En province surtout, où les Israélites étant rares, l'antisémitisme se justifiait mal, on se plaignait des excès de la capitale qui jetaient sur toute l'Algérie un discrédit fort préjudiciable aux intérêts de la colonie. Ces violences continuelles effrayaient les capitalistes et mécontentaient le Gouvernement. Or les colons estimaient qu'ils avaient davantage besoin de crédit que de suffrage universel épuré. Un dernier incident acheva de les convaincre de l'inopportunité des revendications antijuives. Le 26 avril 1901, près du village de Margueritte,

(1) Presse algérienne, 7-20 avril 1901.

(2) Le 0 juin 1899 il change 5 secrétaires inspecteurs, le 8 octobre 1900, 8 agents ou secrétaires. Le 19 octobre il refuse 2 mutations demandées par le Commissaire Central. Le 23 octobre il fait permuter 4 agents. Le 31 janvier 1901, il ordonne un nouveau mouvement de secrétaires. Le 15 avril 1901, L'onne suspend pour un mois deux secrétaires, 2 agents et en blâme 2 autres. Rapport du Commissaire Central de la ville d'Alger, 6 mai 1901.

(3) Presse algérienne, 18 avril 1901.

dans le département d'Alger, probablement poussés par la faim, les Beni-Menasser se révoltèrent, pillèrent des fermes, volant les bijoux, l'argent, les armes, tuant huit personnes et en blessant huit (1). L'administration algérienne, prise au dépourvu, semblait nettement responsable, par sa carence, de cette catastrophe. On ne manqua pas de le lui dire.

« Cet événement, écrivait Viviani dans la « *Lanterne* » dénote d'abord de la part des autorités militaires et civiles locales une incroyable cécité.

« Depuis trois ans, les gouverneurs généraux n'ont eu d'autres fonctions que de combattre et d'enrayer l'antisémitisme. A Alger surtout, ils se sont laissé accaparer par la politique locale, n'ont éveillé leur esprit qu'au tumulte sauvage de la rue et ont perdu du regard les profondeurs du pays en apparence endormi ».

En Algérie, on s'effraya. La méfiance des colons à l'égard des indigènes supplanta leurs autres sentiments. Déjà, en Oranie, en 1897, la perspective des mouvements arabes contre les Israélites avait arrêté les Algériens dans leurs expéditions punitives. En face du danger indigène, le bloc européen se reforma. On accusa les antijuifs d'avoir permis cette révolte en abaissant aux yeux des indigènes le prestige des fonctionnaires français qu'ils ne cessaient pas de traîner dans la boue. On protesta contre les procédés de Lutaud (2). L'opinion publique souhaitait le départ et des agitateurs et des préfets de combat. Elle consentait à tout pour obtenir ce résultat, même à reconnaître les droits de citoyens aux Israélites.

II. — Laberdesque.

Ce qui faisait croire à l'intervention des autorités administratives dans l'organisation de la guerre des rues, c'était leur tolérance vis-à-vis de meneurs des bandes républicaines. Celles-ci comprenaient un certain nombre d'individus louches, d'une origine incertaine, aussi peu recommandables que certains des hommes de Régis, mais ayant une propension fâcheuse à compenser leur infériorité numérique par l'emploi de leur revolver. Or, ces gens n'étaient pas poursuivis. Toutes les rigueurs étaient réservées aux antijuifs (3).

(1) Presse algérienne, 27 et 28 avril 1901.

(2) *Echo d'Oran*, 22 avril 1901 « A tort ou à raison la population a la conviction que toutes les bagarres dont nous sommes témoins sont par lui voulues, préméditées, organisées.

(3) *Ibid* « La Maison du Peuple » n'est fréquentée que par une collection de types débarqués on ne sait d'où et prêts à accomplir les pires besognes. Ce sont eux qui sans motifs plausibles, insultent les chefs du parti antijuif chaque fois qu'ils les rencontrent... qui hier même ont menacé Louis Réis d'un revolver alors que celui-ci traversait tranquillement la voie publique... ce sont eux qu'ouvertement la Police soutient et protège. Elle ne les arrête que pour les relâcher aussitôt tandis que les délinquants du camp adverse sont immédiatement poursuivis, traduits en correctionnelle et condamnés... »

Elles auraient pu servir la cause de Régis si son prestige n'avait pas été gravement atteint à cette époque. Il avait gagné l'adoration de la plèbe algérienne par son ardeur batailleuse et sa réputation d'invincibilité. Or, un peu après les élections municipales, un ancien maréchal des logis de spahis, employé de chemins de fer renvoyé à cause de son activité politique, Laberdesque, avait fait paraître un petit journal socialiste « *La Revanche du Peuple* » où, suivant les procédés algériens, tous ses adversaires étaient copieusement injuriés et diffamés. Sa tâche se limitait à signer ses articles et à en prendre la responsabilité car il alliait une force physique extraordinaire à une science parfaite de l'escrime et de la boxe. Espérait-on que ce spadassin délivrerait Alger de Régis ? Tout se passa, en tous cas, comme si Laberdesque n'avait été appelé que pour jouer ce rôle.

Après avoir blessé plusieurs collaborateurs de Régis, il fut défié par celui-ci, mais prétextait une foulure du poignet faite au cours d'une bagarre, le chef antijuif dut remettre la rencontre. On vit alors Laberdesque accepter un duel à coups de poings sur la plage de Bab-el-Oued, avec le champion des Comités antijuifs. Ce dernier, un colosse, fut assommé en deux coups. La renommée de l'ancien cavalier grandit alors dans toute la ville. Ce boxeur fit plus pour le prestige de son parti que tous les professeurs des écoles supérieures. Il bravait Régis, le toisait en public, l'insultait dans sa feuille. Excédé, Régis le provoqua dans des tracts qu'il fit distribuer en ville (1). Le soir, Laberdesque se rendait au café pour lui demander des explications. Louis Régis l'ayant attaqué, la bagarre devint générale et un journaliste socialiste, jadis antijuif, Le Talhouidec, blessa à coups de revolver Max Régis, son frère et deux de leurs amis (2). Les hommes de Régis croyant leur patron tué, se livrèrent alors à des représailles sanglantes. Deux militants républicains furent blessés à coups de couteau, une boutique juive fut pillée. Sans la protection de la police, Laberdesque et Le Thalouidec auraient été mis à mort. L'intervention de l'armée empêcha l'émeute d'éclater. Le lendemain, quelques manifestations étaient encore réprimées et la ville recouvrait une apparence d'ordre (3).

Ces événements, dont Lutaud faisait dans ses rapports un tableau

(1) Rapport Lutaud à Ministre Intérieur, 10 mai 1901.

(2) De part et d'autre, on s'accusa de provocations. Les rapports de police parlent de rixes préparées par les frères Régis. Ce témoignage est suspect. Le café Tantonville était le siège des antijuifs et Laberdesque ne le fréquentait pas. D'autre part, des coups de feu furent l'œuvre de Le Talhouidec qui quelques mois auparavant avait déjà tiré sur Régis dans un café. Cet ancien fossoyeur devenu journaliste passait pour irresponsable, et Régis, lorsqu'il était en colère, n'était pas plus raisonnable. La surexcitation des adversaires, les mœurs algériennes suffirent à expliquer la rixe. L'attitude de la Sûreté et de Lutaud, contraire à celle du Gouvernement Général, s'explique par la politique du préfet qui voyait dans cette bagarre un prétexte pour dissoudre les cadres du parti antijuif.

(3) Presse algérienne, 2 à 6 mai.

très sombre, lui firent donner satisfaction. La direction de la police fut retirée à la municipalité d'Alger et confiée au préfet, ce que Laferrière avait demandé à son arrivée en Algérie. Lui-même put dissoudre les comités antijuifs et les groupes de la Jeunesse nationaliste antisémite d'Alger, de Mustapha et de Bab-el-Oued, fermer les cafés où se réunissaient ces groupements, révoquer l'adjoint Rouquet, faire poursuivre son collègue Lionne (1). Enfin de sévères condamnations étaient prises contre les manifestants arrêtés, tandis que Laberdesque obtenait sa mise en liberté provisoire (2).

Cette fois, les antijuifs se crurent perdus ; ils envoyaient à Drumont des télégrammes affolés annonçant que de nouveaux attentats se tramaient contre Régis (3). Celui-ci prit le parti de quitter l'Algérie, suivi par son ennemi particulier qui le provoquait à Paris comme à Alger. Le duel eut lieu enfin et, au dire des experts, fut un des plus beaux du temps. Après une première rencontre sans résultat, le combat fut repris le lendemain et Laberdesque blessa légèrement Régis que ses témoins forcèrent à s'arrêter (4). Cette défaite produisit un effet considérable à Alger. Régis vaincu, le charme était rompu. Laberdesque valait plus que lui. Tué, le chef antijuif eût été pleuré comme un héros : blessé au bras banalement, après tant d'atermoiements, il redevenait un homme.

III. — Scission du parti antijuif.

C'est dans cette atmosphère de désarroi qu'éclata la querelle de Régis et de son principal lieutenant Lionne qui devait porter le coup de grâce au parti antijuif.

Même à l'époque de ses plus grands succès, celui-ci n'avait jamais pu être organisé régulièrement. En Oranie, une fédération antijuive avait été mise sur pied, mais son activité s'était bornée à la célébration de banquets. A Alger, on avait quelquefois parlé d'unir tous les antijuifs de tous les départements, mais les divergences politiques qui séparaient les nationalistes des radicaux rendaient ce projet chimérique. Chaque groupement départemental avait donc continué à vivre isolé. Le parti révolutionnaire d'Alger qui, pour son agitation et les frais de justice qu'il devait couvrir, dépensait beaucoup, éprouvait de ce fait de cruels embarras financiers. A partir de 1900, Régis dut sans cesse faire face aux exigences de ses amis pour soutenir son

(1) Arrêtés 1^{er}, 8, 9, 19 mai, 3 juin 1901.

(2) Presse algérienne, 7-6 mai 1901.

(3) Lionne à Drumont, 6 mai 1901

(4) *Temps*, *Journal des Débats*, *Libre Parole*. Presse algérienne, 9 juin 1901.

journal ou des chômeurs de son parti (1). Bientôt une nouvelle menace surgissait. En réponse à sa déclaration de guerre aux Juifs, après son échec à Paris, les frères Mantout le sommaient en vertu d'un jugement de 1897 de leur payer 14.000 francs. La contrainte par corps en cas de défaut était fixée à trois ans. Pour gagner du temps, il fit opposition se prétendant couvert par l'amnistie (2). Mais, déçu dans son ambition, aigri par son échec, il se brouilla avec tous ses lieutenants qu'il voulait contraindre à une obéissance passive. Le premier de ceux-ci, Salieres, qui l'avait un moment remplacé dans ses fonctions de maire, avait été condamné pour détournement de fonds ; puis une discussion s'éleva entre l'ancien maire Voinot et Lionne qui ambitionnaient tous deux un siège de conseiller général. Régis, pour trancher le différend, se présenta contre Voinot qu'avait désigné le comité central antijuif, fut élu, et eut de nouveaux ennemis (3).

Bientôt ce fut Lionne, son principal collaborateur, qui l'abandonnait à son tour. Voulant supplanter Régis ou prendre la place de maire que celui-ci abandonnait pour mener une action plus violente, Lionne s'était heurté à la majorité du Conseil, où « le clan corse » se prononçait pour Antonini. Régis ayant cédé, Lionne lui voua une solide rancune et à l'occasion d'une élection complémentaire, les deux amis s'accusèrent mutuellement d'ambition et de trahison (4).

Les Israélites s'abstenant, Lutaud ayant enfin quitté Alger, à la grande satisfaction de l'opinion (5), c'était maintenant entre eux que ces éternels agités se querellaient. Ils ne prêtaient même pas attention à la chute de leur popularité qu'attestait le nombre de suffrages sans cesse décroissant qu'ils recueillaient à chaque scrutin (6). Meetings tumultueux que les commissaires devaient dissoudre, séances du Conseil Municipal que les manifestations du public forçaient à interrompre, tout l'arsenal de l'obstruction qui leur avait servi à expulser les républicains en 1898 était employé pour satisfaire leurs rancunes (7). Drumont essayait vainement de réconcilier les frères ennemis, la division du parti antijuif français provoquée par les amis de Guérin permettait à Lionne de se ranger dans le clan dissident (8). Régis essayait de préparer la campagne électorale de Drumont avec

(1) Le 29 décembre 1900, il télégraphiait à Antonini : « Il est honteux pour le parti que je sois seul à toujours payer de ma personne et de mon argent ». Le 20 mai à Filippi « Envoyez argent disponible télégraphiquement », le 21 novembre à Vespérini « Ne me demandez plus d'argent, je n'en ai plus à force d'en donner ». Le 12 décembre « Envoyez télégraphiquement la somme nécessaire pour un voyage 20 Marseille-Alger ».

(2) *Libre Parole*, 28 février 1901.

(3) *Presse algérienne*, 29 juin 1901.

(4) *Presse algérienne*, 4-16 septembre 1901.

(5) Il avait été nommé préfet de Marseille.

(6) Sur 11.000 inscrits les antijuifs obtinrent au maximum de 2.847 voix contre 521 aux socialistes le 8 septembre ; le 15, le candidat de Régis n'avait plus que 1.715 voix contre 795 au protégé de Lionne.

(7) *Presse algérienne*, 12 octobre-15 novembre 1901.

(8) *Antijuif*, 1^{er} décembre 1901.

les troupes qui lui restaient lorsque les frères Mantout le faisaient arrêter à cause des créances qu'il n'avait pas pu leur payer.

Cette mesure lui rappelait son arrestation de 1898. Mais en moins de quatre ans la situation avait bien changé. L'agitateur s'était usé au pouvoir. Dans sa cellule de Barberousse, il pouvait évoquer les bruyants cortèges d'admirateurs qui jadis venaient clamer leur amour pour leur chef. Il pouvait penser aux subtilités de Lutaud qui le faisait transporter à Sidi Ferruch pour éviter de trop houleuses manifestations. Alger ne frémissait plus en apprenant son arrestation. Pire : ses amis l'abandonnaient. Non seulement ses seconds l'avaient trahi, un à un, dans leur lutte commune, mais ceux qui le suivaient encore refusaient de faire le moindre sacrifice pour le délivrer. « L'égoïsme de certains à mon égard ne m'étonne pas, écrivait-il, je saurai m'en souvenir à ma sortie de prison et m'en venger » (1).

IV. — La débâcle antijuive.

Toutes les fautes se paient. Or, les anti-juifs n'en avaient manqué aucune. Il fallait que le sentiment populaire fût bien fort pour qu'après cinq ans d'agitations stériles et d'incessantes maladroites, les politiciens du çof anti-juif parussent encore capables d'obtenir la victoire.

Un succès de la municipalité d'Oran qui pour protester contre l'obstruction du préfet avait donné sa démission et avait été réélue, la réception chaleureuse des Algérois à Drumont ranimaient pourtant leurs espoirs (2). Cependant la fièvre de 1898 était tombée. On pouvait dresser le bilan de l'activité des députés algériens au Parlement. Il se soldait par une suite d'échecs ininterrompue. L'Algérie avait signifié à la Métropole, en les élisant, qu'elle refusait d'assimiler les Israélites. Elle leur avait confié la tâche d'obtenir l'abrogation du décret Crémieux, sinon l'expulsion en masse des Juifs. Ils n'avaient pas même obtenu l'ombre d'une satisfaction. La plupart des Israélites restaient en Algérie, ils étaient toujours citoyens français, ils n'étaient pas beaucoup plus ruinés que les autres Algériens, victimes de la crise viticole. Le décret de 1898 sur le sectionnement des consistoires, blâmé par eux, n'avait même pas été exécuté. Sans doute « les mousquetaires gris » avaient-ils essayé de faire de leur mieux. Ils avaient déposé des propositions de loi que les commissions avaient pieusement enterrées. Ils avaient essayé de justifier leurs électeurs, puis,

(1) *Anti-juif*, 21 janvier 1902.

(2) *Presse algérienne*, 13 janvier, 5 février 1902.

(3) *Arch. Cons. Centr.*, 3 mars-20 novembre 1899.

énervés par l'incompréhension de leurs collègues, ils s'étaient livrés à des manifestations violentes qui leur avaient ôté tout crédit (1).

Ils avaient provoqué, au contraire, l'hostilité du Gouvernement qui n'avait à peu près rien accordé à l'Algérie et qui menaçait de maintenir ce régime rigoureux tant que celle-ci resterait dans l'opposition. Ces faits évidents allaient fournir aux républicains leurs principaux arguments.

Les antijuifs avaient enfin compris que l'agitation était condamnée par l'opinion publique. Régis lui-même proclamait que la violence devait cesser et il remplaçait le nom de *l'Antijuif* par le titre pacifique de *l'Algérien* (2). Depuis l'arrivée du gouverneur général Revoil qui avait succédé à Jonnart, un ordre à peu près complet régnait à Alger. Les partisans de Drumont essayaient même de se réconcilier. Lionne quittait la ville pour être candidat en France, Marchal faisait la paix avec Régis (3). Mais cette conversion à la sagesse était trop tardive pour être appréciée. Vraie ou fausse, elle n'aurait rien rapporté. Or, las de pourriendre de mauvais Juifs comme des héros de chevalerie, les Algériens réclamaient de solides avantages matériels.

« Il nous faut des routes, des chemins de fer, des barrages, des travaux de colonisation ; il nous faut une industrie, une agriculture prospère et des débouchés commerciaux ; il nous faut la paix... » réclamait Barrucand dans les *Nouvelles* (4).

« On ne vit pas de politique, surenchérisait la « *Dépêche Algérienne* ». En France, une circonscription peut ...se payer un député de luxe, mais une circonscription algérienne ne saurait, à ce point, méconnaître ses intérêts » (5).

Les antijuifs répliquaient : « Toutes les questions depuis les plus petites jusqu'aux plus grandes, depuis l'existence même du pays jusqu'à l'existence du plus modeste des citoyens se rattachent à la question juive » (6). Ils proposaient une fois encore aux Algériens un plébiscite sur le décret Crémieux. Mais depuis plusieurs années, chaque élection avait pris cette allure et chaque fois rien n'avait abouti. Alors, pourquoi persévérer dans une voie sans issue ? Dès 1900, le département de Constantine qui, le premier avait élu des antijuifs, avait renoncé à l'impossible réforme (7). Le Premier Président de la Cour

(1) Faure le 4 mars, Drumont le 14 juin 1901, avaient été exclus temporairement et expulsés de la tribune par le président de la séance.

(2) *Antijuif*, 22 mars 1902.

(3) *Presse algérienne*, 6 février, 3 mars 1902.

(4) BARRUCAND, « M. Drumont et l'Algérie », p. 4.

(5) *L'écho algérienne*, 1^{er} avril 1902.

(6) *Proclamation* de la fédération de Drumont.

(7) Le 8 octobre 1900 le Conseil Général de Constantine repoussait par 19 voix contre 14 un vœu de Rejou tendant à abroger le décret du 24 octobre 1870.

d'Appel, Ducroux, avait, devant la commission d'enquête, défini la situation :

« Quant au décret Crémieux, il est difficile de l'abroger pour le passé ; il faut le subir » (1).

Pour avoir la paix et retrouver sa prospérité perdue, l'Algérie cessait d'être antituive.

Le 27 avril les quatre députés antituifs perdaient leur siège. Drumont opposé à un républicain modéré, le professeur à l'Ecole de Droit Colin, n'obtenait que 8.692 voix contre 9.906. Les catholiques mécontents des votes du directeur de « *La Libre Parole* », qui s'était prononcé pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat et pour la suppression de l'ambassade au Vatican (2), vexés des attaques de l'*Antituif* contre l'archevêque, avaient mêlé leurs bulletins à ceux des militants républicains (2). Morinaud à Constantine, Marchal à Blida, Gieure, successeur de Faure à Oran, étaient également battus (4). Etienne et Thomson passaient cette fois sans encombre.

Sans doute, les votes des Israélites avaient été décisifs, sans doute aussi la pression administrative — à Alger l'élection du Conseil Municipal avait été annulée opportunément, quelques semaines avant le scrutin — n'avait pas été étrangère au désastre des antituifs. Mais la grande vague populaire qui, quatre années plus tôt, avait porté au pouvoir Drumont et ses disciples avait été brisée bien avant 1902. La politique de principes avait coûté trop cher à l'Algérie pour qu'elle s'obstinât à la continuer. Beaucoup d'électeurs républicains continuaient à contester la légitimité du décret de naturalisation, mais puisque c'était le prix de l'aide gouvernementale, ils acceptaient le marché.

« Le Gouvernement ne pourra invoquer à notre encontre le reproche d'avoir désigné des citoyens qui lui soient hostiles. Il n'aura par conséquent aucun prétexte de marchander les satisfactions que nous sommes en droit d'espérer et d'obtenir » (5). C'était le triomphe du bon sens pratique des terriens sur l'agitation de la plèbe turbulente des grandes villes. Trente-deux ans après la promulgation du décret Crémieux, les Algériens acceptaient les Israélites parmi eux. Un peu à contre cœur peut-être, mais le geste était quand même accompli.

(1) Enquête parlementaire. Séance du 2 juin 1900.

(2) Déclaration Drumont, 4 mai 1900.

(3) C'est ainsi qu'à Maison Carrée et à Staoueli où les Congrégations disposaient d'une grosse influence, Drumont avait obtenu en 1898, 365 voix et 173 voix contre 70 et 25. En 1902, il n'obtenait plus que 196 voix contre 260 à Maison Carrée et 68 voix contre 167 à Staoueli.

(4) Aubry, président du Conseil Général de Constantine était élu par 6.839 voix contre 5.261 à Morinaud. Au 2^e tour Trouin obtenait à Oran 5.787 voix contre 5.478 à Gieure, et à Blida Begey 6.928 voix contre 3.634 à Marchal. Seul Faure, candidat de la « *Patrie Française* », à Paris était élu.

(5) *Echo d'Oran*, 13 mai 1902.

CHAPITRE XVI

LES ISRAÉLITES PENDANT LA CRISE ANTIJUIVE

I. — Effets des persécutions.

La violence des premières émeutes antijuives effraya les Israélites. Ceux-ci craignant des troubles pendant la durée de la période électorale avaient acheté des armes pour se défendre depuis 1896, mais ils ne s'attendaient pas à des attaques aussi violentes (1). Ces bandes, hurlant des cris de mort, pillant leurs magasins, s'attaquant aux synagogues, faisant des lambeaux des livres sacrés des trophées, leur firent croire que leur dernier jour était venu. A la nouvelle des troubles d'Oran, les gardiens de la synagogue d'Alger mettaient en sûreté les tables de la loi et les vases sacrés (2). Pendant les pillages des magasins israélites d'Alger, en janvier 1898, un publiciste israélite adressait, à la nouvelle de la mort de Schebat, un télégramme à Jaurès lui annonçant que la ville était en feu et qu'on massacrait ses coreligionnaires par centaines.

Sous le danger, certains Israélites, le plus souvent jeunes et partisans de l'évolution, pensaient qu'il n'était pas digne de se laisser massacrer comme au temps des Turcs sans se défendre. A Oran, par exemple, les frères Chaloum se signalaient non seulement par la violence de leurs articles, mais par leur attitude en face des manifestants, contre lesquels Mardochee tirait des coups de feu et Vidal brandissait un revolver (4). A Alger, les Israélites se défendaient spontanément. Après les journées de janvier 1898, à la moindre alerte ils fermaient leurs magasins et se barricadaient chez eux ; au passage des bandes antijuives ils jetaient de leur balcon des tables, des chaises, de l'huile bouillante (5). Quelques-uns se servaient d'armes, mais les représailles que les partisans de Régis avaient exercées après le meurtre de Cayrol avaient fait rapidement abandonner ce système de défense. Ce n'était que le fait d'une minorité. La plupart des Israélites restaient terrés dans leur logis, attendant la fin de l'orage et priant pour que Dieu les délivrât (6).

(1) Rapport Adam, commissaire enquêteur, 17 juin 1897.

(2) *Echo d'Oran*, 24 mai 1897.

(3) *Temps, Libre Parole*, 26 janvier 1898.

(4) Rapport du commissaire Adam, Rapport de Malherbe, 22 mai 1897.

(5) *Ibid.* Presse algérienne, janvier 1898.

(6) Lettre d'Ephraïm Chettrit d'Inkermann à Judas Saada, 23 mai 1897.

Ils se sentaient à ce moment isolés, abandonnés de leurs alliés politiques et même du Gouvernement de la Colonie. Lépine était allé saluer la dépouille mortelle de Cayrol ; un immense cortège avait suivi son char funèbre. Pour l'Israélite que les antijuifs avaient mis à mort, personne ne se dérangeait. A la nuit tombante, sous la protection de quelques soldats, suivi d'un rabbin, le cercueil de Schebat avait été emporté furtivement, comme si le respect de la mort n'était pas dû à un Israélite (1).

Voyant que leur sécurité n'était plus assurée, beaucoup de membres de l'élite décidèrent de s'expatrier. Ils se rendaient à Paris ou à Tunis, comme leurs ancêtres l'avaient fait au début du siècle, après la mort de Nephtali-Busnach. A Constantine les Isaac, les Uhry avaient donné l'exemple de l'exode. A Alger, les Jaïs, les Azoulay, les Stora, les Aboucaya, les Levi-Bram, les Valensi, désespérés, craignant pour leur vie, partaient sans esprit de retour. C'était presque toute l'aristocratie israélite de la ville qui s'était enuïe, après avoir retiré des établissements de crédit de la ville près de quinze millions de francs (2).

Ceux qui s'obstinaient à rester, renonçant à leur esprit de *çof* se réconciliaient et s'unissaient contre leurs ennemis. Kanoui et Netter, « Hovahs », « Panamistes » et « Dahoméens » faisaient des démarches collectives auprès des pouvoirs publics et du Consistoire Central pour qu'on les protégeât. Leur collaboration pour l'administration des communautés devenait d'autant plus nécessaire que les difficultés devenaient plus grandes. L'émigration des plus riches familles avait des répercussions graves sur les budgets consistoriaux et sur toute la société israélite. Les pauvres qu'elles secouraient tombaient à la charge des Consistoires, au moment où leurs ressources étaient diminuées des plus fortes contributions. Pour pouvoir subvenir à ces nouveaux besoins, les autorités israélites avaient fait appel à la charité de leurs coreligionnaires et, aux lendemains des troubles de Mostaganem et d'Oran, Rothschild adressait 10.000 francs au Consistoire d'Oran (3). Mais la guerre économique que les antijuifs organisèrent après les troubles consumma la ruine des prolétaires israélites.

Après le pillage de leurs boutiques, les commerçants israélites avaient demandé la prorogation de leurs échéances pour pouvoir rétablir leurs affaires (4). Mais la persistance de l'agitation rendait vaine cette espérance. Que Drumont arrivât ou partît, qu'un antijuif fût jugé par quelque tribunal ou qu'il plût à Régis d'organiser un

(1) *Télégramme algérien*, 10 février 1898.

(2) *Revue Algérienne*, 23 janvier 1898. *Enquête parlementaire*, déposition Darmon, 5 juin 1900. TUBIANA, *Le Juif est-il français?* p. 5.

(3) Appel de Zadoc-Kahn, grand rabbin de France, Presse algérienne, 25 mai 1897.

(4) *Télégramme Consistoire d'Oran à grand rabbin*, 26 mai 1897, du Consistoire d'Alger au Consistoire Central, 25 janvier 1898.

cortège triomphal et, effrayés, les petits commerçants du quartier juif devaient fermer les volets de leur magasin pour ne pas voir les antijuifs le mettre à sac.

Le boycottage, préconisé par les journaux antijuifs, appliqué au moment où l'antijudaïsme était à peu près unanime, était encore plus funeste que ces manifestations bruyantes. Tous les Israélites étaient mis à l'index. Aux écoles supérieures, les jeunes compagnons de Max Régis empêchaient les étudiants israélites de suivre les cours (1). Le comité d'hivernage repoussait tout candidat israélite, l'Association des syndicats commerciaux leur était hostile. Aux élections consulaires, les électeurs écartaient les Israélites. Le Conseil de l'Ordre des avocats demandait la démission de l'avocat Darmon, membre du conseil de discipline. Cet ostracisme moral ne suffisait pas, on essayait de ne plus commercer avec les Israélites, selon la doctrine de l'*Antijuif* (2).

Soit par conviction, soit par crainte, soit pour ne pas heurter les sentiments de la majorité, beaucoup d'Algériens renvoyaient leurs employés israélites ou n'achetaient plus chez des commerçants juifs. Evincés à une période de crise où le travail devenait rare, les employés tombaient rapidement dans la misère (3). Le 7 septembre 1897, ils se réunissaient à Alger dans une salle prêtée par le Consistoire et, ayant déclaré que leur chômage provenait de l'interdit jeté sur eux par « les chrétiens », ils demandaient au Consistoire d'inviter les Israélites à n'employer que leur coreligionnaires (4). Ces gens, pour la plupart très pauvres, n'ayant guère d'économies, avaient été vite réduits à une misère extrême. Les Consistoires, débordés par l'affluence des misérables qui leur demandaient des secours, étaient obligés de les leur refuser ou de ne leur accorder que d'insuffisantes indemnités (5).

En juillet 1898, au plus fort de la crise, le nombre des indigents secourus par les Consistoires était de deux mille à Constantine, deux mille à Oran et neuf cents à Alger. Un sixième de la population israélite vivait d'aumônes (6). Quelques riches familles, réfugiées à Paris, essayaient bien de quêter en faveur de leurs coreligionnaires misérables. Ces produits de la charité individuelle n'atteignirent que quatre-vingt mille francs, somme insuffisante pour l'étendue des misères

(1) Télégramme Sadoum à Zadoc-Kahn, 9 décembre 1898...

(2) *Enquête parlementaire*. Journée du 5 juin 1900. Déposition Honel et Darmon.

(3) La maison Pernot, par exemple, renvoyait son représentant à Alger, Talet « pour cas de force majeure » approuvée par le tribunal de Montbéliard, elle était condamnée à payer 3.000 frs de dommages et intérêts par la cour d'appel de Besançon. *Presse algérienne*, 15 juillet 1899.

(4) *Presse algérienne*, 10 septembre 1897.

(5) Honel télégraphiait le 16 janvier 1898 au Consistoire Central : « Mille ouvriers environ sans travail, sans pain. Extrême urgence, recevoir subsides. Ressources consistoriales insuffisantes et inefficaces.

(6) *Arch. Cons. Cent.* Rapport M. Lévy, 5 juillet 1893.

à soulager. Il restait aux prolétaires israélites l'exode ou la misère. Certains s'embarquèrent pour Alexandrie et se réfugièrent soit à Tunis, soit au Maroc. Mais la plupart demeuraient dans le pays, les uns résignés, les autres aigris, pleins de haine pour leurs persécuteurs et même pour les riches israélites qui ne venaient pas suffisamment à leur aide.

Beaucoup, après avoir reçu les horions des antijuifs, avaient courbé l'échine et, terrorisés, avaient promis de ne pas se plaindre. Un Israélite d'Inkermann avouait naïvement : « les Européens sont venus nous trouver et nous ont déclaré que si l'un d'eux venait à être incarcéré, ils saccageraient tout et mettraient le feu dans la ville.

« En présence de ces événements, nous, Israélites, nous sommes réunis et rendus chez M. le Juge d'Instruction auquel nous avons déclaré que nous leur pardonnions.

« Nous nous sommes alors réconciliés avec ces Européens et nous sommes allés ensemble au café (1) ».

Mais, dans les villes, certains jeunes Israélites turbulents, batailleurs, légers de scrupules, n'avaient pas la douceur du héros de cette scène bien algérienne, et ils avaient pour les membres des autres groupes sociaux une haine égale à celle qu'ils inspiraient. Lorsqu'ils étaient en nombre, ils n'hésitaient pas à attaquer des indigènes ou des Européens, aux abords de leur quartier (2). Parfois, ils manifestaient hautement leurs opinions. A Médéa, le 3 mars 1898 ; à Oran, le 3 novembre 1893, les conscrits israélites se rendaient au Conseil de révision en criant : « A bas les Français, vivent les Juifs ! » A la gare de Sainte Barbe du Tlélat, un greffier israélite, à la suite d'un incident bénin auquel était mêlé son jeune fils clamait : « Vous êtes de sales Français ! je suis dégoûté d'être Français ! je voudrais être Russe ! » « A Saint Eugène, racontait le procureur de la République de la ville, une bande considérable de Juifs se ruait sur un Français et l'assommait à moitié. En se précipitant au massacre, les lâches hurlaient : A bas les Français ! il nous faut du sang français pour arroser nos cabinets » (3).

Ces cris de colère n'avaient pas une grande signification ; ils exprimaient l'exaspération des jeunes Israélites contre leurs persécuteurs. On aurait tort de les prendre à la lettre et de leur donner le sens précis

(1) Lettre d'Ephraïm Chetrit à Judas Saada, 23 mai 1897.

(2) A Constantine, le 28 octobre 1898, les Israélites manifestaient rue Thiers, assaillaient les indigènes consommant dans un café Maure et en tuaient un. Les assassins furent condamnés à huit ans de réclusion. Même fait à Oran contre des agents de police, 20 juillet 1899. Le même jour à Alger, le docteur Rouquet, conseiller municipal, était attaqué par 3 Israélites. Le 8 juin 1901, même fait à Constantine pour Rejou, conseiller général.

(3) Chambre correctionnelle d'Alger, 11 juin 1898. *Radical algérien*, 14 juin 1898. *Echo d'Oran*, 8 août 1897. Presse algérienne, 4 mars 1898-4 novembre 1899.

d'un reniement. D'ailleurs cette fureur ne s'exerçait pas seulement contre les étrangers au peuple juif. Le 1^{er} mai 1899, rue de la Lyre, des petits artisans et des chômeurs israélites se réunissaient et allaient demander, à grands cris, du travail sous les fenêtres du rabbin Bloch, criant : « Vive la révolution sociale ! A bas les capitalistes ! A bas les riches » (1).

Cette manifestation, ces mots révolutionnaires étaient d'étranges nouveautés dans l'histoire du judaïsme algérien. L'année précédente, un ouvrier bijoutier sans travail, père de cinq enfants, avait trappé d'un coup de couteau le grand rabbin Bloch (2). La révolte germait dans cette société si hiérarchisée jusqu'alors. Le boycottage n'atteignait, en effet, que les pauvres gens. Les « grands Juifs », ceux qui avaient soulevé la rage des Européens, s'étaient mis à l'abri de leurs coups ou continuaient paisiblement leurs affaires et ils ne connaissent même pas au prolétariat, qui souffrait pour eux, de quoi subsister. Les jeunes gens que l'école française avait détachés des vieux dogmes s'en indignaient. Ils répétaient les mots des discours des socialistes et des radicaux qui se posaient en défenseurs de leur cause. Ils partageaient leurs croyances. A la faveur de la persécution, un noyau socialiste se constituait hostile aux autorités traditionnelles mais, du fait de l'antisémitisme, conservant le sentiment de clan qui faisait acclamer Israël et maudire les Français, après avoir prêché l'égalité des hommes et la réconciliation des prolétaires de l'univers.

Cependant cette révolte n'était le fait que d'une minorité assez faible. La majorité restait fidèle aux « chefs de la Nation », elle se pliait aux consignes que ceux-ci lui donnaient et les exécutait fidèlement.

II. — La défense des Israélites.

Les Consistoires algériens, organes régulateurs de la société Israélite, devaient diriger la résistance des communautés contre les anti-juifs. A plusieurs reprises dans le passé, ils avaient signalé au Consistoire Central l'hostilité des Algériens. A la nouvelle des premiers troubles, celui-ci se plaignait des sévices endurés par ses coreligionnaires à Barthou qui lui promettait de donner des ordres sévères pour que de tels faits ne se renouvelassent pas (3).

Une délégation composée de Simon Kanoui et Netter, président du Consistoire et grand rabbin d'Oran, proposait au Consistoire Central

(1) Presse algérienne 2 à 9 mai 1899, sur 6 manifestants arrêtés, 3 étaient âgés de moins de 18 ans.

(2) Arch. Cons. Cent., 5 juillet 1898. Presse algérienne 4-7 juillet 1898, notamment les articles de Marchal dans le *Télégramme* et de Lys du 1 ac dans l'*Echo d'Oran*.

(3) Arch. Cons. Cent., 25 mai 1897.

et au gouvernement un plan de défense en neuf articles demandant la dissolution de la ligue antijuive, la suppression des sociétés refusant l'admission des Israélites, le retrait de la direction de la police aux municipalités, la punition des écarts de langage et des insultes envers les Israélites, le rétablissement du service militaire dans la Métropole pour les Israélites et l'admission de leurs malades dans les hôpitaux de toutes les villes (1).

Ce projet, qui devait être appliqué à l'époque de la « défense républicaine », fut présenté légèrement édulcoré au Ministre par le Consistoire Central qui demanda seulement la dissolution des groupements antijuifs, une plus grande sévérité des tribunaux vis à vis des manifestants antijuifs et une surveillance stricte de la police et des municipalités antijuives par l'administration (2).

Ces mesures de défense pouvaient arrêter l'émeute, non les sentiments antijuifs. Régis venait de publier son « *Antijuif* » dont le succès était symptomatique. Certains Israélites songèrent à lui opposer un journal qui, usant des mêmes procédés de polémique, le discréditerait (3). Accueilli assez froidement, le projet parut un moment en voie d'exécution. Le publiciste socialiste Tubiana, disait-on, serait considéré comme le fondateur du journal, le journaliste de *la Vigie algérienne* ». Batail, jouerait le rôle de gérant, enfin, un ancien officier de cavalerie, chevalier de la Légion d'honneur, comte au surplus, bien qu'Israélite et possesseur d'antécédents déplorables, était chargé, en raison de ses qualités d'escrimeur, de signer les articles où l'on attaquerait personnellement les chefs antijuifs (4). Ce plan ne fut pas exécuté, mais les adversaires de Régis en gardèrent le souvenir et s'en servirent bien plus tard lorsqu'ils montèrent « *la Revanche du Peuple* » de Laberdesque. Les Israélites avaient préféré pour se défendre et faire échec à Drumont, appeler les anarchistes que les antijuifs malmenèrent (5) et renvoyèrent rossés et désabusés dans la Métropole. Toutes ces mesures étaient prises dans le plus grand secret ; officiellement, à partir des émeutes d'Alger qui avaient montré la profondeur et la violence de l'antijudaïsme algérien, le Consistoire Central refusait de faire une démarche qui aurait permis aux antijuifs de crier à la provocation (6).

Les Consistoires d'Oran et d'Alger à plusieurs reprises demandèrent l'autorisation de poursuivre les journaux qui les diffamaient.

(1) Ibid., 27 juin 1897.

(2) Arch. Cons. Cent., 27 juin 1897.

(3) Gouverneur Général à Ministre Intérieur, 29 septembre 1897.

(4) Rapport du Commissaire Nayrac, 24 septembre 1897.

(5) La *Libre Parole* et certains rapports de sûreté avaient remonter au baron Rothschild l'origine de cette campagne. Il a été impossible de vérifier ces affirmations. Rapports du 23 octobre 1897, 26 avril, 23 novembre 1898.

(6) Arch. Cons. Cent., 25 janvier 1898. Un roturier avait demandé une intervention, sa thèse soutenue par Masse et Aaron fut repoussée par les autres membres du Consistoire.

Les autorités israélites de Paris la leur refusèrent. En face de ce déchaînement de passions, leurs dirigeants pensaient que l'éternelle attitude d'Israël en face des persécuteurs, son repliement sur lui-même était la meilleure des tactiques. La force d'inertie qui lui avait fait supporter tant d'orages lui permettrait encore cette fois de traverser ces épreuves sans encombres. Aussi, malgré les cris de révolte des jeunes Israélites, dont les manifestations avaient pour effet de surexciter les manifestants antijuifs et de provoquer des actes plus graves que leurs hurlements traditionnels, les Consistoires algériens se soumirent à cette ligne de conduite prudente (1).

Dans toute la période qui suivit, les dirigeants des Consistoires et les grands rabbins se trouvèrent en liaison constante et amicale avec les agents du Gouvernement. Ils demandaient à leurs administrés de ne pas se montrer aux réunions antijuives, de ne pas sortir de leur logis aux moments critiques (2). En face des politiciens et des publicistes radicaux et socialistes qui poussaient les Israélites à la lutte et se souciaient peu des conséquences que pouvaient avoir ces actions, les dirigeants religieux des communautés exerçaient une influence bienfaisante qui évita, sans doute, de pires événements (3). Aux élections mêmes, la consigne de l'abstention était donnée, afin de ne pas soulever les critiques ou la colère de leurs adversaires (4). Israël attendait la lassitude de ses persécuteurs pour reparaître.

Malgré cet effacement apparent, en effet, ils ne renonçaient à aucun de leurs droits. Les Consistoires veillaient à l'inscription des leurs sur les listes électorales, comme au temps de l'Ordre moral. Contre le décret de Laferrière qui les scindait en plusieurs circonscriptions et leur enlevait leur influence sociale, ils faisaient la même opposition que jadis à la proposition Sabatier. En plein accord avec le Consistoire Central, celui d'Oran se pourvoyait au Conseil d'Etat contre l'arrêté délimitant les circonscriptions qui ne devait jamais être exécuté (). En même temps une habile campagne de propagande exposait à l'opinion publique métropolitaine les souffrances des Israélites. Sous le pseudonyme de Durieu, un socialiste israélite, Blum, publiait un livre évidemment fort tendancieux, « Les Juifs algériens », où il s'é-

(1) *Arch. Cons. Cent.*, 15 novembre, 27 décembre 1896, 31 janvier 1899.

(2) Les troubles d'O an eurent pour signal l'attentat de Seraty contre lrr. Les pillages d'Alger eurent lieu le lendemain de la manifestation des Israélites en face du théâtre, et les attentats contre Schebat et Azoulay, le jour de l'enterrement de Cayrol.

(3) Rapport de Berseville secrétaire du Gouvernement Général, 16 juillet 1898, de Malherbe, préfet d'Oran, 14 septembre 1897.

(4) Rapport de Berseville sur les agissements de « *La Lanterne* », du « *Combat* » et de N'caise qui télégraphiait à Brisson qu'en cas de troubles il y aurait 1.500 fusils dans la rue, 20 juillet 1898.

(5) Presse algérienne, 18 septembre 1898.

() UNRY, *op. cit.*, p. 190. *Arch. Cons. Cent.*, 7 mars, 30 novembre 1899. Presse algérienne 19 février 1902. Le décret du 14 septembre 1903 fit dépendre les indigents israélites des bureaux de bienfaisance alimentés par les revenus consistoriaux que gèrent les receveurs de contributions diverses.

tendait complaisamment sur la misère du prolétariat israélite et sur le péril étranger. Le député socialiste Rouanet, qui tenait sa documentation des rabbins au dire de Lalerrière, défendait la même thèse avec beaucoup de chaleur à la tribune de la Chambre. L'habileté des Israélites fut de présenter la question algérienne comme un épisode colonial de l'affaire Dreyfus, d'exploiter la réputation de Drumont pour dénoncer le mouvement antijuif comme réactionnaire et clerical et de gagner à leur cause tous les partis et les organes favorables à la révision du procès de Dreyfus. Ils purent ainsi vaincre les antijuifs sans, à aucun moment, paraître les combattre, mais en laissant ce soin aux Français des autres partis. Dans l'ardeur de la lutte, la colère de leurs adversaires se portait sur les « judaisants » et non plus sur eux. A ce jeu, les Israélites gagnaient une paix relative en attendant de faire triompher leurs défenseurs par leur appui électoral.

Dès 1900, le grand rabbin d'Alger pouvait déclarer : « Nous n'entendons presque plus le cri de « A bas les Juifs ! » et les Israélites peuvent sortir et travailler au dehors (1). Les commerçants israélites victimes des troubles avaient été largement indemnisés par les communes rendues responsables des dégâts par les tribunaux. Peu à peu le boycottage cessait. Les commerçants européens avaient profité du sentiment antijuif pour hausser le prix de leurs marchandises, mais avaient ainsi lésé leur clientèle qui, revenue à une compréhension plus claire de ses intérêts, avait repris le chemin du quartier israélite où les marchands étaient détestables mais la marchandise avantageuse.

En 1902, au moment de l'échec électoral du parti antijuif, la vie des communautés israélites était redevenue à peu près normale. L'atmosphère de défiance et de mépris qui les entourait bien avant la campagne antijuive persistait (2), mais la lutte économique était close. Les répercussions de ces attaques furieuses contre la population israélite apparaissaient très faibles. Il y avait presque une disproportion ridicule entre la violence du mouvement antijuif et la faiblesse des résultats qu'il obtint. L'exode des grandes familles d'Alger et de Constantine diminua la richesse des communautés de ces villes. L'émigration de certains prolétaires arrêta temporairement, dans les grands centres algériens, l'accroissement de la population israélite (3). Mais on restait très loin de l'émigration massive dont avait rêvé Régis.

Le commerce israélite avait résisté à l'épreuve. Les antijuifs ne

(1) *Enquête parlementaire*, Séance du 5 juin 1900. Déposition Abraham Bloch, p. 43.

(2) *Ibid.*

(3) A O. an, la population juive qui était passée de 7.483 en 1891 à 10.651 en 1897, restait stationnaire en 1900. A Alger, elle était de 7.578 en 1891, 9.933 en 1896 et 10.871 seulement en 1900, mais à son annexe de Mustapha, le chiffre des Israélites tombait de 579 en 1896 à 436 en 1900.

réussirent guère qu'à éliminer quelques petits boutiquiers et des colporteurs, les petits vendeurs de fil et d'aiguilles, de journaux, de Loissons rafraîchissantes et les crieurs de journaux dont les industries passèrent aux mains des jeunes indigènes et d'étrangers (1). L'Algérie avait lutté pendant cinq ans pour assurer le privilège de la vente des journaux aux yaouleds.

L'effet moral était-il plus considérable ? Avant la crise antijuive, les Algériens avaient demandé aux Israélites de renoncer à leur tradition pour se fondre dans le peuple algérien. Cet appel n'avait été entendu que d'une faible minorité, mais une lente évolution pouvait étendre l'assimilation morale à un nombre toujours croissant d'Israélites. L'effet le plus net de la persécution fut d'arrêter ce mouvement et de grouper plus étroitement les Israélites autour de leurs chefs religieux.

L'Alliance israélite universelle ouvrit des ateliers d'apprentissage, des fermes modèles et surtout des écoles religieuses qui, à la place des midraschim où des maîtres sans valeur ne donnaient qu'un enseignement formaliste, eurent pour tâche de donner à la jeunesse une direction morale conforme à la loi religieuse (2). Les enfants qui jusqu'alors avaient bredouillé quelques mots d'hébreu et n'étaient pour la plupart qu'au stade de l'alphabet, reçurent désormais des connaissances assez étendues. Leurs maîtres leur développaient notamment certaines idées morales propres à exalter leurs sentiments judaïques : « quelle part le judaïsme a pris dans l'élaboration de la morale moderne, en quoi ces aspirations coïncident avec celles de l'humanité actuelle, pourquoi et comment il faut se sentir honoré d'être Israélite » (3). Le caractère universel du peuple juif que la plèbe israélite d'Algérie ignorait à peu près complètement, lui était désormais révélé. On avait voulu dissocier le bloc juif, on en avait renforcé l'unité morale.

Ce renforcement du judaïsme algérien n'entravait pourtant pas les progrès intellectuels. La fréquentation des écoles françaises par les jeunes Israélites n'avait à aucun moment diminué. Le nombre d'étudiants israélites dans les écoles supérieures d'Alger ou les universités de la Métropole s'accroissait (4). L'évolution continuait malgré les attaques de l'extérieur et sans que celles-ci y fussent pour rien. Le groupe social israélite continuait à vivre isolé, à avoir son existence propre dans la société algérienne, adoptant l'instruction et — parfois seulement en apparence — les mœurs françaises mais restant fidèle aux traditions orientales du pays et gardant, de ce fait, une originalité profonde.

(1) Presse algérienne, 4, 7 juillet 1898.

(2) Ces écoles ouvertes en 1900 eurent un franc succès. L'école d'Alger reçut 600 élèves, la section pour les jeunes filles 873. A Constantine 730 garçons et 40 filles. LEVEN, *op. cit.*, p. 140 et seq.

(3) LEVEN, *op. cit.*, livre II, chap. II

(4) DEMONTES, « Le Peuple algérien », p. 480.

CONCLUSION

Si coloniser n'est pas seulement défricher le sol et en tirer des profits, mais gagner les indigènes du pays conquis à la civilisation des conquérants, la France a remporté avec la population israélite d'Alger un succès exceptionnel.

En 1830, hormis les « Juifs francs » et quelques familles de l'aristocratie religieuse, les Israélites algériens constituaient un troupeau oriental, misérable, dénué de toute culture, avili par d'incessantes vexations, aussi éloigné des Français que les Musulmans eux-mêmes. Moins d'un siècle après, ils avaient conquis les droits de citoyen, une place éminente dans l'économie du pays et le pouvoir de résister victorieusement à la coalition de l'Algérie entière.

On s'expliquerait mal cette réussite — unique dans nos annales coloniales — si on ne l'attribuait qu'à l'action de l'administration française. Celle-ci a essayé d'assimiler ces Orientaux, elle en a fait, conformément à la politique libérale suivie depuis la révolution vis-à-vis des Israélites français, des citoyens. Elle leur a donné des écoles, elle les a appelés dans ses casernes, et ces mesures n'ont pas été inutiles au progrès des Juifs algériens. Mais, sauf en ce qui concerne la naturalisation collective qu'ils repoussent, elle a agi de même pour les indigènes musulmans et les résultats qu'elle a acquis ont été infiniment moins brillants.

Sans doute, les Israélites ont-ils compris plus vite que les Musulmans l'intérêt qu'il y avait pour eux à adopter les usages et la civilisation des nouveaux maîtres du pays, mais ils ne l'auraient pas fait sans la tutelle de leurs coreligionnaires français, et sans leur soumission à leurs chefs traditionnels.

Les dirigeants du judaïsme de la Métropole se faisaient un devoir d'éclairer et d'améliorer le sort de leurs coreligionnaires d'Afrique. Ils surent se faire écouter des gouvernements qui, sans eux, auraient probablement négligé cette minorité coloniale. Ils surent gagner un moment la sympathie des intellectuels révolutionnaires de la colonie, obtenir leur appui dans leur campagne pour l'émancipation des Juifs algériens. Que Crémieux et les membres du Consistoire Central se soient davantage préoccupés à ce moment de leur devoir israélite que de l'intérêt de l'Algérie, cela est indéniable. La naturalisation, pensaient-ils, devait être le signal de l'évolution de leurs coreligionnaires

vers la civilisation occidentale qui, jusqu'alors, n'avait été le fait que de l'aristocratie. Soumis à des devoirs plus stricts, les Juifs algériens devraient se débarrasser des traditions orientales plus berbères qu'hébraïques dont le respect les paralysait.

Le décret hâtif, pris par Crémieux dans un moment où les difficultés algériennes devaient être évitées à tout prix, eut dans ce sens des effets heureux. Sans lui, les progrès des jeunes générations se seraient faits bien plus lentement. De ce point de vue, ce fut une mesure excellente et féconde. Pourtant, lorsqu'on vit ses premiers résultats, elle fut unanimement condamnée. Vingt ans après sa promulgation, il n'était pas d'Algérien compétent qui ne déplorât l'entrée de ces orientaux dans la vie politique algérienne. On ne critiquait pas leur naturalisation en masse, l'obligation qu'on leur avait imposée de suivre le code civil. On n'admettait pas qu'ils fussent les grands électeurs du pays.

La constitution de leur société, restée à peu près la même qu'autrefois, avec son aristocratie traditionnelle et sa clientèle toujours misérable et toujours avide, sa cohésion et sa discipline faisaient des électeurs israélites les arbitres des luttes politiques. Sollicités par les candidats, ils tirèrent d'appréciables avantages de cette position, mais ils accumulèrent aussi les haines et se rendirent odieux à la population. Si, comme le croyaient ces anciens déportés de l'Empire qui les combattaient les premiers, fausser les élections constitue un crime, ils furent souvent coupables. Mais ces hommes politiques, dont certains jouèrent un rôle important dans l'histoire de la troisième République, qui profitaient de ces abus, mais ces prêtres, soucieux d'avoir de bonnes élections et les engageant à bien voter, n'étaient-ils pas plus coupables encore ?

Il convient de ne pas être trop sévère. A leur place, d'autres hommes auraient agi comme eux. Un candidat ne recherche pas la sainteté, mais une élection et il use de tous ses atouts. L'atout israélite était trop beau pour qu'on le négligeât. De là vint tout le mal.

L'erreur de Crémieux — et ce n'était pas son sentiment israélite qui lui faisait commettre — fut de croire, avec tous les colons algériens, à la politique d'assimilation et de doter la colonie d'institutions analogues à celles de la Métropole, le suffrage universel inclus. Dans une population hétérogène, formée de petits groupes autonomes, fidèles à leurs coutumes traditionnelles, collaborant souvent, mais se détestant parfois, il n'était pas bon d'implanter le régime des partis. Où il aurait fallu fondre ces éléments disparates, on les divisait. La coalition des éléments algériens contre le groupe israélite dont la domination croissait et inquiétait les autres groupes en résulta. Un observateur aussi peu suspect d'hostilité à l'égard du régime démocratique

cratique que Pourquery de Boisserin, écrivait avec raison en 1900 (1).

« On a trop donné à ce pays neuf les lois du vieux continent. On a trop distrait les colons de leurs luttes avec la terre en les engageant bien vite dans les luttes politiques... En France on vote beaucoup. En Algérie, on vote trop. La constitution rapide des pouvoirs électifs dans ces départements a été une faute... C'est une faute d'avoir méconnue cette vérité pratique qu'à un pays de colonisation... il faut longtemps une unité... La question juive malgré les événements de la fin du siècle n'existerait pas... sans les luttes politiques électorales... » (1).

Les augures s'en émurent trop tard. Ils dénoncèrent l'abus des naturalisations lorsque celles-ci étaient réalisées depuis longtemps. Ils émirent de sombres prévisions sur l'avenir de l'Algérie et semblait-il avec raison. D'après eux « le peuple juif », le « péril étranger », le « péril autonomiste » menaçaient la colonie et il fallait prendre des mesures énergiques pour sauver celle-ci.

Les augures se trompaient. La crise économique passée, le parti antijuif, qui avait essayé de se maintenir après son désastre de 1902, cessa même d'exister. Les antijuifs n'avaient obtenu absolument rien de ce qu'ils réclamaient ; renonçant à poursuivre leurs chimères, ils se résignèrent à considérer les Israélites comme des Français. On ne dit pas qu'ils les aimèrent. Malgré la vie commune, malgré le loyalisme montré pendant la guerre par les Israélites comme par les Algériens, les deux populations ne fusionnent pas. On garde des rapports de voisinage, bons ou mauvais, selon les moments, mais rares sont ceux qui oublient ces sentiments. Récemment, la bonne société d'une petite ville d'Oranie était absolument bouleversée par le mariage d'un médecin israélite avec une jeune fille française (2). Les familles et les amis des époux réprouvaient ce manquement à la loi du clan et parlaient de les mettre à l'index. A de tels faits, on mesure le chemin qui reste à parcourir pour que l'union souhaitée par la doctrine officielle devienne une réalité.

Cependant, aucun candidat algérien n'oserait réclamer encore l'abrogation du décret Crémieux ni, à plus forte raison, parler d'expulsion des Juifs. C'est qu'au fond, l'Algérie voit que les Israélites lui sont nécessaires. Intermédiaires naturels entre les Européens et les Arabes, depuis la conquête française, ils n'ont pas cessé de jouer ce rôle, rémunérateur du reste, que leur permet de remplir leur connaissance de la langue et des usages du pays. Qu'eux-mêmes pratiquent parfois le commerce en orientaux et qu'ils se livrent à l'usure

(1) *Rapport Pourquery de Boisserin*, p. V et VI.

(2) M. Qualid dans son avant-propos du livre de M. le grand rabbin Eisenbeth souligne « l'endogamie presque absolue » de la société israélite. « *Le judaïsme algérien* », p. VII.

comme les M'zabites ou les Kabyles, est indéniable. Il faut se garder seulement de généraliser et de faire du mot juif le synonyme d'usurier. Pendant longtemps, dans ce pays sans capitaux et sans épargne, ils furent les seuls banquiers possibles, ils en profitèrent sans doute, mais ils rendirent ainsi d'importants services à la colonisation, de même que leurs commerçants, par leur activité et souvent une audace qui côtoie la témérité, ont été de précieux artisans de la prospérité algérienne. Leur but était de s'enrichir et ils cherchaient à le faire vite. Cela a entraîné des abus qu'on ne peut pas nier.

On prête au Maréchal Lyautey un mot un peu cruel mais profondément vrai sur les coloniaux « On ne fait pas de colonie avec des prix de vertu ». Pour apprécier équitablement le rôle des Israélites algériens dans la mise en valeur de leur pays, il faut l'avoir en mémoire. Ces gens, que la secousse de 1830 avait arrachés à leur mellah, traversèrent une période d'adaptation peu propice à l'observation stricte des principes moraux. Leur amour du lucre, legs de leur triste condition sous le régime turc, fit commettre à certains d'entre eux des actions blâmables à nos yeux d'occidentaux, mais que la société indigène admettait. Cependant l'activité du groupe israélite, parce qu'elle était intense, était profitable à la colonie même lorsqu'elle s'exerçait en marge de la légalité. L'agriculteur — fellah ou colon — qui avait, grâce aux capitaux prêtés, défriché le sol, pouvait perdre sa terre s'il ne remboursait pas, l'œuvre accomplie demeurait.

C'est pourquoi l'on peut dire que l'Israélite a joué, dans l'histoire de l'Algérie, le rôle de ferment. Il a créé de l'activité. Par là il a contribué à la colonisation. Il serait injuste de le méconnaître.

APPENDICE

L'INSURRECTION DE MOKRANI

A) La Déclaration de guerre.

Lettres au capitaine Ollivier et au général Augeraud

Je vous remercie de vos bonnes paroles, je vous remercie de la bonté que vous m'avez témoignée et dont je garderai le meilleur souvenir. Mais je ne puis vous répondre qu'une chose : j'ai donné ma démission au général de Mac-Mahon qui l'a acceptée. Si j'ai continué à servir la France, c'est parce qu'elle était en guerre avec la Prusse et que je n'ai pas voulu augmenter les difficultés de la situation. Aujourd'hui la paix est faite, et j'entends jouir de ma liberté. Vous le savez, je vous l'ai dit, je ne puis accepter d'être l'agent du Gouvernement civil qui m'accuse de parti-pris et qui déjà désigne mon successeur. Cependant on verra plus tard si l'on a raison d'agir ainsi, si c'est moi qui ai tort. Mes serviteurs sont arrêtés à Sétif et à Aumale, et partout l'on affirme que je suis insoumis. Pourquoi ? Parce que l'on veut me condamner. Eh bien ! je n'échangerai avec ces gens-là que des coups de fusil et j'attendrai. J'écris à M. le Commandant de Bordj que je refuse mon mandat de février et qu'il ait à se tenir sur la défensive car je m'apprete à combattre.

Mohamed ben Ahmed El Mokrani.

(Déposition du capitaine Ollivier à la Cour d'Assises de Constantine du 15 mars 1873. Indépendant de Constantine, 16 mars, 20 août 1871.

B) L'opinion du Général Augeraud.

« J'ai oublié de dire que dans mon entrevue avec Mokrani, ce dernier me parla du décret de naturalisation des Juifs ; il ne comprenait pas qu'on rendit électeurs des hommes qui n'avaient jamais porté les armes pour nous, quand des Arabes (des guerriers) n'avaient pas ce privilège. Bien des personnes pensent que ce décret a été la cause déterminante de la révolte. Quant à moi je ne l'ai jamais cru ; ce n'a été qu'un prétexte.

M. le Président. — Vous croyez que cela n'a pas eu d'importance.

M. le général Augeraud. — J'en suis intimement persuadé... »

Actes du Gouvernement de la Défense Nationale. Déposition du général Augeraud, 28 avril 1874, page 310.

II

PROFESSIONS DES ISRAELITES DE CONSTANTINE, EN 1900

Sur 1 024 électeurs on dénombre :

Docteur-médecins	2	}	Total 51
Vétérinaire	1		
Instituteurs-adjoints	5		
Rabbins et fonctionnaires religieux	19		
Etudiants	4		
Propriétaires et rentiers	20	}	

FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS

Employés secondaires des P.T.T. et chemins de fer ou administrations	13	}	— 52
Huissiers	2		
Clercs d'avocats, d'huissiers ou notaires	37		

COMMERÇANTS ET EMPLOYÉS DE COMMERCE

Patrons	146	}	— 345
Employés	194		
Courtiers	5		

OUVRIERS ET PETITS COMMERÇANTS

Tailleurs	221	}	— 566
Cordonniers	93		
Bijoutiers	43		
Journaliers	29		
Peintres	27		
Ferblantiers	23		
Revendeurs	18		
Colporteurs	17		
Matelassiers	14		
Cafetiers	19		
Bouchers	10		
Musiciens	10		
Selliers, bourreliers, etc.	10		

SANS PROFESSION 10 — 10

Total 1.024

Enquête parlementaire, 1900. Déposition de Mercier, Maire de Constantine, 1^{er} juillet 1900. Annexe I^{er}, pages 762-763.

PROFESSIONS DES ISRAELITES DE TLEMSEN EN 1900

La communauté comprend 6.000 âmes, 4.700 naturalisés et 1.300 étrangers.

OUVRIERS ET PETITS COMMERÇANTS

Cordonniers	50	}	Total 465
Bijoutiers, orfèvres	30		
Forgerons	20		
Chaudronniers	10		
Ferblantiers	15		
Menuisiers	30		
Maîtres-maçons	5		
Ouvriers-maçons	20		
Savetiers	50		
Tailleurs	80		
Tanneurs	20		
Bourreliers	20		
Meuniers	15		
Tapissiers	60		
Cigariers	20		
Bouchers et ouvriers bouchers	20		

COMMERÇANTS ET EMPLOYÉS DE COMMERCE

Employés de commerce	75	}	Total 208
Représentants	15		
Marchands de tissus arabes	40		
Comestibles	20		
Nouveautés	5		
Merceries	20		
Chaussures	4		
Meubles	2		
Marchands de grains et farine en gros	10		
Marchands de grains et farine en détail	15		
Banquiers	2		

FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS

Employés d'études : notaires, avoués, huissiers	10	}	Total 20
Employés de mairie, facteurs des P.T.T., commis des			
Ponts-et-Chaussées, agents de police	10		
260 familles sont secourues par le Consistoire.			

Enquête parlementaire, 1900, Déposition du Rabbin Meyer, 15 juin 1900, pages 348, 349.

Vu, le 6 janvier 1936.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris :*

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer.
Le Recteur de l'Académie de Paris :

CHARLETY.

SOURCES

I. — DOCUMENTS D'ARCHIVES

- a) **Archives Nationales** : la sous-série F 80 contient de nombreuses pièces se rapportant à l'organisation de la nation juive, du culte, de l'instruction publique, de la juridiction des Israélites algériens avant le décret Crémieux. De 1870 à la période de l'agitation antisémite il n'existe aucun document concernant les Juifs algériens. Par contre, la documentation sur le mouvement antijuif est extrêmement abondante.
Inventaires dans Jean BOURGIN : les documents de l'Algérie aux Archives nationales (Revue africaine 1906), p. 157 à 184.
JEAN BOURGIN et MADELEINE DILLAY. **Inventaire du fonds de l'Algérie aux Archives nationales**. (Revue africaine 1928 : 2^e et 3^e trimestres, pp. 249 à 365 ; 1929 : 1^{er} et 2^e trimestres, pp. 58 à 113).
- b) **Archives du Gouvernement Général de l'Algérie**.
Séries E (correspondance des commandants en chef et des gouverneurs généraux) et E.E. (registres de lettres recopiées et analysées ou enregistrées 1831-1869).
Papiers du vice-amiral de Gueydon.
- c) **Consistoire Central des Israélites de France**.
Registres de délibérations de 1830 à 1902.
Registres de correspondance de 1830 à 1902.

II. — TEXTES IMPRIMÉS

a) Publications officielles

1. — **Tableau de la situation des Etablissements français en Algérie** (1837-1866). Paris, 19 v. gros in-4°.
2. — **Bulletin officiel du Gouvernement Général de l'Algérie** (1858-1926).
3. — **Moniteur Algérien** (1832-1858) Alger in-folio continué par le Moniteur de l'Algérie (1861-1874).
4. — **Journal Officiel de la République Française** (à partir de janvier 1871), nécessaire pour les débats parlementaires.
En outre, les procès-verbaux des Conseils généraux algériens (depuis 1849), du Conseil Supérieur du Gouvernement (créé par décret du 10 décembre 1860) et des Délégations financières (depuis 1898).

b) Collection des documents inédits sur l'histoire de l'Algérie après 1830

5. — **1^{re} Série. Correspondance générale** : I. Correspondance du duc de Rovigo (1831-33), éditée par G. ESQUER, 3 vol. in-8°, Paris 1914, 1920-1921 et 1924.
6. — II. Correspondance du général Voirol (1833-1834), par G. ESQUER. Paris 1924, in-8°.
7. — III. Correspondance du Général Drouet d'Erlon (1834-1835), par G. ESQUER. Paris 1926, in-8°.

8. — IV. Correspondance du Général Damrémont (1837), par G. YVER, Paris 1927, in-8°.
9. — 2^e **Série. Documents divers** : I. Correspondance du Capitaine Daumas, Consul à Mascara 1837-1839, par G. YVER, Paris 1912, in-8°.
10. — II. Documents relatifs au traité de la Tafna (1837), par G. YVER, Paris 1924, in-8°.

c) Enquêtes parlementaires

11. — Procès-verbaux et rapports de la Commission d'enquête nommée par le Roi, du 12 décembre 1833, Paris 1834, in-4°.
12. — Procès-verbaux et rapports de la Commission d'Afrique constituée par ordonnance du roi du 12 décembre 1833, Paris 1834, 2 vol. avec supplément.
13. — Comte LE HON, sénateur, Enquête Agricole, Algérie, Alger, Oran, Constantine, Paris 1870, 2 vol. in-4°.
14. — LA SICOTIERE (L. de). Rapport fait au nom de la Commission d'enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense Nationale, Algérie. Versailles 1875, 2 vol. in-4°.
15. — **Assemblée Nationale**. Enquête parlementaire. Actes du Gouvernement de la Défense Nationale du 4 septembre 1870 au 8 février 1871. Paris 1876, tome III.
16. — III. Jules FERRY. Le Gouvernement de l'Algérie. Rapport sur l'organisation et les attributions du Gouverneur Général de l'Algérie fait au nom de la Commission sénatoriale d'études des questions algériennes. Paris 1892, in-16.
17. — POURQUERY DE BOISSERIN. Enquête sur la législation civile en Algérie. Paris 1901, in-4°.

d) Recueils législatifs

18. — MENERVILLE P. de. — Dictionnaire de la Législation algérienne. Alger 1867-72, 4 v. in-8°.
19. — UHRY (I.). Recueil de lois, décrets, ordonnances, Avis du Conseil d'Etat, arrêtés et règlements concernant les Israélites depuis 1850. Bordeaux 1903, in-8°.

III. — BIBLIOGRAPHIE

20. — TAILLIART Ch. **L'Algérie dans la littérature française**. Essai de bibliographie méthodique et raisonnée jusqu'à l'année 1925. Paris 1925, in-8°.

OUVRAGES

21. — ARVIEUX (Chevalier d'). **Mémoires du chevalier d'Arvieux, envoyé extraordinaire du Roi à la Porte, consul d'Alger**. Paris 1735, 6 v. in-12.
22. — AUMERAT. **L'antisémitisme en Algérie**. Alger 1885, in-8°.
23. — AZAN (général P.). **L'Emir Abd-el-Kader. Du fanatisme musulman au patriotisme français**. Paris 1925, in-8°.
24. — BAILLAC (E.). **Max Régis tel qu'il est**. Alger 1900.
25. — BARDI DE FOURTOU (D.). **Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi portant abrogation du décret du 24 octobre 1870 qui a déclaré citoyens français les Israélites d'Algérie**.
26. — BARRES (M.). **Mes cahiers, 1898-1902**, T. II. Paris 1930, in-18.
27. — BARRUCAND (V.). **M. Drumont et l'Algérie**. Alger 1902, in-12.
28. — BAUDE (baron). **L'Algérie**. Paris 1841, 2 v. in-8°.
29. — BAUDICOUR (L. de). **La guerre et le gouvernement de l'Algérie**. Paris 1853, in-8°.

30. — BAUDICOUR (L. de). **La colonisation de l'Algérie. Ses éléments.** Paris 1856.
31. — BAUDICOUR (L. de). **Histoire de la colonisation de l'Algérie.** Paris 1860, in-8°.
32. — BAZILLE (C.). **Les indigènes algériens (israélites et musulmans) et l'impôt arabe.** Paris 1882, in-8°.
33. — BEN HAÏM (I.). **Quelques mots à propos de la synagogue Lasry à Oran.** Marseille 1856.
34. — BERGOT. **L'Algérie telle qu'elle est.** Paris 1890, in-12.
35. — BERNANOS (G.). **La grande peur des bien pensants.** Paris 1931, in-16.
36. — BERNARD (A.). **L'Algérie.** 1930, in-8°.
37. — BERNARD (A.). **Problèmes algériens par un Algérien.** (Revue de Paris, 15 mars 1898).
38. — BERNARD (L.). **Conséquences de l'antisémitisme. Troubles d'Alger et de Nice.** Paris, in-8° (s. d.)
39. — BERTHEZENE (général). **Dix-huit mois à Alger ou état des événements qui s'y sont passés depuis le 14 juin 1830 jusqu'à la fin de décembre 1831.** Montpellier 1834, in-8°.
40. — BERTRAND (L.). **La Cina.** Paris 1901, in-12.
41. — BEY (E.). **Les émeutes d'Alger de 1898.** Alger 1898.
42. — BEZY (J. G.). **Inscription des Israélites sur les listes électorales.** Oran 1876, in-8°.
43. — BLANQUI (A.-J.). **Algérie.** Paris 1840, in-8°.
44. — BLOCH (I.). **Inscriptions tumulaires des anciens cimetières israélites d'Alger.** Paris 1888, in-8°.
45. — BLOCH (I.). **Les Israélites d'Oran de 1792 à 1815 d'après des documents inédits.** Paris 1885, in-8°.
46. — BLOCH (I.). — **L'isolement d'Israël.** Alger 1885.
47. — BONHOURS (A.). **Eloge de Crémieux.** Paris 1885, in-8°.
48. — BOHRER. **Pour la Patrie.** Alger 1898, in-18.
49. — BOURDE (P.). **A travers l'Algérie** (Souvenirs de l'excursion parlementaire, septembre et octobre 1879). Paris, 1880, in-18.
50. — ROUZET (Ch. du). **Les indigènes israélites de l'Algérie.** Pétition à l'Assemblée nationale contre le décret du 24 octobre 1870. Paris, in-8°.
51. — BROSSARD (général de). **82 jours de commandement de la province d'Oran.** Perpignan 1838, in-12.
52. — BROSSARD (général de). **De la moralité de l'accusation portée par le général Bugeaud contre le général de Brossard.** Paris 1838, in-8°.
53. — BUGAUD (maréchal). **Mémoire sur notre établissement dans la province d'Oran par suite de la paix.** Paris, 1838, in-8°.
54. — BURET. **La question d'Afrique.** Paris 1842, in-8°.
55. — BURDEAU (A.). **L'Algérie en 1891.** Rapport et discours. Paris 1892, in-12.
56. — CAHEN (A.). **Sur les Juifs d'Algérie et de Touggourt.** (Recueil des notices et mémoires de la Société archéologique de Constantine, t. X). Constantine 1866, in-16.
57. CAHEN (A.). **Les Juifs dans l'Afrique septentrionale.** Constantine 1867, in-8°.
58. — CAHEN (A.). **Notice historique sur les Israélites de l'Algérie.** Bordeaux 1878, in-8°.
59. — CAMBON (J.). **Le gouvernement général de l'Algérie.** Paris 1918, in-8°.
60. — CARRERE (P.). **Max Régis à Grenoble.** Alger 1898, in-8°.
61. — CASTERAN (A.). **Les Troubles d'Alger.** Alger 1898, in-16.
62. — CASTERAN (A.). **L'Algérie française de 1884 à nos jours.** Paris 1900, in-12.
63. — CAT (E.). **L'idée française en Algérie.** Alger 1899, in-8°.
64. — CAT (E.). **Le véritable réveil de l'Algérie.** Alger 1899, in-12.
65. — CAT (Mlle ANNA GARREAU). **Aïcha.** Paris 1890, in-12.
66. — CAZE. **Notice sur Alger.** Paris 1831, in-8°.

67. — CAZES (D.). **Essai sur l'histoire des Israélites de Tunisie depuis les temps reculés jusqu'à l'établissement du protectorat de la France en Tunisie.** Paris 1888, in-18.
68. — CHABASSIERE (J.). **Etudes algériennes. Capital et travail.** Pierre Moulin, Paris 1884.
69. — CHARTRIEUX. **Etudes algériennes. Contribution à l'enquête sénatoriale de 1892.** Alger, in-8°.
70. — CHAUDEY. **Rapport sur le budget de l'Algérie pour l'exercice 1896.** Paris 1895, in-8°.
71. — CLAUZEL (Maréchal). **Explications du maréchal Clauzel suivies de pièces justificatives.** Paris 1837.
72. — COCKENPOT. **Le Traité Desmichels.** (Publications de la Faculté des Lettres d'Alger, T. LVII). Paris 1924, in-8°.
73. — CŒUR P. **La fille du rabbin.** Paris 1876, in-8°.
74. — COHEN (J.). **Les Israélites d'Algérie et le décret Crémieux.** Paris 1900, in-8°, Thèse de droit.
75. — COHEN (Marcel). **Le parler arabe des Juifs d'Alger.** Paris 1912, in-8°.
76. — COLIN (M.). **Quelques questions algériennes.** Paris 1899, in-8°.
77. — **Consistoire Central des Israélites de France.** Note sur le projet de loi relatif à la naturalisation des Israélites indigènes de l'Algérie. Paris 1871, in-4°.
78. — **Consistoire israélite d'Alger.** Centenaire de la révolution française. Alger 1889.
79. — CONTREMOULINS. **Souvenirs d'un officier français prisonnier en Barbarie pendant les années 1811, 1812, 1813 et 1814.** Paris 1830, in-8°.
80. — CONTREMOULINS. **De l'armée française en Afrique.** Paris 1830, in-8°.
81. — CREMIEUX (A.). **Réfutation de M. du Bouzet.** Paris 1871, in-8°.
82. — CREMIEUX (A.). **Réfutation de l'exposé des motifs alinéa par alinéa.** (Exposé des motifs du projet de loi déposé le 21 juillet 1871 et portant abrogation du décret de la délégation de Tours en date du 24 octobre 1870). Paris 1871, in-4°.
83. — CREMIEUX (A.). **Gouvernement de la Défense nationale. Compte rendu des actes de la Délégation à Tours et à Bordeaux.** Tours 1871, in-8°.
84. — DARMON. **Origine et constitution de la communauté israélite de Tlemcen.** (Revue Africaine, p. 141). Alger 1870, in-8°.
85. — DAUMAS (Général). **La vie arabe et la société musulmane.** Paris 1869, in-8°.
86. — DEFRANCE (J.). **Quelques réflexions libres sur l'antisémitisme.** Alger 1898, in-8°.
87. — DEFRANCE (J.). **L'expulsion des Juifs.** Alger, 1898, in-8°.
88. — DEFRANCE (J.). **Fiat lux... Dreyfus et Vacher.** Alger 1898, in-8°.
89. — DEFRANCE (J.). **La France aux Français : Drumont, sa vie, son œuvre, son programme.** Alger 1898.
90. — DELAHAYE (J.). **Les assassins et les vengeurs de Morès.** Paris 1905, in-18.
91. — DELORT. **Notes sur l'ouvrage du général Berthezène « Dix-huit mois à Alger ».** Paris 1834, in-8°.
92. — DELSIEUX (J.). **Essai sur la naturalisation collective des Israélites indigènes.** Alger 1860, in-8°.
93. — DEMONTES. **Le peuple algérien. Essai de démographie algérienne.** Alger 1906, in-8°.
94. — DOMINIQUE (L.). **Un gouverneur général de l'Algérie : l'Amiral de Gueydon.** Alger 1908, in-4°.
95. — DRAULT (J.). **Edouard Drumont.** Paris 1935, in-12°.
96. — DRUMONT (E.). **La France Juive, essai d'histoire contemporaine.** Paris 1886, 2 volumes in-18. I.
97. — DRUMONT (E.). **La France Juive devant l'opinion.** Paris 1886, in-18.
98. — DRUMONT (E.). **La Fin d'un Monde, essai de psychologie sociale.** Paris 1889, in-18.
99. — DRUMONT (E.). **Le Testament d'un antisémite.** Paris 1891, in-18.

100. — DRUMONT (E.). **Les Juifs contre la France. Une nouvelle Pologne.** Paris 1899, in-18.
101. — DUMONT (E.). **Le Peuple Juif**, conférence faite à la salle du Grand Occident de France, le 29 juin 1900. Paris in-16.
102. — DRUMONT (E.). **Proposition de loi relative à l'amnistie présentée par MM. Edouard Drumont, Charles Marchal, Firmin Faure, Morinaud.** Paris (s. d.), in-4°.
103. — **Discours d'Edouard Drumont prononcé à la Chambre des Députés le 14 juin 1901.** Paris 1901, grand in-folio plano.
104. — DROULERS (Ch.). **Le marquis de Morès (1858-1896).** Paris 1932, in-16.
105. — DURIEU (E. BLUM). **Les Juifs algériens.** Paris 1902, in-8°.
106. — DUVERNOIS (C.). **L'Algérie. Ce qu'elle est, ce qu'elle doit être.** Paris 1858, in-12°.
107. — EISENBETH (M.). **Le Judaïsme algérien.** Avant-propos de M. Oualid. Constantine (s. d.), in-8°.
108. — ESQUER (G.). **Les commencements d'un Empire : la prise d'Alger.** Paris 1923.
109. — ETOURNEAU. **L'Algérie faisant appel à la France.** Paris 1867, in-8°.
110. — FERAUD (Ch.). **Les Interprètes de l'armée d'Afrique.** Alger 1876, in-8°.
111. — FONVIELLE (W. de). **L'Empereur en Algérie.** Paris 1860, in-8°.
112. — FOREST (L.). **La naturalisation des Juifs algériens et l'insurrection de 1871.** Paris 1897, in-8°.
113. — FREGIER (C.). **Les Israélites algériens et le décret réorganisateur de l'Algérie.** Constantine 1864, in-8°.
114. — FREGIER (C.). **De la naturalisation des indigènes et des étrangers en Algérie.** Sétif 1863, in-8°.
115. — FREGIER (C.). **Les Juifs algériens, leur passé, leur présent, leur avenir juridique ; leur naturalisation collective.** Paris 1865.
116. — GAUTIER (E.-F.). **L'Algérie et la Métropole.** Paris 1920, in-12.
117. — **Un siècle de colonisation. Etudes au microscope.** Paris 1930. (Collection du Centenaire de l'Algérie).
118. — GARROT (H.). **Les Juifs algériens. Leur origine.** Alger 1898, in-8°.
119. — GARROT (H.). **La mystification du décret Crémieux.** Alger 1898, in-12.
120. — GENTY DE BUSSY. **De l'établissement français dans la Régence l'Alger.** Paris 1835, in-8°.
121. — GILLOTTE (Ch.). **Quelques mots sur la nécessité de soumettre tous les habitants de l'Algérie à la loi française.** Paris 1858, in-8°.
122. — GIRAUD (Horace). **Le Gouvernement de l'Algérie.** (Extrait de la Revue contemporaine). Paris 1861, in-8°.
123. — GHEON. **L'Algérie française et libre.** Alger 1899, in-8°.
124. — GLAIS-BIZOIN (H.). **Dictature de cinq mois, mémoires pour servir à l'histoire du gouvernement de la défense nationale de Tours et de Bordeaux.** Paris 1873, in-18.
125. — GOURGEOT. **Les sept plaies de l'Algérie.** Alger 1891, in-8°.
126. — GOURGEOT. **La domination juive en Algérie.** Alger 1894, in-8°.
127. — GRAMMONT (H. de). **Histoire d'Alger sous la domination turque.** Paris 1887, in-8°.
128. — GRAMMONT (H. de). **Etudes algériennes.** Nogent-le-Rotrou 1885, in-8°.
129. — GRÉGOIRE (F.). **La Juiverie algérienne.** Alger 1888, in-8°.
130. — GSELL (S.), MARÇAIS et YVER. **Histoire de l'Algérie.** Paris 1927, in-8°.
131. — GUERIN (J.). **Les trafiquants de l'antisémitisme : la maison Drumont and Co.** Paris 1905, in-16.
132. — GUYOT (Y.). **L'œuvre de M. Jules Cambon. La politique radicale-socialiste en Algérie.** Paris 1897, in-12.
133. — HADDEY (A. DEVOULX). **Le Livre d'Or des Israélites algériens.** Alger 1872, in-8°.
133. — HAEDO (le P.). **Histoire et topographie d'Alger.** (Traduction Berbrugger-Monnereau). Revue Africaine, 1870-1871. Alger, in-8°.
135. — HAMELIN. **Notice sur Alger.** Paris 1833, in-8°.

136. — HANOUNE (S.). **Aperçu sur les Israélites algériens et sur la communauté d'Alger**. Alger 1922, in-16.
137. — HELLER (M.). **La Mer Rouge**. Paris 1923, in-12.
138. — HESS (J.). **La vérité sur l'Algérie**. Paris 1905, in-12.
139. — HUGOLIN. **Pétition burlesque adressée aux Chambres et aux ministres par les Juifs de l'Algérie**. Alger 1899, in-8°.
140. — IBN KHALDOUN. **Histoire des Berbères**. Traduction de Slane. Paris, 1852-56, in-8°, 4 volumes.
141. — IDEVILLE (Comte d'). **Le Maréchal Bugeaud d'après sa correspondance intime et des documents inédits**. Paris 1881, 3 vol. in-8°.
142. — ILLIERS (G.). **Le Juif algérien et la question antisémite en Algérie**. Alger, 1898, in-8°.
143. — JONNART (C.). **Rapport à la Chambre des députés sur le budget de l'Algérie pour l'exercice 1893**. Paris 1892, in-4°.
144. — JICE MICHEL. **Algériens. Tribulations d'un membre de la commission des dix-huit**. Alger, 1891, in-8°.
145. — JULIEN (Ch. A.). **Histoire de l'Afrique du Nord**. Paris 1931, in-8°.
146. — KIMON (D.). **La guerre antijuive**. Paris 1898, in-8°.
147. — LAFFITTE (F.). **Conférence antijuive**. Alger, 1899, in-8°.
148. — LAFFITE (F.). — **Max Régis et son œuvre**. Alger 1898, in-8°.
149. — LAFFITE (F.). — **Impressions d'exil**. Alicante 1899, in-8°.
150. — LAMY (A. T.). **Aux Israélites d'Afrique, un vieux soldat de la conquête**. Alger, 1865, in-8°.
151. — LAZARE (B.). **L'antisémitisme, son histoire et ses causes**. Paris 1894, in-18.
152. — LAUGIER DE TASSY. **Histoire des états barbaresques**. Paris 1837, 2 volumes in-12.
153. — LEBLANC DE PREBOIS. **Situation de l'Algérie depuis le 4 septembre 1870**. Alger, 1875, in-8°.
154. — LENORMAND (G.). **Le péril étranger**. Alger, 1899, in-12.
155. — LEPINE (L.). **Mes Souvenirs**. Paris 1929, in-18.
156. — LEROY-BEAULIEU (A.). **Israël chez les nations**. Paris 1893, in-18.
157. — LESPES (R.). **Alger**. Paris 1930, in-4°.
158. — LEVEN (N.). **Cinquante ans d'histoire : l'alliance israélite universelle (1860-1910)**. Paris, 1911-1920, 2 vol. in-8°.
159. — LEVEN (N.). **Adolphe Crémieux**. Paris 1905.
160. — LEVY (S.). et RANDAU (R.). **Rabbin**. Paris, 1896, in-12.
161. — LIAUTAUD (Dr). **La République de 1848 en Algérie**. Alger, 1873, in-12.
162. — MASSON (P.). **Histoire du commerce et des établissements français dans l'Afrique barbaresque (1560-1793)**. Paris, 1903, in-8°.
163. — MAURIN (Dr A.). **L'Humoriste. Les Cent jours d'Alger (1870-71)**. Alger, 1871, in-8°.
164. — MAZON. **Première lettre d'un colon aux Algériens**. Alger, 1900, in-8°.
165. — UN VIEUX COLON (MAZON). — **Les larrons de l'antisémitisme et la révolution étrangère en Algérie**. Mustapha-Alger, 1899.
166. — MERCIER (E.). **Histoire de l'Afrique septentrionale depuis le temps les plus reculés jusqu'à la conquête française**. Paris, 1888-1891, in-8°.
167. — MEYNIÉ (G.). **L'Algérie juive**. Paris, 1888, in-12.
168. — MEYNIÉ (G.). **Les Juifs en Algérie**. Alger, in-12.
169. — MIRECOURT (de). **Mes contemporains, Adolphe Crémieux**. Paris 1853.
170. — MONCEAUX (P.). **Les colonies juives dans l'Afrique romaine**. (Revue des études juives). T. XLIV.
171. — MONCLAR. **Les électeurs cachirs indigènes de l'Algérie**. Esquisse satirique par un Algérien. Alger, 1883, in-8°.
172. — MORTIMER. **Antijuifs algériens. Petits pamphlets**. Paris, 1899, in-8°.
173. — MUSETTE. **Cagayous antijuifs**. Alger, 1898, in-12.
174. — NAPOLEON III. **Lettre sur la politique de la France en Algérie adressée par l'Empereur Napoléon III au Maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta, gouverneur général de l'Algérie**. Paris, 1865, in-8°.

175. — NICAISE. **L'Algérie au début du XX^e siècle.** Alger 1899, in-8°.
176. — NICAISE. **L'antisémitisme en Algérie.** Alger (s. d.), in-8°.
177. — NICAISE. **La question algérienne, les fautes de M. le Gouverneur général Laferrière.** Alger 1899, in-8°.
178. — PAOLI (L.). **Le mal de l'Algérie.** (Revue politique et parlementaire). Mars 1899, t. XIX.
179. — PLANTET (E.). **Correspondance des deys d'Alger avec la Cour de France.** Paris, 2 t. in-8°, 1893-94.
180. — PELISSIER DE REYNAUD (E.). **Annales algériennes** (2^e éd.). Paris, 1854, 3 volumes in-8°.
181. — PENZA (H.). **L'Algérie. Organisation politique et administration.** Paris, 1894, in-8°.
182. — **Pétition adressée à l'Assemblée nationale par la population israélite de la province de Constantine.** Constantine 1871, in-folio.
183. — PEYRONNET (R.). **Le problème nord-africain.** Paris in-8°, 2 vol.
184. — PEYRONNY. **Considérations politiques sur la colonie d'Alger.** Paris, 1836, in-8°.
185. — PIERRE (de). **L'Algérie, les Juifs, la République.** Lyon (s. d.). in-8°.
186. — POIVRE. **Les Indigènes algériens.** Alger 1862, in-8°.
187. — POMEL (A.). **Des races indigènes de l'Algérie et du rôle que leur réservent leurs aptitudes.**
188. — POSENER (S.). **Adolphe Crémieux (1796-1880).** Paris 1933, 2 vol. in-8°.
189. — POURQUERY DE BOISSERIN. **Rapport sur le budget de l'Algérie pour l'exercice 1895.** Paris, 1894.
190. — RAMBAUD (A.). **L'insurrection algérienne, 1871. Etude sociale et religieuse à propos d'une publication récente.** Paris 1891, in-8°.
191. — RANDON (Maréchal). **Mémoires.** Paris 1875, in-8°.
192. — RENAN (E.). **Histoire du peuple d'Israël.** Paris 1887-1894, in-8°.
193. — RHAIS (E.). **Les Juifs ou la fille d'Eleazar.** Paris, 1921, in-12.
194. — RHAIS (E.). **La Fille des Pachas.** Paris, 1923.
195. — RINN (L.). **Histoire de l'insurrection de 1871 en Algérie.** Alger, 1891, in-8°.
196. — RINN (L.). **Le royaume d'Alger sous le dernier dey d'Alger.** Alger 1900, in-8°.
197. — ROBINEAU DE BOUGON. **Quelques idées sur Alger et les travaux de la commission.** Alger, in-8°.
198. — ROCHES (L.). **Trente-deux ans à travers l'Islam (1832-1864).** Paris 1884, in-8°.
199. — ROGER (E.). **Nécessité de réviser le décret Crémieux.** Oran, 1882, in-16.
200. — ROUARD DU CARD (M. E.). **Etude sur la naturalisation en Algérie.** 1881, in-8°.
201. — ROUANET. **L'Antisémitisme algérien. Discours prononcé à la Chambre des Députés les 19 et 24 mai 1899.** Paris (s. d.) in-18.
202. — SAINT-ARNAUD (Jacques-Leroy de). **Lettres du Maréchal de Saint-Arnaud (1832-1854),** publiées par M. Ad. de Saint-Arnaud. Paris, 1855, 2 vol. in-8°.
203. — SARTOR. **De la naturalisation en Algérie.** Paris 1865, in-32.
204. — SEROR (L.). **Lettre à la jeunesse israélite d'Algérie.** Grenoble 1871, in-12.
205. — SERRE (L.). **Les Arabes martyrs. Etudes sur l'insurrection de 1871 en Algérie.** Paris 1873, in-12.
206. — SHALER. **Esquisse de l'Etat d'Alger.** Traduit de l'anglais par X. Bianchi. Paris 1830, in-8°.
207. — SLOUSCHZ (Nahum). **Un voyage d'études juives en Algérie.** (Extrait des mémoires présentés par divers savants à l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres). Paris, 1909, in-4°.
208. — SLOUSCHZ (Nahum). **Hébrao-Phéniciens et Judéo-Berbères.** Introduction à l'histoire des Juifs et du judaïsme en Afrique. Paris 1908, in-8°.
(Archives marocaines, t. XIV).

209. — SLOUSCHZ (Nahum). **Judéo-Hellènes et Judéo-Berbères. Recherches sur les origines des Juifs et du judaïsme en Afrique.** (Paris 1909, in-8°).
210. — « **Souvenir de Morès** ». Discours prononcés à la réunion du 9 juin 1857. Alger 1897, in-8°.
211. — SUDRAUD. **Les antijuifs algériens. Pourquoi nous sommes antijuifs. Notre programme.** Alger 1898.
212. — TAUPIAC (C.). **Les Israélites indigènes : réponse à la pétition de M. du Bouzet, ancien commissaire extraordinaire de la République.** Constantine 1871, in-8°.
213. — TERRAYL. **Iambres algériens, le Juif.** Alger 1893, in-8°.
214. — TRUHELET. **Boufarik.** Alger 1887, in-8° (2^e éd.).
215. — TUBIANA (H.). **Le Juif est-il français ?** Paris (s. d.), in-8°.
216. — TUBIANA (H.). **Le Juif. Ce qu'il est, ce qu'il doit être.** Paris (s. d.), in-8°.
217. — VENTURE DE PARADIS. **Alger au XVIII^e siècle.** (Revue Africaine, 1895-1896, Alger, in-8°).
218. — VOINOT (E.). **Suspension de la municipalité et du Conseil municipal d'Alger, relation des faits, protestation.** Alger 1899, in-8°.
219. — WAHL (M.). **L'Algérie.** Paris 1889, in-8° (1^{re} édition).
220. — WALSHIN ESTERHAZY (Général). **Notice historique sur le maghzen d'Oran.** Oran 1849, in-8°.
221. — WARNIER (Dr). **Cahiers algériens. Session législative de 1870.** Alger 1870, in-8°.
222. — WARNIER (Dr). **L'Algérie devant l'Empereur.** Paris 1865, in-8°.

OUVRAGES ANONYMES

223. — **La question juive en Algérie ou la naturalisation des Juifs algériens, par un Algérien progressiste.** Alger 1860, in-8°.
224. — **Mémoires du prisonnier Max Régis recueillis par un ami.** Alger 1898, in-8°.
225. — **L'œuvre des antijuifs d'Alger.** Alger 1899, in-8°.

REVUES

- REVUE AFRICAINE, Alger, in-8°, tables 1885 (1856-81) 1924 (1882-1921).
- BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE ET D'ARCHÉOLOGIE DE LA PROVINCE D'ORAN. Oran, trimestriel depuis 1878. Table 1898 (1878-98), 1910 (1898-1907), 1930 (1908-1927).
- RECUEIL DES NOTICES ET MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE CONSTANTINE. Constantine. Table, t. XXXI (1897).
- ARCHIVES ISRAÉLITES DE FRANCE, Paris (depuis 1840) donnent dans chacun de leurs numéros des renseignements sur la vie des Juifs d'Algérie et la marche des communautés indispensables pour l'étude du judaïsme).
- BULLETIN DE L'ALLIANCE ISRAÉLITE UNIVERSELLE, Paris.
- L'UNIVERS ISRAÉLITE, Paris.
- BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES CONFÉRENCES JUIVES D'ALGER, Alger.

JOURNAUX

ALGER :

- L'AKHBAR (à partir de juillet 1839).
- LE MONITEUR DE L'ALGÉRIE (1861-78).
- LA MOBACHER (à partir de 1847).
- L'ALGÉRIE FRANÇAISE (1870 à 1873).
- L'ISRAÉLITE ALGÉRIEN, Alger 1870.
- LA SOLIDARITÉ (1871-1878 à 1881).
- LA VIGIE ALGÉRIENNE (1873-1902).
- LA DÉPÊCHE ALGÉRIENNE (à partir de 1884).

LE RADICAL ALGÉRIEN (1884-1899).

LE PETIT COLON (1884-1896).

LE TÉLÉGRAMME ALGÉRIEN (1896 à 1900).

LES NOUVELLES (à partir de 1901).

L'ANTIJUIF ALGÉRIEN (1898 à 1902). La seule collection qui subsiste se trouve à la bibliothèque municipale d'Alger et n'est pas complète.

ORAN :

L'ECHO D'ORAN (à partir de 1844). Très utile. Sa modération relative et sa *tendance* à l'impartialité en font un guide unique dans la presse algérienne de cette époque.

LE COURRIER D'ORAN (à partir de 1850).

L'ATLAS (à partir de 1874 jusqu'à 1883).

LE PETIT JOURNAL (à partir de 1881).

LE CHARIVARI ORANAIS (1881-1883).

KOL ISRAËL 1882, langue arabe et caractères hébreux.

CONSTANTINE :

L'INDÉPENDANT DE CONSTANTINE (à partir de 1861).

LE RADICAL, journal des droits de l'homme (1871-1874).

LE RÉPUBLICAIN, à partir de 1877.

LA SEYBOUSE (à partir de 1851).

Pour la période de l'antisémitisme il est nécessaire de consulter la **LIBRE PAROLE** (à partir de 1892) qui eut une influence considérable sur l'opinion algérienne.

LE TEMPS reflète l'opinion des milieux républicains de la métropole.

LA PETITE RÉPUBLIQUE (socialiste), L'AURORE, LE VOLTAIRE exposent les idées des partis démocratiques condamnant le principe même de l'antijudaïsme.

Table alphabétique des noms propres

A

ABDERRAMANE, p. 218.
 ABD-EL-KADER, p. 49, 50, 51, 53, 55,
 56, 57, 59, 74, 148.
 ABOUCAYA, p. 355.
 ABOULKER (les), p. 24, 171.
 ABOULKER (Joseph), p. 251.
 ABOURLÉ, p. 139.
 ABOUT (Edmond), p. 110.
 ABOU ABDALLAH MOHAMMED EL NASSIR,
 p. 14.
 ABOU YOUSSEF EL MANSOUR, p. 14.
 AFFREVILLE, p. 156.
 AHMED (dey d'Alger), p. 22.
 AHMED (bey de Constantine), p. 54.
 AÏN TÉMOUCHENT, p. 289.
 ALGER, p. 15, 21, 24, 25, 31, 34, 41,
 44-48, 53-57, 59-74, 83-86, 90, 94,
 96-101, 104, 106, 109, 115, 118, 120,
 122, 124-126, 130-137, 141, 146, 149,
 154-160, 163, 164, 170-173, 183, 185-
 187, 192, 205, 212, 214, 216, 227, 229-
 232, 238-244, 247-251, 260, 261, 266,
 271, 273, 275, 289, 290, 293, 294, 296-
 306, 308-311, 314, 318, 320-326, 330-
 336, 338-351, 353, 354, 356, 359, 361,
 362, 363.
 AKICHE, p. 252.
 ALLARD (général), p. 137.
 ALLEMANE, p. 345.
 ALLIANCE ISRAËLITE UNIVERSELLE, p.
 96, 135, 143, 176, 219, 224, 246, 362.
 ALLIÉ, p. 141-144.
 ALPHANDÉRY, p. 155, 171, 176, 186, 205,
 212.
 ALPHONSE D'ARAGON, p. 13.
 ALTARAS, p. 71, 73.
 AMAR (Aron), p. 24.
 AMAR (Mardochee), p. 53, 71.
 ANDRÉAS, p. 10.
 ANDRIEU, p. 80.
 ANKAOUA (rab. Ephraïm), p. 15-37.
 ANNIBAL, p. 218.
 ANTONI, p. 334.
 ANTONINI, p. 350.
 AUGERAUD (général), p. 225, 368.
 AUMALE (duc d'), p. 74.
 AUMALE, p. 191, 227, 368.
 AUTUN (D^r), p. 209-210.
 AZOULAY (les), p. 355.
 AZOULAY (Judas), p. 355.

B

BACRI (Cohen), p. 20.
 BACRI (David), p. 20 et 22.
 BACRI (Jacob), p. 20, 22, 43, 44, 46,
 47, 53, 73.
 BACRI (Moïse), p. 170.
 BACRI (Michel), p. 22.
 BACUET, p. 61.
 BAILLE, p. 313.
 BARRÈS, p. 302, 303.
 BARRUCAND, p. 352.
 BAR SCHESCHET BARFATH, p. 16, 18,
 27, 37.
 BARTHÉLÉMY SAINT HILAIRE, p. 162,
 163.
 BARTHOUS, p. 301, 305, 318, 322, 326,
 328, 358.
 BASCH, p. 313.
 BASSET, p. 214.
 BATAIL, p. 156.
 BATNA, p. 359.
 BAUDICOUR (de), p. 157.
 BECQUET, p. 89.
 BÉHIC, p. 130.
 BEN Aïm (ou ben Haïm Abraham),
 p. 87.
 BEN AYOUM, p. 87, 97.
 BEN BAJOU, p. 54.
 BENICHON (les), p. 194, 209.
 BEN ICHON (de Blida), p. 171.
 BENICHON (Haïm), p. 87, 92, 98, 132,
 180, 249.
 BENICHON (Isaac), p. 99, 253.
 BEN SOUSSAN, p. 231.
 BERR, p. 244.
 BERTAGNA (Jérôme), p. 256, 261, 262,
 306, 333.
 BERTAGNA (Dominique), p. 262.
 BERTHEZÈNE (général), p. 45, 52.
 BERTHOLON, p. 184, 186.
 BERTHOUD, p. 314.
 BERTRAND, p. 305.
 BÉZY, p. 188, 204.
 BLANC, p. 141.
 BLIDA, p. 49, 79, 83, 85, 171, 177, 289,
 313, 317, 353.
 BLOCH (Abraham), p. 358.
 BLUM, p. 149, 360.
 BÔNE, p. 15, 46, 59, 68, 70, 82, 84, 92,
 97, 109, 176, 181, 260, 261, 306, 319,
 333, 342.

BONI DE CASTELLANE, p. 339.
 BOUDERBA, p. 48.
 BOUCHARA, p. 20.
 BOUFARICK, p. 313.
 BOUGIE, p. 16, 17.
 BOURLIER, p. 216, 301.
 BOURMONT (général de), p. 41, 42.
 BOYER (général), p. 54.
 BOUZET (du), p. 146, 154, 155, 157, 159, 160, 172, 224.
 BRISSON, p. 318, 319, 328, 330.
 BRUNACHE, p. 141, 147.
 BUGEAUD (maréchal), p. 56-58, 62, 69, 70, 75, 107, 148.
 BURDEAU, p. 198, 200.
 BUSNACH (les), p. 20.
 BUSNACH (« le Taureau »), p. 53.
 BUSNACH (Nephtali), p. 20-22, 355.
 BUSNACH (le jeune), p. 53, 54.

C

CAGAYONS, p. 293, 311.
 CAHEN (Abraham), p. 193.
 CAHEN (I.), p. 184.
 CAHEN (L.), p. 96.
 CAMBON (Jules), p. 256, 261, 280, 285, 294, 300.
 CAROBY, p. 240.
 CARTIER, p. 145.
 CASANOVA, p. 261.
 CASTARÈDE, p. 334.
 CAT, p. 342, 346.
 CAVAIGNAC (général), p. 79.
 CAYROL, p. 296, 298, 354, 355.
 CAZE, p. 51.
 CÉLY, p. 196, 207, 208, 266, 268, 314.
 CELLY, p. 313.
 CHABANNES (de), p. 141.
 CHALOUM (Mardochee), p. 275, 277, 354.
 CHALOUM-LEBHAR, p. 251.
 CHANINA (rab), p. 10.
 CHANZY (général), p. 169, 177.
 CHARLEVILLE (rabbin), p. 108, 120, 180, 188, 193.
 CHAZE, p. 311, 312, 341, 342.
 CHÉRIF (reïs), p. 19.
 CHEVALLIER, p. 118.
 CIRTA, p. 11.
 CLAUZEL (maréchal), p. 44, 49, 54, 56, 107.
 COHEN (Astruc), p. 16.
 COHEN (d'Aix), p. 71, 73.
 COHEN (Edmond), p. 99.
 COHEN (Joseph), p. 133.
 COHEN (Lazare), p. 73.
 COHEN-SALMON, p. 24.
 COHEN SCALLI, p. 47.
 COHEN-SOLAL (Ange), p. 47.

COHEN-SOLAL (Hayem), p. 97, 155, 186 et 205.
 COHN, p. 71.
 COLIN, p. 200, 353.
 CONSISTOIRE CENTRAL DES ISRAÉLITES DE FRANCE, p. 59, 64-68, 71, 72, 90-93, 115, 119, 128, 132, 133, 144, 161-166, 172-175, 191, 192, 210, 215, 231, 233, 251-254, 321, 355, 358-360, 363.
 CONSISTOIRE ALGÉRIEN, p. 72, 84, 88-91, 123.
 CONSISTOIRE D'ALGER, p. 92, 116, 120, 129, 132, 166, 171, 172, 210, 239, 261, 359.
 CONSISTOIRE DE CONSTANTINE, p. 108, 133, 192.
 CONSISTOIRE DE MARSEILLE, p. 68, 71, 73, 89, 115.
 CONSISTOIRE D'ORAN, p. 86, 95, 116, 123, 128, 133, 194, 196, 254, 358, 359.
 CONSTANS, p. 330.
 CONSTANTINE, p. 16, 23, 25, 31, 54, 62, 72, 73, 84, 85, 88, 91, 94, 96, 97, 101, 106, 118, 119, 123, 124, 131, 133, 134, 144, 146, 149, 150, 151, 153, 161, 164, 171, 177, 185, 186, 191-193, 205, 216, 228, 230, 244, 246, 247, 254, 256, 260, 263, 266, 267, 274, 279, 289-291, 294, 303-307, 314, 319, 322, 326, 337, 338, 352, 353, 355, 356, 361, 363, 368.
 CORPS, p. 261.
 CUBA, p. 315.
 CRÉMIEUX, p. 64, 76, 77, 106, 114-116, 120, 133, 135, 137-139, 141-148, 150-154, 158-166, 172, 173, 176, 180-186, 189, 193, 195, 205, 206, 208, 212, 214-216, 218, 224, 225, 229, 234, 236-238, 240-243, 254, 257, 263-268, 271, 279, 280, 281, 300-302, 306, 311, 315, 316, 322, 327, 328, 331, 338, 351-353, 363-365.
 CYPRIEN, p. 11.

D

DAMRÉMONT (général), p. 54.
 DANINOS (Abraham), p. 52.
 DARMON (Mardochee), p. 87, 101.
 DARMON (M^e), p. 260, 356.
 DAUMAS, p. 50, 51, 57.
 DEBONNO, p. 286.
 DÉFENSE NATIONALE (gouvernement de la), p. 140, 145, 154, 158, 165, 166, 224, 322.
 DEFRANCE : voir Chaze.
 DELANGLE, p. 121.
 DELORT (général), p. 51.
 DELSIEUX, p. 117.
 DENIS, p. 258, 302.
 DESMICHELIS (général), p. 53, 55.

DESSOLIERS, p. 215, 216.
 DETCHESSAHAR, p. 346.
 DIDIER, p. 122.
 DJERDIS, p. 12.
 DOUERA, p. 12, 13, 23.
 DRAULT, p. 305, 320, 334.
 DREYFUS, p. 236, 241, 277, 294, 295, 300, 301, 328, 336, 337, 361.
 DROUET D'ERLON (maréchal), p. 55.
 DRUMONT, p. 217-219, 221, 223-226, 235, 237, 240, 241, 257, 263-266, 272, 277, 295, 302-307, 309, 311, 315-319, 323, 326, 328, 332, 334, 337-339, 342, 344-346, 349-353, 355, 359, 361.
 DUBUC, p. 227, 286, 299.
 DUCROUX, p. 353.
 DUMONTEIL, p. 265.
 DUPUY, p. 326, 327, 328-330, 337.
 DUPERRÉ, p. 156.
 DURAN (les), p. 18, 171.
 DURAN (David), p. 22, 37.
 DURAND (David), p. 132.
 DURAN (Juda), p. 41-43, 47, 53, 55, 56, 58, 69, 73, 119.
 DURAN (Simon ben Cemasch), p. 16, 27.
 DURIEU : voir Blum.
 DUVAL, p. 110.

E

EGYPTE, p. 10, 40.
 EL-BIAR, p. 334.
 ENOS, p. 98.
 EPHRUSSI, p. 221.
 ERBIB, p. 87.
 ERLANGER, p. 221, 243.
 ESDRAS, p. 32, 34.
 ESTERHAZY (général Walsin), p. 146.
 ETOURNEAU, p. 95.
 ETIENNE, p. 196, 207, 208, 215, 216, 225, 228, 306, 353.

F

FABRE LA MAURELLE (contre-amiral), p. 147.
 FAURE (capitaine), p. 340.
 FAURE (Firmin), p. 278, 306, 307, 319, 321, 331, 353.
 FAURE (Sébastien), p. 306.
 FAVRE (Jules), p. 131, 135.
 FAWTIER, p. 314.
 FERHAT BEN SAID, p. 53.
 FERNANDEZ DE CORDOUE (Diego), p. 17.
 FITOUSSI, p. 251.
 FORCIOLI, p. 228, 261, 302.
 FOURICHON (amiral), p. 142, 144.
 FOURTOU (Bardi de), p. 162, 165, 224.
 FRANÇOIS-JOSEPH, p. 222.

FRÉDÉRIC III, p. 222.
 FRÉGIER, p. 117, 119.

G

GAMBETTA, p. 142, 144, 148, 205, 207, 224, 225, 256.
 GARBÉ, p. 122.
 GASTU, p. 212, 314.
 GAVISSON (les), p. 18.
 GERSON-LÉVY, p. 67.
 GIBRALTAR, p. 24, 60.
 GIEURE (Dr), p. 353.
 GIRAUD, p. 114.
 GIRAUD (Hyppolyte), p. 266.
 GHRIBA (la), p. 15, 33, 84.
 GOBERT, p. 268, 337, 338.
 GOURGEOT, p. 61, 198, 236, 237, 305.
 GOZLAN, p. 85, 181.
 GRAMAGE, p. 20.
 GRAMMONT, p. 20.
 GRASSET, p. 265.
 GRÉGOIRE (F.), p. 235-238, 274, 275, 283, 335.
 GUELMA, p. 84, 229.
 GUÉRIN (J.), p. 306, 335, 336, 350.
 GUEYDON (vice-amiral de), p. 151, 158, 160, 163, 165, 166, 178, 179, 186, 187, 196, 328.
 GUILLEMIN, p. 273, 298, 324.
 GUGENHEIM, p. 73, 91.

H

HABERT (Marcel), p. 301.
 HARCOURT (comte d'), p. 165.
 HAEDO, p. 18.
 HALPHEN, p. 221.
 HANEFI, p. 31.
 HANINA, p. 24.
 HARTOCH ou (HARTOG) (Mlle), p. 70, 99.
 HASSOUM, p. 171.
 HERZ, p. 313.
 HONEL (avocat à Alger), p. 92, 129, 132, 135, 172, 239, 243, 244, 249, 251, 254, 320.
 HONEL (procureur à Tizi-Ouzou), p. 230, 244.
 HUGO (Victor), 186, 311.
 HUGUET, p. 336.
 HUMBERT, p. 263, 266.
 HUSSEIN (dey d'Alger), p. 39, 42.

I

IBN KHALDOUN, p. 12.
 IDRIS, p. 13.
 IFRIKIAH, p. 12.
 IFRIKOS, p. 12.
 INKERMANN, p. 278, 357.
 IRR, p. 275, 276.

ISAAC (les), p. 244, 355.

ISAAC (rabbin), p. 10.

ISIDOR, p. 180.

J

JACQUES, p. 196, 204, 207, 337.

JAÏS (Moïse), p. 80.

JAÏS, p. 214, 355.

JACKET (Soliman), p. 20.

JAURÈS, p. 301, 328, 354.

JEAN BON SAINT-ANDRÉ, p. 21.

JÉRÔME NAPOLEON (prince), p. 106.

JÉRUSALEM, p. 10, 219.

JONNART, p. 340, 344.

JOURDAN (Charles), p. 141, 160.

JUILLET SAINT-LAYET, p. 157.

JUSTINIEN, p. 11.

K

KABYLIE, p. 13, 140, 156.

KAHENA (la), p. 13.

KALFON (Maklouf), p. 100.

KALFON (Rachel), p. 199.

KANOUI (les), p. 171.

KANOUI (Abraham el), p. 73, 86, 87, 92, 102, 249.

KANOUI (David), p. 155, 186, 251, 254.

KANOUI (Simon), p. 105, 170, 180, 187, 193, 194, 196, 207-209, 212, 216, 225, 229-231, 249, 251, 252, 260, 267, 355, 358.

KHAÏBAR, p. 12.

KOCEÏLA, p. 13.

L

LABERDESQUE, p. 347-349, 359.

LAFFERRIÈRE, p. 320-322, 324-330, 332, 340, 349, 360-361.

LALLA-MARNIA, p. 259.

LALOUM, p. 172.

LAMBERT (Alexandre), p. 314.

LAMBET (Alexis), p. 156.

LAMBRECHT, p. 159, 162, 164, 166, 175, 184, 185, 188, 205, 259.

LAMY, p. 122.

LANESSAN (de), p. 328.

LA SICOTIÈRE (de), p. 224.

LASRY (Esther), p. 105.

LASRY (Jacob), p. 54-56, 66, 80, 88, 119.

LASRY (de Mostaganem), p. 86.

LE BATTEUX, p. 141.

LE HON (comte), p. 104, 129, 131, 132.

LELIÈVRE, p. 205, 216.

LÉON (A.), p. 162, 163.

LÉPINE, p. 280, 296, 297, 299-301, 304, 305, 310, 315, 318-320, 322, 323, 326, 330, 335, 355.

LE TALHOUIDEC, p. 348.

LETELLIER, p. 212, 215, 216, 229, 230, 305.

LEVAILLANT (I.), p. 258.

LEVEN, p. 246, 247.

LÉVI-BRAM, p. 171, 355.

LÉVY-BRAM (Lazare), p. 24, 47, 73.

LÉVY (professeur), p. 272-274.

LÉVY (Salomon), p. 289.

LÉVY-VALENCY (Mléah), p. 99.

LÉVY-VALENSIN (ou Valensi), p. 119, 171, 260.

LEYGUES, p. 258, 302.

LICHTLIN (général), p. 147.

LIONNE, p. 311, 323, 325, 335, 345, 349-352.

LIVOURNE, p. 18, 20, 22.

LOUIS-PHILIPPE, p. 69, 74.

LOZÉ, p. 280.

LUCET, p. 146, 161, 164, 185.

LUTAUD, p. 330-340, 343, 346-348, 350, 351.

LYAUTEY (maréchal), p. 366.

M

MACHETON, p. 260.

MAC-MAHON (maréchal de), p. 130, 136, 149, 163, 165, 224, 368.

MACTA (la), p. 56.

MALHERBE (de), p. 278, 337-339.

MANCEAU, p. 134.

MANTOUT, p. 290, 350, 351.

MARCHAL, p. 205, 210, 214, 306, 307, 318, 321, 323-326, 352, 353.

MAREUIL (de), p. 122.

MARGUERITTE, p. 346.

MAROC, p. 24, 59, 259, 357.

MARSEILLE, p. 19, 38, 40.

MARTIN SAINT-LÉON, p. 238, 272, 274.

MASCARA, p. 49-51, 55, 57, 97, 289, 338.

MATHIEU (F.), p. 228, 230, 267.

MAUGUIN, p. 215, 228, 306.

MAURICE, p. 11.

MAURIN (Dr), p. 151, 157.

MAYER CHICHE, p. 171.

MAZON, p. 238.

MÉDEA, p. 16, 49, 83, 85, 240, 251, 253, 289, 357.

MEDIONI, p. 92.

MEDIONNA, p. 12, 13.

MELIA, p. 313.

MÉLINE, p. 266, 301, 319.

MENDELSSHON, p. 23, 67.

MENIER, p. 221.

MERCIER, p. 264, 265, 269.

MESGUICH, p. 154.

MEYER (Arthur), p. 217.

MEYNIÉ, p. 235, 237.

MEZGNICH, p. 64.

MIGNÈRES (D^r), p. 73.
 MILIANA, p. 49, 57, 83, 156, 212.
 MILLERAND (A.), p. 319.
 MILLIARD, p. 305, 319.
 MILOUD BEN ARRACH, p. 51.
 MITIDIA, p. 148.
 MOATI, p. 46.
 MOATTI, p. 260.
 MOKRANI, p. 148-150, 152, 225, 368.
 MOHAMMED BRAKTACHE, p. 20.
 MOHAMMED EL KEBIR, p. 24.
 MOLINA (Marie), p. 231.
 MONDOVI, p. 84.
 MORÈS, p. 220, 237, 303, 311.
MORINAUD (E.), p. 261, 264-266, 280, 294, 296, 303, 306, 307, 315, 318, 319, 322, 323, 327, 337.
 MOSTAGANEM, p. 50, 59, 70, 85, 86, 97, 115, 118, 156, 157, 170, 275-278, 289, 299, 355.
 MOURICAUD (Gérard de), p. 311, 337.
 MUSTAPHA BEN OUSNADJI, p. 20.
 MUSTAPHA (dey d'Alger), p. 17, 21.
 MUSTAPHA BEN TURKI, p. 310.
 MZAB (le), p. 13.

N

NABUCHODONOSOR, p. 10.
 NAHON (Abraham), p. 225.
 NAHON, p. 73, 86.
 NAPOLÉON III, p. 106, 119, 140, 149, 224.
 NAQUET, p. 301.
 NARBONI, p. 53, 172.
 NAVARRO (Pedro), p. 17.
 NEDROMA, p. 260.
 NEFOUSSA (les), p. 12.
 NETTER (rabbin de Constantine), p. 91, 96.
 NETTER (rabbin d'Oran), p. 253, 355, 358.
 NIMES, p. 115, 161.
 NOISY-LES-BAINS, p. 277.

O

OBRY-TERQUEM, p. 67.
 OLLIVIER (capitaine), p. 150, 368.
 OLLIVIER (Emile), p. 129, 133, 134, 136-138, 145, 160, 161, 201, 224.
 OQBA BEN NOLI, p. 13.
 ORAN, p. 16, 17, 24, 25, 46-51, 55-57, 59, 60, 63, 66, 70, 72, 73, 79, 80, 86, 92-94, 96-100, 102, 106, 109, 116, 120, 124, 131, 132, 134, 141, 147, 156, 157, 163, 164, 171, 178, 185, 187, 192-194, 204, 212, 215, 216, 225, 228, 230, 231, 233, 240, 241, 244, 247, 248, 250-253, 260, 261, 266, 271, 274-278, 287, 289-291, 294, 299, 303, 306, 309, 314, 317, 319, 320, 326, 331, 337, 338, 340, 342, 351, 353-357.

O'REILLY, p. 41.
 ORLÉANS, p. 161.
 ORLÉANS (les d'), p. 222.
 ORLÉANSVILLE, p. 289.
 OUALID, p. 171.
 OUILIS, p. 277.
 OUZILON, p. 260.

P

PADELWSKI, D. 236.
 PARIEU, p. 137.
 PARIS, p. 57, 70, 84, 89, 90, 126, 132, 137, 163, 173, 176, 192, 200, 220, 234, 264, 280, 291, 295, 299, 301, 310, 318, 328, 333, 344, 349, 350, 355, 356.
 PARIS (comte de), p. 222.
 PAULIAT, p. 257, 319.
 PAYSANT, p. 295.
 PEFFAN, p. 277.
 PELLEGRIN, p. 238.
 PEREIRE (I.), p. 231.
 PERRIER (A.), p. 147.
 PHILIPPE D'ORLÉANS, p. 222.
 PHILIPPEVILLE, p. 70, 122, 157, 319.
 POIVRE, p. 141, 144, 147.
 POMEL, p. 141.
 PONTBRIAND (comte de), p. 258.
 POURAILLY, p. 256.
 POURQUERY DE BOISSERIN, p. 257, 365.
 POUYET-QUERTIER, p. 161.
 PTOLÉMÉE-SOTER, p. 10.
 PRADELLE, p. 299, 302, 303, 305.
 PUJADE, p. 141, 144, 317.

R

RANDON (maréchal), p. 105, 129.
 RASCHI, p. 96.
 RASTEIL, p. 260.
 REDON (de), p. 229, 335, 274.
 RÉGIS (Max), 273-275, 279, 296, 297, 300, 302-305, 308-314, 316-319, 323-327, 331-342, 344-350, 352-361.
 RÉGIS (Louis), p. 273, 309, 317, 348.
 RÉVOIL, p. 352.
 RIBASCH : voir Bar. Schescheth.
 ROCHEFORT, p. 332, 344.
 ROTSCCHILD (les), p. 220, 222, 224, 243, 283, 325, 355.
 ROTSCCHILD (Alphonse de), p. 164.
 ROTSCCHILD (James de), p. 49.
 ROUANET, p. 326, 328, 361.
 ROUEN, p. 101.
 ROUQUET (D^r), p. 349.
 ROUSSEAU, p. 84.
 ROVIGO (duc de), p. 52, 53.
 ROZET, p. 15, 24, 34, 35, 39, 50.

S

SABATIER, p. 216, 232, 234, 254, 321, 360.

SAFAR, p. 313.
 SAÏDA, p. 124, 248.
 SAINT-ARNAUD (maréchal de), p. 58.
 SAINT-DENIS DU SIG, p. 104, 248, 251.
 SAINT-GERMAIN (d'Oran), p. 235, 337.
 SAINT-GERMAIN (de Sétif), p. 265, 327.
 SAINT-JOHN, p. 44.
 SALAH-BEY, p. 25.
 SALFATI, p. 244.
 SALIÈRES, p. 325, 331, 350.
 SAMARY, p. 299, 301-303, 305, 306, 338.
 SANANÈS (Amran), p. 73, 81, 86.
 PANHEDRIN (le Grand), p. 72, 109, 180, 195.
 SAPOR, p. 227, 256, 262.
 SARLANDE, p. 130, 135.
 SARTOR, p. 136.
 SAURIN (Daniel), p. 302, 311, 315, 341.
 SAVOIE (la), p. 117.
 SCHEBAT, p. 298, 354.
 SCHNEIDER, p. 220.
 SEDAN, p. 140, 149.
 SEROR (les), p. 16, 18, 43, 171.
 SÉROR (Léon), p. 139, 174.
 SÉROR (Moïse), p. 104, 118.
 SÉROR (pharmacien à Alger), p. 260.
 SETIF, p. 216, 273, 289, 299, 338, 368.
 SEYMAN, p. 171.
 SEYMAN (ou Seïman Jacob), p. 84, 92.
 SHALER, p. 24.
 SICEBOTE, p. 12.
 SIDI-BEL-ABBÈS, p. 103, 156, 289.
 SIMON BEN SMIA, p. 15.
 SISAC, p. 11.
 SOUSSI, p. 260.
 SPORTES, p. 76.
 STEPHANOPOULI, p. 341.
 STORA (les), p. 16, 171, 355.
 SUDRAUD, p. 311, 312.
 SULTAN, p. 250.

T

TAILLEFERT, p. 165.
 TALLEYRAND, p. 21.
 TARAVANT, p. 118.
 TASSIN, p. 130, 169.
 TAUPIAC, p. 92.
 TEMIM, p. 24.
 TERTULLIEN, p. 11.
 THIÉBAUD, p. 299.
 THIERS, p. 159, 162-164.
 THOMSON, p. 205, 215, 225, 228, 230, 261, 263, 265, 303, 306, 319, 328, 353.
 THUILLIER, p. 140.
 TIRMAN, p. 225, 228, 256, 257, 321.
 TITUS, p. 10.
 TITTERI (le), p. 20, 31.
 TLEMCEN, p. 13, 15-17, 54, 56, 57, 61,

97, 103, 109, 156, 178, 211, 239, 290, 369.
 TOLÉDANO, p. 99.
 TOURS, p. 141, 142, 144.
 TRAJAN, p. 10.
 TREILLE (D^r), p. 265.
 TREZEL (général), p. 55.
 TROLARD (D^r), p. 216.
 TUBIANA (H.), p. 248, 359.
 TUNIS, p. 21, 22, 59, 84, 355, 357.
 TUNISIE, p. 259.

U

UHRY, p. 355.
 ULLMANN, p. 91.
 URTIS, p. 76, 77.

V

VALÉE (maréchal), p. 57.
 VALENSI, p. 355.
 VARLOUD, p. 338.
 VENTURE DE PARADIS, p. 24.
 VIBERT, p. 305.
 VIDAL-CHALOM, p. 248, 275, 354.
 VIGUIER, p. 144, 185, 187.
 VINET (Jules), p. 130.
 VIVIANI, p. 304, 328, 329, 347.
 VOINOT, p. 334, 338, 340, 350.
 VUILLERMOZ, p. 154, 155, 158, 183, 184, 186, 216.

W

WALDECK-ROUSSEAU, p. 225, 336, 337.
 WALSIN-ESTERHAZY (général), p. 295.
 WARNIER (docteur), p. 104, 142, 183, 184.
 WEBER (docteur), p. 266.
 WEIL (de Bône), p. 244.
 WEILL (rabbin Michel), p. 73, 80, 82, 83, 88-91, 96.
 WEILL (A.-M.), p. 98.
 WEILL (grand rab. d'Alger), p. 254.
 WIMPFEN (général de), p. 131.
 WISSEMBOURG, p. 225.
 WITERSHEIM, p. 244.
 WORMS (docteur), p. 68.

X

XIMENES (cardinal), p. 17.

Y

YUSUF (général), p. 54.

Z

ZARKA, p. 97.
 ZEIS, p. 98.
 ZEMOUR, p. 313.
 ZERAFA, p. 298.
 ZERBIB, p. 172.
 ZERMATI, p. 186, 273, 289.
 ZERPATE, p. 84.
 ZOBEIR, p. 13.
 ZOLA, p. 295.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS. — Livre I, *Avant le décret Crémieux*, p. 5.

INTRODUCTION. — *Les Juifs algériens avant la conquête* :

I. Les Juifs indigènes, p. 9. — II. L'immigration espagnole, p. 14. — III. Les Juifs francs, p. 18.

CHAPITRE PREMIER. — *Les Juifs algériens en 1830* :

I. Les communautés algériennes, p. 23. — II. Organisation politique, p. 25. — III. Les devoirs envers l'Etat, p. 28. — IV. La situation morale, p. 29. — V. La société juive, p. 32. — VI. Rôle social, p. 38.

CHAPITRE II. — *La nation juive sous la domination française* :

I. La Libération, p. 40. — II. L'organisation de la nation juive, p. 44. — Les Juifs pendant la conquête, p. 48. — IV. Les intermédiaires politiques, p. 52.

CHAPITRE III. — *L'action du Consistoire de France* :

I. Les premiers progrès et la crise des mœurs, p. 59. — II. Les efforts du Consistoire central, p. 65. — III. L'ordonnance du 9 novembre 1845, p. 68.

CHAPITRE IV. — *La II^e République et les premiers droits civiques* :

I. La question de la naturalisation, p. 75. — II. Les premières querelles électorales, p. 78.

CHAPITRE V. — *Juda et Israël* :

I. L'organisation, p. 82. — II. Les résistances, p. 84.

CHAPITRE VI. — *L'évolution* :

I. L'émancipation par l'école, p. 94. — II. Le progrès sociaux, p. 99. — III. L'acquisition des droits, p. 105. — IV. Israélites et Algériens, p. 108.

CHAPITRE VII. — *La campagne pour la naturalisation* :

I. La situation juridique, p. 111. — II. La première campagne pour la naturalisation, p. 113. — III. Les efforts des Israélites, p. 119. — IV. Le Sénatus Consulte de 1865, p. 120. — V. L'échec de la réforme, p. 123.

CHAPITRE VIII. — *Les Israélites et la réorganisation algérienne* :

I. La réforme algérienne, p. 127. — II. La seconde campagne pour la naturalisation, p. 132. — III. La naturalisation promise, p. 136.

CHAPITRE IX. — *Le décret Crémieux* :

I. Les Israélites et la République, p. 139. — II. Les décrets du 24 octobre, p. 141. — III. Les décrets et l'opinion, p. 146. — IV. Le décret et l'insurrection kabyle, p. 148.

CHAPITRE X. — *La bataille autour du décret* :

I. Les incidents et la campagne d'abrogation, p. 153. — II. La défense du décret, p. 160. — III. Le décret sauvé, p. 163.

Livre II. — *Les Israélites citoyens français*

CHAPITRE PREMIER. — *Les Israélites citoyens français :*

I. L'évolution dirigée, p. 169. — II. Les Consistoires, p. 172. — III. La campagne pour l'assimilation, p. 174. — IV. L'instruction, p. 176. — V. Le service militaire, p. 178.

CHAPITRE II. — *Les débuts dans la vie politique :*

I. Les premiers votes, p. 183. — II. Le mécontentement algérien, p. 185.

CHAPITRE III. — *Les abus :*

I. Les coqs juifs, p. 191. — II. Les faveurs, p. 193. — III. Les pratiques usuraires, p. 197. — IV. Le commerce juif, p. 201.

CHAPITRE IV. — *La première poussée antijuive :*

I. Les radicaux et le crime contre le suffrage universel, p. 204. — II. De l'antikanouisme à l'antisémitisme, p. 207. — III. Les premiers mouvements violents, p. 210. — IV. Les élections de 1885, p. 215.

CHAPITRE V. — *La doctrine de Drumont.*

I. La France juive, p. 217. — II. Les théories sociales, p. 219. — III. Les théories politiques, p. 221. — IV. Drumont et l'Algérie, p. 224.

CHAPITRE VI. — *L'antijudaïsme latent :*

I. Les batailles électorales, p. 227. — II. La persistance des faveurs, p. 231. — III. La lutte légale, p. 232. — IV. Les campagnes antijuives, p. 235. — V. Les Juifs à l'index, p. 238.

CHAPITRE VII. — *Les communautés à la veille de la crise antijuive :*

I. L'évolution des mœurs, p. 243. — II. La lutte des jeunes et des anciens, p. 249. — III. La victoire des vieux, p. 252.

CHAPITRE VIII. — *L'arrivée des radicaux antijuifs au pouvoir :*

I. L'essai de réforme légale, p. 256. — II. La révision des listes électorales, p. 258. — III. Les antijuifs maîtres de Constantine, p. 261. — IV. Oran aux antijuifs, p. 262.

CHAPITRE IX. — *Les débuts de la crise antijuive :*

I. Rôle des naturalisés, p. 270. — II. L'affaire Lévy, p. 272. — III. Les troubles d'Oranie, p. 275. — IV. Le dernier effort légal, p. 279.

CHAPITRE X. — *Les raisons des antijuifs.*

I. Le sentiment antijuif, p. 282. — II. La crise économique, p. 285. — III. Place des Juifs dans la vie algérienne, p. 288.

CHAPITRE XI. — *Les émeutes d'Alger et les élections de 1898 :*

I. L'influence de la presse, p. 293. — II. Les émeutes de janvier 1898, p. 295. — III. La Métropole et l'Algérie, p. 300. — IV. Les élections antijuives, p. 302.

CHAPITRE XII. — *Max Régis et le parti antijuif :*

I. Popularité de Max Régis, p. 305. — II. Le parti antijuif, p. 310. — III. Les tendances autonomistes, p. 314.

CHAPITRE XIII. — *La politique de conciliation :*

I. Les antijuifs et le ministère Brisson, p. 318. — II. Laferrière gouverneur, p. 320. — III. Régis, maire d'Alger, p. 323. — IV. Le décret Crémieux mis en jeu, p. 326.

CHAPITRE XIV. — *La défense républicaine :*

I. — Lutaud, p. 330. — II. La lutte de Lutaud contre Régis, p. 332. — III. La politique de Waldeck-Rousseau, p. 336. — IV. Le mouvement social, p. 341.

CHAPITRE XV. — *La fin du mouvement antijuif :*

- I. Les fautes du parti antijuif, p. 344. — II. Laberdesque, p. 347. —
III. Scission du parti antijuif, p. 349. — IV. La débâcle antijuive,
p. 357.

CHAPITRE XVI. — *Les Israélites pendant la crise antijuive :*

- I. Effets des persécutions, p. 354. — II. La défense des Israélites,
p. 358.

CONCLUSION, p. 363.

APPENDICE, p. 367.

- I. — L'insurrection de Mokrani, p. 368.
II. — Professions des Israélites de Constantine en 1900, p. 368.
III. — Professions des Israélites de Tlemcen en 1900, p. 369.
IV. — *Sources :*
I. Documents d'archives, p. 367. — II. Textes imprimés, p. 367. —
III. Bibliographie, p. 372.
-

